# Étude des crédits

2020
2021

Août 2020

## Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

## DEMANDES 1 À 113 (AFFAIRES MUNICIPALES)

Ministère des
Affaires municipales
et de l'Habitation
Québec

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle**
**Table des matières**

| Demande numéro | Libellé de la demande |
|---|---|
| 1. | Indiquer la somme dépensée en 2019-2020, ainsi que les prévisions pour 2020-2021, par votre ministère pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ). |
| 2. | Pour chacun des organismes, agences ou autres instances relevant du ministère, pour l'année 2019-2020, indiquer :<br>a) la liste des employés ou membres du conseil d'administration;<br>b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre, leur rémunération et la date du début et de la fin de leur mandat;<br>c) la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre, leur rémunération, leur curriculum vitae et la date du début et de la fin de leur mandat;<br>d) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation. |
| 3. | Ventilation des paiements de transfert affectés à l'aide financière aux municipalités et aux fonds de péréquation pour 2019-2020 avec la liste des municipalités bénéficiaires et les critères d'attribution. |
| 4. | Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activité auxquels ont participé les employés du ministère en 2019-2020. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité. |
| 5. | Liste de tous les travaux de construction ou de rénovation effectués au ministère en 2019-2020, ainsi que les prévisions pour 2020-2021. |
| 6. | Liste des municipalités, des municipalités régionales de comté, des régies intermunicipales ou des organismes supralocaux qui ont reçu une aide financière spéciale de la part du ministère en 2019-2020. Indiquer le nom de ces entités et, pour chacune, l'objet de l'aide financière ainsi que le montant reçu. |
| 7. | Liste des municipalités qui ont profité d'une aide financière pour se regrouper (PAFREM) en indiquant le montant de l'aide financière pour chacun des bénéficiaires en 2019-2020. |
| 8. | Liste des municipalités qui ont demandé en 2019-2020 une étude d'opportunité d'un projet de regroupement dans le cadre de la politique des regroupements municipaux, la liste des études réalisées, ainsi que les coûts et les principales conclusions de ces études. |
| 9. | Liste des études de regroupement produites en 2019-2020, avec la date de réalisation et, s'il y a lieu, le nom de la firme qui a réalisé chacune de ces études et le montant du contrat. |
| 10. | Total des sommes transférées aux municipalités pour chacune des mesures apparaissant dans l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2020-2024 (transfert d'un point de la TVQ, bonification des compensations tenant lieu de taxes pour les immeubles parapublics, compensation tenant lieu de taxes pour les terres publiques, partage des revenus des redevances sur les ressources naturelles, subvention de péréquation, subvention à la Capitale-Nationale, fonds de développement des territoires, aide à la voirie locale – volet réfection), en 2019-2020, pour chaque municipalité et par région, ainsi que les prévisions pour 2020-2021. |

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle**
**Table des matières**

| Demande numéro | Libellé de la demande |
|---|---|
| 11. | Pour l'exercice 2019-2020, sommes accordées aux municipalités régionales de comté au Fonds de développement des territoires, par région, ventilées par provenance des sommes (solde des CRÉ et de leur FDR, solde du programme d'aide au développement économique local, programme d'aide aux MRC, enveloppe des pactes ruraux et des agents de développement rural) et prévisions pour 2020-2021. |
| 12. | Sommes accordées en vertu du Fonds d'aide au rayonnement des régions (FARR), par région, pour l'exercice 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021. Ventiler par territoire et par MRC en indiquant les montants déjà engagés pour 2020-2021, en fournissant une liste des projets financés, une description de ceux-ci et le montant accordé par projet. |
| 13. | État de situation du régime de financement des centres d'urgence 911. |
| 14. | Liste des villes et municipalités qui contestent en justice une décision du gouvernement. Indiquer le motif de la contestation et les mesures prises par le gouvernement pour s'entendre avec ces municipalités. |
| 15. | Pour 2019-2020, fournir la liste des requêtes en cassation ou en annulation d'un règlement du conseil ou d'un procès-verbal, d'un rôle, d'une résolution ou d'une autre ordonnance du conseil ou du comité exécutif d'une municipalité ou d'un organisme supramunicipal, présentés par le procureur général du Québec. Indiquer les motifs des requêtes et les mesures prises par le gouvernement pour s'entendre avec les municipalités visées par ces requêtes. |
| 16. | Pour 2019-2020, fournir la liste des recours exercés par le procureur général du Québec en vertu des articles 838 à 843 du Code de procédure civile (chapitre C-25) contre un membre du conseil ou un fonctionnaire ou employé d'une municipalité ou d'un organisme supramunicipal qui est inhabile à exercer ses fonctions. Indiquer les motifs des recours et les autres mesures prises par le gouvernement pour que les personnes visées par ces recours n'occupent plus leurs fonctions. |
| 17. | Pour 2019-2020, fournir la liste des actions en déclaration d'inhabilité ou des requêtes en quo warranto intentées par le procureur général contre un élu municipal, un ancien élu municipal ou un candidat à un poste d'élu municipal. Indiquer les motifs des actions et les autres mesures prises par le gouvernement pour que les personnes visées par ces recours n'occupent plus leurs fonctions électives. |
| 18. | Pour 2019-2020, fournir la liste des requêtes, demandant la confirmation judiciaire de la fin du mandat d'un membre d'un conseil municipal, présentée par le procureur général. Indiquer les motifs des requêtes et les autres mesures prises par le gouvernement pour que les personnes visées par ces requêtes n'occupent plus leur fonction élective. |
| 19. | Pour 2019-2020, fournir la liste des vérifications effectuées par le ministère dans des municipalités. Indiquer les motifs des vérifications (soupçon d'inefficacité, de malversation, etc.), les objets visés par ces vérifications (contrats, avantages reçus par des élus, etc.), les suites de ces vérifications (recommandation à une municipalité, transfert d'un dossier au procureur général, etc.) et les dates prévues pour le dépôt des rapports à venir. |
| 20. | État de la révision des schémas d'aménagement au Québec, fournir la liste complète des schémas complétés en 2019-2020 et la liste complète des schémas dont la révision connaît un retard en précisant les raisons du retard. Indiquer la nature et l'objet des objections et demandes gouvernementales formulées pour assurer la conformité aux orientations gouvernementales. Indiquer quels schémas sont en cours d'analyse et n'ont pas fait l'objet d'un avis gouvernemental à ce jour. |

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle**
**Table des matières**

| Demande numéro | Libellé de la demande |
|---|---|
| 21. | Pour 2019-2020, fournir la liste des schémas d'aménagement révisés envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de schémas approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque schéma révisé non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus d'approuver et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du schéma révisé. |
| 22. | Pour 2019-2020, fournir la liste des projets de modifications à un schéma d'aménagement envoyé par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de projets approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de projets qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque projet non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du projet. |
| 23. | Pour 2019-2020, fournir la liste des règlements de contrôle intérimaire envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de règlements approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de règlements qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque règlement non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du règlement. |
| 24. | Pour 2019-2020, fournir la liste des règlements et des autres actes municipaux, y compris les schémas d'aménagement et les règlements de contrôle intérimaire, soumis au ministère pour approbation. Indiquer le nombre d'actes approuvés, le nombre d'actes non approuvés et le délai entre la réception d'un acte et son approbation ou le refus de son approbation. |
| 25. | Liste complète des programmes, fonds et sommes du gouvernement fédéral dédiés aux municipalités (par exemple : mesures d'urgence, programmes d'infrastructures, bibliothèques, patrimoine, habitation, équipements sportifs, etc.) pour 2019-2020. |
| 26. | Pour le Programme d'infrastructures municipales d'eau (PRIMEAU) :<br>a) la liste des demandes reçues pour 2019-2020, par volet du programme ;<br>b) pour chacune des demandes, la décision du ministère et la date à laquelle cette décision a été prise ;<br>c) le montant accordé à la municipalité ou le cas échéant, le motif du refus ;<br>d) fournir le total des sommes versées pour 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021. |
| 27. | Pour le Fonds Chantiers Canada-Québec : pour chacun des volets et sous-volets, la liste des demandes reçues pour 2019-2020 et, pour chacune des demandes, la décision du ministère, le montant accordé à la municipalité selon la région ou, le cas échéant, le motif du refus. Fournir le total des sommes versées en 2019-2020 pour chacun des volets et sous-volets. |
| 28. | Pour le Programme d'infrastructures Québec-Municipalités, pour chacun des volets et sous-volets :<br>a) la liste des demandes reçues pour 2019-2020 ;<br>b) la liste de toute demande dont le traitement a été complété en 2019-2020, nonobstant leur année de réception ;<br>c) la liste de toutes les demandes pour lesquelles une promesse d'aide a été émise en 2019-2020 avec la date d'émission de la promesse d'aide ;<br>d) la grille d'évaluation des demandes et les critères qui sont pris en compte ;<br>e) le pointage ou toute autre mesure d'évaluation de la priorité ou de la qualité de toute demande dont le traitement a été complété ou est en cours en 2019-2020 ;<br>f) le montant accordé à la municipalité selon la région, ou le cas échéant, le motif du refus ;<br>g) fournir le total des sommes versées en 2019-2020 pour chacun des volets et sous-volets ;<br>h) inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2019-2020. |

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle**
**Table des matières**

| Demande numéro | Libellé de la demande |
|---|---|
| 29. | Pour le Fonds municipal vert : la liste des demandes reçues pour 2019-2020 et, pour chacune des demandes, la décision du ministère, le montant accordé à la municipalité ou à l'organisme municipal ou, le cas échéant, le motif du refus. Spécifier si le montant accordé est une subvention ou un prêt. Fournir le total des sommes versées en 2019-2020. |
| 30. | Pour le Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec : fournir le détail des modalités du programme 2019-2023. |
| 31. | Pour le Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec : fournir tout échange entre le gouvernement fédéral et le gouvernement du Québec au sujet du renouvellement du programme pour 2019-2023, ainsi que les modalités envisagées. |
| 32. | Concernant le Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec, identifier les sommes allouées, totales et ventilées, par région et par années pour les cinq dernières années. Inclure la liste des entreprises, municipalités ou organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'octroi, le nombre d'emplois créés (le cas échéant) et le montant reçu. Inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2020-2021 pour la TECQ. |
| 33. | Nombre de rencontres de la Table Québec-Municipalités en 2019-2020. Indiquer les dates et lieux. Identifier les personnes présentes et fournir une copie des ordres du jour et procès-verbaux. Indiquer les rencontres inscrites à l'agenda pour 2020-2021. |
| 34. | Nombre de rencontres de la Table Québec-Régions en 2019-2020. Indiquer les dates et lieux. Identifier les personnes présentes et fournir une copie des ordres du jour et procès-verbaux. Indiquer les rencontres inscrites à l'agenda pour 2020-2021. |
| 35. | État de situation détaillé concernant la diversification des sources de revenus pour les municipalités. Copie des scénarios, analyses ou comptes rendus produits par le ministère en 2019-2020 à ce sujet. Actions à venir pour 2020-2021. |
| 36. | Liste de tous les comités interministériels impliquant le ministère, ses organismes ou agences et d'autres partenaires, leurs mandats, le nombre de rencontres, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints. |
| 37. | Liste des municipalités, par région, qui reçoivent une compensation financière, par catégorie de programme, en indiquant le montant reçu en 2019-2020 pour :<br>a) un paiement tenant lieu de taxe à l'égard des immeubles des gouvernements des autres provinces et des gouvernements étrangers ;<br>b) un paiement tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles du réseau de la santé et des services sociaux ;<br>c) un paiement tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles du réseau de l'éducation, selon le niveau d'enseignement (distinguer les montants pour les écoles primaires et secondaires ainsi que pour les collèges et les universités) ;<br>d) un paiement tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles du gouvernement du Québec. |
| 38. | Sommes engagées en 2019-2020 pour promouvoir la démocratie municipale et prévisions des sommes pour 2020-2021. Préciser les moyens mis de l'avant pour encourager les candidatures des jeunes et des femmes. |
| 39. | Toutes études, analyses ou scénarios commandés ou réalisés au sujet d'une modification à la date des élections municipales. |
| 40. | Liste des rencontres tenues par les conférences administratives régionales (CAR) en 2019-2020. Indiquer les dates, les lieux, les résultats atteints. Identifier les personnes présentes et fournir une copie des ordres du jour et procès-verbaux. Indiquer les rencontres inscrites à l'agenda pour 2020-2021. |
| 41. | Dates et lieux des rencontres avec l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités, ainsi que les ordres du jour et procès-verbaux pour 2019-2020, incluant les rencontres tenus par la ministre ou le cabinet ministériel. |

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle**
**Table des matières**

| Demande numéro | Libellé de la demande |
|---|---|
| 42. | Liste des droits d'opposition dont se sont prévalues les municipalités reconstituées en 2019-2020. Indiquer l'objet du litige, les municipalités en cause et la décision de la Commission municipale. Fournir une copie de la correspondance adressée au ministre et indiquer l'action entreprise par le ministère. |
| 43. | Fournir la liste de tous les médiateurs, négociateurs ou arbitres nommés par le ministre en 2019-2020. Indiquer l'objet de leur mandat et les sommes qui leur ont été versées ou qui leur seront versées. |
| 44. | Liste des projets et montants totaux, par municipalité et par région, accordés dans le cadre du Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées (FEPTEU) et détail des montants décaissés jusqu'à maintenant. |
| 45. | Toute correspondance entre le ministère et le gouvernement fédéral au sujet du renouvellement du programme FEPTEU. |
| 46. | Liste des consultations menées par le ministère et les organismes auprès des communautés autochtones en 2019-2020 :<br>a) l'objet des consultations ;<br>b) le moyen utilisé ;<br>c) les dates des rencontres ;<br>d) les communautés et les personnes consultées ;<br>e) les résultats de consultations ;<br>f) les montants afférents. |
| 47. | État de situation quant au transfert d'actifs entre des municipalités et le gouvernement du Québec concernant le remboursement du déficit actuariel des employés de municipalités. |
| 48. | État de situation sur le suivi de l'Entente-cadre sur les engagements du gouvernement du Québec et de la Ville de Montréal pour la reconnaissance du statut particulier de la métropole, notamment au chapitre des ententes découlant de cette entente-cadre et des sommes transférées. |
| 49. | État de situation sur le suivi de l'Entente-cadre sur les engagements du gouvernement du Québec et de la Ville de Québec pour la reconnaissance du statut particulier de la Capitale-Nationale, notamment au chapitre des ententes découlant de cette entente-cadre et des sommes transférées. |
| 50. | État de la mise aux normes des infrastructures en eau potable au Québec en 2019-2020. Fournir les prévisions pour 2020-2021. |
| 51. | Liste des programmes disponibles pour les municipalités qui n'ont pas encore de système de traitement d'eau potable conforme aux normes prévues par le Règlement sur la qualité de l'eau potable. Pour chacun des programmes, fournir la liste des municipalités qui en ont bénéficié et les montants versés en 2019-2020. |
| 52. | Outre la Politique nationale de la ruralité 2014-2024, liste des mesures, programmes et politiques que le gouvernement du Québec a mis en place afin d'appuyer les intervenants des milieux ruraux. Ventilation des coûts reliés aux mesures, programmes et politiques. |
| 53. | Outre le Fonds de développement des territoires, listes des mesures, programmes et politiques que le gouvernement du Québec a mis en place afin d'appuyer les municipalités en difficulté. Ventilation des coûts reliés aux mesures, programmes et politiques. |

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle**
**Table des matières**

| Demande numéro | Libellé de la demande |
|---|---|
| 54. | Concernant le Programme de subvention pour les intérêts encourus dans le cadre de la mesure d'étalement par recours à l'emprunt des hausses de taxes dans les municipalités reconstituées (PSI), identifier les sommes allouées totales et ventilées par région et par année, pour les cinq dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'octroi, le nombre d'emplois créés, le cas échéant, et le montant reçu. Inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2020-2021 pour le PSI. |
| 55. | Concernant le Programme d'aide pour les municipalités à caractère industriel, identifier les sommes allouées totales et ventilées par région et par année pour les cinq dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'octroi, le nombre d'emplois créés, le cas échéant, et le montant reçu. Inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans plan budgétaire 2020-2021 pour ce programme. |
| 56. | Liste des conditions exigées par le ministère pour l'octroi des budgets autrefois dévolus au CLD et maintenant accordés à une MRC. |
| 57. | Montants collectés par les municipalités pour les droits de mutation immobilière. Par région, par tranche d'âge des acheteurs et par valeur immobilière. |
| 58. | Pour tous les programmes financés dans le cadre des actions du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020, fournir la ventilation suivante :<br>a) l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 – base annuelle (Mt éq. CO2) ;<br>b) le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2021 – base annuelle (Mt éq. CO2) ;<br>c) le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par la ministre ;<br>d) la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par la ministre (Kt éq. CO2) ;<br>e) les investissements totaux des projets (en millions $) ;<br>f) les aides financières totales du ministère (en millions $) ;<br>g) le coût moyen des projets sur la durée de vie (en $/tonne) ;<br>h) le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements. |
| 59. | Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2019-2020 et comparaisons avec les cinq dernières années. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents. |
| 60. | Copie et détail de toute demande de réduction, de consolidation, d'optimisation des ressources et de moyens ou de compressions de dépenses, reçue par le ministère ou l'organisme qui en relève en 2019-2020. Fournir l'ensemble des échanges, correspondances ou autres à ce sujet. |
| 61. | Liste et copie de tous les sondages effectués par le ministère et par chaque organisme qui en relève en 2019-2020, en indiquant les coûts, le sujet, le nombre de participants, les questions posées aux participants, les résultats et la firme retenue pour le réaliser. |
| 62. | Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2019-2020. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts. |
| 63. | Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2019-2020. |

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle**
**Table des matières**

| Demande numéro | Libellé de la demande |
|---|---|
| 64. | Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2019-2020 :<br>a) la liste de tous les concours et tirages réalisés ;<br>b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix ;<br>c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours ;<br>d) la liste des concours qui ont pris fin. |
| 65. | Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021 :<br>a) le nom de toutes les campagnes ;<br>b) les coûts de ces campagnes ;<br>c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ;<br>d) les dates de diffusion de la campagne ;<br>e) les objectifs visés par chaque campagne. |
| 66. | Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subvention, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2019-2020 :<br>a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ;<br>b) le nom du ou des organismes bénéficiaires ;<br>c) le montant qui leur a été accordé.<br>Fournir également la liste de projets qui ont été rejeté pour chaque programme. |
| 67. | Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2019-2020 :<br>a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques ;<br>b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques ;<br>c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organismes ;<br>d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2019-2020 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées ;<br>e) le montant total des sommes investies en veille médiatique depuis le 1er mars 2019 au sein du cabinet de la ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées. |

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle**
**Table des matières**


| Demande numéro | Libellé de la demande |
|---|---|
| 68. | Montants des taxes payées par le ministère au nom des universités québécoises, pour chacune des universités concernées. |
| 69. | Concernant le Bureau du commissaire aux plaintes du ministère :<br>a) budget en 2019 2020 et prévisions pour 2020 2021;<br>b) masse salariale en 2019 2020 et prévisions pour 2020 2021;<br>c) effectifs en 2019 2020 et prévisions pour 2020 2021;<br>d) nouvelles embauches en 2019 2020 et départs en 2019 2020;<br>e) nombre de dossiers traités. |
| 70. | Concernant le Service de vérifications du ministère :<br>a) budget en 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021 ;<br>b) masse salariale en 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021 ;<br>c) effectifs en 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021 ;<br>d) nouvelles embauches en 2019-2020 et départs en 2019-2020 ;<br>e) nombre de dossiers traités en 2019-2020. |
| 71. | Budget du Bureau du commissaire aux plaintes du ministère et masse salariale en 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021. |
| 72. | Effectifs du service de vérification du ministère, incluant le détail de chaque poste, les salaires et les prévisions pour 2020-2021. Inclure le nombre d'embauches en 2019-2020. |
| 73. | Effectifs du Bureau du commissaire aux plaintes du ministère, incluant le détail de chaque poste, les salaires et les prévisions pour 2020-2021. Inclure le nombre d'embauches en 2019-2020. |
| 74. | Liste de tous les projets financés dans le cadre du Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole pour 2019-2020. Fournir le nom de l'organisme ou de la personne bénéficiaire, le montant total alloué, le montant versé jusqu'à présent, le montant qui reste à verser, les dates prévues de versements, le détail du projet et, si possible, les autres sources de financement du projet. |
| 75. | Liste de tous les projets financés dans le cadre du Fonds de développement régional (portion du Fonds de développement des territoires) pour 2019-2020 et liste des projets annoncés pour 2020-2021. Fournir le nom de l'organisme ou de la personne bénéficiaire, le montant total alloué, le montant versé jusqu'à présent, le montant qui reste à verser, les dates prévues de versements, le détail du projet et, si possible, les autres sources de financement du projet. |
| 76. | Liste et détails des mandats d'enquête réalisés par la Commission municipale du Québec en 2019-2020. Ventilation selon les mandats confiés par le ministre ou à l'initiative de la CMQ. Indiquer l'état d'achèvement des mandats. |
| 77. | Montant des crédits alloués à la Commission municipale du Québec pour la vérification des municipalités pour 2019-2020, ventilés par mandat et nombre d'employés embauchés (effectif et objectif) par la CMQ pour compléter ses nouveaux mandats. |

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle**
**Table des matières**

| Demande numéro | Libellé de la demande |
|---|---|
| 78. | Sommes ventilées versées en 2019-2020 à la commission municipale du Québec et liste des membres de la Commission. |
| 79. | Subventions versées aux différentes associations municipales en 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021. Indiquer l'objet de la subvention et les prévisions pour 2020-2021. |
| 80. | Évolution de la dépense d'intérêt sur la dette imputable aux municipalités pour 2019-2020. Prévisions pour 2020-2021. |
| 81. | Fournir le déficit en infrastructures au Québec. |
| 82. | Liste des projets soumis dans le cadre du volet « petites collectivités » du Fonds chantier Canada-Québec en 2019-2020. |
| 83. | Le total des sommes dépensées ou octroyées sous forme d'aides par le ministère par l'entremise du Fonds vert, par année, pour les cinq dernières années. Ventiler les sommes, par programme, inscrites dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques, le cas échéant. |
| 84. | La liste de tous les projets qui ont bénéficié d'une aide financière par l'entremise du Fonds vert en 2018-2019 et 2019-2020 avec mention :<br>a) de la description du projet;<br>b) de l'entreprise, de l'organisme ou de l'institution bénéficiaire;<br>c) du programme concerné, le cas échéant;<br>d) du montant déboursé;<br>e) de la date du déboursement;<br>f) de l'objectif poursuivi en matière de réduction des GES.<br>Pour chacun de ces projets, fournir le cas échéant une copie de la décision rendue par le ministère, comprenant les critères de sélection et les exigences relatives.<br>Pour chacun de ces projets, fournir le cas échéant, une copie de l'évaluation du projet et des résultats obtenus, notamment en matière de réduction des GES. |
| 85. | Concernant la gestion du Fonds vert par le ministère, fournir pour 2019-2020 :<br>a) le cadre de gestion utilisé;<br>b) la grille d'évaluation des projets;<br>c) les objectifs poursuivis. |
| 86. | Liste de tous les barrages ou ouvrages de rétention de l'eau qui sont sous la responsabilité de municipalités, en indiquant si ceux-ci sont générateurs de revenus ou non. |
| 87. | Toute analyse réalisée sur la question de la taxation des barrages par les municipalités. |

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle**
**Table des matières**

| Demande numéro | Libellé de la demande |
|---|---|
| 88. | Tous les échanges entre le ministère et des municipalités ou des municipalités régionales de comté (MRC), par région, au sujet de la taxation des barrages par les municipalités. |
| 89. | Toute analyse commandée ou reçue pour 2019-2020 au sujet du salaire des élus municipaux. |
| 90. | Portrait des municipalités sous tutelle en 2019-2020. |
| 91. | Copie de tous les échanges entre le ministère, le cabinet de la ministre et la communauté métropolitaine de Montréal au sujet de la construction de l'Hôpital de Vaudreuil. |
| 92. | Portrait des zones d'interventions spéciales en vigueur en 2019-2020, ainsi que celles ayant pris fin en 2019-2020. |
| 93. | Tout document, scénario ou analyse sur la question de la construction en zone inondable en 2019-2020. |
| 94. | Fournir un état de situation, depuis avril 2019, des travaux du groupe d'action ministériel sur les inondations. |
| 95. | De ces rencontres, fournir les informations suivantes :<br>a) Nombre de rencontres du groupe d'action ministériel,<br>b) fournir une liste des consultations effectuées,<br>c) produire la liste des avis produits,<br>d) émettre le budget affecté aux travaux. |
| 96. | Fournir un bilan détaillé de l'édiction des zones d'intervention spéciale. |
| 97. | Fournir et énumérer le nombre de demandes d'ajustement reçues par le MAMH concernant les ZIS, ventilé par ville ou municipalité. |
| 98. | Considérant l'année en cours et l'arrivée du printemps, existe-t-il des ententes particulières avec des villes ou des villages de la province concernant la gestion prochaine des inondations ? Si oui, veuillez fournir, par municipalité, les détails de ces ententes. |
| 99. | Considérant l'année en cours et l'arrivée du printemps, existe-t-il des ententes financières particulières avec des villes ou des villages de la province concernant la gestion prochaine des inondations ? Si oui, veuillez fournir, par municipalité, la liste de ces ententes financières. |
| 100. | Produire un état de situation des travaux concernant l'élaboration du nouveau cadre normatif pour la gestion des zones inondables. |

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle**
**Table des matières**

| Demande numéro | Libellé de la demande |
|---|---|
| 101. | Le 5 décembre dernier, la ministre annonçait un investissement de 30 M$ afin d'appuyer les citoyens, les villes et les MRC. Ce programme vise l'amélioration de la connaissance, la mise en valeur, la protection et la transmission du patrimoine immobilier. En lien avec cette annonce, veuillez indiquer :<br>a) Décrire les trois volets du programme, les sommes investies par volet et les objectifs.<br>b) Décrire les expertises que le gouvernement souhaite développer<br>c) La liste des projets soutenus, les objectifs et les montants associés par projet<br>d) Le nombre d'embauches d'agentes et d'agents de développement du patrimoine réalisées en lien avec l'investissement.<br>e) Les échéanciers, le budget et les objectifs liés à la création de l'inventaire centralisé du patrimoine immobilier.<br>f) Les cibles attendues pour les trois années du programme. |
| 102. | En référence à l'article 114 du projet de loi 40 qui stipule qu'un centre de service pourra « requérir d'une municipalité locale qu'elle lui cède, à titre gratuit, un immeuble à des fins de construction ou d'agrandissement d'une école ou d'un centre ». Veuillez fournir pour 2019-2020 les informations suivantes :<br>a) la liste des municipalités qui ont donné, cédé ou vendu un terrain<br>b) fournir la superficie du terrain donné, cédé ou vendu ;<br>c) identifier le type d'école qui sera construite par terrain ;<br>d) quels sont les échéanciers pour la construction de ces écoles ;<br>e) l'évaluation ou valeur municipale des terrains donnés, cédés ou vendus, par municipalité ;<br>f) quels sont les coûts liés à ses transactions, par municipalité ? |
| 103. | À la suite de l'annonce de construction ou d'agrandissement de 128 écoles faite le 19 juin 2019 par le ministre de l'Éducation, veuillez fournir et ventiler les coûts des terrains visés par ces 128 projets ;<br>a) par école,<br>b) par commission scolaire/centre de service,<br>c) par région administrative, |
| 104. | Veuillez fournir l'ensemble des subventions qui ont été accordées par le MAMH pour compenser les municipalités qui ont donné, cédé ou vendu des terrains pour construction d'écoles en 2019-2020 et également fournir les prévisions pour 2020-2021, 2021-2022 et 2022-2023. |
| 105. | Veuillez produire l'évaluation des impacts financiers de l'article 114 du projet de loi 40 sur les municipalités, par année pour les 5 prochaines années ; veuillez ventiler ces impacts financiers par région et par municipalité. |
| 106. | Concernant l'article 114 du projet de loi 40, veuillez produire tous les avis juridiques, notes d'informations, analyses d'impact budgétaire et échéances qu'a émis le MAMH, la ministre, son cabinet avec la fédération québécoise des municipalités, l'union des municipalités du Québec, la ville de Montréal, la communauté métropolitaine de Montréal et la ville de Québec. |

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle**
**Table des matières**

| Demande numéro | Libellé de la demande |
|---|---|
| 107. | Depuis la formation du Comité camps de jour – Enfants de 4 ans, veuillez nous fournir :<br>a) la composition du comité ;<br>b) la liste des rencontres ;<br>c) la liste des personnes présentes, par rencontre ;<br>d) les ordres du jour ;<br>e) les procès-verbaux des rencontres ;<br>f) la liste des recommandations du comité ;<br>g) les frais associés pour les rencontres du comité (déplacement, hébergement, repas, alcool, autre). |
| 108. | Fournir l'analyse de l'impact budgétaire de la maternelle 4 ans, sur les camps de jour dans les municipalités, produite par le ministère. |
| 109. | Fournir tous les avis, notes et analyses du Ministère sur les impacts de la maternelle 4 ans sur les municipalités. |
| 110. | Fournir le nombre de municipalités qui offrent des camps de jour pour les enfants de 4 ans en 2019-2020 et les prévisions pour les 5 prochaines années. |
| 111. | Concernant la réforme de la taxe foncière agricole prévue par le projet de loi 48, fournir :<br>a) Tous les échanges entre la ministre, son cabinet, et les organisations municipales (FQM, UMQ) ;<br>b) Tous les documents ou communications transmis par le MAMH au MAPAQ ;<br>c) Spécifier et ventiler le nombre de municipalités qui subiront une perte de revenu découlant de cette réforme ;<br>d) Spécifier les régions du Québec qui subiront le contrecoup le plus important au chapitre des pertes de revenus par les municipalités ;<br>e) Le détail des mesures financières prévues afin de compenser les municipalités en 2020-2021 en précisant la date prévue de la fin des mesures de compensation. |
| 112. | Fournir une évaluation de l'impact financier sur les municipalités du plafonnement du 90e percentile de la valeur applicable à la valeur foncière agricole. |
| 113. | Veuillez fournir un état d'avancement de la réforme de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et les crédits associés à ce projet pour 2019-2020 et les projections pour 2020-2021. |

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande n° 1 | Indiquer la somme dépensée en 2019-2020, ainsi que les prévisions pour 2020-2021, par votre ministère pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ). |
|---|---|

| | **2019-2020[1] Sommes dépensées (Fonctionnement)** | **2019-2020 Sommes dépensées (Immobilisation)** |
|---|---|---|
| Acquisition matériel informatique | 294 800 $ | 36 400 $ |
| Entretien de licences | 137 300 $ | 0 $ |
| Services professionnels internes | 206 700 $ | 0 $ |
| Services professionnels externes | 1 056 600 $ | 828 600 $ |
| Services professionnels (CSPQ)[1] | 4 001 500 $ | 0 $ |
| **TOTAL** | **5 696 900 $** | **865 000 $** |

(1) Une partie des services technologiques du Ministère est impartie au CSPQ, notamment la location des équipements informatiques (ordinateurs et périphériques), les services d'infrastructures technologiques et les services de télécommunication.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 2 | Pour chacun des organismes, agences ou autres instances relevant du ministère, pour l'année 2019-2020, indiquer : a) la liste des employés ou membres du conseil d'administration; b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre, leur rémunération et la date du début et de la fin de leur mandat; c) la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre, leur rémunération, leur curriculum vitae et la date du début et de la fin de leur mandat; d) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation. |

À cet effet, nous vous invitons à consulter les documents des organismes relevant du ministère.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande nº 3 | Ventilation des paiements de transfert affectés à l'aide financière aux municipalités et aux fonds de péréquation pour 2019-2020 avec la liste des municipalités bénéficiaires et les critères d'attribution. |
|---|---|

| | | Montant | Ventilation | Règles d'attribution |
|---|---|---|---|---|
| A) | Programme de neutralité lors d'un regroupement municipal (compensations tenant lieu de taxes) | 19 699 $ | Annexe A | Annexe D |
| B) | Aide aux municipalités reconstituées | 343 340 $ | Annexe B | Annexe E |
| C) | Programme d'aide pour les municipalités à caractère industriel | 358 219 $ | Annexe C | Annexe F |

PROGRAMME DE NEUTRALITÉ LORS D'UN REGROUPEMENT MUNICIPAL
EXERCICE FINANCIER 2019-2020

A

| NOM DU BÉNÉFICIAIRE | ANNÉE FUSION | MONTANT |
|---|---|---|
| Municipalité de Laverlochère-Angliers | 2018 | 1 735 $ |
| Municipalité de Saint-Alexis | 2013 | 957 $ |
| Ville de Daveluyville | 2016 | 9 671 $ |
| Ville de L'Épiphanie | 2018 | 7 336 $ |
| | **TOTAL** | **19 699 $** |

N.B. À compter de 2016, dans une perspective de simplification, la mesure de bonification des compensations a été regroupée avec les compensations de base prévues par la Loi. Dans ce contexte, le montant de neutralité des compensations a été ajusté afin d'inclure l'élément de neutralité des bonifications.

Données au 31 mars 2020

AIDE AUX MUNICIPALITÉS RECONSTITUÉES
EXERCICE FINANCIER 2019-2020

B

| NOM DU BÉNÉFICIAIRE | MONTANT |
|---|---|
| Ville de Brossard | 252 534 $ |
| Ville de Hampstead | 62 028 $ |
| Ville de L'Ancienne-Lorette | 28 778 $ |
| **TOTAL** | **343 340 $** |

Données au 31 mars 2020

PROGRAMME D'AIDE POUR LES MUNICIPALITÉS À CARACTÈRE INDUSTRIEL
EXERCICE FINANCIER 2019-2020

C

| NOM DU BÉNÉFICIAIRE | MONTANT |
|---|---|
| Canton de Launay | 5 430 $ |
| Municipalité de Champneuf | 6 175 $ |
| Municipalité de Litchfield | 37 087 $ |
| Ville de Chandler | 99 288 $ |
| Ville de Lebel-sur-Quévillon | 107 332 $ |
| Ville de New Richmond | 102 907 $ |
| **TOTAL** | **358 219 $** |

Données au 31 mars 2020

# PROGRAMME DE NEUTRALITÉ FINANCIÈRE LORS D'UN REGROUPEMENT MUNICIPAL

## RÈGLES ET NORMES

## A. ADMISSIBILITÉ

1. Toute municipalité issue d'un regroupement ou qui a annexé le territoire entier d'une autre municipalité et dont l'entrée en vigueur du regroupement ou de l'annexion est postérieure au 31 décembre 1990.

## B. ANNÉE DE RÉFÉRENCE

2. L'année de référence est la première année où le Règlement sur les compensations tenant lieu de taxes, le Règlement sur le régime de péréquation et le Règlement sur la répartition des recettes payées par les exploitants de certains réseaux de télécommunications, gaz et électricité (TGE) s'appliquent à une municipalité issue d'un regroupement ou à une municipalité annexante, en tenant compte du regroupement ou de l'annexion.

## C. CALCUL DE LA SUBVENTION ANNUELLE

3. La subvention annuelle de neutralité est constituée de la somme des montants établis conformément aux articles 4 à 9 pour chacun des éléments suivants :
   - Élément Compensations tenant lieu de taxes
   - Sous élément Hausse des compensations tenant lieu de taxes
   - Élément Régime de péréquation
   - Élément Répartition des recettes de TGE

   Si le montant calculé pour un des éléments de la subvention annuelle est négatif, ce montant est présumé être égal à zéro.

### *Section 1 Élément : Compensations tenant lieu de taxes*

4. *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est antérieure à 1997*, la subvention de neutralité attribuable aux compensations tenant lieu de taxes est obtenue en soustrayant le montant du deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe.

   1° La somme des montants des compensations tenant lieu de taxes payables à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence;

   2° le montant des compensations tenant lieu de taxes payable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année de référence.

   Aux fins de la détermination des montants de ces deux paragraphes, on tient compte uniquement des compensations calculées en fonction du taux global de taxation, du taux des taxes générales sur la valeur foncière, du taux de la taxe ou de la surtaxe sur les immeubles non résidentiels, du taux de la taxe d'affaires ainsi que tout autre taxe spéciale introduite à la suite du regroupement ou de l'annexion qui est appliquée sur tout le territoire d'une des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion. De plus, on ne tient compte que des immeubles faisant l'objet d'une compensation dans l'année de référence pour lesquels une compensation a été également versée dans l'année précédente.

   Les valeurs servant à calculer les montants de compensation selon le paragraphe 1° sont celles au 31 décembre de l'exercice, compte tenu des modifications aux rôles prenant effet à cette date ou à une date antérieure pour lesquelles un avis de modification (ou, le cas échéant, une copie de la décision du Bureau de révision de l'évaluation foncière) a été transmis au Ministre avant la fin de l'année de référence.

Les valeurs servant à calculer les montants de compensation selon le paragraphe 2° sont celles au 1er janvier de l'exercice, compte tenu des modifications au rôle prenant effet à cette date ou à une date antérieure pour lesquelles un avis de modification (ou, le cas échéant, une copie de la décision du Bureau de révision de l'évaluation foncière) a été transmis au Ministre avant la fin de l'exercice.

Lorsque les règles de calcul des compensations sont différentes entre l'année de référence et l'année précédente, les montants visés au paragraphe 1° sont déterminés selon les règles en vigueur dans l'année de référence.

Exceptionnellement, pour les unités de regroupement dont l'année de référence est 1991 et 1992, les compensations sur les écoles primaires et secondaires sont présumées être de 25% du taux global de taxation en 1990 et 1991, aux fins du calcul de la subvention annuelle.

5. *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est ultérieure à 1996*, la subvention de neutralité est établie sur la base des compensations tenant lieu de taxes de l'année précédente et est obtenue en soustrayant le montant établi au deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe.

1° La somme des compensations tenant lieu de taxes qui seraient versées à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion si le montant à verser correspondait au produit de l'évaluation de l'immeuble compensable au 1er janvier de l'exercice précédant l'année de référence par le taux global de taxation de la municipalité pour ce même exercice;

2° Le montant de compensations tenant lieu de taxes qui serait versé à l'unité de regroupement correspondant au produit de l'évaluation des immeubles compensables au 1er janvier de l'exercice précédant l'année de référence par le taux global de taxation moyen de l'unité de regroupement pour ce même exercice.

Aux fins de la détermination des montants de ces deux paragraphes, l'évaluation d'un immeuble des réseaux de la Santé et des Services sociaux et de l'Éducation correspond au produit de l'évaluation de cet immeuble par le pourcentage applicable au taux global de taxation correspondant à sa catégorie tel que défini à l'article 255 de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

Aux fins du paragraphe 2°, les valeurs au rôle de chacune des municipalités sont les valeurs redressées en fonction de la médiane de la municipalité la plus populeuse.

Le taux global de taxation moyen d'une unité de regroupement est le résultat de la division de la somme des recettes de taxes admissibles au calcul du taux global de taxation de chacune des municipalités membres par la somme des évaluations imposables redressées de chacune de ces mêmes municipalités.

5.1 *Pour les unités de regroupement qui constituent une municipalité centrale en 2006 lorsque l'agglomération n'est pas financée par quote-part,* une portion de la subvention est versée à des fins de compétences d'agglomération, et une portion à des fins de compétences de proximité.

A) La subvention de neutralité à des fins d'agglomération est obtenue en soustrayant le montant établi au deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:

1° La somme des compensations tenant lieu de taxes qui serait versée à chacune des municipalités parties au regroupement si le montant à verser correspondait au produit de l'évaluation de l'immeuble compensable tel qu'établi lors du calcul de la subvention de neutralité de l'année de référence de l'unité de regroupement par le taux global de taxation de la municipalité pour ce même exercice;

2° Le montant de compensations tenant lieu de taxes qui serait versé à la municipalité centrale correspondant au produit de l'évaluation des immeubles compensables tel qu'établi lors du calcul de la subvention de neutralité de l'année de référence de l'unité de regroupement par le taux global de taxation moyen de l'unité de regroupement pour ce même exercice.

Aux fins de la détermination des montants de ces deux paragraphes, l'évaluation d'un immeuble correspond au produit de l'évaluation de cet immeuble par le pourcentage du taux global de taxation alloué à des fins d'agglomération. Ce pourcentage est établi, à deux décimales près, de la façon suivante :

- les recettes de taxes admissibles au calcul du taux global de taxation à des fins d'agglomération divisées par le total des recettes de taxes admissibles au calcul du taux global de taxation à des fins d'agglomération et de proximité telles que présentées aux prévisions budgétaires 2006 de la municipalité centrale.

De plus, aux fins de la détermination des montants de ces deux paragraphes, l'évaluation d'un immeuble des réseaux de la Santé et des Services sociaux et de l'Éducation correspond au produit de l'évaluation de cet immeuble calculée précédemment par le pourcentage applicable au taux global de taxation correspondant à sa catégorie tel que défini à l'article 255 de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

Aux fins du paragraphe 2°, les valeurs au rôle de chacune des municipalités sont les valeurs redressées en fonction de la médiane de la municipalité la plus populeuse.

Le taux global de taxation moyen de la municipalité centrale à des fins d'agglomération est le résultat de la division de la somme des recettes de taxes admissibles au calcul du taux global de taxation de chacune des municipalités liées par la somme des évaluations imposables redressées de chacune de ces mêmes municipalités.

B) La subvention de neutralité à des fins de proximité est obtenue de la même façon en excluant les municipalités reconstituées du calcul et en utilisant le taux global de taxation alloué à des fins de proximité et les recettes de taxes admissibles au calcul du taux global de taxation à des fins de proximité.

5.2 *Pour les unités de regroupement qui constituent une municipalité centrale en 2006 lorsque l'agglomération est financée par quote-part*, la subvention de neutralité est obtenue en soustrayant le montant établi au deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:

1° La somme des compensations tenant lieu de taxes qui serait versée à chacune des municipalités parties au regroupement excluant celles s'étant reconstituées si le montant à verser correspondait au produit de l'évaluation de l'immeuble compensable tel qu'établi lors du calcul de la subvention de neutralité de l'année de référence de l'unité de regroupement par le taux global de taxation de la municipalité pour ce même exercice;

2° Le montant de compensations tenant lieu de taxes qui serait versé à la municipalité centrale correspondant au produit de l'évaluation des immeubles compensables tel qu'établi lors du calcul de la subvention de neutralité de l'année de référence de l'unité de regroupement excluant les municipalités reconstituées par le taux global de taxation moyen de la municipalité centrale pour ce même exercice.

Aux fins de la détermination des montants de ces deux paragraphes, l'évaluation d'un immeuble des réseaux de la Santé et des Services sociaux et de l'Éducation correspond au produit de l'évaluation de cet immeuble par le pourcentage applicable au taux global de taxation correspondant à sa catégorie tel que défini à l'article 255 de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

Aux fins du paragraphe 2°, les valeurs au rôle de chacune des municipalités sont les valeurs redressées en fonction de la médiane de la municipalité la plus populeuse.

Le taux global de taxation moyen de la municipalité centrale est le résultat de la division de la somme des recettes de taxes admissibles au calcul du taux global de taxation de chacune des municipalités membres de l'unité de regroupement excluant les municipalités reconstituées par la somme des évaluations imposables redressées de chacune de ces mêmes municipalités.

***Sous élément : <u>Bonification des compensations tenant lieu de taxes pour les immeubles parapublics</u>***

5.<u>3</u> *Pour les regroupements dont l'année de référence aux fins de l'élément Compensations tenant lieu de taxes est ultérieure à 2001,* la subvention de neutralité attribuée à la <u>bonification des compensations tenant lieu de taxes</u> est obtenue en appliquant le taux de la <u>bonification des compensations tenant lieu de taxes de l'année de référence</u>, tel que calculé en vertu des normes du <u>Programme de bonification des compensations tenant lieu de taxes pour les immeubles parapublics</u>, sur le montant de neutralité sur ces compensations établi en vertu des articles 5 et 5.1 <u>ou 5.2</u> de la présente norme. Ces montants sont financés à même les sommes allouées concernant <u>la bonification des compensations tenant lieu de taxes.</u>

***Section 2 Élément : Régime de péréquation***

6. *Pour les unités de regroupements dont l'année de référence est antérieure à 1996*, la subvention de neutralité attribuable au régime de péréquation est obtenue en soustrayant le montant du deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:

1º La somme des montants de péréquation payables à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence;

2º Le montant de péréquation payable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année de référence.

Lorsque les règles de calcul prescrites au règlement en vigueur dans l'année de référence sont différentes de celles prescrites au règlement en vigueur l'année précédente, les montants du paragraphe 1º sont déterminés selon les règles en vigueur dans l'année de référence.

Exceptionnellement, pour les unités de regroupement dont l'année de référence est 1991 et 1992, on utilise le régime de péréquation en vigueur en 1992 aux fins du calcul de la subvention annuelle attribuable à la péréquation. À cet égard, les richesses foncières per capita de 1989 et 1990 sont ajustées pour tenir compte de seulement 25 % des valeurs des écoles primaires et secondaires. Les taux de bonification pour les MRC à être utilisés pour ces années sont ceux de 1992 et les médianes des richesses foncières uniformisées par habitant sont les suivantes:

| | Médianes de richesse foncière | |
|---|---|---|
| | 1990 | 1991 |
| catégorie 1 | 23 751,97 $ | 23 778,93 $ |
| catégorie 2 | 25 841,16 $ | 26 082,39 $ |
| catégorie 3 | 32 103,94 $ | 32 113,01 $ |

7. *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est 1996 et 1997*, la subvention de neutralité attribuable au régime de péréquation est obtenue en soustrayant le montant du deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:

1º La somme des montants de péréquation payables à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence;

2º Le montant de péréquation qui aurait été payable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année précédant l'année de référence.

Aux fins du calcul du montant visé au paragraphe 2°, la richesse foncière uniformisée, la population et les recettes de taxes sont respectivement la somme de la richesse foncière uniformisée, de la population et des recettes de taxes de chacune des municipalités comprises dans l'unité de regroupement.

Exceptionnellement pour les unités de regroupement dont l'année de référence est 1997, l'article 7 s'applique en remplaçant, dans les paragraphes 1° et 2°, les mots *l'année précédant l'année de référence* par les mots *la deuxième année précédant l'année de référence*.

7.1 *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est ultérieure à 1997 et antérieure à 2002,* la subvention de neutralité attribuable au régime de péréquation est obtenue en soustrayant le montant du deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:

1° La somme des montants de péréquation payable à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence;

2° Le montant de péréquation payable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année de référence.

Pour l'application du Règlement sur le régime de péréquation, le montant de neutralité calculé au premier alinéa est réputé être attribuable au premier volet du régime de péréquation.

7.2 *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est 2002,* la subvention de neutralité attribuable au régime de péréquation est égale à la somme des montants payables à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour 2001.

Pour l'application du Règlement sur le régime de péréquation, le montant de neutralité calculé au premier alinéa est réputé être attribuable au premier volet du régime de péréquation.

7.3 *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est ultérieure à 2002 et antérieure à 2009*, la subvention de neutralité attribuable au régime de péréquation est obtenue en soustrayant le montant établi au deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:

1° la somme des montants de péréquation payable à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence;

2° le montant de péréquation qui aurait été payable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année précédant l'année de référence.

Aux fins du calcul des montants visés aux paragraphes 1° et 2°, on prend en considération la quote-part de base calculée selon le Règlement sur le régime de péréquation, sans tenir compte des mesures de transition ni d'ajustement.

Aux fins du calcul du montant visé au paragraphe 2°, la richesse foncière et la valeur moyenne des logements sont redressées en fonction de la médiane de la municipalité la plus populeuse alors que le nombre de logements et la population sont la somme de celles de chacune des municipalités comprises dans l'unité de regroupement.

*Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est ultérieure à 2002,* au montant de subvention de neutralité calculé ci-haut, s'ajoutera pour 2003 et 2004 un montant attribuable aux dispositions transitoires du Règlement sur le régime de péréquation qui représente respectivement 50 % et 25 % de la différence entre la somme des montants de péréquation payable à chacune des municipalités pour l'année 2001 en vertu de l'ancien régime de péréquation et le montant de subvention de neutralité calculé ci-haut. Le résultat de cette différence peut être soit positif, soit négatif.

Pour les municipalités parties au regroupement dont la péréquation a été réduite en vertu de l'un ou l'autre des articles 14 et 14.1 de la loi modifiant la Loi sur l'organisation territoriale municipale et d'autres dispositions législatives (2000, c. 27), le montant de péréquation payable aux fins du calcul du montant visé au premier paragraphe est réputé être celui qu'elles auraient reçu s'il n'avait pas été réduit.

Pour l'application du Règlement sur le régime de péréquation, le montant de neutralité calculé au premier alinéa est réputé être attribuable au premier volet du régime de péréquation.

7.3.1 *Pour les unités de regroupement qui constituent une municipalité centrale en 2006,* la subvention de neutralité calculée à l'égard de l'unité de regroupement est attribuée en totalité à des fins de proximité.

*7.4 Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est ultérieure à 2008,* la subvention de neutralité attribuable au régime de péréquation est la somme des subventions versées en vertu des premier et second volets du régime de péréquation.

A) La subvention de neutralité attribuable au premier volet du régime de péréquation est obtenue en soustrayant le montant établi au deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:

1º la somme des montants de péréquation attribuable au premier volet payable à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence;

2º le montant de péréquation attribuable au premier volet qui aurait été payable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année précédant l'année de référence.

Aux fins du calcul des montants visés aux paragraphes 1° et 2°, on prend en considération la quote-part de base du premier volet calculée selon le Règlement sur le régime de péréquation, sans tenir compte des mesures de transition ni d'ajustement.

Aux fins du calcul du montant visé au paragraphe 2°, la richesse foncière et la valeur moyenne des logements sont redressées en fonction de la médiane de la municipalité la plus populeuse alors que le nombre de logements et la population sont la somme de celles de chacune des municipalités comprises dans l'unité de regroupement.

B) La subvention de neutralité attribuable au second volet du régime de péréquation est obtenue en soustrayant le montant établi au deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:

1º la somme des montants de péréquation attribuable au second volet payable à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence;

2º le montant de péréquation attribuable au second volet qui aurait été payable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année précédant l'année de référence.

Aux fins du calcul des montants visés aux paragraphes 1° et 2°, on prend en considération la quote-part de base du second volet calculée selon le Règlement sur le régime de péréquation, sans tenir compte des mesures de transition ni d'ajustement.

Aux fins du calcul du montant visé au paragraphe 2°, la valeur moyenne des logements est redressée en fonction de la médiane de la municipalité la plus populeuse alors que le nombre de logements est la somme de ceux de chacune des municipalités comprises dans l'unité de regroupement.

*Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est antérieure à 2012,* le montant de neutralité attribuable au second volet calculé au premier alinéa est multiplié par le facteur représentant le résultat de la division de la somme à répartir à l'égard du second volet pour l'année de référence par la somme à répartir à l'égard du second volet pour l'année précédant l'année de référence. Aux fins du calcul de ce facteur, on prend en considération la somme à répartir du second volet établie en vertu du Règlement sur le régime de péréquation sans tenir compte de la soustraction du total des montants de neutralité.

***Section 3 Élément : Répartition des recettes de TGE***

8. *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est antérieure à 1997,* la subvention de neutralité attribuable à l'application du Règlement sur la répartition de la taxe payée par les exploitants de certains réseaux est obtenue en multipliant le montant du premier paragraphe par le taux obtenu au second paragraphe:

1° Le montant net à répartir pour l'année de référence;

2° La somme des taux applicables aux municipalités parties au regroupement ou à l'annexion de l'année précédant l'année de référence moins celui applicable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année de référence.

Aux fins de ce calcul, le montant visé au premier paragraphe est celui qui serait obtenu conformément à l'article 5 du règlement, si la seconde opération prévue à cet article consistait à soustraire les sommes prises dans l'année précédente pour l'application du programme destiné à rendre neutre les conséquences du regroupement ou de l'annexion.

Lorsque les règles de calcul du taux applicable à la municipalité sont différentes entre le règlement en vigueur dans l'année de référence et celui en vigueur l'année précédente, les taux applicables pour l'année précédant l'année de référence sont déterminés selon les règles en vigueur dans l'année de référence.

9. *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est ultérieure à 1996,* la subvention de neutralité attribuable à l'application du Règlement sur la répartition de la taxe payée par les exploitants de certains réseaux est obtenue en multipliant le montant du premier paragraphe par le taux obtenu au second paragraphe:

1° Le montant net à répartir pour l'année précédant l'année de référence;

2° La somme des taux applicables aux municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence moins le taux qui se serait appliqué à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année précédant l'année de référence, s'il y avait eu regroupement.

Aux fins de l'application de l'article 7 du Règlement sur la répartition des recettes de la taxe payée par les exploitants de certains réseaux, le taux global de taxation uniformisé et pondéré qui se serait appliqué à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante est le produit que l'on obtient en multipliant la somme des populations des municipalités membres par le taux global de taxation moyen de l'unité de regroupement.

Le taux global de taxation moyen de l'unité de regroupement est le quotient que l'on obtient en divisant la somme des recettes admissibles au calcul du taux global de taxation des municipalités membres par le total des valeurs imposables uniformisées des immeubles situés sur le territoire de l'unité de regroupement.

9.1 *Pour les unités de regroupement dont l'entrée en vigueur se situe au cours de l'année 2000 et qui adoptent pour l'année 2001 le 1er budget à l'égard de l'ensemble du territoire de la nouvelle municipalité,* le calcul de la subvention de neutralité applicable à l'élément Répartition des recettes TGE s'effectue suivant le mode de calcul stipulé à l'article 9 en remplaçant « année précédant l'année de référence » par « année 2000 ».

9.2 *Pour les unités de regroupement dont l'entrée en vigueur se situe à compter de l'année 2001,* aucune subvention de neutralité n'est applicable à l'égard de l'élément Répartition des recettes TGE.

9.3 *Pour les unités de regroupement qui constituent une municipalité centrale en 2006,* la subvention de neutralité calculée à l'égard de l'unité de regroupement est attribuée en totalité à des fins de proximité.

## D. MODALITÉS DE VERSEMENTS DE LA SUBVENTION

10. *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est antérieure à 1997*, la subvention annuelle de neutralité déterminée à l'article 3 est versée pendant 8 exercices financiers à compter de l'année de référence. Toutefois, dans le cas d'un regroupement ou d'une annexion entré en vigueur en 1991 ou en 1992, la subvention annuelle de neutralité est versée pendant 8 exercices à compter de l'année 1993.

    Pour les 9e, 10e et 11e exercices, la subvention de neutralité versée à la municipalité est égale respectivement à 75 %, 50 % et 25 % de la subvention annuelle de neutralité déterminée à l'article 3. Par la suite, il n'y a plus de subvention de neutralité.

    La partie de la subvention annuelle de neutralité attribuable aux éléments Régime de péréquation et Compensations tenant lieu de taxes fait l'objet d'un versement global effectué au plus tard le 31 décembre de l'exercice concerné.

    La partie de la subvention annuelle de neutralité attribuable à l'élément Répartition des recettes de TGE est versée au plus tard le 31 décembre de l'exercice concerné ou dans les 60 jours de la date de référence définie au Règlement sur la répartition de la taxe payée par les exploitants de certains réseaux.

11. *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est ultérieure à 1996*, la subvention annuelle de neutralité déterminée à l'article 3 est versée pendant 5 exercices financiers à compter de l'année de référence.

    Pour les 6e, 7e et 8e exercices, la subvention de neutralité versée à la municipalité est égale respectivement à 75 %, 50 % et 25 % de la subvention annuelle de neutralité déterminée à l'article 3. Par la suite, il n'y a plus de subvention de neutralité.

    La subvention de neutralité est versée au plus tard le 31 décembre de l'exercice concerné.

## E. AUTRES MODALITÉS

12. La subvention de neutralité payable à une municipalité partie à un regroupement ou à une annexion est transférée à la suite du regroupement ou de l'annexion, à la nouvelle municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante.

# RÈGLES ET NORMES

## Programme de subvention pour les intérêts encourus dans le cadre de la mesure d'étalement par recours à l'emprunt des hausses de taxes dans les municipalités reconstituées

### 1.0 BUT DU PROGRAMME

Ce programme vise à financer tout ou partie, selon le cas, du coût des intérêts encourus par les municipalités reconstituées dans le cadre d'un emprunt contracté afin d'étaler une partie des hausses de taxes dans les municipalités reconstituées.

### 2.0 ADMISSIBILITÉ AU PROGRAMME

Pour être admissible au programme, une municipalité doit :

- être une municipalité reconstituée en vertu de l'article 123 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q., c. E-20.001);

- avoir un fardeau fiscal global (agglomération et proximité) établi à l'égard d'une catégorie d'immeubles situés sur son territoire qui excédait, pour l'exercice financier 2006, 105 % du fardeau fiscal établi à l'égard de la même catégorie pour l'exercice 2005;

- avoir été autorisée par la ministre à contracter des emprunts sur une période maximale non renouvelable de 20 ans pour le report d'une partie des hausses de taxes affectant, en 2006, 2007, 2008, 2009 ou 2010, les diverses catégories d'immeubles de leur territoire ou certaines d'entre elles.

Il est à noter que le recours à l'emprunt demeure facultatif. Une municipalité reconstituée demeure libre de s'en prévaloir ou pas pour chacune des années de la période 2006-2010. Elle peut décider de l'appliquer à l'ensemble des immeubles ou à certaines catégories seulement, et elle peut choisir d'emprunter un montant moindre que le maximum permis pour l'année concernée.

Le montant maximal de l'emprunt qu'une municipalité peut contracter pour 2006 correspond à la partie de la hausse du fardeau fiscal établi à l'égard des catégories d'immeubles visées qui excède 5 % entre 2005 et 2006. Pour les années suivantes, l'emprunt maximal est limité à 80 % de cette même somme en 2007, à 60 % de cette même somme en 2008, à 40 % de cette même somme en 2009 et à 20 % de cette même somme en 2010. La hausse du fardeau et le montant maximal de l'emprunt qui en découle sont calculés selon les règles décrites dans les articles 2 et 3 du décret 1210-2005 du 7 décembre 2005.

Pour être admissible au programme, la municipalité doit avoir affecté le produit des emprunts selon les modalités suivantes :

- pour l'exercice 2006, la municipalité doit avoir versé le produit de l'emprunt à la municipalité centrale, afin de diminuer le montant des taxes et des compensations imposées par celle-ci aux immeubles situés sur le territoire de la municipalité reconstituée;

- pour l'exercice 2007, la municipalité doit avoir opté pour l'une des modalités suivantes :

  - soit de verser la totalité du produit de l'emprunt à la municipalité centrale, afin de diminuer le montant des taxes et des compensations imposées par celle-ci aux immeubles situés sur le territoire de la municipalité reconstituée;

  - soit d'appliquer la totalité du produit de l'emprunt à la réduction des taxes et compensations que cette municipalité reconstituée impose aux immeubles situés sur son territoire;

  - soit de répartir le produit de l'emprunt entre une partie versée à la municipalité centrale, afin de diminuer le montant des taxes et compensations que celle-ci impose aux immeubles situés sur le territoire de la municipalité reconstituée, et une partie appliquée à la réduction des taxes et compensations que cette municipalité impose elle-même.

- pour les exercices 2008, 2009 et 2010, les règles suivantes s'appliquent :

  - dans les cas où la municipalité fait partie d'une agglomération pour laquelle les dispositions législatives applicables prévoient, pour l'année concernée, que les compétences d'agglomérations sont financées par des quote-parts payées par les municipalités liées, cette municipalité doit avoir affecté le produit de l'emprunt à la réduction du montant des taxes et des compensations qu'elle impose aux immeubles de son territoire pour chacune des années visées ;

  - dans les autres cas, les mêmes règles qu'en 2007 s'appliquent.

Les montants appliqués en 2006 et 2007 à la réduction des taxes et des compensations imposées par la municipalité centrale doivent l'avoir été conformément aux modalités prévues par le décret 1210-2005, tel qu'amendé par les décrets 549-2006 et 863-2006.

De plus, le montant affecté en 2007 par la municipalité reconstituée à la réduction des taxes et compensations qu'elle imposait ne peut avoir excédé la part du montant maximal de l'emprunt établi conformément aux articles 2 et 3 du décret 1210-2005 qui correspond à la proportion que représentait, en 2006, le fardeau fiscal de proximité par rapport au fardeau fiscal global (agglomération et proximité), étant entendu que le montant effectivement emprunté pourrait se limiter à la part affectée à la réduction du fardeau de proximité. Le calcul de ces proportions s'effectue à partir des revenus utilisés pour les calculs décrits dans l'article 2 du décret 1210-2005.

## 3.0 AIDE FINANCIÈRE

La subvention gouvernementale accordée à l'égard des intérêts découlant des emprunts contractés, conformément aux règles décrites dans la section précédente, afin d'étaler une partie des hausses de taxes dans les municipalités reconstituées s'établit comme suit :

- lorsque le pourcentage de la hausse réelle, entre 2005 et 2006, du fardeau fiscal global des immeubles de la catégorie résiduelle et de la catégorie des immeubles de 6 logements et plus est supérieur au pourcentage de la

hausse du fardeau d'une résidence unifamiliale moyenne prévu, pour la première année de la reconstitution, dans l'étude[1] de la firme mandatée pour évaluer l'effet fiscal des reconstitutions, et que ce dernier pourcentage était supérieur à 5 %, la subvention porte sur les intérêts et les frais de financement admissibles découlant de l'emprunt ou de la portion de l'emprunt correspondant à la différence entre les deux montants suivants :

- montant de la hausse réelle du fardeau observée entre 2005 et 2006;
- montant de la hausse de fardeau qui résulterait de l'application, au fardeau observé en 2005, du pourcentage de hausse prévu par la firme[1].

Le montant ainsi établi est considéré selon les pourcentages suivants, soit 100 % pour 2006, 80 % pour 2007, 60% pour 2008, 40 % pour 2009 et 20 % pour 2010. Il ne peut excéder le montant de l'emprunt total réellement contracté par la municipalité pour l'année concernée.

- lorsque le pourcentage de la hausse réelle, entre 2005 et 2006, du fardeau fiscal global des immeubles de la catégorie résiduelle et de la catégorie des immeubles de six logements et plus est supérieur au pourcentage de la hausse du fardeau d'une résidence unifamiliale moyenne prévu, pour la première année de la reconstitution, dans l'étude[1] de la firme mandatée pour évaluer l'effet fiscal des reconstitutions, mais que ce pourcentage était égal ou inférieur à 5 %, la subvention porte sur les intérêts et les frais de financement admissibles découlant de l'emprunt correspondant à la différence entre les deux montants suivants :

  - montant de la hausse réelle du fardeau observée entre 2005 et 2006;
  - montant de la hausse de fardeau qui résulterait de l'application, au fardeau observé en 2005, d'un pourcentage de hausse de 5 %.

  Le montant ainsi établi est considéré selon les pourcentages suivants, soit 100 % pour 2006, 80 % pour 2007, 60% pour 2008, 40 % pour 2009 et 20 % pour 2010. Il ne peut excéder le montant de l'emprunt total réellement contracté par la municipalité pour l'année concernée.

- la subvention ne s'applique qu'aux emprunts contractés pour reporter le fardeau des immeubles résidentiels;

- la subvention ne peut excéder les intérêts et les frais de financement admissibles réellement encourus par la municipalité.

Aucune subvention n'est accordée lorsque le pourcentage de la hausse réelle du fardeau est inférieur à celui prévu par la firme. Il en est de même dans tous les cas où la hausse réelle du fardeau est inférieure à 5 %, puisque ces cas ne sont pas admissibles à la mesure permettant le recours à l'emprunt.

Aux fins du présent programme, le montant pouvant faire l'objet d'une subvention comprend les intérêts sur l'emprunt temporaire contracté et les frais de financement liés aux titres émis et ce, jusqu'à un maximum de 10 % du montant calculé pour le report des hausses de fardeau. Seuls les frais réels encourus peuvent faire l'objet d'une subvention.

Pour être admissibles au présent programme de subvention, les emprunts contractés doivent avoir reçu toutes les approbations requises.

[1] Pour chacune des municipalités reconstituées, le pourcentage d'augmentation du fardeau fiscal des immeubles résidentiels prévu par les études des firmes mandatées pour analyser l'effet des reconstitutions se retrouve en annexe.

## 4.0 VERSEMENT DE L'AIDE FINANCIÈRE

- Pour chaque emprunt contracté, le Ministère remboursera aux municipalités annuellement, à la date anniversaire de l'emprunt, la partie du coût des intérêts et des frais de financement admissibles en vertu de ce programme, et ce, sur présentation des pièces justificatives et de la cédule de remboursement de l'emprunt;

- Toute somme reçue par la municipalité ou par une tierce partie pour rembourser le coût de ces intérêts et de ces frais de financement viendra réduire d'un montant équivalent la subvention du Ministère à cet égard.

# ANNEXE

## Pourcentage d'augmentation du fardeau fiscal des immeubles résidentiels prévu par les études des firmes mandatées pour analyser l'effet des reconstitutions (An 1 de la reconstitution)

| Agglomération / Municipalités | Pourcentage |
|---|---|
| **Cookshire-Eaton** | |
| Newport | 28,7 % |
| **Les-Îles-de-la-Madeleine** | |
| Grosse-Île | -4,4 % |
| **La Tuque** | |
| La Bostonnais | 6,3 % |
| Lac Édouard | -10,0 % |
| **Longueuil** | |
| Boucherville | 11,4 % |
| Brossard | -8,4 % |
| Saint-Bruno-de-Montarville | 29,4 % |
| Saint-Lambert | 11,0 % |
| **Mont-Laurier** | |
| Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles | -12,0 % |
| **Montréal** | |
| Baie-D'Urfé | 25,8 % |
| Beaconsfield | 13,4 % |
| Côte-Saint-Luc | 14,8 % |
| Dollard-Des Ormeaux | 14,8 % |
| Dorval | 9,6 % |
| Hampstead | -1,2 % |
| Kirkland | 16,5 % |
| L'Île-Dorval | 13,7 % |
| Montréal-Est | 18,0 % |
| Montréal-Ouest | 5,3 % |
| Mont-Royal | 18,1 % |
| Pointe-Claire | 6,8 % |
| Sainte-Anne-de-Bellevue | 8,7 % |
| Senneville | 25,4 % |
| Westmount | 14,5 % |
| **Mont-Tremblant** | |
| Lac-Tremblant-Nord | -17,6 % |
| **Québec** | |
| L'Ancienne-Lorette | 6,8 % |
| Saint-Augustin-de-Desmaures | 27,1 % |
| **Rivière-Rouge** | |
| La Macaza | -15,3 % |
| **Sainte-Agathe-des-Monts** | |
| Irvy-sur-le-Lac | 44,1 % |
| **Sainte-Marguerite-Estérel** | |
| Estérel | 19,3 % |

# RÈGLES ET NORMES

## Programme de soutien financier transitoire visant les municipalités à caractère industriel affectées par une baisse importante des recettes de taxes provenant des immeubles industriels situés sur leur territoire

### 1. OBJECTIFS DU PROGRAMME

Fournir une aide financière transitoire aux municipalités qui doivent composer avec les effets d'une baisse durable et prononcée de la valeur foncière des installations industrielles de leur territoire, afin qu'elles puissent :

- équilibrer leur budget, sans avoir à augmenter de façon brusque le fardeau des autres contribuables;
- maintenir les services municipaux jugés essentiels;
- disposer d'une certaine marge de manœuvre et de temps pour réussir à stabiliser et à équilibrer leur budget de fonctionnement.

### 2. ADMISSIBILITÉ AU PROGRAMME

Le programme d'aide sera limité dans le temps. Il ne s'appliquera qu'aux municipalités où la diminution des revenus découlant de la baisse de la valeur foncière d'immeubles industriels se sera produite à compter de 2009, 2010, 2011 ou 2012.

Pour être admissible au programme, une municipalité doit :

- être une municipalité affectée de façon importante par une baisse prononcée et durable de la valeur foncière d'immeubles industriels situés sur son territoire;

  Pour être considérée, une baisse de la valeur foncière d'immeubles industriels doit se traduire par une diminution du total des revenus de taxes de la municipalité (incluant les taxes imposées sur la valeur foncière et celles imposées sur une autre base, soit la tarification fiscale) représentant au moins 10 % de ceux de l'année précédente, **tels que constatés au rapport financier.** Aucune aide ne sera accordée lorsque ce pourcentage est inférieur à 10 %.

  Le pourcentage de diminution est établi en comparant les revenus de taxes totaux de la municipalité, pour l'année précédant la première année pour laquelle elle demande d'être admise au programme, avec la réduction des taxes et tarifs payés pour les immeubles industriels concernés qui aurait résulté de la prise en considération, dès cette année précédente, de la valeur plus basse attribuée à ces immeubles à compter de l'année pour laquelle elle demande d'être admise. **Cette valeur est celle constatée dans le rôle d'évaluation foncière transmis annuellement au Ministère ou, le cas échéant, celle qui résulte d'une démarche de révision administrative ou de contestation de la valeur inscrite au rôle triennal en vigueur.**

  Cependant pour une municipalité admissible en 2009, qui aurait eu à composer avec une baisse durable et progressive d'un immeuble industriel sur deux rôles d'évaluation foncière consécutifs, soit une première baisse en 2006 et une seconde en 2009, la diminution du total des revenus de taxes de la municipalité sera calculée en comparant les revenus de taxes totaux de la municipalité en 2005, c'est-à-dire pour l'année précédant la première baisse de valeur durable de l'immeuble industriel, avec la réduction des taxes payées pour l'immeuble industriel concerné qui aurait résulté de la prise en considération, dès 2005, de la valeur plus basse attribuée à ces immeubles à compter de l'année 2009.

- réaliser, en collaboration avec la direction régionale du MAMROT concernée, un plan de resserrement budgétaire triennal comportant des mesures visant, à court et à moyen termes, à réduire les dépenses et à augmenter ses revenus autonomes, et s'engager à mettre ce plan en application. Advenant qu'une municipalité cesse d'appliquer les mesures ainsi convenues, aucune nouvelle aide ne lui sera consentie dans le cadre du programme;

- avoir été autorisée par le ministre à contracter les emprunts découlant du programme.

Une municipalité n'est pas admissible :

- lorsque la diminution des recettes de taxes découle d'une correction rétroactive de la valeur des immeubles concernés **établie dans un rôle précédent**;

- lorsque la diminution des recettes de taxes découle du refus d'une entreprise de payer les taxes qu'elle doit à la municipalité;

- lorsqu'elle reçoit de l'aide d'un autre programme ou d'un autre fonds et que cette aide vise à lui permettre de maintenir ses services municipaux et son équilibre budgétaire;

- **lorsqu'elle fait l'objet d'une perte de revenus de taxes en raison du démantèlement ou d'une autre forme de cession des immeubles industriels concernés et qu'elle a été ou pourrait être compensée directement ou indirectement par les revenus découlant de la cession de ces immeubles**.

De plus, une municipalité cessera d'être admissible à l'aide, pour les années suivant sa première année d'admissibilité au programme, s'il devait survenir une réévaluation à la hausse des installations industrielles concernées, qui ferait en sorte de réduire à moins de 10 % la diminution des revenus de taxes de la municipalité (incluant les taxes foncières et les taxes imposées sur une autre base).

## 3. MODALITÉS ET CALCUL DE L'AIDE FINANCIÈRE

L'aide gouvernementale portera sur le remboursement d'une partie du capital **(incluant les frais d'escompte)** et des intérêts reliés aux emprunts contractés par la municipalité pour compenser la diminution des recettes de taxes associée à la baisse de la valeur foncière d'immeubles industriels. L'aide gouvernementale s'appliquera au remboursement des emprunts admissibles contractés par une municipalité au cours d'une période maximale de trois années consécutives :

| ANNÉES OÙ LA BAISSE DE LA VALEUR FONCIÈRE DES IMMEUBLES INDUSTRIELS S'EST PRODUITE | ANNÉES DES EMPRUNTS ADMISSIBLES À L'AIDE | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 2009 | 2009 | 2010 | 2011 | | | |
| 2010 | | 2010 | 2011 | 2012 | | |
| 2011 | | | 2011 | 2012 | 2013 | |
| 2012 | | | | 2012 | 2013 | 2014 |

Il est à noter que le recours à l'emprunt pour chacune des trois années d'admissibilité demeure facultatif, une municipalité pouvant décider de se prévaloir du programme d'aide pour une, deux ou trois années consécutives. Elle pourra aussi choisir d'emprunter un montant moindre que le maximum permis pour l'année concernée.

L'aide accordée sera balisée comme suit :

- le montant de l'emprunt admissible de la 1re année ne pourra être supérieur à la diminution des revenus de taxes (incluant les taxes foncières et les taxes sur une

autre base, soit la tarification fiscale) **ayant servi à établir l'admissibilité de la municipalité au programme, soit la diminution** entraînée spécifiquement par la baisse de la valeur foncière des immeubles industriels concernés, **telle que constatée dans le rôle transmis annuellement au Ministère. S'ajoutent les frais d'escompte reliés à la réalisation de l'emprunt.**

Cependant, pour une municipalité admissible en 2009, qui aurait eu à composer avec une baisse durable et progressive d'un immeuble industriel sur deux rôles d'évaluation foncière consécutifs, soit une première baisse en 2006 et une seconde en 2009, la baisse de la valeur foncière des immeubles concernés sera calculée comme si cette baisse avait été effectuée en une seule fois.

**Advenant que la perte de revenus de taxes établie pour la première année où une municipalité est admissible au programme, lorsque cette année coïncide avec la première année d'application d'un nouveau rôle, soit augmentée ultérieurement en raison du résultat d'une démarche de révision administrative ou de contestation de la valeur inscrite dans ce rôle pour les immeubles concernés, le montant des emprunts admissibles sera réajusté en conséquence. Dans le cas où le montant de ce réajustement serait connu trop tardivement pour être considéré dans l'emprunt contracté au cours de la première année d'admissibilité ou, le cas échéant, de la deuxième année d'admissibilité, une correction serait faite en même temps que l'emprunt de la deuxième ou de la troisième année de la période maximale de trois ans au cours de laquelle les emprunts peuvent être réalisés. Tout emprunt ainsi reporté sera assujetti aux règles applicables à l'année à laquelle il se rapporte, relativement au calcul du montant de l'emprunt et de la part assumée par le gouvernement.**

**Les mêmes règles s'appliqueront, avec les adaptations nécessaires, dans les cas où la perte de revenus de taxes constatée, pour la première année au cours de laquelle un nouveau rôle d'évaluation triennal s'applique dans une municipalité, serait inférieure au seuil de 10 % lui permettant d'être admissible au programme, mais où ce seuil serait atteint en raison du résultat d'une démarche de révision administrative ou de contestation de la valeur des immeubles concernés. La municipalité serait alors réputée admissible dès la première année d'application du nouveau rôle triennal.**

**Dans le cas où la diminution des revenus de taxes résulterait de la diminution de la valeur d'immeubles industriels survenue après l'entrée en vigueur d'un nouveau rôle triennal, en raison de l'incendie, de la destruction, de la démolition ou de la disparition de tout ou partie de ces immeubles, la demande d'aide sera traitée distinctement quant à la détermination de l'admissibilité, du montant des emprunts et du montant de l'aide, de toute demande qui aurait été présentée antérieurement.**

- le montant de l'emprunt admissible à l'aide tiendra compte d'un pourcentage dégressif, soit :

  - 1re année : la totalité de l'emprunt admissible;

  - 2e année : 75 % du montant de l'emprunt admissible de la 1re année;

  - 3e année : 50 % du montant de l'emprunt admissible de la 1re année.

- pour les municipalités admissibles dès 2009, l'aide versée pour le paiement des intérêts et le remboursement du capital consistera en :

  - 100 % des paiements d'intérêts et des remboursements de capital découlant de l'emprunt admissible de la 1re année;

  - 50 % des paiements d'intérêts et des remboursements de capital découlant de l'emprunt admissible de la 2e année;

- 25 % des paiements d'intérêts et des remboursements de capital découlant de l'emprunt admissible de la 3e année.

- pour les municipalités dont l'admissibilité débutera en 2010, 2011 ou 2012, l'aide versée pour le paiement des intérêts et le remboursement du capital consistera en :

  - 75 % des paiements d'intérêts et des remboursements de capital découlant de l'emprunt admissible de la 1re année;

  - 50 % des paiements d'intérêts et des remboursements de capital découlant de l'emprunt admissible de la 2e année;
  - 25 % des paiements d'intérêts et des remboursements de capital découlant de l'emprunt admissible de la 3e année.

- l'aide sera versée jusqu'à l'échéance des emprunts contractés par les municipalités ayant satisfait aux conditions d'admissibilité du programme;

- les emprunts admissibles devront être d'un terme de 10 ans et avoir reçu toutes les approbations requises.

## 4. VERSEMENT DE L'AIDE FINANCIÈRE

- Pour chaque emprunt contracté, le Ministère remboursera aux municipalités annuellement à la date anniversaire de l'emprunt, la partie du coût des intérêts et des remboursements de capital admissibles en vertu du programme, et ce, sur présentation des pièces justificatives et de la cédule de remboursement de l'emprunt.

- Toute somme reçue par la municipalité ou par une tierce partie pour rembourser le coût de ces intérêts et de ces remboursements de capital viendra réduire d'un montant équivalent la subvention du Ministère à cet égard.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements généraux des oppositions**

| Demande nº 4 | Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activité auxquels ont participé les employés du ministère en 2019-2020. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité. |
|---|---|

Les renseignements concernant les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du Ministère sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 22). Lien Internet : voir annexe.

https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/ministere/acces_information/2019/aout_2019/frais_activites_formation_colloques_congres_juin_2019.pdf
(Annexe pages 1 à 17 pour le 1er trimestre)

https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/ministere/acces_information/2019/novembre_2019/frais_activites_formation_colloques_congres_septembre_2019.pdf
(Annexe pages 18 à 24 pour le 2e trimestre)

https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/ministere/acces_information/2020/fevrier_2020/frais_activites_formation_colloques_congres.pdf
(Annexe pages 25 à 40 pour le 3e trimestre)

https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/ministere/acces_information/2020/mai_2020/frais_activites_formation_colloques_congres.pdf
(Annexe pages 41 à 48 pour le 4e trimestre)

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation
Québec

# Frais liés aux activités de formation, colloques et congrès

Paragraphe 22° de l'article 4 du Règlement sur la diffusion
DIVULGATION DES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX DÉPENSES

**Exercice financier :** 2019-2020
**Trimestre :** Avril à juin

| Description de l'activité | Nom de l'unité administrative | Nombre de participants | Date | Lieu (adresse) | Coût d'inscription |
|---|---|---|---|---|---|
| Formation de l'Alliance des cadres de l'État portant sur le processus de qualification des cadres, classe 4 (formation en ligne) | Commissaire à l'intégrité municipale et aux enquêtes | 1 | 2019-04-03 | 10, rue Pierre-Olivier-Chauveau<br>Québec (Québec)<br>G1R 4J3 | 130,03 $ |
| Formation de l'Alliance des cadres de l'État portant sur le processus de qualification des cadres, classe 4 (formation en ligne) | Secrétariat général | 1 | 2019-04-03 | 10, rue Pierre-Olivier-Chauveau<br>Québec (Québec)<br>G1R 4J3 | 130,03 $ |
| Formation de l'Alliance des cadres de l'État portant sur le processus de qualification des cadres, classe 4 (formation en ligne) | Direction des infrastructures - Montréal | 1 | 2019-04-04 | Tour-de-la-Bourse<br>800, rue du Square-Victoria<br>Montréal (Québec)<br>H4Z 1B7 | 130,03 $ |
| Symposium du Project management institute Montréal (PMI) portant sur le thème de la gestion de projet | Direction des infrastructures - Montréal | 1 | 2019-04-04<br>et<br>2019-04-05 | Le Westin Montréal<br>270 Rue Saint-Antoine Ouest<br>Montréal (Québec)<br>H2Y 0A3 | 670,00 $ |
| Formation de l'Université Laval portant sur l'espace, les enjeux et les cultures dans le Québec nordique (formation en ligne) | Direction régionale du Nord-du-Québec | 1 | 2019-04-05 | 625, boulevard Laflèche<br>bureau RC-708<br>Baie-Comeau (Québec)<br>G5C 1C5 | 30,44 $ |

| Description de l'activité | Nom de l'unité administrative | Nombre de participants | Date | Lieu (adresse) | Coût d'inscription |
|---|---|---|---|---|---|
| Abonnement annuel de l'Association sur l'accès et la protection de l'information (AAPI) | Secrétariat général | 2 | 2019-04-08 | 10, rue Pierre-Olivier-Chauveau<br>Québec (Québec)<br>G1R 4J3 | 440,00 $<br>(220,00 $/pers.) |
| Colloque séQCure de Québec numérique portant sur la sécurité de l'information | Direction générale des ressources informationnelles | 1 | 2019-04-08 | 84, rue de Dalhousie<br>Québec (Québec)<br>G1K 4B2 | 190,00 $ |
| Colloque séQCure de Québec numérique portant sur la sécurité de l'information | Direction des solutions technologiques et des services aux utilisateurs | 2 | 2019-04-08 | 84, rue de Dalhousie<br>Québec (Québec)<br>G1K 4B2 | 380,00 $<br>(190,00 $/pers.) |
| Formation de Tourisme Cantons-de-l'Est portant sur l'attractivité régionale | Direction régionale Estrie | 2 | 2019-04-09 | Hôtel Delta<br>2685, rue King Ouest<br>Sherbrooke (Québec)<br>J1L 1C1 | 140,04 $<br>(70,02 $/pers.) |
| Congrès annuel de l'Association des aménagistes régionaux du Québec (AARQ) portant sur le thème des enjeux nationaux | Direction des solutions technologiques et des services aux utilisateurs | 1 | 2019-04-10 | Hôtel Palace Royal<br>775, avenue Honoré-Mercier<br>Québec (Québec)<br>G1R 6A5 | 205,00 $ |
| Congrès annuel de l'Association des aménagistes régionaux du Québec (AARQ) portant sur le thème des enjeux nationaux | Direction régionale Laval et Laurentides | 2 | 2019-04-10 | Hôtel Palace Royal<br>775, avenue Honoré-Mercier<br>Québec (Québec)<br>G1R 6A5 | 410,00 $<br>(205,00 $/pers.) |
| Congrès annuel de l'Association des aménagistes régionaux du Québec (AARQ) portant sur le thème des enjeux nationaux | Direction régionale Mauricie | 1 | 2019-04-10 | Hôtel Palace Royal<br>775, avenue Honoré-Mercier<br>Québec (Québec)<br>G1R 6A5 | 205,00 $ |
| Congrès annuel de l'Association des aménagistes régionaux du Québec (AARQ) portant sur le thème des enjeux nationaux | Direction des mandats stratégiques et de l'habitation | 1 | 2019-04-10 | Hôtel Palace Royal<br>775, avenue Honoré-Mercier<br>Québec (Québec)<br>G1R 6A5 | 205,00 $ |
| Congrès annuel de l'Association des aménagistes régionaux du Québec (AARQ) portant sur le thème des enjeux nationaux | Direction de la coordination des interventions | 2 | 2019-04-10 | Hôtel Palace Royal<br>775, avenue Honoré-Mercier<br>Québec (Québec)<br>G1R 6A5 | 410,00 $<br>(205,00 $/pers.) |

| Description de l'activité | Nom de l'unité administrative | Nombre de participants | Date | Lieu (adresse) | Coût d'inscription |
|---|---|---|---|---|---|
| Congrès annuel de l'Association des aménagistes régionaux du Québec (AARQ) portant sur le thème des enjeux nationaux | Direction régionale Estrie | 1 | 2019-04-10 | Hôtel Palace Royal<br>775, avenue Honoré-Mercier<br>Québec (Québec)<br>G1R 6A5 | 205,00 $ |
| Congrès annuel de l'Association des aménagistes régionaux du Québec (AARQ) portant sur le thème des enjeux nationaux | Direction régionale Bas-Saint-Laurent | 1 | 2019-04-10 | Hôtel Palace Royal<br>775, avenue Honoré-Mercier<br>Québec (Québec)<br>G1R 6A5 | 205,00 $ |
| Congrès annuel de l'Association des aménagistes régionaux du Québec (AARQ) portant sur le thème des enjeux nationaux | Direction régionale Lanaudière | 1 | 2019-04-10 | Hôtel Palace Royal<br>775, avenue Honoré-Mercier<br>Québec (Québec)<br>G1R 6A5 | 205,00 $ |
| Congrès annuel de l'Association des aménagistes régionaux du Québec (AARQ) portant sur le thème des enjeux nationaux | Direction régionale Outaouais | 1 | 2019-04-10 | Hôtel Palace Royal<br>775, avenue Honoré-Mercier<br>Québec (Québec)<br>G1R 6A5 | 205,00 $ |
| Congrès annuel de l'Association des aménagistes régionaux du Québec (AARQ) portant sur le thème des enjeux nationaux | Direction régionale Gaspésie et Îles-de-la-Madeleine | 2 | 2019-04-10 | Hôtel Palace Royal<br>775, avenue Honoré-Mercier<br>Québec (Québec)<br>G1R 6A5 | 410,00 $<br>(205,00 $/pers.) |
| Congrès annuel de l'Association des aménagistes régionaux du Québec (AARQ) portant sur le thème des enjeux nationaux | Direction à la Métropole et aux affaires métropolitaines | 1 | 2019-04-10 | Hôtel Palace Royal<br>775, avenue Honoré-Mercier<br>Québec (Québec)<br>G1R 6A5 | 205,00 $ |
| Congrès annuel de l'Association des aménagistes régionaux du Québec (AARQ) portant sur le thème des enjeux nationaux | Direction régionale Saguenay-Lac-Saint-Jean | 2 | 2019-04-10 | Hôtel Palace Royal<br>775, avenue Honoré-Mercier<br>Québec (Québec)<br>G1R 6A5 | 410,00 $<br>(205,00 $/pers.) |
| Congrès annuel de l'Association des aménagistes régionaux du Québec (AARQ) portant sur le thème des enjeux nationaux | Direction régionale Laval et Laurentides | 1 | 2019-04-10<br>et<br>2019-04-11 | Hôtel Palace Royal<br>775, avenue Honoré-Mercier<br>Québec (Québec)<br>G1R 6A5 | 360,00 $ |
| Congrès annuel de l'Association des aménagistes régionaux du Québec (AARQ) portant sur le thème des enjeux nationaux | Direction régionale Montérégie | 1 | 2019-04-10<br>et<br>2019-04-11 | Hôtel Palace Royal<br>775, avenue Honoré-Mercier<br>Québec (Québec)<br>G1R 6A5 | 360,00 $ |

| Description de l'activité | Nom de l'unité administrative | Nombre de participants | Date | Lieu (adresse) | Coût d'inscription |
|---|---|---|---|---|---|
| Congrès annuel de l'Association des aménagistes régionaux du Québec (AARQ) portant sur le thème des enjeux nationaux | Direction régionale Chaudière-Appalaches | 1 | 2019-04-10 et 2019-04-11 | Hôtel Palace Royal 775, avenue Honoré-Mercier Québec (Québec) G1R 6A5 | 360,00 $ |
| Congrès annuel de l'Association des aménagistes régionaux du Québec (AARQ) portant sur le thème des enjeux nationaux | Direction régionale Côte-Nord | 1 | 2019-04-10 et 2019-04-12 | Hôtel Palace Royal 775, avenue Honoré-Mercier Québec (Québec) G1R 6A5 | 355,00 $ |
| Congrès annuel de l'Association des aménagistes régionaux du Québec (AARQ) portant sur le thème des enjeux nationaux | Direction de la coordination des interventions | 5 | 2019-04-10 et 2019-04-12 | Hôtel Palace Royal 775, avenue Honoré-Mercier Québec (Québec) G1R 6A5 | 1 775,00 $ (355,00 $/pers.) |
| Congrès annuel de l'Association des aménagistes régionaux du Québec (AARQ) portant sur le thème des enjeux nationaux | Direction des mandats stratégiques et de l'habitation | 1 | 2019-04-10 et 2019-04-12 | Hôtel Palace Royal 775, avenue Honoré-Mercier Québec (Québec) G1R 6A5 | 355,00 $ |
| Congrès annuel de l'Association des aménagistes régionaux du Québec (AARQ) portant sur le thème des enjeux nationaux | Direction de la coordination des interventions | 1 | 2019-04-10 et 2019-04-12 | Hôtel Palace Royal 775, avenue Honoré-Mercier Québec (Québec) G1R 6A5 | 355,00 $ |
| Congrès annuel de l'Association des aménagistes régionaux du Québec (AARQ) portant sur le thème des enjeux nationaux | Direction régionale Abitibi-Témiscamingue | 1 | 2019-04-10 et 2019-04-12 | Hôtel Palace Royal 775, avenue Honoré-Mercier Québec (Québec) G1R 6A5 | 355,00 $ |
| Congrès annuel de l'Association des aménagistes régionaux du Québec (AARQ) portant sur le thème des enjeux nationaux | Direction générale des opérations régionales | 2 | 2019-04-10 et 2019-04-12 | Hôtel Palace Royal 775, avenue Honoré-Mercier Québec (Québec) G1R 6A5 | 710,00 $ (355,00 $/pers.) |
| Congrès annuel de l'Association des aménagistes régionaux du Québec (AARQ) portant sur le thème des enjeux nationaux | Direction des politiques et de la démocratie municipales | 2 | 2019-04-10 et 2019-04-12 | Hôtel Palace Royal 775, avenue Honoré-Mercier Québec (Québec) G1R 6A5 | 710,00 $ (355,00 $/pers.) |
| Congrès annuel de l'Association des aménagistes régionaux du Québec (AARQ) portant sur le thème des enjeux nationaux | Direction régionale Centre-du-Québec | 1 | 2019-04-10 au 2019-04-12 | Hôtel Palace Royal 775, avenue Honoré-Mercier Québec (Québec) G1R 6A5 | 460,00 $ |

| Description de l'activité | Nom de l'unité administrative | Nombre de participants | Date | Lieu (adresse) | Coût d'inscription |
|---|---|---|---|---|---|
| Congrès annuel de l'Association des aménagistes régionaux du Québec (AARQ) portant sur le thème des enjeux nationaux | Direction des mandats stratégiques et de l'habitation | 1 | 2019-04-10 au 2019-04-12 | Hôtel Palace Royal 775, avenue Honoré-Mercier Québec (Québec) G1R 6A5 | 460,00 $ |
| Congrès annuel de l'Association des aménagistes régionaux du Québec (AARQ) portant sur le thème des enjeux nationaux | Direction de la coordination des interventions | 1 | 2019-04-10 au 2019-04-12 | Hôtel Palace Royal 775, avenue Honoré-Mercier Québec (Québec) G1R 6A5 | 460,00 $ |
| Congrès annuel de l'Association des aménagistes régionaux du Québec (AARQ) portant sur le thème des enjeux nationaux | Direction des politiques et de la démocratie municipales | 1 | 2019-04-10 au 2019-04-12 | Hôtel Palace Royal 775, avenue Honoré-Mercier Québec (Québec) G1R 6A5 | 460,00 $ |
| Congrès annuel de l'Association des aménagistes régionaux du Québec (AARQ) portant sur le thème des enjeux nationaux | Direction régionale Montérégie | 2 | 2019-04-10 au 2019-04-12 | Hôtel Palace Royal 775, avenue Honoré-Mercier Québec (Québec) G1R 6A5 | 920,00 $ (460,00 $/pers.) |
| Formation de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) portant sur la présentation et l'audit des états financiers d'un régime de retraite (formation en ligne) | Direction de la vérification | 1 | 2019-04-11 | 10, rue Pierre-Olivier-Chauveau Québec (Québec) G1R 4J3 | Abonnement annuel (869842) |
| Congrès annuel de l'Association des aménagistes régionaux du Québec (AARQ) portant sur le thème des enjeux nationaux | Direction générale de l'urbanisme, de l'aménagement du territoire et de l'habitation | 1 | 2019-04-12 | Hôtel Palace Royal 775, avenue Honoré-Mercier Québec (Québec) G1R 6A5 | 150,00 $ |
| Congrès annuel de l'Association des aménagistes régionaux du Québec (AARQ) portant sur le thème des enjeux nationaux | Direction des mandats stratégiques et de l'habitation | 1 | 2019-04-12 | Hôtel Palace Royal 775, avenue Honoré-Mercier Québec (Québec) G1R 6A5 | 150,00 $ |
| Congrès annuel de l'Association des aménagistes régionaux du Québec (AARQ) portant sur le thème des enjeux nationaux | Direction de la coordination des interventions | 1 | 2019-04-12 | Hôtel Palace Royal 775, avenue Honoré-Mercier Québec (Québec) G1R 6A5 | 150,00 $ |

| Description de l'activité | Nom de l'unité administrative | Nombre de participants | Date | Lieu (adresse) | Coût d'inscription |
|---|---|---|---|---|---|
| Congrès annuel de l'Association des aménagistes régionaux du Québec (AARQ) portant sur le thème des enjeux nationaux | Direction des politiques et de la démocratie municipales | 1 | 2019-04-12 | Hôtel Palace Royal<br>775, avenue Honoré-Mercier<br>Québec (Québec)<br>G1R 6A5 | 150,00 $ |
| Congrès annuel de l'Association des aménagistes régionaux du Québec (AARQ) portant sur le thème des enjeux nationaux | Commissaire à l'intégrité municipale et aux enquêtes | 1 | 2019-04-12 | Hôtel Palace Royal<br>775, avenue Honoré-Mercier<br>Québec (Québec)<br>G1R 6A5 | 150,00 $ |
| Colloque Territoires connectés de Québec numérique portant sur la technologie au service des villes, des municipalités et des citoyens | Direction générale des ressources informationnelles | 1 | 2019-04-12 | 84, rue de Dalhousie<br>Québec (Québec)<br>G1K 4B2 | 160,00 $ |
| Colloque Territoires connectés de Québec numérique portant sur la technologie au service des villes, des municipalités et des citoyens | Direction des solutions technologiques et des services aux utilisateurs | 4 | 2019-04-12 | 84, rue de Dalhousie<br>Québec (Québec)<br>G1K 4B2 | 640,00 $<br>(160,00 $/pers.) |
| Colloque Territoires connectés de Québec numérique portant sur la technologie au service des villes, des municipalités et des citoyens | Direction des solutions d'affaires | 1 | 2019-04-12 | 84, rue de Dalhousie<br>Québec (Québec)<br>G1K 4B2 | 160,00 $ |
| Colloque Territoires connectés de Québec numérique portant sur la technologie au service des villes, des municipalités et des citoyens | Direction régionale Saguenay-Lac-Saint-Jean | 2 | 2019-04-12 | 84, rue de Dalhousie<br>Québec (Québec)<br>G1K 4B2 | 320,00 $<br>(160,00 $/pers.) |
| Formation de la Corporation des officiers municipaux agréés du Québec (COMAQ) portant sur le projet de loi 122 | Direction régionale Mauricie | 1 | 2019-04-12 | Hôtel Levesque<br>171, rue Fraser<br>Rivière-du-Loup (Québec)<br>G5R 1E2 | 465,00 $ |
| Formation de la Corporation des officiers municipaux agréés du Québec (COMAQ) portant sur le projet de loi 122 | Direction régionale Bas-Saint-Laurent | 1 | 2019-04-12 | Hôtel Levesque<br>171, rue Fraser<br>Rivière-du-Loup (Québec)<br>G5R 1E2 | 465,00 $ |

| Description de l'activité | Nom de l'unité administrative | Nombre de participants | Date | Lieu (adresse) | Coût d'inscription |
|---|---|---|---|---|---|
| Formation du Barreau du Québec portant sur les développements récents en droit des enquêtes internes et règlementaires | Commissaire à l'intégrité municipale et aux enquêtes | 1 | 2019-04-12 | 1001, Place Jean-Paul-Riopelle<br>Montréal (Québec)<br>H2Z 1H5 | 505,50 $ |
| Colloque du Centre interdisciplinaire de développement en cartographie des océans (CIDCO) portant sur la géomatique et l'hydrographie | Direction des solutions technologiques et des services aux utilisateurs | 2 | 2019-04-15<br>au<br>2019-04-17 | Hôtel Rimouski<br>225, Boulevard René-Lepage Est<br>Rimouski (Québec)<br>G5L 1P2 | 590,00 $<br>(295,00 $/pers.) |
| Formation du Regroupement des réseaux en santé des personnes au travail (RRSPT) portant sur le climat de travail sain et le rôle du leader | Direction régionale Gaspésie et Îles-de-la-Madeleine | 2 | 2019-04-17 | 638, route 199<br>Havre-aux-Maisons (Québec)<br>G4T 5K6 | 120,00 $<br>(60,00 $/pers.) |
| Conférence de la Fédération québécoise des municipalités (FQM) portant sur le rendez-vous du développement local et régional | Direction de l'audit interne et de l'évaluation de programmes | 1 | 2019-04-24 | 1000, boulevard René-Lévesque Est<br>Québec (Québec)<br>G1R 5T8 | 195,00 $ |
| Conférence de la Fédération québécoise des municipalités (FQM) portant sur le rendez-vous du développement local et régional | Direction régionale Centre-du-Québec | 1 | 2019-04-24 | 1000, boulevard René-Lévesque Est<br>Québec (Québec)<br>G1R 5T8 | 195,00 $ |
| Colloque de la firme Vivre en ville portant sur les collectivités viables | Direction régionale Laval et Laurentides | 2 | 2019-04-25 | 417, rue Berri<br>Montréal (Québec)<br>H2Y 3E1 | 480,00 $<br>(240,00 $/pers.) |
| Colloque de la firme Vivre en ville portant sur les collectivités viables | Direction régionale Laval et Laurentides | 1 | 2019-04-25 | 417, rue Berri<br>Montréal (Québec)<br>H2Y 3E1 | 205,00 $ |
| Conférence du Réseau environnement portant sur le thème du Fjord, son environnement et les grands projets | Direction régionale Saguenay-Lac-Saint-Jean | 1 | 2019-04-25 | 900, rue de Mars<br>La Baie (Québec)<br>G7B 3N7 | 130,46 $ |
| Colloque annuel du Forum des jeunes de la fonction publique québécoise | Direction des ressources humaines | 1 | 2019-05-01 | Université Laval<br>Pavillon Alphonse-Desjardins<br>2325, rue de l'Université<br>Québec (Québec)<br>G1V 0A6 | 190,00 $ |

| Description de l'activité | Nom de l'unité administrative | Nombre de participants | Date | Lieu (adresse) | Coût d'inscription |
|---|---|---|---|---|---|
| Colloque annuel de l'Ordre des ingénieurs du Québec (OIQ) | Direction des infrastructures - Montréal | 2 | 2019-05-06 et 2019-05-07 | Palais des congrès de Montréal<br>1001, Place Jean-Paul-Riopelle<br>Montréal (Québec)<br>H2Z 1H5 | 1 790,00 $ (895,00 $/pers.) |
| Forum de la Chambre de commerce de Montréal métropolitain (CCMM) portant sur les grands projets métropolitains | Direction à la Métropole et aux affaires métropolitaines | 1 | 2019-05-06 | Palais des congrès de Montréal<br>1001, Place Jean-Paul-Riopelle<br>Montréal (Québec)<br>H2Z 1H5 | 350,00 $ |
| Formation de l'Association des professionnels en accès à l'information et la protection de la vie privée (AAPI) portant sur les meilleures pratiques en accès à l'information et en protection des renseignements personnels par une analyse appliquée de la jurisprudence | Secrétariat général | 2 | 2019-05-07 | Université Laval<br>Pavillon La Laurentienne<br>1030, avenue du Séminaire<br>Québec (Québec)<br>G1V 0A6 | 800,00 $ (400,00 $/pers.) |
| Formation de l'Université Laval portant sur les techniques d'entrevue d'enquêtes administratives et pénales | Commissaire à l'intégrité municipale et aux enquêtes | 1 | 2019-05-07 et 2019-05-08 | Université Laval<br>Pavillon Alphonse-Desjardins<br>2325, rue de l'Université<br>Québec (Québec)<br>G1V 0A6 | 950,00 $ |
| Formation de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) portant sur les organismes municipaux, les aspects comptables et autres particularités (formation en ligne) | Direction de la vérification | 1 | 2019-05-09 | 10, rue Pierre-Olivier-Chauveau<br>Québec (Québec)<br>G1R 4J3 | Abonnement annuel (869842) |
| Forum de la Chambre de commerce de Montréal métropolitain (CCMM) portant sur le transport, une métropole en mouvement | Direction à la Métropole et aux affaires métropolitaines | 1 | 2019-05-12 | Palais des congrès de Montréal<br>1001, Place Jean-Paul-Riopelle<br>Montréal (Québec)<br>H2Z 1H5 | 240,00 $ |

| Description de l'activité | Nom de l'unité administrative | Nombre de participants | Date | Lieu (adresse) | Coût d'inscription |
|---|---|---|---|---|---|
| Formation de la firme Accent formations portant sur les méthode de révision et de correction de textes administratifs | Direction des infrastructures - Montréal | 1 | 2019-05-14 | 1250, boulevard René-Lévesque Ouest<br>Montréal (Québec)<br>H3B 4W8 | 375,00 $ |
| Formation de la firme Technologia portant sur la gestion informatisée de projets avec le logiciel Microsoft Project | Direction des opérations financières et du suivi de programmes | 1 | 2019-05-15<br>et<br>2019-05-16 | 2323, boulevard du Versant-Nord<br>Québec (Québec)<br>G1N 4P4 | 680,00 $ |
| Formation du Cégep Limoilou portant sur le logiciel Microsoft Excel (formation en ligne) | Direction des programmes fiscaux | 1 | 2019-05-21 | 10, rue Pierre-Olivier-Chauveau<br>Québec (Québec)<br>G1R 4J3 | 220,00 $ |
| Formation de la TELUQ portant sur la comptabilité de management et de contrôle | Secrétariat général | 1 | 2019-05-21 | TÉLUQ<br>455, rue du Parvis<br>Québec (Québec)<br>G1K 9H8 | 273,69 $ |
| Formation de Association des professionnels en accès à l'information et la protection de la vie privée (AAPI) portant sur l'initiation aux principales règles applicables en matière d'accès à l'information et en protection des renseignements personnels | Secrétariat général | 1 | 2019-05-22 | Université Laval<br>Pavillon La Laurentienne<br>1030, avenue du Séminaire<br>Québec (Québec)<br>G1V 0A6 | 350,00 $ |
| Formation de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) portant sur les rapports d'audit interne concis et convaincants | Direction de la vérification | 1 | 2019-05-22<br>et<br>2019-05-23 | Université Laval<br>Pavillon Alphonse-Desjardins<br>2325, rue de l'Université<br>Québec (Québec)<br>G1V 0A6 | Abonnement annuel (873862) |
| Forum du Conseil régional de l'environnement de l'Estrie portant sur les actions environnementales en milieu municipal | Direction régionale Estrie | 1 | 2019-05-22 | 342, rue Saint-Georges<br>Windsor (Québec)<br>J1S 2Z5 | 60,00 $ |
| Formation de l'Académie de Trans-Formation portant sur l'analyse logique et le raisonnement déductif | Direction régionale Bas-Saint-Laurent | 1 | 2019-05-23<br>et<br>2019-05-24 | Centre d'Affaires l'Exécutif<br>3107, avenue des Hôtels<br>Québec (Québec)<br>G1W 4W5 | 650,00 $ |

| Description de l'activité | Nom de l'unité administrative | Nombre de participants | Date | Lieu (adresse) | Coût d'inscription |
|---|---|---|---|---|---|
| Formation de l'Académie de Trans-Formation portant sur l'analyse logique et le raisonnement déductif | Direction régionale Chaudière-Appalaches | 1 | 2019-05-23 et 2019-05-24 | Centre d'Affaires l'Exécutif 3107, avenue des Hôtels Québec (Québec) G1W 4W5 | 650,00 $ |
| Formation de Versalys portant sur le logiciel Miscrosoft Access | Direction des infrastructures - Montréal | 1 | 2019-05-23 | 1440, rue Sainte-Catherine Ouest Montréal (Québec) H3G 1R8 | 246,50 $ |
| Colloque de la Société d'aide au développement de la collectivité de la haute Côte-Nord portant sur le thème de l'entreprenariat en région | Direction régionale Côte-Nord | 1 | 2019-05-29 | Hôtel Tadoussac 165, rue du Bord de l'Eau Tadoussac (Québec) G0T 2A0 | 62,72 $ |
| Formation de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) portant sur le dossier modèle en mission d'examen | Direction de la vérification | 1 | 2019-05-29 | Hôtel Québec 3115, Avenue des Hôtels Québec (Québec) G1W 3Z6 | Abonnement annuel (873844) |
| Formation de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) portant sur la compréhension des écoquartiers (formation en ligne) | Direction de la coordination des interventions | 1 | 2019-05-29 | 10, rue Pierre-Olivier-Chauveau Québec (Québec) G1R 4J3 | 95,00 $ |
| Conférence de la Municipalité de Saint-Prime portant sur le développement du nord du Québec, un regard vers le nord | Direction régionale Saguenay-Lac-Saint-Jean | 1 | 2019-05-30 | 776, rue Principale Saint-Prime (Québec) G8J 1T9 | 100,00 $ |
| Formation de la Fédération des municipalités du Québec (FQM) portant sur les outils municipaux permettant l'encadrement du cannabis (formation en ligne) | Direction régionale Laval et Laurentides | 2 | 2019-05-30 | 55, rue Castonguay bureau 201 Saint-Jérôme (Québec) J7Y 2H9 | 120,00 $ (60,00 $/pers.) |
| Colloque annuel du Carrefour action municipale et familles (CAMF) portant sur la participation citoyenne, agissons ensemble | Direction régionale Saguenay-Lac-Saint-Jean | 2 | 2019-05-30 | Hôtel Château Roberval 1225, boulevard Marcotte Roberval (Québec) G8H 2P1 | 634,92 $ (317,46 $/pers.) |
| Congrès annuel de l'Association des évaluateurs municipaux du Québec (AEMQ) portant sur le thème d'un milieu en évolution, les défis et les opportunités | Direction des programmes fiscaux | 1 | 2019-05-30 au 2019-06-01 | Hôtel Delta 1620, rue Notre-Dame Centre Trois-Rivières (Québec) G9A 6E5 | 700,00 $ prix non-membre |

| Description de l'activité | Nom de l'unité administrative | Nombre de participants | Date | Lieu (adresse) | Coût d'inscription |
|---|---|---|---|---|---|
| Congrès annuel de l'Association des évaluateurs municipaux du Québec (AEMQ) portant sur le thème d'un milieu en évolution, les défis et les opportunités | Direction générale de la fiscalité et de l'évaluation foncière | 1 | 2019-05-31 et 2019-06-01 | Hôtel Delta 1620, rue Notre-Dame Centre Trois-Rivières (Québec) G9A 6E5 | 700,00 $ prix non-membre |
| Congrès annuel de l'Association des évaluateurs municipaux du Québec (AEMQ) portant sur le thème d'un milieu en évolution, les défis et les opportunités | Direction générale de la fiscalité et de l'évaluation foncière | 2 | 2019-05-31 et 2019-06-01 | Hôtel Delta 1620, rue Notre-Dame Centre Trois-Rivières (Québec) G9A 6E5 | 1 150,00 $ (575,00 $/pers.) prix-membre |
| Abonnements annuels aux formations de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) (Passeports Multi-CPA nº 935514 et nº 935524 et Passeports Multi-usagers nº 935532 et nº 935542 | Direction des programmes fiscaux | s. o. | 2019-06-03 | 10, rue Pierre-Olivier-Chauveau Québec (Québec) G1R 4J3 | 7 340,00 $ (3 160,00 $ pour 2 abonnements Multi-CPA et 4 180,00 $ pour 2 abonnements Multi-usagers) |
| Formation de Retraite Québec portant sur le programme d'information et de préparation à la retraite (PIPR) | Direction des politiques et de la démocratie municipales | 1 | 2019-06-03 et 2019-06-04 | Centre Louis-Jolliet 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1 | 300,00 $ |
| Formation de la firme Formations Qualitemps portant sur la formation pour formateurs | Secrétariat général | 1 | 2019-06-05 | Édifice le 1001 1001, route de l'Église bureau 306 Québec (Québec) G1V 3V7 | 390,00 $ |
| Forum du Regroupement des organismes de bassins versants du Québec (ROBVQ) portant sur les communautés résilientes | Direction des mandats stratégiques et de l'habitation | 1 | 2019-06-05 | Séminaire de Québec 1, rue des Remparts Québec (Québec) G1R 4R7 | 60,00 $ |
| Colloque de PALME Québec portant sur le développement industriel et les écoparcs | Direction régionale Saguenay-Lac-Saint-Jean | 1 | 2019-06-11 | Hôtel Plaza Québec 3031, boulevard Laurier Québec (Québec) G1V 2M2 | 499,00 $ |

| Description de l'activité | Nom de l'unité administrative | Nombre de participants | Date | Lieu (adresse) | Coût d'inscription |
|---|---|---|---|---|---|
| Congrès annuel de l'Association des directeurs municipaux du Québec (ADMQ) portant sur le thème de la force du nombre | Direction régionale Capitale-Nationale | 1 | 2019-06-12 et 2019-06-13 | Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8 | 539,00 $ |
| Congrès annuel de l'Association des directeurs municipaux du Québec (ADMQ) portant sur le thème de la force du nombre | Direction des politiques et de la démocratie municipales | 1 | 2019-06-12 et 2019-06-13 | Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8 | 589,00 $ |
| Congrès annuel de l'Association des directeurs municipaux du Québec (ADMQ) portant sur le thème de la force du nombre | Direction des politiques et de la démocratie municipales | 4 | 2019-06-12 au 2019-06-14 | Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8 | 2 156,00 $ (539,00 $/pers.) |
| Congrès annuel de l'Association des directeurs municipaux du Québec (ADMQ) portant sur le thème de la force du nombre | Direction régionale Côte-Nord | 1 | 2019-06-12 au 2019-06-14 | Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8 | 589,00 $ |
| Congrès annuel de l'Association des directeurs municipaux du Québec (ADMQ) portant sur le thème de la force du nombre | Direction régionale Côte-Nord | 1 | 2019-06-12 au 2019-06-14 | Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8 | 539,00 $ |
| Congrès annuel de l'Association des directeurs municipaux du Québec (ADMQ) portant sur le thème de la force du nombre | Direction régionale Bas-Saint-Laurent | 2 | 2019-06-12 au 2019-06-14 | Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8 | 1 078,00 $ (539,00 $/pers.) |

| Description de l'activité | Nom de l'unité administrative | Nombre de participants | Date | Lieu (adresse) | Coût d'inscription |
|---|---|---|---|---|---|
| Congrès annuel de l'Association des directeurs municipaux du Québec (ADMQ) portant sur le thème de la force du nombre | Direction régionale Saguenay-Lac-Saint-Jean | 1 | 2019-06-12 au 2019-06-14 | Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8 | 539,00 $ |
| Congrès annuel de l'Association des directeurs municipaux du Québec (ADMQ) portant sur le thème de la force du nombre | Direction régionale Outaouais | 1 | 2019-06-12 au 2019-06-14 | Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8 | 539,00 $ |
| Congrès annuel de l'Association des directeurs municipaux du Québec (ADMQ) portant sur le thème de la force du nombre | Direction régionale Centre-du-Québec | 1 | 2019-06-12 au 2019-06-14 | Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8 | 539,00 $ |
| Congrès annuel de l'Association des directeurs municipaux du Québec (ADMQ) portant sur le thème de la force du nombre | Direction régionale Laval et Laurentides | 2 | 2019-06-12 au 2019-06-14 | Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8 | 1 078,00 $ (539,00 $/pers.) |
| Congrès annuel de l'Association des directeurs municipaux du Québec (ADMQ) portant sur le thème de la force du nombre | Direction régionale Chaudière-Appalaches | 1 | 2019-06-12 au 2019-06-14 | Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8 | 539,00 $ |

| Description de l'activité | Nom de l'unité administrative | Nombre de participants | Date | Lieu (adresse) | Coût d'inscription |
|---|---|---|---|---|---|
| Congrès annuel de l'Association des directeurs municipaux du Québec (ADMQ) portant sur le thème de la force du nombre | Direction régionale Montérégie | 3 | 2019-06-12<br>au<br>2019-06-14 | Centre des congrès de Québec<br>1000, boulevard René-Lévesque Est<br>Québec (Québec)<br>G1R 5T8 | 1 617,00 $<br>(539,00 $/pers.) |
| Congrès annuel de l'Association des directeurs municipaux du Québec (ADMQ) portant sur le thème de la force du nombre | Direction régionale Mauricie | 1 | 2019-06-12<br>au<br>2019-06-14 | Centre des congrès de Québec<br>1000, boulevard René-Lévesque Est<br>Québec (Québec)<br>G1R 5T8 | 539,00 $ |
| Congrès annuel de l'Association des directeurs municipaux du Québec (ADMQ) portant sur le thème de la force du nombre | Direction régionale Gaspésie et Îles-de-la-Madeleine | 1 | 2019-06-12<br>au<br>2019-06-14 | Centre des congrès de Québec<br>1000, boulevard René-Lévesque Est<br>Québec (Québec)<br>G1R 5T8 | 539,00 $ |
| Congrès annuel de l'Association des directeurs municipaux du Québec (ADMQ) portant sur le thème de la force du nombre | Direction des conseils et du soutien spécialisés en administration municipale | 1 | 2019-06-12<br>au<br>2019-06-14 | Centre des congrès de Québec<br>1000, boulevard René-Lévesque Est<br>Québec (Québec)<br>G1R 5T8 | 539,00 $ |
| Formation de l'Université Laval portant sur la gestion de carrière dans les petites et moyennes entreprises, fidélisation et mobilisation | Direction des solutions d'affaires | 1 | 2019-06-12 | Université Laval<br>Pavillon Alphonse-Desjardins<br>2325, rue de l'Université<br>Québec (Québec)<br>G1V 0A6 | 47,84 $ |
| Forum de la Ville de Québec portant sur l'habitation | Direction de la coordination des interventions | 3 | 2019-06-12<br>au<br>2019-06-14 | Centre des Foires<br>250, boulevard Wilfrid-Hamel<br>Québec (Québec)<br>G1L 5A7 | 131,61 $<br>(43,87 $/pers.) |

| Description de l'activité | Nom de l'unité administrative | Nombre de participants | Date | Lieu (adresse) | Coût d'inscription |
|---|---|---|---|---|---|
| Forum de la Ville de Québec portant sur l'habitation | Direction des politiques et de la démocratie municipales | 1 | 2019-06-12 au 2019-06-14 | Centre des Foires<br>250, boulevard Wilfrid-Hamel<br>Québec (Québec)<br>G1L 5A7 | 43,87 $ |
| Formation de Retraite Québec portant sur le programme d'information et de préparation à la retraite (PIPR) | Secrétariat général | 1 | 2019-06-13 et 2019-06-14 | Centre Louis-Jolliet<br>1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres<br>Québec (Québec)<br>G1L 4M1 | 300,00 $ |
| Formation de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) portant sur la démystification du fonctionnement, de la comptabilisation et l'audit de l'excédent accumulé et des investissements dans les administrations municipales (formation en ligne) | Direction des conseils et du soutien spécialisés en administration municipale | 1 | 2019-06-18 | 10, rue Pierre-Olivier-Chauveau<br>Québec (Québec)<br>G1R 4J3 | Abonnement annuel (873862) |
| Formation de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) portant sur les aspects comptables et autres particularités dans les organismes municipaux (formation en ligne) | Direction des conseils et du soutien spécialisés en administration municipale | 1 | 2019-06-19 | 10, rue Pierre-Olivier-Chauveau<br>Québec (Québec)<br>G1R 4J3 | Abonnement annuel (873872) |
| Formation de l'Université du Québec à Rimouski portant sur la gestion financière | Direction de la vérification | 1 | 2019-01-10 au 2019-04-25 | Campus de Lévis<br>1595, boulevard Alphonse-Desjardins<br>Lévis (Québec)<br>G6V 0A6 | 298,18 $ |
| Formation de l'École polytechnique de Montréal portant sur les compléments de béton armé et la conception parasismique des structures | Direction des infrastructures - Montréal | 1 | 2019-01-14 au 2019-04-26 | 2900, boulevard Edouard-Montpetit<br>Montréal (Québec)<br>H3T 1J4 | 610,50 $ |
| Formation de l'Université Laval portant sur l'introduction à la programmation (formation à distance) | Direction générale des ressources informationnelles | 1 | 2019-01-14 au 2019-04-26 | Université Laval<br>Pavillon Alphonse-Desjardins<br>2325, rue de l'Université<br>Québec (Québec)<br>G1V 0A6 | 561,92 $ |

| Description de l'activité | Nom de l'unité administrative | Nombre de participants | Date | Lieu (adresse) | Coût d'inscription |
|---|---|---|---|---|---|
| Formation de l'Université Laval portant sur le développement de la pensée critique (formation en ligne) | Direction des infrastructures collectives | 1 | 2019-01-14<br>au<br>2019-04-26 | Université Laval<br>Pavillon Alphonse-Desjardins<br>2325, rue de l'Université<br>Québec (Québec)<br>G1V 0A6 | 401,79 $ |
| Formation de l'École nationale d'administration publique (ENAP) portant sur la gestion axée sur les compétences et les talents | Direction générale des finances municipales | 1 | 2019-01-19<br>au<br>2019-04-17 | 555, boulevard Charest Est<br>Québec (Québec)<br>G1K 9E5 | 313,69 $ |
| Formation de l'École nationale d'administration publique (ENAP) portant sur les principes et les enjeux de l'administration publique | Direction générale des opérations régionales | 1 | 2019-01-19<br>au<br>2019-04-17 | 555, boulevard Charest Est<br>Québec (Québec)<br>G1K 9E5 | 396,12 $ |
| Cotisation annuelle du Secrétariat aux emplois supérieurs pour services offerts en matière de développement et d'accompagnement aux titulaires d'un emploi supérieur | Bureau du sous-ministre | 10 | 2019-04-01<br>au<br>2020-03-31 | 555, boulevard Charest Est<br>Québec (Québec)<br>G1K 9E5 | 7000,00 $<br>(700,00 $/pers.) |
| Sommet immobilier de l'Institut de développement urbain du Québec (IDU) portant sur les enjeux métropolitains en matière d'habitation | Direction de l'aménagement et le développement métropolitain | 1 | 2019-04-17 | Palais des congrès de Montréal<br>1001, Place Jean-Paul-Riopelle<br>Montréal (Québec)<br>H2Z 1H5 | 455,00 $ |
| Colloque annuel 2019 de l'Ordre des ingénieurs du Québec (OIQ) | Direction des infrastructures Montréal | 1 | 2019-05-06 | Palais des congrès de Montréal<br>1001, Place Jean-Paul-Riopelle<br>Montréal (Québec)<br>H2Z 1H5 | 475,00 $ |
| Abonnements annuels aux formations de Pluralsight portant sur plusieurs sujets en informatique | Direction générale des ressources informationnelles | s. o. | 2019-06-08 | 10, rue Pierre-Olivier-Chauveau<br>Québec (Québec)<br>G1R 4J3 | 9 229,31 $ |

| Description de l'activité | Nom de l'unité administrative | Nombre de participants | Date | Lieu (adresse) | Coût d'inscription |
|---|---|---|---|---|---|
| Colloque de PALME Québec portant sur le développement industriel et les écoparcs | Direction régionale Outaouais | 2 | 2019-06-11 et 2019-06-12 | Hôtel Plaza Québec 3031, boulevard Laurier Québec (Québec) G1V 2M2 | 998,00 $ (499,00 $/pers.) |
| Formation de l'École de technologie supérieure (ÉTS) portant sur les systèmes urbains | Direction des infrastructures - Montréal | 1 | 2019-01-03 au 2019-04-06 | 1100, rue Notre-Dame Ouest Montréal (Québec) H3C 1K3 | 421,05 $ |
| Formation de l'Université Laval portant sur le français écrit (formation à distance) | Direction régionale Nord-du-Québec | 1 | 2019-01-14 au 2019-04-26 | Université Laval Pavillon Alphonse-Desjardins 2325, rue de l'Université Québec (Québec) G1V 0A6 | 399,79 $ |
| Formation de l'Université Laval portant sur les systèmes de gestion des connaissances (formation à distance) | Direction des solutions d'affaires | 1 | 2019-01-14 au 2019-04-26 | Université Laval Pavillon Alphonse-Desjardins 2325, rue de l'Université Québec (Québec) G1V 0A6 | 321,54 $ |

## Information complémentaire

— Les abonnements annuels aux formations de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (Passeport Multi-CPA) permettent jusqu'à 49 heures de formation par passeport. Le passeport n°873844 est valide du 1er septembre 2018 au 31 août 2019. Les passeports n° 935514 et n° 935524 sont valides du 1er septembre 2019 au 31 août 2020.

— Les abonnements annuels aux formations de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (Passeports Multi-usagers) permettent jusqu'à 63 heures de formation par passeport. Les passeports n° 869842, n°873862 et n° 873872 sont valides du 1er septembre 2018 au 31 août 2019. Les passeports n° 935532 et n° 935542 sont valides du 1er septembre 2019 au 31 août 2020.

— L'abonnement annuel aux formations de l'Association sur l'accès et la protection de l'information permet une réduction aux coûts d'incription des formations. L'abonnement est valide du 1er janvier au 31 décembre 2019.

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation
Québec

# Frais liés aux activités de formation, colloques et congrès

Paragraphe 22° de l'article 4 du Règlement sur la diffusion
DIVULGATION DES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX DÉPENSES

**Exercice financier :** 2019-2020
**Trimestre :** Juillet à septembre

| Description de l'activité | Nom de l'unité administrative | Nombre de participants | Date | Lieu (adresse) | Coût d'inscription |
|---|---|---|---|---|---|
| Abonnement annuel aux formations de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) (Passeport Multi-usagers nº 995412) | Commissaire à l'intégrité municipale et aux enquêtes | s. o. | 2019-07-15 | 10, rue Pierre-Olivier-Chauveau<br>Québec (Québec)<br>G1R 4J3 | 2 090,00 $ |
| Formation de la Fédération québécoise des municipalités (FQM) portant sur la procédure d'évaluation environnementale québécoise (formation en ligne) | Direction régionale Nord-du-Québec | 1 | 2019-08-21 | 215, 3e rue<br>bureau 1<br>Chibougameau (Québec)<br>G8P 1N3 | 60,00 $ |
| Abonnement annuel aux formations de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) (Passeport Multi-usagers nº 54592) | Direction générale des services à la gestion | s. o. | 2019-08-22 | 10, rue Pierre-Olivier-Chauveau<br>Québec (Québec)<br>G1R 4J3 | 2 240,00 $ |
| Formation de la firme Technologia portant sur l'organisation efficace de ses idées par le Mind Mapping | Direction des solutions d'affaires | 1 | 2019-09-09 | 5400, boulevard des Galeries<br>5e étage<br>Québec (Québec)<br>G2K 2B4 | 433,00 $ |
| Congrès de l'Association des administrations portuaires canadiennes (AAPC) sous le thème : ancré dans le développement | Direction régionale Saguenay-Lac-St-Jean | 1 | 2019-09-09<br>au<br>2019-09-12 | 1303, boulevard Talbot<br>Chicoutimi (Québec)<br>G7H 4C1 | 1 550,00 $ |

| Description de l'activité | Nom de l'unité administrative | Nombre de participants | Date | Lieu (adresse) | Coût d'inscription |
|---|---|---|---|---|---|
| Formation de la Société québécoise d'évaluation de programme (SQEP) portant sur la rédaction d'un rapport d'évaluation | Direction de l'audit interne et de l'évaluation des programmes | 1 | 2019-09-12 | 4750, avenue Henri-Julien<br>Montréal (Québec)<br>H2T 3E5 | 150,00 $ |
| Colloque de la Société québécoise d'évaluation de programme (SQEP) portant sur l'évaluation, sa complexité et sa transformation | Direction de l'audit interne et de l'évaluation des programmes | 1 | 2019-09-13 | 4750, avenue Henri-Julien<br>Montréal (Québec)<br>H2T 3E5 | 120,00 $ |
| Formation de la firme AFI Expertise portant sur le logiciel Microsoft Visio | Direction des services bureautiques | 1 | 2019-09-13 | 1751, rue Marais<br>bureau 300<br>Québec (Québec)<br>G1M 0A2 | 175,00 $ |
| Formation de la firme Technologia portant sur la compréhension de la technologie infonuagique | Direction des solutions technologiques et des services aux utilisateurs | 1 | 2019-09-18 | 5400, boulevard des Galeries<br>5e étage<br>Québec (Québec)<br>G2K 2B4 | 460,00 $ |
| Formation de la firme AFI Expertise portant sur l'optimisation des processus : Lean Six Sigma - ceinture verte | Direction des ressources humaines | 1 | 2019-09-19<br>au<br>2019-10-11 | 1751, rue Marais<br>bureau 300<br>Québec (Québec)<br>G1M 0A2 | 2 520,00 $ |
| Formation de la firme Technologia portant sur le logiciel Microsoft SQL et la création de requêtes informatiques pour non-informaticiens | Direction des opérations financières et du suivi des programmes | 4 | 2019-09-23<br>et<br>2019-09-24 | 5400, boulevard des Galeries<br>5e étage<br>Québec (Québec)<br>G2K 2B4 | 3 096,00 $<br>(774,00 $/pers.) |
| Formation de la Fédération québécoise des municipalités (FQM) portant sur la nécessité du travail d'équipe du maire et du directeur général | Direction des politiques et de la démocratie municipales | 1 | 2019-09-25 | Centre des congrès de Québec<br>1000, boulevard René-Lévesque Est<br>Québec (Québec)<br>G1R 5T8 | 340,00 $ |
| Formation de la firme Qualitemps inc. portant sur la maîtrise de son temps et de ses courriels avec Outlook | Direction des opérations et des partenariats | 3 | 2019-09-25 | 3737, boulevard Crémazie Est<br>8e étage, salle 804<br>Montréal (Québec)<br>H1Z 2K4 | 810,00 $<br>(270,00 $/pers.) |

| Description de l'activité | Nom de l'unité administrative | Nombre de participants | Date | Lieu (adresse) | Coût d'inscription |
|---|---|---|---|---|---|
| Formation de la Corporation des officiers municipaux agréés du Québec (COMAQ) portant sur la conformité en matière d'appel d'offres | Direction de la consultation et des relations Québec-municipalités | 1 | 2019-09-25 | 1620, rue Notre-Dame Centre<br>Trois-Rivière (Québec)<br>G9A 6E5 | 425,00 $ |
| Formation de la Corporation des officiers municipaux agréés du Québec (COMAQ) portant sur l'introduction aux finances municipales | Direction de l'information financière et du financement | 2 | 2019-09-26 | 21 700, route Transcanadienne<br>Vaudreuil-Dorion (Québec)<br>J7V 8P3 | 930,00 $<br>(465,00 $/pers.) |
| Formation de l'Université Laval portant sur l'introduction au Lean Management | Direction des infrastructures collectives | 1 | 2019-09-26 | Université Laval<br>Pavillon La Laurentienne<br>1030, avenue du Séminaire<br>Québec (Québec)<br>G1V 0A6 | 405,00 $ |
| Formation de la firme Technologia portant sur le logiciel Excel, fonctions avancées | Direction des opérations financières et du suivi des programmes | 1 | 2019-09-26 | 5400, boulevard des Galeries<br>5e étage<br>Québec (Québec)<br>G2K 2B4 | 297,00 $ |
| Forum de la Ville de Victoriaville portant sur le développement durable | Direction régionale Centre-du-Québec | 1 | 2019-09-26<br>et<br>2019-09-27 | Centre des congrès Le Victorin<br>19, boulevard Arthabaska Est<br>Victoriaville (Québec)<br>G6T 0S4 | 200,00 $ |
| Formation de Retraite Québec portant sur le programme d'information et de préparation à la retraite (PIPR) | Direction générale des politiques | 1 | 2019-09-26<br>et<br>2019-09-27 | Centre Louis-Jolliet<br>1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres<br>Québec (Québec)<br>G1L 4M1 | 300,00 $ |
| Congrès de la Fédération québécoise des municipalités (FQM) sous le thème : La FQM, porte-parle des régions | Direction générale de l'urbanisme, de l'aménagement du territoire et de l'habitation | 1 | 2019-09-26<br>au<br>2019-09-28 | Centre des congrès de Québec<br>1000, boulevard René-Lévesque Est<br>Québec (Québec)<br>G1R 5T8 | 799,00 $ |

| Description de l'activité | Nom de l'unité administrative | Nombre de participants | Date | Lieu (adresse) | Coût d'inscription |
|---|---|---|---|---|---|
| Congrès de la Fédération québécoise des municipalités (FQM) sous le thème : La FQM, porte-parle des régions | Direction de la coordination des interventions | 1 | 2019-09-26 au 2019-09-28 | Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8 | 799,00 $ |
| Congrès de la Fédération québécoise des municipalités (FQM) sous le thème : La FQM, porte-parle des régions | Direction de la fiscalité | 1 | 2019-09-26 au 2019-09-28 | Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8 | 799,00 $ |
| Congrès de la Fédération québécoise des municipalités (FQM) sous le thème : La FQM, porte-parle des régions | Direction générale des opérations régionales | 1 | 2019-09-26 au 2019-09-28 | Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8 | 799,00 $ |
| Congrès de la Fédération québécoise des municipalités (FQM) sous le thème : La FQM, porte-parle des régions | Direction régionale Bas-Saint-Laurent | 1 | 2019-09-26 au 2019-09-28 | Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8 | 799,00 $ |
| Congrès de la Fédération québécoise des municipalités (FQM) sous le thème : La FQM, porte-parle des régions | Direction régionale Saguenay-Lac-St-Jean | 1 | 2019-09-26 au 2019-09-28 | Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8 | 799,00 $ |

| Description de l'activité | Nom de l'unité administrative | Nombre de participants | Date | Lieu (adresse) | Coût d'inscription |
|---|---|---|---|---|---|
| Congrès de la Fédération québécoise des municipalités (FQM) sous le thème : La FQM, porte-parle des régions | Direction régionale Mauricie | 1 | 2019-09-26 au 2019-09-28 | Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8 | 799,00 $ |
| Congrès de la Fédération québécoise des municipalités (FQM) sous le thème : La FQM, porte-parle des régions | Direction régionale Estrie | 1 | 2019-09-26 au 2019-09-28 | Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8 | 799,00 $ |
| Congrès de la Fédération québécoise des municipalités (FQM) sous le thème : La FQM, porte-parle des régions | Direction régionale Outaouais | 1 | 2019-09-26 au 2019-09-28 | Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8 | 799,00 $ |
| Congrès de la Fédération québécoise des municipalités (FQM) sous le thème : La FQM, porte-parle des régions | Direction régionale Abitibi-Témiscamingue | 1 | 2019-09-26 au 2019-09-28 | Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8 | 799,00 $ |
| Congrès de la Fédération québécoise des municipalités (FQM) sous le thème : La FQM, porte-parle des régions | Direction régionale Côte-Nord | 2 | 2019-09-26 au 2019-09-28 | Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8 | 1 598,00 $ (799,00 $/pers.) |

| Description de l'activité | Nom de l'unité administrative | Nombre de participants | Date | Lieu (adresse) | Coût d'inscription |
|---|---|---|---|---|---|
| Congrès de la Fédération québécoise des municipalités (FQM) sous le thème : La FQM, porte-parle des régions | Bureau régional de coordination gouvernementale des Îles-de-la-Madeleine | 1 | 2019-09-26 au 2019-09-28 | Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8 | 799,00 $ |
| Congrès de la Fédération québécoise des municipalités (FQM) sous le thème : La FQM, porte-parle des régions | Direction régionale Chaudière-Appalaches | 1 | 2019-09-26 au 2019-09-28 | Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8 | 799,00 $ |
| Congrès de la Fédération québécoise des municipalités (FQM) sous le thème : La FQM, porte-parle des régions | Direction régionale Laval-Laurentides | 1 | 2019-09-26 au 2019-09-28 | Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8 | 799,00 $ |
| Congrès de la Fédération québécoise des municipalités (FQM) sous le thème : La FQM, porte-parle des régions | Direction régionale Montérégie | 1 | 2019-09-26 au 2019-09-28 | Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8 | 799,00 $ |
| Congrès de la Fédération québécoise des municipalités (FQM) sous le thème : La FQM, porte-parle des régions | Direction régionale Centre-du-Québec | 1 | 2019-09-26 au 2019-09-28 | Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8 | 799,00 $ |

| Description de l'activité | Nom de l'unité administrative | Nombre de participants | Date | Lieu (adresse) | Coût d'inscription |
|---|---|---|---|---|---|
| Formation de l'Université Laval portant sur les opérations (formation en ligne) | Direction des solutions technologiques et des services aux utilisateurs | 1 | 2019-05-06 au 2019-07-21 | Université Laval<br>Pavillon Alphonse-Desjardins<br>2325, rue de l'Université<br>Québec (Québec)<br>G1V 0A6 | 289,05 $ |
| Formation de l'Université Laval portant sur les systèmes d'information informatisés (formation en ligne) | Direction des solutions technologiques et des services aux utilisateurs | 1 | 2019-05-06 au 2019-07-21 | Université Laval<br>Pavillon Alphonse-Desjardins<br>2325, rue de l'Université<br>Québec (Québec)<br>G1V 0A6 | 289,05 $ |
| Formation de la TÉLUQ portant sur la gestion stratégique de la formation en organisation (formation en ligne) | Secrétariat général | 1 | 2019-05-30 au 2019-09-11 | 455, rue du Parvis<br>Québec (Québec)<br>G1K 9H8 | 337,05 $ |
| Formation de la TÉLUQ portant sur l'initiation à la gestion de projets (formation en ligne) | Secrétariat général | 1 | 2019-07-29 au 2019-09-24 | 455, rue du Parvis<br>Québec (Québec)<br>G1K 9H8 | 379,69 $ |
| Formation de la Fédération québécoise des municipalités (FQM) portant sur la gestion financière municipale | Direction des conseils et du soutien spécialisés en administration municipale | 1 | 2019-09-25 | Centre des congrès de Québec<br>1000, boulevard René-Lévesque Est<br>Québec (Québec)<br>G1R 5T8 | 440,00 $ |

## Information complémentaire

— Les abonnements annuels aux formations de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (Passeports Multi-usagers) permettent jusqu'à 63 heures de formation par passeport. Les passeports n°995412 et n° 54592 sont valides du 1er septembre 2019 au 31 août 2020.

— La formation de la firme AFI Expertise portant sur le l'optimisation des processus : Lean Six Sigma - ceinture verte est d'une durée de 6 jours entre le 19 septembre et le 11 octobre 2019.

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation
Québec

# Frais liés aux activités de formation, colloques et congrès

Paragraphe 22° de l'article 4 du Règlement sur la diffusion
DIVULGATION DES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX DÉPENSES

**Exercice financier :** 2019-2020
**Trimestre :** Octobre à décembre

| Description de l'activité | Nom de l'unité administrative | Nombre de participants | Date | Lieu (adresse) | Coût d'inscription |
|---|---|---|---|---|---|
| Colloque du ministère de la Sécurité publique portant sur la sécurité civile | Direction de la coordination des interventions | 1 | 2019-10-01 et 2019-10-02 | Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8 | 380,00 $ |
| Formation de la Corporation des officiers municipaux agréés du Québec (COMAQ) portant sur l'inventaire des règles à respecter pour l'émission des permis, certificats ou attestations | Commissaire à l'intégrité municipale et aux enquêtes | 1 | 2019-10-02 | 2815, boulevard Laurier Québec (Québec) G1V 4H3 | 448,00 $ |
| Congrès de l'Ordre des urbanistes du Québec (OUQ) portant sur l'urbanisme en région, de la ruralité à la ville-centre | Direction régionale Montérégie | 1 | 2019-10-02 et 2019-10-03 | 1100, promenade du Saint-Maurice Shawinigan (Québec) G9N 1L8 | 600,00 $ |
| Congrès de l'Ordre des urbanistes du Québec (OUQ) portant sur l'urbanisme en région, de la ruralité à la ville-centre | Direction des politiques et de la démocratie municipales | 1 | 2019-10-02 et 2019-10-03 | 1100, promenade du Saint-Maurice Shawinigan (Québec) G9N 1L8 | 600,00 $ |
| Congrès de l'Ordre des urbanistes du Québec (OUQ) portant sur l'urbanisme en région, de la ruralité à la ville-centre | Direction des politiques et de la démocratie municipales | 1 | 2019-10-02 au 2019-10-04 | 1100, promenade du Saint-Maurice Shawinigan (Québec) G9N 1L8 | 700,00 $ |
| Congrès de l'Ordre des urbanistes du Québec (OUQ) portant sur l'urbanisme en région, de la ruralité à la ville-centre | Direction des mandats stratégiques et de l'habitation | 1 | 2019-10-02 au 2019-10-04 | 1100, promenade du Saint-Maurice Shawinigan (Québec) G9N 1L8 | 700,00 $ |

| Description de l'activité | Nom de l'unité administrative | Nombre de participants | Date | Lieu (adresse) | Coût d'inscription |
|---|---|---|---|---|---|
| Congrès de l'Ordre des urbanistes du Québec (OUQ) portant sur l'urbanisme en région, de la ruralité à la ville-centre | Direction de la coordination des interventions | 1 | 2019-10-02<br>au<br>2019-10-04 | 1100, promenade du Saint-Maurice<br>Shawinigan (Québec)<br>G9N 1L8 | 700,00 $ |
| Formation de la Corporation des officiers municipaux agréés du Québec (COMAQ) portant sur les contrats municipaux | Direction des conseils et du soutien spécialisés en administration municipale | 2 | 2019-10-03 | 1200, avenue Germain-des-Prés<br>Québec (Québec)<br>G1V 3M7 | 930,00 $<br>(465,00 $/pers.) |
| Formation du Centre d'expertise et de recherche en infrastructures urbaines (CERIU) portant sur l'impact des changements climatiques sur les infrastructures urbaines | Sous-ministériat aux infrastructures et aux finances municipales | 1 | 2019-10-04 | 1255, boulevard Robert-Bourassa<br>bureau 800<br>Montréal (Québec)<br>H3B 3W3 | 630,00 $ |
| Formation de la firme Technologia portant sur la prise de notes et la rédaction de comptes-rendus | Direction de l'aménagement et du développement métropolitain | 1 | 2019-10-08 | 440, boulevard René-Lévesque Ouest<br>5e étage<br>Montréal (Québec)<br>H2Z 1V7 | 460,00 $ |
| Formation de la firme Entrevues Conseils portant sur la préparation à un examen écrit de cadre, classe 3 | Direction régionale Côte-Nord | 1 | 2019-10-09 | 754, rue Brisson<br>Québec (Québec)<br>G1X 2S6 | 345,00 $ |
| Formation de la Corporation des officiers municipaux agréés du Québec (COMAQ) portant sur le contenu et la rédaction des documents d'appel d'offres | Direction de la consultation et des relations Québec-municipalités | 1 | 2019-10-09 | 915, rue Hains<br>Drummondville (Québec)<br>J2C 3A1 | 465,00 $ |
| Formation de l'Université Laval portant sur le passage de professionnel à gestionnaire | Direction générale des infrastructures | 1 | 2019-10-09 | Université Laval<br>Pavillon La Laurentienne<br>1030, avenue du Séminaire<br>Québec (Québec)<br>G1V 0A6 | 450,00 $ |
| Formation de l'Université Laval portant sur le passage de professionnel à gestionnaire | Direction régionale Gaspésie et Îles-de-la-Madeleine | 1 | 2019-10-09 | Université Laval<br>Pavillon La Laurentienne<br>1030, avenue du Séminaire<br>Québec (Québec)<br>G1V 0A6 | 450,00 $ |
| Formation de la firme AFI Expertise portant sur les essentiels de la gestion, générer la performance | Direction des solutions d'affaires | 1 | 2019-10-09 | 1751, rue du Marais<br>bureau 300<br>Québec (Québec)<br>G1M 0A2 | 435,00 $ |

| Description de l'activité | Nom de l'unité administrative | Nombre de participants | Date | Lieu (adresse) | Coût d'inscription |
|---|---|---|---|---|---|
| Formation de la Corporation des officiers municipaux agréés du Québec (COMAQ) portant sur l'application simplifiée des taux variés de taxation | Direction régionale Montérégie | 1 | 2019-10-10 | 1050, boulevard Casavant Ouest<br>Saint-Hyacinthe (Québec)<br>J2S 8B9 | 465,00 $ |
| Conférence ACRIgéo du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles portant sur la diversité de l'expertise en géomatique | Direction des solutions technologiques et des services aux utilisateurs | 8 | 2019-10-15 | 1225, Cours du Général de Montcalm<br>Québec (Québec)<br>G1R 4W6 | 680, 00 $<br>(85,00 $/pers.) |
| Conférence ACRIgéo du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles portant sur la diversité de l'expertise en géomatique | Direction générale des ressources informationnelles | 1 | 2019-10-15 | 1225, Cours du Général de Montcalm<br>Québec (Québec)<br>G1R 4W6 | 85,00 $ |
| Formation de la firme Qualitemps inc. portant sur les essentiels de la gestion de projets | Direction des ressources financières et matérielles | 1 | 2019-10-15 | 1001, route de l'Église<br>Québec (Québec)<br>G1V 3V7 | 425,00 $ |
| Abonnements annuels aux formations de LinkedIn portant sur plusieurs sujets en informatique | Direction des services bureautiques | 1 | 2019-10-15 | 10, rue Pierre-Olivier-Chauveau<br>Québec (Québec)<br>G1R 4J3 | 299,88 $ |
| Formation de la firme Pyxis portant sur le rôle du Scrum Master, niveau avancé | Direction des solutions d'affaires | 4 | 2019-10-17<br>et<br>2019-10-18 | 2815, boulevard Laurier<br>Québec (Québec)<br>G1V 4H3 | 5 083, 00 $<br>(1 270,75 $/pers.) |
| Formation de la firme AFI expertise portant sur l'utilisation de l'application Microsoft Power BI, niveau débutant | Direction des opérations financières et du suivi des programmes | 1 | 2019-10-18 | 1741, rue du Marais<br>Québec (Québec)<br>G1M 0A2 | 440,00 $ |
| Formation de la firme Technologia portant sur la programmation avancée SQL pour développeurs | Direction des solutions technologiques et des services aux utilisateurs | 2 | 2019-10-21<br>et<br>2019-10-22 | 5400, boulevard des Galeries, 5e étage<br>Québec (Québec)<br>G2K 2B5 | 1 622 $<br>(811,00 $/pers.) |
| Symposium du Réseau Environnement portant sur la gestion de l'eau | Sous-ministériat aux infrastructures et aux finances municipales | 2 | 2019-10-22<br>et<br>2019-10-23 | 777, boulevard Robert-Bourassa<br>Montréal (Québec)<br>H3C 3Z7 | 1 570,00 $<br>(785,00 $/pers.)<br>prix non-membre |
| Symposium du Réseau Environnement portant sur la gestion de l'eau | Direction des infrastructures (Montréal) | 2 | 2019-10-22<br>et<br>2019-10-23 | 777, boulevard Robert-Bourassa<br>Montréal (Québec)<br>H3C 3Z7 | 1 260,00 $<br>(630,00 $/pers.)<br>prix membre |

| Description de l'activité | Nom de l'unité administrative | Nombre de participants | Date | Lieu (adresse) | Coût d'inscription |
|---|---|---|---|---|---|
| Formation de la firme Formation Linguistique Global Lingua Inc. portant sur la langue anglaise (formation en ligne) | Direction régionale Nord-du-Québec | 2 | 2019-10-23 | 215, 3e Rue<br>bureau 1<br>Chibougamau (Québec)<br>G8P 1N3 | 723,75 $<br>(361,87 $/pers.) |
| Formation du Barreau du Québec portant sur la médiation en matière de harcèlement psychologique et de conflits relationnels | Direction régionale Lanaudière | 1 | 2019-10-23<br>au<br>2019-10-25 | 7595, boulevard Saint-Laurent<br>Montréal (Québec)<br>H2R 1W9 | 1 020,00 $ |
| Formation de la firme AXXIO portant sur le coaching de gestionnaires | Direction des ressources humaines | 2 | 2019-10-23<br>et<br>2019-11-20 | 3031, boulevard Laurier<br>Québec (Québec)<br>G1V 2M2 | 1 176,00 $<br>(588,00 $/pers.) |
| Congrès de l'Association forestière Saguenay-Lac-St-Jean portant sur le domaine forestier | Direction régionale Saguenay-Lac-Saint-Jean | 1 | 2019-10-24 | 2675, boulevard du Royaume<br>Saguenay (Québec)<br>G7S 4S9 | 73,93 $ |
| Formation de la firme Accent Formation portant sur les méthodes de révision et de correction de textes | Direction régionale Bas-Saint-Laurent | 1 | 2019-10-24 | 2828, boulevard Laurier<br>Québec (Québec)<br>G1V 0B9 | 375,00 $ |
| Formation de l'Alliance des cadres de l'État portant sur le processus de qualification de cadre, classe 3 (formation en ligne) | Direction des politiques et de la démocratie municipales | 1 | 2019-10-28 | 10, rue Pierre-Olivier-Chauveau<br>Québec (Québec)<br>G1R 4J3 | 100,02 $ |
| Formation de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) portant sur la revue des concepts fondamentaux en contrôle interne | Direction de l'audit interne et de l'évaluation des programmes | 1 | 2019-10-31 | 3115, avenue des Hôtels<br>Québec (Québec)<br>G1W 3Z6 | Abonnement annuel<br>(Passeport CPA no 66795) |
| Abonnement annuel aux formations de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) (Passeport multiusager nº 64622) | Direction générale des services à la gestion | s. o. | 2019-11-01 | 10, rue Pierre-Olivier-Chauveau<br>Québec (Québec)<br>G1R 4J3 | 2 340,00 $ |
| Formation de la firme Versalys portant sur le logiciel Excel, niveau débutant | Direction régionale Centre-du-Québec | 1 | 2019-11-04<br>et<br>2019-11-05 | 850, avenue Ernest-Gagnon<br>bureau 166<br>Québec (Québec)<br>G1S 4S2 | 255,00 $ |
| Formation de la firme Technologia portant sur la programmation SQL | Direction des solutions d'affaires | 1 | 2019-11-04<br>et<br>2019-11-05 | 5400, boulevard des Galeries<br>5e étage<br>Québec (Québec)<br>G2K 2B4 | 811,00 $ |

| Description de l'activité | Nom de l'unité administrative | Nombre de participants | Date | Lieu (adresse) | Coût d'inscription |
|---|---|---|---|---|---|
| Formation de l'Alliance des cadres de l'État portant sur le processus de qualification de cadre, classe 3 (formation en ligne) | Direction régionale Centre-du-Québec | 1 | 2019-11-05 | 62, rue Saint-Jean-Baptiste<br>Victoriaville (Québec)<br>G6T 4E3 | 100,02 $ |
| Colloque du Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail (RRSPT) portant sur le milieu de travail en transformation | Direction des ressources humaines | 2 | 2019-11-05 | Université Laval<br>Centre de services Desjardins-Pollack<br>2305, rue de l'Université<br>Québec (Québec)<br>G1V 0A6 | 750,00 $<br>(375,00 $/pers.) |
| Colloque du Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail (RRSPT) portant sur le milieu de travail en transformation | Direction des politiques et de la démocratie municipales | 1 | 2019-11-05 | Université Laval<br>Centre de services Desjardins-Pollack<br>2305, rue de l'Université<br>Québec (Québec)<br>G1V 0A6 | 375,00 $ |
| Colloque du Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail (RRSPT) portant sur le milieu de travail en transformation | Direction régionale Laval-Laurentides | 1 | 2019-11-05 | Université Laval<br>Centre de services Desjardins-Pollack<br>2305, rue de l'Université<br>Québec (Québec)<br>G1V 0A6 | 375,00 $ |
| Colloque du Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail (RRSPT) portant sur le milieu de travail en transformation | Direction régionale Bas-Saint-Laurent | 1 | 2019-11-05 | Université Laval<br>Centre de services Desjardins-Pollack<br>2305, rue de l'Université<br>Québec (Québec)<br>G1V 0A6 | 375,00 $ |
| Colloque du Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail (RRSPT) portant sur le milieu de travail en transformation | Direction régionale Lanaudière | 1 | 2019-11-05 | Université Laval<br>Centre de services Desjardins-Pollack<br>2305, rue de l'Université<br>Québec (Québec)<br>G1V 0A6 | 375,00 $ |
| Colloque du Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail (RRSPT) portant sur le milieu de travail en transformation | Direction régionale Montérégie | 1 | 2019-11-05 | Université Laval<br>Centre de services Desjardins-Pollack<br>2305, rue de l'Université<br>Québec (Québec)<br>G1V 0A6 | 375,00 $ |

| Description de l'activité | Nom de l'unité administrative | Nombre de participants | Date | Lieu (adresse) | Coût d'inscription |
|---|---|---|---|---|---|
| Colloque du Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail (RRSPT) portant sur le milieu de travail en transformation | Direction des services bureautiques | 1 | 2019-11-05 | Université Laval<br>Centre de services Desjardins-Pollack<br>2305, rue de l'Université<br>Québec (Québec)<br>G1V 0A6 | 375,00 $ |
| Formation de la firme Versalys portant sur le logiciel Excel et les tableaux croisés dynamiques | Sous-ministériat à l'urbanisme, à l'aménagement du territoire et à l'habitation | 1 | 2019-11-07 | 850, avenue Ernest-Gagnon<br>bureau 166<br>Québec (Québec)<br>G1S 4S2 | 212,50 $ |
| Formation de la Fédération québécoise des municipalités (FQM) portant sur la gestion des actifs municipaux à l'heure des changements climatiques | Direction des infrastructures collectives | 1 | 2019-11-07<br>et<br>2019-11-08 | 690, boulevard René-Lévesque Est<br>Québec (Québec)<br>G1R 5A8 | 99,00 $ |
| Formation de la Fédération québécoise des municipalités (FQM) portant sur la gestion des actifs municipaux à l'heure des changements climatiques | Direction de la consultation et des relations Québec-municipalités | 1 | 2019-11-07<br>et<br>2019-11-08 | 690, boulevard René-Lévesque Est<br>Québec (Québec)<br>G1R 5A8 | 99,00 $ |
| Formation du ministère de l'Économie et de l'Innovation portant sur la gestion d'une entreprise collective par l'élaboration d'une planification stratégique | Direction régionale Abitibi-Témiscamingue | 1 | 2019-11-08 | 56, rue Perreault Ouest<br>Rouyn-Noranda (Québec)<br>J9X 2T4 | 75,00 $ |
| Formation du ministère de l'Économie et de l'Innovation portant sur la gouvernance d'une entreprise collective | Direction régionale Abitibi-Témiscamingue | 1 | 2019-11-08 | 56, rue Perreault Ouest<br>Rouyn-Noranda (Québec)<br>J9X 2T4 | 150,00 $ |
| Formation de l'Ordre des urbanistes du Québec (OUQ) portant sur la Loi sur la qualité de l'environnement et les lois connexes | Direction régionale Centre-du-Québec | 1 | 2019-11-08 | Centre de recherche industrielle du Québec<br>333, rue Franquet<br>salle CO-205<br>Québec (Québec)<br>G1P 4C7 | 347,90 $ |
| Formation de l'Alliance des cadres de l'État portant sur le processus de qualification de cadre, classe 3 (formation en ligne) | Direction de la consultation et des relations Québec-municipalités | 1 | 2019-11-11 | 10, rue Pierre-Olivier-Chauveau<br>Québec (Québec)<br>G1R 4J3 | 100,02 $ |

| Description de l'activité | Nom de l'unité administrative | Nombre de participants | Date | Lieu (adresse) | Coût d'inscription |
|---|---|---|---|---|---|
| Formation de l'Alliance des cadres de l'État portant sur le processus de qualification de cadre, classe 3 (formation en ligne) | Direction régionale Nord-du-Québec | 1 | 2019-11-11 | 215, 3e Rue<br>bureau 1<br>Chibougamau (Québec)<br>G8P 1N3 | 100,02 $ |
| Formation de la Corporation des officiers municipaux en bâtiment et en environnement du Québec (COMBEQ) portant sur la gestion efficace des plaintes et les recours en cas de manquements aux règlements municipaux | Commissaire à l'intégrité municipale et aux enquêtes | 1 | 2019-11-12 | 5800, rue des Arpents<br>Lévis (Québec)<br>G6V 0B5 | 448,00 $ |
| Formation de la Fédération québécoise des municipalités (FQM) portant sur le membre de comité de sélection, joueur clé dans le processus d'attribution de contrats de la municipalité (formation en ligne) | Direction de la consultation et des relations Québec-municipalités | 1 | 2019-11-12 | 10, rue Pierre-Olivier-Chauveau<br>Québec (Québec)<br>G1R 4J3 | 20,00 $ |
| Formation de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) portant sur le dossier modèle en mission d'examen (formation en ligne) | Direction de la fiscalité | 1 | 2019-11-12 | 10, rue Pierre-Olivier-Chauveau<br>Québec (Québec)<br>G1R 4J3 | Abonnement annuel (Passeport Multi-CPA no 52006) |
| Congrès JIQ 2019 du Réseau Action TI portant sur les technologies de l'information | Direction générale des ressources informationnelles | 2 | 2019-11-13 | Centre des congrès de Québec<br>1000, boulevard René-Lévesque Est<br>Québec (Québec)<br>G1R 5T8 | 710,00 $ (325 $ pour 1 pers. membre et 385,00 $ pour 1 pers. non-membre) |
| Congrès JIQ 2019 du Réseau Action TI portant sur les technologies de l'information | Direction des solutions d'affaires | 6 | 2019-11-13 | Centre des congrès de Québec<br>1000, boulevard René-Lévesque Est<br>Québec (Québec)<br>G1R 5T8 | 2 310,00 $ (385,00 $/pers. non-membre) |
| Formation du Regroupement des réseaux en santé des personnes au travail (RRSPT) portant sur la résolution de conflits | Direction des ressources humaines | 1 | 2019-11-13 et 2019-11-14 | 2590, boulevard Laurier<br>Québec (Québec)<br>G1V 4M6 | 495,00 $ |

| Description de l'activité | Nom de l'unité administrative | Nombre de participants | Date | Lieu (adresse) | Coût d'inscription |
|---|---|---|---|---|---|
| Congrès GÉOMTL de l'Association canadienne des sciences géomatiques (ACSG) de la section de Montréal portant sur les applications géomatiques | Direction des solutions technologiques et des services aux utilisateurs | 3 | 2019-11-13 et 2019-11-14 | Palais des congrès de Montréal 1001, place Jean Paul Riopelle Montréal (Québec) H2Z 1H5 | 741,48 $ (294,32 $ pour 2 inscriptions au prix conférencier et 447,16 $ pour 1 inscription au prix régulier) |
| Formation de la firme AFI Expertise portant sur le service à la clientèle | Direction des services bureautiques | 1 | 2019-11-14 | 1751, rue du Marais bureau 300 Québec (Québec) G1M 0A2 | 435,00 $ |
| Formation du Regroupement des aménagistes et des urbanistes du Saguenay-Lac-St-Jean portant sur l'attractivité des territoires | Direction régionale Saguenay-Lac-Saint-Jean | 1 | 2019-11-14 | 531, boulevard du Saguenay Est Chicoutimi (Québec) G7H 5B5 | 75,00 $ |
| Sommet international de l'innovation en villes médianes (SIIVim) portant sur le rôle des villes médianes dans le développement économique et technologique régional et national | Direction du développement et de la coordination | 1 | 2019-11-14 et 2019-11-15 | 1882, rue Cascade Shawinigan (Québec) G9N 8S1 | 300,00 $ |
| Formation de Retraite Québec portant sur le programme d'information et de préparation à la retraite (PIPR) | Direction des infrastructures (Montréal) | 1 | 2019-11-18 et 2019-11-19 | 767, rue Bélanger Montréal (Québec) H2S 1G7 | 300,00 $ |
| Formation de l'Académie de Trans-Formation portant sur le panier de gestion dans le cadre du processus de qualification de cadre, classe 3 | Direction des programmes d'infrastructures d'eau | 1 | 2019-11-19 | 3107, avenue des Hôtels Québec (Québec) G1W 4W5 | 795,00 $ |
| Congrès Québec Mines et Énergie du ministère de l'Énergie et des ressources naturelles (MERN) portant sur le monde minier et énergétique du Québec | Direction des mandats stratégiques et de l'habitation | 1 | 2019-11-19 | Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8 | 60,00 $ |
| Congrès Québec Mines et Énergie du ministère de l'Énergie et des ressources naturelles (MERN) portant sur le monde minier et énergétique du Québec | Direction générale de l'urbanisme, de l'aménagement du territoire et de l'habitation | 1 | 2019-11-19 et 2019-11-20 | Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8 | 60,00 $ |

| Description de l'activité | Nom de l'unité administrative | Nombre de participants | Date | Lieu (adresse) | Coût d'inscription |
|---|---|---|---|---|---|
| Formation de la firme Versalys portant sur le logiciel Microsoft Visio | Direction des ressources humaines | 2 | 2019-11-20 | 850, avenue Ernest-Gagnon<br>bureau 166<br>Québec (Québec)<br>G1S 4S2 | 255,00 $<br>(127,50 $/pers.) |
| Formation de l'Académie de Trans-Formation portant sur la gestion stratégique dans le cadre du processus de qualification de cadre, classe 3 | Direction des programmes d'infrastructures d'eau | 1 | 2019-11-20 | 3107, avenue des Hôtels<br>Québec (Québec)<br>G1W 4W6 | 595,00 $ |
| Formation de la firme Accent Formation portant sur l'amélioration du français écrit | Direction régionale Centre-du-Québec | 2 | 2019-11-20 | 2828, boulevard Laurier<br>7e étage, bureau 700<br>Québec (Québec)<br>G1V 0B9 | 750,00 $<br>(375,00 $/pers.) |
| Formation de la firme Technologia portant sur le logiciel Excel, niveau débutant (formation en ligne) | Direction régionale Gaspésie et Îles-de-la-Madeleine | 1 | 2019-11-20<br>et<br>2019-11-21 | 500, rue Daigneault<br>bureau 115<br>Chandler (Québec)<br>G0C 1K0 | 175,00 $ |
| Formation de la Fédération québécoise des municipalités (FQM) portant sur le secrétaire du comité de sélection, gardien du processus d'évaluation de la qualité (formation en ligne) | Direction de la consultation et des relations Québec-municipalités | 1 | 2019-11-21 | 10, rue Pierre-Olivier-Chauveau<br>Québec (Québec)<br>G1R 4J3 | 20,00 $ |
| Congrès de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) portant sur le thème : Leaders dans l'action, secteur public | Direction générale des services à la gestion | 2 | 2019-11-21 | Centre des congrès de Québec<br>1000, boulevard René-Lévesque Est<br>Québec (Québec)<br>G1R 5T8 | Abonnement annuel (Passeport multiusager no 54592) |
| Congrès de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) portant sur le thème : Leaders dans l'action, secteur public | Direction des ressources financières et matérielles | 4 | 2019-11-21 | Centre des congrès de Québec<br>1000, boulevard René-Lévesque Est<br>Québec (Québec)<br>G1R 5T8 | Abonnement annuel (Passeport multiusager no 54592) |
| Congrès de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) portant sur le thème : Leaders dans l'action, secteur public | Direction de l'audit interne et de l'évaluation des programmes | 1 | 2019-11-21 | Centre des congrès de Québec<br>1000, boulevard René-Lévesque Est<br>Québec (Québec)<br>G1R 5T8 | Abonnement annuel (Passeport CPA no 66795) |

| Description de l'activité | Nom de l'unité administrative | Nombre de participants | Date | Lieu (adresse) | Coût d'inscription |
|---|---|---|---|---|---|
| Congrès de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) portant sur le thème : Leaders dans l'action, secteur public | Direction générale des finances municipales | 3 | 2019-11-21 | Centre des congrès de Québec<br>1000, boulevard René-Lévesque Est<br>Québec (Québec)<br>G1R 5T8 | Abonnement annuel (Passeport Multi-CPA n° 935514) |
| Congrès de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) portant sur le thème : Leaders dans l'action, secteur public | Direction de l'information financière et du financement | 3 | 2019-11-21 | Centre des congrès de Québec<br>1000, boulevard René-Lévesque Est<br>Québec (Québec)<br>G1R 5T8 | Abonnement annuel (Passeport Multi-usagers n° 935532) |
| Congrès de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) portant sur le thème : Leaders dans l'action, secteur public | Direction de la vérification | 1 | 2019-11-21 | Centre des congrès de Québec<br>1000, boulevard René-Lévesque Est<br>Québec (Québec)<br>G1R 5T8 | Abonnement annuel (Passeport multiusager n° 935532) |
| Formation de l'Ordre des ingénieurs du Québec (OIQ) sur l'indépendance professionnelle et le conflit d'intérêts (formation en ligne) | Direction des programmes d'infrastructures d'eau | 1 | 2019-11-21 | 10, rue Pierre-Olivier-Chauveau<br>Québec (Québec)<br>G1R 4J3 | 24,95 $ |
| Formation de la firme AFI Expertise portant sur la rédaction efficace d'un document d'analyse | Direction des solutions d'affaires | 1 | 2019-11-21 | 1751, rue du Marais<br>bureau 300<br>Québec (Québec)<br>G1M 0A2 | 465,00 $ |
| Formation de la firme Technologia portant sur la communication en public | Direction des solutions d'affaires | 1 | 2019-11-25<br>et<br>2019-11-26 | 440, boulevard René-Lévesque Ouest<br>5e étage<br>Montréal (Québec)<br>H2Z 1V7 | 803,00 $ |
| Formation de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) portant sur les missions d'audit et la révision de dossier | Direction de la vérification | 1 | 2019-11-26 | 3115, avenue des Hôtels<br>Québec (Québec)<br>G1W 3Z6 | Abonnement annuel (Passeport multiusager n° |

| Description de l'activité | Nom de l'unité administrative | Nombre de participants | Date | Lieu (adresse) | Coût d'inscription |
|---|---|---|---|---|---|
| Formation de l'Université Laval portant sur l'architecture d'entreprise | Direction générale des ressources informationnelles | 1 | 2019-11-26 et 2019-11-27 | Université Laval<br>Pavillon J.-A.-De Sève<br>1025, avenue des Sciences-Humaines<br>local 1116<br>Québec (Québec)<br>G1V 0A6 | 685,00 $ |
| Formation de l'Université Laval portant sur la négociation avec leadership | Direction des programmes d'infrastructures d'eau | 1 | 2019-11-27 et 2019-11-28 | Université Laval<br>Pavillon La Laurentienne<br>1030, avenue du Séminaire<br>Québec (Québec)<br>G1V 0A6 | 765,00 $ |
| Formation de l'Université Laval portant sur la négociation avec leadership | Direction des politiques et de la démocratie municipales | 1 | 2019-11-27 et 2019-11-28 | Université Laval<br>Pavillon La Laurentienne<br>1030, avenue du Séminaire<br>Québec (Québec)<br>G1V 0A6 | 685,00 $ |
| Formation de la firme Technologia portant sur la gestion efficace du temps et des priorités | Direction des solutions technologiques et des services aux utilisateurs | 1 | 2019-11-27 et 2019-11-28 | 5400, boulevard des Galeries<br>5e étage<br>Québec (Québec)<br>G2K 2B4 | 803,00 $ |
| Formation de la firme Technologia portant sur la gestion efficace du temps et des priorités | Direction des services bureautiques | 1 | 2019-11-27 et 2019-11-28 | 5400, boulevard des Galeries<br>5e étage<br>Québec (Québec)<br>G2K 2B4 | 803,00 $ |
| Formation de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) portant sur les missions d'audit et autres types de missions : nouveautés, enjeux et conseils pratiques | Direction des ressources financières et matérielles | 1 | 2019-11-28 | 3115, avenue des Hôtels<br>Québec (Québec)<br>G1W 3Z6 | Abonnement annuel (Passeport multiusager no 54592) |
| Formation de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) portant sur les normes comptables pour les entreprises à capital fermé : nouveautés, enjeux et conseils pratiques | Direction des ressources financières et matérielles | 1 | 2019-11-28 | 3115, avenue des Hôtels<br>Québec (Québec)<br>G1W 3Z6 | Abonnement annuel (Passeport multiusager no 54592) |
| Formation de la firme Pyxis portant sur la gestion selon l'approche Agile | Direction des solutions technologiques et des services aux utilisateurs | 1 | 2019-12-02 et 2019-12-03 | 2815, boulevard Laurier<br>Québec (Québec)<br>G1V 4H3 | 1 295,00 $ |

| Description de l'activité | Nom de l'unité administrative | Nombre de participants | Date | Lieu (adresse) | Coût d'inscription |
|---|---|---|---|---|---|
| Congrès annuel INFRA du Centre d'expertise et de recherche en infrastructures urbaines (CERIU) portant sur les infrastructures urbaines, leur constante évolution et l'expertise d'avenir | Direction des mandats stratégiques et de l'habitation | 1 | 2019-12-03 | Palais des congrès de Montréal<br>1001, place Jean Paul Riopelle<br>Montréal (Québec) | 440,00 $ |
| Abonnement annuel aux formations de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) (Passeport CPA nº 66795) | Direction de l'audit interne et de l'évaluation des programmes | s.o. | 2019-12-03 | 10, rue Pierre-Olivier-Chauveau<br>Québec (Québec)<br>G1R 4J3 | 1 370,00 $ |
| Formation de l'Ordre des ingénieurs du Québec (OIQ) portant sur le travail et la gestion d'équipe | Direction des programmes d'infrastructures d'eau | 1 | 2019-12-05 | 1200, autoroute Duplessis<br>Québec (Québec)<br>G2G 2B5 | 299,00 $ |
| Formation de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) portant sur les organismes municipaux : nouveautés, enjeux et conseils pratiques | Direction des ressources financières et matérielles | 1 | 2019-12-09 | 1710, route des Rivières<br>Saint-Nicolas (Québec)<br>G7A 0E3 | Abonnement annuel (Passeport multiusager no 54592) |
| Formation du Centre Microbur portant sur la correction de textes administratifs | Direction générale des ressources informationnelles | 1 | 2019-12-10<br>et<br>2019-12-11 | Université Laval<br>Centre de services Desjardins-Pollack<br>2305, rue de l'Université<br>Québec (Québec)<br>G1V 0A6 | 550,00 $ |
| Formation de l'Ordre des ingénieurs du Québec (OIQ) portant sur les bonnes pratiques en matière d'authentification des documents d'ingénierie (formation en ligne) | Direction des programmes d'infrastructures d'eau | 1 | 2019-12-11 | 10, rue Pierre-Olivier-Chauveau<br>Québec (Québec)<br>G1R 4J3 | 74,95 $ |
| Formation de l'Institut de la gestion financière du Québec (IGF-Québec) portant sur l'économie collaborative | Direction générale des services à la gestion | 1 | 2019-12-12 | 1225, Cours du Général de Montcalm<br>Québec (Québec)<br>G1R 4W6 | Abonnement IGF |
| Formation de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) portant sur les principes et les expériences d'aménagement du territoire en hiver (formation en ligne) | Direction régionale Nord-du-Québec | 1 | 2019-12-12 | 215, 3e Rue<br>bureau 1<br>Chibougamau (Québec)<br>G8P 1N3 | 95,00 $ |
| Formation de la firme AFI Expertise portant sur les logiciels avec Microsoft SharePoint | Direction des services bureautiques | 3 | 2019-12-12<br>et<br>2019-12-13 | 1751, rue du Marais<br>bureau 300<br>Québec (Québec)<br>G1M 0A2 | 2 580,00 $<br>(860,00 $/pers.) |

| Description de l'activité | Nom de l'unité administrative | Nombre de participants | Date | Lieu (adresse) | Coût d'inscription |
|---|---|---|---|---|---|
| Formation de l'Ordre des ingénieurs du Québec (OIQ) portant sur l'éthique et le rôle de l'ingénieur (formation en ligne) | Direction des programmes d'infrastructures d'eau | 1 | 2019-12-16 | 10, rue Pierre-Olivier-Chauveau<br>Québec (Québec)<br>G1R 4J3 | 24,95 $ |
| Formation de l'Ordre des ingénieurs du Québec (OIQ) portant sur les normes déontologiques de l'ingénieur (formation en ligne) | Direction des programmes d'infrastructures d'eau | 1 | 2019-12-16 | 10, rue Pierre-Olivier-Chauveau<br>Québec (Québec)<br>G1R 4J3 | 24,95 $ |
| Formation de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) portant sur le logiciel Excel, niveau intermédiaire | Direction de la fiscalité | 1 | 2019-12-18 | 850, avenue Ernest-Gagnon<br>Québec (Québec)<br>G1S 4S2 | Abonnement annuel (Passeport Multi-CPA n° 53006) |
| Formation de l'Université Laval portant sur un projet d'intervention en gestion des affaires numériques | Direction des solutions technologiques et des services aux utilisateurs | 1 | 2019-09-03<br>au<br>2019-12-03 | Université Laval<br>Pavillon Palasis-Prince<br>2325, rue de la Terrasse<br>Québec (Québec)<br>G1V 0A6 | 665,40 $ |
| Formation de l'Université Laval portant sur le design informatique selon l'expérience utilisateur | Direction des solutions d'affaires | 1 | 2019-09-03<br>au<br>2019-12-03 | Université Laval<br>Pavillon Palasis-Prince<br>2325, rue de la Terrasse<br>Québec (Québec)<br>G1V 0A6 | 321,54 $ |
| Formation de l'Université Laval portant sur l'introduction à la sociologie | Direction des infrastructures collectives | 1 | 2019-09-03<br>au<br>2019-12-03 | Université Laval<br>Pavillon Charles-De Koninck<br>1030, avenue des Sciences-Humaines<br>Québec (Québec)<br>G1V 0A6 | 328,95 $ |
| Formation de l'Université Laval portant sur l'administration publique et les politiques publiques (formation en ligne) | Direction des infrastructures collectives | 1 | 2019-09-03<br>au<br>2019-12-03 | Université Laval<br>Pavillon Charles-De Koninck<br>1030, avenue des Sciences-Humaines<br>Québec (Québec)<br>G1V 0A6 | 348,95 $ |
| Formation de la TÉLUQ portant sur la gestion des ressources humaines (formation en ligne) | Direction des ressources humaines | 1 | 2019-09-03<br>au<br>2019-12-16 | TÉLUQ<br>455, rue du Parvis<br>Québec (Québec)<br>G1K 9H8 | 447,89 $ |

| Description de l'activité | Nom de l'unité administrative | Nombre de participants | Date | Lieu (adresse) | Coût d'inscription |
|---|---|---|---|---|---|
| Formation de l'Université Laval portant sur les concepts et pratiques avancés en analyse d'affaires | Direction des solutions d'affaires | 1 | 2019-09-04<br>au<br>2019-12-14 | Université Laval<br>Pavillon Palasis-Prince<br>2325, rue de la Terrasse<br>Québec (Québec)<br>G1V 0A6 | 332,70 $ |
| Formation de l'Université Laval portant sur les politiques environnementales (formation à distance) | Direction régionale Lanaudière | 1 | 2019-09-09<br>au<br>2019-12-13 | Université Laval<br>Pavillon Charles-De Koninck<br>1030, avenue des Sciences-Humaines<br>Québec (Québec)<br>G1V 0A6 | 328,95 $ |
| Formation du Cégep de Trois-Rivières portant sur le perfectionnement en français écrit | Direction régionale Mauricie | 1 | 2019-09-24<br>2019-10-01<br>2019-10-08 | Cégep de Trois-Rivières<br>3500, rue De Courval<br>Trois-Rivières (Québec)<br>G8Z 3S7 | 166,00 $ |
| Formation de la firme Hackfest Communications portant sur la sécurité de réseaux informatiques | Direction des solutions d'affaires | 1 | 2019-10-29 | 3031, boulevard Laurier<br>Québec (Québec)<br>G1V 2M2 | 450,00 $ |
| Colloque annuel de la firme Hackfest Communications portant sur la sécurité informatique | Direction des solutions d'affaires | 1 | 2019-11-01<br>et<br>2019-11-02 | 3031, boulevard Laurier<br>Québec (Québec)<br>G1V 2M2 | 90,00 $ |
| Formation de la Fédération québécoise des municipalités (FQM) portant sur la gestion des actifs municipaux à l'heure des changements climatiques | Direction de la consultation et des relations Québec-municipalités | 1 | 2019-11-07<br>et<br>2019-11-08 | 690, boulevard René-Lévesque Est<br>Québec (Québec)<br>G1R 5A8 | 99,00 $ |
| Formation de l'Alliance des cadres de l'État portant sur le processus de qualification de cadre, classe 3 (formation en ligne) | Direction des opérations financières et du suivi des programmes | 1 | 2019-11-13 | 10, rue Pierre-Olivier-Chauveau<br>Québec (Québec)<br>G1R 4J3 | 100,02 $ |
| Formation de la firme Accent Formation portant sur la rédaction de procédures efficaces | Secrétariat général | 1 | 2019-11-19 | 2828, boulevard Laurier<br>7e étage<br>Québec (Québec)<br>G1V 0B9 | 375,00 $ |
| Formation du Barreau du Québec portant sur la justice administrative (formation en ligne) | Direction de l'information financière et du financement | 1 | 2019-12-19 | 10, rue Pierre-Olivier-Chauveau<br>Québec (Québec)<br>G1R 4J3 | 75,00 $ |

| Description de l'activité | Nom de l'unité administrative | Nombre de participants | Date | Lieu (adresse) | Coût d'inscription |
|---|---|---|---|---|---|
| Formation du Cégep de Baie-Comeau portant sur le logiciel Excel, niveau intermédiaire et avancé | Direction régionale Côte-Nord | 1 | 2019-12-19 | 537, boulevard Blanche<br>Baie-Comeau (Québec)<br>G5C 2B2 | 570,00 $ |
| Formation de l'Université Laval portant sur les perspectives anthropologiques sur les Inuits (formation en ligne) | Direction régionale Nord-du-Québec | 1 | 2019-09-02<br>au<br>2019-12-13 | Université Laval<br>Pavillon Charles-De Koninck<br>1030, avenue des Sciences-Humaines<br>Québec (Québec)<br>G1V 0A6 | 338,95 $ |
| Formation de l'Université Laval portant sur l'introduction aux peuples autochtones du Canada (formation en ligne) | Direction régionale Nord-du-Québec | 1 | 2019-09-02<br>au<br>2019-12-13 | Université Laval<br>Pavillon Charles-De Koninck<br>1030, avenue des Sciences-Humaines<br>Québec (Québec)<br>G1V 0A6 | 338,95 $ |
| Formation de l'École de technologie supérieure (ÉTS) portant sur le diagnostic et la réhabilitation optimisée des réseaux de distribution d'eau potable et d'eaux usées | Direction des infrastructures - Montréal | 1 | 2019-09-03<br>au<br>2019-12-19 | 1100, rue Notre-Dame Ouest<br>Montréal (Québec)<br>H3C 1K3 | 397,44 $ |
| Formation de l'Université de Montréal portant sur la théorie de la planification et de l'urbanisme | Direction régionale Montérégie | 1 | 2019-09-03<br>au<br>2019-12-23 | Université de Montréal<br>Faculté de l'aménagement<br>2940, chemin de la Côte-Sainte-Catherine<br>Montréal (Québec)<br>H3T 1B9 | 467,09 $ |
| Formation de l'Université de Montréal portant sur le transport et le développement urbain | Direction régionale Montérégie | 1 | 2019-09-03<br>au<br>2019-12-23 | Université de Montréal<br>Faculté de l'aménagement<br>2940, chemin de la Côte-Sainte-Catherine<br>Montréal (Québec)<br>H3T 1B9 | 467,09 $ |

| Description de l'activité | Nom de l'unité administrative | Nombre de participants | Date | Lieu (adresse) | Coût d'inscription |
|---|---|---|---|---|---|

**Information complémentaire**

— Les abonnements annuels aux formations de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (Passeports CPA et Passeports Multi-CPA) permettent jusqu'à 49 heures de formation par passeport. Le passeport CPA n°66795 et les passeports Multi-CPA n° 52006 et n° 935514 sont valides du 1er septembre 2019 au 31 août 2020.

— Les abonnements annuels aux formations de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (Passeports multiusagers) permettent jusqu'à 63 heures de formation par passeport. Les passeports n° 64622, n° 54592 et n° 935532 sont valides du 1er septembre 2019 au 31 août 2020.

de remplacer, à moindres coûts, certaines formations spécialisées qui sont généralement plus dispendieuses et parfois difficiles à obtenir. La licence LinkedIn est valide du 15 octobre 2019 au 15 octobre 2020.

— La formation en langue anglaise de la firme Formation Linguistique Global Lingua inc. comporte un total de 25 h de formation.

— L'abonnement annuel aux formations de l'Institut de la gestion financière de Québec (IGF) permet l'accès aux formations de la programmation annuelle de 2019-2020.

— La formation portant sur le perfectionnement en français écrit du Cégep de Trois-Rivières comporte un total de 9 h de formation.

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation
Québec

# Frais liés aux activités de formation, colloques et congrès

Paragraphe 22° de l'article 4 du Règlement sur la diffusion
DIVULGATION DES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX DÉPENSES

**Exercice financier :** 2019-2020
**Trimestre :** Janvier à mars

| Description de l'activité | Nom de l'unité administrative | Nombre de participants | Date | Lieu (adresse) | Coût d'inscription |
|---|---|---|---|---|---|
| Formation de la Fédération québécoise des municipalités (FQM) portant sur les rôles et responsabilités des élus (formation en ligne) | Direction régionale Laval-Laurentides | 2 | 2020-01-07 | 55, rue Castonguay<br>bureau 201<br>Saint-Jérôme (Québec)<br>J7Y 2H9 | 300 $ |
| Formation de la firme Formation Linguistique Global Lingua inc. portant sur le perfectionnement du français (formation en ligne) | Direction des solutions d'affaires | 1 | 2020-01-08 | 10, rue Pierre-Olivier-Chauveau<br>Québec (Québec)<br>G1R 4J3 | 723,75 $ |
| Formation de l'École nationale d'administration publique (ENAP) portant sur le Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise (PGAGL) | Direction des politiques et de la démocratie municipales | 1 | 2020-01-14 | 555, boulevard Charest Est<br>Québec (Québec)<br>G1K 9E5 | 4 325,00 $ |
| Formation de l'École nationale d'administration publique (ENAP) portant sur des ateliers de consolidation suivant le Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise (PGAGL) | Direction de l'administration et des programmes | 1 | 2020-01-22 | 555, boulevard Charest Est<br>Québec (Québec)<br>G1K 9E5 | 1 200,00 $ |
| Formation de l'École nationale d'administration publique (ENAP) portant sur le programme du Cercle des jeunes leaders de l'administration publique | Direction de la vérification | 1 | 2020-01-23 | 555, boulevard Charest Est<br>Québec (Québec)<br>G1K 9E5 | 6 000,00 $ |

| Description de l'activité | Nom de l'unité administrative | Nombre de participants | Date | Lieu (adresse) | Coût d'inscription |
|---|---|---|---|---|---|
| Abonnement annuel de l'Association des professionnels en accès à l'information et en protection de la vie privée (AAPI) | Secrétariat général | 1 | 2020-01-24 | 10, rue Pierre-Olivier-Chauveau<br>Québec (Québec)<br>G1R 4J3 | 220,00 $ |
| Formation de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) portant sur les organismes municipaux, ses aspects comptables et autres particularités (formation en ligne) | Direction de la fiscalité | 1 | 2020-01-24 | 10, rue Pierre-Olivier-Chauveau<br>Québec (Québec)<br>G1R 4J3 | Abonnement annuel (Passeport Multi-usagers n° 56002) |
| Formation de l'École internationale de coaching PNL portant sur la communication | Direction régionale Saguenay-Lac-St-Jean | 1 | 2020-01-24<br>au<br>2020-01-26 | 917, rue Monseigneur-Grandin<br>bureau 107<br>Québec (Québec)<br>G1V 3X8 | 450,00 $ |
| Formation de la firme Versalys inc. portant sur le logiciel Excel, tableaux de bord | Direction des opérations et des partenariats | 1 | 2020-01-27<br>et<br>2020-01-28 | 1440, rue Ste-Catherine Ouest<br>10e étage<br>Montréal (Québec)<br>H3G 1R8 | 501,50 $ |
| Formation de l'École nationale d'administration publique (ENAP) portant sur le Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise (PGAGL) | Bureau régional de coordination gouvernementale des Îles-de-la-Madeleine | 1 | 2020-01-28 | 555, boulevard Charest Est<br>Québec (Québec)<br>G1K 9E5 | 4 325,00 $ |
| Conférence de la Chambre de commerce et d'industrie Saguenay-Le Fjord portant sur les perspectives économiques de 2020 | Direction régionale Saguenay-Lac-St-Jean | 1 | 2020-01-29 | 1080, boulevard Talbot<br>Chicoutimi (Québec)<br>G7H 4B6 | 75,07 $ |
| Conférence de la firme Événements les Affaires portant sur la transformation numérique et le secteur public | Direction générale des ressources informationnelles | 1 | 2020-01-29 | 1255, rue Jeanne-Mance<br>Montréal (Québec)<br>H5B 1E5 | 795,00 $ |
| Formation de l'Association des directeurs généraux des municipalités du Québec (ADGMQ) portant sur les développements législatifs et jurisprudentiels en affaires municipales | Direction du soutien aux opérations régionales | 1 | 2020-01-30 | 1200, avenue de Germain-des-Prés<br>Québec (Québec)<br>G1V 3M7 | 370,00 $ |

| Description de l'activité | Nom de l'unité administrative | Nombre de participants | Date | Lieu (adresse) | Coût d'inscription |
|---|---|---|---|---|---|
| Formation de l'Association des directeurs généraux des municipalités du Québec (ADGMQ) portant sur les développements législatifs et jurisprudentiels en affaires municipales | Direction des politiques et de la démocratie municipales | 2 | 2020-01-30 | 1200, avenue de Germain-des-Prés<br>Québec (Québec)<br>G1V 3M7 | 555,00 $<br>(277,50 $/pers.) |
| Formation de l'Alliance des cadres de l'État portant sur le sens politique | Direction régionale Montérégie | 1 | 2020-01-31 | 475, avenue Président-Kennedy<br>Montréal (Québec)<br>H3A 1J7 | 249,00 $ |
| Formation de la firme AFI Expertise portant sur les techniques avancées pour Scrum Master | Direction des solutions d'affaires | 1 | 2020-02-03<br>et<br>2020-02-04 | 1751, rue du Marais<br>bureau 300<br>Québec (Québec)<br>G1M 0A2 | 930,00 $ |
| Formation de l'Alliance des cadres de l'État portant sur le processus de qualification de cadre, classe 2 (formation en ligne) | Direction des politiques et de la démocratie municipales | 1 | 2020-02-04 | 10, rue Pierre-Olivier-Chauveau<br>Québec (Québec)<br>G1R 4J3 | 100,02 $ |
| Formation du Groupe Conseil Formation Coaching (CFC) portant sur la gestion du changement avec agilité | Direction générale de l'urbanisme, de l'aménagement du territoire et de l'habitation | 1 | 2020-02-04 | 3500, boulevard du Souvenir<br>Laval (Québec)<br>H7V 1X2 | 420,75 $ |
| Formation de l'Alliance des cadres de l'État portant sur le processus de qualification de cadre, classe 2 (formation en ligne) | Direction des infrastructures collectives | 1 | 2020-02-05 | 10, rue Pierre-Olivier-Chauveau<br>Québec (Québec)<br>G1R 4J3 | 100,02 $ |
| Formation de l'Alliance des cadres de l'État portant sur le processus de qualification de cadre, classe 2 (formation en ligne) | Direction générale des opérations régionales | 1 | 2020-02-05 | 10, rue Pierre-Olivier-Chauveau<br>Québec (Québec)<br>G1R 4J3 | 100,02 $ |
| Formation de l'Alliance des cadres de l'État portant sur le processus de qualification de cadre, classe 2 (formation en ligne) | Direction régionale Montérégie | 1 | 2020-02-05 | 201, place Charles-Le Moyne<br>Longueuil (Québec)<br>J4K 2T5 | 100,02 $ |
| Formation de l'Institut de la gestion financière du Québec (IGF-Québec) portant sur la santé mentale en milieu de travail | Direction générale des services à la gestion | 1 | 2020-02-05 | 1225, Cours du Général de Montcalm<br>Québec (Québec)<br>G1R 4W6 | Abonnement annuel IGF |
| Formation du Cégep de Baie-Comeau portant sur le logiciel Word | Direction régionale Côte-Nord | 1 | 2020-02-07 | 537, boulevard Blanche<br>Baie-Comeau (Québec)<br>G5C 2B2 | 475,00 $ |

| Description de l'activité | Nom de l'unité administrative | Nombre de participants | Date | Lieu (adresse) | Coût d'inscription |
|---|---|---|---|---|---|
| Formation de la firme Écogestion solutions portant sur la gestion durable des eaux pluviales | Direction régionale Bas-St-Laurent | 1 | 2020-02-10 | 455, rue Cartier<br>Rimouski (Québec)<br>G5L 3Z4 | 35,00 $ |
| Formation de l'École nationale d'administration publique (ENAP) portant sur le Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise (PGAGL) | Direction des ressources financières et matérielles | 1 | 2020-02-13 | 555, boulevard Charest Est<br>Québec (Québec)<br>G1K 9E5 | 4 325,00 $ |
| Formation de la Fédération québécoise des municipalités (FQM) portant sur la prévention des conflits d'intérêts (formation en ligne) | Direction régionale Saguenay-Lac-St-Jean | 1 | 2020-02-13 | 227, rue Racine Est<br>bureau RC-03<br>Chicoutimi (Québec)<br>G7H 7B4 | 91,98 $ |
| Conférence de la firme Canadian Real Estate Forums portant sur l'investissement multi-résidentiel de la région de Montréal | Direction de l'aménagement et du développement métropolitain | 1 | 2020-02-13 | 159, rue St-Antoine<br>Montréal (Québec)<br>H2Z 1H2 | 405,00 $ |
| Formation de l'Université Laval portant sur les leviers du leadership | Direction des services bureautiques | 1 | 2020-02-13 | Université Laval<br>Centre de services Desjardins-Pollack<br>2325, rue de l'Université<br>Québec (Québec)<br>G1V 0A6 | 450,00 $ |
| Formation de la firme Formation Qualitemps inc. portant sur la gestion du temps et des priorités | Direction des infrastructures collectives | 2 | 2020-02-13 | 1001, route de l'Église<br>Québec (Québec)<br>G1V 3V7 | 740,00 $<br>(370,00 $/pers.) |
| Formation de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) portant sur l'Autorité des marchés publics et son impact dans la gestion contractuelle municipale (formation en ligne) | Direction de la consultation et des relations Québec-municipalités | 1 | 2020-02-17 | 10, rue Pierre-Olivier-Chauveau<br>Québec (Québec)<br>G1R 4J3 | 95,00 $ |
| Formation de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) portant sur le logiciel Excel et les tableaux croisés dynamiques pour contrôleurs et analystes | Direction de la vérification | 1 | 2020-02-17 | 2300, chemin Sainte-Foy<br>Québec (Québec)<br>G1V 1S5 | Abonnement annuel (Passeport Multi-usagers n$^{o}$ 935532) |
| Formation du Barreau du Québec portant sur la négociation collaborative (formation en ligne) | Commissaire à l'intégrité municipale et aux enquêtes | 1 | 2020-02-18 | 10, rue Pierre-Olivier-Chauveau<br>Québec (Québec)<br>G1R 4J3 | 83,95 $ |

| Description de l'activité | Nom de l'unité administrative | Nombre de participants | Date | Lieu (adresse) | Coût d'inscription |
|---|---|---|---|---|---|
| Formation de la Fédération québécoise des municipalités (FQM) portant sur les outils municipaux permettant l'encadrement du cannabis (formation en ligne) | Direction régionale Laval-Laurentides | 1 | 2020-02-19 | 55, rue Castonguay<br>St-Jérôme (Québec)<br>J7Y 2H9 | 125,00 $ |
| Formation de la Corporation des officiers municipaux agréés du Québec (COMAQ) portant sur l'introduction aux finances municipales | Direction régionale Centre-du-Québec | 1 | 2020-02-19 | 1620, rue Notre-Dame Centre<br>Trois-Rivières (Québec)<br>G9A 6E5 | 475,00 $ |
| Formation de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) portant sur la gestion et l'agilité organisationnelle | Direction des conseils et du soutien spécialisés en administration municipale | 1 | 2020-02-21 | 5400, boulevard des Galeries<br>bureau 500<br>Québec (Québec)<br>G2K 2B4 | Abonnement annuel (Passeport Multi-usagers n° 935542) |
| Formation du Barreau du Québec portant sur l'obligation de la confidentialité imposée à l'avocat (formation en ligne) | Commissaire à l'intégrité municipale et aux enquêtes | 1 | 2020-02-24 | 10, rue Pierre-Olivier-Chauveau<br>Québec (Québec)<br>G1R 4J3 | 83,95 $ |
| Formation de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) portant sur le rôle des municipalités vis-à-vis des enjeux alimentaires | Direction régionale Centre-du-Québec | 1 | 2020-02-26 | 62, rue St-Jean-Baptiste<br>Victoriaville (Québec)<br>G6P 4E3 | 95,00 $ |
| Formation de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) portant sur le rôle des municipalités vis-à-vis des enjeux alimentaires (formation en ligne) | Direction de la consultation et des relations Québec-municipalités | 1 | 2020-02-26 | 10, rue Pierre-Olivier-Chauveau<br>Québec (Québec)<br>G1R 4J3 | 95,00 $ |
| Formation de l'École nationale d'administration publique (ENAP) portant sur le Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise (PGAGL) | Direction de la fiscalité | 1 | 2020-02-27 | 555, boulevard Charest Est<br>Québec (Québec)<br>G1K 9E5 | 4 325,00 $ |
| Formation de la Corporation de service GENIUM 360 portant sur l'étude d'applications résidentielles des installations septiques comme dispositions d'épuration des eaux usées | Direction des infrastructures (Montréal) | 1 | 2020-02-28 | 405, avenue Ogilvy<br>bureau 101<br>Montréal (Québec)<br>H3N 1M3 | 645,00 $ |
| Formation de Esri Canada portant sur la migration ArcMap et ArcGIS Pro | Direction des solutions technologiques et des services aux utilisateurs | 1 | 2020-03-03<br>et<br>2020-03-04 | 815, boulevard Lebourgneuf<br>bureau 405<br>Québec (Québec)<br>G2J 0C1 | 1 050,00 $ |

| Description de l'activité | Nom de l'unité administrative | Nombre de participants | Date | Lieu (adresse) | Coût d'inscription |
|---|---|---|---|---|---|
| Formation de la firme AFI Expertise portant sur la programmation Javascript | Direction des solutions technologiques et des services aux utilisateurs | 1 | 2020-03-05 et 2020-03-06 | 1751, rue du Marais bureau 300 Québec (Québec) G1M 0A2 | 810,00 $ |
| Formation de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) portant sur la mission d'audit (formation en ligne) | Direction de la fiscalité | 1 | 2020-03-05 | 10, rue Pierre-Olivier-Chauveau Québec (Québec) G1R 4J3 | Abonnement annuel (Passeport Multi-usagers n° 56002) |
| Formation de la firme AFI Expertise portant sur le développement des applications web ASP.NET Core MVC | Direction des solutions d'affaires | 1 | 2020-03-09 au 2020-03-13 | 1751, rue du Marais bureau 300 Québec (Québec) G1M 0A2 | 2 505,00 $ |
| Formation de la firme AFI Expertise portant sur le développement des applications web ASP.NET Core MVC | Direction des solutions technologiques et des services aux utilisateurs | 1 | 2020-03-09 au 2020-03-13 | 1751, rue du Marais bureau 300 Québec (Québec) G1M 0A2 | 2 505,00 $ |
| Formation de l'Institut de FormaSion du Québec inc. portant sur l'utilisation du logiciel Outlook | Direction générale des politiques | 1 | 2020-03-10 | 10, rue Pierre-Olivier-Chauveau Québec (Québec) G1R 4J3 | 325,00 $ |
| Formation de l'Institut de FormaSion du Québec inc. portant sur l'utilisation du logiciel Outlook | Direction des politiques et de la démocratie municipales | 1 | 2020-03-10 | 10, rue Pierre-Olivier-Chauveau Québec (Québec) G1R 4J3 | 325,00 $ |
| Salon des technologies environnementales du Québec du Réseau environnement portant sur les enjeux environnementaux d'actualité | Direction des programmes d'infrastructures d'eau | 1 | 2020-03-10 | Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8 | 320,00 $ |
| Salon des technologies environnementales du Québec du Réseau environnement portant sur les enjeux environnementaux d'actualité | Direction générale des infrastructures | 1 | 2020-03-11 | Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8 | 400,00 $ |

| Description de l'activité | Nom de l'unité administrative | Nombre de participants | Date | Lieu (adresse) | Coût d'inscription |
|---|---|---|---|---|---|
| Salon des technologies environnementales du Québec du Réseau environnement portant sur les enjeux environnementaux d'actualité | Direction des programmes d'infrastructures d'eau | 14 | 2020-03-11 | Centre des congrès de Québec<br>1000, boulevard René-Lévesque Est<br>Québec (Québec)<br>G1R 5T8 | 5 600,00 $<br>(400,00 $/pers.) |
| Formation de l'Association des directeurs municipaux du Québec (ADMQ) portant sur l'accès à l'information et la protection des données personnelles en contexte municipal | Direction régionale Centre-du-Québec | 1 | 2020-03-11 | 600, boulevard St-Joseph<br>Drummondville (Québec)<br>J2C 2C1 | 25,00 $ |
| Formation de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) portant sur la crédibilité et l'accroissement de son impact (formation en ligne) | Direction de l'audit interne et de l'évaluation des programmes | 1 | 2020-03-19 | 10, rue Pierre-Olivier-Chauveau<br>Québec (Québec)<br>G1R 4J3 | Abonnement annuel<br>(Passeport CPA n$^{o}$ 66795) |
| Formation de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) portant sur la communication avec impact (formation en ligne) | Direction de l'audit interne et de l'évaluation des programmes | 1 | 2020-03-22 | 10, rue Pierre-Olivier-Chauveau<br>Québec (Québec)<br>G1R 4J3 | Abonnement annuel<br>(Passeport CPA n$^{o}$ 66795) |
| Formation de la firme Versalys inc. portant sur le logiciel Excel, niveau avancé (formation en ligne) | Direction régionale Laval-Laurentides | 1 | 2020-03-25<br>et<br>2020-03-26 | 55, rue Castonguay<br>suite 201<br>St-Jérôme (Québec)<br>J7Y 2H9 | 450,50 $ |
| Formation de la firme Technologia portant sur la maîtrise des fondamentaux du Lean management (formation en ligne) | Direction des opérations financières et du suivi de programmes | 1 | 2020-03-27 | 10, rue Pierre-Olivier-Chauveau<br>Québec (Québec)<br>G1R 4J3 | 199,00 $ |

| Description de l'activité | Nom de l'unité administrative | Nombre de participants | Date | Lieu (adresse) | Coût d'inscription |
|---|---|---|---|---|---|

## Information complémentaire

— La formation de perfectionnement en français de la firme Formation Linguistique Global Lingua inc. comporte un total de 25h de formation.

— Le Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise (PGAGL) est destiné aux nouveaux gestionnaires de la fonction publique québécoise. Ce programme est obligatoire pour tout gestionnaire nouvellement nommé. Sa durée est de 19 jours sur une période de 16 mois.

— Les ateliers de consolidation suivant le Programme gouvernemental d'apprentissage de gestionnaire-leader de la fonction publique (PGAGL) sont destinés aux gestionnaires de la fonction publique québécoise ayant complétés le niveau 1 du PGAGL. Sa durée est de 4 jours sur une période de 9 mois.

— Le programme du Cercle des jeunes leaders de la fonction publique est destiné aux gestionnaires de la fonction publique québécoise et permet des activités dont de la formations et activités de coaching et d'accompagnement visant le développement de la relève pour des fonctions de niveaux supérieurs. Sa durée est de 18 jours sur une période de 20 mois.

— L'abonnement annuel aux formations de l'Association sur l'accès et la protection de l'information permet une réduction aux coûts d'incription des formations. L'abonnement est valide du 1er janvier au 31 décembre 2020.

— Les abonnements annuels aux formations de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (Passeports Multi-usagers) permettent jusqu'à 63 heures de formation par passeport. Les passeports n° 56002, n°935532 et n° 935542 sont valides du 1er septembre 2019 au 31 août 2020.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 5 | Liste de tous les travaux de construction ou de rénovation effectués au ministère en 2019-2020, ainsi que les prévisions pour 2020-2021. |

Veuillez vous référer à la demande de renseignements généraux nº 17 des oppositions.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande n° 6 | Liste des municipalités, des municipalités régionales de comté, des régies intermunicipales ou des organismes supralocaux qui ont reçu une aide financière spéciale de la part du ministère en 2019-2020. Indiquer le nom de ces entités et, pour chacune, l'objet de l'aide financière ainsi que le montant reçu. |
|---|---|

| Nom du bénéficiaire | Objet | Montant |
|---|---|---|
| Communauté Métropolitaine de Montréal | Aide financière dans le cadre de l'entente sectorielle de développement des activités agricoles et du secteur bioalimentaire de la Communauté métropolitaine de Montréal 2018-2021. | 175 000,00 $ |
| Communauté Métropolitaine de Montréal | Aide financière pour la mise en œuvre d'un programme d'aide financière visant à concilier les objets du Plan métropolitain d'aménagement et de développement de la Communauté métropolitaine de Montréal. | 10 000 000,00 $ |
| Municipalité de la paroisse de Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland | Aide financière afin de réaliser des travaux de réfection d'une canalisation souterraine. | 600 000,00 $ |
| Municipalité de l'Île d'Anticosti | Compensation à l'égard des éléments structuraux de quais ou d'installations portuaires en remplacement des compensations tenant lieu de taxes. | 123 926,00 $ |
| Municipalité Laverlochère-Angliers | Aide financière transitoire à la suite du regroupement des municipalités de Laverlochère et d'Angliers. | 14 654,00 $ |
| Municipalité régionale de comté de Kamouraska | Aide financière accordée pour soutenir la MRC dans la caractérisation des aboiteaux et des impacts sur le milieu, notamment en cas de défaillance sur le territoire de la MRC de Kamouraska. | 300 000,00 $ |
| Municipalité régionale de comté de Robert-Cliche | Aide financière accordée pour l'amélioration et le développement de la Véloroute de la Chaudière. | 3 000 000,00 $ |
| Municipalité régionale de comté Le Domaine-du-Roy | Aide financière accordée pour l'amélioration et le développement de la Véloroute des Bleuets. | 5 000 000,00 $ |
| Municipalité régionale de comté Les Etchemins | Aide financière afin d'appuyer la M.R.C. dans ses efforts de relance économique. | 1 200 000,00 $ |

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande nº 6 | Liste des municipalités, des municipalités régionales de comté, des régies intermunicipales ou des organismes supralocaux qui ont reçu une aide financière spéciale de la part du ministère en 2019-2020. Indiquer le nom de ces entités et, pour chacune, l'objet de l'aide financière ainsi que le montant reçu. |
|---|---|

| Nom du bénéficiaire | Objet | Montant |
|---|---|---|
| Village de Grenville | Aide financière accordée pour des travaux visant le canal de Grenville. | 2 500 000,00 $ |
| Ville de Gatineau | Aide financière accordée pour la caractérisation des risques d'inondations et la formulation de recommandations visant l'atténuation de ceux-ci. | 300 000,00 $ |
| Ville de Gatineau | Aide financière accordée afin de permettre à la Ville de Gatineau de financer la réalisation de projets d'habitation. | 4 682 408,00 $ |
| Ville de Laval | Aide financière accordée pour l'acquisition de l'Île Saint-Pierre et de la majeure partie de l'Île aux Vaches à des fins de conservation. | 7 000 000,00 $ |
| Ville de Lévis | Aide financière pour couvrir les coûts du projet pilote entrepris dans le cadre du programme GESTion Électronique des dossiers de poursuite (GESTE). | 370 000,00 $ |
| Ville de Matane | Compensation à l'égard des éléments structuraux de quais ou d'installations portuaires en remplacement des compensations tenant lieu de taxes. | 178 471,00 $ |
| Ville de Montréal | Aide financière pour le projet de protection de la prise d'eau brute de l'usine Atwater. | 1 422 625,09 $ |
| Ville de Montréal | Aide financière accordée afin de permettre à la Ville de Montréal de financer la réalisation de projets d'habitation. | 46 097 208,00 $ |
| Ville de Montréal | Aide financière pour permettre à la Ville de Montréal d'accélérer ses investissements en matière d'infrastructures vertes pour la gestion des eaux. | 150 000 000,00 $ |

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande n° 6 | Liste des municipalités, des municipalités régionales de comté, des régies intermunicipales ou des organismes supralocaux qui ont reçu une aide financière spéciale de la part du ministère en 2019-2020. Indiquer le nom de ces entités et, pour chacune, l'objet de l'aide financière ainsi que le montant reçu. |
|---|---|

| Nom du bénéficiaire | Objet | Montant |
|---|---|---|
| Ville de Québec | Aide financière accordée afin de permettre à la Ville de Québec de financer la réalisation de projets d'habitation. | 7 251 816,00 $ |
| Ville de Saguenay | Aide financière à la réalisation d'actions visant à prévenir et à contrer l'érosion des berges sur le territoire de la Ville de Saguenay. | 30 000,00 $ |
| Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue | Aide financière accordée pour la diminution du montant de la compensation tenant lieu de taxes découlant de la cession de l'Hôpital Sainte-Anne. | 1 824 000,00 $ |
| | **Total au 31 mars 2020** | **242 070 108,09 $** |

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 7 | Liste des municipalités qui ont profité d'une aide financière pour se regrouper (PAFREM) en indiquant le montant de l'aide financière pour chacun des bénéficiaires en 2019-2020. |

**Programme d'aide financière au regroupement municipal (PAFREM)**

Tous les versements effectués en 2019-2020 ont été effectués en vertu du volet 2 : Assistance financière à la suite d'un regroupement municipal ou d'une annexion totale de territoire. Pour le volet 2, les modalités du programme prévoient le versement de l'aide financière en cinq versements.

**Volet 1 – Assistance financière à la réalisation d'études de regroupement**

Aucun versement.

**Volet 2 – Assistance financière à la suite d'un regroupement municipal ou d'une annexion totale de territoire**

| Municipalités | 2019-2020 |
|---|---|
| Daveluyville | 6 579 $ |
| Laverlochère-Angliers | 19 460 $ |
| L'Épiphanie | 250 460 $ |
| **TOTAL** | **276 499 $** |

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande nº 8 | Liste des municipalités qui ont demandé en 2019-2020 une étude d'opportunité d'un projet de regroupement dans le cadre de la politique des regroupements municipaux, la liste des études réalisées, ainsi que les coûts et les principales conclusions de ces études. |
|---|---|

| **Municipalités** | **Date des demandes pour que le Ministère effectue une étude d'opportunité visant le regroupement** | **Coûts** | **Les suites aux études demandées et commentaires** |
|---|---|---|---|
| Beaupré<br>Saint-Joachim<br>(Capitale-Nationale) | 13 mai 2019 | Aucun.<br>Ces études seront réalisées avec l'assistance technique du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. | Dossier en traitement à la Direction générale des opérations régionales (Sous-ministériat aux territoires) en étroite collaboration avec la Direction régionale de la Capitale-Nationale. |
| North Hatley<br>Hatley<br>(Estrie) | 10 juillet 2019 | Aucun.<br>Ces études seront réalisées avec l'assistance technique du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. | Dossier en traitement à la Direction générale des opérations régionales (Sous-ministériat aux territoires) en étroite collaboration avec la Direction régionale de l'Estrie. |

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande nº 9 | Liste des études de regroupement produites en 2019-2020 avec la date de réalisation et, s'il y a lieu, le nom de la firme qui a réalisé chacune de ces études et le montant du contrat. |
|---|---|

| **Études de regroupement** | **Date de réalisation** | **Coûts** | **Nom de la firme** |
|---|---|---|---|
| Étude sur l'opportunité d'un regroupement de la Ville d'Asbestos et de la Ville de Danville | Les travaux ont été abandonnés par les municipalités | Aucun(1) | Aucune(1) |
| Étude sur l'opportunité d'un regroupement de la Municipalité de Saint-Charles-sur-Richelieu et de la Municipalité de Saint-Denis-sur-Richelieu | En cours | Aucun(1) | Aucune(1) |
| Étude sur l'opportunité d'un regroupement de la Ville de Beaupré et de la Paroisse de Saint-Joachim | En cours | Aucun(1) | Aucune(1) |
| Étude sur l'opportunité d'un regroupement du Village de North Hatley et de la Municipalité de Hatley | En cours | Aucun(1) | Aucune(1) |

(1) Ces études ont été réalisées avec l'assistance technique du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande n° 10 | Total des sommes transférées aux municipalités pour chacune des mesures apparaissant dans l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2020-2024 (transfert d'un point de la TVQ, bonification des compensations tenant lieu de taxes pour les immeubles parapublics, compensation tenant lieu de taxes pour les terres publiques, partage des revenus des redevances sur les ressources naturelles, subvention de péréquation, subvention à la Capitale-Nationale, fonds de développement des territoires, aide à la voirie locale – volet réfection), en 2019-2020, pour chaque municipalité et par région, ainsi que les prévisions pour 2020-2021. |

Pour l'exercice 2019-2020, sommes transférées aux municipalités (annexe 1) en vertu de l'*Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019* (annexe 2) **106 M$**

Pour l'exercice 2019-2020, sommes accordées aux municipalités régionales de comté en vertu de l'*Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019* pour le Fonds de développement des territoires (veuillez vous référer à la demande n° 11 des renseignements particuliers de l'opposition officielle) **115 M$**

Notons par ailleurs qu'en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019, la mesure de bonification des compensations tenant lieu de taxes, qui représentait 94 000 000 $ en 2015, est regroupée avec les compensations de base à partir de 2016. Ces dernières figurent à la demande de renseignements particuliers numéro 37 de l'opposition officielle.

Les montants indiqués dans la présente concernent uniquement les programmes financés par le budget de dépenses du Ministère.

D'autres sommes sont également transférées aux municipalités par d'autres ministères et organismes du gouvernement en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019 :

- la subvention à la Capitale-Nationale est versée par le Secrétariat à la Capitale-Nationale;
- le remboursement de la TVQ est géré par Revenu Québec et la Loi sur l'administration fiscale ne lui permet pas de communiquer au MAMH le détail des remboursements versés à chacune des municipalités;
- l'aide à la voirie locale - volet réfection est gérée par le ministère des Transports, et le détail des sommes transférées n'est pas disponible.

**Sommes transférées en 2019-2020 aux municipalités en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019**

| Nom de la municipalité | Dés. | Reg. | Péréquation [1] | Partage des redevances ress. Naturelles | Compensations terres publiques |
|---|---|---|---|---|---|
| Abercorn | VL | 16 | | | |
| Abitibi | MRC | 08 | | 612 500 | |
| Abitibi | TR | 08 | 80 949 | | 11 373 |
| Abitibi-Ouest | MRC | 08 | | 523 125 | |
| Abitibi-Ouest | TR | 08 | 52 572 | | 2 099 |
| Acton | MRC | 16 | | 30 292 | |
| Acton Vale | V | 16 | 129 717 | | |
| Adstock | M | 12 | | | 17 472 |
| Aguanish | M | 09 | 86 721 | | 97 225 |
| Albanel | M | 02 | 187 030 | | 19 640 |
| Albertville | M | 01 | 78 884 | | 3 888 |
| Alleyn-et-Cawood | M | 07 | | | 47 530 |
| Alma | V | 02 | | | 1 525 |
| Amherst | CT | 15 | | | 54 569 |
| Amos | V | 08 | | | 32 583 |
| Amqui | V | 01 | 227 639 | | 11 260 |
| Ange-Gardien | M | 16 | | | |
| Antoine-Labelle | MRC | 15 | | 115 061 | |
| Antoine-Labelle | TR | 15 | | | 195 816 |
| Argenteuil | MRC | 15 | | 106 735 | |
| Armagh | M | 12 | 17 308 | | 33 536 |
| Arthabaska | MRC | 17 | | 206 897 | |
| Arundel | CT | 15 | | | 4 711 |
| Asbestos | V | 05 | 1 526 834 | | |
| Ascot Corner | M | 05 | | | |
| Aston-Jonction | M | 17 | | | |
| Auclair | M | 01 | | | 15 032 |
| Audet | M | 05 | 4 337 | | 68 |
| Aumond | CT | 07 | | | 26 973 |
| Austin | M | 05 | | | 1 542 |
| Authier | M | 08 | 87 087 | | 8 563 |
| Authier-Nord | M | 08 | 67 153 | | 21 892 |
| Avignon | MRC | 11 | | 316 100 | |
| Avignon | TR | 11 | | | 7 824 |
| Ayer's Cliff | VL | 05 | | | |
| Baie-Comeau | V | 09 | 292 554 | | 41 089 |
| Baie-des-Sables | M | 01 | 21 699 | | |
| Baie-du-Febvre | M | 17 | | | |
| Baie-D'Urfé | V | 06 | | | |
| Baie-Johan-Beetz | M | 09 | 4 908 | | 24 078 |
| Baie-Sainte-Catherine | M | 03 | 35 957 | | 9 042 |
| Baie-Saint-Paul | V | 03 | | | 34 |
| Baie-Trinité | VL | 09 | 229 551 | | 70 945 |
| Barkmere | V | 15 | | | 2 836 |
| Barnston-Ouest | M | 05 | | | |
| Barraute | M | 08 | 175 780 | | 43 531 |
| Batiscan | M | 04 | | | |
| Beaconsfield | V | 06 | | | |
| Béarn | M | 08 | 55 435 | | 48 723 |
| Beauce-Sartigan | MRC | 12 | | 207 136 | |
| Beauceville | V | 12 | 165 285 | | |
| Beauharnois | V | 16 | | | |
| Beauharnois-Salaberry | MRC | 16 | | 127 709 | |
| Beaulac-Garthby | M | 12 | | | 1 888 |
| Beaumont | M | 12 | | | |
| Beaupré | V | 03 | | | |
| Bécancour | MRC | 17 | | 57 972 | |
| Bécancour | V | 17 | | | 1 006 |
| Bedford | V | 16 | 27 570 | | |
| Bedford | CT | 16 | | | |
| Bégin | M | 02 | 52 163 | | 42 725 |
| Belcourt | M | 08 | 116 192 | | 36 680 |
| Bellechasse | MRC | 12 | | 146 744 | |
| Belleterre | V | 08 | 148 367 | | 60 220 |

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

**Sommes transférées en 2019-2020 aux municipalités en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019**

| Nom de la municipalité | Dés. | Reg. | Péréquation [1] | Partage des redevances ress. Naturelles | Compensations terres publiques |
|---|---|---|---|---|---|
| Beloeil | V | 16 | | | |
| Berry | M | 08 | 70 098 | | 31 934 |
| Berthier-sur-Mer | M | 12 | | | |
| Berthierville | V | 14 | | | |
| Béthanie | M | 16 | | | |
| Biencourt | M | 01 | 195 604 | | 26 506 |
| Blainville | V | 15 | | | |
| Blanc-Sablon | M | 09 | 58 224 | | 37 205 |
| Blue Sea | M | 07 | | | 3 005 |
| Boileau | M | 07 | | | 13 698 |
| Boisbriand | V | 15 | | | |
| Boischatel | M | 03 | | | |
| Bois-des-Filion | V | 15 | | | |
| Bois-Franc | M | 07 | 10 499 | | 3 500 |
| Bolton-Est | M | 05 | | | |
| Bolton-Ouest | M | 16 | | | |
| Bonaventure | MRC | 11 | | 441 750 | |
| Bonaventure | TR | 11 | 5 987 | | 13 566 |
| Bonaventure | V | 11 | 29 099 | | 105 |
| Bonne-Espérance | M | 09 | 259 304 | | 93 902 |
| Bonsecours | M | 05 | | | 34 |
| Boucherville | V | 16 | | | 22 858 |
| Bouchette | M | 07 | 921 | | 6 812 |
| Bowman | M | 07 | | | 12 625 |
| Brébeuf | P | 15 | | | 1 587 |
| Brigham | M | 16 | | | |
| Bristol | M | 07 | | | 22 |
| Brome | VL | 16 | | | |
| Brome-Missisquoi | MRC | 16 | | 116 270 | |
| Bromont | V | 16 | | | |
| Brossard | V | 16 | | | 1 216 |
| Brownsburg-Chatham | V | 15 | | | |
| Bryson | M | 07 | 95 644 | | |
| Bury | M | 05 | | | |
| Cacouna | M | 01 | | | 290 |
| Calixa-Lavallée | M | 16 | | | |
| Campbell's Bay | M | 07 | 131 099 | | |
| Candiac | V | 16 | | | |
| Caniapiscau | MRC | 09 | | 68 100 | |
| Caniapiscau | TR | 09 | | | 199 181 |
| Cantley | M | 07 | | | |
| Cap-Chat | V | 11 | 320 464 | | 6 180 |
| Caplan | M | 11 | 129 369 | | 62 |
| Cap-Saint-Ignace | M | 12 | | | 39 123 |
| Cap-Santé | V | 03 | | | |
| Carignan | V | 16 | | | |
| Carleton-sur-Mer | V | 11 | | | 15 301 |
| Cascapédia--Saint-Jules | M | 11 | 26 688 | | 5 295 |
| Causapscal | V | 01 | 666 484 | | 429 |
| Cayamant | M | 07 | | | 72 215 |
| Chambly | V | 16 | | | |
| Chambord | M | 02 | | | 6 582 |
| Champlain | M | 04 | | | |
| Champneuf | M | 08 | 60 023 | | 20 002 |
| Chandler | V | 11 | 849 068 | | 43 986 |
| Chapais | V | 10 | 364 960 | 39 950 | 23 116 |
| Charette | M | 04 | 61 475 | | |
| Charlemagne | V | 14 | | | |
| Charlevoix | MRC | 03 | | 106 750 | |
| Charlevoix | TR | 03 | | | 30 189 |
| Charlevoix-Est | MRC | 03 | | 126 877 | |
| Charlevoix-Est | TR | 03 | 15 590 | | 11 773 |
| Chartierville | M | 05 | | | 6 456 |
| Châteauguay | V | 16 | | | |

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

**Sommes transférées en 2019-2020 aux municipalités en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019**

| Nom de la municipalité | Dés. | Reg. | Péréquation [1] | Partage des redevances ress. Naturelles | Compensations terres publiques |
|---|---|---|---|---|---|
| Château-Richer | V | 03 | | | |
| Chazel | M | 08 | 49 173 | | 5 693 |
| Chelsea | M | 07 | | | |
| Chénéville | M | 07 | | | 834 |
| Chertsey | M | 14 | | | 85 399 |
| Chesterville | M | 17 | | | |
| Chibougamau | V | 10 | 122 216 | 188 825 | 132 232 |
| Chichester | CT | 07 | | | 37 774 |
| Chute-aux-Outardes | VL | 09 | 382 354 | | 1 257 |
| Chute-Saint-Philippe | M | 15 | | | 90 846 |
| Clarendon | M | 07 | | | 79 |
| Clermont | V | 03 | 104 935 | | 5 274 |
| Clermont | CT | 08 | | | 5 078 |
| Clerval | M | 08 | | | 1 726 |
| Cleveland | CT | 05 | | | |
| Cloridorme | CT | 11 | 232 028 | | 17 468 |
| Coaticook | MRC | 05 | | 72 561 | |
| Coaticook | V | 05 | | | |
| Colombier | M | 09 | 336 856 | | 45 294 |
| Compton | M | 05 | | | |
| Contrecoeur | V | 16 | | | |
| Cookshire-Eaton | AG | 05 | | | |
| Cookshire-Eaton | V | 05 | | | |
| Coteau-du-Lac | V | 16 | | | |
| Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent | M | 09 | 361 507 | | 151 561 |
| Côte-Saint-Luc | V | 06 | | | |
| Courcelles | M | 05 | 211 312 | | |
| Cowansville | V | 16 | | | |
| Crabtree | M | 14 | | | |
| Danville | V | 05 | 238 863 | | |
| D'Autray | MRC | 14 | | 40 774 | |
| Daveluyville | V | 17 | 119 465 | | |
| Dégelis | V | 01 | 326 195 | | 208 349 |
| Déléage | M | 07 | 165 850 | | 31 871 |
| Delson | V | 16 | | | |
| Denholm | M | 07 | | | 36 347 |
| Desbiens | V | 02 | 128 347 | | 360 |
| Deschaillons-sur-Saint-Laurent | M | 17 | | | |
| Deschambault-Grondines | M | 03 | | | |
| Deux-Montagnes | MRC | 15 | | 333 203 | |
| Deux-Montagnes | V | 15 | | | |
| Disraeli | V | 12 | 179 178 | | |
| Disraeli | P | 12 | | | 625 |
| Dixville | M | 05 | | | |
| Dolbeau-Mistassini | V | 02 | 640 335 | | 52 299 |
| Dollard-Des Ormeaux | V | 06 | | | |
| Donnacona | V | 03 | | | |
| Dorval | V | 06 | | | |
| Dosquet | M | 12 | | | |
| Drummond | MRC | 17 | | 299 501 | |
| Drummondville | V | 17 | | | 67 |
| Dudswell | M | 05 | | | |
| Duhamel | M | 07 | | | 107 892 |
| Duhamel-Ouest | M | 08 | | | |
| Dundee | CT | 16 | | | |
| Dunham | V | 16 | | | |
| Duparquet | V | 08 | | | 16 452 |
| Dupuy | M | 08 | 136 458 | | 799 |
| Durham-Sud | M | 17 | | | |
| East Angus | V | 05 | 339 378 | | |
| East Broughton | M | 12 | 387 597 | | |
| East Farnham | M | 16 | | | |
| East Hereford | M | 05 | | | |
| Eastman | M | 05 | | | 621 |

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

**Sommes transférées en 2019-2020 aux municipalités en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019**

| Nom de la municipalité | Dés. | Reg. | Péréquation [1] | Partage des redevances ress. Naturelles | Compensations terres publiques |
|---|---|---|---|---|---|
| Egan-Sud | M | 07 | 5 756 | | 50 |
| Elgin | M | 16 | | | |
| Entrelacs | M | 14 | | | 12 396 |
| Escuminac | M | 11 | 15 746 | | 3 743 |
| Esprit-Saint | M | 01 | 115 379 | | 31 980 |
| Estérel | V | 15 | | | |
| Farnham | V | 16 | | | |
| Fassett | M | 07 | | | |
| Ferland-et-Boilleau | M | 02 | | | 54 914 |
| Ferme-Neuve | M | 15 | | | 297 270 |
| Fermont | V | 09 | | | 54 646 |
| Forestville | V | 09 | 1 007 160 | | 21 555 |
| Fort-Coulonge | VL | 07 | 434 486 | | |
| Fortierville | M | 17 | 40 073 | | |
| Fossambault-sur-le-Lac | V | 03 | | | 190 |
| Frampton | M | 12 | | | |
| Franklin | M | 16 | | | |
| Franquelin | M | 09 | 80 443 | | 62 699 |
| Frelighsburg | M | 16 | | | |
| Frontenac | M | 05 | | | 40 610 |
| Fugèreville | M | 08 | | | 5 862 |
| Gallichan | M | 08 | 30 464 | | 29 |
| Gaspé | V | 11 | | | 60 962 |
| Gatineau | V | 07 | | | 1 621 |
| Girardville | M | 02 | 267 493 | | 20 051 |
| Godbout | VL | 09 | 176 600 | | 21 024 |
| Godmanchester | CT | 16 | | | |
| Golfe-du-Saint-Laurent | TR | 09 | | | 162 352 |
| Gore | CT | 15 | | | 133 |
| G.R. d'Eeyou Istchee Baie-James | M | 10 | 198 613 | 27 575 | 890 150 |
| Gracefield | V | 07 | | | 28 398 |
| Granby | V | 16 | | | |
| Grande-Rivière | V | 11 | 666 827 | | |
| Grandes-Piles | VL | 04 | | | 26 232 |
| Grande-Vallée | M | 11 | 84 670 | | 17 431 |
| Grand-Métis | M | 01 | | | |
| Grand-Remous | M | 07 | | | 62 242 |
| Grand-Saint-Esprit | M | 17 | | | |
| Grenville | VL | 15 | 75 142 | | |
| Grenville-sur-la-Rouge | M | 15 | | | 12 383 |
| Gros-Mécatina | M | 09 | 231 364 | | 87 396 |
| Grosse-Île | M | 11 | 112 041 | | |
| Grosses-Roches | M | 01 | 84 463 | | 3 771 |
| Guérin | CT | 08 | 5 501 | | 9 752 |
| Ham-Nord | CT | 17 | | | |
| Hampden | CT | 05 | | | 49 458 |
| Hampstead | V | 06 | | | |
| Ham-Sud | M | 05 | | | 8 608 |
| Harrington | CT | 15 | | | 30 857 |
| Hatley | M | 05 | | | |
| Hatley | CT | 05 | | | |
| Havelock | CT | 16 | | | |
| Havre-Saint-Pierre | M | 09 | | | 224 917 |
| Hébertville | M | 02 | | | 42 778 |
| Hébertville-Station | VL | 02 | 121 500 | | 2 093 |
| Hemmingford | VL | 16 | | | |
| Hemmingford | CT | 16 | | | |
| Henryville | M | 16 | | | |
| Hérouxville | P | 04 | 41 516 | | 265 |
| Hinchinbrooke | M | 16 | | | |
| Honfleur | M | 12 | | | |
| Hope | CT | 11 | 71 086 | | 1 124 |
| Hope Town | M | 11 | 33 290 | | 57 |
| Howick | M | 16 | | | |

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

**Sommes transférées en 2019-2020 aux municipalités en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019**

| Nom de la municipalité | Dés. | Reg. | Péréquation [1] | Partage des redevances ress. Naturelles | Compensations terres publiques |
|---|---|---|---|---|---|
| Huberdeau | M | 15 | | | |
| Hudson | V | 16 | | | |
| Huntingdon | V | 16 | 241 348 | | |
| Îles-de-la-Madeleine | AG | 11 | | 308 400 | |
| Inverness | M | 17 | | | |
| Irlande | M | 12 | | | |
| Ivry-sur-le-Lac | M | 15 | | | |
| Joliette | MRC | 14 | | 64 891 | |
| Joliette | V | 14 | | | |
| Kamouraska | MRC | 01 | | 231 378 | |
| Kamouraska | TR | 01 | | | 11 791 |
| Kamouraska | M | 01 | | | |
| Kazabazua | M | 07 | | | 9 988 |
| Kiamika | M | 15 | | | 96 562 |
| Kingsbury | VL | 05 | 6 215 | | |
| Kingsey Falls | V | 17 | | | |
| Kinnear's Mills | M | 12 | | | |
| Kipawa | M | 08 | | | 2 687 |
| Kirkland | V | 06 | | | |
| Labelle | M | 15 | | | 82 444 |
| La Bostonnais | M | 04 | 1 178 | | 19 708 |
| Labrecque | M | 02 | | | 27 802 |
| Lac-au-Saumon | M | 01 | 306 389 | | |
| Lac-aux-Sables | P | 04 | | | 57 672 |
| Lac-Beauport | M | 03 | | | |
| Lac-Bouchette | M | 02 | 146 226 | | 170 506 |
| Lac-Brome | V | 16 | | | |
| Lac-Delage | V | 03 | | | |
| Lac-des-Aigles | M | 01 | 171 848 | | 216 |
| Lac-des-Écorces | M | 15 | | | 23 321 |
| Lac-des-Plages | M | 07 | | | 30 502 |
| Lac-des-Seize-Îles | M | 15 | | | 83 |
| Lac-Drolet | M | 05 | | | |
| Lac-du-Cerf | M | 15 | | | 24 515 |
| Lac-Édouard | M | 04 | | | 41 755 |
| Lac-Etchemin | M | 12 | | | 5 083 |
| Lac-Frontière | M | 12 | 16 622 | | 7 993 |
| Lachute | V | 15 | | | |
| Lac-Mégantic | V | 05 | | | |
| Lacolle | M | 16 | | | |
| La Conception | M | 15 | | | 39 425 |
| La Corne | M | 08 | | | 18 356 |
| La Côte-de-Beaupré | MRC | 03 | | 229 312 | |
| La Côte-de-Beaupré | TR | 03 | | | 44 937 |
| La Côte-de-Gaspé | MRC | 11 | | 439 125 | |
| La Côte-de-Gaspé | TR | 11 | | | 11 285 |
| Lac-Poulin | VL | 12 | | | |
| Lac-Saguay | VL | 15 | | | 35 270 |
| Lac-Sainte-Marie | M | 07 | | | 22 266 |
| Lac-Saint-Jean-Est | MRC | 02 | | 1 339 000 | |
| Lac-Saint-Jean-Est | TR | 02 | | | 13 400 |
| Lac-Saint-Joseph | V | 03 | | | 2 981 |
| Lac-Saint-Paul | M | 15 | | | 54 230 |
| Lac-Sergent | V | 03 | | | |
| Lac-Simon | M | 07 | | | 11 327 |
| Lac-Supérieur | M | 15 | | | 102 621 |
| Lac-Tremblant-Nord | M | 15 | | | 610 |
| La Doré | P | 02 | 260 646 | | 75 633 |
| La Durantaye | P | 12 | | | |
| Laforce | M | 08 | 161 774 | | 21 777 |
| La Guadeloupe | VL | 12 | 151 213 | | |
| La Haute-Côte-Nord | MRC | 09 | | 267 675 | |
| La Haute-Côte-Nord | TR | 09 | | | 35 545 |
| La Haute-Gaspésie | MRC | 11 | | 287 200 | |

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

**Sommes transférées en 2019-2020 aux municipalités en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019**

| Nom de la municipalité | Dés. | Reg. | Péréquation [1] | Partage des redevances ress. Naturelles | Compensations terres publiques |
|---|---|---|---|---|---|
| La Haute-Gaspésie | TR | 11 | 27 120 | | 15 545 |
| La Haute-Yamaska | MRC | 16 | | 176 461 | |
| La Jacques-Cartier | MRC | 03 | | 356 454 | |
| La Jacques-Cartier | TR | 03 | | | 21 272 |
| La Macaza | M | 15 | | | 35 117 |
| La Malbaie | V | 03 | | | 61 996 |
| Lamarche | M | 02 | | | 24 447 |
| La Martre | M | 11 | 65 723 | | 23 057 |
| La Matanie | MRC | 01 | | 230 246 | |
| La Matapédia | MRC | 01 | | 195 254 | |
| La Matapédia | TR | 01 | 9 615 | | 42 373 |
| Lambton | M | 05 | | | 2 517 |
| La Minerve | M | 15 | | | 83 886 |
| La Mitis | MRC | 01 | | 204 878 | |
| La Mitis | TR | 01 | | | 13 428 |
| La Morandière | M | 08 | 79 227 | | 19 221 |
| La Motte | M | 08 | | | 5 484 |
| L'Ancienne-Lorette | V | 03 | | | |
| Landrienne | CT | 08 | 80 023 | | 22 415 |
| L'Ange-Gardien | M | 03 | | | |
| L'Ange-Gardien | M | 07 | | | 3 418 |
| Lanoraie | M | 14 | | | |
| La Nouvelle-Beauce | MRC | 12 | | 147 924 | |
| L'Anse-Saint-Jean | M | 02 | | | 146 953 |
| Lantier | M | 15 | | | 4 442 |
| La Patrie | M | 05 | | | 74 510 |
| La Pêche | M | 07 | | | 34 956 |
| La Pocatière | V | 01 | 51 737 | | 150 |
| La Prairie | V | 16 | | | |
| La Présentation | M | 16 | | | |
| La Rédemption | P | 01 | 137 685 | | 14 349 |
| La Reine | M | 08 | 170 663 | | 844 |
| La Rivière-du-Nord | MRC | 15 | | 430 383 | |
| Larouche | M | 02 | | | 9 198 |
| La Sarre | V | 08 | 395 111 | | 1 124 |
| L'Ascension | M | 15 | | | 127 581 |
| L'Ascension-de-Notre-Seigneur | P | 02 | | | 22 439 |
| L'Ascension-de-Patapédia | M | 11 | 100 802 | | 4 635 |
| L'Assomption | MRC | 14 | | 120 077 | |
| L'Assomption | V | 14 | | | |
| La Trinité-des-Monts | P | 01 | 71 007 | | 51 282 |
| Latulipe-et-Gaboury | CU | 08 | 70 618 | | 20 859 |
| La Tuque | AG | 04 | | 77 394 | 243 663 |
| La Tuque | V | 04 | 1 055 179 | | 409 715 |
| Launay | CT | 08 | 23 851 | | 19 595 |
| Laurier-Station | VL | 12 | | | |
| Laurierville | M | 17 | | | |
| Laval | V | 13 | | | |
| La Vallée-de-la-Gatineau | MRC | 07 | | 120 650 | |
| La Vallée-de-la-Gatineau | TR | 07 | | | 127 815 |
| La Vallée-de-l'Or | MRC | 08 | | 1 061 350 | |
| La Vallée-du-Richelieu | MRC | 16 | | 246 778 | |
| Lavaltrie | V | 14 | | | |
| L'Avenir | M | 17 | | | |
| Laverlochère-Angliers | M | 08 | 44 171 | | 26 160 |
| La Visitation-de-l'Île-Dupas | M | 14 | | | |
| La Visitation-de-Yamaska | M | 17 | | | |
| Lawrenceville | VL | 05 | | | |
| Lebel-sur-Quévillon | V | 10 | 590 003 | 54 175 | 4 252 |
| Leclercville | M | 12 | | | 45 813 |
| Le Domaine-du-Roy | MRC | 02 | | 732 850 | |
| Le Domaine-du-Roy | TR | 02 | 1 811 | | 133 279 |
| Lefebvre | M | 17 | | | |
| Le Fjord-du-Saguenay | MRC | 02 | | 555 400 | |

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

**Sommes transférées en 2019-2020 aux municipalités en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019**

| Nom de la municipalité | Dés. | Reg. | Péréquation [1] | Partage des redevances ress. Naturelles | Compensations terres publiques |
|---|---|---|---|---|---|
| Le Fjord-du-Saguenay | TR | 02 | | | 300 601 |
| Le Golfe-du-Saint-Laurent | MRC | 09 | | 96 175 | |
| Le Granit | MRC | 05 | | 84 060 | |
| Le Haut-Richelieu | MRC | 16 | | 232 273 | |
| Le Haut-Saint-François | MRC | 05 | | 86 003 | |
| Le Haut-Saint-Laurent | MRC | 16 | | 41 796 | |
| Lejeune | M | 01 | 83 010 | | 72 794 |
| Lemieux | M | 17 | | | |
| L'Épiphanie | V | 14 | | | |
| L'Érable | MRC | 17 | | 67 465 | |
| Le Rocher-Percé | MRC | 11 | | 434 875 | |
| Le Rocher-Percé | TR | 11 | | | 7 039 |
| Léry | V | 16 | | | |
| Les Appalaches | MRC | 12 | | 166 929 | |
| Les Basques | MRC | 01 | | 96 243 | |
| Les Basques | TR | 01 | | | 1 916 |
| Les Bergeronnes | M | 09 | 112 285 | | 21 981 |
| Les Cèdres | M | 16 | | | |
| Les Chenaux | MRC | 04 | | 128 326 | |
| Les Collines-de-l'Outaouais | MRC | 07 | | 324 479 | |
| Les Coteaux | M | 16 | | | |
| Les Éboulements | M | 03 | | | |
| Les Escoumins | M | 09 | 122 459 | | 32 212 |
| Les Etchemins | MRC | 12 | | 65 683 | |
| Les Hauteurs | M | 01 | 202 122 | | 3 993 |
| Les Îles-de-la-Madeleine | M | 11 | 426 208 | | |
| Les Jardins-de-Napierville | MRC | 16 | | 55 760 | |
| Les Laurentides | MRC | 15 | | 152 937 | |
| Les Maskoutains | MRC | 16 | | 171 288 | |
| Les Méchins | M | 01 | 207 967 | | 122 947 |
| Les Moulins | MRC | 14 | | 155 512 | |
| Les Pays-d'en-Haut | MRC | 15 | | 141 601 | |
| Les Sources | MRC | 05 | | 55 370 | |
| Le Val-Saint-François | MRC | 05 | | 117 857 | |
| Lévis | V | 12 | | | |
| L'Île-Cadieux | V | 16 | | | |
| L'Île-d'Anticosti | M | 09 | 15 144 | | 94 544 |
| L'Île-d'Orléans | MRC | 03 | | 54 934 | |
| L'Île-Dorval | V | 06 | | | |
| L'Île-du-Grand-Calumet | M | 07 | | | 2 364 |
| L'Île-Perrot | V | 16 | | | |
| Lingwick | CT | 05 | | | 10 558 |
| L'Isle-aux-Allumettes | M | 07 | | | 1 642 |
| L'Isle-aux-Coudres | M | 03 | | | |
| L'Islet | MRC | 12 | | 71 141 | |
| L'Islet | M | 12 | 160 499 | | |
| L'Isle-Verte | M | 01 | | | |
| Litchfield | M | 07 | | | 1 688 |
| Lochaber | CT | 07 | | | 2 147 |
| Lochaber-Partie-Ouest | CT | 07 | | | |
| Longue-Pointe-de-Mingan | M | 09 | 43 810 | | 72 706 |
| Longue-Rive | M | 09 | 344 062 | | 36 920 |
| Longueuil | AG | 16 | | | |
| Longueuil | V | 16 | | | 4 386 |
| Lorraine | V | 15 | | | |
| Lorrainville | M | 08 | 100 918 | | 149 |
| Lotbinière | MRC | 12 | | 127 123 | |
| Lotbinière | M | 12 | | | |
| Louiseville | V | 04 | 159 290 | | |
| Low | CT | 07 | | | 18 828 |
| Lyster | M | 17 | | | |
| Macamic | V | 08 | 356 587 | | 1 987 |
| Maddington Falls | M | 17 | 32 766 | | |
| Magog | V | 05 | | | 1 767 |

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

**Sommes transférées en 2019-2020 aux municipalités en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019**

| Nom de la municipalité | Dés. | Reg. | Péréquation [1] | Partage des redevances ress. Naturelles | Compensations terres publiques |
|---|---|---|---|---|---|
| Malartic | V | 08 | | | 31 826 |
| Mandeville | M | 14 | | | 128 932 |
| Manicouagan | MRC | 09 | | 710 425 | |
| Manicouagan | TR | 09 | | | 103 825 |
| Maniwaki | V | 07 | 1 199 471 | | 3 266 |
| Manseau | M | 17 | 107 727 | | 1 307 |
| Mansfield-et-Pontefract | M | 07 | | | 89 766 |
| Marguerite-D'Youville | MRC | 16 | | 153 930 | |
| Maria | M | 11 | | | 1 866 |
| Maria-Chapdelaine | MRC | 02 | | 626 075 | |
| Maria-Chapdelaine | TR | 02 | 24 915 | | 283 076 |
| Maricourt | M | 05 | | | |
| Marieville | V | 16 | | | |
| Marsoui | VL | 11 | 127 322 | | 40 888 |
| Marston | CT | 05 | | | 15 511 |
| Martinville | M | 05 | | | |
| Mascouche | V | 14 | | | |
| Maskinongé | MRC | 04 | | 252 516 | |
| Maskinongé | M | 04 | | | |
| Massueville | VL | 16 | 27 740 | | |
| Matagami | V | 10 | 432 270 | 36 425 | 19 068 |
| Matane | TR | 01 | | | 25 949 |
| Matane | V | 01 | 213 283 | | 283 |
| Matapédia | M | 11 | 124 489 | | 49 |
| Matawinie | MRC | 14 | | 47 629 | |
| Matawinie | TR | 14 | | | 169 704 |
| Mayo | M | 07 | | | 1 815 |
| McMasterville | M | 16 | | | |
| Mékinac | MRC | 04 | | 85 720 | |
| Mékinac | TR | 04 | | | 60 383 |
| Melbourne | CT | 05 | | | 1 148 |
| Memphrémagog | MRC | 05 | | 196 190 | |
| Mercier | V | 16 | | | |
| Messines | M | 07 | | | 6 597 |
| Métabetchouan--Lac-à-la-Croix | V | 02 | | | 24 922 |
| Métis-sur-Mer | V | 01 | | | |
| Milan | M | 05 | | | 33 120 |
| Mille-Isles | M | 15 | | | |
| Minganie | MRC | 09 | | 130 425 | |
| Minganie | TR | 09 | | | 158 249 |
| Mirabel | V | 15 | | 172 980 | |
| Moffet | M | 08 | 23 888 | | 20 691 |
| Montcalm | MRC | 14 | | 52 396 | |
| Montcalm | M | 15 | | | 23 213 |
| Mont-Carmel | M | 01 | 4 154 | | 120 382 |
| Montcerf-Lytton | M | 07 | 71 867 | | 53 785 |
| Montebello | M | 07 | | | |
| Mont-Joli | V | 01 | 333 590 | | |
| Mont-Laurier | AG | 15 | | | |
| Mont-Laurier | V | 15 | | | 189 661 |
| Montmagny | MRC | 12 | | 89 024 | |
| Montmagny | V | 12 | | | |
| Montpellier | M | 07 | | | 64 919 |
| Montréal | AG | 06 | | | |
| Montréal | V | 06 | | | |
| Montréal-Est | V | 06 | | | |
| Montréal-Ouest | V | 06 | | | |
| Mont-Royal | V | 06 | | | |
| Mont-Saint-Grégoire | M | 16 | | | |
| Mont-Saint-Hilaire | V | 16 | | | |
| Mont-Saint-Michel | M | 15 | | | 31 164 |
| Mont-Saint-Pierre | VL | 11 | 103 677 | | 8 524 |
| Mont-Tremblant | AG | 15 | | | 9 782 |
| Mont-Tremblant | V | 15 | | | 18 750 |

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

**Sommes transférées en 2019-2020 aux municipalités en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019**

| Nom de la municipalité | Dés. | Reg. | Péréquation [1] | Partage des redevances ress. Naturelles | Compensations terres publiques |
|---|---|---|---|---|---|
| Morin-Heights | M | 15 | | | 2 201 |
| Mulgrave-et-Derry | M | 07 | | | 28 896 |
| Murdochville | V | 11 | 622 659 | | 35 336 |
| Namur | M | 07 | | | 2 383 |
| Nantes | M | 05 | 7 864 | | |
| Napierville | M | 16 | | | |
| Natashquan | M | 09 | 100 093 | | 35 722 |
| Nédélec | CT | 08 | 59 919 | | 21 252 |
| Neuville | V | 03 | | | |
| New Carlisle | M | 11 | 82 613 | | 233 |
| Newport | M | 05 | | | |
| New Richmond | V | 11 | 184 953 | | 4 088 |
| Nicolet | V | 17 | | | |
| Nicolet-Yamaska | MRC | 17 | | 64 874 | |
| Nominingue | M | 15 | | | 68 744 |
| Normandin | V | 02 | 182 887 | | 29 499 |
| Normétal | M | 08 | 507 325 | | 8 194 |
| North Hatley | VL | 05 | | | |
| N-Dame-Auxiliatrice-Buckland | P | 12 | | | 51 |
| N.-D.-de-Bonsecours | M | 07 | | | |
| Notre-Dame-de-Ham | M | 17 | 14 725 | | |
| Notre-Dame-de-la-Merci | M | 14 | | | 118 089 |
| Notre-Dame-de-la-Paix | M | 07 | | | |
| Notre-Dame-de-la-Salette | M | 07 | | | 5 534 |
| Notre-Dame-de-l'Île-Perrot | V | 16 | | | |
| Notre-Dame-de-Lorette | M | 02 | 57 965 | | 64 004 |
| Notre-Dame-de-Lourdes | P | 17 | | | 2 185 |
| Notre-Dame-de-Lourdes | M | 14 | | | |
| Notre-Dame-de-Montauban | M | 04 | 12 378 | | 23 673 |
| Notre-Dame-de-Pontmain | M | 15 | | | 90 561 |
| Notre-Dame-des-Bois | M | 05 | 16 365 | | 54 493 |
| Notre-Dame-des-Monts | M | 03 | 87 931 | | 389 |
| Notre-Dame-des-Neiges | M | 01 | | | 21 |
| Notre-Dame-des-Pins | P | 12 | | | |
| Notre-Dame-des-Prairies | V | 14 | | | |
| Notre-Dame-des-Sept-Douleurs | P | 01 | | | |
| Notre-Dame-de-Stanbridge | M | 16 | | | |
| Notre-Dame-du-Bon-Conseil | VL | 17 | 51 359 | | |
| Notre-Dame-du-Bon-Conseil | P | 17 | | | |
| Notre-Dame-du-Laus | M | 15 | | | 185 355 |
| Notre-Dame-du-Mont-Carmel | P | 04 | 3 272 | | |
| Notre-Dame-du-Nord | M | 08 | 32 175 | | 425 |
| Notre-Dame-du-Portage | M | 01 | | | |
| Notre-Dame-du-Rosaire | M | 12 | 12 930 | | 60 740 |
| N.-D.-Sacré-Coeur-Issoudun | P | 12 | | | 129 |
| Nouvelle | M | 11 | 71 869 | | 11 746 |
| Noyan | M | 16 | | | |
| Ogden | M | 05 | | | 703 |
| Oka | M | 15 | | | 8 324 |
| Orford | CT | 05 | | | 69 580 |
| Ormstown | M | 16 | | | |
| Otterburn Park | V | 16 | | | |
| Otter Lake | M | 07 | | | 57 317 |
| Packington | P | 01 | 33 854 | | 14 098 |
| Padoue | M | 01 | 74 581 | | |
| Palmarolle | M | 08 | | | |
| Papineau | MRC | 07 | | 150 246 | |
| Papineauville | M | 07 | | | |
| Parisville | P | 17 | | | |
| Paspébiac | V | 11 | 186 519 | | 3 028 |
| Percé | V | 11 | 255 857 | | 25 750 |
| Péribonka | M | 02 | | | 8 913 |
| Petite-Rivière-Saint-François | M | 03 | | | 17 024 |
| Petite-Vallée | M | 11 | 34 850 | | 4 207 |

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

**Sommes transférées en 2019-2020 aux municipalités en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019**

| Nom de la municipalité | Dés. | Reg. | Péréquation [1] | Partage des redevances ress. Naturelles | Compensations terres publiques |
|---|---|---|---|---|---|
| Petit-Saguenay | M | 02 | 139 043 | | 73 129 |
| Piedmont | M | 15 | | | |
| Pierre-De Saurel | MRC | 16 | | 99 819 | |
| Pierreville | M | 17 | | | 1 580 |
| Pike River | M | 16 | | | |
| Pincourt | V | 16 | | | |
| Piopolis | M | 05 | | | 10 192 |
| Plaisance | M | 07 | 8 836 | | 6 709 |
| Plessisville | V | 17 | 469 722 | | |
| Plessisville | P | 17 | | | 5 642 |
| Pohénégamook | V | 01 | 113 119 | | 78 504 |
| Pointe-à-la-Croix | M | 11 | 326 979 | | 39 139 |
| Pointe-aux-Outardes | VL | 09 | 63 190 | | 6 249 |
| Pointe-Calumet | M | 15 | | | 488 |
| Pointe-Claire | V | 06 | | | |
| Pointe-des-Cascades | VL | 16 | | | |
| Pointe-Fortune | VL | 16 | | | |
| Pointe-Lebel | VL | 09 | 181 900 | | 8 413 |
| Pontiac | MRC | 07 | | 89 943 | |
| Pontiac | TR | 07 | | | 127 806 |
| Pontiac | M | 07 | | | 533 |
| Pont-Rouge | V | 03 | | | |
| Portage-du-Fort | VL | 07 | 11 877 | | |
| Port-Cartier | V | 09 | | | 144 747 |
| Port-Daniel--Gascons | M | 11 | 403 925 | | 18 198 |
| Portneuf | MRC | 03 | | 430 422 | |
| Portneuf | TR | 03 | | | 15 769 |
| Portneuf | V | 03 | | | |
| Portneuf-sur-Mer | M | 09 | 254 931 | | 32 647 |
| Potton | CT | 05 | | | |
| Poularies | M | 08 | 167 401 | | 5 787 |
| Preissac | M | 08 | | | 23 508 |
| Prévost | V | 15 | | | |
| Price | VL | 01 | 359 948 | | |
| Princeville | V | 17 | 74 639 | | |
| Québec | AG | 03 | | | |
| Québec | V | 03 | | | |
| Racine | M | 05 | | | 27 975 |
| Ragueneau | P | 09 | 425 852 | | 28 443 |
| Rapide-Danseur | M | 08 | | | 9 004 |
| Rapides-des-Joachims | M | 07 | | | 64 004 |
| Rawdon | M | 14 | | | 12 419 |
| Rémigny | M | 08 | | | 76 797 |
| Repentigny | V | 14 | | | |
| Richelieu | V | 16 | | | |
| Richmond | V | 05 | 179 740 | | |
| Rigaud | V | 16 | | | 24 |
| Rimouski | V | 01 | | | 20 169 |
| Rimouski-Neigette | MRC | 01 | | 634 224 | |
| Rimouski-Neigette | TR | 01 | | | 15 199 |
| Ripon | M | 07 | | | 8 168 |
| Ristigouche-Partie-Sud-Est | CT | 11 | 10 722 | | 1 849 |
| Rivière-à-Claude | M | 11 | 40 030 | | 16 669 |
| Rivière-à-Pierre | M | 03 | | | 76 669 |
| Rivière-au-Tonnerre | M | 09 | 54 979 | | 42 084 |
| Rivière-Beaudette | M | 16 | | | |
| Rivière-Bleue | M | 01 | 376 092 | | 32 424 |
| Rivière-du-Loup | MRC | 01 | | 387 827 | |
| Rivière-du-Loup | V | 01 | | | 112 |
| Rivière-Éternité | M | 02 | 87 279 | | 136 298 |
| Rivière-Héva | M | 08 | | | 12 510 |
| Rivière-Ouelle | M | 01 | | | |
| Rivière-Rouge | AG | 15 | | | |
| Rivière-Rouge | V | 15 | | | 102 737 |

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

**Sommes transférées en 2019-2020 aux municipalités en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019**

| Nom de la municipalité | Dés. | Reg. | Péréquation [1] | Partage des redevances ress. Naturelles | Compensations terres publiques |
|---|---|---|---|---|---|
| Rivière-Saint-Jean | M | 09 | 74 524 | | 72 140 |
| Robert-Cliche | MRC | 12 | | 76 604 | |
| Roberval | V | 02 | 50 854 | | 23 277 |
| Rochebaucourt | M | 08 | 82 386 | | 15 166 |
| Roquemaure | M | 08 | 85 682 | | 2 849 |
| Rosemère | V | 15 | | | |
| Rougemont | M | 16 | | | |
| Roussillon | MRC | 16 | | 342 327 | |
| Rouville | MRC | 16 | | 72 929 | |
| Rouyn-Noranda | V | 08 | | 1 065 900 | 479 602 |
| Roxton | CT | 16 | | | |
| Roxton Falls | VL | 16 | 44 211 | | |
| Roxton Pond | M | 16 | | | 7 428 |
| Sacré-Coeur | M | 09 | 116 361 | | 29 514 |
| Sacré-Coeur-de-Jésus | P | 12 | | | |
| Saguenay | V | 02 | | | 80 335 |
| Saint-Adalbert | M | 12 | 115 542 | | 32 214 |
| Saint-Adelme | P | 01 | 24 820 | | 1 005 |
| Saint-Adelphe | P | 04 | | | |
| Saint-Adolphe-d'Howard | M | 15 | | | 17 753 |
| Saint-Adrien | M | 05 | | | |
| Saint-Adrien-d'Irlande | M | 12 | | | |
| Saint-Agapit | M | 12 | | | |
| Saint-Aimé | M | 16 | | | |
| Saint-Aimé-des-Lacs | M | 03 | | | 70 887 |
| Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles | M | 15 | | | 40 191 |
| Saint-Alban | M | 03 | | | 14 021 |
| Saint-Albert | M | 17 | | | |
| Saint-Alexandre | M | 16 | | | |
| Saint-Alexandre-de-Kamouraska | M | 01 | 11 938 | | 390 |
| Saint-Alexandre-des-Lacs | P | 01 | 55 634 | | 13 902 |
| Saint-Alexis | M | 14 | | | |
| Saint-Alexis-de-Matapédia | M | 11 | 198 480 | | 161 |
| Saint-Alexis-des-Monts | P | 04 | | | 302 634 |
| Saint-Alfred | M | 12 | | | |
| Saint-Alphonse | M | 11 | 88 653 | | 2 214 |
| Saint-Alphonse-de-Granby | M | 16 | | | |
| Saint-Alphonse-Rodriguez | M | 14 | | | 2 653 |
| Saint-Amable | V | 16 | | | |
| Saint-Ambroise | M | 02 | 19 002 | | 3 921 |
| Saint-Ambroise-de-Kildare | M | 14 | | | |
| Saint-Anaclet-de-Lessard | P | 01 | | | 35 |
| Saint-André | M | 01 | | | 4 430 |
| Saint-André-Avellin | M | 07 | | | |
| Saint-André-d'Argenteuil | M | 15 | | | |
| Saint-André-de-Restigouche | M | 11 | 70 186 | | 8 317 |
| Saint-André-du-Lac-Saint-Jean | VL | 02 | 61 469 | | 24 844 |
| Saint-Anicet | M | 16 | | | |
| Saint-Anselme | M | 12 | | | |
| Saint-Antoine/l'Isle-aux-Grues | P | 12 | | | |
| Saint-Antoine-de-Tilly | M | 12 | | | |
| Saint-Antoine-sur-Richelieu | M | 16 | | | |
| Saint-Antonin | M | 01 | | | 30 371 |
| Saint-Apollinaire | M | 12 | | | |
| Saint-Armand | M | 16 | | | |
| Saint-Arsène | P | 01 | 9 558 | | |
| Saint-Athanase | M | 01 | 81 955 | | 73 408 |
| Saint-Aubert | M | 12 | | | |
| Saint-Augustin | P | 02 | 90 775 | | 14 153 |
| Saint-Augustin | M | 09 | 222 669 | | 119 082 |
| Saint-Augustin-de-Desmaures | V | 03 | | | |
| Saint-Augustin-de-Woburn | P | 05 | | | 130 540 |
| Saint-Barnabé | P | 04 | | | 163 |
| Saint-Barnabé-Sud | M | 16 | | | |

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

**Sommes transférées en 2019-2020 aux municipalités en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019**

| Nom de la municipalité | Dés. | Reg. | Péréquation [1] | Partage des redevances ress. Naturelles | Compensations terres publiques |
|---|---|---|---|---|---|
| Saint-Barthélemy | P | 14 | | | |
| Saint-Basile | V | 03 | | | |
| Saint-Basile-le-Grand | V | 16 | | | |
| Saint-Benjamin | M | 12 | | | 43 |
| Saint-Benoît-Labre | M | 12 | | | |
| Saint-Bernard | M | 12 | | | |
| Saint-Bernard-de-Lacolle | M | 16 | | | |
| Saint-Bernard-de-Michaudville | M | 16 | | | |
| Saint-Blaise-sur-Richelieu | M | 16 | | | |
| Saint-Bonaventure | M | 17 | | | |
| Saint-Boniface | M | 04 | | | |
| Saint-Bruno | M | 02 | 9 763 | | |
| Saint-Bruno-de-Guigues | M | 08 | | | 263 |
| Saint-Bruno-de-Kamouraska | M | 01 | 975 | | 66 |
| Saint-Bruno-de-Montarville | V | 16 | | | 15 956 |
| Saint-Calixte | M | 14 | 22 834 | | 1 543 |
| Saint-Camille | CT | 05 | | | |
| Saint-Camille-de-Lellis | P | 12 | 127 296 | | 107 184 |
| Saint-Casimir | M | 03 | 44 911 | | |
| Saint-Célestin | VL | 17 | 29 640 | | |
| Saint-Célestin | M | 17 | | | |
| Saint-Césaire | V | 16 | | | |
| Saint-Charles-Borromée | V | 14 | | | |
| Saint-Charles-de-Bellechasse | M | 12 | | | |
| Saint-Charles-de-Bourget | M | 02 | | | 984 |
| Saint-Charles-Garnier | P | 01 | 58 204 | | 5 189 |
| Saint-Charles-sur-Richelieu | M | 16 | | | |
| Saint-Christophe-d'Arthabaska | P | 17 | | | |
| Saint-Chrysostome | M | 16 | | | |
| Saint-Claude | M | 05 | | | |
| Saint-Clément | M | 01 | 76 393 | | |
| Saint-Cléophas | P | 01 | 90 193 | | 8 153 |
| Saint-Cléophas-de-Brandon | M | 14 | | | |
| Saint-Clet | M | 16 | | | |
| Saint-Colomban | V | 15 | | | |
| Saint-Côme | M | 14 | | | 44 249 |
| Saint-Côme--Linière | M | 12 | 183 337 | | 9 451 |
| Saint-Constant | V | 16 | | | |
| Saint-Cuthbert | M | 14 | | | |
| Saint-Cyprien | M | 01 | 167 245 | | 22 028 |
| Saint-Cyprien | P | 12 | 97 864 | | |
| Saint-Cyprien-de-Napierville | M | 16 | | | |
| Saint-Cyrille-de-Lessard | P | 12 | | | 64 195 |
| Saint-Cyrille-de-Wendover | M | 17 | | | |
| Saint-Damase | P | 01 | 40 107 | | 5 703 |
| Saint-Damase | M | 16 | | | |
| Saint-Damase-de-L'Islet | M | 12 | 96 773 | | 70 038 |
| Saint-Damien | P | 14 | | | 67 486 |
| Saint-Damien-de-Buckland | P | 12 | | | |
| Saint-David | M | 16 | | | |
| Saint-David-de-Falardeau | M | 02 | | | 65 491 |
| Saint-Denis-de-Brompton | M | 05 | | | 9 323 |
| Saint-Denis-De La Bouteillerie | M | 01 | | | |
| Saint-Denis-sur-Richelieu | M | 16 | | | |
| Saint-Didace | P | 14 | | | |
| Saint-Dominique | M | 16 | | | |
| Saint-Dominique-du-Rosaire | M | 08 | 38 020 | | 34 052 |
| Saint-Donat | P | 01 | 15 479 | | 419 |
| Saint-Donat | M | 14 | | | 146 524 |
| Sainte-Adèle | V | 15 | | | 7 561 |
| Sainte-Agathe-de-Lotbinière | M | 12 | | | |
| Sainte-Agathe-des-Monts | AG | 15 | | | 24 |
| Sainte-Agathe-des-Monts | V | 15 | | | 42 |
| Sainte-Angèle-de-Mérici | M | 01 | 99 992 | | |

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

**Sommes transférées en 2019-2020 aux municipalités en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019**

| Nom de la municipalité | Dés. | Reg. | Péréquation [1] | Partage des redevances ress. Naturelles | Compensations terres publiques |
|---|---|---|---|---|---|
| Sainte-Angèle-de-Monnoir | M | 16 | | | |
| Sainte-Angèle-de-Prémont | M | 04 | 44 047 | | |
| Sainte-Anne-de-Beaupré | V | 03 | | | |
| Sainte-Anne-de-Bellevue | V | 06 | | | |
| Sainte-Anne-de-la-Pérade | M | 04 | | | 256 |
| Sainte-Anne-de-la-Pocatière | P | 01 | | | |
| Sainte-Anne-de-la-Rochelle | M | 05 | | | |
| Sainte-Anne-de-Sabrevois | P | 16 | | | |
| Sainte-Anne-des-Lacs | P | 15 | | | |
| Sainte-Anne-des-Monts | V | 11 | 648 472 | | 20 969 |
| Sainte-Anne-de-Sorel | M | 16 | | | |
| Sainte-Anne-des-Plaines | V | 15 | | | |
| Sainte-Anne-du-Lac | M | 15 | | | 100 202 |
| Sainte-Apolline-de-Patton | P | 12 | 78 640 | | 44 249 |
| Sainte-Aurélie | M | 12 | | | 40 |
| Sainte-Barbe | M | 16 | | | |
| Sainte-Béatrix | M | 14 | | | |
| Sainte-Brigide-d'Iberville | M | 16 | | | |
| Sainte-Brigitte-de-Laval | V | 03 | | | |
| Sainte-Brigitte-des-Saults | P | 17 | | | |
| Sainte-Catherine | V | 16 | | | |
| Sainte-Catherine-de-Hatley | M | 05 | | | 46 |
| Ste-Catherine-de-la-Jacques-Cartier | V | 03 | | | 11 992 |
| Sainte-Cécile-de-Lévrard | P | 17 | | | |
| Sainte-Cécile-de-Milton | M | 16 | | | |
| Sainte-Cécile-de-Whitton | M | 05 | | | |
| Sainte-Christine | P | 16 | | | |
| Sainte-Christine-d'Auvergne | M | 03 | | | 599 |
| Sainte-Claire | M | 12 | | | |
| Sainte-Clotilde | M | 16 | | | |
| Sainte-Clotilde-de-Beauce | M | 12 | | | |
| Sainte-Clotilde-de-Horton | M | 17 | | | |
| Sainte-Croix | M | 12 | | | |
| Saint-Edmond-de-Grantham | P | 17 | | | |
| Saint-Edmond-les-Plaines | M | 02 | 113 054 | | 14 579 |
| Saint-Édouard | M | 16 | | | |
| Saint-Édouard-de-Fabre | P | 08 | | | 8 892 |
| Saint-Édouard-de-Lotbinière | P | 12 | | | 10 295 |
| Saint-Édouard-de-Maskinongé | M | 04 | 23 340 | | |
| Sainte-Edwidge-de-Clifton | CT | 05 | | | |
| Sainte-Élisabeth | M | 14 | | | |
| Sainte-Élizabeth-de-Warwick | M | 17 | | | |
| Sainte-Émélie-de-l'Énergie | M | 14 | | | 58 618 |
| Sainte-Eulalie | M | 17 | | | 820 |
| Sainte-Euphémie-sur-Riv-du-Sud | M | 12 | 40 499 | | 28 268 |
| Sainte-Famille-de-l'Île-d'Orléans | M | 03 | | | |
| Sainte-Félicité | M | 01 | 161 826 | | 1 300 |
| Sainte-Félicité | M | 12 | 114 150 | | 2 431 |
| Sainte-Flavie | P | 01 | | | |
| Sainte-Florence | M | 01 | 209 681 | | 10 372 |
| Sainte-Françoise | P | 01 | 23 220 | | 3 022 |
| Sainte-Françoise | M | 17 | | | 4 068 |
| Sainte-Geneviève-de-Batiscan | P | 04 | | | |
| Sainte-Geneviève-de-Berthier | M | 14 | | | |
| Sainte-Germaine-Boulé | M | 08 | 117 122 | | 1 695 |
| Sainte-Gertrude-Manneville | M | 08 | | | 9 484 |
| Sainte-Hedwidge | M | 02 | 54 796 | | 120 996 |
| Sainte-Hélène-de-Bagot | M | 16 | | | |
| Sainte-Hélène-de-Chester | M | 17 | | | |
| Sainte-Hélène-de-Kamouraska | M | 01 | 36 453 | | |
| Sainte-Hélène-de-Mancebourg | P | 08 | 33 823 | | |
| Sainte-Hénédine | P | 12 | | | |
| Sainte-Irène | P | 01 | | | 11 561 |
| Sainte-Jeanne-d'Arc | P | 01 | 56 652 | | 52 |

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

**Sommes transférées en 2019-2020 aux municipalités en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019**

| Nom de la municipalité | Dés. | Reg. | Péréquation [1] | Partage des redevances ress. Naturelles | Compensations terres publiques |
|---|---|---|---|---|---|
| Sainte-Jeanne-d'Arc | VL | 02 | 65 493 | | 26 234 |
| Sainte-Julie | V | 16 | | | 317 |
| Sainte-Julienne | M | 14 | | | 2 356 |
| Sainte-Justine | M | 12 | 129 812 | | 3 051 |
| Sainte-Justine-de-Newton | M | 16 | | | |
| Saint-Élie-de-Caxton | M | 04 | | | 202 |
| Saint-Éloi | P | 01 | 2 286 | | |
| Sainte-Louise | P | 12 | 10 607 | | |
| Saint-Elphège | P | 17 | | | |
| Sainte-Luce | M | 01 | | | 970 |
| Sainte-Lucie-de-Beauregard | M | 12 | 71 113 | | 26 688 |
| Sainte-Lucie-des-Laurentides | M | 15 | | | 26 680 |
| Saint-Elzéar | M | 11 | 109 020 | | 15 557 |
| Saint-Elzéar | M | 12 | | | |
| Saint-Elzéar-de-Témiscouata | M | 01 | 83 402 | | 20 707 |
| Sainte-Madeleine | VL | 16 | | | |
| Sainte-Madeleine-Riv.-Madeleine | M | 11 | 96 158 | | 28 944 |
| Sainte-Marcelline-de-Kildare | M | 14 | | | 117 |
| Sainte-Marguerite | P | 12 | | | |
| Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson | V | 15 | | | 5 697 |
| Sainte-Marguerite--Estérel | AG | 15 | | | |
| Sainte-Marguerite-Marie | M | 01 | 80 610 | | 17 508 |
| Sainte-Marie | V | 12 | | | |
| Sainte-Marie-de-Blandford | M | 17 | | | 6 072 |
| Sainte-Marie-Madeleine | P | 16 | | | |
| Sainte-Marie-Salomé | M | 14 | | | |
| Sainte-Marthe | M | 16 | | | |
| Sainte-Marthe-sur-le-Lac | V | 15 | | | |
| Sainte-Martine | M | 16 | | | |
| Sainte-Mélanie | M | 14 | | | |
| Saint-Émile-de-Suffolk | M | 07 | | | 1 207 |
| Sainte-Monique | M | 17 | | | |
| Sainte-Monique | M | 02 | | | 32 689 |
| Sainte-Paule | M | 01 | | | 24 930 |
| Sainte-Perpétue | M | 12 | 452 346 | | 111 005 |
| Sainte-Perpétue | P | 17 | | | |
| Sainte-Pétronille | VL | 03 | | | |
| Saint-Éphrem-de-Beauce | M | 12 | 40 726 | | |
| Saint-Épiphane | M | 01 | 47 103 | | 57 |
| Sainte-Praxède | P | 12 | | | 21 649 |
| Sainte-Rita | M | 01 | 110 278 | | 7 721 |
| Sainte-Rose-de-Watford | M | 12 | | | 13 293 |
| Sainte-Rose-du-Nord | P | 02 | | | 14 231 |
| Sainte-Sabine | P | 12 | 52 562 | | 763 |
| Sainte-Sabine | M | 16 | | | |
| Sainte-Séraphine | P | 17 | | | |
| Sainte-Sophie | M | 15 | | | |
| Sainte-Sophie-de-Lévrard | P | 17 | | | |
| Sainte-Sophie-d'Halifax | M | 17 | | | |
| Saint-Esprit | M | 14 | | | |
| Sainte-Thècle | M | 04 | | | 37 093 |
| Sainte-Thérèse | V | 15 | | | |
| Sainte-Thérèse-de-Gaspé | M | 11 | 215 309 | | |
| Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau | M | 07 | | | 4 194 |
| Saint-Étienne-de-Beauharnois | M | 16 | | | |
| Saint-Étienne-de-Bolton | M | 05 | | | |
| Saint-Étienne-des-Grès | P | 04 | | | 67 |
| Saint-Eugène | M | 17 | | | |
| Saint-Eugène-d'Argentenay | M | 02 | 83 929 | | 57 |
| Saint-Eugène-de-Guigues | M | 08 | | | 3 206 |
| Saint-Eugène-de-Ladrière | P | 01 | 7 700 | | 51 477 |
| Sainte-Ursule | M | 04 | 31 425 | | |
| Saint-Eusèbe | P | 01 | 31 781 | | 1 553 |
| Saint-Eustache | V | 15 | | | |

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

**Sommes transférées en 2019-2020 aux municipalités en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019**

| Nom de la municipalité | Dés. | Reg. | Péréquation [1] | Partage des redevances ress. Naturelles | Compensations terres publiques |
|---|---|---|---|---|---|
| Saint-Évariste-de-Forsyth | M | 12 | | | |
| Sainte-Victoire-de-Sorel | M | 16 | | | |
| Saint-Fabien | P | 01 | 45 246 | | 6 120 |
| Saint-Fabien-de-Panet | P | 12 | 204 885 | | 44 071 |
| Saint-Faustin--Lac-Carré | M | 15 | | | 23 377 |
| Saint-Félicien | V | 02 | | | 28 058 |
| Saint-Félix-de-Dalquier | M | 08 | | | 3 294 |
| Saint-Félix-de-Kingsey | M | 17 | | | |
| Saint-Félix-de-Valois | M | 14 | | | |
| Saint-Félix-d'Otis | M | 02 | | | 46 625 |
| Saint-Ferdinand | M | 17 | | | |
| Saint-Ferréol-les-Neiges | M | 03 | | | |
| Saint-Flavien | M | 12 | | | |
| Saint-Fortunat | M | 12 | | | |
| Saint-François-d'Assise | M | 11 | 203 555 | | 10 172 |
| Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud | M | 12 | | | 3 696 |
| Saint-François-de-l'Île-d'Orléans | M | 03 | | | |
| Saint-François-de-Sales | M | 02 | 177 253 | | 43 179 |
| Saint-François-du-Lac | M | 17 | | | 973 |
| Saint-François-Xavier-Brompton | M | 05 | | | 4 744 |
| Saint-François-Xavier-de-Viger | M | 01 | 59 131 | | 18 058 |
| Saint-Frédéric | P | 12 | | | |
| Saint-Fulgence | M | 02 | | | 68 287 |
| Saint-Gabriel | V | 14 | 719 407 | | |
| Saint-Gabriel-de-Brandon | M | 14 | | | |
| Saint-Gabriel-de-Rimouski | M | 01 | 34 940 | | 5 150 |
| Saint-Gabriel-de-Valcartier | M | 03 | | | 13 909 |
| Saint-Gabriel-Lalemant | M | 01 | 227 843 | | 2 472 |
| Saint-Gédéon | M | 02 | | | 32 |
| Saint-Gédéon-de-Beauce | M | 12 | 156 931 | | |
| Saint-Georges | V | 12 | 1 666 | | |
| Saint-Georges-de-Clarenceville | M | 16 | | | |
| Saint-Georges-de-Windsor | M | 05 | | | |
| Saint-Gérard-Majella | P | 16 | | | |
| Saint-Germain | P | 01 | | | |
| Saint-Germain-de-Grantham | M | 17 | | | |
| Saint-Gervais | M | 12 | | | |
| Saint-Gilbert | P | 03 | | | |
| Saint-Gilles | M | 12 | | | |
| Saint-Godefroi | CT | 11 | 89 703 | | 1 948 |
| Saint-Guillaume | M | 17 | | | |
| Saint-Guy | M | 01 | 58 734 | | 27 125 |
| Saint-Henri | M | 12 | | | |
| Saint-Henri-de-Taillon | M | 02 | | | 994 |
| Saint-Herménégilde | M | 05 | | | |
| Saint-Hilaire-de-Dorset | P | 12 | 11 212 | | |
| Saint-Hilarion | P | 03 | | | 83 |
| Saint-Hippolyte | M | 15 | | | 5 161 |
| Saint-Honoré | V | 02 | | | 7 621 |
| Saint-Honoré-de-Shenley | M | 12 | | | |
| Saint-Honoré-de-Témiscouata | M | 01 | 117 255 | | 42 334 |
| Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup | M | 01 | | | 19 377 |
| Saint-Hugues | M | 16 | | | |
| Saint-Hyacinthe | V | 16 | | | |
| Saint-Ignace-de-Loyola | M | 14 | | | |
| Saint-Ignace-de-Stanbridge | M | 16 | | | |
| Saint-Irénée | P | 03 | | | |
| Saint-Isidore | M | 12 | | | |
| Saint-Isidore | P | 16 | | | |
| Saint-Isidore-de-Clifton | M | 05 | | | |
| Saint-Jacques | M | 14 | | | |
| Saint-Jacques-de-Leeds | M | 12 | | | |
| Saint-Jacques/Wolfestown | P | 12 | | | 330 |
| Saint-Jacques-le-Mineur | M | 16 | | | |

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

**Sommes transférées en 2019-2020 aux municipalités en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019**

| Nom de la municipalité | Dés. | Reg. | Péréquation [1] | Partage des redevances ress. Naturelles | Compensations terres publiques |
|---|---|---|---|---|---|
| Saint-Janvier-de-Joly | M | 12 | | | 26 089 |
| Saint-Jean-Baptiste | M | 16 | | | |
| Saint-Jean-de-Brébeuf | M | 12 | | | |
| Saint-Jean-de-Cherbourg | P | 01 | 56 012 | | 29 985 |
| Saint-Jean-de-Dieu | M | 01 | 336 520 | | 1 976 |
| Saint-Jean-de-la-Lande | M | 01 | 45 118 | | 4 752 |
| Saint-Jean-de-l'Île-d'Orléans | M | 03 | | | |
| Saint-Jean-de-Matha | M | 14 | | | |
| Saint-Jean-Port-Joli | M | 12 | | | |
| Saint-Jean-sur-Richelieu | V | 16 | | | 119 |
| Saint-Jérôme | V | 15 | | | |
| Saint-Joachim | P | 03 | | | |
| Saint-Joachim-de-Shefford | M | 16 | | | 5 841 |
| Saint-Joseph-de-Beauce | V | 12 | 168 520 | | |
| Saint-Joseph-de-Coleraine | M | 12 | | | 29 393 |
| Saint-Joseph-de-Kamouraska | P | 01 | 23 919 | | 4 216 |
| Saint-Joseph-de-Lepage | P | 01 | | | |
| Saint-Joseph-des-Érables | M | 12 | | | |
| Saint-Joseph-de-Sorel | V | 16 | 352 057 | | |
| Saint-Joseph-du-Lac | M | 15 | | | 315 |
| Saint-Jude | M | 16 | | | |
| Saint-Jules | P | 12 | | | |
| Saint-Julien | M | 12 | | | |
| Saint-Just-de-Bretenières | M | 12 | 220 972 | | 62 282 |
| Saint-Juste-du-Lac | M | 01 | 43 128 | | 31 362 |
| Saint-Justin | M | 04 | | | |
| Saint-Lambert | V | 16 | | | 2 688 |
| Saint-Lambert | P | 08 | 83 942 | | 8 558 |
| Saint-Lambert-de-Lauzon | M | 12 | | | |
| Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans | M | 03 | | | |
| Saint-Lazare | V | 16 | | | |
| Saint-Lazare-de-Bellechasse | M | 12 | | | |
| Saint-Léandre | P | 01 | 19 293 | | 13 156 |
| Saint-Léonard-d'Aston | M | 17 | | | |
| Saint-Léonard-de-Portneuf | M | 03 | | | 19 328 |
| Saint-Léon-de-Standon | P | 12 | 35 639 | | 1 451 |
| Saint-Léon-le-Grand | P | 01 | 243 125 | | |
| Saint-Léon-le-Grand | P | 04 | | | |
| Saint-Liboire | M | 16 | | | |
| Saint-Liguori | M | 14 | | | |
| Saint-Lin--Laurentides | V | 14 | | | |
| Saint-Louis | M | 16 | | | |
| Saint-Louis-de-Blandford | M | 17 | | | 533 |
| Saint-Louis-de-Gonzague | M | 12 | 78 557 | | 334 |
| Saint-Louis-de-Gonzague | P | 16 | | | |
| Saint-Louis-du-Ha! Ha! | P | 01 | 183 773 | | 14 432 |
| Saint-Luc-de-Bellechasse | M | 12 | 8 245 | | 38 529 |
| Saint-Luc-de-Vincennes | M | 04 | 8 789 | | |
| Saint-Lucien | M | 17 | | | |
| Saint-Ludger | M | 05 | 74 462 | | 2 953 |
| Saint-Ludger-de-Milot | M | 02 | 16 714 | | 26 184 |
| Saint-Magloire | M | 12 | 114 652 | | 39 230 |
| Saint-Majorique-de-Grantham | P | 17 | | | |
| Saint-Malachie | P | 12 | | | |
| Saint-Malo | M | 05 | | | |
| Saint-Marc-de-Figuery | P | 08 | | | 507 |
| Saint-Marc-des-Carrières | V | 03 | 111 666 | | |
| Saint-Marc-du-Lac-Long | P | 01 | 19 523 | | 15 024 |
| Saint-Marcel | M | 12 | 44 130 | | 43 514 |
| Saint-Marcel-de-Richelieu | M | 16 | | | |
| Saint-Marcellin | P | 01 | | | 13 187 |
| Saint-Marc-sur-Richelieu | M | 16 | | | |
| Saint-Martin | P | 12 | 133 686 | | |
| Saint-Mathias-sur-Richelieu | M | 16 | | | |

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

**Sommes transférées en 2019-2020 aux municipalités en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019**

| Nom de la municipalité | Dés. | Reg. | Péréquation [1] | Partage des redevances ress. Naturelles | Compensations terres publiques |
|---|---|---|---|---|---|
| Saint-Mathieu | M | 16 | | | |
| Saint-Mathieu-de-Beloeil | M | 16 | | | |
| Saint-Mathieu-de-Rioux | P | 01 | | | 17 177 |
| Saint-Mathieu-d'Harricana | M | 08 | | | 4 486 |
| Saint-Mathieu-du-Parc | M | 04 | | | 48 556 |
| Saint-Maurice | P | 04 | | | |
| Saint-Maxime-du-Mont-Louis | M | 11 | 338 626 | | 22 752 |
| Saint-Médard | M | 01 | 99 783 | | 16 957 |
| Saint-Michel | M | 16 | | | |
| Saint-Michel-de-Bellechasse | M | 12 | | | |
| Saint-Michel-des-Saints | M | 14 | | | 231 460 |
| Saint-Michel-du-Squatec | M | 01 | 301 975 | | 107 011 |
| Saint-Modeste | M | 01 | | | 11 594 |
| Saint-Moïse | P | 01 | 151 446 | | 1 670 |
| Saint-Narcisse | P | 04 | | | 3 256 |
| Saint-Narcisse-de-Beaurivage | P | 12 | | | |
| Saint-Narcisse-de-Rimouski | P | 01 | | | 38 173 |
| Saint-Nazaire | M | 02 | 152 747 | | 7 394 |
| Saint-Nazaire-d'Acton | P | 16 | | | |
| Saint-Nazaire-de-Dorchester | P | 12 | 6 214 | | |
| Saint-Nérée-de-Bellechasse | M | 12 | | | |
| Saint-Noël | VL | 01 | 178 843 | | 113 |
| Saint-Norbert | P | 14 | | | |
| Saint-Norbert-d'Arthabaska | M | 17 | | | |
| Saint-Octave-de-Métis | P | 01 | 43 367 | | |
| Saint-Odilon-de-Cranbourne | P | 12 | 4 017 | | 117 |
| Saint-Omer | M | 12 | 23 637 | | 18 865 |
| Saint-Onésime-d'Ixworth | M | 01 | 50 564 | | 8 926 |
| Saint-Ours | V | 16 | | | |
| Saint-Pacôme | M | 01 | 75 175 | | |
| Saint-Pamphile | V | 12 | 651 093 | | 49 |
| Saint-Pascal | V | 01 | 146 360 | | |
| Saint-Patrice-de-Beaurivage | M | 12 | | | |
| Saint-Patrice-de-Sherrington | M | 16 | | | |
| Saint-Paul | M | 14 | | | |
| Saint-Paul-d'Abbotsford | M | 16 | | | |
| Saint-Paul-de-la-Croix | P | 01 | 29 874 | | 27 |
| Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix | M | 16 | | | |
| Saint-Paul-de-Montminy | M | 12 | 58 856 | | 8 055 |
| Saint-Paulin | M | 04 | 28 201 | | 17 716 |
| Saint-Philémon | P | 12 | | | 39 982 |
| Saint-Philibert | M | 12 | | | |
| Saint-Philippe | V | 16 | | | |
| Saint-Philippe-de-Néri | P | 01 | 101 784 | | |
| Saint-Pie | V | 16 | | | |
| Saint-Pie-de-Guire | P | 17 | | | |
| Saint-Pierre | VL | 14 | | | |
| Saint-Pierre-Baptiste | P | 17 | | | |
| Saint-Pierre-de-Broughton | M | 12 | | | |
| Saint-Pierre-de-Lamy | M | 01 | 31 571 | | 28 280 |
| Saint-Pierre/Rivière-du-Sud | P | 12 | | | 10 810 |
| Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans | M | 03 | | | |
| Saint-Pierre-les-Becquets | M | 17 | | | |
| Saint-Placide | M | 15 | | | |
| Saint-Polycarpe | M | 16 | | | |
| Saint-Prime | M | 02 | 71 984 | | 17 971 |
| Saint-Prosper | M | 12 | 294 967 | | |
| Saint-Prosper-de-Champlain | M | 04 | | | |
| Saint-Raphaël | M | 12 | | | |
| Saint-Raymond | V | 03 | | | 60 768 |
| Saint-Rémi | V | 16 | | | |
| Saint-Rémi-de-Tingwick | M | 17 | | | |
| Saint-René | P | 12 | | | |
| Saint-René-de-Matane | M | 01 | 187 034 | | 62 377 |

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

**Sommes transférées en 2019-2020 aux municipalités en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019**

| Nom de la municipalité | Dés. | Reg. | Péréquation [1] | Partage des redevances ress. Naturelles | Compensations terres publiques |
|---|---|---|---|---|---|
| Saint-Robert | M | 16 | | | |
| Saint-Robert-Bellarmin | M | 05 | 57 964 | | 98 939 |
| Saint-Roch-de-l'Achigan | M | 14 | | | |
| Saint-Roch-de-Mékinac | P | 04 | | | 26 409 |
| Saint-Roch-de-Richelieu | M | 16 | | | |
| Saint-Roch-des-Aulnaies | M | 12 | | | |
| Saint-Roch-Ouest | M | 14 | | | |
| Saint-Romain | M | 05 | | | 37 495 |
| Saint-Rosaire | P | 17 | | | 792 |
| Saint-Samuel | M | 17 | | | |
| Saints-Anges | P | 12 | | | |
| Saint-Sauveur | V | 15 | | | |
| Saint-Sébastien | M | 05 | 40 285 | | |
| Saint-Sébastien | M | 16 | | | |
| Saint-Sévère | P | 04 | | | |
| Saint-Séverin | P | 12 | | | |
| Saint-Séverin | P | 04 | 90 329 | | 1 419 |
| Saint-Siméon | P | 11 | 68 647 | | 134 |
| Saint-Siméon | M | 03 | | | 39 347 |
| Saint-Simon | P | 01 | | | 456 |
| Saint-Simon | M | 16 | | | |
| Saint-Simon-les-Mines | M | 12 | | | |
| Saint-Sixte | M | 07 | | | 753 |
| Saints-Martyrs-Canadiens | P | 17 | | | 8 963 |
| Saint-Stanislas | M | 04 | | | |
| Saint-Stanislas | M | 02 | 43 605 | | 25 903 |
| Saint-Stanislas-de-Kostka | M | 16 | | | |
| Saint-Sulpice | P | 14 | | | |
| Saint-Sylvère | M | 17 | | | |
| Saint-Sylvestre | M | 12 | | | |
| Saint-Télesphore | M | 16 | | | |
| Saint-Tharcisius | P | 01 | 97 906 | | 1 423 |
| Saint-Théodore-d'Acton | M | 16 | | | |
| Saint-Théophile | M | 12 | 85 243 | | 68 733 |
| Saint-Thomas | M | 14 | | | |
| Saint-Thomas-Didyme | M | 02 | 76 478 | | 78 374 |
| Saint-Thuribe | P | 03 | | | |
| Saint-Tite | V | 04 | | | 614 |
| Saint-Tite-des-Caps | M | 03 | | | |
| Saint-Ubalde | M | 03 | | | 122 948 |
| Saint-Ulric | M | 01 | 62 842 | | |
| Saint-Urbain | P | 03 | | | 34 |
| Saint-Urbain-Premier | M | 16 | | | |
| Saint-Valentin | M | 16 | | | |
| Saint-Valère | M | 17 | | | 674 |
| Saint-Valérien | P | 01 | 32 516 | | 16 731 |
| Saint-Valérien-de-Milton | M | 16 | | | |
| Saint-Vallier | M | 12 | | | |
| Saint-Venant-de-Paquette | M | 05 | | | |
| Saint-Vianney | M | 01 | 71 796 | | 24 853 |
| Saint-Victor | M | 12 | | | |
| Saint-Wenceslas | M | 17 | | | |
| Saint-Zacharie | M | 12 | 335 035 | | 19 280 |
| Saint-Zénon | M | 14 | | | 160 778 |
| Saint-Zénon-du-Lac-Humqui | P | 01 | 95 301 | | 1 342 |
| Saint-Zéphirin-de-Courval | P | 17 | | | |
| Saint-Zotique | M | 16 | | | |
| Salaberry-de-Valleyfield | V | 16 | | | |
| Sayabec | M | 01 | 211 230 | | 33 905 |
| Schefferville | V | 09 | 285 932 | 200 000 | 16 025 |
| Scotstown | V | 05 | 134 244 | | |
| Scott | M | 12 | | | |
| Senneterre | V | 08 | 822 350 | | 349 526 |
| Senneterre | P | 08 | 10 682 | | 33 477 |

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

**Sommes transférées en 2019-2020 aux municipalités en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019**

| Nom de la municipalité | Dés. | Reg. | Péréquation [1] | Partage des redevances ress. Naturelles | Compensations terres publiques |
|---|---|---|---|---|---|
| Senneville | VL | 06 | | | |
| Sept-Îles | V | 09 | | | 173 198 |
| Sept-Rivières | MRC | 09 | | 788 425 | |
| Sept-Rivières | TR | 09 | | | 88 309 |
| Shannon | V | 03 | | | 454 |
| Shawinigan | V | 04 | 4 811 332 | 332 955 | 5 428 |
| Shawville | M | 07 | | | |
| Sheenboro | M | 07 | | | 39 012 |
| Shefford | CT | 16 | | | |
| Sherbrooke | V | 05 | | | 276 |
| Shigawake | M | 11 | 105 742 | | 2 268 |
| Sorel-Tracy | V | 16 | | | |
| Stanbridge East | M | 16 | | | |
| Stanbridge Station | M | 16 | | | |
| Stanstead | V | 05 | 135 395 | | |
| Stanstead | CT | 05 | | | |
| Stanstead-Est | M | 05 | | | |
| Stoke | M | 05 | | | 736 |
| Stoneham-et-Tewkesbury | CU | 03 | | | 66 474 |
| Stornoway | M | 05 | | | 59 944 |
| Stratford | CT | 05 | | | 32 683 |
| Stukely-Sud | VL | 05 | | | |
| Sutton | V | 16 | | | |
| Tadoussac | VL | 09 | | | 2 563 |
| Taschereau | M | 08 | 342 360 | | 19 830 |
| Témiscaming | V | 08 | | | 48 929 |
| Témiscamingue | MRC | 08 | | 377 825 | |
| Témiscamingue | TR | 08 | | | 39 518 |
| Témiscouata | MRC | 01 | | 217 326 | |
| Témiscouata-sur-le-Lac | V | 01 | | | 33 464 |
| Terrasse-Vaudreuil | M | 16 | | | |
| Terrebonne | V | 14 | | | |
| Thérèse-De Blainville | MRC | 15 | | 524 274 | |
| Thetford Mines | V | 12 | 1 517 433 | | 1 386 |
| Thorne | M | 07 | | | 1 686 |
| Thurso | V | 07 | 32 319 | | 356 |
| Tingwick | M | 17 | | | |
| Tourville | M | 12 | 239 338 | | 109 227 |
| Trécesson | CT | 08 | | | 9 375 |
| Très-Saint-Rédempteur | M | 16 | | | |
| Très-Saint-Sacrement | P | 16 | | | |
| Tring-Jonction | VL | 12 | 115 738 | | |
| Trois-Pistoles | V | 01 | 645 325 | | |
| Trois-Rives | M | 04 | | | 86 289 |
| Trois-Rivières | V | 04 | 2 902 415 | | 1 937 |
| Ulverton | M | 05 | | | |
| Upton | M | 16 | | | |
| Val-Alain | M | 12 | | | 17 387 |
| Val-Brillant | M | 01 | 45 511 | | |
| Valcourt | V | 05 | | | |
| Valcourt | CT | 05 | | | |
| Val-David | VL | 15 | | | |
| Val-des-Bois | M | 07 | | | 38 199 |
| Val-des-Lacs | M | 15 | | | 43 209 |
| Val-des-Monts | M | 07 | | | 18 488 |
| Val-d'Or | V | 08 | | 1 174 458 | 388 960 |
| Val-Joli | M | 05 | | | |
| Vallée-de-l'Or | TR | 08 | 103 100 | | 19 239 |
| Vallée-Jonction | M | 12 | 63 710 | | |
| Val-Morin | M | 15 | | | 184 |
| Val-Racine | M | 05 | | | 35 964 |
| Val-Saint-Gilles | M | 08 | 42 539 | | 9 563 |
| Varennes | V | 16 | | | |
| Vaudreuil-Dorion | V | 16 | | | |

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

**Sommes transférées en 2019-2020 aux municipalités en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019**

| Nom de la municipalité | Dés. | Reg. | Péréquation [1] | Partage des redevances ress. Naturelles | Compensations terres publiques | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Vaudreuil-Soulanges | MRC | 16 | | 298 394 | | |
| Vaudreuil-sur-le-Lac | VL | 16 | | | | |
| Venise-en-Québec | M | 16 | | | | |
| Verchères | M | 16 | | | | |
| Victoriaville | V | 17 | 569 936 | | | |
| Ville-Marie | V | 08 | 34 433 | | | |
| Villeroy | M | 17 | | | 28 201 | |
| Waltham | M | 07 | | | 63 005 | |
| Warden | VL | 16 | 4 473 | | | |
| Warwick | V | 17 | | | | |
| Waterloo | V | 16 | 215 282 | | | |
| Waterville | V | 05 | | | | |
| Weedon | M | 05 | | | | |
| Wentworth | CT | 15 | | | 6 424 | |
| Wentworth-Nord | M | 15 | | | 19 083 | |
| Westbury | CT | 05 | | | | |
| Westmount | V | 06 | | | | |
| Wickham | M | 17 | | | | |
| Windsor | V | 05 | 83 326 | | | |
| Wotton | M | 05 | | | | |
| Yamachiche | M | 04 | | | | |
| Yamaska | M | 16 | | | | |
| **Total** | | | **59 999 997** | **24 999 999** | **20 636 931** | **105 636 927** |

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

# ACCORD DE **PARTENARIAT**

## AVEC LES MUNICIPALITÉS

ENSEMBLE on fait avancer le Québec

Québec

# ACCORD DE PARTENARIAT AVEC LES MUNICIPALITÉS
## POUR LA PÉRIODE 2016-2019

ENTRE

**LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC,**
représenté par monsieur Philippe Couillard, premier ministre,
par monsieur Pierre Moreau, ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire,
et par monsieur Carlos Leitão, ministre des Finances;

ET

**LA FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES MUNICIPALITÉS,**
représentée par monsieur Richard Lehoux, président;

ET

**L'UNION DES MUNICIPALITÉS DU QUÉBEC,**
représentée par madame Suzanne Roy, présidente;

ET

**LA VILLE DE MONTRÉAL,**
représentée par monsieur Denis Coderre, maire;

ET

**LA VILLE DE QUÉBEC,**
représentée par monsieur Régis Labeaume, maire.

## PRÉAMBULE

ATTENDU QUE les municipalités sont des partenaires importants dans l'offre des services permettant le maintien de la qualité de vie des citoyens;

ATTENDU QUE les mesures du Pacte fiscal transitoire concernant les transferts financiers aux municipalités pour 2015 et une nouvelle gouvernance régionale viennent à échéance le 31 décembre 2015;

ATTENDU QUE le Pacte fiscal 2015 prévoyait que le gouvernement entreprendrait des discussions avec les partenaires municipaux en vue d'inclure dans un nouveau pacte fiscal pluriannuel les modalités d'un partage des revenus des redevances sur les ressources naturelles à compter de 2016;

ATTENDU QUE le gouvernement a entrepris de redéfinir sa relation avec les municipalités;

ATTENDU QU'il y a lieu de conclure un nouveau pacte fiscal en prenant en considération la situation budgétaire du gouvernement et le fardeau des contribuables;

ATTENDU QUE le gouvernement souhaite renforcer le soutien qu'il accorde aux municipalités pour leur permettre d'assurer, dans une perspective d'autonomie accrue et avec efficience, des services de qualité aux citoyens et de contribuer au développement économique et social de leur milieu;

ATTENDU QUE les membres de l'Union des municipalités du Québec et de la Fédération québécoise des municipalités ont été consultés par leur association respective sur les dispositions du présent accord et y ont donné un accueil favorable :

## LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

### 1. Engagements financiers du gouvernement

1.1 Les municipalités bénéficieront des sommes prévues à l'égard des mesures apparaissant dans le tableau qui suit, pour la période comprenant les années 2016 à 2019. Les montants présentés constituent l'ensemble de l'engagement financier du gouvernement du Québec en vertu du présent accord.

| (En millions de dollars) | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|
| Remboursement à 50 % de la TVQ payée[1] | 410,8 | 425,2 | 440,1 | 455,5 | 1 731,6 |
| Bonification des compensations tenant lieu de taxes pour les immeubles parapublics | 94,0 | 94,0 | 110,0 | 120,0 | 418,0 |
| Compensations tenant lieu de taxes pour les terres publiques | 20,8 | 20,8 | 20,8 | 20,8 | 83,2 |
| Partage des revenus des redevances sur les ressources naturelles | 25,0 | 25,0 | 25,0 | 25,0 | 100,0 |
| Subvention de péréquation | 60,0 | 60,0 | 60,0 | 60,0 | 240,0 |
| Subvention à la capitale nationale | 7,8 | 7,8 | 7,8 | 7,8 | 31,2 |
| Fonds de développement des territoires | 100,0 | 100,0 | 105,0 | 115,0 | 420,0 |
| Aide à la voirie locale (volet réfection) | 50,0 | 50,0 | 50,0 | 50,0 | 200,0 |
| | | | | | |
| **TOTAL** | **768,4** | **782,8** | **818,7** | **854,1** | **3 224,0** |

(1) Les montants présentés pour cette mesure sont des estimations établies à partir d'une prévision de la croissance des dépenses taxables des municipalités de 3,5 % par année.

1.2 Les modalités d'allocation applicables aux mesures reconduites par le présent accord demeureront les mêmes au cours de la période 2016-2019 qu'en 2015, sous réserve des dispositions qui suivent.

1.3 Advenant que le taux de la TVQ soit majoré au cours de la période 2016-2019, le gouvernement s'engage à négocier avec les représentants municipaux des mesures visant à compenser l'effet financier de cette majoration pour les municipalités.

1.4 La mesure de bonification des compensations tenant lieu de taxes pour les immeubles parapublics, dotée d'une enveloppe de 94 M$ en 2016 et 2017, sera regroupée avec les compensations de base prévues par la Loi sur la fiscalité municipale pour la période 2016-2019. Le pourcentage de compensation prévu par cette loi pour les immeubles de l'enseignement primaire et secondaire sera ainsi de 65 % au lieu de 25 % en 2016 et en 2017. Des montants de 16 M$ en 2018 et de 26 M$ en 2019 seront ajoutés de manière à majorer le pourcentage de compensation applicable pour ces deux années. Ces montants seront répartis également entre les immeubles de l'enseignement primaire et secondaire et ceux de l'enseignement supérieur, de la santé, des services sociaux et des services de garde, sous réserve d'un arrondissement des pourcentages. Les pourcentages de compensation s'établiront comme suit au cours de la période 2016-2019 :

| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|---|---|---|---|---|
| Enseignement primaire et secondaire | 65 % | 65 % | 69,5 % | 71,5 % |
| Enseignement supérieur, santé, services sociaux et services de garde | 80 % | 80 % | 82,5 % | 84,5 % |

Le Règlement sur les compensations tenant lieu de taxes sera modifié afin de reconduire, selon les mêmes modalités qu'en 2015, la mesure de pondération du taux global de taxation pour les rôles d'évaluation qui entreront en vigueur au cours de la période de 2016 à 2019.

1.5 Depuis le Pacte fiscal 2000-2005, le gouvernement alloue une somme annuelle de 10,2 M$ au titre du partage des retombées de l'exploitation des ressources naturelles, principalement les ressources forestières. Il souhaite permettre aux municipalités, qui sont ses partenaires dans le développement économique des régions, de bénéficier davantage des retombées de l'exploitation des ressources naturelles, incluant les ressources forestières, minières, pétrolières, gazières et les pêcheries, ainsi que de la mise en place sur leur territoire des nouveaux projets d'exploitation des ressources minières, pétrolières et gazières. Le gouvernement majorera l'enveloppe annuelle de la mesure de partage des revenus des redevances sur les ressources naturelles de 10,2 M$ à 25,0 M$ pour la période de 2016 à 2019. Cette enveloppe est répartie selon les modalités suivantes :

Dans le cadre d'un premier volet, dont l'enveloppe ne peut excéder 10 M$, des sommes seront allouées pour une durée déterminée aux municipalités accueillant de nouveaux projets d'exploitation des ressources minières, pétrolières et gazières, selon les modalités qui suivent :

- Pour chaque nouveau projet dont l'entrée en production doit débuter en 2016 ou après, détermination d'un montant pouvant être alloué à la municipalité en appliquant un pourcentage prédéterminé au montant actualisé des redevances nettes anticipées;
- Étalement du montant pouvant être alloué sur une période maximale de 5 ans, dont les 3 années précédant le début de la production et les 2 années qui la suivent, seules les sommes comprises dans la période débutant le 1er janvier 2016 étant toutefois versées.

Dans le cadre d'un second volet, dont l'enveloppe annuelle correspondra à la différence entre l'enveloppe totale de 25 M$ et les montants alloués dans le cadre du premier volet, les sommes seront réparties entre les régions au prorata du PIB régional dans les domaines de l'exploitation forestière, minière, pétrolière, gazière, ainsi que des pêcheries, avec un plafond per capita de 25 $, puis entre les MRC ou les villes MRC admissibles (excluant celles de 100 000 habitants et plus) au prorata de leur population.

1.6 L'enveloppe annuelle du programme de péréquation sera maintenue à 60 M$ pour la période 2016-2019. Afin de recentrer davantage les montants de péréquation vers les petites municipalités dont la richesse foncière est faible, le Règlement sur le programme de péréquation sera modifié pour prévoir les modalités de répartition suivantes :

- Un montant de 5,2 M$ sera transféré du volet 1 au volet 2 du programme;
- Le seuil de la richesse foncière uniformisée utilisé dans le calcul du volet 1 sera abaissé de 90 % à 80 %.

La mise en place de la nouvelle formule de répartition s'effectuera selon une règle de transition prévoyant que les montants de péréquation s'établiront comme suit :

- 2016 : 75 % de la formule actuelle et 25 % de la formule nouvelle
- 2017 : 50 % de la formule actuelle et 50 % de la formule nouvelle
- 2018 : 25 % de la formule actuelle et 75 % de la formule nouvelle
- 2019 : 100 % de la formule nouvelle

1.7 L'enveloppe du Fonds de développement des territoires sera maintenue à 100 M$ par année en 2016 et 2017, mais majorée à 105 M$ en 2018 et à 115 M$ en 2019. La répartition s'effectuera de la manière suivante au cours de la période 2016-2019 :

- Le montant de base annuel de 100 M$ fera l'objet d'une répartition identique à celle observée en 2015, sous réserve des montants conservés pour la mise en œuvre en 2015 des plans de fermeture des CRÉ qui seront répartis entre les MRC des régions concernées de la même façon qu'ils avaient été prélevés en 2015.
- Les montants ajoutés en 2018 et 2019 seront répartis selon les critères suivants :
    - Montant uniforme par MRC : 40 %
    - Population : 30 %
    - Indice de vitalité économique (IVE) de l'année précédente : 30 %

La répartition prévoira toutefois que la Ville de Montréal recevra 6 parts dans le cadre du critère allouant un montant uniforme par MRC et que l'Administration régionale Baie-James verra son montant de 2015 reconduit.

1.8 Depuis 1992, le gouvernement verse plus de 125 M$ par année pour l'aide à la voirie locale dont 80 M$ pour son entretien et le reste pour son amélioration. Reconnaissant l'opportunité de majorer cette aide pour assurer la pérennité du réseau routier local, le gouvernement a ajouté un montant de 50 M$ pour l'aide à la réfection dans le Pacte fiscal transitoire 2015. Ce montant de 50 M$ sera reconduit pour chacune des années de 2016 à 2019, soit 200 M$ de plus au total pour cette période.

## 2. Révision du cadre des relations du travail

Dans un contexte de redéfinition des relations Québec-municipalités et d'accroissement de l'autonomie municipale en matière de relations du travail, le gouvernement examinera, en consultation avec les intervenants du milieu municipal, certains éléments du processus de négociation collective, du processus d'arbitrage de différends pour les policiers et les pompiers et du champ d'application de la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction. Le gouvernement s'engage à présenter des modifications législatives à ce sujet à la session du printemps 2016.

## 3. Contrôle des coûts

3.1 Le gouvernement s'engage à rendre public le rapport intitulé *Faire confiance : pour une reddition de comptes au service du citoyen*, déposé en août 2015, et à proposer, en s'inspirant de celui-ci, une politique visant à alléger la reddition de comptes des municipalités au gouvernement et à assurer la cohérence des exigences gouvernementales aux municipalités. Ces mesures seront déposées en 2016.

Le gouvernement s'engage également à consulter les municipalités sur les initiatives gouvernementales susceptibles de se traduire par un accroissement significatif des responsabilités ou des coûts des municipalités.

3.2 Le gouvernement analysera, en collaboration avec les instances concernées (les corps de police, les associations municipales, le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et le ministère de la Sécurité publique, qui coordonnera ces travaux), l'ensemble des activités policières afin d'envisager la conclusion d'ententes de partage ou de services entre les corps policiers à l'égard de l'une ou l'autre des activités prévues aux niveaux de service, sans compromis sur la sécurité publique. Des modifications à la Loi sur la police pourraient, le cas échéant, être proposées pour élargir, sur cette base, les possibilités d'ententes de partage ou de services entre municipalités.

3.3 Comme le prévoit la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles, l'élimination des matières organiques sera bannie en 2020. Dans le contexte où l'atteinte de cet objectif se fera de façon progressive, le gouvernement s'engage à modifier le cadre normatif du Programme de traitement des matières organiques par biométhanisation et compostage afin de prolonger au 31 décembre 2022 la date butoir de la mise en exploitation des installations de traitement subventionnées, sous réserve d'un report équivalent, par le gouvernement fédéral, de l'échéance de reconnaissance des dépenses admissibles engagées par les demandeurs dans le cadre du Fonds pour l'infrastructure verte.

Dans le but de favoriser l'atteinte de cet objectif le plus rapidement possible et de reconnaître les efforts des municipalités qui auront pris ce virage déterminant, le gouvernement s'engage à intégrer, dès 2016, des incitatifs relatifs à la gestion des matières organiques aux critères déjà établis dans le cadre de l'établissement de la performance territoriale du Programme sur la redistribution aux municipalités des redevances pour l'élimination de matières résiduelles.

3.4 Le gouvernement modifiera, d'ici le 31 décembre 2015, les règles du sous-volet 1.5 du Programme d'infrastructures Québec-municipalités afin d'y rendre admissibles, pour la confection des plans et devis ainsi que pour la réalisation des travaux prévus au protocole d'entente, les salaires des employés municipaux.

## 4. Outils économiques et fiscaux

4.1 Afin d'améliorer le financement des centres d'urgence 9-1-1, le Règlement encadrant la taxe municipale pour le 9-1-1 sera modifié, à compter du 1er août 2016, de manière à ajuster le montant de la taxe en fonction de l'inflation.

4.2 Le gouvernement proposera, au plus tard à l'automne 2016, des modifications à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme afin de clarifier le pouvoir d'imposer des contributions aux promoteurs immobiliers pour le financement d'infrastructures et d'équipements municipaux réalisés hors du site même d'un développement immobilier.

4.3 Le gouvernement s'engage à analyser l'opportunité de privilégier la décontamination des terrains sous sa responsabilité situés en milieu urbain et représentant un fort potentiel de développement économique tout en tenant compte des critères de santé publique et de sécurité.

De plus, pour soutenir les municipalités dans leurs investissements en matière de décontamination des sols, et dans une perspective de meilleur aménagement du territoire et de minimisation des coûts pour les parties impliquées, le gouvernement analysera, en collaboration avec les municipalités, des incitatifs économiques municipaux et gouvernementaux dont la révision, à l'intérieur des budgets existants, des programmes d'aide financière pour le réaménagement des sites urbains contaminés.

Un groupe de travail composé des représentants des ministères concernés et des municipalités sera mis en place pour traiter de ces questions à l'automne 2015.

## 5. Autres dispositions

5.1 Le gouvernement réitère l'engagement, formulé dans le Pacte fiscal transitoire 2015, de redéfinir, sur de nouvelles bases, sa relation avec les municipalités et de poursuivre les travaux de révision du cadre législatif municipal en s'inspirant du livre blanc de l'UMQ et de la proposition de la FQM sur la gouvernance de proximité. Cette démarche s'effectuera dans une perspective d'accroissement de l'autonomie municipale et d'élargissement de certaines compétences. Elle s'appuiera sur des principes de bonne gouvernance tels que la subsidiarité, l'imputabilité, la simplification, l'efficience et la transparence, et portera principalement sur les éléments suivants :

- reconnaître un statut particulier aux villes de Québec et de Montréal;
- élaborer un Code des municipalités qui aura pour objectif de doter les municipalités d'un cadre législatif nouveau axé sur la gouvernance de proximité et l'imputabilité des élus municipaux;
- réviser et simplifier les lois municipales et leur application, principalement la Loi sur les cités et villes et le Code municipal;
- dans le même esprit, ajuster la Loi sur les compétences municipales et d'autres lois comme la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et la Loi sur la fiscalité municipale.

Les modifications législatives relatives au premier de ces éléments seront déposées à la session du printemps 2016, tandis que celles portant sur les trois autres éléments le seront à la session de l'automne 2016.

5.2 Le présent accord s'appliquera du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2019.

**LES PARTIES ONT ACCEPTÉ LES TERMES ET SIGNÉ LE PRÉSENT ACCORD À QUÉBEC, ce 29 SEPTEMBRE 2015.**

**MONSIEUR PHILIPPE COUILLARD**
Le premier ministre du Québec

**MONSIEUR PIERRE MOREAU**
Le ministre des Affaires municipales
et de l'Occupation du territoire

**MONSIEUR CARLOS LEITÃO**
Le ministre des Finances

**MONSIEUR RICHARD LEHOUX**
Le président de la Fédération québécoise
des municipalités

**MADAME SUZANNE ROY**
La présidente de l'Union
des municipalités du Québec

**MONSIEUR DENIS CODERRE**
Le maire de la Ville de Montréal

**MONSIEUR RÉGIS LABEAUME**
Le maire de la Ville de Québec

**Photographies de la page couverture**

Photo 1 - Montréal : ©TOURISME QUÉBEC - Cecile, Benoit - Vlan Communication
Photo 2 - Châteauguay : ©Ville de Châteauguay
Photo 3 - Saint-Elzéar : ©LE MONDE EN IMAGES - Paul Grant
Photo 4 - Québec : ©CC - Gilbert Bochenek

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 11 | Pour l'exercice 2019-2020, sommes accordées aux municipalités régionales de comté au Fonds de développement des territoires, par région, ventilées par provenance des sommes (solde des CRÉ et de leur FDR, solde du programme d'aide au développement économique local, programme d'aide aux MRC, enveloppe des pactes ruraux et des agents de développement rural) et prévisions pour 2020-2021. |

Comme prévu dans le Pacte fiscal transitoire 2015, l'enveloppe du Fonds de développement des territoires (FDT) est composée de l'enveloppe 2014-2015 du Programme d'aide aux MRC et du Pacte rural, incluant les agents ruraux, ainsi que de l'enveloppe 2014-2015, après réduction, du Fonds de développement régional et de l'aide aux CLD. L'enveloppe du FDT de 100,0 M$ est répartie entre les MRC selon les mêmes paramètres qui prévalaient pour la répartition des quatre programmes qu'il remplace.

Tel que prévu à l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019, l'enveloppe du FDT de 100,0 M$ pour les années financières 2015-2016 à 2017-2018 a été bonifié de 5,0 M$ pour l'année 2018-2019 et de 10,0 M$ pour l'année 2019-2020. La répartition de la bonification est effectuée selon trois paramètres, soit la population, l'indice de vitalité économique ainsi qu'un montant uniforme par MRC.

Le FDT a pris fin le 31 mars 2020. Le nouveau Fonds régions et ruralité (FRR) reprendra les objectifs du FDT dans le volet 2. La création du FRR fait suite à la mise en œuvre du Partenariat 2020-2024 : Pour des municipalités et des régions encore plus fortes, conclu le 30 octobre 2019.

L'enveloppe prévue pour le volet 2 du FRR en 2020-2021 est de 145 M$. Les modalités de répartition entre les MRC reprennent les mêmes conditions que celles du FDT en 2019-2020 pour une part de 115 M$ de l'enveloppe. La répartition de l'autre part de 30 M$ est effectuée selon trois paramètres, soit la population, l'indice de vitalité économique ainsi qu'un montant uniforme par MRC.

Le tableau à l'annexe 1 présente les données détaillées pour le FDT.

Le tableau à l'annexe 2 présente les données détaillées pour le FRR volet 2.

**Répartition du Fonds de développement des territoires 2019-2020**

| Région | MRC | Aide MRC 2014-2015 | Pacte rural et agents ruraux 2014-2015 | Aide au développement économique local | Fonds de développement régional | FDT 2015-2016 à 2017-2018 | FDT 2018-2019 | FDT 2019-2020 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 01 | Kamouraska | 108 900 $ | 477 565 $ | 267 643 $ | 122 384 $ | 976 492 $ | 1 019 783 $ | 1 106 352 $ |
| 01 | La Matanie | 126 900 $ | 457 606 $ | 269 346 $ | 138 781 $ | 992 634 $ | 1 046 318 $ | 1 153 483 $ |
| 01 | La Matapédia | 126 900 $ | 658 626 $ | 285 152 $ | 142 366 $ | 1 213 044 $ | 1 266 101 $ | 1 372 121 $ |
| 01 | La Mitis | 126 900 $ | 537 736 $ | 260 403 $ | 134 996 $ | 1 060 034 $ | 1 113 207 $ | 1 219 542 $ |
| 01 | Les Basques | 125 000 $ | 380 955 $ | 277 965 $ | 129 584 $ | 913 503 $ | 964 918 $ | 1 067 700 $ |
| 01 | Rimouski-Neigette | 88 550 $ | 319 618 $ | 237 094 $ | 161 352 $ | 806 613 $ | 842 087 $ | 912 947 $ |
| 01 | Rivière-du-Loup | 88 550 $ | 324 655 $ | 220 962 $ | 132 524 $ | 766 692 $ | 804 222 $ | 879 402 $ |
| 01 | Témiscouata | 115 000 $ | 653 326 $ | 284 204 $ | 136 919 $ | 1 189 449 $ | 1 242 894 $ | 1 349 636 $ |
| 02 | Lac-Saint-Jean-Est | 88 550 $ | 471 894 $ | 293 685 $ | 201 899 $ | 1 056 029 $ | 1 096 871 $ | 1 178 613 $ |
| 02 | Le Domaine-du-Roy | 106 550 $ | 465 898 $ | 226 083 $ | 180 998 $ | 979 529 $ | 1 024 794 $ | 1 115 145 $ |
| 02 | Le Fjord-du-Saguenay | 126 900 $ | 451 056 $ | 233 338 $ | 199 482 $ | 1 010 777 $ | 1 046 015 $ | 1 116 493 $ |
| 02 | Maria-Chapdelaine | 126 900 $ | 548 546 $ | 238 404 $ | 217 472 $ | 1 131 322 $ | 1 175 331 $ | 1 263 331 $ |
| 02 | Saguenay | - $ | - $ | 708 652 $ | 289 753 $ | 998 404 $ | 1 055 983 $ | 1 170 543 $ |
| 03 | Charlevoix | 115 000 $ | 328 091 $ | 270 297 $ | 145 611 $ | 858 999 $ | 892 659 $ | 959 928 $ |
| 03 | Charlevoix-Est | 115 000 $ | 358 174 $ | 254 370 $ | 146 754 $ | 874 298 $ | 916 667 $ | 1 001 343 $ |
| 03 | La Côte-de-Beaupré | 88 550 $ | 222 490 $ | 139 229 $ | 120 924 $ | 571 192 $ | 597 123 $ | 649 242 $ |
| 03 | La Jacques-Cartier | 52 185 $ | 261 277 $ | 133 509 $ | 115 935 $ | 562 907 $ | 591 554 $ | 649 359 $ |
| 03 | L'Ile-d'Orléans | 85 000 $ | 213 847 $ | 91 144 $ | 112 951 $ | 502 942 $ | 535 382 $ | 600 334 $ |
| 03 | Portneuf | 88 550 $ | 580 122 $ | 231 964 $ | 150 409 $ | 1 051 045 $ | 1 085 657 $ | 1 155 023 $ |
| 03 | Québec | - $ | - $ | 1 324 418 $ | 347 238 $ | 1 671 655 $ | 1 798 424 $ | 2 049 245 $ |
| 04 | La Tuque (CLD Haut Saint-Maurice) | 116 590 $ | 339 853 $ | 202 870 $ | 174 168 $ | 833 481 $ | 886 019 $ | 991 016 $ |
| 04 | Les Chenaux | 115 000 $ | 334 532 $ | 204 488 $ | 141 431 $ | 795 451 $ | 830 087 $ | 899 384 $ |
| 04 | Maskinongé | 88 550 $ | 718 819 $ | 277 725 $ | 173 677 $ | 1 258 771 $ | 1 304 898 $ | 1 397 283 $ |
| 04 | Mékinac | 115 000 $ | 418 323 $ | 244 367 $ | 183 939 $ | 961 629 $ | 1 013 733 $ | 1 117 910 $ |
| 04 | Shawinigan | 115 000 $ | 223 258 $ | 307 892 $ | 224 253 $ | 870 403 $ | 929 090 $ | 1 046 371 $ |
| 04 | Trois-Rivières | - $ | - $ | 553 021 $ | 266 818 $ | 819 839 $ | 875 725 $ | 987 460 $ |
| 05 | Coaticook | 88 550 $ | 276 559 $ | 133 270 $ | 115 648 $ | 614 027 $ | 648 718 $ | 718 043 $ |
| 05 | Le Granit | 88 550 $ | 384 823 $ | 144 347 $ | 137 101 $ | 754 821 $ | 798 361 $ | 885 275 $ |
| 05 | Le Haut-Saint-François | 88 550 $ | 471 222 $ | 233 107 $ | 146 677 $ | 939 557 $ | 983 074 $ | 1 070 171 $ |
| 05 | Le Val-Saint-François | 88 550 $ | 404 982 $ | 140 461 $ | 115 223 $ | 749 216 $ | 785 926 $ | 859 515 $ |
| 05 | Les Sources | 115 000 $ | 382 884 $ | 252 949 $ | 140 540 $ | 891 374 $ | 943 800 $ | 1 048 646 $ |
| 05 | Memphrémagog | 88 550 $ | 364 228 $ | 157 311 $ | 131 053 $ | 741 142 $ | 781 530 $ | 862 509 $ |
| 05 | Sherbrooke | - $ | - $ | 464 015 $ | 227 030 $ | 691 045 $ | 746 286 $ | 856 003 $ |
| 06 | Montréal | - $ | - $ | 6 464 808 $ | 2 085 681 $ | 8 550 489 $ | 9 040 488 $ | 10 019 387 $ |
| 07 | Gatineau | - $ | - $ | 455 251 $ | 278 699 $ | 733 950 $ | 805 922 $ | 949 973 $ |
| 07 | La Vallée-de-la-Gatineau | 126 900 $ | 615 934 $ | 262 174 $ | 155 082 $ | 1 160 089 $ | 1 213 644 $ | 1 320 683 $ |
| 07 | Les Collines-de-l'Outaouais | 70 185 $ | 372 484 $ | 130 055 $ | 137 761 $ | 710 484 $ | 740 461 $ | 800 474 $ |
| 07 | Papineau | 106 550 $ | 536 263 $ | 244 786 $ | 156 261 $ | 1 043 860 $ | 1 097 841 $ | 1 205 879 $ |
| 07 | Pontiac | 126 900 $ | 488 626 $ | 220 074 $ | 151 241 $ | 986 841 $ | 1 039 192 $ | 1 143 857 $ |
| 08 | Abitibi | 106 550 $ | 449 703 $ | 201 538 $ | 260 834 $ | 1 018 625 $ | 1 048 179 $ | 1 107 317 $ |
| 08 | Abitibi-Ouest | 106 550 $ | 576 400 $ | 266 788 $ | 308 829 $ | 1 258 566 $ | 1 301 841 $ | 1 388 362 $ |
| 08 | La Vallée-de-l'Or | 106 550 $ | 409 682 $ | 225 503 $ | 306 935 $ | 1 048 670 $ | 1 081 682 $ | 1 147 595 $ |
| 08 | Rouyn-Noranda | 106 550 $ | 233 026 $ | 230 384 $ | 282 868 $ | 852 829 $ | 885 527 $ | 950 964 $ |
| 08 | Témiscamingue | 115 000 $ | 413 401 $ | 201 185 $ | 278 333 $ | 1 007 919 $ | 1 050 363 $ | 1 135 094 $ |
| 09 | Caniapiscau | 76 450 $ | 204 135 $ | 153 930 $ | 136 402 $ | 570 918 $ | 592 592 $ | 635 894 $ |
| 09 | La Haute-Côte-Nord | 126 900 $ | 426 464 $ | 247 916 $ | 195 379 $ | 996 659 $ | 1 048 487 $ | 1 152 061 $ |
| 09 | Le Golfe-du-Saint-Laurent | 140 000 $ | 321 703 $ | 276 196 $ | 187 921 $ | 925 819 $ | 976 524 $ | 1 077 903 $ |
| 09 | Manicouagan | 88 550 $ | 337 699 $ | 189 974 $ | 234 791 $ | 851 014 $ | 887 909 $ | 961 483 $ |
| 09 | Minganie | 125 550 $ | 287 859 $ | 221 121 $ | 180 848 $ | 815 379 $ | 847 815 $ | 912 663 $ |
| 09 | Sept-Rivières | 106 550 $ | 277 335 $ | 194 932 $ | 245 413 $ | 824 230 $ | 855 667 $ | 918 209 $ |
| 10 | Baie-James | 25 000 $ | 333 595 $ | 272 211 $ | 1 699 548 $ | 2 330 354 $ | 2 330 354 $ | 2 330 354 $ |
| 11 | Avignon | 126 900 $ | 462 075 $ | 263 116 $ | 231 638 $ | 1 083 728 $ | 1 136 273 $ | 1 241 387 $ |
| 11 | Bonaventure | 126 900 $ | 597 307 $ | 277 987 $ | 242 121 $ | 1 244 314 $ | 1 297 329 $ | 1 403 313 $ |
| 11 | La Côte-de-Gaspé | 126 900 $ | 521 512 $ | 268 720 $ | 244 200 $ | 1 161 333 $ | 1 204 009 $ | 1 289 322 $ |
| 11 | La Haute-Gaspésie | 140 000 $ | 503 459 $ | 283 058 $ | 273 321 $ | 1 199 838 $ | 1 251 739 $ | 1 355 501 $ |
| 11 | Le Rocher-Percé | 140 000 $ | 653 665 $ | 301 506 $ | 296 060 $ | 1 391 231 $ | 1 444 161 $ | 1 550 046 $ |
| 11 | Les Îles-de-la-Madeleine | 126 900 $ | 358 597 $ | 258 337 $ | 205 682 $ | 949 516 $ | 1 001 563 $ | 1 105 630 $ |
| 12 | Beauce-Sartigan | 88 550 $ | 363 786 $ | 165 778 $ | 95 234 $ | 713 347 $ | 748 024 $ | 817 245 $ |
| 12 | Bellechasse | 88 550 $ | 481 935 $ | 151 280 $ | 86 543 $ | 808 308 $ | 840 065 $ | 903 715 $ |
| 12 | La Nouvelle-Beauce | 88 550 $ | 342 571 $ | 145 018 $ | 101 169 $ | 677 308 $ | 704 985 $ | 760 491 $ |
| 12 | Les Appalaches | 88 550 $ | 424 205 $ | 266 969 $ | 102 502 $ | 882 226 $ | 929 508 $ | 1 023 906 $ |
| 12 | Les Etchemins | 115 000 $ | 433 889 $ | 256 789 $ | 94 294 $ | 899 972 $ | 952 837 $ | 1 058 529 $ |
| 12 | Lévis | - $ | - $ | 359 008 $ | 139 392 $ | 498 399 $ | 545 677 $ | 640 070 $ |
| 12 | L'Islet | 115 000 $ | 431 004 $ | 257 514 $ | 95 041 $ | 898 559 $ | 941 376 $ | 1 026 939 $ |
| 12 | Lotbinière | 88 550 $ | 405 664 $ | 157 241 $ | 83 332 $ | 734 788 $ | 765 570 $ | 827 411 $ |
| 12 | Montmagny | 108 900 $ | 439 078 $ | 228 958 $ | 91 365 $ | 868 301 $ | 911 906 $ | 999 118 $ |
| 12 | Robert-Cliche | 88 550 $ | 310 813 $ | 204 341 $ | 76 940 $ | 680 644 $ | 715 442 $ | 785 003 $ |
| 13 | Laval | - $ | - $ | 872 580 $ | 891 871 $ | 1 764 451 $ | 1 863 285 $ | 2 061 101 $ |
| 14 | D'Autray | 88 550 $ | 571 438 $ | 170 206 $ | 152 135 $ | 982 328 $ | 1 029 438 $ | 1 123 855 $ |
| 14 | Joliette | 88 550 $ | 267 581 $ | 180 814 $ | 163 734 $ | 700 679 $ | 744 058 $ | 831 087 $ |
| 14 | L'Assomption | 52 185 $ | 213 183 $ | 192 482 $ | 162 073 $ | 619 923 $ | 663 494 $ | 750 754 $ |
| 14 | Les Moulins | 52 185 $ | - $ | 226 089 $ | 177 613 $ | 455 887 $ | 505 996 $ | 606 653 $ |
| 14 | Matawinie | 88 550 $ | 825 405 $ | 273 534 $ | 156 208 $ | 1 343 696 $ | 1 392 668 $ | 1 490 479 $ |
| 14 | Montcalm | 88 550 $ | 564 483 $ | 215 856 $ | 156 295 $ | 1 025 184 $ | 1 059 963 $ | 1 129 888 $ |

| Région | MRC | Aide MRC 2014-2015 | Pacte rural et agents ruraux 2014-2015 | Aide au développement économique local | Fonds de développement régional | FDT 2015-2016 à 2017-2018 | FDT 2018-2019 | FDT 2019-2020 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 15 | Antoine-Labelle | 126 900 $ | 750 257 $ | 292 575 $ | 117 944 $ | 1 287 676 $ | 1 343 851 $ | 1 456 258 $ |
| 15 | Argenteuil | 88 550 $ | 476 485 $ | 216 775 $ | 116 810 $ | 898 620 $ | 944 061 $ | 1 034 911 $ |
| 15 | Deux-Montagnes | 52 185 $ | 217 470 $ | 222 453 $ | 121 950 $ | 614 058 $ | 653 437 $ | 732 290 $ |
| 15 | La Rivière-du-Nord | 88 550 $ | 335 662 $ | 228 191 $ | 145 679 $ | 798 082 $ | 846 747 $ | 944 641 $ |
| 15 | Les Laurentides | 106 550 $ | 554 984 $ | 161 523 $ | 120 971 $ | 944 028 $ | 991 966 $ | 1 087 945 $ |
| 15 | Les Pays-d'en-Haut | 52 185 $ | 353 320 $ | 132 513 $ | 98 380 $ | 636 399 $ | 669 252 $ | 735 087 $ |
| 15 | Mirabel | - $ | 313 141 $ | 129 193 $ | 92 590 $ | 534 924 $ | 565 016 $ | 626 082 $ |
| 15 | Thérèse-De Blainville | 52 185 $ | - $ | 254 362 $ | 137 970 $ | 444 517 $ | 494 561 $ | 594 625 $ |
| 16 | Acton | 115 000 $ | 311 261 $ | 133 759 $ | 103 570 $ | 663 590 $ | 705 877 $ | 790 470 $ |
| 16 | Beauharnois-Salaberry | 88 550 $ | 213 479 $ | 245 661 $ | 182 693 $ | 730 382 $ | 773 308 $ | 859 376 $ |
| 16 | Brome-Missisquoi | 88 550 $ | 559 123 $ | 171 787 $ | 113 082 $ | 932 542 $ | 968 124 $ | 1 039 701 $ |
| 16 | La Haute-Yamaska | 88 550 $ | 320 205 $ | 217 445 $ | 124 817 $ | 751 018 $ | 792 203 $ | 874 891 $ |
| 16 | La Vallée-du-Richelieu | 52 185 $ | 233 862 $ | 207 605 $ | 117 463 $ | 611 116 $ | 654 552 $ | 741 966 $ |
| 16 | Le Haut-Richelieu | 88 550 $ | 331 924 $ | 227 219 $ | 122 499 $ | 770 192 $ | 816 736 $ | 909 726 $ |
| 16 | Le Haut-Saint-Laurent | 88 550 $ | 393 517 $ | 146 341 $ | 172 860 $ | 801 268 $ | 845 233 $ | 933 146 $ |
| 16 | Les Jardins-de-Napierville | 88 550 $ | 332 491 $ | 133 497 $ | 163 150 $ | 717 687 $ | 747 717 $ | 808 125 $ |
| 16 | Les Maskoutains | 88 550 $ | 362 630 $ | 208 003 $ | 124 340 $ | 783 523 $ | 824 327 $ | 906 060 $ |
| 16 | Longueuil | - $ | - $ | 753 434 $ | 928 953 $ | 1 682 387 $ | 1 784 479 $ | 1 988 054 $ |
| 16 | Marguerite-d'Youville | 52 185 $ | 167 218 $ | 157 462 $ | 99 944 $ | 476 808 $ | 511 889 $ | 582 165 $ |
| 16 | Pierre-De Saurel | 88 550 $ | 319 508 $ | 262 797 $ | 117 627 $ | 788 482 $ | 837 247 $ | 934 674 $ |
| 16 | Roussillon | 52 185 $ | 211 563 $ | 260 185 $ | 217 326 $ | 741 260 $ | 795 583 $ | 904 304 $ |
| 16 | Rouville | 88 550 $ | 324 858 $ | 132 616 $ | 91 280 $ | 637 303 $ | 664 940 $ | 720 264 $ |
| 16 | Vaudreuil-Soulanges | 52 185 $ | 410 157 $ | 194 724 $ | 194 085 $ | 851 151 $ | 899 320 $ | 996 261 $ |
| 17 | Arthabaska | 88 550 $ | 407 218 $ | 190 130 $ | 215 678 $ | 901 576 $ | 945 849 $ | 1 034 572 $ |
| 17 | Bécancour | 88 550 $ | 379 746 $ | 136 937 $ | 163 786 $ | 769 018 $ | 803 979 $ | 873 890 $ |
| 17 | Drummond | 88 550 $ | 364 920 $ | 230 782 $ | 247 033 $ | 931 286 $ | 981 352 $ | 1 081 814 $ |
| 17 | L'Érable | 88 550 $ | 413 547 $ | 210 397 $ | 197 560 $ | 910 054 $ | 945 563 $ | 1 016 611 $ |
| 17 | Nicolet-Yamaska | 88 550 $ | 417 852 $ | 217 988 $ | 195 534 $ | 919 924 $ | 963 582 $ | 1 050 970 $ |

**Répartition du Fonds régions et ruralité**
**Volet 2 - Soutien à la compétence de développement local et régional**

| Région | MRC | FRR - Volet 2 2020-2021 |
|---|---|---|
| 01 | Rimouski-Neigette | 1 171 251 $ |
| 01 | Rivière-du-Loup | 1 140 439 $ |
| 01 | Kamouraska | 1 397 420 $ |
| 01 | La Matanie | 1 509 742 $ |
| 01 | La Mitis | 1 570 998 $ |
| 01 | Témiscouata | 1 703 084 $ |
| 01 | Les Basques | 1 404 111 $ |
| 01 | La Matapédia | 1 722 871 $ |
| 02 | Le Fjord-du-Saguenay | 1 358 074 $ |
| 02 | Saguenay | 1 609 721 $ |
| 02 | Lac-Saint-Jean-Est | 1 468 796 $ |
| 02 | Le Domaine-du-Roy | 1 422 639 $ |
| 02 | Maria-Chapdelaine | 1 559 989 $ |
| 03 | La Jacques-Cartier | 649 359 $ |
| 03 | La Côte-de-Beaupré | 649 242 $ |
| 03 | Québec | 2 049 245 $ |
| 03 | Portneuf | 1 155 023 $ |
| 03 | L'île-d'Orléans | 600 334 $ |
| 03 | Charlevoix | 959 928 $ |
| 03 | Charlevoix-Est | 1 001 343 $ |
| 04 | Les Chenaux | 1 135 427 $ |
| 04 | Trois-Rivières | 1 413 145 $ |
| 04 | Maskinongé | 1 713 555 $ |
| 04 | La Tuque | 1 337 804 $ |
| 04 | Mékinac | 1 460 392 $ |
| 04 | Shawinigan | 1 448 064 $ |
| 05 | Sherbrooke | 1 331 062 $ |
| 05 | Le Val-Saint-François | 1 076 040 $ |
| 05 | Memphrémagog | 1 151 210 $ |
| 05 | Coaticook | 953 519 $ |
| 05 | Le Granit | 1 177 171 $ |
| 05 | Le Haut-Saint-François | 1 364 101 $ |
| 05 | Les Sources | 1 394 152 $ |
| 06 | Montréal | 10 019 387 $ |
| 07 | Les Collines-de-l'Outaouais | 1 022 812 $ |
| 07 | Gatineau | 1 547 322 $ |
| 07 | Papineau | 1 500 505 $ |
| 07 | La Vallée-de-la-Gatineau | 1 676 245 $ |
| 07 | Pontiac | 1 489 189 $ |
| 08 | Rouyn-Noranda | 1 186 140 $ |
| 08 | La Vallée-de-l'Or | 1 383 640 $ |
| 08 | Abitibi | 1 313 446 $ |
| 08 | Témiscamingue | 1 417 903 $ |
| 08 | Abitibi-Ouest | 1 678 861 $ |
| 09 | Caniapiscau | 782 774 $ |
| 09 | Sept-Rivières | 1 179 504 $ |
| 09 | Minganie | 1 128 693 $ |
| 09 | Manicouagan | 1 267 590 $ |
| 09 | La Haute-Côte-Nord | 1 491 587 $ |
| 09 | Le Golfe-du-Saint-Laurent | 1 408 078 $ |
| 10 | Admin. régionale de la Baie-James | 2 519 042 $ |
| 11 | La Côte-de-Gaspé | 1 575 122 $ |
| 11 | Les Îles-de-la-Madeleine | 1 448 467 $ |
| 11 | Bonaventure | 1 753 968 $ |
| 11 | Avignon | 1 587 667 $ |
| 11 | Le Rocher-Percé | 1 900 108 $ |
| 11 | La Haute-Gaspésie | 1 695 659 $ |
| 12 | La Nouvelle-Beauce | 961 498 $ |
| 12 | Lévis | 1 015 547 $ |
| 12 | Bellechasse | 1 130 356 $ |
| 12 | Lotbinière | 1 021 106 $ |
| 12 | Beauce-Sartigan | 1 069 314 $ |
| 12 | Robert-Cliche | 1 021 374 $ |
| 12 | L'Islet | 1 312 684 $ |
| 12 | Montmagny | 1 292 737 $ |
| 12 | Les Appalaches | 1 349 474 $ |
| 12 | Les Etchemins | 1 407 604 $ |
| 13 | Laval | 2 928 127 $ |
| 14 | Les Moulins | 1 013 488 $ |
| 14 | L'Assomption | 1 094 642 $ |
| 14 | Montcalm | 1 385 924 $ |
| 14 | Joliette | 1 147 229 $ |
| 14 | D'Autray | 1 450 611 $ |

| | | |
|---|---|---|
| 14 | Matawinie | 1 831 229 $ |
| 15 | Mirabel | 858 474 $ |
| 15 | Thérèse-De Blainville | 994 282 $ |
| 15 | Deux-Montagnes | 1 038 354 $ |
| 15 | La Rivière-du-Nord | 1 328 536 $ |
| 15 | Les Pays-d'en-Haut | 971 599 $ |
| 15 | Les Laurentides | 1 421 790 $ |
| 15 | Argenteuil | 1 345 647 $ |
| 15 | Antoine-Labelle | 1 835 623 $ |
| 16 | La Vallée-du-Richelieu | 1 090 817 $ |
| 16 | Vaudreuil-Soulanges | 1 388 178 $ |
| 16 | Marguerite-D'Youville | 850 233 $ |
| 16 | Roussillon | 1 351 226 $ |
| 16 | Rouville | 946 803 $ |
| 16 | Longueuil | 2 814 687 $ |
| 16 | Le Haut-Richelieu | 1 269 323 $ |
| 16 | Les Maskoutains | 1 214 212 $ |
| 16 | La Haute-Yamaska | 1 187 867 $ |
| 16 | Brome-Missisquoi | 1 304 520 $ |
| 16 | Les Jardins-de-Napierville | 997 909 $ |
| 16 | Beauharnois-Salaberry | 1 171 916 $ |
| 16 | Acton | 1 073 165 $ |
| 16 | Pierre-De Saurel | 1 274 153 $ |
| 16 | Le Haut-Saint-Laurent | 1 229 395 $ |
| 17 | Drummond | 1 457 932 $ |
| 17 | Arthabaska | 1 358 245 $ |
| 17 | Bécancour | 1 112 658 $ |
| 17 | L'Érable | 1 259 902 $ |
| 17 | Nicolet-Yamaska | 1 294 492 $ |

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande n° 12 | Sommes accordées en vertu du Fonds d'aide au rayonnement des régions (FARR), par région, pour l'exercice 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021. Ventiler par territoire et par MRC en indiquant les montants déjà engagés pour 2020-2021, en fournissant une liste des projets financés, une description de ceux-ci et le montant accordé par projet. |
|---|---|

Veuillez vous référer aux demandes de renseignements particuliers n° 19 et n° 20 du troisième groupe d'opposition.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande nº 13 | État de situation du régime de financement des centres d'urgence 911. |
|---|---|

L'Entente 2007-2013 sur un partenariat fiscal et financier avec les municipalités a prévu une mesure visant à faire en sorte que tous les clients d'un service téléphonique soient désormais tenus de contribuer au financement des centres d'urgence 9-1-1, y compris ceux qui sont desservis par des fournisseurs de téléphonie sans fil, qui ne contribuaient pas jusqu'alors. Cette mesure prend la forme d'une taxe municipale.

Les dispositions législatives requises pour la mise en œuvre de la mesure ont été adoptées par l'Assemblée nationale au printemps 2008 (projet de loi nº 84) et au printemps 2009 (projet de loi nº 45). Le règlement gouvernemental encadrant la taxe municipale pour le 9-1-1 est entré en vigueur le 26 juin 2009. Au cours de l'été et de l'automne 2009, les municipalités ont adopté leur règlement imposant la taxe. Le ministre a désigné, le 2 novembre 2009, l'Agence municipale de financement et de développement des centres d'urgence 9-1-1 du Québec (l'Agence) comme l'organisme chargé de recevoir et de gérer le produit de la taxe municipale imposée aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1. Enfin, le conseil d'administration de l'Agence a adopté, le 13 novembre 2009, la formule de répartition du produit de cette taxe entre les municipalités.

La taxe municipale a commencé à s'appliquer le 1er décembre 2009. Cette taxe, qui était de 0,40 $ par mois par numéro de téléphone, remplace le tarif municipal mensuel de 0,47 $, qui était appliqué depuis 1995. Les clients (utilisateurs des services de téléphonie filaire et sans-fil) qui doivent maintenant payer cette taxe sont deux fois plus nombreux que ceux qui payaient le tarif municipal (c.-à-d. les utilisateurs des services de téléphonie filaire), le nombre passant de 4,4 millions à plus de 8 millions. Dès l'entrée en vigueur de la nouvelle taxe, les montants versés aux municipalités par l'Agence en 2010 (29,7 M$ pour 11 mois) ont constitué une majoration importante des sommes mises à la disposition des centres d'urgence 9-1-1 par rapport au régime antérieur (21,1 M$ en 2009), permettant ainsi d'améliorer le service.

En octobre 2013, le ministère des Affaires municipales a entrepris une démarche de révision de la taxe municipale pour le 9-1-1, dont le montant était fixé à 0,40 $ par mois depuis 2009. Conformément à l'obligation de consultation prévue par l'article 262 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1), le Ministère a consulté, du 10 novembre au 8 décembre 2014, l'Union des municipalités du Québec, la Fédération québécoise des municipalités, la Ville de Montréal, les représentants des fournisseurs de services téléphoniques et les exploitants des centres d'urgence 9-1-1 sur l'option d'ajuster le montant mensuel de la taxe pour le 9-1-1, sans modifier aucune autre modalité de perception ou de gestion de la taxe. La Ville de Québec a aussi été consultée bien qu'il ne s'agissait pas d'une obligation légale. L'engagement d'actualiser le montant de la taxe a été inscrit dans l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019.

Le Règlement modifiant le Règlement encadrant la taxe municipale pour le 9-1-1 et autorisant le nouveau tarif mensuel de 0,46 $ a été édicté le 24 février 2016. Les municipalités devaient, par la suite, procéder à la modification de leur propre règlement d'imposition de la taxe pour le 9-1-1 pour permettre l'augmentation à 0,46 $ du montant de la taxe à compter du 1er août 2016. Le ministère des Affaires municipales a procédé à l'adoption du règlement pour les municipalités qui n'avaient pas modifié leur règlement municipal avant la date limite du 20 mai 2016 et un avis a été publié à cet effet dans la *Gazette officielle du Québec* du 30 juillet 2016. La hausse du montant de la taxe en vigueur depuis le 1er août 2016 devrait produire des revenus additionnels de l'ordre de 6,4 M$ sur une base annuelle. En 2019, les sommes remises aux municipalités ont totalisé 47,8 M$ (annexe 1) et 399,8 M$ depuis 2010.

AGENCE MUNICIPALE DE FINANCEMENT
ET DE DÉVELOPPEMENT
DES CENTRES D'URGENCE 9-1-1 DU QUÉBEC

# Remises - Taxe 9-1-1

## Année 2019

| Mois de versement | Somme brute cotisée par Revenu Québec | Frais de gestion de Revenu Québec | Somme reçue par l'Agence | Réserve et administration | Remise nette aux municipalités |
|---|---|---|---|---|---|
| Janvier | 3 999 642,88 | 24 963,75 | 3 974 679,13 | 129 493,91 | 3 845 185,22 |
| Février | 4 021 479,51 | 24 963,75 | 3 996 515,76 | 129 930,64 | 3 866 585,12 |
| Mars | 3 370 265,46 | 24 963,75 | 3 345 301,71 | 50 179,65 | 3 295 122,06 |
| Avril | 4 131 304,63 | 24 963,75 | 4 106 340,88 | 132 127,00 | 3 974 213,88 |
| Mai | 3 160 657,35 | 24 905,50 | 3 135 751,85 | 0,01 | 3 135 751,84 |
| Juin | 5 749 088,03 | 24 905,50 | 5 724 182,53 | 142 932,06 | 5 581 250,47 |
| Juillet | 4 054 695,63 | 24 905,50 | 4 029 790,13 | 40 298,16 | 3 989 491,97 |
| Août | 4 113 496,45 | 24 905,50 | 4 088 590,95 | 10 221,86 | 4 078 369,09 |
| Septembre | 4 003 723,52 | 24 905,50 | 3 978 818,02 | 19 894,43 | 3 958 923,59 |
| Octobre | 3 327 771,30 | 24 905,50 | 3 302 865,80 | 24 771,86 | 3 278 093,94 |
| Novembre | 4 989 858,22 | 24 905,50 | 4 964 952,72 | 49 649,92 | 4 915 302,80 |
| Décembre | 4 018 045,54 | 24 905,50 | 3 993 140,04 | 71 877,01 | 3 921 263,03 |
| Totaux | 48 940 028,52 | 299 099,00 | 48 640 929,52 | 801 376,51 | 47 839 553,01 |

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 14 | Liste des villes qui contestent en justice une décision du gouvernement. Indiquer le motif de la contestation et les mesures prises par le gouvernement pour s'entendre avec ces municipalités. |

**Municipalité de Petite-Rivière-Saint-François c. PGQ et al.**

En mai 2019, la municipalité de Petite-Rivière-Saint-François a déposé, devant la Cour supérieure, une requête introductive d'instance en dommages et intérêts contre la PGQ à laquelle elle réclame la somme de 576 797,72$.

Ce dossier découle d'un projet de construction d'infrastructures d'assainissement des eaux usées, de distribution et d'alimentation en eau potable pour lequel une aide financière est versée par le Ministère dans le cadre du Programme d'infrastructures Québec-Municipalité (PIQM).

La date d'audition n'est pas encore fixée.

**Municipalité de Saint-Paul-de-Montminy c. PGQ**

La Municipalité de Saint-Paul-de-Montminy est le donneur d'ouvrage pour la conception et la réalisation de travaux visant à permettre la réfection, le remplacement ou la construction de son système de collecte et de traitement des eaux usées. Ces travaux font l'objet d'une subvention du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) dans le cadre du Programme d'infrastructures Québec-Municipalités (PIQM). Le 8 décembre 2015, la firme Roche Ltée Groupe-conseil (Roche) a déposé devant la Cour supérieure une requête introductive d'instance dans laquelle elle réclame à la Municipalité la somme de 213 399,57 $ pour la surveillance des travaux. La Municipalité a déposé un acte d'intervention forcée contre le MAMH, pour faire déclarer opposable à ce dernier le jugement à intervenir sur la requête introductive d'instance.

Le 4 juillet 2016, la Cour supérieure a accueilli la requête en opposition de la PGQ et a rejeté l'acte d'intervention forcée de la Municipalité. Le 7 juin 2017, la Cour d'appel a rejeté l'appel de la Municipalité.

Le 4 août 2017, la Municipalité a déposé une nouvelle demande introductive d'instance de *bene esse* devant la Cour supérieure lui demandant d'ordonner à la PGQ de reconnaître admissibles certaines directives de changement et en conséquence, de verser à la Municipalité un montant de 454 280, 23$.

Le 21 septembre 2017, la Municipalité a demandé la suspension de cette nouvelle demande et la PGQ a déposé une requête en rejet de cette demande de suspension.

Le 25 octobre 2017, la Cour supérieure a rejeté la demande de suspension de la Municipalité.

Le 23 novembre 2017, la Municipalité a déposé devant la Cour supérieure une demande pour instruction commune afin que ce nouveau dossier soit instruit en même temps et jugé sur la même preuve que le dossier initial impliquant Roche, demande à laquelle s'est opposée la PGQ.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande nº 14 | Liste des villes qui contestent en justice une décision du gouvernement. Indiquer le motif de la contestation et les mesures prises par le gouvernement pour s'entendre avec ces municipalités. |
|---|---|

Le 16 mars 2018, la Cour supérieure a rejeté la demande de jonction d'instances.

Le dossier de la Municipalité contre la PGQ procède donc indépendamment du dossier de Roche contre la Municipalité.

La date de l'audition n'est pas encore fixée. Elle devrait l'être lors du prochain appel général du rôle des causes longues à l'automne 2020, l'appel du 27 mars dernier ayant été reporté en raison de la pandémie de COVID-19.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 15 | Pour 2019-2020, fournir la liste des requêtes en cassation ou en annulation d'un règlement du conseil ou d'un procès-verbal, d'un rôle, d'une résolution ou d'une autre ordonnance du conseil ou du comité exécutif d'une municipalité ou d'un organisme supramunicipal, présentés par le procureur général du Québec. Indiquer les motifs des requêtes et les mesures prises par le gouvernement pour s'entendre avec les municipalités visées par ces requêtes. |

Il n'y a pas eu de telle requête.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 16 | Pour 2019-2020, fournir la liste des recours exercés par le procureur général du Québec en vertu des articles 838 à 843 du Code de procédure civile (chapitre C-25) contre un membre du conseil ou un fonctionnaire ou employé d'une municipalité ou d'un organisme supramunicipal qui est inhabile à exercer ses fonctions. Indiquer les motifs des recours et les autres mesures prises par le gouvernement pour que les personnes visées par ces recours n'occupent plus leurs fonctions. |

Il n'y a pas eu de tel recours.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 17 | Pour 2019-2020, fournir la liste des actions en déclaration d'inhabilité ou des requêtes en quo warranto intentées par le procureur général contre un élu municipal, un ancien élu municipal ou un candidat à un poste d'élu municipal. Indiquer les motifs des actions et les autres mesures prises par le gouvernement pour que les personnes visées par ces recours n'occupent plus leurs fonctions électives. |

Il n'y a pas eu de telle action.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande n° 18 | Pour 2019-2020, fournir la liste des requêtes demandant la confirmation judiciaire de la fin du mandat du membre d'un conseil municipal présentées par le procureur général. Indiquer les motifs des requêtes et les autres mesures prises par le gouvernement pour que les personnes visées par ces requêtes n'occupent plus leur fonction élective. |

Aucune requête en ce sens.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 19 | Pour 2019-2020, fournir la liste des vérifications effectuées par le ministère dans des municipalités. Indiquer les motifs des vérifications (soupçon d'inefficacité, de malversation, etc.), les objets visés par ces vérifications (contrats, avantages reçus par des élus, etc.), les suites de ces vérifications (recommandation à une municipalité, transfert d'un dossier au procureur général, etc.) et les dates prévues pour le dépôt des rapports à venir. |

Dans le contexte de la transformation des relations entre le gouvernement du Québec et le milieu municipal et l'adoption de plusieurs projets de loi, certains rôles et responsabilités de la Direction générale des finances municipales (DGFM), notamment la vérification, sont dorénavant assumés par l'Autorité des marchés publics et la Commission municipale du Québec. Pour traduire les nouvelles orientations du Ministère concernant le renforcement de sa mission d'accompagnement des municipalités, une nouvelle direction a été mise sur pied à la DGFM. Cette Direction réalise des accompagnements et des interventions dans les municipalités en difficulté et assurera le suivi des recommandations formulées lors des derniers mandats d'audit.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 20 | État de la révision des schémas d'aménagement au Québec, fournir la liste complète des schémas complétés en 2019-2020 et la liste complète des schémas dont la révision connaît un retard en précisant les raisons du retard. Indiquer la nature et l'objet des objections et demandes gouvernementales formulées pour assurer la conformité aux orientations gouvernementales. Indiquer quels schémas sont en cours d'analyse et n'ont pas fait l'objet d'un avis gouvernemental à ce jour. |

Pour l'ensemble des 101 MRC[1], en date du 31 mars 2020, la situation est la suivante (voir les tableaux détaillés fournis à l'annexe 1) :

- 87 MRC disposent d'un schéma d'aménagement et de développement révisé (SADR) en vigueur, dont 6 disposent d'un SADR de 3e génération en vigueur;
- 14 MRC disposent d'un schéma d'aménagement et de développement de 1re génération, dont 11 sont en processus de révision de ce document.

MRC dont la révision du schéma d'aménagement et de développement est en cours :

- 17 des 101 MRC sont en révision de leur schéma d'aménagement et de développement. Elles ont adopté soit un projet de schéma d'aménagement et de développement révisé (PSADR) de 2e ou de 3e génération sans avoir franchi d'autres étapes soit un SADR de 2e ou de 3e génération, mais celui-ci n'est pas en vigueur[2] (voir le tableau 2 à l'annexe 1).

MRC n'ayant pas entrepris la révision de leur schéma d'aménagement et de développement :

- 3 MRC n'ont pas encore entrepris la révision de leur schéma d'aménagement et de développement (SAD) de 1re génération.
    - Le SAD de la MRC de La Côte-de-Beaupré est entré en vigueur le 30 septembre 2002. Cette MRC a, par ailleurs, adopté une modification qui remplace intégralement le contenu de son SAD dans le cadre de la concordance au plan d'aménagement et de développement (PMAD) de la Communauté métropolitaine de Québec qui est entrée en vigueur le 17 janvier 2014.
    - L'agglomération de Montréal n'a pas entrepris la révision de son SAD, mais a respecté l'obligation qui lui était faite d'adopter un plan d'urbanisme unifié pour son territoire, celui-ci a été adopté le 23 novembre 2004.
    - La MRC du Golfe-du-Saint-Laurent a été constituée le 7 juillet 2010 en vertu du décret numéro 516-2010. Son premier SAD est entré en vigueur le 28 février 2018. Voir le tableau 3 à l'annexe 1.

La révision des SAD a été entreprise par la plupart des MRC en 1994. Le processus de révision prévoit l'adoption d'un PSADR (1er projet) dans un délai de deux ans de la date du début de la révision. La Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU) ne fixe aucun délai pour les étapes suivantes, soit l'adoption du second PSADR (2e projet), les assemblées publiques de consultation et l'adoption finale du SADR.

En vertu de la LAU, la responsabilité du processus de révision des SAD appartient aux MRC. La ministre des Affaires municipales et de l'Habitation doit, pour sa part, statuer sur la conformité des SAD aux orientations gouvernementales en matière d'aménagement du territoire.

1 Le terme MRC désigne ici les 87 MRC et les 14 villes ou agglomérations exerçant certaines compétences de MRC.

2 Soit en raison des objections et des demandes gouvernementales formulées pour assurer la conformité aux orientations gouvernementales.

**Demande de renseignements particuliers nº 20 – Annexe 1**

## ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA RÉVISION DES SCHÉMAS D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT

**Au 31 mars 2020**

Note : Le terme « municipalité régionale de comté » (MRC) désigne les 87 MRC et les 14 villes ou agglomérations exerçant certaines compétences de MRC.

- 87 MRC disposent d'un schéma d'aménagement et de développement révisé (SADR) en vigueur.
- Des 87 MRC ayant un SADR en vigueur, 6 MRC disposent d'un SADR de 3e génération, soit la MRC de L'Assomption, la MRC de Coaticook, la MRC des Collines-de-l'Outaouais, la Ville de Gatineau, l'Agglomération de Longueuil et la MRC de Papineau.

**Tableau 1**

| Région administrative | MRC | Génération | | |
|---|---|---|---|---|
| | | 1re | 2e | 3e |
| 01 - Bas Saint-Laurent | Kamouraska | | 2016-11-24 | |
| | La Matapédia | | 2011-05-09 | |
| | La Mitis | | 2007-07-05 | |
| | Les Basques | 1988-05-26 | | |
| | La Matanie | | 2001-07-13 | |
| | Rimouski-Neigette | | 2010-03-25 | |
| | Rivière-du-Loup | | 2020-04-20 | |
| | Témiscouata | | 2010-10-14 | |
| 02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean | Lac-Saint-Jean-Est | | 2001-06-27 | |
| | Le Domaine-du-Roy | | 2015-10-01 | |
| | Le Fjord-du-Saguenay | | 2012-03-02 | |
| | Maria-Chapdelaine | | 2007-06-27 | |
| | Saguenay | | 2011-08-25 | |
| 03 - Capitale-Nationale | Charlevoix | | 2015-05-06 | |
| | Charlevoix-Est | | 2012-01-10 | |
| | L'Île-d'Orléans | | 2001-08-22 | |
| | La Côte-de-Beaupré | 2002-09-30 | | |
| | La Jacques-Cartier | | 2004-07-15 | |
| | Portneuf | | 2009-03-09 | |
| | Agglomération de Québec | | 2020-02-06 | |
| 04 - Mauricie | La Tuque | | 2000-03-24 | |
| | Les Chenaux | | 2007-06-21 | |
| | Maskinongé | | 2002-12-20 | |
| | Mékinac | | 2008-02-27 | |
| | Shawinigan[1] | | 1999-07-30 | |
| | Trois-Rivières | | 2017-04-05 | |
| 05 - Estrie | Coaticook | | | 2018-04-24 |
| | Le Granit[2] | | 2003-04-25 | |
| | Le Haut-Saint-François | | 1998-06-16 | |
| | Le Val-Saint-François | | 2002-08-09 | |
| | Les Sources[3] | | 1999-04-14 | |
| | Memphrémagog[4] | | 1998-12-22 | |
| | Sherbrooke | | 2014-11-25 | |
| 06 - Montréal | Agglomération de Montréal | 1987-12-31 | | |
| 07 - Outaouais | Gatineau | | | 2015-12-04 |
| | La Vallée-de-la-Gatineau | 1988-10-13 | | |
| | Les Collines-de-l'Outaouais | | | 2020-02-06 |
| | Papineau | | | 2018-02-21 |

[1] La Ville de Shawinigan a adopté un règlement de remplacement du SADR de 3e génération le 12 décembre 2019. Ce SADR a été jugé non conforme aux orientations gouvernementales en matière d'aménagement du territoire dans un avis gouvernemental transmis à la Ville, le 4 mai 2020.
[2] La MRC du Granit a adopté un projet de schéma d'aménagement et de développement révisé (PSADR) de 3e génération le 21 mai 2014.
[3] La MRC des Sources a adopté un PSADR de 3e génération le 25 septembre 2017.
[4] La MRC de Memphrémagog a adopté un PSADR de 3e génération le 15 avril 2009.

| Tableau 1 | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **Région administrative** | **MRC** | **Génération** | | |
| | | **1re** | **2e** | **3e** |
| | Pontiac | | 2001-02-23 | |
| 08 - Abitibi-Témiscamingue | Abitibi | | 2010-10-18 | |
| | Abitibi-Ouest | | 2017-03-14 | |
| | La Vallée-de-l'Or | | 2015-07-16 | |
| | Rouyn-Noranda | | 2010-07-27 | |
| | Témiscamingue | | 2012-10-10 | |
| 09 - Côte-Nord | Caniapiscau | | 2016-06-30 | |
| | Le Golfe-du-Saint-Laurent | 2018-02-28 | | |
| | La Haute-Côte-Nord | 1987-06-26 | | |
| | Manicouagan | | 2012-04-03 | |
| | Minganie | 1987-08-07 | | |
| | Sept-Rivières | 1987-04-23 | | |
| 11 - Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine | Avignon | 1998-10-13 | | |
| | Bonaventure | | 2008-10-10 | |
| | La Côte-de-Gaspé | | 2004-03-31 | |
| | La Haute-Gaspésie[5] | 1989-07-05 | | |
| | Le Rocher-Percé | | 2010-01-14 | |
| | Les Îles-de-la-Madeleine | | 2010-06-25 | |
| 12 - Chaudière-Appalaches | Beauce-Sartigan | | 2005-04-01 | |
| | Bellechasse | | 2000-08-08 | |
| | Les Appalaches | | 2002-10-10 | |
| | L'Islet | | 2010-10-19 | |
| | La Nouvelle-Beauce | | 2005-05-20 | |
| | Les Etchemins | | 2006-03-22 | |
| | Lévis | | 2008-09-16 | |
| | Lotbinière | | 2005-06-22 | |
| | Montmagny | 1988-02-25 | | |
| | Robert-Cliche | | 2011-02-09 | |
| 13 - Laval | Laval | | 2017-12-08 | |
| 14 - Lanaudière | D'Autray | 1988-03-31 | | |
| | Joliette | | 2020-04-16 | |
| | L'Assomption | | | 2012-12-19 |
| | Les Moulins | | 2002-12-18 | |
| | Matawinie | | 2018-01-15 | |
| | Montcalm | | 2009-05-08 | |
| 15 - Laurentides | Antoine-Labelle | | 1999-03-24 | |
| | Argenteuil | | 2009-06-01 | |
| | Deux-Montagnes | 1987-03-06 | | |
| | La Rivière-du-Nord | | 2008-03-18 | |
| | Les Laurentides | | 2000-06-29 | |
| | Les Pays-d'en-Haut | | 2005-10-27 | |
| | Mirabel[6] | | 1996-04-30 | |
| | Thérèse-De Blainville | | 2005-03-10 | |
| 16 - Montérégie | Acton | | 2000-12-15 | |
| | Beauharnois-Salaberry | | 2000-06-28 | |
| | Brome-Missisquoi | | 2008-09-23 | |
| | La Haute-Yamaska | | 2014-12-19 | |
| | La Vallée-du-Richelieu | | 2007-02-02 | |
| | Pierre-De Saurel | 1988-10-13 | | |
| | Le Haut-Richelieu | | 2004-06-23 | |
| | Le Haut-Saint-Laurent | | 2003-09-18 | |
| | Les Jardins-de-Napierville | | 2014-12-16 | |
| | Les Maskoutain | | 2003-09-18 | |
| | Longueuil | | | 2016-12-19 |
| | Marguerite-D'Youville | | 2006-02-14 | |
| | Roussillon | | 2015-09-09 | |
| | Rouville | | 2005-02-04 | |
| | Vaudreuil-Soulanges[7] | | 2004-10-25 | |

[5] La MRC de la Haute-Gaspésie a adopté un règlement de remplacement du SADR de 2e génération le 10 décembre 2018. Il a été jugé non conforme aux orientations gouvernementales en matière d'aménagement du territoire le 28 juin 2019.

[6] La Ville de Mirabel a adopté un PSADR de 3e génération le 7 mars 2005.

[7] La MRC de Vaudreuil-Soulanges a adopté un PSADR de 3e génération le 27 janvier 2017.

| Tableau 1 | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **Région administrative** | **MRC** | **Génération** | | |
| | | **1re** | **2e** | **3e** |
| 17 - Centre-du-Québec | Arthabaska | | 2006-04-04 | |
| | Bécancour | | 2007-12-18 | |
| | Drummond | | 2017-07-25 | |
| | L'Érable | | 2013-11-06 | |
| | Nicolet-Yamaska | | 2011-05-19 | |
| | **Total** | **14** | **81** | **6** |

- Des 101 MRC, 17 MRC ont entamé la révision de leur SADR de 2e ou de 3e génération, mais ceux-ci ne sont pas en vigueur soit parce qu'ils ont été jugés non conformes aux orientations gouvernementales, soit parce que le document est en cours d'analyse.

| Tableau 2 | | |
|---|---|---|
| **MRC** | **Date d'adoption du PSADR** | **Date d'adoption du dernier SADR ou du SADR de remplacement** |
| Avignon | s. o. | 2010-11-24 |
| D'Autray | s. o. | 2009-10-21 |
| Deux-Montagnes | 2019-03-27 | s. o. |
| La Haute-Côte-Nord | s. o. | 2017-10-17 |
| La Haute-Gaspésie | s. o. | 2018-12-10 |
| La Vallée-de-la-Gatineau[8] | 2015-08-18 | s. o. |
| Le Granit (3e génération) | 2014-04-21 | s. o. |
| Les Basques | 2001-10-18 | s. o. |
| Les Sources (3e génération) | 2017-09-25 | s. o. |
| Minganie | 2009-05-19 | s. o. |
| Mirabel (3e génération) | 2005-03-07 | s. o. |
| Montmagny | 2002-07-09 | s. o. |
| Pierre-De Saurel | 2000-08-09 | s. o. |
| Roussillon (3e génération) | s. o. | 2019-04-24 |
| Sept-Rivières | 2002-02-19 | s. o. |
| Shawinigan (3e génération) | s. o. | 2019-18-12 |
| Vaudreuil-Soulanges (3e génération) | 2017-01-27 | s. o. |

- Des 101 MRC, 3 MRC n'ont pas entrepris la révision de leur schéma d'aménagement et de développement (SAD).

| Tableau 3 | |
|---|---|
| **MRC** | **Date d'entrée en vigueur du SAD de 1re génération** |
| La Côte-de-Beaupré[9] | 2002-09-30 |
| Agglomération de Montréal | 1987-12-31 |
| Le Golfe-du-Saint-Laurent[10] | 2018-02-28 |

- Les deux plans métropolitains d'aménagement et de développement (PMAD), soit celui de la Communauté métropolitaine de Montréal et de la Communauté métropolitaine de Québec, sont entrés en vigueur le 12 mars 2012 et le 15 juin 2012 respectivement.

[8] La MRC de La Vallée-de-la-Gatineau avait adopté un PSADR le 29 octobre 1999 pour lequel elle a reçu un avis de non-conformité. Elle a décidé d'abandonner ce projet et de recommencer le processus avec l'adoption d'un nouveau PSADR le 18 août 2015.

[9] La MRC de La Côte-de-Beaupré a adopté une modification à son SAD qui fait la concordance au PMAD de la CMQ. Entré en vigueur le 17 janvier 2014, ce règlement remplace intégralement le contenu de son SAD de 1re génération.

[10] La MRC du Golfe-du-Saint-Laurent a été créée le 7 juillet 2010. Elle a adopté un règlement édictant son SAD qui est entré en vigueur le 28 février 2018.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande nº 21 | Pour 2019-2020, fournir la liste des schémas d'aménagement révisés envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de schémas approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque schéma révisé non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus d'approuver et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du schéma révisé. |
|---|---|

**Projet de schéma d'aménagement et de développement révisé (PSADR)**

| | Nombre | MRC* | Nº de règlement | Date de réception | Date de l'avis | Motifs du refus |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Signifié** | **1** | | | | | |
| **Non conforme** | **1** | Deux-Montagnes | SADR-2019 | 2019-04-17 | 2019-08-14 | Non conforme aux orientations gouvernementales en matière d'aménagement du territoire |

**Schéma d'aménagement et de développement révisé (SADR)**

| | Nombre | MRC | Nº de règlement | Date de signification | Date de l'avis | Motifs du refus | Date de réception du SAD de remplacement | Avis sur remplacement | Date de l'avis |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Signifié** | **1** | | | | | | | | |
| **Conforme** | **1** | Joliette | 469-2019 | 2019-12-19 | 2020-04-16 | S. O. | S. O. | | |

**Remplacement de schéma d'aménagement et de développement révisé (SADR)**

| | Nombre | MRC | Nº de règlement | Date de signification | Date de l'avis | Motifs du refus | Date de réception du SAD de remplacement | Avis sur remplacement | Date de l'avis |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Signifiés** | **7**[1] | | | | | | | | |
| **Conforme** | **1** | Les Collines-de-l'Outaouais | 273-19 | 2019-10-10 | 2020-02-06 | S. O. | S. O. | | |
| **Non conformes** | **1** | Shawinigan | SH-500 | 2020-01-06 | 2020-05-04[2] | Non conformes aux orientations gouvernementales en matière d'aménagement du territoire | S. O. | | |
| | **1** | Rivière-du-Loup | 253-19 | 2019-04-30 | 2019-08-28 | | 2020-01-10[3] | Conforme | 2020-04-30 |
| | **1** | Roussillon | 202 | 2019-05-03 | 2019-08-30 | | S.O. | | |
| | **1** | Agglomération de Québec | R.A.V.Q. 1277 | 2019-07-08 | 2019-11-05 | | 2020-01-06[4] | Conforme | 2020-02-06 |

État de situation au 31 mars 2020
* Le terme MRC désigne ici les 87 MRC et les 14 villes ou agglomérations exerçant certaines compétences de MRC.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 21 | Pour 2019-2020, fournir la liste des schémas d'aménagement révisés envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de schémas approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque schéma révisé non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus d'approuver et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du schéma révisé. |

[1] Ce nombre inclut les SAD de remplacement de la MRC de Rivière-du-Loup et de l'agglomération de Québec.
[2] L'information concernant le SADR de la Ville de Shawinigan est fournie considérant que le SADR a été signifié à la ministre au cours de la période de référence, même si la décision quant à sa conformité a été rendue le 4 mai 2020.
[3] Pour la même période de référence, la MRC a adopté et notifié à la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation un deuxième règlement de remplacement édictant son SADR. Ce règlement a été reconnu comme conforme aux orientations gouvernementales en matière d'aménagement du territoire et est entré en vigueur lors de la notification de l'avis gouvernemental à la MRC.
[4] Idem

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande nº 22 | Pour 2019-2020, fournir la liste des projets de modifications à un schéma d'aménagement envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de projets approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de projets qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque projet non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du projet. |
|---|---|

| | Nombre | MRC* et communauté métropolitaine | Nº projet de règlement | Date de signification | Date de l'avis gouvernemental | Motifs du refus |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Projets de règlement de modification du schéma d'aménagement et de développement pour lesquels un avis de la ministre est demandé** | | | | | | |
| **Signifiés** | **87** | | | | | |
| **Conformes = 47** | 1 | Arthabaska | N.D. | 2019-09-23 | 2019-11-21 | S. O. |
| | 1 | Beauce-Sartigan | 2004-71-37 | 2019-05-22 | 2019-07-18 | |
| | 1 | Beauharnois-Salaberry | 296 | 2019-04-26 | 2019-06-19 | |
| | 1 | Bécancour | N.D. | 2020-03-23 | 2020-05-14 | |
| | 1 | Drummond | MRC-883 | 2020-02-17 | 2020-04-16 | |
| | 1 | La Côte-de-Beaupré | 184.7 | 2019-11-14 | 2019-12-19 | |
| | 2 | La Haute-Gaspésie | 2019-374 | 2019-07-17 | 2019-09-12 | |
| | | La Haute-Gaspésie | 2019-376 | 2019-10-29 | 2019-12-19 | |
| | 1 | La Haute-Yamaska | N.D. | 2019-09-19 | 2019-11-14 | |
| | 2 | La Jacques-Cartier | 11-P-2019 | 2019-12-06 | 2020-01-30 | |
| | | La Jacques-Cartier | 01-P-2020 | 2020-01-31 | 2020-03-26 | |
| | 3 | La Nouvelle-Beauce | 397-09-2019 | 2019-09-24 | 2019-11-21 | |
| | | La Nouvelle-Beauce | 402-01-2020 | 2020-01-29 | 2020-03-19 | |
| | | La Nouvelle-Beauce | 404-03-2020 | 2020-03-27 | 2020-05-25 | |
| | 1 | La Vallée-de-la-Gatineau | 2019-338 | 2019-10-24 | 2019-12-19 | |
| | 1 | L'Assomption | 146-12 | 2020-03-04 | 2020-04-30 | |
| | 1 | Le Fjord-du-Saguenay | 19-404 | 2019-08-21 | 2019-10-16 | |
| | 2 | Le Haut-Saint-François | 484-19 | 2019-05-23 | 2019-07-19 | |
| | | Le Haut-Saint-François | 488-19 | 2019-09-23 | 2019-11-21 | |
| | 1 | Les Appalaches | 197 | 2020-02-19 | 2020-04-16 | |
| | 1 | Les Basques | 270 | 2019-11-06 | 2019-12-19 | |
| | 1 | Les Jardins-de-Napierville | URB-205-7-2019 | 2019-04-30 | 2019-06-27 | |
| | 1 | Les Laurentides | N.D. | 2020-03-03 | 2020-04-30 | |
| | 1 | Les Pays-d'en-Haut | 388-2019 | 2019-06-06 | 2019-08-02 | |
| | 3 | Lévis | RV-2019-19-07 | 2019-04-04 | 2019-05-29 | |
| | | Lévis | RV-2020-19-99 | 2020-02-07 | 2020-04-03 | |
| | | Lévis | RV-2020-20-14 | 2020-03-06 | 2020-04-30 | |
| | 1 | L'Île-d'Orléans | 2019-02 | 2019-05-22 | 2019-07-16 | |
| | 2 | Lotbinière | 297-2019 | 2019-04-26 | 2019-06-19 | |
| | | Lotbinière | 301-2020 | 2020-01-23 | 2020-03-19 | |
| | 1 | Marguerite-D'Youville | 162-30 | 2020-03-16 | 2020-05-14 | |

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande nº 22 | Pour 2019-2020, fournir la liste des projets de modifications à un schéma d'aménagement envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de projets approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de projets qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque projet non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du projet. |
|---|---|

| | Nombre | MRC* et communauté métropolitaine | N° projet de règlement | Date de signification | Date de l'avis gouvernemental | Motifs du refus |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Projets de règlement de modification du schéma d'aménagement et de développement pour lesquels un avis de la ministre est demandé** | | | | | | |
| **Conformes (suite)** | 2 | Maskinongé | N.D. | 2019-08-21 | 2019-10-11 | S. O. |
| | | Maskinongé | N.D. | 2020-03-27 | 2020-05-14 | |
| | 1 | Matawinie | 207-2019 | 2019-10-25 | 2019-12-12 | |
| | 1 | Memphrémagog | 12-19 | 2020-02-17 | 2020-04-16 | |
| | 2 | Mirabel | PS-2361 | 2019-12-13 | 2020-02-06 | |
| | | Mirabel | PS-2359 | 2020-01-06 | 2020-03-03 | |
| | 1 | Nicolet-Yamaska | 2019-15 | 2020-01-22 | 2020-03-20 | |
| | 1 | Pierre-De Saurel | 34-20 | 2020-03-16 | 2020-05-14 | |
| | 1 | Portneuf | N.D. | 2020-01-06 | 2020-02-21 | |
| | 1 | Robert-Cliche | 207-19 | 2019-05-15 | 2019-07-11 | |
| | 1 | Roussillon | 203 | 2019-08-13 | 2019-10-11 | |
| | 3 | Témiscouata | 02-10-26 | 2019-09-04 | 2019-10-24 | |
| | | Témiscouata | 02-10-34 | 2019-10-30 | 2019-12-19 | |
| | | Témiscouata | 02-10-36 | 2020-03-27 | 2020-05-14 | |
| | 2 | Trois-Rivières | 123/2019 | 2019-11-18 | 2020-01-17 | |
| | | Trois-Rivières | 1/2020 | 2020-02-03 | 2020-03-26 | |
| **Projets de règlement de modification du schéma d'aménagement et de développement pour lesquels un avis de la ministre est demandé** | | | | | | |
| **Non conformes = 40** | 1 | Abitibi | 162 | 2019-07-08 | 2019-09-05 | Non conformes aux orientations gouvernementales en matière d'aménagement du territoire |
| | 1 | Argenteuil | 68-23-19 | 2020-01-06 | 2020-02-28 | |
| | 2 | Bellechasse | 19-03-1 | 2019-04-08 | 2019-06-06 | |
| | | Bellechasse | 2019-10-16 | 2019-11-07 | 2019-12-19 | |
| | 1 | Bonaventure | 2019-06 | 2019-09-17 | 2019-11-13 | |
| | 1 | Brome-Missisquoi | 05-1017 | 2020-02-07 | 2020-04-03 | |
| | 1 | Charlevoix-Est | 304-03-19 | 2019-05-09 | 2019-07-05 | |
| | 1 | Coaticook | 6-25.3 | 2019-11-29 | 2020-01-23 | |
| | 4 | Kamouraska | 229-2019 | 2019-07-08 | 2019-09-05 | |
| | | Kamouraska | 230-2019 | 2020-01-06 | 2020-02-28 | |
| | | Kamouraska | 231-2019 | 2020-01-06 | 2020-02-27 | |
| | | Kamouraska | 233-2020 | 2020-03-03 | 2020-04-30 | |
| | 1 | La Côte-de-Beaupré | 184.8 | 2019-12-17 | 2020-02-14 | |
| | 1 | La Haute-Yamaska | N.D. | 2019-05-01 | 2019-06-27 | |
| | 1 | La Jacques-Cartier | 05-P-2019 | 2019-04-09 | 2019-05-30 | |
| | 1 | La Matanie | 198-13-2020 | 2020-03-05 | 2020-04-30 | |
| | 2 | La Vallée-du-Richelieu | 32-19-31 | 2019-07-08 | 2019-09-05 | |
| | | La Vallée-du-Richelieu | 32-19-29 | 2019-10-04 | 2019-11-29 | |
| | 1 | L'Assomption | 146-13 | 2020-03-04 | 2020-04-30 | |

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande nº 22 | Pour 2019-2020, fournir la liste des projets de modifications à un schéma d'aménagement envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de projets approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de projets qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque projet non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du projet. |
|---|---|

| | Nombre | MRC* et communauté métropolitaine | N° projet de règlement | Date de signification | Date de l'avis gouvernemental | Motifs du refus |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Projets de règlement de modification du schéma d'aménagement et de développement pour lesquels un avis de la ministre est demandé** | | | | | | |
| **Non conformes (suite)** | 1 | Le Fjord-du-Saguenay | 19-405 | 2019-10-22 | 2019-12-19 | Non conformes aux orientations gouvernementales en matière d'aménagement du territoire |
| | 1 | Le Rocher-Percé | 315-2019 | 2019-07-08 | 2019-09-05 | |
| | 1 | Le Val-Saint-François | 2019-03 | 2019-05-27 | 2019-07-23 | |
| | 1 | L'Érable | 361 | 2019-07-23 | 2019-09-18 | |
| | 1 | Les Appalaches | 196 | 2019-11-27 | 2020-01-23 | |
| | 1 | Les Chenaux | 2019-116 | 2019-07-15 | 2019-09-12 | |
| | 1 | Les Jardins-de-Napierville | URB-205-10-2019 | 2019-12-09 | 2020-02-06 | |
| | 2 | Les Moulins | 97-33R-14 | 2019-05-21 | 2019-07-18 | |
| | | Les Moulins | 97-33R-7 | 2019-06-04 | 2019-08-02 | |
| | 1 | Lévis | RV-2020-20-00 | 2020-02-07 | 2020-04-03 | |
| | 1 | Matawinie | 205-2019 | 2019-07-15 | 2019-09-13 | |
| | 1 | Nicolet-Yamaska | 2019-14 | 2020-03-20 | 2020-05-14 | |
| | 1 | Rimouski-Neigette | 19-06 | 2019-05-27 | 2019-07-23 | |
| | 1 | Robert-Cliche | 208-19 | 2019-05-15 | 2019-07-11 | |
| | 1 | Roussillon | 209 | 2020-01-06 | 2020-03-02 | |
| | 2 | Sherbrooke | 1000-17 | 2019-08-27 | 2019-10-24 | |
| | | Sherbrooke | 1000-16 | 2019-09-23 | 2019-11-21 | |
| | 4 | Témiscouata | 02-10-30 | 2019-05-02 | 2019-06-28 | |
| | | Témiscouata | 02-10-29 | 2019-06-06 | 2019-08-02 | |
| | | Témiscouata | 02-10-31 | 2019-07-16 | 2019-09-13 | |
| | | Témiscouata | 02-10-32 | 2019-07-16 | 2019-09-13 | |

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande nº 22 | Pour 2019-2020, fournir la liste des projets de modifications à un schéma d'aménagement envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de projets approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de projets qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque projet non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du projet. |
|---|---|

| | Nombre | MRC* et communauté métropolitaine | Nº de règlement | Date de signification | Date de l'avis gouvernemental | Motifs du refus |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Règlements de modification du schéma d'aménagement et de développement** | | | | | | |
| **Signifiés** | **109** | | | | | |
| **Conformes = 97** | 1 | Abitibi | 166 | 2020-03-11 | 2020-04-16 | S. O. |
| | 1 | Abitibi-Ouest | 06-2018 | 2019-06-06 | 2019-08-05 | |
| | 3 | Arthabaska | 392 | 2019-05-21 | 2019-07-18 | |
| | | Arthabaska | 393 | 2019-07-08 | 2019-08-13 | |
| | | Arthabaska | 398 | 2020-03-02 | 2020-04-16 | |
| | 2 | Avignon | 2019-004 | 2019-09-10 | 2019-11-01 | |
| | | Avignon | 2019-005 | 2019-09-10 | 2019-11-01 | |
| | 1 | Beauce-Sartigan | 2004-71-37 | 2019-08-29 | 2019-09-18 | |
| | 1 | Beauharnois-Salaberry | 296 | 2019-08-28 | 2019-10-24 | |
| | 1 | Bécancour | 389 | 2019-07-08 | 2019-08-13 | |
| | 1 | Bellechasse | 277-20 | 2020-03-05 | 2020-04-30 | |
| | 1 | Coaticook | 6-25.3 | 2020-03-27 | 2020-05-14 | |
| | 3 | Deux-Montagnes | AME-2019-03 | 2020-03-23 | 2020-05-21 | |
| | | Deux-Montagnes | AME-2019-01 | 2019-06-05 | 2019-08-02 | |
| | | Deux-Montagnes | AME-2019-02 | 2019-10-25 | 2019-12-12 | |
| | 1 | La Côte-de-Beaupré | 184.6 | 2019-12-17 | 2020-02-06 | |
| | 1 | La Côte-de-Beaupré | 184.7 | 2020-02-17 | 2020-03-19 | |
| | 2 | La Côte-de-Gaspé | 19-208 | 2019-09-09 | 2019-11-01 | |
| | | La Côte-de-Gaspé | 20-211 | 2020-03-27 | 2020-05-14 | |
| | 1 | La Haute-Gaspésie | 2019-374 | 2020-01-06 | 2020-02-27 | |
| | 1 | La Haute-Yamaska | 2019-324 | 2019-12-12 | 2020-02-06 | |
| | 3 | La Jacques-Cartier | 01-2020 | 2020-03-27 | 2020-05-21 | |
| | | La Jacques-Cartier | 05-2019 | 2019-07-08 | 2019-08-13 | |
| | | La Jacques-Cartier | 11-2019 | 2020-03-27 | 2020-05-04 | |
| | 1 | La Matapédia | 2019-04 | 2019-05-23 | 2019-07-18 | |
| | 4 | La Nouvelle-Beauce | 393-01-2019 | 2019-05-03 | 2019-06-03 | |
| | | La Nouvelle-Beauce | 397-09-2019 | 2020-01-06 | 2020-01-30 | |
| | | La Nouvelle-Beauce | 400-11-2019 | 2020-01-06 | 2020-02-27 | |
| | | La Nouvelle-Beauce | 390-12-2018 | 2020-02-25 | 2020-03-20 | |
| | 1 | La Vallée-de-la-Gatineau | 2019-338 | 2020-02-10 | 2020-04-03 | |
| | 2 | La Vallée-de-l'Or | 336-05-19 | 2019-05-21 | 2019-07-18 | |

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande nº 22 | Pour 2019-2020, fournir la liste des projets de modifications à un schéma d'aménagement envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de projets approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de projets qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque projet non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du projet. |
|---|---|

| | Nombre | MRC* et communauté métropolitaine | N° de règlement | Date de signification | Date de l'avis gouvernemental | Motifs du refus |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Règlements de modification du schéma d'aménagement et de développement** | | | | | | |
| **Conformes (suite)** | 1 | La Vallée-du-Richelieu | 336-05-19 | 2019-05-21 | 2019-07-18 | S. O. |
| | 1 | Lac-Saint-Jean-Est | 32-19-31 | 2019-10-29 | 2019-12-19 | |
| | 2 | L'Assomption | 290-2019 | 2019-04-03 | 2019-05-29 | |
| | | L'Assomption | 146-11 | 2019-06-05 | 2019-08-02 | |
| | 2 | Le Fjord-du-Saguenay | 146-10 | 2020-02-06 | 2020-04-03 | |
| | | Le Fjord-du-Saguenay | 19-404 | 2020-01-29 | 2020-03-13 | |
| | 2 | Le Haut-Saint-François | 18-387 | 2020-03-05 | 2020-04-30 | |
| | | Le Haut-Saint-François | 484-19 | 2019-08-29 | 2019-09-18 | |
| | 1 | Le Haut-Saint-Laurent | 488-19 | 2019-12-17 | 2020-02-06 | |
| | 2 | Le Rocher-Percé | 292-2017 | 2019-10-29 | 2019-12-19 | |
| | | Le Rocher-Percé | 315-2019 | 2019-11-29 | 2020-01-24 | |
| | 1 | Les Appalaches | 324-2020 | 2020-02-17 | 2020-04-16 | |
| | 1 | Les Basques | 189 | 2019-04-24 | 2019-05-21 | |
| | 3 | Les Chenaux | 270 | 2020-01-29 | 2020-02-18 | |
| | | Les Chenaux | 2018-115 | 2019-08-27 | 2019-09-18 | |
| | | Les Chenaux | 2019-116A | 2019-12-11 | 2020-01-20 | |
| | 1 | Les Etchemins | 2019-116B | 2020-01-27 | 2020-03-02 | |
| | 2 | Les Jardins-de-Napierville | 130-19 | 2019-04-18 | 2019-06-06 | |
| | | Les Jardins-de-Napierville | URB-205-9-2019 | 2019-04-24 | 2019-06-19 | |
| | 1 | Les Maskoutains | URB-205-7-2019 | 2019-07-17 | 2019-09-12 | |
| | 4 | Les Moulins | 19-537 | 2019-08-27 | 2019-10-11 | |
| | | Les Moulins | 97-33R-7 | 2019-12-06 | 2020-02-03 | |
| | | Les Moulins | 97-33R-15 | 2019-07-19 | 2019-08-13 | |
| | | Les Moulins | 97-33R-14 | 2019-10-29 | 2019-12-12 | |
| | 1 | Les Pays-d'en-Haut | 97-33R-10 | 2020-01-06 | 2020-02-27 | |
| | 1 | Lévis | 388-2019 | 2019-10-03 | 2019-10-24 | |
| | 1 | L'Île-d'Orléans | RV-2019-19-07 | 2019-07-17 | 2019-08-13 | |
| | 1 | Longueuil | 2019-02 | 2019-12-17 | 2020-01-30 | |
| | 2 | Lotbinière | CA-2019-294 | 2019-07-15 | 2019-09-12 | |
| | | Lotbinière | 293-2019 | 2019-05-23 | 2019-06-19 | |
| | 3 | Maskinongé | 297-2019 | 2019-07-16 | 2019-08-13 | |
| | | Maskinongé | 267-19 | 2019-04-17 | 2019-06-03 | |
| | | Maskinongé | 269-19 | 2019-05-17 | 2019-06-19 | |

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande nº 22 | Pour 2019-2020, fournir la liste des projets de modifications à un schéma d'aménagement envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de projets approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de projets qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque projet non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du projet. |
|---|---|

| | Nombre | MRC* et communauté métropolitaine | N° de règlement | Date de signification | Date de l'avis gouvernemental | Motifs du refus |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Règlements de modification du schéma d'aménagement et de développement** | | | | | | |
| **Conformes (suite)** | 2 | Matawinie | 207-2019 | 2020-01-24 | 2020-02-18 | S. O. |
| | | Matawinie | 205-2019 | 2020-01-06 | 2020-02-21 | |
| | 2 | Memphrémagog | 19-18-1 | 2019-04-24 | 2019-06-19 | |
| | | Memphrémagog | 19-18-2 | 2019-05-30 | 2019-07-18 | |
| | 1 | Mirabel | S-2361 | 2020-03-02 | 2020-04-30 | |
| | 2 | Nicolet-Yamaska | 2019-04 | 2019-08-27 | 2019-10-24 | |
| | | Nicolet-Yamaska | 2019-05 | 2019-08-27 | 2019-10-24 | |
| | 2 | Pierre-De Saurel | 309-19 | 2019-07-09 | 2019-08-21 | |
| | 3 | Portneuf | 389 | 2019-04-29 | 2019-06-06 | |
| | | Portneuf | 390 | 2019-08-13 | 2019-10-09 | |
| | | Portneuf | 394 | 2020-03-27 | 2020-04-30 | |
| | 3 | Québec | R.A.V.Q. 1257 | 2019-10-29 | 2019-12-19 | |
| | | Québec | R.A.V.Q. 1309 | 2020-01-06 | 2020-02-06 | |
| | | Québec | R.A.V.Q. 1311 | 2020-02-21 | 2020-04-16 | |
| | 1 | Rimouski-Neigette | 19-06 | 2019-08-19 | 2019-10-11 | |
| | 2 | Rivière-du-Loup | 251-19 | 2019-04-29 | 2019-06-03 | |
| | | Rivière-du-Loup | 252-19 | 2019-05-28 | 2019-07-18 | |
| | 2 | Robert-Cliche | 207-19 | 2019-09-26 | 2019-10-24 | |
| | | Robert-Cliche | 208-19 | 2019-09-26 | 2019-11-21 | |
| | 2 | Roussillon | 201 | 2019-08-13 | 2019-10-11 | |
| | | Roussillon | 203 | 2019-11-14 | 2019-12-19 | |
| | 1 | Rouyn-Noranda | 2019-1026 | 2019-05-22 | 2019-06-19 | |
| | 1 | Sherbrooke | 1000-17 | 2020-03-27 | 2020-05-14 | |
| | 6 | Témiscouata | 02-10-30 | 2020-03-27 | 2020-05-21 | |
| | | Témiscouata | 02-10-25 | 2019-04-29 | 2019-06-06 | |
| | | Témiscouata | 02-10-26 | 2019-12-13 | 2020-02-06 | |
| | | Témiscouata | 02-10-32 | 2020-01-06 | 2020-02-21 | |
| | | Témiscouata | 02-10-34 | 2020-02-10 | 2020-04-03 | |
| | | Témiscouata | 02-10-29 | 2020-03-05 | 2020-04-30 | |
| | 1 | Thérèse-De Blainville | 19-01 | 2019-12-04 | 2020-01-30 | |
| | 1 | Trois-Rivières | 2020, chapitre 15 | 2020-01-31 | 2020-02-27 | |

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande nº 22 | Pour 2019-2020, fournir la liste des projets de modifications à un schéma d'aménagement envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de projets approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de projets qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque projet non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du projet. |
|---|---|

| | Nombre | MRC* et communauté métropolitaine | N° de règlement | Date de signification | Date de l'avis gouvernemental | Motifs du refus |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Règlements de modification du schéma d'aménagement et de développement** | | | | | | |
| **Non conformes = 12** | 1 | Avignon | 2019-001 | 2019-07-16 | 2019-09-13 | Non conformes aux orientations gouvernementales en matière d'aménagement du territoire |
| | 1 | Bécancour | 390 | 2019-09-20 | 2019-11-14 | |
| | 1 | Bonaventure | 2019-05 | 2019-07-08 | 2019-09-06 | |
| | 1 | Coaticook | 6-25.2 | 2019-10-22 | 2019-12-19 | |
| | 1 | La Côte-de-Gaspé | 18-204 | 2020-01-06 | 2020-03-02 | |
| | 1 | La Vallée-du-Richelieu | 32-19-30 | 2019-08-30 | 2019-10-24 | |
| | 1 | Le Haut-Richelieu | 555 | 2019-07-15 | 2019-08-28 | |
| | 1 | Le Rocher-Percé | 316-2019 | 2019-12-13 | 2020-02-06 | |
| | 1 | Lotbinière | 294-2019 | 2019-10-18 | 2019-12-12 | |
| | 1 | Matawinie | 201-2019 | 2019-05-01 | 2019-06-27 | |
| | 1 | Memphrémagog | 19-18-3 | 2019-06-06 | 2019-08-02 | |
| | 1 | Témiscouata | 2002-10-31 | 2020-01-06 | 2020-02-27 | |
| **Règlements de remplacement de règlement de modification du schéma d'aménagement et de développement** | | | | | | |
| **Signifiés** | **13** | | | | | |
| **Conformes = 9** | 1 | Bécancour | 395 | 2019-12-09 | 2020-02-06 | S. O. |
| | 1 | Coaticook | 6-25.2.1 | 2020-01-30 | 2020-03-19 | |
| | 1 | La Vallée-du-Richelieu | 32-19-30.1 | 2019-12-13 | 2020-02-06 | |
| | 1 | Laval | S.A.D.R.-1.1.R | 2019-05-16 | 2019-06-27 | |
| | 1 | Le Rocher-Percé | 316-2019 | 2020-03-27 | 2020-05-14 | |
| | 2 | Matawinie | 192-2018-2 | 2019-07-15 | 2019-08-21 | |
| | | Matawinie | 201-2019-1 | 2019-10-18 | 2019-12-12 | |
| | 1 | Memphrémagog | 19-18-3-1 | 2019-12-02 | 2020-01-24 | |
| | 1 | Montcalm | 501-2019 | 2019-09-26 | 2019-11-01 | |
| | | | | | | |
| **Non conformes = 4** | 1 | Avignon | 2019-001-R | 2020-01-17 | 2020-03-12 | Non conformes aux orientations gouvernementales en matière d'aménagement du territoire |
| | 1 | Bonaventure | 2019-05 | 2019-12-04 | 2020-01-31 | |
| | 1 | Le Haut-Richelieu | 557 | 2019-10-15 | 2019-12-12 | |
| | 1 | Montcalm | 483-2018 | 2019-07-11 | 2019-09-09 | |

État de situation au 31 mars 2020

* Le terme MRC désigne ici les 87 MRC et les 14 villes ou agglomérations exerçant certaines compétences de MRC.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande nº 23 | Pour 2019-2020, fournir la liste des règlements de contrôle intérimaire envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de règlements approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de règlements qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque règlement non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du règlement. |
|---|---|

| Règlements de contrôle intérimaire (RCI) | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **Nombre** | **MRC* et communauté métropolitaine** | **Nº RCI** | **Date de signification** | **Date de l'avis gouvernemental** | **Motifs du refus** | **Remplacement règlement** | **Date de signification** | **Date de l'avis gouvernemental** |
| **Signifiés** | **13** | | | | | | | | |
| **Conformes = 9** | 1 | Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine | CM-2018-08 | 2019-05-27 | 2019-07-18 | S. O. | | | |
| | 1 | Communauté métropolitaine de Montréal | 2019-78 | 2019-07-08 | 2019-09-06 | | | | |
| | 1 | La Haute-Yamaska | 2019-325 | 2019-12-12 | 2020-02-06 | | | | |
| | 1 | Les Appalaches | 194 | 2019-09-20 | 2019-11-13 | | | | |
| | 1 | Les Moulins | 147 | 2020-01-06 | 2020-02-27 | | | | |
| | 1 | Lotbinière | 302-2020 | 2020-02-20 | 2020-04-16 | | | | |
| | 1 | Matawinie | 206-2019 | 2019-10-23 | 2019-12-19 | | | | |
| | 1 | Pontiac | 255-2019 | 2019-07-08 | 2019-08-21 | | | | |
| | 1 | Témiscouata | 01-19 | 2020-01-06 | 2020-02-27 | | | | |
| | | | | | | | | | |
| **Non conformes = 4** | 1 | Argenteuil | 96-19 | 2019-05-03 | 2019-06-28 | Non conformes aux orientations gouvernementales en matière d'aménagement du territoire | | | |
| | 2 | La Mitis | RÈG327-2019 | 2019-04-18 | 2019-06-12 | | | | |
| | | La Mitis | RÈG329-2019 | 2019-09-24 | 2019-11-22 | | | | |
| | 1 | Pierre-De Saurel | 313-19 | 2019-10-16 | 2019-12-12 | | | | |

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande nº 23 | Pour 2019-2020, fournir la liste des règlements de contrôle intérimaire envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de règlements approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de règlements qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque règlement non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du règlement. |
|---|---|

| Modifications de règlement de contrôle intérimaire | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **Nombre** | **MRC* et communauté métropolitaine** | **Nº RCI** | **Date de signification** | **Date de l'avis gouvernemental** | **Motifs du refus** | **Remplacement règlement** | **Date de signification** | **Date de l'avis gouvernemental** |
| **Signifiés** | **27** | | | | | | | | |
| **Conformes = 25** | 1 | Avignon | 2019-007 | 2020-01-17 | 2020-03-13 | S. O. | | | |
| | 1 | Brome-Missisquoi | 06-1119 | 2019-12-13 | 2020-02-06 | | | | |
| | 4 | Communauté métropolitaine de Québec | 2019-93 | 2019-04-23 | 2019-05-21 | | | | |
| | | Communauté métropolitaine de Québec | 2019-94 | 2019-07-08 | 2019-08-21 | | | | |
| | | Communauté métropolitaine de Québec | 2019-95 | 2019-07-08 | 2019-08-21 | | | | |
| | | Communauté métropolitaine de Québec | 2019-96 | 2019-09-20 | 2019-11-13 | | | | |
| | 1 | D'Autray | 225-1 | 2019-06-11 | 2019-08-02 | | | | |
| | 3 | Deux-Montagnes | RCI-2005-01-48 | 2019-07-10 | 2019-09-05 | | | | |
| | | Deux-Montagnes | RCI-2005-01-47 | 2019-07-10 | 2019-09-06 | | | | |
| | | Deux-Montagnes | RCI-2005-01-49 | 2020-02-03 | 2020-03-27 | | | | |
| | 1 | Joliette | 421.2-2016 | 2020-03-16 | 2020-05-14 | | | | |
| | 1 | Laval | M.R.C.L.-9.2 | 2020-01-06 | 2020-02-27 | | | | |
| | 1 | Les Appalaches | 193 | 2019-07-23 | 2019-09-18 | | | | |
| | 3 | Les Basques | 268 | 2019-07-08 | 2019-08-28 | | | | |
| | | Les Basques | 273 | 2019-12-19 | 2020-02-14 | | | | |
| | | Les Basques | 274 | 2020-03-02 | 2020-04-30 | | | | |
| | 1 | Les Sources | 253-2019 | 2019-04-11 | 2019-06-06 | | | | |
| | 5 | Québec | R.A.V.Q. 1269 | 2019-05-23 | 2019-07-18 | | | | |
| | | Québec | R.A.V.Q. 1270 | 2019-05-23 | 2019-07-18 | | | | |
| | | Québec | R.A.V.Q. 1278 | 2019-08-29 | 2019-10-24 | | | | |
| | | Québec | R.A.V.Q. 1258 | 2019-09-19 | 2019-11-14 | | | | |
| | | Québec | R.A.V.Q. 1295 | 2019-11-07 | 2019-12-19 | | | | |
| | 1 | Rimouski-Neigette | 19-03 | 2019-04-15 | 2019-06-06 | | | | |
| | 1 | Shawinigan | SH-389.2 | 2020-02-03 | 2020-03-27 | | | | |
| | 1 | Vaudreuil-Soulanges | 229-2 | 2020-03-23 | 2020-05-21 | | | | |

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande nº 23 | Pour 2019-2020, fournir la liste des règlements de contrôle intérimaire envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de règlements approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de règlements qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque règlement non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du règlement. |
|---|---|

| Modifications de règlement de contrôle intérimaire | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Non conformes = 2** | 1 | Brome-Missisquoi | 02-0120 | 2020-02-28 | 2020-04-16 | Non conformes aux orientations gouvernementales en matière d'aménagement du territoire |
| | 1 | Kamouraska | 228-2019 | 2019-07-11 | 2019-09-05 | |

| Règlements de contrôle intérimaire de remplacement | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **Nombre** | **MRC* et communauté métropolitaine** | **Nº RCI** | **Date de signification** | **Date de l'avis gouvernemental** | **Motifs du refus** | **Remplacement règlement** | **Date de signification** | **Date de l'avis gouvernemental** |
| **Signifiés** | **2** | | | | | | | | |
| **Conforme = 1** | 1 | La Mitis | RÈG328-2019 | 2019-09-24 | 2019-11-21 | S. O. | | | |
| | | | | | | | | | |
| **Non conforme = 1** | 1 | La Haute-Gaspésie | 2019-377 | 2019-12-12 | 2020-02-06 | Non conforme aux orientations gouvernementales en matière d'aménagement du territoire | | | |

État de situation au 31 mars 2020

* Le terme MRC désigne ici les 87 MRC et les 14 villes ou agglomérations exerçant certaines compétences de MRC.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 24 | Pour 2019-2020, fournir la liste des règlements et des autres actes municipaux, y compris les schémas d'aménagement et les règlements de contrôle intérimaire, soumis au ministère pour approbation. Indiquer le nombre d'actes approuvés, le nombre d'actes non approuvés et le délai entre la réception d'un acte et son approbation ou le refus de son approbation. |

## RÈGLEMENTS ET AUTRES ACTES MUNICIPAUX

En vertu des lois en vigueur, les organismes municipaux doivent transmettre certains documents pour l'approbation de leurs actes financiers par la ministre.

Voici le détail **des actes financiers, principalement les règlements d'emprunt et cautionnements**, traités à la Direction de l'information financière et du financement du 1er avril 2019 au 31 mars 2020 :

Pendant la période, 2 000 actes financiers ont été approuvés, soit :

- 1 967 règlements d'emprunt;
- 33 cautionnements.

Pendant la période, 10 actes financiers ont été refusés, soit :

- 4 règlements d'emprunt;
- 6 cautionnements.

Le délai moyen du traitement financier et juridique des actes financiers pendant cette période est de 19,82 jours.

La Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs (le projet de loi nº 122) est entrée en vigueur en décembre 2017. Depuis, les organismes municipaux n'ont plus l'obligation d'obtenir l'autorisation du ministre pour engager leur crédit.

## SCHÉMAS D'AMÉNAGEMENT ET RÈGLEMENTS DE CONTRÔLE INTÉRIMAIRE

Pour les schémas d'aménagement et les règlements de contrôle intérimaire, voir les réponses aux questions 21, 22 et 23 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande n° 25 | Liste complète des programmes, fonds et sommes du gouvernement fédéral dédiés aux municipalités (par exemple : mesures d'urgence, programmes d'infrastructures, bibliothèques, patrimoine, habitation, équipements sportifs, etc.) pour 2019-2020. |
|---|---|

| **Programmes d'aide financière dédiés aux municipalités (participation du gouvernement fédéral)** | |
|---|---|
| **Programme** | **Aide financière fédérale associée aux travaux réalisés en 2019-2020** |
| Fonds Chantiers Canada-Québec – Volets Collectivités et Grandes Villes (FCCQ – VCGV)[1] | 0 $ |
| Fonds Chantiers Canada-Québec – Volet Grands Projets (FCCQ – GP)[1] | 0 $ |
| Nouveau Fonds Chantiers Canada-Québec – Volet Fonds des petites collectivités (NFCCQ – FPC)[1] | 8 919 732 $ |
| Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées (FEPTEU)[1] | 18 509 408 $ |
| Taxe fédérale d'accise sur l'essence 2014-2018 (TECQ III)[2] | 195 563 223 $ |
| Taxe fédérale d'accise sur l'essence 2019-2023 (TECQ IV)[2] | 88 127 111 $ |
| TOTAL | 311 119 474 $ |

[1] Il s'agit des dépenses payées par le MAMH correspondant à la part fédérale des travaux réalisés par les municipalités. Les données sont basées sur les calendriers de travaux fournis par les municipalités.

[2] Il s'agit des dépenses effectuées par la SOFIL correspondant à la part fédérale des travaux réalisés par les municipalités. Les données sont basées sur les programmations de travaux présentées par les municipalités.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 26 | Pour le Programme d'infrastructures municipales d'eau (PRIMEAU) :<br>a) la liste des demandes reçues pour 2019-2020, par volet du programme;<br>b) pour chacune des demandes, la décision du ministère et la date à laquelle cette décision a été prise;<br>c) le montant accordé à la municipalité ou le cas échéant, le motif du refus;<br>d) fournir le total des sommes versées pour 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021. |

La structure du Programme d'infrastructures municipales d'eau (PRIMEAU) a été modifiée au printemps 2018 dans le cadre d'une importante réorganisation touchant plusieurs programmes d'infrastructures du Ministère et se décline maintenant en deux volets :

- Volet 1 – Infrastructures d'eau
  - Sous-volet 1.1 : Études préliminaires et plans et devis (réalisation des études préliminaires, la conception des ouvrages et la confection des plans et devis)
  - Sous-volet 1.2 : Réalisation des travaux (mise aux normes visant la conformité à la réglementation (Règlement sur la qualité de l'eau potable et Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées) et construction, réfection ou agrandissement d'infrastructures d'eau potable et d'eaux usées)
- Volet 2 – Renouvellement de conduites d'eau (réhabilitation ou remplacement de conduites d'eau potable et d'égouts prioritaires)

Dans le cadre du PRIMEAU, pour les demandes reçues en 2019-2020, au 31 mars 2020, le MAMH avait accordé des aides financières pour un montant total de 30 001 561 $. Par ailleurs, le montant total d'aide financière accordée en 2019-2020 est de 63 993 526 $, en considérant les demandes reçues avant le 1er avril 2019.

**a)** la liste des demandes reçues pour 2019-2020, par volet du programme; **(Voir en annexe)**
**b)** pour chacune des demandes ; la décision du ministère et la date à laquelle cette décision a été prise; **(Voir en annexe)**
**c)** le montant accordé à la municipalité ou, le cas échéant, le motif du refus; **(Voir en annexe)**
**d)** le total des sommes versées pour 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021 :

| Volets | Sous-volets | Sommes | |
|---|---|---|---|
| | | **Versées 2019-2020*** | **Prévues 2020-2021** |
| 1. Infrastructure d'eau | 1.1 Études préliminaires et plans et devis | 140 674 $ | 295 363 $ |
| | 1.2 Réalisation de travaux | 927 751 $ | 2 141 554 $ |
| 2. Infrastructure de conduite | 2. Conduites d'eau potable et d'eaux usées | 0 $ | 93 731 $ |
| TOTAL | | **1 068 425 $** | **2 530 648 $** |

* Note : Il s'agit de montants versés du 1er avril 2019 au 31 mars 2020 correspondant à des annuités sur une période de 20 ans et non aux montants des promesses d'aide financières. Ces versements sont possibles lorsque les municipalités présentent au MAMH des réclamations de dépenses associées à la réalisation de travaux complétés.

**Liste des demandes reçues au PRIMEAU pour l'année 2019-2020**

| Sous-volet | No dossier | Code géo | Requérant | Région | Titre du projet | Date réception | Statut * | Date de décision | Aide financière accordée | État d'avancement des dossiers "en traitement" | Motif de fermeture |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| PRIMEAU-1.1 | 514 068 | - | Réseau Environnement inc. | 06 Montréal | Guide de support aux petites municipalités | 2019-07-11 | En réalisation | 2019-10-03 | 26 877 $ | | |
| PRIMEAU-1.1 | 514 520 | 93045 | Saint-Nazaire | 02 Saguenay--Lac-Saint-Jean | Aqueduc route 172 et rue Bouchard | 2019-04-01 | Reçu | | | | |
| PRIMEAU-1.1 | 514 525 | 34078 | Saint-Casimir | 03 Capitale-Nationale | Reconstruction du barrage (prise d'eau) Aqueduc de Saint-Casimir | 2019-04-12 | Admissible | | | | |
| PRIMEAU-1.1 | 514 526 | 31008 | Beaulac-Garthby | 12 Chaudière-Appalaches | Raccordement du puits no. 5 | 2019-04-18 | Fermé | 2019-11-25 | | | Annulation du projet |
| PRIMEAU-1.1 | 514 527 | 95050 | Colombier | 09 Côte-Nord | Collecte, interception et traitement des eaux usées | 2019-04-18 | Fermé | 2019-04-30 | | | Annulation du projet |
| PRIMEAU-1.1 | 514 528 | 85090 | Notre-Dame-du-Nord | 08 Abitibi-Témiscamingue | Usine d'eau potable | 2019-04-18 | Admissible | | | | |
| PRIMEAU-1.1 | 514 532 | 72025 | Saint-Joseph-du-Lac | 15 Laurentides | Ajout d'un traitement du manganèse à la station de production d'eau potable | 2019-04-29 | Fermé | 2019-06-03 | | | Projet non prioritaire |
| PRIMEAU-1.1 | 514 533 | 25213 | Lévis | 12 Chaudière-Appalaches | Remplacement du réservoir d'eau potable secteur Saint-Étienne | 2019-04-30 | Admissible | | | | |
| PRIMEAU-1.1 | 514 536 | 93005 | Desbiens | 02 Saguenay--Lac-Saint-Jean | Alimentation en eau potable Villa des Érables | 2019-05-10 | Reçu | | | | |
| PRIMEAU-1.1 | 514 538 | 46080 | Cowansville | 16 Montérégie | Plan et devis - travaux de mise à niveau des installations de la station d'épuration | 2019-05-10 | Reçu | | | | |
| PRIMEAU-1.1 | 514 541 | 14070 | Saint-Pacôme | 01 Bas-Saint-Laurent | Alimentation en eau potable et collecte des eaux usées – Secteur du Nord-du-Rocher | 2019-05-17 | Fermé | 2020-01-24 | | | Projet réalisé avec la TECQ |
| PRIMEAU-1.1 | 514 543 | 63030 | Saint-Esprit | 14 Lanaudière | Réhabilitation du poste de pompage Vézina | 2019-05-22 | Reçu | | | | |
| PRIMEAU-1.1 | 514 544 | 80103 | Chénéville | 07 Outaouais | Collecte et traitement des eaux usées | 2019-05-23 | Admissible | | | | |
| PRIMEAU-1.1 | 514 545 | 78010 | Val-David | 15 Laurentides | Projet d'infrastructures des rues Marie-Anne, Wilfrid, Duquette, Prédéal-Trudeau, ... | 2019-05-30 | Reçu | | | | |
| PRIMEAU-1.1 | 514 546 | 80045 | Plaisance | 07 Outaouais | Mise à niveau du poste de pompage d'eau potable Fahey | 2019-06-05 | Reçu | | | | |
| PRIMEAU-1.1 | 514 547 | 92022 | Dolbeau-Mistassini | 02 Saguenay--Lac-Saint-Jean | Plateau St-Louis - Collecte et traitement des eaux usées - Études préliminaires, P&D | 2019-06-06 | Admissible | | | | |
| PRIMEAU-1.1 | 514 552 | 29038 | Saint-Honoré-de-Shenley | 12 Chaudière-Appalaches | Réhabilitation de la citerne municipale | 2019-06-12 | Reçu | | | | |
| PRIMEAU-1.1 | 514 554 | 58227 | Longueuil | 16 Montérégie | Mise à niveau systèmes de dosage d'alun et de PASS - Usine d'eau potable régionale | 2019-06-20 | Reçu | | | | |
| PRIMEAU-1.1 | 514 555 | 55030 | Sainte-Angèle-de-Monnoir | 16 Montérégie | Construction d'un nouveau réservoir d'eau potable | 2019-06-21 | Fermé | 2019-10-24 | | | Abandon par le requérant |
| PRIMEAU-1.1 | 514 556 | 40025 | Saint-Camille | 05 Estrie | Assainissement des eaux usées | 2019-07-11 | Reçu | | | | |
| PRIMEAU-1.1 | 514 558 | 62047 | Chertsey | 14 Lanaudière | Mise aux normes de l'usine de traitement des eaux usées | 2019-07-31 | Fermé | 2020-02-19 | | | Transfert de programme |
| PRIMEAU-1.1 | 514 565 | 61050 | Sainte-Mélanie | 14 Lanaudière | Réfection de la station d'épuration des eaux usées | 2019-09-09 | Reçu | | | | |

* Voir légende des statuts à la dernière page.

**Liste des demandes reçues au PRIMEAU pour l'année 2019-2020**

| Sous-volet | No dossier | Code géo | Requérant | Région | Titre du projet | Date réception | Statut * | Date de décision | Aide financière accordée | État d'avancement des dossiers "en traitement" | Motif de fermeture |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| PRIMEAU-1.1 | 514 568 | 82035 | La Pêche | 07 Outaouais | Étude préliminaire pour le traitement des eaux usées: secteur Sainte-Cécile-de-Masham | 2019-10-04 | Reçu | | | | |
| PRIMEAU-1.1 | 514 571 | 52062 | Saint-Cuthbert | 14 Lanaudière | Travaux phase II traitement eau potable | 2019-10-07 | Reçu | | | | |
| PRIMEAU-1.1 | 514 573 | 29120 | Notre-Dame-des-Pins | 12 Chaudière-Appalaches | Travaux de renforcement de la station d'épuration de Notre-Dame-des-Pins | 2019-10-09 | Reçu | | | | |
| PRIMEAU-1.1 | 514 574 | R1245 | R.I. centre valo. mat. rés. Haut-Saint-François/Sherbrooke | 0 | Modernisation des infrstructures de traitement des eaux usées de Valoris - Matières résiduelles | 2019-10-09 | Fermé | 2019-10-30 | | | Projet non admissible |
| PRIMEAU-1.1 | 514 575 | 15013 | La Malbaie | 03 Capitale-Nationale | Confection des plans - Station de pompage St-Fidèle | 2019-10-18 | Fermé | 2019-12-04 | | | Projet réalisé avec la TECQ |
| PRIMEAU-1.1 | 514 577 | 31008 | Beaulac-Garthby | 12 Chaudière-Appalaches | Augmentation de la capacité de production d'eau potable | 2019-11-12 | Reçu | | | | |
| PRIMEAU-1.1 | 514 581 | 93080 | Saint-Ludger-de-Milot | 02 Saguenay--Lac-Saint-Jean | Appel d'offres de services professionnels - étude préliminaire plan et devis | 2019-11-22 | Reçu | | | | |
| PRIMEAU-1.1 | 514 584 | R1305 | R.I. ass. ct. Metgermette | 0 | Déphosphatation | 2019-12-13 | Admissible | | | | |
| PRIMEAU-1.1 | 514 585 | 87058 | Macamic | 08 Abitibi-Témiscamingue | Modernisation du système de contrôle à l'usine de filtration | 2019-12-13 | Reçu | | | | |
| PRIMEAU-1.1 | 514 586 | 31045 | Saint-Joseph-de-Coleraine | 12 Chaudière-Appalaches | Travaux d'amélioration station de traitement des eaux usées au FIR de Vimy-Ridge | 2019-12-18 | Admissible | | | | |
| PRIMEAU-1.1 | 514 587 | 57057 | Saint-Charles-sur-Richelieu | 16 Montérégie | Étude préliminaire pour mise à niveau | 2019-12-19 | Reçu | | | | |
| PRIMEAU-1.1 | 514 589 | 75028 | Sainte-Sophie | 15 Laurentides | Rénovation et mise à niveau de la station de production d'eau potable | 2020-02-13 | Reçu | | | | |
| PRIMEAU-1.2 | 514 521 | 14090 | Sainte-Anne-de-la-Pocatière | 01 Bas-Saint-Laurent | Distribution en eau potable, collecte et interception des eaux usées du secteur Carré St-Louis et de la route 132 Ouest | 2019-04-04 | En réalisation | 2019-05-28 | 8 695 982 $ | | |
| PRIMEAU-1.2 | 514 522 | 14050 | Kamouraska | 01 Bas-Saint-Laurent | Alimentation en eau potable | 2019-04-05 | Promis | 2019-06-18 | 2 103 881 $ | | |
| PRIMEAU-1.2 | 514 523 | 61030 | Notre-Dame-des-Prairies | 14 Lanaudière | Surpresseur réseau de distribution d'eau potable | 2019-04-10 | Fermé | 2019-05-22 | | | Projet non prioritaire |
| PRIMEAU-1.2 | 514 524 | 63005 | Sainte-Marie-Salomé | 14 Lanaudière | Mise aux normes de l'usine de traitement des eaux usées | 2019-04-10 | Fermé | 2019-06-13 | | | Projet non admissible |
| PRIMEAU-1.2 | 514 529 | 63030 | Saint-Esprit | 14 Lanaudière | Réhabilitation du poste de pompage Vézina | 2019-04-24 | Reçu | | | | |
| PRIMEAU-1.2 | 514 530 | 61030 | Notre-Dame-des-Prairies | 14 Lanaudière | Prolongement réseau eau potable rang Sainte-Julie | 2019-04-26 | Fermé | 2019-06-07 | | | Projet non admissible |
| PRIMEAU-1.2 | 514 531 | 51075 | Saint-Élie-de-Caxton | 04 Mauricie | Domaine Ouellet-Mise aux normes des installations d'alimentation en eau potable | 2019-04-26 | Fermé | 2020-02-12 | | | Projet réalisé avec la TECQ |
| PRIMEAU-1.2 | 514 534 | 32040 | Plessisville | 17 Centre-du-Québec | Mise aux normes de la station de pompage Garneau | 2019-05-02 | Non admissible | | | | |
| PRIMEAU-1.2 | 514 535 | 71050 | Les Cèdres | 16 Montérégie | Prolongement des réseaux eaux usées et potable - secteur Leech, Lalonde et Leroux | 2019-05-07 | Reçu | | | | |

* Voir légende des statuts à la dernière page.

**Liste des demandes reçues au PRIMEAU pour l'année 2019-2020**

| Sous-volet | No dossier | Code géo | Requérant | Région | Titre du projet | Date réception | Statut * | Date de décision | Aide financière accordée | État d'avancement des dossiers "en traitement" | Motif de fermeture |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| PRIMEAU-1.2 | 514 539 | 58227 | Longueuil | 16 Montérégie | Mise à niveau du système de régulation de la station de pompage Lafrance | 2019-05-15 | Reçu | | | | |
| PRIMEAU-1.2 | 514 540 | 38028 | Manseau | 17 Centre-du-Québec | Réfection du système d'alimentation en eau potable | 2019-05-16 | Reçu | | | | |
| PRIMEAU-1.2 | 514 542 | 32040 | Plessisville | 17 Centre-du-Québec | Réhabilitation et remplacement du dégrilleur de l'usine d'épuration des eaux usées | 2019-05-21 | Admissible | | | | |
| PRIMEAU-1.2 | 514 548 | 57005 | Chambly | 16 Montérégie | ST2020-01 - Réfection des rues Des Voltigueurs et Jacques-Sachet | 2019-06-06 | Reçu | | | | |
| PRIMEAU-1.2 | 514 549 | 29057 | Saint-Côme--Linière | 12 Chaudière-Appalaches | Remplacement du poste de pompage principal | 2019-06-10 | En réalisation | 2019-07-17 | 814 159 $ | | |
| PRIMEAU-1.2 | 514 550 | 46075 | Lac-Brome | 16 Montérégie | Mise aux normes - Parc de Maisons mobiles West Brome | 2019-06-10 | Reçu | | | | |
| PRIMEAU-1.2 | 514 551 | 09077 | Mont-Joli | 01 Bas-Saint-Laurent | Prolongement de l'aqueduc - Avenue Sanatorium | 2019-06-11 | Reçu | | | | |
| PRIMEAU-1.2 | 514 553 | 71095 | L'Île-Cadieux | 16 Montérégie | Travaux de réfection de conduite d'eau potable | 2019-06-18 | Reçu | | | | |
| PRIMEAU-1.2 | 514 557 | 38028 | Manseau | 17 Centre-du-Québec | Dephosphatation des eaux usées | 2019-07-23 | En réalisation | 2019-08-13 | 59 208 $ | | |
| PRIMEAU-1.2 | 514 559 | 29073 | Saint-Georges | 12 Chaudière-Appalaches | Mise en place d'un réseau d'égout sanitaire dans le secteur 77e et 78e rues à Saint-Georges | 2019-08-16 | Admissible | | | | |
| PRIMEAU-1.2 | 514 560 | 07057 | Lac-au-Saumon | 01 Bas-Saint-Laurent | Mise aux normes des installations d'eau potable du Parc de maisons mobiles Parent | 2019-08-27 | Promis | 2019-09-25 | 1 557 792 $ | | |
| PRIMEAU-1.2 | 514 561 | 41012 | Saint-Isidore-de-Clifton | 05 Estrie | Arrimage avec PIQM 1,4 - #556929 Traitement de l'arsenic | 2019-08-28 | Reçu | | | | |
| PRIMEAU-1.2 | 514 562 | 59015 | Saint-Amable | 16 Montérégie | Projet de prolongement d'égout sanitaire - Phase 9B | 2019-08-28 | Fermé | 2019-10-10 | | | Annulation du projet |
| PRIMEAU-1.2 | 514 563 | 88055 | Amos | 08 Abitibi-Témiscamingue | Conduite distribution rivière Harricana | 2019-08-29 | Fermé | 2019-09-03 | | | Transfert de programme |
| PRIMEAU-1.2 | 514 564 | 26022 | Saint-Elzéar | 12 Chaudière-Appalaches | Réfection et optimisation de la capacité des étangs aérés | 2019-08-30 | Transmis | | | | |
| PRIMEAU-1.2 | 514 566 | 05045 | Bonaventure | 11 Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine | Alimentation en eau | 2019-09-30 | En réalisation | 2019-10-04 | 782 796 $ | | |
| PRIMEAU-1.2 | 514 567 | 19090 | La Durantaye | 12 Chaudière-Appalaches | Mise aux normes de l'eau potable | 2019-10-04 | Promis | 2019-10-31 | 926 655 $ | | |
| PRIMEAU-1.2 | 514 569 | 45008 | Stanstead | 05 Estrie | Remplacement de la station de traitement des eaux usées de Rock Island | 2019-10-07 | Promis | 2020-01-29 | 2 751 450 $ | | |
| PRIMEAU-1.2 | 514 570 | 52062 | Saint-Cuthbert | 14 Lanaudière | Traitement d'eau potable | 2019-10-07 | Fermé | 2019-10-30 | | | Projet non admissible |
| PRIMEAU-1.2 | 514 572 | 53050 | Saint-Joseph-de-Sorel | 16 Montérégie | Renouvellement des infrastructures de diverses rues à Saint-Joseph-de-Sorel | 2019-10-08 | Fermé | 2019-10-10 | | | Projet non admissible |
| PRIMEAU-1.2 | 514 576 | 91035 | Saint-Prime | 02 Saguenay--Lac-Saint-Jean | Intégration des équipements de déphosphatation à la station d'épuration | 2019-11-06 | Admissible | | | | |
| PRIMEAU-1.2 | 514 578 | 41060 | East Angus | 05 Estrie | Réfection des rues Horton, York et Roy | 2019-11-13 | Fermé | 2020-02-24 | | | Projet non admissible |

* Voir légende des statuts à la dernière page.

**Liste des demandes reçues au PRIMEAU pour l'année 2019-2020**

| Sous-volet | No dossier | Code géo | Requérant | Région | Titre du projet | Date réception | Statut * | Date de décision | Aide financière accordée | État d'avancement des dossiers "en traitement" | Motif de fermeture |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| PRIMEAU-1.2 | 514 579 | 41060 | East Angus | 05 Estrie | Remplacement d'une conduite d'eau pluviale seule | 2019-11-13 | Fermé | 2020-02-20 | | | Projet non admissible |
| PRIMEAU-1.2 | 514 580 | 07047 | Amqui | 01 Bas-Saint-Laurent | Mise à niveau des installations de traitement des eaux usées "Lot 2" | 2019-11-19 | Reçu | | | | |
| PRIMEAU-1.2 | 514 582 | 57045 | Saint-Mathieu-de-Beloeil | 16 Montérégie | Bouclage d'aqueduc sortie 105 autoroute 20 | 2019-12-05 | Reçu | | | | |
| PRIMEAU-1.2 | 514 583 | 26055 | Saint-Bernard | 12 Chaudière-Appalaches | Mise aux normes des installations de production de l'eau potable | 2019-12-12 | Recommandation approuvée | | | | |
| PRIMEAU-1.2 | 514 588 | 39062 | Victoriaville | 17 Centre-du-Québec | Travaux d'aqueduc, d'égouts et d'infrastructure de voirie , secteur Cormier | 2020-01-30 | Admissible | | | | |
| PRIMEAU-1.2 | 514 590 | 47017 | Granby | 16 Montérégie | Modernisation des équipements d'approvisionnement en eau brute | 2020-02-20 | Reçu | | | | |
| PRIMEAU-2.0 | 2 025 090 | 52085 | Saint-Gabriel-de-Brandon | 14 Lanaudière | Rénovation des infrastructures d'eau potable et des eaux usées | 2019-04-02 | En réalisation | 2019-05-09 | 1 143 250 $ | | |
| PRIMEAU-2.0 | 2 025 091 | 09077 | Mont-Joli | 01 Bas-Saint-Laurent | Renouvellement de conduites | 2019-04-04 | Reçu | | | | |
| PRIMEAU-2.0 | 2 025 092 | 39152 | Daveluyville | 17 Centre-du-Québec | Renouvellement de conduites | 2019-04-05 | En réalisation | 2019-05-09 | 389 050 $ | | |
| PRIMEAU-2.0 | 2 025 093 | 66117 | Sainte-Anne-de-Bellevue | 06 Montréal | Renouvellement des conduites d'eau sur la rue Pacifique | 2019-04-10 | Fermé | 2019-12-09 | | | Transfert de programme |
| PRIMEAU-2.0 | 2 025 094 | 73025 | Lorraine | 15 Laurentides | Renouvellement de conduites | 2019-04-11 | Reçu | | | | |
| PRIMEAU-2.0 | 2 025 095 | 29045 | Saint-Martin | 12 Chaudière-Appalaches | Renouvellement de conduites | 2019-04-26 | Protocole signé | 2019-05-09 | 626 290 $ | | |
| PRIMEAU-2.0 | 2 025 096 | 67030 | Sainte-Catherine | 16 Montérégie | Renouvellement de conduites | 2019-04-29 | Reçu | | | | |
| PRIMEAU-2.0 | 2 025 097 | 27043 | Saint-Joseph-de-Beauce | 12 Chaudière-Appalaches | Renouvellement de conduites | 2019-05-01 | Protocole signé | 2019-05-09 | 222 250 $ | | |
| PRIMEAU-2.0 | 2 025 098 | 27043 | Saint-Joseph-de-Beauce | 12 Chaudière-Appalaches | Renouvellement de conduites | 2019-05-01 | Protocole signé | 2019-05-28 | 105 000 $ | | |
| PRIMEAU-2.0 | 2 025 099 | 57025 | McMasterville | 16 Montérégie | Remplacement des conduites de la rue Casavant et la rue Bretagne | 2019-05-01 | En réalisation | 2019-05-28 | 612 870 $ | | |
| PRIMEAU-2.0 | 2 025 100 | 28020 | Saint-Prosper | 12 Chaudière-Appalaches | Renouvellement de conduites | 2019-05-08 | En réalisation | 2019-05-14 | 77 600 $ | | |
| PRIMEAU-2.0 | 2 025 101 | 46090 | Brigham | 16 Montérégie | Renouvellement de conduites | 2019-05-10 | Fermé | 2020-02-18 | | | Projet non admissible |
| PRIMEAU-2.0 | 2 025 102 | 57035 | Mont-Saint-Hilaire | 16 Montérégie | Renouvellement de conduites | 2019-05-16 | Reçu | | | | |
| PRIMEAU-2.0 | 2 025 103 | 51020 | Yamachiche | 04 Mauricie | Renouvellement de conduites | 2019-05-16 | En réalisation | 2019-08-13 | 376 600 $ | | |
| PRIMEAU-2.0 | 2 025 104 | 88055 | Amos | 08 Abitibi-Témiscamingue | Renouvellement de conduites | 2019-05-24 | Fermé | 2019-10-24 | | | Projet non admissible |
| PRIMEAU-2.0 | 2 025 105 | 88055 | Amos | 08 Abitibi-Témiscamingue | Renouvellement de conduites | 2019-05-24 | Fermé | 2019-10-24 | | | Annulation du projet |
| PRIMEAU-2.0 | 2 025 106 | 88055 | Amos | 08 Abitibi-Témiscamingue | Renouvellement de conduites | 2019-05-27 | Reçu | | | | |
| PRIMEAU-2.0 | 2 025 107 | 52085 | Saint-Gabriel-de-Brandon | 14 Lanaudière | Renouvellement de conduites | 2019-05-28 | Reçu | | | | |
| PRIMEAU-2.0 | 2 025 108 | 54048 | Saint-Hyacinthe | 16 Montérégie | Renouvellement de conduites | 2019-06-04 | Reçu | | | | |
| PRIMEAU-2.0 | 2 025 109 | 54048 | Saint-Hyacinthe | 16 Montérégie | Renouvellement de conduites | 2019-06-05 | Reçu | | | | |
| PRIMEAU-2.0 | 2 025 110 | 39062 | Victoriaville | 17 Centre-du-Québec | Renouvellement de conduites | 2019-06-07 | Recommandé | | | | |
| PRIMEAU-2.0 | 2 025 111 | 39062 | Victoriaville | 17 Centre-du-Québec | Renouvellement de conduites | 2019-06-07 | Recommandé | | | | |
| PRIMEAU-2.0 | 2 025 112 | 05040 | New Carlisle | 11 Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine | Renouvellement de conduites | 2019-06-21 | Reçu | | | | |

* Voir légende des statuts à la dernière page.

**Liste des demandes reçues au PRIMEAU pour l'année 2019-2020**

| Sous-volet | No dossier | Code géo | Requérant | Région | Titre du projet | Date réception | Statut * | Date de décision | Aide financière accordée | État d'avancement des dossiers "en traitement" | Motif de fermeture |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| PRIMEAU-2.0 | 2 025 113 | 54048 | Saint-Hyacinthe | 16 Montérégie | Renouvellement de conduites | 2019-06-25 | Reçu | | | | |
| PRIMEAU-2.0 | 2 025 114 | 54048 | Saint-Hyacinthe | 16 Montérégie | Renouvellement de conduites | 2019-06-25 | Reçu | | | | |
| PRIMEAU-2.0 | 2 025 115 | 54048 | Saint-Hyacinthe | 16 Montérégie | Renouvellement de conduites | 2019-06-25 | Reçu | | | | |
| PRIMEAU-2.0 | 2 025 116 | 54048 | Saint-Hyacinthe | 16 Montérégie | Renouvellement de conduites | 2019-06-25 | Reçu | | | | |
| PRIMEAU-2.0 | 2 025 117 | 54048 | Saint-Hyacinthe | 16 Montérégie | Renouvellement de conduites | 2019-06-25 | Reçu | | | | |
| PRIMEAU-2.0 | 2 025 118 | 54048 | Saint-Hyacinthe | 16 Montérégie | Renouvellement de conduites | 2019-06-25 | Reçu | | | | |
| PRIMEAU-2.0 | 2 025 119 | 46078 | Bromont | 16 Montérégie | Renouvellement de conduites | 2019-07-05 | Reçu | | | | |
| PRIMEAU-2.0 | 2 025 120 | 46078 | Bromont | 16 Montérégie | Renouvellement de conduites | 2019-07-05 | Reçu | | | | |
| PRIMEAU-2.0 | 2 025 121 | 38028 | Manseau | 17 Centre-du-Québec | Renouvellement de conduites | 2019-07-10 | Protocole signé | 2019-07-25 | 119 700 $ | | |
| PRIMEAU-2.0 | 2 025 122 | 15013 | La Malbaie | 03 Capitale-Nationale | Renouvellement de conduites | 2019-07-24 | En réalisation | 2019-09-03 | 215 040 $ | | |
| PRIMEAU-2.0 | 2 025 123 | 66127 | Senneville | 06 Montréal | Renouvellement de conduites | 2019-08-08 | Reçu | | | | |
| PRIMEAU-2.0 | 2 025 124 | 77043 | Saint-Sauveur | 15 Laurentides | Renouvellement de conduites | 2019-09-23 | Reçu | | | | |
| PRIMEAU-2.0 | 2 025 125 | 40043 | Asbestos | 05 Estrie | Renouvellement de conduites | 2019-10-07 | Reçu | | | | |
| PRIMEAU-2.0 | 2 025 126 | 18050 | Montmagny | 12 Chaudière-Appalaches | Renouvellement de conduites | 2019-10-10 | Promis | 2019-11-13 | 869 350 $ | | |
| PRIMEAU-2.0 | 2 025 127 | 38040 | Sainte-Sophie-de-Lévrard | 17 Centre-du-Québec | Renouvellement de conduites | 2019-11-11 | Reçu | | | | |
| PRIMEAU-2.0 | 2 025 128 | 57045 | Saint-Mathieu-de-Beloeil | 16 Montérégie | Renouvellement de conduites | 2019-11-18 | Reçu | | | | |
| PRIMEAU-2.0 | 2 025 129 | 18050 | Montmagny | 12 Chaudière-Appalaches | Renouvellement de conduites | 2019-11-22 | Promis | 2020-02-13 | 170 700 $ | | |
| PRIMEAU-2.0 | 2 025 130 | 59010 | Sainte-Julie | 16 Montérégie | Renouvellement de conduites | 2019-11-22 | Reçu | | | | |
| PRIMEAU-2.0 | 2 025 131 | 79037 | Rivière-Rouge | 15 Laurentides | Renouvellement de conduites | 2019-12-13 | Reçu | | | | |
| PRIMEAU-2.0 | 2 025 132 | 51020 | Yamachiche | 04 Mauricie | Renouvellement de conduites | 2020-01-16 | Promis | 2020-02-13 | 118 800 $ | | |
| PRIMEAU-2.0 | 2 025 133 | 49058 | Drummondville | 17 Centre-du-Québec | Renouvellement de conduites | 2020-02-05 | Promis | 2020-02-18 | 1 769 640 $ | | |
| PRIMEAU-2.0 | 2 025 134 | 88055 | Amos | 08 Abitibi-Témiscamingue | Renouvellement de conduites | 2020-02-10 | Recommandé | | | | |

**Légende des statuts**

| Statut | Description |
|---|---|
| Transmis | Le projet a été transmis au ministère. |
| Reçu | Le projet est considéré recevable. |
| Correction | Le projet a été retourné pour correction à la municipalité. |
| Admissible | Le projet est jugé admissible au programme. |
| Non admissible | Le projet est jugé non admissible au programme. |
| Recommandé | Le projet a été recommandé pour fins d'aide financière par le chargé de projets. |
| Recommandation approuvée | Le projet a été approuvé pour fins d'aide financière par le directeur. |
| Autorisation préliminaire | Le projet est sélectionné pour fins d'aide financière par la ministre. Une fois les renseignements requis fournis par le requérant, le projet pourra faire l'objet d'une confirmation d'aide financière de la ministre. |
| Promis | Le projet a obtenu une confirmation d'aide de la ministre. |
| Protocole signé | Le protocole d'entente a été signé par le requérant. |
| En réalisation | Le projet est en réalisation (travaux à venir ou débutés, en attente ou en traitement de réclamations de dépenses). |
| En versement | Le projet est finalisé (travaux complétés et réclamation finale approuvée). Le traitement du dossier résulte aux versements des annuités à long terme. |
| Fermé | Le dossier est fermé. |

* Voir légende des statuts à la dernière page.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande nº 27 | Pour le Fonds Chantiers Canada-Québec : pour chacun des volets et sous-volets, la liste des demandes reçues pour 2019-2020 et, pour chacune des demandes, la décision du ministère, le montant accordé à la municipalité selon la région ou, le cas échéant, le motif du refus. Fournir le total des sommes versées en 2019-2020 pour chacun des volets et sous-volets. |
|---|---|

Depuis août 2015, tous les sous-volets du Fonds Chantiers Canada-Québec sont fermés aux nouvelles demandes. Ainsi, aucune demande n'a été reçue en 2019-2020.

Les sommes versées aux municipalités en 2019-2020 pour chacun des volets et sous-volets sont :

| **Volets** | **Sous-volets** | **Total des sommes versées pour 2019-2020 Au 31 mars 2020 (Provincial[1] et Fédéral[2])** |
|---|---|---|
| Collectivités | 1.1 Infrastructures d'eau potable ou d'eaux usées | Provincial : 11 517 210 $ Fédéral : 0 $ |
| | 1.2 Infrastructures de support au développement local ou régional | Provincial : 4 082 908 $ Fédéral : 0 $ |
| | 1.3 Infrastructures de support au développement local ou régional (« Top up ») | Provincial : 12 001 677 $ Fédéral : 0 $ |
| Grandes Villes | 2.1 Infrastructures d'eau potable ou d'eaux usées | Provincial : 6 695 954 $ Fédéral : 0 $ |
| | 2.2 Infrastructures de support au développement local ou régional | Provincial : 4 580 716 $ Fédéral : 0 $ |
| Grands Projets | 1.1 Infrastructures d'eau potable ou d'eaux usées | Provincial : 9 729 801 $ Fédéral : 15 076 134 $ |
| | 1.2 Infrastructures de support au développement local ou régional | Provincial : 8 808 534 $ Fédéral : 1 378 382 $ |
| **Total** | | **Provincial : 57 416 800 $ Fédéral : 16 454 516 $** |

(1) Ces sommes se composent du capital et des intérêts.

(2) Les sommes versées correspondent aux dépenses comptabilisées dans l'exercice en cours. S'il n'y a pas de montants versés en 2019-2020 pour le gouvernement fédéral, les déboursés ont été faits à la suite de dépenses comptabilisées dans les exercices antérieurs.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 28 | Pour le Programme d'infrastructures Québec-Municipalités, pour chacun des volets et sous-volets : a) la liste des demandes reçues pour 2019-2020; b) la liste de toute demande dont le traitement a été complété en 2019-2020, nonobstant leur année de réception; c) la liste de toutes les demandes pour lesquelles une promesse d'aide a été émise en 2019-2020 avec la date d'émission de la promesse d'aide; d) la grille d'évaluation des demandes et les critères qui sont pris en compte; e) le pointage ou toute autre mesure d'évaluation de la priorité ou de la qualité de toute demande dont le traitement a été complété ou est en cours en 2019-2020; f) le montant accordé à la municipalité selon la région, ou le cas échéant, le motif du refus; g) fournir le total des sommes versées en 2019-2020 pour chacun des volets et sous-volets; h) inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2019-2020. |

La liste des demandes reçues pour 2019-2020 incluant, pour chacune des demandes, la décision du Ministère, le montant accordé à la municipalité ou, le cas échéant, le motif du refus est présentée à l'Annexe 1.

Le programme PIQM a été fermé aux nouvelles demandes le 1er juillet 2018, à l'exception de quelques projets au sous-volet 2.1 pour lesquels des engagements gouvernementaux avaient été confirmés avant cette date. Toutes les demandes déposées dans les sous-volets 1.5, 2.5 et 5.1 non promises au 1er juillet 2018 ont été transférées au Programme d'infrastructures municipales d'eau (PRIMEAU), au Programme Réfection et construction des infrastructures municipales (RÉCIM) et au Programme d'infrastructures Municipalité amie des aînés (PRIMADA).

a) la liste des demandes reçues pour 2019-2020; **(voir Annexe 1)**

b) la liste de toute demande dont le traitement a été complété en 2019-2020, nonobstant leur année de réception; **(voir Annexe 2)**

c) la liste de toutes les demandes pour lesquelles une promesse d'aide a été émise en 2019-2020 avec la date d'émission de la promesse d'aide; **(voir Annexe 1 pour les demandes reçues après le 1er avril 2019 et Annexe 2 pour les demandes reçues antérieurement)**

d) la grille d'évaluation des demandes et les critères qui sont pris en compte; **(la réponse à cette question n'est pas pertinente dans le cadre de l'étude des crédits)**

e) le pointage ou toute autre mesure d'évaluation de la priorité ou de la qualité de toute demande dont le traitement a été complété ou est en cours en 2019-2020; **(la réponse à cette question n'est pas pertinente dans le cadre de l'étude des crédits)**

f) le montant accordé à la municipalité selon la région, ou le cas échéant, le motif du refus; **(voir Annexe 1)**

g) le total des sommes versées en 2019-2020 et prévues en 2020-2021 pour chacun des volets et sous-volets (au 31 mars 2020)

| Volets | Sous-volets | Sommes | |
|---|---|---|---|
| | | Versées 2019-2020 | Prévues 2020-2021 |
| 1. Aqueduc et égouts | 1.1 Infrastructures d'aqueduc et d'égouts (municipalités de 2 000 habitants et plus) | 5 254 587$ | 3 891 057 $ |
| | 1.2 Infrastructures d'aqueduc et d'égouts (municipalités de moins de 2 000 habitants) | 5 555 322 $ | 3 267 726 $ |

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande n° 28 | Pour le Programme d'infrastructures Québec-Municipalités, pour chacun des volets et sous-volets : a) la liste des demandes reçues pour 2019-2020; b) la liste de toute demande dont le traitement a été complété en 2019-2020, nonobstant leur année de réception; c) la liste de toutes les demandes pour lesquelles une promesse d'aide a été émise en 2019-2020 avec la date d'émission de la promesse d'aide; d) la grille d'évaluation des demandes et les critères qui sont pris en compte; e) le pointage ou toute autre mesure d'évaluation de la priorité ou de la qualité de toute demande dont le traitement a été complété ou est en cours en 2019-2020; f) le montant accordé à la municipalité selon la région, ou le cas échéant, le motif du refus; g) fournir le total des sommes versées en 2019-2020 pour chacun des volets et sous-volets; h) inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2019-2020. |

| | | | |
|---|---|---|---|
| | 1.3 Infrastructures pour le développement économique en région | 315 971$ | 45 675 $ |
| | 1.4 Infrastructures d'aqueduc et d'égouts (pour toutes les municipalités) | 47 758 635 $ | 47 455 581 $ |
| | 1.5 Infrastructures d'aqueduc et d'égouts-renouvellement de conduites | 16 197 373 $ | 21 475 625 $ |
| 2. Projets à incidences économiques, urbaines ou régionales | 2.1 Projets à incidences régionales ou urbaines | 29 431 827 $ | 29 134 704 $ |
| | 2.2 Infrastructures municipales à la suite de regroupements | 180 154 $ | 173 511 $ |
| | 2.5 Municipalité amie des aînés (MADA) | 119 793 $ | 113 693 $ |
| | 2.6 Amphithéâtre de la Ville de Québec | 10 480 186 $ | 10 480 186 $ |
| 3. Implantation et maintien d'expertises techniques | | 0 $ | 0 $ |
| 4. Plan Nord | 4.1 Infrastructures municipales | 2 370 192 $ | 2 503 643 $ |
| | 4.2 Accompagnement financier additionnel | 872 714 $ | 2 387 798 $ |
| 5. Réfection et construction des infrastructures municipales | 5.1 Projets d'infrastructures à vocations municipale et communautaire | 5 302 585 $ | 6 918 680 $ |
| **TOTAL** | | **123 839 339 $** | **127 847 879 $** |

h) l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2019-2020 :

En date du 31 mars 2020, les dépenses effectuées au programme PIQM correspondaient à plus de **95% du budget de 129,7 M$ alloué** à ce programme en 2019-2020.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

**ANNEXE 1**

| | |
|---|---|
| Demande n° 28 | Pour le Programme d'infrastructures Québec-Municipalités, pour chacun des volets et sous-volets : a) la liste des demandes reçues pour 2019 2020; b) la liste de toute demande dont le traitement a été complété en 2019 2020, nonobstant leur année de réception; c) la liste de toutes les demandes pour lesquelles une promesse d'aide a été émise en 2019 2020 avec la date d'émission de la promesse d'aide; d) la grille d'évaluation des demandes et les critères qui sont pris en compte; e) le pointage ou toute autre mesure d'évaluation de la priorité ou de la qualité de toute demande dont le traitement a été complété ou est en cours en 2019 2020; f) le montant accordé à la municipalité selon la région, ou le cas échéant, le motif du refus; g) fournir le total des sommes versées en 2019 2020 pour chacun des volets et sous-volets; h) inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2019 2020. |

**DEMANDES REÇUES EN 2019-2020 - DU 1er AVRIL 2019 AU 31 mars 2020 (Sous-volets 1.5, 2.1, 2.5 et 5.1)**

| Volet | Demandeur | Projet | Date demande reçue | Décision | Montant accordé | Motif de refus |
|---|---|---|---|---|---|---|
| PIQM-2008-2.1 | Québec | Terminer les travaux de la rue Zéphirin-Paquet au parc industriel Armand-Viau | 2019-12-10 | Admissible | | |
| PIQM-2008-2.1 | Québec | Terminer les travaux d'ouverture de l'avenue des Affaires au parc industriel de Val-Bélair | 2019-12-10 | Admissible | | |
| PIQM-2008-2.1 | Québec | Agrandissement du parc industriel de Beauport, secteur sud **3 demandes reçues** | 2019-12-10 | Admissible | | |

Le programme a été fermé aux nouvelles demandes le 1er juillet 2018, à l'exception de quelques projets au sous-volet 2.1 pour lesquels des engagements gouvernementaux avaient été confirmés avant cette date, dont les trois projets listés ci-haut de la Ville de Québec. Toutes les demandes non promises à ce moment ont été transférées dans le PRIMEAU, PRIMADA et RÉCIM.

**Étude des crédits 2020-2021** **ANNEXE 2**

**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande n° 28 | Pour le Programme d'infrastructures Québec-Municipalités, pour chacun des volets et sous-volets : a) la liste des demandes reçues pour 2019 2020; b) la liste de toute demande dont le traitement a été complété en 2019 2020, nonobstant leur année de réception; c) la liste de toutes les demandes pour lesquelles une promesse d'aide a été émise en 2019 2020 avec la date d'émission de la promesse d'aide; d) la grille d'évaluation des demandes et les critères qui sont pris en compte; e) le pointage ou toute autre mesure d'évaluation de la priorité ou de la qualité de toute demande dont le traitement a été complété ou est en cours en 2019 2020; f) le montant accordé à la municipalité selon la région, ou le cas échéant, le motif du refus; g) fournir le total des sommes versées en 2019 2020 pour chacun des volets et sous-volets; h) inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2019 2020. |

**Demandes dont le traitement a été complété en 2019-2020, nonbstant leur année de réception**

| Volet | Demandeur | Projet | Date demande reçue | Décision | Date d'émission de la promesse | Montant accordé | Motif de refus |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| PIQM-2008-1.4 | Oka | Augmentation de la capacité d'approvisionnement en eau potable pour le secteur Paroisse et le parc d'Oka | 2009-05-06 | Abandon | | | Abandon par le requérant |
| PIQM-2008-1.5 | Chibougamau | Renouvellement de conduites | 2018-05-02 | Transfert | | | Transfert de programme |
| PIQM-2008-2.5 | Saint-Nazaire-de-Dorchester | Aménagement d'un sentier pédestre et d'une aire de repos au parc municipal | 2015-05-08 | Abandon | | | Abandon par le requérant |
| PIQM-2008-4.1 | Port-Cartier | Mise à niveau de l'usine de filtration de l'eau potable | 2013-03-27 | Transfert | | | Transfert de programme |
| PIQM-2008-4.1 | Port-Cartier | Mise à niveau du traitement des eaux usées y compris l'ajout d'un poste de pompage et d'une conduite de refoulement vers les étangs | 2013-03-27 | Transfert | | | Transfert de programme |
| PIQM-2008-4.1 | Schefferville | Mise aux normes et augmentation de la capacité de traitement d'eau potable | 2013-03-27 | Transfert | | | Transfert de programme |
| PIQM-2008-4.1 | Schefferville | Construction d'une usine de traitement des eaux usées | 2013-03-28 | Transfert | | | Transfert de programme |
| PIQM-2008-4.1 | Sept-Îles | Mise à niveau de l'usine d'eau de Place de la Boule, Moisie | 2013-03-28 | Transfert | | | Transfert de programme |
| PIQM-2008-4.1 | Sept-Îles | Remplacement du traitement des eaux usées de Place de la Boule dans le secteur Moisie | 2013-03-28 | Transfert | | | Transfert de programme |
| PIQM-2008-4.1 | Lebel-sur-Quévillon | Augmentation de la capacité de production d'eau potable | 2013-04-02 | Abandon | | | Abandon par le requérant |
| PIQM-2008-4.1 | Lebel-sur-Quévillon | Agrandissement du parc immobilier résidentiel | 2013-04-02 | Abandon | | | Abandon par le requérant |
| PIQM-2008-4.1 | Lebel-sur-Quévillon | Agrandissement du parc immobilier industriel | 2013-04-02 | Annulation | | | Annulation du projet |
| PIQM-2008-4.1 | Sept-Îles | Agrandissement des étangs aérés de la municipalité | 2013-05-03 | Transfert | | | Transfert de programme |
| PIQM-2008-5.1 | Chesterville | Reconstruction du garage municipal | 2013-07-19 | Transfert | | | Transfert de programme |
| PIQM-2.1 | Centre de congrès régional de la Gaspésie | Construction d'un centre de congrès | 2003-03-05 | Annulation | | | Annulation du projet |

Le programme a été fermé aux nouvelles demandes le 1er juillet 2018, à l'exception de quelques projets au sous-volet 2.1 pour lesquels des engagements gouvernementaux avaient été confirmés avant cette date. Toutes les demandes non promises à ce moment ont été transférées dans le PRIMEAU, PRIMADA et RÉCIM.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 29 | Pour le Fonds municipal vert : la liste des demandes reçues pour 2019-2020 et, pour chacune des demandes, la décision du ministère, le montant accordé à la municipalité ou à l'organisme municipal ou, le cas échéant, le motif du refus. Spécifier si le montant accordé est une subvention ou un prêt. Fournir le total des sommes versées en 2019-2020. |

Le Fonds municipal vert (FMV) est un fonds de 625 M$, mis sur pied par le gouvernement fédéral, qui est administré par la Fédération canadienne des municipalités (FCM). Il est destiné à encourager les initiatives municipales pour l'environnement. Il donne aux municipalités accès à des prêts à des taux inférieurs au marché et à des subventions. En vertu d'une entente conclue en 2003, le MAMH constitue le guichet unique de réception des demandes de financement faites par les municipalités et les organismes municipaux du Québec. La FCM ne peut traiter une demande que si elle a fait l'objet d'un avis favorable du MAMH. La décision de retenir ou non un projet est celle de la FCM.

La liste des demandes reçues au MAMH, au cours de l'année financière 2019-2020, est jointe au tableau annexé.

Depuis le 1er avril 2019, 32 nouveaux projets ont été soumis par les municipalités ou les organismes municipaux du Québec dans le cadre du FMV.

Tous les projets soumis au MAMH ont fait l'objet d'un avis favorable et, par conséquent, ont été transmis à la FCM pour traitement.

| | |
|---|---|
| Demande n$^{o}$ 29<br>Annexe | Pour le Fonds municipal vert : la liste des demandes reçues pour 2019-2020 et, pour chacune des demandes, la décision du ministère, le montant accordé à la municipalité ou à l'organisme municipal ou, le cas échéant, le motif du refus. Spécifier si le montant accordé est une subvention ou un prêt. Fournir le total des sommes versées en 2019-2020. |

| REQUÉRANT | PROJET | AVIS FAVORABLE MAMH |
|---|---|---|
| **Demandes reçues au MAMH en 2019-2020** | | |
| Ville de Gatineau | Audit et étude opérationnelle pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre de la flotte de véhicules municipaux | Oui |
| Ville de Sainte-Julie | Projet de mobilité partagée | Oui |
| Municipalité de La Pêche | Étude de faisabilité sur les techniques de récupération des matières organiques | Oui |
| Municipalité de Sainte-Cécile-de-Milton | Réhabilitation du 169, rue Principale | Oui |
| Municipalité de canton de Landrienne | Projet pilote de compostage thermophile pour les municipalités de Landrienne, de La Corne, de Saint-Félix-de-Dalquier et de Saint-Marc-de-Figuery | Oui |
| Municipalité de La Pêche | Étude de faisabilité pour la construction d'un hôtel de ville | Oui |
| Administration régionale Kativik | Étude de faisabilité pour la réalisation d'un projet pilote de recyclage de la matière organique par composteur thermophile dans une communauté du Nunavik | Oui |
| Administration régionale Kativik | Étude de faisabilité pour la réalisation d'un projet pilote d'implantation d'un écocentre dans une communauté du Nunavik | Oui |
| Administration régionale Kativik | Étude de faisabilité pour la réalisation d'un projet pilote de récupération du métal accumulé dans une communauté du Nunavik | Oui |
| MRC de Coaticook | « Vers un modèle d'écocentre viable et efficace dans la MRC de Coaticook » | Oui |
| Municipalité de Lambton | Élaboration du plan d'action d'aménagement durable de la municipalité de Lambton | Oui |
| MRC de Charlevoix-Est | Collecte simultanée des matières organiques en sacs et des déchets (résidus ultimes) | Oui |
| Ville de Montréal, arrondissement de Lachine | Lachine-Est : ÉcoQuartier et lutte contre les changements climatiques | Oui |
| Ville de Châteauguay | Reconstruction de la grande passerelle récréative du territoire du ruisseau Saint-Jean derrière le parc Joseph-Allard | Oui |
| Ville de Châteauguay | Aménagement d'une place publique devant l'église Saint-Joachim incluant l'aménagement de la rive et l'ajout d'une piste cyclable | Oui |
| Ville de Châteauguay | Remplacement des fenêtres de deux édifices municipaux afin d'accroître l'efficacité énergétique | Oui |
| Ville de Châteauguay | Construction d'un stationnement avec structure alvéolée en béton | Oui |
| Ville de Magog | Projet d'apport volontaire de matières résiduelles dans les îlots centraux sur la rue Principale de la Ville de Magog | Oui |
| MRC de La Rivière-du-Nord | Le réemploi à l'avant-plan dans des écocentres de nouvelle génération | Oui |
| Municipalité de Chelsea | Sentier Ruisseau Chelsea | Oui |
| Ville de Thetford Mines | Assainissement des eaux usées réseau collectif chemin Mont-Granit Est | Oui |
| Ville de Thetford Mines | Modernisation de la flotte de véhicules municipaux | Oui |
| Ville de Neuville | Stationnement écoresponsable au site du presbytère et de la bibliothèque/église | Oui |
| Comité de promotion industrielle de la zone de Plessisville | Projet pilote de services écologiques intelligents et de transport électrifié avec camionnettes électriques | Oui |

| | |
|---|---|
| Demande n° 29<br>Annexe | Pour le Fonds municipal vert : la liste des demandes reçues pour 2019-2020 et, pour chacune des demandes, la décision du ministère, le montant accordé à la municipalité ou à l'organisme municipal ou, le cas échéant, le motif du refus. Spécifier si le montant accordé est une subvention ou un prêt. Fournir le total des sommes versées en 2019-2020. |

| REQUÉRANT | PROJET | AVIS FAVORABLE MAMH |
|---|---|---|
| Municipalité de Bolton-Est | Réhabilitation d'une sablière en quartier résidentiel : plan d'action en aménagement durable | Oui |
| Régie intermunicipale de transport Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine | Projet de transport collectif intelligent et de transport électrifié | Oui |
| Municipalité de Val-des-Monts | Projet de transport collectif intelligent et de transport électrifié | Oui |
| Municipalité de paroisse de Saint-Anaclet-de-Lessard | Projet de transport collectif intelligent et de transport électrifié - Saint-Anaclet-de-Lessard - Malartic - Val-des-Monts | Oui |
| Ville de Lac-Delage | Protection de la source d'eau potable (lac Saint-Charles) : démonstration d'un système de biofiltration tertiaire pour l'abattement complémentaire des nutriments/composés réfractaires du système d'épuration par lagunage de Lac-Delage | Oui |
| Ville de Malartic | Projet de transport collectif intelligent et de transport électrifié | Oui |
| Ville d'Hudson | Projet de remplacement du barrage et de retour du site au lac | Oui |
| Ville de Varennes | Projet pilote pour l'électrification des camions et des transports spécialisés | Oui |
| | | |

**Le Fonds municipal vert (FMV) est sous la responsabilité de la Fédération canadienne des municipalités (FCM). La décision d'accepter ou de refuser un projet ainsi que le montant accordé est donc celle de la FCM. Les décisions ainsi que les sommes accordées par la FCM ne sont donc pas présentées. L'information concernant les projets du FMV autorisés par la FCM se retrouve au rapport annuel de cet organisme.**

Informations fournies au 31 mars 2020

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 30 | Pour le Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec : fournir le détail des modalités du programme 2014-2018. |

Voir les modalités des Programmes de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ) 2014-2018 et 2019-2023 en annexes.

434-2018

**ANNEXE 1**

# Modalités de versement de l'aide financière de la Société de financement des infrastructures locales du Québec

**Provenant du transfert d'une partie des revenus de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et des contributions du gouvernement du Québec pour les infrastructures municipales en matière d'eau potable, d'eaux usées, de voirie locale et d'autres types d'infrastructures pour les années 2014-2018**

*Société de financement des infrastructures locales*
Québec

434-2018

# Modalités de versement de l'aide financière de la Société de financement des infrastructures locales du Québec

Provenant du transfert d'une partie des revenus de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et des contributions du gouvernement du Québec pour les infrastructures municipales en matière d'eau potable, d'eaux usées, de voirie locale et d'autres types d'infrastructures pour les années 2014-2018

Le gouvernement du Québec établit les modalités de versement de l'aide financière de la Société de financement des infrastructures locales du Québec (SOFIL) telles que déterminées ci-après.

## 1. PROVENANCE DES SOMMES DISPONIBLES

L'aide gouvernementale disponible totalise 2,67 G$ pour la durée du programme, soit 1,89 G$ (70,8 %) provenant du gouvernement fédéral dans le cadre de l'Entente administrative relative au Fonds de la taxe sur l'essence conclue entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec le 23 juin 2014 et 0,78 G$ (29,2 %) provenant du gouvernement du Québec.

La partie de l'aide financière du gouvernement du Québec qui est versée au comptant sera assumée par la SOFIL, alors que la partie de l'aide financière du gouvernement du Québec qui prend la forme d'un remboursement du service de la dette sera versée par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT).

## 2. RÉPARTITION DES SOMMES DISPONIBLES

2.1. Les sommes disponibles sont réparties de la façon suivante :

- pour les municipalités de 6 500 habitants et plus, une somme de 289,39 $ est allouée par personne, selon le décret de population en vigueur le 1er janvier 2014;
- pour les municipalités de moins de 6 500 habitants, un montant forfaitaire de 427 500 $ est alloué par municipalité, plus un montant par personne de 226,13 $, selon le décret de population en vigueur le 1er janvier 2014;
- dans l'éventualité où deux municipalités font l'objet d'un regroupement pour n'en former qu'une seule pendant la période visée, les montants alloués à chacune des municipalités au début de la période seront additionnés pour constituer le montant alloué à la nouvelle municipalité.

  Les MRC d'Abitibi, d'Abitibi-Ouest, de La Haute-Gaspésie, de La Matapédia, de Maria-Chapdelaine et de Matawinie, lesquelles agissent à titre de municipalité locale pour les localités situées en territoires non organisés à l'intérieur de leur juridiction, sont admissibles au présent programme. Toutefois, seuls les travaux admissibles destinés à desservir les résidents permanents peuvent être l'objet d'une aide financière.

  Les municipalités peuvent associer les fonds du Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ) pour la période 2014-2018 à d'autres sources de financement provenant d'un programme d'infrastructures pour financer la réalisation d'un projet, sous réserve que la contribution fédérale ou la contribution du Québec maximale fixée dans l'entente de financement encadrant ce programme continue de s'appliquer.

2.2. La contribution aux municipalités est accessible de la façon suivante :

- 19,23 % pour la période du 1er janvier 2014 au 31 mars 2015;
- 19,23 % pour la période du 1er avril 2015 au 31 mars 2016;
- 20,19 % pour la période du 1er avril 2016 au 31 mars 2017;
- 20,19 % pour la période du 1er avril 2017 au 31 mars 2018;
- 21,16 % pour la période du 1er avril 2018 au 31 décembre 2018.

Advenant que la contribution de la municipalité à une année spécifique n'ait pas fait l'objet de travaux présentés à la hauteur du pourcentage déterminé ci-haut, la différence non octroyée à la municipalité devient accessible à l'année suivante.

Nonobstant l'obligation du Québec d'effectuer des paiements aux termes des présentes modalités, cette obligation est annulée si, au moment où le paiement est dû aux termes des présentes modalités, le Québec n'a pas octroyé un crédit suffisant lors du vote des crédits annuels par l'Assemblée nationale du Québec pour assurer le versement au bénéficiaire.

## 3. MODALITÉS DE VERSEMENT

### 3.1. Types de travaux admissibles

Les municipalités devront réaliser des travaux ou des dépenses admissibles, à partir du 1er janvier 2014, à l'intérieur des priorités suivantes :

1. l'installation, la mise aux normes et la mise à niveau des équipements d'eau potable et d'assainissement des eaux;
2. les études qui visent à améliorer la connaissance des infrastructures municipales;
3. le renouvellement des conduites d'eau potable et d'égout;
4. la voirie locale (réfection ou amélioration des infrastructures de voirie locale, telles que les ouvrages d'art municipaux, rues municipales ou autres routes locales), les infrastructures liées à la gestion des matières résiduelles, les travaux d'amélioration énergétique des bâtiments, la réfection des barrages municipaux assujettis à la Loi sur la sécurité des barrages (chapitre S-3.1.01) et identifiés au répertoire des barrages ainsi que la construction ou la rénovation des bâtiments municipaux et d'infrastructures municipales à vocation culturelle, communautaire, sportive ou de loisir.

Chaque municipalité pourra utiliser, pour la réalisation de travaux admissibles dans les priorités de son choix, l'équivalent de 20 % de son enveloppe allouée.

La municipalité devra respecter l'ordre de priorité des travaux pour 80 % de son enveloppe. Pour cette portion de son enveloppe, avant de réaliser des travaux de la priorité 4, la municipalité doit démontrer qu'il n'y a pas de travaux à réaliser dans les priorités 1 à 3 à court terme.

Les travaux en régie, les travaux usuels d'entretien, la location de machinerie, les achats de terrain et les frais juridiques ainsi que les dépenses liées aux salaires des employés municipaux ne sont pas admissibles dans le cadre de la TECQ 2014-2018. Il en est de même pour la partie de la taxe de vente du Québec et de la partie de la taxe sur les produits et services pour lesquelles une municipalité ou un organisme municipal reçoit un remboursement.

Exceptionnellement, dans le cas des villages nordiques, des infrastructures, des travaux ou dépenses adaptés à la situation particulière de cette région pourront être reconnus admissibles.

### 3.2. Programmation de travaux

Pour obtenir l'aide financière de la SOFIL, ou du MAMOT, le cas échéant, chaque municipalité doit déposer au MAMOT une programmation de travaux constituée de la liste des travaux à réaliser.

Si cette programmation contient des travaux de renouvellement de conduites d'eau potable et d'égout, ceux-ci devront être reconnus comme prioritaires au plan d'intervention pour le renouvellement de ces conduites approuvé par le MAMOT, à l'exception des réseaux ou parties de réseaux qui sont exemptés d'un tel plan à cause de leur vétusté manifeste, lesquels sont acceptables sans plan d'intervention. Lorsque tous les

travaux reconnus prioritaires au plan d'intervention sont réalisés et que tous les réseaux reconnus vétustes sont renouvelés, une municipalité peut réaliser d'autres travaux de renouvellement de conduites à son choix.

Une municipalité peut déposer une programmation partielle des travaux prévus. En tout temps, une municipalité est tenue d'informer le MAMOT des modifications qu'elle apporte à sa programmation.

Par ailleurs, chaque municipalité doit déposer au MAMOT une programmation de travaux finale avant le 31 décembre 2018. Toutefois, une programmation finale approuvée peut comporter des travaux à réaliser après le 31 décembre 2018. Cette programmation permettra d'établir une prévision des versements finaux et la répartition annuelle des dépenses pour les travaux admissibles.

3.3. Seuil minimal d'immobilisations en infrastructures municipales

Les travaux faisant l'objet d'une aide financière gouvernementale dans le cadre du programme doivent constituer un investissement additionnel pour la municipalité. Ainsi, cette dernière devra réaliser un seuil minimal d'immobilisations en réfection d'infrastructures municipales d'eau potable, d'égout, de voirie, ou en construction ou réfection d'infrastructures requises au schéma de couverture de risques ou liées à la gestion des matières résiduelles. De même, les sommes investies par les municipalités dans des initiatives favorisant la réfection des infrastructures d'évacuation et de traitement des eaux usées des résidences isolées afin de les rendre conformes au Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées (chapitre Q-2, r. 22) pourront être comptabilisées pour le seuil. Lorsqu'une municipalité n'a plus d'infrastructures à rénover ou à construire, comme celles mentionnées précédemment, elle peut comptabiliser pour la réalisation du seuil la réfection de bâtiments municipaux ou d'infrastructures municipales de sport.

Ce seuil est fixé à 28 $ par habitant pour chacune des cinq années du programme, excluant toute subvention de même que la part du coût maximal admissible assumée par la municipalité pour des travaux subventionnés dans le cadre de tout programme et les sommes transférées à la municipalité conformément aux présentes modalités. La population utilisée pour le calcul du seuil minimal d'immobilisations est celle du décret de population en vigueur au 1er janvier 2014.

Une municipalité qui réalise déjà un seuil dans le cadre du Programme d'infrastructures Québec-Municipalités ou de tout autre programme similaire géré par le MAMOT, excluant le programme TECQ 2009-2013, pour une année de réalisation du présent programme, n'est pas tenue de réaliser à nouveau un seuil pour cette année.

Une municipalité qui ne réaliserait pas la totalité du seuil exigé verra la contribution gouvernementale réduite d'un montant équivalant au montant manquant pour la réalisation du seuil.

Chacun des quatorze villages nordiques est exempté de réaliser un seuil minimal d'immobilisations en infrastructures municipales.

3.4. Examen des programmations et déclenchement des premiers versements

L'autorité chargée en vertu des dispositions de la Loi sur la Société de financement des infrastructures locales du Québec (chapitre S-11.0102) d'autoriser une aide financière à être accordée par cette dernière examinera les programmations de travaux qui lui seront soumises par les municipalités pour s'assurer que les conditions de versement exigées seront respectées.

Lorsque l'autorité chargée, en vertu des dispositions de la Loi sur la Société de financement des infrastructures locales du Québec, d'autoriser une aide financière à être accordée par cette dernière aura approuvé la programmation comportant les travaux réalisés, le MAMOT interviendra

auprès de la SOFIL pour déclencher les versements qui seront effectués à date fixe une fois par année, en fonction de la réalisation des travaux.

Une fois par année, pour les exercices de 2015-2016 à 2018-2019 inclusivement, avant le 15 octobre de chaque exercice, la municipalité est tenue de déposer une programmation de travaux révisée précisant et confirmant les travaux réalisés avant le 30 septembre de l'année en cours. Cette programmation de travaux permettra d'établir ou d'ajuster le versement à venir sur la base des travaux réalisés et confirmés par un officier municipal ou par une résolution du conseil municipal.

De plus, la municipalité devra indiquer ses prévisions de dépenses pour les travaux admissibles qu'elle prévoit réaliser entre le 1er octobre de l'année en cours et le 31 mars de l'année suivante, et ce, afin que le MAMOT puisse obtenir l'information exigée en vertu de la norme comptable sur les paiements de transfert (SP 3410).

La contribution du gouvernement fédéral (70,8 %) est versée au comptant par la SOFIL, et ce, une fois par année au plus tard le 15 mars de chaque année à compter de 2015.

Pour les municipalités de moins de 2 500 habitants et pour les villages nordiques, la contribution du gouvernement du Québec est versée au comptant par la SOFIL une fois par année au plus tard le 15 mars de chaque année à partir de 2015.

Le MAMOT pourra toutefois approuver toute programmation de travaux déposée après le 15 octobre, et présentant des travaux réalisés au-delà du 30 septembre, dans la mesure où il peut en assurer le traitement aux fins de versements avant le 15 mars suivant.

Pour les municipalités de 2 500 habitants et plus, la contribution du gouvernement du Québec est versée par le MAMOT sur 20 ans, au plus tard le 15 mars de chaque année à compter de 2015. Le versement, comprenant le capital et les intérêts, sera calculé en fonction du taux à long terme pour le Québec (10 ans) disponible en janvier de chaque année selon les paramètres de référence fournis par le ministère des Finances du Québec et publiés par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Un calendrier de versement sur 20 ans sera établi pour chacune des années où un versement doit être effectué, selon l'évolution de l'approbation des programmations de travaux et des travaux réalisés par le bénéficiaire au 30 septembre de chaque année.

Nonobstant les sept alinéas précédents, après le 31 décembre 2018 :

- les programmations de travaux comportant à la fois des travaux réalisés et des travaux à être réalisés ne pourront faire l'objet d'une approbation de versements.
- les programmations de travaux comportant uniquement des travaux réalisés pourront faire l'objet d'une approbation de versements. Les versements associés à de telles programmations pourront être effectués par le MAMOT à toute date de l'année en cours après réception de la reddition de compte finale.

Une retenue représentant, en tout ou en partie, le financement accessible pour l'année 2018 pourra être appliquée jusqu'à l'approbation de la reddition de comptes finale, incluant le rapport du vérificateur externe. L'approbation de la reddition de comptes déclenche les versements associés à la retenue.

3.5. Communications publiques

L'annonce publique d'un projet réalisé à l'aide du programme de la TECQ concernant des infrastructures d'eau potable, d'eaux usées ou de voirie locale et d'autres types d'infrastructures sera faite par le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada en concertation avec la municipalité.

La municipalité devra mentionner la participation du gouvernement du Québec et celle du gouvernement du Canada dans toute publicité à un tel projet.

Les coûts de confection, d'installation et de désinstallation d'affiches demandées par les gouvernements font partie des dépenses admissibles d'un projet.

## 4. REDDITION DE COMPTES

Une reddition de comptes finale est exigée à chacune des municipalités pour vérifier le respect de l'application des conditions de versement exigées. La reddition de comptes doit indiquer les travaux réalisés au cours des années financières 2014-2018 et les coûts réels de leur réalisation. Pour les municipalités retardataires, cette période peut être prolongée.

Un rapport d'un vérificateur externe validant la reddition de comptes finale sur la base des coûts réels devra être transmis au MAMOT au plus tard six mois après cette reddition de comptes. Ce rapport devra démontrer le respect de l'application des conditions de versement exigées, sans quoi la retenue pourra ne pas être recommandée pour versement, ou un remboursement des versements reçus en trop pourra être exigé, le cas échéant.

La liste des travaux réalisés pour le seuil d'immobilisations devra être présentée avec la reddition de comptes finale ou une attestation voulant que le seuil minimal d'immobilisations en réfection d'infrastructures ait été réalisé pour une ou les années couvertes par la reddition dans le cadre d'un autre programme.

Les coûts devront avoir été encourus avant la fin du programme et devront avoir été payés au moment du dépôt du rapport du vérificateur externe. Nonobstant ce qui précède, aux fins uniquement des travaux du vérificateur externe, les retenues contractuelles appliquées sur des travaux réalisés doivent être considérées comme payées.

**ANNEXE 3**

# Modalités de versement de l'aide financière de la Société de financement des infrastructures locales du Québec

Provenant du transfert d'une partie des revenus de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et des contributions du gouvernement du Québec pour les infrastructures municipales en matière d'eau potable, d'eaux usées, de voirie locale et d'autres types d'infrastructures pour les années 2019-2023

*Société de financement des infrastructures locales*
Québec

# Modalités de versement de l'aide financière de la Société de financement des infrastructures locales du Québec

Provenant du transfert d'une partie des revenus de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et des contributions du gouvernement du Québec pour les infrastructures municipales en matière d'eau potable, d'eaux usées, de voirie locale et d'autres types d'infrastructures pour les années 2019-2023

Le gouvernement du Québec établit les modalités de versement de l'aide financière de la Société de financement des infrastructures locales du Québec (SOFIL) telles que déterminées ci-après.

## 1. PROVENANCE DES SOMMES DISPONIBLES

L'aide gouvernementale disponible totalise 3,415 G$ pour la durée du programme, soit 2,564 G$ (75,1 %) provenant du gouvernement fédéral dans le cadre de l'Entente administrative relative au Fonds de la taxe sur l'essence conclue entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec le 23 juin 2014 et 851 M$ (24,9 %) provenant du gouvernement du Québec.

La partie de l'aide financière du gouvernement du Québec qui est versée au comptant sera assumée par la SOFIL, alors que la partie de l'aide financière du gouvernement du Québec qui prend la forme d'un remboursement du service de la dette sera versée par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH).

## 2. RÉPARTITION DES SOMMES DISPONIBLES

### 2.1. Les sommes disponibles sont réparties de la façon suivante :

- pour les municipalités de 6 500 habitants et plus, une somme de 356,73 $ est allouée par personne, selon le décret de population en vigueur le 1er janvier 2019;
- pour les municipalités de moins de 6 500 habitants, un montant forfaitaire de 582 000 $ est alloué par municipalité, plus une somme par personne de 268,76 $, selon le décret de population en vigueur le 1er janvier 2019;
- dans l'éventualité où deux municipalités font l'objet d'un regroupement pour n'en former qu'une seule pendant la période visée, les montants alloués à chacune des municipalités au début de la période seront additionnés pour constituer le montant alloué à la nouvelle municipalité.

Les municipalités régionales de comté d'Abitibi, d'Abitibi-Ouest, de La Haute-Gaspésie, de La Matapédia, de Maria-Chapdelaine et de Matawinie, lesquelles agissent à titre de municipalité locale pour les localités situées en territoires non organisés à l'intérieur de leur juridiction, sont admissibles au présent programme. Toutefois, seuls les travaux admissibles[1] destinés à desservir les résidents permanents peuvent être l'objet d'une aide financière.

Entre le 1er janvier 2014 et le 31 décembre 2018, il y a eu trois regroupements de municipalités : Laverlochère avec Angliers, Daveluyville avec Sainte-Anne-du-Sault ainsi que la ville de L'Épiphanie avec la paroisse de L'Épiphanie. Le montant alloué à chacune des trois nouvelles municipalités est établi de manière à ce qu'elles ne soient pas pénalisées par la fusion.

[1] Si les travaux de ces municipalités régionales de comté sont localisés à l'extérieur des territoires non organisés, seule la portion du coût correspondant aux besoins de la population admissible des territoires non organisés peut être considérée dans le cadre du programme.

Les municipalités peuvent associer les fonds du Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ) pour la période 2019-2023 à d'autres sources de financement provenant d'un programme d'infrastructures pour financer la réalisation d'un projet, sous réserve que la contribution fédérale ou la contribution du Québec maximale fixée dans l'entente de financement encadrant ce programme continuent de s'appliquer.

**2.2. La contribution aux municipalités est accessible de la façon suivante :**

- 20 % pour la période du 1er janvier 2019 au 31 mars 2020;
- 20 % pour la période du 1er avril 2020 au 31 mars 2021;
- 20 % pour la période du 1er avril 2021 au 31 mars 2022;
- 20 % pour la période du 1er avril 2022 au 31 mars 2023;
- 20 % pour la période du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023.

Advenant que la contribution de la municipalité à une année spécifique n'ait pas fait l'objet de travaux présentés à la hauteur du pourcentage déterminé ci-dessus, la différence non octroyée à la municipalité devient accessible à la période suivante.

Nonobstant l'obligation du Québec d'effectuer des paiements aux termes des présentes modalités, cette obligation est annulée si, au moment où le paiement est dû aux termes des présentes modalités, le Québec n'a pas octroyé un crédit suffisant lors du vote des crédits annuels par l'Assemblée nationale du Québec pour assurer le versement au bénéficiaire.

## 3. MODALITÉS DE VERSEMENT

### 3.1. Types de travaux admissibles

Les municipalités devront réaliser des travaux ou des dépenses admissibles, du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2023 inclusivement, à l'intérieur des priorités suivantes :

1. l'installation, la mise aux normes et la mise à niveau des équipements d'eau potable et d'assainissement des eaux;
2. les études qui visent à améliorer la connaissance des infrastructures municipales;
3. le renouvellement des conduites d'eau potable et d'égout;
4. la voirie locale, les infrastructures liées à la gestion des matières résiduelles, les infrastructures visant le déploiement d'un réseau d'Internet haute vitesse[2], les travaux d'amélioration énergétique des bâtiments, ainsi que la construction ou la rénovation d'infrastructures municipales à vocation culturelle, communautaire, sportive ou de loisir.

La municipalité bénéficiaire doit être propriétaire en titre de l'infrastructure visée ou détenir une emphytéose d'une durée minimale de dix ans, lorsque la contribution du gouvernement du Québec est versée au comptant, et de 20 ans, lorsque cette contribution est versée sur 20 ans.

Excluant ceux à vocation culturelle, communautaire ou sportive, les bâtiments municipaux ne sont pas admissibles dans le cadre de la TECQ 2019-2023. C'est le cas, notamment des bâtiments de type hôtel de ville, préfecture, bureau d'arrondissement, caserne de pompiers, poste de police, garage municipal, entrepôt municipal et abri pour abrasifs.

---

[2] Installation de câble à fibre optique, de tours et de serveurs excluant les ordinateurs pour des points d'accès.

Les bâtiments suivants ne sont pas admissibles même s'ils sont de propriété municipale : maison pour personnes âgées, local pour infirmière, centre local de services communautaires (CLSC), clinique médicale, pharmacie, local pour la poste, local pour une institution financière, local pour un guichet automatique ou centre de la petite enfance (CPE).

Chaque municipalité pourra utiliser, pour la réalisation de travaux admissibles dans les priorités de son choix, l'équivalent de 20 % de son enveloppe allouée.

La municipalité devra respecter l'ordre de priorité des travaux pour 80 % de son enveloppe. Pour cette portion de son enveloppe, avant de réaliser des travaux de la priorité 4, la municipalité doit démontrer qu'il n'y a pas de travaux à réaliser dans les priorités 1 à 3 à court terme.

Les travaux en régie, les travaux usuels d'entretien, la location de machinerie, les achats de terrain et les frais juridiques ainsi que les dépenses liées aux salaires des employés municipaux ne sont pas admissibles dans le cadre de la TECQ 2019-2023. Il en est de même pour la partie de la taxe de vente du Québec et de la partie de la taxe sur les produits et services pour lesquelles une municipalité ou un organisme municipal reçoit un crédit de taxe.

Exceptionnellement, dans le cas des villages nordiques, des infrastructures, des travaux ou dépenses adaptés à la situation particulière de cette région pourront être reconnus admissibles.

### 3.2. Programmation de travaux

En vue de conclure la période 2014-2018, une municipalité peut soumettre, modifier ou compléter une programmation de travaux après le 31 décembre 2018 afin de bénéficier de la totalité de l'enveloppe qui lui a été attribuée pour cette période.

Pour obtenir l'aide financière de la SOFIL, ou du MAMH, le cas échéant, chaque municipalité doit déposer au MAMH une programmation de travaux initiale constituée de la liste des travaux à réaliser et dûment accompagnée d'une résolution de son conseil municipal entérinant ces travaux.

Si cette programmation contient des travaux de renouvellement de conduites d'eau potable et d'égout, ceux-ci devront être reconnus comme prioritaires[3] au plan d'intervention pour le renouvellement de ces conduites approuvé par le MAMH, à l'exception des réseaux ou parties de réseaux qui sont exemptés d'un tel plan à cause de leur vétusté manifeste, lesquels sont acceptables sans plan d'intervention. Lorsque tous les travaux reconnus prioritaires au plan d'intervention sont réalisés et que tous les réseaux reconnus vétustes sont renouvelés, une municipalité peut réaliser d'autres travaux de renouvellement de conduites à son choix.

Une municipalité peut déposer une programmation partielle des travaux prévus. En tout temps, une municipalité est tenue d'informer le MAMH des modifications qu'elle apporte à sa programmation.

---

[3] Des conduites identifiées au plan d'intervention avec une classe d'interventions intégrées D.

### 3.3. Seuil minimal d'immobilisations en infrastructures municipales

Les travaux faisant l'objet d'une aide financière gouvernementale dans le cadre du programme doivent constituer un investissement additionnel pour la municipalité. Ainsi, chaque municipalité devra réaliser un seuil minimal d'immobilisations dans les infrastructures municipales[4] pour chacune des années civiles du programme (de 2019 à 2023). Ce seuil augmente en fonction de la population :

- jusqu'au 6 499e habitant : 50 $ par habitant par année;
- du 6 500e au 99 999e habitant : 75 $ par habitant par année;
- à partir du 100 000e habitant : 125 $ par habitant par année;

- pour les municipalités de moins de 100 000 habitants, le seuil doit être réalisé dans les infrastructures municipales d'eau potable, d'égout, de voirie, de bâtiments municipaux, celles requises par le schéma de couverture de risques ou liées à la gestion des matières résiduelles;
- pour les municipalités de 100 000 habitants et plus, excluant la Ville de Montréal, au moins 50 % des immobilisations doivent être réalisés dans la réfection d'infrastructures municipales d'eau potable ou d'égout. Les autres immobilisations peuvent viser la voirie ou les bâtiments municipaux;
- pour la Ville de Montréal, le seuil doit être réalisé dans la réfection d'infrastructures municipales d'eau potable et d'égout.

Ce seuil exclut toute subvention de même que la part du coût maximal admissible assumée par la municipalité pour des travaux subventionnés dans le cadre de tout programme et les sommes transférées à la municipalité conformément aux présentes modalités. Les chiffres sur la population, utilisés pour le calcul du seuil minimal d'immobilisations, sont ceux du décret de population en vigueur au 1er janvier 2019.

À la reddition de comptes finale, une municipalité qui ne réaliserait pas la totalité du seuil exigé verra la contribution gouvernementale réduite d'un montant équivalant au montant manquant pour la réalisation du seuil sans dépasser la retenue représentant, en tout ou en partie, le financement accessible pour l'exercice 2023-2024.

Chacun des quatorze villages nordiques est exempté de réaliser un seuil minimal d'immobilisations en infrastructures municipales.

### 3.4. Examen des programmations et déclenchement des premiers versements

L'autorité chargée en vertu des dispositions de la Loi sur la Société de financement des infrastructures locales du Québec (chapitre S-11.0102) d'autoriser une aide financière à être accordée par cette dernière est le MAMH.

Le dépôt d'une reddition de comptes finale permettant de conclure la TECQ 2014-2018 constitue une condition préalable à l'examen et à l'approbation par le MAMH d'une programmation de travaux déposée par une municipalité dans le cadre de la TECQ 2019-2023.

Une fois par année, pour les exercices financiers gouvernementaux de 2019-2020 à 2023-2024 inclusivement, la municipalité est tenue de déposer une programmation de travaux révisée précisant et confirmant les travaux réalisés en date de transmission de celle-ci. Cette programmation de travaux permettra d'établir ou d'ajuster le versement à venir pour l'exercice en cours sur la base des travaux réalisés et confirmés par un officier municipal ou par une résolution du conseil municipal.

---

4 Excluant celles liées au développement domiciliaire ou industriel.

De plus, la municipalité devra indiquer, dans cette même programmation, la prévision des travaux admissibles qu'elle estime réaliser du 1er avril au 31 mars de l'exercice gouvernemental en cours, et ce, afin que le MAMH puisse obtenir l'information exigée en vertu de la norme comptable sur les paiements de transfert (SP 3410).

Le MAMH examinera les programmations de travaux qui lui seront soumises par les municipalités pour s'assurer que les conditions de versement exigées sont respectées.

Lorsque le MAMH aura approuvé les programmations comportant les travaux réalisés, il interviendra auprès de la SOFIL pour déclencher les versements.

Pour assurer le versement au plus tard le 15 mars de l'exercice courant, une programmation de travaux devra avoir été transmise au plus tard le 30 novembre de ce même exercice. Le MAMH pourra toutefois recommander pour versement toute programmation de travaux déposée après le 30 novembre et présentant des travaux réalisés dans la mesure où il peut en assurer le traitement aux fins de versement avant le 15 mars suivant.

La contribution du gouvernement fédéral (75,1 %) est versée au comptant par la SOFIL une fois par année, et ce, au plus tard le 15 mars de chaque exercice financier en cours à compter de l'exercice 2019-2020. Nonobstant ce qui précède, le MAMH pourra recommander à la SOFIL un second versement d'une portion ou de la totalité de la contribution fédérale pour et au cours du même exercice.

Pour les municipalités de moins de 2 500 habitants et pour les villages nordiques, la contribution du gouvernement du Québec est versée au comptant par la SOFIL une fois par année à chacune des municipalités visées au plus tard le 15 mars de chaque année, à partir de 2020.

Pour les municipalités de 2 500 habitants et plus, la contribution du gouvernement du Québec est versée par le MAMH sur 20 ans au plus tard le 15 mars de chaque année, à compter de 2020. Le versement, comprenant le capital et les intérêts, sera calculé en fonction du taux à long terme pour le Québec (dix ans) disponible en janvier de chaque année selon les paramètres de référence fournis par le ministère des Finances du Québec et publiés par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Un calendrier de versement sur 20 ans sera établi pour chacune des années où un versement doit être effectué, selon l'évolution de l'approbation des programmations de travaux et des travaux réalisés par le bénéficiaire.

Une retenue représentant, en tout ou en partie, le financement accessible pour l'exercice 2023-2024 pourra être appliquée jusqu'à l'approbation de la reddition de comptes finale, incluant le rapport du vérificateur externe. L'approbation de la reddition de comptes déclenche les versements associés à la retenue.

### 3.5. Communications publiques

L'annonce publique d'un projet réalisé à l'aide du programme de la TECQ concernant des infrastructures d'eau potable, d'eaux usées, de voirie locale et d'autres types d'infrastructures sera faite par le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada en concertation avec la municipalité.

La municipalité devra mentionner la participation du gouvernement du Québec et celle du gouvernement du Canada dans toute publicité à un tel projet.

Les coûts de confection, d'installation et de désinstallation d'affiches demandées par les gouvernements font partie des dépenses admissibles d'un projet.

## 4. REDDITION DE COMPTES

Une reddition de comptes finale est exigée à chacune des municipalités pour vérifier, entre autres, le respect de l'application des conditions de versement. La reddition de comptes doit indiquer les travaux réalisés entre le 1er janvier 2019 et le 31 décembre 2023 inclusivement et les coûts réels de leur réalisation.

Un rapport d'un vérificateur externe validant la reddition de comptes finale sur la base des coûts réels devra être transmis au MAMH au plus tard six mois après cette reddition de comptes. Ce rapport devra démontrer le respect de l'application des conditions de versement exigées, sans quoi la retenue ne pourra pas être recommandée pour versement, ou un remboursement des versements reçus en trop pourra être exigé, le cas échéant.

La liste des travaux réalisés pour le seuil d'immobilisations devra être présentée avec la reddition de comptes finale.

Les coûts devront avoir été encourus avant la fin du programme et devront avoir été payés au moment du dépôt du rapport du vérificateur externe. Nonobstant ce qui précède, aux fins uniquement des travaux du vérificateur externe, les retenues contractuelles appliquées sur des travaux réalisés doivent être considérées comme payées.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 31 | Pour le Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec : fournir tout échange entre le gouvernement fédéral et le gouvernement du Québec au sujet du renouvellement du programme pour 2019-2023, ainsi que les modalités envisagées. |

Le Fonds de la taxe sur l'essence fédéral (FTE), créé en 2005, constitue une source permanente de financement versé aux provinces et territoires pour soutenir les priorités en matière d'infrastructures locales. Les modalités de versement du FTE sont établies par le biais d'ententes entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux.

Au Québec, depuis 2006, les sommes issues du FTE sont appariées à une contribution du gouvernement du Québec pour constituer le Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ). Les sommes de la TECQ sont transférées aux municipalités du Québec pour leurs infrastructures d'eau potable, d'eaux usées et de voirie locale.

La Société de financement des infrastructures locales (SOFIL), relevant du ministre des Finances, a été créée en 2004 afin de recevoir les versements du fédéral issus du FTE. Le MAMH, pour sa part, réalise la gestion administrative de l'enveloppe qui lui est octroyée dans le cadre de la TECQ. Il reçoit donc les programmations de travaux transmises par les municipalités, en effectue l'analyse, l'approbation ainsi que le déclenchement des versements s'y rattachant. Il doit aussi préparer les redditions de comptes requises dans le cadre de l'administration du programme.

La réalisation de travaux admissibles doit respecter l'ordre de priorité suivant :

1. l'installation, la mise aux normes et à niveau des équipements d'eau potable et d'assainissement des eaux usées;
2. les études visant à améliorer la connaissance des infrastructures municipales;
3. le renouvellement des conduites d'eau potable et d'égouts;
4. la voirie locale, les infrastructures liées à la gestion des matières résiduelles, celles visant le déploiement d'un réseau d'Internet haute vitesse, les travaux d'amélioration énergétique des bâtiments, ainsi que les infrastructures municipales à vocation culturelle, communautaire, sportive ou de loisir.

Pour plus de souplesse, chaque municipalité peut utiliser 20 % de son enveloppe pour réaliser des travaux admissibles de son choix, sans tenir compte de l'ordre de priorité.

L'Entente Canada-Québec actuelle concernant le transfert des crédits issus du FTE a été signée le 23 juin 2014. Elle est valide pour une période de 10 ans, soit jusqu'en 2024. Toutefois, sa mise en œuvre s'effectue selon deux périodes de cinq années.

Pour la TECQ 2019-2023, un montant de 2,564 G$ provient du FTE et une contribution additionnelle du Québec de 851 M$ vient compléter l'enveloppe totale de 3,415 G$. Les modalités de ce programme, disponibles en annexe, ont été annoncées aux municipalités le 21 juin 2019.
Les municipalités, appuyées par le gouvernement du Québec, ont demandé que les bâtiments municipaux, les barrages municipaux ainsi que les travaux en régie soient rendus admissibles à la TECQ 2019-2023. Une lettre du ministre des Finances a été transmise au gouvernement fédéral à ce sujet en janvier et en mai 2019.

Le 7 avril et le 13 mai 2020, la ministre a réitéré cette demande d'élargissement des critères du FTE relatifs aux catégories d'investissements admissibles, soulignant que, dans le contexte de la pandémie, une telle mesure donnerait aux municipalités la souplesse requise pour relancer leur économie locale.

Plutôt que de donner suite à ces demandes, le 1er juin 2020, le gouvernement fédéral a annoncé vouloir devancer le versement de sa contribution au titre du FTE pour subvenir aux besoins de liquidité des municipalités engendrés par la crise économique due à la pandémie.

**ANNEXE 3**

# Modalités de versement de l'aide financière de la Société de financement des infrastructures locales du Québec

Provenant du transfert d'une partie des revenus de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et des contributions du gouvernement du Québec pour les infrastructures municipales en matière d'eau potable, d'eaux usées, de voirie locale et d'autres types d'infrastructures pour les années 2019-2023

*Société de financement des infrastructures locales*
Québec

# Modalités de versement de l'aide financière de la Société de financement des infrastructures locales du Québec

Provenant du transfert d'une partie des revenus de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et des contributions du gouvernement du Québec pour les infrastructures municipales en matière d'eau potable, d'eaux usées, de voirie locale et d'autres types d'infrastructures pour les années 2019-2023

Le gouvernement du Québec établit les modalités de versement de l'aide financière de la Société de financement des infrastructures locales du Québec (SOFIL) telles que déterminées ci-après.

## 1. PROVENANCE DES SOMMES DISPONIBLES

L'aide gouvernementale disponible totalise 3,415 G$ pour la durée du programme, soit 2,564 G$ (75,1 %) provenant du gouvernement fédéral dans le cadre de l'Entente administrative relative au Fonds de la taxe sur l'essence conclue entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec le 23 juin 2014 et 851 M$ (24,9 %) provenant du gouvernement du Québec.

La partie de l'aide financière du gouvernement du Québec qui est versée au comptant sera assumée par la SOFIL, alors que la partie de l'aide financière du gouvernement du Québec qui prend la forme d'un remboursement du service de la dette sera versée par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH).

## 2. RÉPARTITION DES SOMMES DISPONIBLES

### 2.1. Les sommes disponibles sont réparties de la façon suivante :

- pour les municipalités de 6 500 habitants et plus, une somme de 356,73 $ est allouée par personne, selon le décret de population en vigueur le 1er janvier 2019;
- pour les municipalités de moins de 6 500 habitants, un montant forfaitaire de 582 000 $ est alloué par municipalité, plus une somme par personne de 268,76 $, selon le décret de population en vigueur le 1er janvier 2019;
- dans l'éventualité où deux municipalités font l'objet d'un regroupement pour n'en former qu'une seule pendant la période visée, les montants alloués à chacune des municipalités au début de la période seront additionnés pour constituer le montant alloué à la nouvelle municipalité.

Les municipalités régionales de comté d'Abitibi, d'Abitibi-Ouest, de La Haute-Gaspésie, de La Matapédia, de Maria-Chapdelaine et de Matawinie, lesquelles agissent à titre de municipalité locale pour les localités situées en territoires non organisés à l'intérieur de leur juridiction, sont admissibles au présent programme. Toutefois, seuls les travaux admissibles[1] destinés à desservir les résidents permanents peuvent être l'objet d'une aide financière.

Entre le 1er janvier 2014 et le 31 décembre 2018, il y a eu trois regroupements de municipalités : Laverlochère avec Angliers, Daveluyville avec Sainte-Anne-du-Sault ainsi que la ville de L'Épiphanie avec la paroisse de L'Épiphanie. Le montant alloué à chacune des trois nouvelles municipalités est établi de manière à ce qu'elles ne soient pas pénalisées par la fusion.

[1] Si les travaux de ces municipalités régionales de comté sont localisés à l'extérieur des territoires non organisés, seule la portion du coût correspondant aux besoins de la population admissible des territoires non organisés peut être considérée dans le cadre du programme.

Les municipalités peuvent associer les fonds du Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ) pour la période 2019-2023 à d'autres sources de financement provenant d'un programme d'infrastructures pour financer la réalisation d'un projet, sous réserve que la contribution fédérale ou la contribution du Québec maximale fixée dans l'entente de financement encadrant ce programme continuent de s'appliquer.

**2.2. La contribution aux municipalités est accessible de la façon suivante :**

- 20 % pour la période du 1er janvier 2019 au 31 mars 2020;
- 20 % pour la période du 1er avril 2020 au 31 mars 2021;
- 20 % pour la période du 1er avril 2021 au 31 mars 2022;
- 20 % pour la période du 1er avril 2022 au 31 mars 2023;
- 20 % pour la période du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023.

Advenant que la contribution de la municipalité à une année spécifique n'ait pas fait l'objet de travaux présentés à la hauteur du pourcentage déterminé ci-dessus, la différence non octroyée à la municipalité devient accessible à la période suivante.

Nonobstant l'obligation du Québec d'effectuer des paiements aux termes des présentes modalités, cette obligation est annulée si, au moment où le paiement est dû aux termes des présentes modalités, le Québec n'a pas octroyé un crédit suffisant lors du vote des crédits annuels par l'Assemblée nationale du Québec pour assurer le versement au bénéficiaire.

## 3. MODALITÉS DE VERSEMENT

### 3.1. Types de travaux admissibles

Les municipalités devront réaliser des travaux ou des dépenses admissibles, du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2023 inclusivement, à l'intérieur des priorités suivantes :

1. l'installation, la mise aux normes et la mise à niveau des équipements d'eau potable et d'assainissement des eaux;
2. les études qui visent à améliorer la connaissance des infrastructures municipales;
3. le renouvellement des conduites d'eau potable et d'égout;
4. la voirie locale, les infrastructures liées à la gestion des matières résiduelles, les infrastructures visant le déploiement d'un réseau d'Internet haute vitesse[2], les travaux d'amélioration énergétique des bâtiments, ainsi que la construction ou la rénovation d'infrastructures municipales à vocation culturelle, communautaire, sportive ou de loisir.

La municipalité bénéficiaire doit être propriétaire en titre de l'infrastructure visée ou détenir une emphytéose d'une durée minimale de dix ans, lorsque la contribution du gouvernement du Québec est versée au comptant, et de 20 ans, lorsque cette contribution est versée sur 20 ans.

Excluant ceux à vocation culturelle, communautaire ou sportive, les bâtiments municipaux ne sont pas admissibles dans le cadre de la TECQ 2019-2023. C'est le cas, notamment des bâtiments de type hôtel de ville, préfecture, bureau d'arrondissement, caserne de pompiers, poste de police, garage municipal, entrepôt municipal et abri pour abrasifs.

---

[2] Installation de câble à fibre optique, de tours et de serveurs excluant les ordinateurs pour des points d'accès.

Les bâtiments suivants ne sont pas admissibles même s'ils sont de propriété municipale : maison pour personnes âgées, local pour infirmière, centre local de services communautaires (CLSC), clinique médicale, pharmacie, local pour la poste, local pour une institution financière, local pour un guichet automatique ou centre de la petite enfance (CPE).

Chaque municipalité pourra utiliser, pour la réalisation de travaux admissibles dans les priorités de son choix, l'équivalent de 20 % de son enveloppe allouée.

La municipalité devra respecter l'ordre de priorité des travaux pour 80 % de son enveloppe. Pour cette portion de son enveloppe, avant de réaliser des travaux de la priorité 4, la municipalité doit démontrer qu'il n'y a pas de travaux à réaliser dans les priorités 1 à 3 à court terme.

Les travaux en régie, les travaux usuels d'entretien, la location de machinerie, les achats de terrain et les frais juridiques ainsi que les dépenses liées aux salaires des employés municipaux ne sont pas admissibles dans le cadre de la TECQ 2019-2023. Il en est de même pour la partie de la taxe de vente du Québec et de la partie de la taxe sur les produits et services pour lesquelles une municipalité ou un organisme municipal reçoit un crédit de taxe.

Exceptionnellement, dans le cas des villages nordiques, des infrastructures, des travaux ou dépenses adaptés à la situation particulière de cette région pourront être reconnus admissibles.

### 3.2. Programmation de travaux

En vue de conclure la période 2014-2018, une municipalité peut soumettre, modifier ou compléter une programmation de travaux après le 31 décembre 2018 afin de bénéficier de la totalité de l'enveloppe qui lui a été attribuée pour cette période.

Pour obtenir l'aide financière de la SOFIL, ou du MAMH, le cas échéant, chaque municipalité doit déposer au MAMH une programmation de travaux initiale constituée de la liste des travaux à réaliser et dûment accompagnée d'une résolution de son conseil municipal entérinant ces travaux.

Si cette programmation contient des travaux de renouvellement de conduites d'eau potable et d'égout, ceux-ci devront être reconnus comme prioritaires[3] au plan d'intervention pour le renouvellement de ces conduites approuvé par le MAMH, à l'exception des réseaux ou parties de réseaux qui sont exemptés d'un tel plan à cause de leur vétusté manifeste, lesquels sont acceptables sans plan d'intervention. Lorsque tous les travaux reconnus prioritaires au plan d'intervention sont réalisés et que tous les réseaux reconnus vétustes sont renouvelés, une municipalité peut réaliser d'autres travaux de renouvellement de conduites à son choix.

Une municipalité peut déposer une programmation partielle des travaux prévus. En tout temps, une municipalité est tenue d'informer le MAMH des modifications qu'elle apporte à sa programmation.

[3] Des conduites identifiées au plan d'intervention avec une classe d'interventions intégrées D.

### 3.3. Seuil minimal d'immobilisations en infrastructures municipales

Les travaux faisant l'objet d'une aide financière gouvernementale dans le cadre du programme doivent constituer un investissement additionnel pour la municipalité. Ainsi, chaque municipalité devra réaliser un seuil minimal d'immobilisations dans les infrastructures municipales[4] pour chacune des années civiles du programme (de 2019 à 2023). Ce seuil augmente en fonction de la population :

- jusqu'au 6 499e habitant : 50 $ par habitant par année;
- du 6 500e au 99 999e habitant : 75 $ par habitant par année;
- à partir du 100 000e habitant : 125 $ par habitant par année;

- pour les municipalités de moins de 100 000 habitants, le seuil doit être réalisé dans les infrastructures municipales d'eau potable, d'égout, de voirie, de bâtiments municipaux, celles requises par le schéma de couverture de risques ou liées à la gestion des matières résiduelles;
- pour les municipalités de 100 000 habitants et plus, excluant la Ville de Montréal, au moins 50 % des immobilisations doivent être réalisés dans la réfection d'infrastructures municipales d'eau potable ou d'égout. Les autres immobilisations peuvent viser la voirie ou les bâtiments municipaux;
- pour la Ville de Montréal, le seuil doit être réalisé dans la réfection d'infrastructures municipales d'eau potable et d'égout.

Ce seuil exclut toute subvention de même que la part du coût maximal admissible assumée par la municipalité pour des travaux subventionnés dans le cadre de tout programme et les sommes transférées à la municipalité conformément aux présentes modalités. Les chiffres sur la population, utilisés pour le calcul du seuil minimal d'immobilisations, sont ceux du décret de population en vigueur au 1er janvier 2019.

À la reddition de comptes finale, une municipalité qui ne réaliserait pas la totalité du seuil exigé verra la contribution gouvernementale réduite d'un montant équivalant au montant manquant pour la réalisation du seuil sans dépasser la retenue représentant, en tout ou en partie, le financement accessible pour l'exercice 2023-2024.

Chacun des quatorze villages nordiques est exempté de réaliser un seuil minimal d'immobilisations en infrastructures municipales.

### 3.4. Examen des programmations et déclenchement des premiers versements

L'autorité chargée en vertu des dispositions de la Loi sur la Société de financement des infrastructures locales du Québec (chapitre S-11.0102) d'autoriser une aide financière à être accordée par cette dernière est le MAMH.

Le dépôt d'une reddition de comptes finale permettant de conclure la TECQ 2014-2018 constitue une condition préalable à l'examen et à l'approbation par le MAMH d'une programmation de travaux déposée par une municipalité dans le cadre de la TECQ 2019-2023.

Une fois par année, pour les exercices financiers gouvernementaux de 2019-2020 à 2023-2024 inclusivement, la municipalité est tenue de déposer une programmation de travaux révisée précisant et confirmant les travaux réalisés en date de transmission de celle-ci. Cette programmation de travaux permettra d'établir ou d'ajuster le versement à venir pour l'exercice en cours sur la base des travaux réalisés et confirmés par un officier municipal ou par une résolution du conseil municipal.

---

4 Excluant celles liées au développement domiciliaire ou industriel.

De plus, la municipalité devra indiquer, dans cette même programmation, la prévision des travaux admissibles qu'elle estime réaliser du 1er avril au 31 mars de l'exercice gouvernemental en cours, et ce, afin que le MAMH puisse obtenir l'information exigée en vertu de la norme comptable sur les paiements de transfert (SP 3410).

Le MAMH examinera les programmations de travaux qui lui seront soumises par les municipalités pour s'assurer que les conditions de versement exigées sont respectées.

Lorsque le MAMH aura approuvé les programmations comportant les travaux réalisés, il interviendra auprès de la SOFIL pour déclencher les versements.

Pour assurer le versement au plus tard le 15 mars de l'exercice courant, une programmation de travaux devra avoir été transmise au plus tard le 30 novembre de ce même exercice. Le MAMH pourra toutefois recommander pour versement toute programmation de travaux déposée après le 30 novembre et présentant des travaux réalisés dans la mesure où il peut en assurer le traitement aux fins de versement avant le 15 mars suivant.

La contribution du gouvernement fédéral (75,1 %) est versée au comptant par la SOFIL une fois par année, et ce, au plus tard le 15 mars de chaque exercice financier en cours à compter de l'exercice 2019-2020. Nonobstant ce qui précède, le MAMH pourra recommander à la SOFIL un second versement d'une portion ou de la totalité de la contribution fédérale pour et au cours du même exercice.

Pour les municipalités de moins de 2 500 habitants et pour les villages nordiques, la contribution du gouvernement du Québec est versée au comptant par la SOFIL une fois par année à chacune des municipalités visées au plus tard le 15 mars de chaque année, à partir de 2020.

Pour les municipalités de 2 500 habitants et plus, la contribution du gouvernement du Québec est versée par le MAMH sur 20 ans au plus tard le 15 mars de chaque année, à compter de 2020. Le versement, comprenant le capital et les intérêts, sera calculé en fonction du taux à long terme pour le Québec (dix ans) disponible en janvier de chaque année selon les paramètres de référence fournis par le ministère des Finances du Québec et publiés par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Un calendrier de versement sur 20 ans sera établi pour chacune des années où un versement doit être effectué, selon l'évolution de l'approbation des programmations de travaux et des travaux réalisés par le bénéficiaire.

Une retenue représentant, en tout ou en partie, le financement accessible pour l'exercice 2023-2024 pourra être appliquée jusqu'à l'approbation de la reddition de comptes finale, incluant le rapport du vérificateur externe. L'approbation de la reddition de comptes déclenche les versements associés à la retenue.

### 3.5. Communications publiques

L'annonce publique d'un projet réalisé à l'aide du programme de la TECQ concernant des infrastructures d'eau potable, d'eaux usées, de voirie locale et d'autres types d'infrastructures sera faite par le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada en concertation avec la municipalité.

La municipalité devra mentionner la participation du gouvernement du Québec et celle du gouvernement du Canada dans toute publicité à un tel projet.

Les coûts de confection, d'installation et de désinstallation d'affiches demandées par les gouvernements font partie des dépenses admissibles d'un projet.

## 4. REDDITION DE COMPTES

Une reddition de comptes finale est exigée à chacune des municipalités pour vérifier, entre autres, le respect de l'application des conditions de versement. La reddition de comptes doit indiquer les travaux réalisés entre le 1er janvier 2019 et le 31 décembre 2023 inclusivement et les coûts réels de leur réalisation.

Un rapport d'un vérificateur externe validant la reddition de comptes finale sur la base des coûts réels devra être transmis au MAMH au plus tard six mois après cette reddition de comptes. Ce rapport devra démontrer le respect de l'application des conditions de versement exigées, sans quoi la retenue ne pourra pas être recommandée pour versement, ou un remboursement des versements reçus en trop pourra être exigé, le cas échéant.

La liste des travaux réalisés pour le seuil d'immobilisations devra être présentée avec la reddition de comptes finale.

Les coûts devront avoir été encourus avant la fin du programme et devront avoir été payés au moment du dépôt du rapport du vérificateur externe. Nonobstant ce qui précède, aux fins uniquement des travaux du vérificateur externe, les retenues contractuelles appliquées sur des travaux réalisés doivent être considérées comme payées.

AUG 31 AM 9:55


Québec

Gouvernement du Québec
Le ministre des Finances

Québec, le 22 août 2018

L'honorable François-Philippe Champagne
Ministre de l'Infrastructure et des Collectivités
180, rue Kent, bureau 1100
Ottawa (Ontario) K1P 0B6

Monsieur le Ministre,

Depuis plusieurs mois, nos équipes respectives sont à pied d'œuvre dans le cadre du processus de réexamen des modalités de l'Entente administrative relative au Fonds de la taxe sur l'essence (Entente) pour la période 2014-2024, conformément à l'article 14.3 de cette entente.

Malgré l'avancement des discussions et la bonne collaboration entre nos équipes respectives, plusieurs points n'ont pu faire l'objet d'une entente jusqu'à présent. À cet égard, je souhaite soulever certains points litigieux qui reflètent des demandes exprimées par les municipalités québécoises, et déjà formulées officiellement auparavant par le Québec.

À cet égard, il m'apparaît essentiel que nos gouvernements soient à l'écoute du monde municipal, en adaptant les programmes par des modalités souples, répondant à leurs besoins, de manière à maximiser l'impact sur la qualité de vie des citoyens.

Tout d'abord, le Québec estime que les bâtiments municipaux devraient être admissibles au financement du Fonds de la taxe sur l'essence (FTE). Ces infrastructures contribuent au renforcement des capacités des municipalités et leur permettent d'assurer d'importants services auprès des citoyens. Elles comprennent notamment les hôtels de ville, les centres communautaires ainsi que les casernes d'incendies dont le rôle s'avère primordial à l'égard de la protection de nos collectivités.

... 2

Québec
12, rue Saint-Louis, 1er étage
Québec (Québec) G1R 5L3
Téléphone : (418) 643-5270
Télécopieur : (418) 646-1574
ministre@finances.gouv.qc.ca

Montréal
380, rue Saint-Antoine Ouest, 5e étage
Montréal (Québec) H2Y 3X7
Téléphone : (514) 873-5363
Télécopieur : (514) 873-4728

Ensuite, le gouvernement du Québec considère que les travaux liés à la réfection, la construction ou la reconstruction de barrages de propriété municipale devraient être explicitement admissibles à la FTE, et ce, même si certains de ces barrages n'ont pas été érigés, à l'origine, afin de prévenir des catastrophes potentielles. Je tiens à vous souligner que ces barrages municipaux répondent maintenant à l'objectif d'atténuation des catastrophes puisque leur rupture pourrait avoir des conséquences importantes pour la sécurité de la population et pour l'environnement.

Enfin, à l'égard des coûts admissibles mentionnés à l'article 8.1 de l'Entente, le Québec demande au gouvernement fédéral de reconnaître l'admissibilité de coûts additionnels soit les dépenses liées aux travaux en régie ainsi que le salaire des employés municipaux affectés à ces travaux. Je tiens à vous rappeler que le gouvernement fédéral permet déjà aux municipalités d'inclure ces coûts dans le cadre du Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées (FEPTEU).

Pour conclure, je vous rappelle que les municipalités nous ont maintes fois exprimé ces demandes et que le gouvernement du Québec est le mieux placé pour connaître les besoins en infrastructures sur son territoire. Une réponse positive aux demandes présentées dans cette lettre aura un impact économique favorable et durable en plus d'améliorer le bien-être des collectivités.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Carlos Leitão

c. c. M. Martin Coiteux, ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire
M. André Fortin, ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports
M. Jean-Marc Fournier, ministre des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne

Québec

Gouvernement du Québec
**La ministre des Affaires municipales et de l'Habitation**
**La ministre responsable de la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean**

Québec, le 28 janvier 2019

Monsieur François-Philippe Champagne
Ministre de l'Infrastructure et des Collectivités
180, rue Kent, bureau 1100
Ottawa (Ontario) K1P 0B6

Monsieur le Ministre,

Dans le cadre du processus de réexamen des modalités de l'Entente administrative relative au Fonds de la taxe sur l'essence (Entente), le gouvernement du Québec vous écrivait le 22 août 2018 afin de vous demander de rendre admissibles certains travaux et coûts pour répondre aux besoins exprimés par les municipalités québécoises.

Dans le contexte où le gouvernement du Québec n'a pas reçu de réponse de votre part, et à la suite de nos récentes discussions, il m'apparaît opportun de réitérer l'importance d'adapter les modalités de l'Entente afin, ultimement, d'améliorer la qualité de vie des citoyens.

Dans un premier temps, le gouvernement du Québec demande de rendre admissibles au financement du Fonds de la taxe sur l'essence (FTE) les bâtiments municipaux, tels que les hôtels de ville, les casernes de pompiers, les garages municipaux et les entrepôts. Ces bâtiments sont essentiels au bon fonctionnement des municipalités et leur permettent d'offrir des services indispensables aux citoyens.

Dans un deuxième temps, le gouvernement du Québec est d'avis que les travaux liés à la réfection, à la construction ou la reconstruction de barrages municipaux devraient être admissible au FTE, même si certains n'avaient pas été érigés à l'origine pour prévenir des catastrophes naturelles. Dans un contexte de changements climatiques, je rappelle que la rupture de barrages pourrait avoir des conséquences graves pour la sécurité de la population et pour l'environnement.

…2

**Québec**
Aile Chauveau, 4e étage
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
**Téléphone : 418 691-2050**
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamot.gouv.qc.ca
www.mamh.gouv.qc.ca

**Montréal**
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
**Téléphone : 514 873-2622**
Télécopieur : 514 873-2620

Dans un troisième temps, le gouvernement du Québec considère que les dépenses relatives aux travaux en régie de même que les salaires des employés municipaux affectés à ces travaux devraient également être admissibles à l'Entente. Il peut effectivement être avantageux pour des municipalités de réaliser certains travaux en régie et les modalités de l'entente devraient le favoriser.

Ces trois demandes m'ont été formulées à plusieurs reprises par les municipalités au cours des dernières semaines. Une ouverture de votre part à leur égard permettrait d'assurer un accueil des plus favorables au Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ) pour la période 2019-2023.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

La ministre,

ANDRÉE LAFOREST

c. c. M[me] Sonia LeBel, ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne
M. Éric Girard, ministre des Finances

Minister of Infrastructure
and Communities

Ministre de l'Infrastructure
et des Collectivités

Ottawa, Canada K1P 0B6

Monsieur Éric Girard
Ministre des Finances
Gouvernement du Québec
12, rue Saint-Louis, 1er étage
Québec (Québec) G1R 5L3

Ministère des Affaires
municipales et de l'Habitation
26 FEV. 2019
CABINET

21 FEV. 2019

Monsieur le Ministre,

Je donne suite à la lettre du 22 août 2018 de votre prédécesseur au sujet de l'admissibilité au financement du Fonds de la taxe sur l'essence des bâtiments municipaux, des travaux de construction liés aux barrages municipaux et des coûts liés aux travaux en régie.

Je souhaite par l'entremise de cette lettre préciser certains des paramètres d'admissibilité associés à ce fonds. Par ailleurs, dans un esprit de collaboration avec le Québec, je souhaite aussi répondre positivement à une demande faite par votre gouvernement afin de s'assurer que ce programme réponde plus fidèlement aux besoins exprimés par les municipalités en ce qui a trait aux paramètres d'approvisionnement des projets.

Le Fonds de la taxe sur l'essence constitue une source permanente de financement pour soutenir les municipalités dans leurs priorités en matière d'infrastructure locale. À cet effet, Infrastructure Canada reconnaît le rôle que le gouvernement du Québec joue en ce qui concerne les besoins en infrastructure sur son territoire. C'est pourquoi je suis heureux que la contribution fédérale par l'intermédiaire du Fonds ait permis d'appuyer plus de 6 400 projets au Québec depuis 2014.

L'admissibilité des bâtiments municipaux a fait l'objet de nombreuses discussions au cours des dernières années. Cependant, l'un des objectifs du programme est de permettre aux municipalités d'investir dans des infrastructures qui s'ajoutent à celles déjà prévues dans le cadre de leurs activités régulières. Dans ce contexte, il n'est pas nécessaire de revoir l'Entente administrative Canada-Québec relative au Fonds de la taxe sur l'essence (l'Entente) pour étendre les catégories admissibles pour les bâtiments municipaux. À cet effet, je souhaite réitérer que des travaux qui ont pour objectif d'augmenter l'efficacité énergétique des bâtiments municipaux pourraient être admissibles.

Par ailleurs, je vous souligne que les travaux à des barrages municipaux inscrits à la *Loi sur la sécurité des barrages du Québec* qui ont pour objectif d'assurer la sécurité publique ou d'atténuer les risques de catastrophes peuvent être admissibles conformément à l'Entente. De même, des barrages dont la fonction principale serait la conservation et la gestion d'eau potable sont aussi admissibles. Toutefois, les barrages à caractère commerciaux ne peuvent pas bénéficier de financement provenant du Fonds de la taxe sur l'essence.

...2

Canada

Finalement, en ce qui concerne les travaux en régie, l'Entente actuelle indique que ces coûts ne sont pas admissibles (article 8.2). Toutefois, en réponse à votre requête et dans un esprit de collaboration entre nos deux gouvernements, je suis d'accord à rendre certains coûts en régie admissibles selon la définition qui suit et qui pourrait être intégrée à l'article 8.2 de l'Entente, suite à votre confirmation :

*Les dépenses supplémentaires liées aux employés de la municipalité ou à la location d'équipement peuvent être incluses dans les coûts admissibles si les conditions suivantes sont remplies :*

i. *la municipalité est en mesure de démontrer qu'il n'est pas économiquement réalisable de lancer un appel d'offres pour un contrat;*
ii. *l'employé ou l'équipement participe directement au travail qui aurait fait l'objet du contrat;*
iii. *l'entente est approuvée à l'avance et par écrit par le Québec.*

Suivant votre confirmation par lettre, l'article 8.2 de l'Entente sera ajusté conséquemment.

Je souhaite que ces précisions et notre ouverture au changement demandé en ce qui a trait aux travaux en régie répondent aux enjeux soulevés récemment par votre gouvernement, ainsi que par les représentants du milieu municipal québécois. Le Fonds de la taxe sur l'essence offre un large éventail de catégories de projets ainsi qu'une souplesse dans l'application de ces catégories. J'invite les représentants de votre ministère à continuer à collaborer avec Infrastructure Canada pour assurer la mise en œuvre du Fonds au Québec.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes meilleurs sentiments.

L'honorable François-Philippe Champagne, C.P., député
Ministre de l'Infrastructure et des Collectivités

c.c. Madame Andrée Laforest
Ministre des Affaires municipales et de l'Habitation

Monsieur François Bonnardel
Ministre des Transports

Madame Sonia LeBel
Ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne

Minister of Infrastructure
and Communities

Ministre de l'Infrastructure
et des Collectivités

Ottawa, Canada K1P 0B6

Ministère des Affaires
municipales et de l'Habitation

26 FEV. 2019

CABINET

Madame Andrée Laforest
Ministre des Affaires municipales et de l'Habitation
Ministre responsable de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean
Gouvernement du Québec
Aile Chauveau, 4e étage
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3

21 FEV. 2019

Madame la Ministre,

Je donne suite à la lettre du 28 janvier 2019 au sujet de l'admissibilité au financement du Fonds de la taxe sur l'essence des bâtiments municipaux, des travaux de construction liés aux barrages municipaux et des coûts liés aux travaux en régie. Je suis désolé d'avoir tardé à vous répondre.

Le Fonds de la taxe sur l'essence constitue une source permanente de financement pour soutenir les municipalités dans leurs priorités en matière d'infrastructure locale. À cet effet, Infrastructure Canada reconnaît le rôle que le gouvernement du Québec joue en ce qui concerne les besoins en infrastructure sur son territoire. C'est pourquoi je suis heureux que la contribution fédérale par l'intermédiaire du Fonds ait permis d'appuyer plus de 6 400 projets au Québec depuis 2014.

L'admissibilité des bâtiments municipaux a fait l'objet de nombreuses discussions au cours des dernières années. Cependant, l'un des objectifs du programme est de permettre aux municipalités d'investir dans des infrastructures qui s'ajoutent à celles déjà prévues dans le cadre de leurs activités régulières. Dans ce contexte, il n'est pas nécessaire de revoir l'Entente administrative Canada-Québec relative au Fonds de la taxe sur l'essence (l'Entente) pour étendre les catégories admissibles pour les bâtiments municipaux. À cet effet, des travaux qui ont pour objectif d'augmenter l'efficacité énergétique des bâtiments municipaux pourraient être admissibles.

Les travaux à des barrages municipaux inscrits à la *Loi sur la sécurité des barrages du Québec* qui ont pour objectif d'assurer la sécurité publique ou d'atténuer les risques de catastrophes peuvent être admissibles conformément à l'Entente. Par ailleurs, des barrages dont la fonction principale serait la conservation et la gestion d'eau potable

...2

sont aussi admissibles. Toutefois, les barrages à caractère commerciaux ne peuvent pas bénéficier de financement provenant du Fonds de la taxe sur l'essence.

En ce qui concerne les travaux en régie, l'Entente actuelle indique que ces coûts ne sont pas admissibles (article 8.2). Toutefois, je suis d'accord à rendre certains coûts en régie admissibles. Les détails concernant ces coûts doivent faire l'objet d'une entente entre Infrastructure Canada et le ministère des Finances du Québec.

Finalement, le Fonds de la taxe sur l'essence offre un large éventail de catégories de projets ainsi qu'une souplesse dans l'application de ces catégories. J'invite les représentants de votre ministère à continuer à collaborer avec Infrastructure Canada pour assurer la mise en œuvre du Fonds au Québec.

Je vous prie d'agréer, Madame la Ministre, l'assurance de mes meilleurs sentiments.

L'honorable François-Philippe Champagne, C.P., député
Ministre de l'Infrastructure et des Collectivités

c.c. Monsieur Éric Girard
Ministre des Finances du Québec

Madame Sonia LeBel
Ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne

Québec

Gouvernement du Québec
Le ministre des Finances

Québec, le 3 mai 2019

Monsieur François-Philippe Champagne
Ministre de l'Infrastructure et des Collectivités
Chambre des communes
Ottawa (Ontario) K1A 0A6

Monsieur le Ministre,

Je donne suite à votre lettre du 21 février 2019 au sujet des modalités d'admissibilité au financement du Fonds de la taxe sur l'essence et des discussions qui se sont tenues entre les cabinets sur les mêmes questions.

À cet égard, je tiens à vous réitérer certains points de désaccord qui reflètent des demandes exprimées par les municipalités québécoises et y apporter des précisions additionnelles. Il m'apparaît essentiel que nos gouvernements soient à l'écoute du monde municipal et adaptent les programmes de manière à maximiser l'impact sur la qualité de vie des citoyens.

*Bâtiments municipaux*

Vous nous indiquez que l'admissibilité des bâtiments municipaux tels que les hôtels de ville, les garages et les casernes d'incendie pourraient constituer des infrastructures admissibles dans le cas de travaux visant l'efficacité énergétique.

Cette possibilité restrictive existe déjà, mais ne répond nullement aux revendications du monde municipal. En effet, dans le cadre d'un projet de rénovation ou de construction d'un bâtiment, les dépenses relatives à l'efficacité énergétique peuvent représenter moins de 10 % du coût total du projet.

... 2

Québec
12, rue Saint-Louis, 1er étage
Québec (Québec) G1R 5L3
Téléphone : 418 643-5270
Télécopieur : 418 646-1574
www.finances.gouv.qc.ca

Montréal
380, rue Saint-Antoine O., 5e étage
Montréal (Québec) H2Y 3X7
Téléphone : 514 873-5363
Télécopieur : 514 873-4728

Pour les besoins des citoyens, les municipalités doivent investir dans des bâtiments essentiels au maintien de services municipaux de qualité. La fonction de tout bâtiment municipal est en lien direct avec le service aux citoyens. Le milieu municipal revendique ainsi la levée des restrictions à l'égard de l'admissibilité des travaux visant les bâtiments municipaux.

Je tiens à vous rappeler qu'au Québec, les sommes provenant du Fonds de la taxe sur l'essence sont investies dans le programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec et que celui-ci impose une priorisation des travaux aux municipalités. Ainsi, seulement une minorité des sommes consenties aux municipalités peuvent être investies dans des travaux autres que ceux liés aux infrastructures d'eau et aux transports en commun.

*Barrages municipaux*

En ce qui concerne l'admissibilité des barrages municipaux, le critère exposé dans votre lettre correspond à l'information déjà véhiculée depuis plusieurs années par les fonctionnaires de votre ministère. Or, ce critère n'est pas compatible avec la vocation municipale de ces ouvrages.

En grande majorité, les plans d'eau créés par les barrages municipaux sont intégrés au territoire municipal depuis plusieurs décennies et offrent un milieu de vie permettant de soutenir des activités récréatives, fauniques ou de villégiatures. Ainsi, sans les investissements nécessaires à leur maintenance, la détérioration et la rupture de ces structures pourraient avoir des impacts importants en matière de sécurité publique.

Le Québec demande donc l'admissibilité de tous les travaux de maintenance (remplacement de vannes, réparation de parements, mise en place d'empiétements, d'ancrages au roc, etc.) des barrages municipaux inscrits au répertoire des barrages du Québec et assujettis à la Loi sur la sécurité des barrages du Québec, incluant ceux ayant comme principale vocation le soutien des activités récréatives, fauniques et de villégiature.

*Travaux en régie*

Les conditions que vous proposez à l'égard de l'admissibilité des travaux en régie apparaissent peu efficientes. En effet, l'exigence d'une démonstration préalable par les municipalités que ces travaux constituent une alternative plus économique complexifierait inutilement toute initiative pour des travaux en régie.

... 3

Le choix des municipalités de réaliser des travaux en régie plutôt qu'à contrat découle d'une opportunité et relève de leur administration. Ce mode de réalisation des travaux leur permet d'utiliser leurs propres ressources pour potentiellement réduire les coûts et avoir un meilleur contrôle sur la réalisation des travaux.

Pour ses propres programmes, le Québec reconnaît, à titre de dépenses admissibles, les travaux effectués en régie par une municipalité. Dès lors, il m'apparaît cohérent que votre gouvernement reconnaisse également l'admissibilité des travaux réalisés en régie par les municipalités, sans exiger d'elles qu'elles justifient a priori leur choix.

Monsieur le Ministre, comme vous le savez déjà, plusieurs centaines de municipalités du Québec attendent une réponse favorable à ces demandes importantes et tout à fait légitimes.

Le gouvernement est prêt à autoriser la mise en œuvre du programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec pour la période 2019-2023. Les orientations définitives doivent être confirmées rapidement afin d'éviter l'incertitude et le report de nombreux projets municipaux prévus dès 2019. J'espère donc obtenir une réponse favorable de votre part qui pourra être communiquée dans les meilleurs délais aux municipalités du Québec.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Eric Girard

c. c. M^me^ Andrée Laforest, ministre des Affaires municipales et de l'Habitation
M^me^ Sonia LeBel, ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne
M. Alexandre Cusson, président de l'Union des municipalités du Québec
M. Jacques Demers, président de la Fédération québécoise des municipalités

Québec

Gouvernement du Québec
**La ministre des Affaires municipales et de l'Habitation**
**La ministre responsable de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean**

Québec, le 7 avril 2020

Madame Catherine McKenna
Ministre de l'Infrastructure et des Collectivités
180, rue Kent, bureau 1100
Ottawa (Ontario) K1P 0B6

Madame la Ministre,

Il y a maintenant plus d'une année, je m'adressais à votre prédécesseur pour lui réitérer l'importance que nos deux gouvernements puissent être en mesure d'adapter les programmes d'infrastructures afin d'accorder une plus grande souplesse aux municipalités quant au choix des investissements requis pour maintenir les services aux citoyens.

Le Québec compte plus de 1 100 municipalités, dont 710 de moins de 2 000 habitants. Ces municipalités ont des responsabilités très importantes concernant divers aspects de la qualité de vie des collectivités, dont l'approvisionnement en eau potable, l'assainissement des eaux usées, l'urbanisme, le développement communautaire, la sécurité, les loisirs et la culture. Toutes ces municipalités constituent également un maillon important de la santé économique de nos régions et sont notamment appelées à jouer un rôle de premier plan dans la mise en œuvre des initiatives gouvernementales en matière de lutte aux changements climatiques.

Afin d'assumer ces responsabilités face aux citoyens, les municipalités doivent maintenir et construire différents types d'infrastructures, incluant les bâtiments municipaux tels que les hôtels de ville, les casernes de pompiers, les garages municipaux et les entrepôts. Au même titre que tous les autres types d'infrastructures municipales, ces bâtiments sont indispensables pour le maintien des services de qualité aux citoyens. Les investissements dans ces infrastructures contribuent au renforcement des capacités de nos collectivités.

... 2

**Québec**
Aile Chauveau, 4e étage
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
**Téléphone : 418 691-2050**
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamh.gouv.qc.ca
www.mamh.gouv.qc.ca

**Montréal**
Tour de la Place-Victoria, 3e étage
800, rue du Square-Victoria, bureau 3.16
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
**Téléphone : 514 873-2622**
Télécopieur : 514 873-2620

Depuis plusieurs années, les municipalités du Québec réclament l'admissibilité des travaux de construction, d'agrandissement et de réfection des bâtiments municipaux au Fonds de la taxe sur l'essence (FTE). Or, depuis la création de ce fonds en 2006, l'administration du ministère de l'Infrastructure et des Collectivités (MIC) ne reconnaît l'admissibilité que d'une très faible proportion des coûts spécifiques à l'efficacité énergétique de ces bâtiments, soit une fraction minime des travaux. Cette restriction ne constitue guère un réel soutien financier aux projets municipaux et ne répond nullement aux revendications du milieu municipal.

L'entente actuelle portant sur le FTE a été signée en 2014 et sera valide jusqu'en 2023. Ses modalités, selon l'article 14.3, devaient par ailleurs être examinées en 2018, mais cela n'a pas eu lieu. Étant donné que la majeure partie de la seconde tranche de financement de cette entente sera réalisée au cours des quatre prochaines années, je vous propose que nous corrigions la situation concernant l'admissibilité des bâtiments municipaux par le biais d'une modification d'entente. La même chose pourrait être considérée pour les travaux sur les barrages municipaux et en régie.

L'assouplissement des critères relatifs aux catégories d'investissements admissibles au FTE a été demandé à plusieurs reprises par les municipalités et le gouvernement du Québec, tant à l'égard des bâtiments municipaux, que des travaux sur les barrages et en régie. Une modification de cette entente permettrait d'actualiser les règles afin de les rendre compatibles avec les défis des petites collectivités.

Afin de faciliter votre adhésion et mettre fin au statu quo, je suis par ailleurs disposée à recommander à mon gouvernement que le financement applicable à ces travaux soit limité à une portion de 20 % de l'enveloppe d'aide accordée à chaque municipalité dans le cadre du FTE.

Dans le contexte de la pandémie actuelle, l'élargissement des travaux admissibles donnerait aux municipalités la souplesse requise pour soutenir leur économie locale en ces temps difficiles. Je vous demande donc de me confirmer votre accord pour procéder rapidement à une modification de l'entente relative au FTE, plus spécifiquement quant aux règles d'admissibilités des travaux, afin que nous puissions mandater en ce sens nos équipes.

... 3

Enfin, je termine en rappelant l'importance que nous accordons au fait de pouvoir annoncer aux municipalités concernées, et ce, dans les meilleurs délais, l'octroi des aides financières auxquelles elles s'attendent en vertu de l'Entente bilatérale intégrée. À ce jour, 261 projets ont été soumis au MIC pour approbation. Ces projets représentent des investissements de 685,54 M$ et requièrent une aide financière de 274,22 M$ de la part de chacun de nos gouvernements.

Nous estimons qu'au moins 90 % de ces projets pourraient être mis en chantier dès cet été. Une approbation rapide de ces demandes serait donc également de nature à soutenir l'économie dans le contexte de la pandémie actuelle, et ce, sans requérir l'ajout de sommes non prévues à nos budgets respectifs.

Je vous prie d'agréer, Madame la Ministre, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

La ministre,

ANDRÉE LAFOREST

c. c. M. Pablo Rodriguez, député d'Honoré-Mercier, leader du gouvernement à la Chambre des communes
Madame Sonia Lebel, ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne
Monsieur Éric Girard, ministre des Finances du Québec

Québec

Gouvernement du Québec
**La ministre des Affaires municipales et de l'Habitation**
**La ministre responsable de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean**

Québec, le 13 mai 2020

Madame Catherine McKenna
Ministre de l'Infrastructure et des Collectivités
180, rue Kent, bureau 1100
Ottawa (Ontario) K1P 0B6

Madame la Ministre,

Je vous écris aujourd'hui en réaction à la recommandation formulée auprès de votre gouvernement par la Fédération canadienne des municipalités (FCM) d'accorder des fonds de fonctionnement d'urgence d'un minimum de 10 G$ aux municipalités afin de faire face à la pandémie de la COVID-19.

Je tiens d'abord à rappeler que le gouvernement du Québec a rapidement pris plusieurs mesures afin de soutenir le milieu municipal dans la gestion de la pandémie. Nous avons notamment publié un guide pour l'élaboration d'un plan particulier en cas d'épidémie et de pandémie, adopté des mesures temporaires en matière de gestion contractuelle pour permettre aux municipalités de poursuivre leurs projets en cours et assoupli la procédure d'entrée en vigueur des règlements d'emprunt pour les projets jugés prioritaires. De plus, le programme *Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* a mis à la disposition des municipalités régionales de comté une enveloppe de 150 M$ pour qu'elles viennent en aide aux entreprises de leur territoire qui éprouvent des difficultés financières et qui ont un besoin de liquidités. Ce programme s'ajoute à de nombreuses autres mesures d'aide gouvernementale mises en place pour soutenir les activités économiques sur l'ensemble du territoire.

Depuis le début de la crise, le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation entretient une communication constante avec le milieu municipal afin de recueillir ses besoins et préoccupations. Sur la base de ces informations, des mesures supplémentaires sont en cours d'élaboration pour soutenir les municipalités et favoriser la relance.

... 2

**Québec**
Aile Chauveau, 4e étage
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
**Téléphone : 418 691-2050**
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamh.gouv.qc.ca
www.mamh.gouv.qc.ca

**Montréal**
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
**Téléphone : 514 873-2622**
Télécopieur : 514 873-2620

Rappelons que les affaires municipales relèvent de la compétence exclusive du Québec. Toute éventuelle aide fédérale à l'intention des municipalités pour pallier les impacts financiers de la COVID-19 devrait donc être attribuée directement au gouvernement du Québec. Ce processus est le seul qui puisse permettre d'assurer que les fonds sont administrés de manière efficace et efficiente, en cohérence avec les actions déjà entreprises par le Québec et les mesures en cours d'élaboration pour répondre aux besoins spécifiques des municipalités québécoises.

Nous traversons présentement une crise sans précédent pour laquelle des efforts concertés de tous les ordres de gouvernement sont nécessaires, et ce, dans le respect du partage des compétences. La cohérence des actions sur le terrain est indispensable à la fois pour bien répondre aux conséquences immédiates de la pandémie et afin de préparer le retour à la normale des activités au sein de nos communautés. Il apparaît donc essentiel que le gouvernement du Québec reçoive sans délai la juste part de tout financement fédéral accordé au milieu municipal, de manière à ce que ces sommes puissent s'inscrire adéquatement dans le cadre des orientations définies par notre gouvernement.

Pour conclure, je tiens à réitérer la demande que je vous ai formulée le 7 avril dernier concernant l'élargissement des critères du Fonds de la taxe sur l'essence relatifs aux catégories d'investissements admissibles afin d'intégrer les bâtiments municipaux et d'ajouter les travaux sur les barrages et en régie. Une telle mesure permettrait aux municipalités du Québec de soumettre des projets dès cet été, contribuant ainsi à la relance souhaitée par nos deux gouvernements.

Veuillez agréer, Madame la Ministre, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

La ministre,

ANDRÉE LAFOREST

c. c. M^me^ Sonial LeBel, ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne
M^me^ Chrystia Freeland, ministre des Affaires intergouvernementales
M. Éric Girard, ministre des Finances du Québec
M. Bill Morneau, ministre des Finances du Canada

Minister of Infrastructure
and Communities

Ministre de l'Infrastructure
et des Collectivités

Ottawa, Canada KIP OB6

Madame Andrée Laforest
Ministre des Affaires municipales et de l'Habitation
Gouvernement du Québec
Aile Chauveau, 4e étage
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec)  G1R 4J3

Madame la Ministre,

Je vous remercie pour votre lettre du 7 avril 2020, dans laquelle vous proposez la modification des critères d'admissibilité des projets municipaux au titre du Fonds de la taxe sur l'essence fédéral, ainsi que pour votre lettre du 13 mai 2020, au sujet de la recommandation de la Fédération canadienne des municipalités d'accorder des fonds d'urgence pour permettre aux collectivités du Québec de mieux soutenir leur économie pendant la pandémie de la COVID-19.

Le gouvernement du Canada s'emploie à surmonter la plus grande crise sanitaire de notre temps. À cette fin, il prend des mesures fortes et rapides pour stabiliser notre économie et soutenir les collectivités du Canada tout en protégeant la santé et la sécurité des Canadiens.

Infrastructure Canada travaille avec ses homologues des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux ainsi qu'avec les dirigeants autochtones et les municipalités pour répondre aux besoins immédiats en matière d'infrastructure. Le but est de déterminer ce qui peut être mis en œuvre à court terme pour soutenir l'emploi et comment relancer notre économie le plus rapidement possible tout en respectant les lignes directrices en matière de sécurité publique. Le ministère continue d'accélérer les approbations de financement de projets qui créeront des emplois et amélioreront la qualité de vie des Canadiens dans l'ensemble du pays. Il travaille également avec diligence pour traiter le remboursement des demandes reçues de ses partenaires afin qu'ils disposent des fonds nécessaires pour continuer à faire avancer les projets et à employer des Canadiens.

…2

Nous visons à répondre aux besoins présents des municipalités et à fournir un accès aux fonds fédéraux adapté à la crise sanitaire actuelle, tout en assurant le respect des compétences des gouvernements provinciaux et territoriaux.

Afin de fournir un appui aux collectivités, nous avons choisi d'adapter notre programme d'infrastructure Investir dans le Canada à la réalité sanitaire et économique qui découle de la pandémie de la COVID-19. Les modifications au programme prévoient l'ajout d'un volet qui permettra un partage accru des coûts avec le gouvernement du Canada pour un plus large éventail de projets et une approbation plus rapide à court terme. Jusqu'à 3,5 milliards de dollars de fonds existants, affectés au programme d'infrastructure Investir dans le Canada à l'échelle nationale, pourraient être redirigés vers le nouveau volet par les provinces et les territoires pour des projets valables et prêts à démarrer, tout en maintenant les objectifs visant une croissance économique à long terme, le soutien d'une économie verte à faible émission de carbone et l'édification de collectivités inclusives. Le gouvernement du Québec pourrait ainsi décider d'affecter jusqu'à dix pourcent des fonds prévus dans le cadre de l'entente bilatérale intégrée à ce nouveau volet. Je communiquerai avec votre gouvernement dès que possible afin de vous informer des éléments de souplesse offerts dans le cadre du Programme, qui devront être ajoutés à l'entente, ainsi que des processus qui en découleront.

En ce qui a trait au Fonds fédéral de la taxe sur l'essence, reconnaissant l'urgence particulière du financement municipal et le rôle essentiel de nos villes dans un redémarrage sécuritaire, comme première étape, les paiements au titre du Fonds seront effectués sur une base accélérée. Pour la période 2020-2021, le montant total de 495 770 253 $ sera transféré au Québec en un versement d'ici le 10 juin 2020.

L'un de plus grands avantages du Fonds est la possibilité pour les municipalités d'investir dans un large éventail de projets d'infrastructure, notamment : le transport en commun; les routes et ponts locaux; les eaux usées; l'eau potable; les déchets solides; les aéroports régionaux et locaux; les lignes ferroviaires sur courtes distances; le transport maritime sur courte distance; l'atténuation des effets des catastrophes; la connectivité à large bande; le réaménagement des friches industrielles; les infrastructures culturelles; les infrastructures touristiques; les infrastructures destinées aux sports; les infrastructures de loisirs; et les systèmes énergétiques des collectivités.

Bien que je comprenne votre volonté d'élargir cet éventail, les modalités du Fonds ne font pas l'objet d'une révision pour le moment par souci de cohérence dans la mise en œuvre du Fonds à l'échelle du pays. Nous sommes toutefois à évaluer la possibilité de rendre admissibles certains bâtiments municipaux dans le cadre du nouveau volet du programme d'infrastructure Investir dans le Canada.

J'aimerais également souligner qu'en plus des travaux qui ont pour objectif d'augmenter l'efficacité énergétique des bâtiments administratifs, des postes de police ou des casernes, les bâtiments municipaux dédiés aux activités culturelles, sportives et de loisirs sont aussi admissibles en vertu du Fonds.

…3

Je tiens à souligner l'importance que nous accordons aux nombreux projets soumis en vertu du sous-volet Qualité de l'environnement du volet Infrastructure verte. Dans le contexte de la pandémie de la COVID-19, Infrastructure Canada redouble d'efforts pour assurer l'approbation rapide des projets dans le but de permettre une mise en chantier dès que possible et de promouvoir une croissance économique. D'ailleurs, 247 projets ont été approuvés au cours des dernières semaines et 30 projets seront approuvés à brève échéance. Les fonctionnaires de mon ministère et du vôtre collaborent régulièrement afin d'assurer un suivi des projets faisant l'objet d'un examen. Je m'engage à vous informer promptement des nouvelles approbations qui seront accordées.

Ensemble, nous veillerons à ce que les infrastructures jouent un rôle prépondérant dans la stimulation de la croissance économique, la création d'emplois et l'amélioration de notre qualité de vie dans les mois et les années à venir.

Je vous prie d'agréer, Madame la Ministre, l'assurance de mes meilleurs sentiments.

L'honorable Catherine McKenna, C.P., députée
Ministre de l'Infrastructure et des Collectivités

c.c. L'honorable Chrystia Freeland, C.P., députée
Ministre des Affaires intergouvernementales

L'honorable Bill Morneau, C.P., député
Ministre des Finances

Madame Sonia LeBel, députée
Ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne du Québec

Monsieur Éric Girard, député
Ministre des Finances du Québec

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 32 | Concernant le Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec, identifier les sommes allouées, totales et ventilées, par région et par années pour les cinq dernières années. Inclure la liste des entreprises, municipalités ou organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'octroi, le nombre d'emplois créés (le cas échéant) et le montant reçu. Inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2020-2021 pour la TECQ. |

Dans le cadre du Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ), seules les municipalités et certaines MRC sont admissibles.

**TECQ IV (2019-2023)**

L'Annexe 1 présente la liste des sommes allouées **par région et par municipalité** ainsi qu'une estimation du nombre d'emplois créés.

À titre d'information, le nombre d'emplois créés est établi sur la base de l'hypothèse suivante pour la TECQ 2019-2023 : chaque million de dollars investi représente 5 emplois créés. Cette hypothèse est approximative.

Dans le cadre de la TECQ 2019-2023, l'enveloppe totale de 3,415 milliards de dollars a été octroyée en juillet 2019. Le plan budgétaire pour 2020-2021 se traduira par des dépenses associées aux programmations de travaux déposées par les municipalités dans le cadre du programme et approuvées par le Ministère. Les versements prévus pour 2020-2021 se chiffrent à 454,7 M$ provenant de la Société de financement des infrastructures locales du Québec (SOFIL) et à 18,2 M$ provenant du MAMH, pour un montant total de 472,9 M$.

**TECQ III (2014-2018)**

L'Annexe 2 présente la liste des sommes allouées **par région et par municipalité** ainsi qu'une estimation du nombre d'emplois créés.

À titre d'information, le nombre d'emplois créés est établi sur la base de l'hypothèse suivante pour la TECQ 2014-2018 : chaque million de dollars investi représente 6 emplois créés. Cette hypothèse est approximative.

Dans le cadre de la TECQ 2014-2018, l'enveloppe totale de 2,67 milliards de dollars a été octroyée en août 2014. Les modalités de la TECQ-2014-2018 prévoient que la durée d'application des modalités de versement du programme débute le 1er janvier 2014 et se termine le 31 décembre 2018. Cette période a été prolongée d'une année supplémentaire, soit jusqu'au 31 décembre 2019 pour les municipalités n'ayant pu compléter la totalité de leurs travaux. Par conséquent, aucune dépense n'est prévue au plan budgétaire pour 2020-2021 de la SOFIL. Les prévisions du service de dette relevant du MAMH s'élèvent à 43,8 M$.

**Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation**

**Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2019-2023**

| Municipalité | Somme totale allouée | Prévision du nombre d'emplois créés (Hypothèse : 5 par million investi) |
|---|---|---|
| Amos | **4 608 595 $** | 23 |
| Authier | **657 790 $** | 3 |
| Authier-Nord | **662 897 $** | 3 |
| Barraute | **1 121 133 $** | 5 |
| Béarn | **773 895 $** | 3 |
| Belcourt | **642 471 $** | 3 |
| Belleterre | **666 122 $** | 3 |
| Berry | **729 549 $** | 3 |
| Champneuf | **617 208 $** | 3 |
| Chazel | **659 403 $** | 3 |
| Clermont | **715 842 $** | 3 |
| Clerval | **684 129 $** | 3 |
| Duhamel-Ouest | **821 734 $** | 4 |
| Duparquet | **768 519 $** | 3 |
| Dupuy | **829 259 $** | 4 |
| Fugèreville | **676 872 $** | 3 |
| Gallichan | **713 155 $** | 3 |
| Guérin | **673 110 $** | 3 |
| Kipawa | **717 724 $** | 3 |
| La Corne | **783 032 $** | 3 |
| La Morandière | **636 021 $** | 3 |
| La Motte | **703 211 $** | 3 |
| La Reine | **680 635 $** | 3 |
| La Sarre | **2 621 609 $** | 13 |
| Laforce | **675 797 $** | 3 |
| Landrienne | **840 278 $** | 4 |
| Latulipe-et-Gaboury | **663 972 $** | 3 |
| Launay | **642 202 $** | 3 |
| Laverlochère-Angliers | **1 427 654 $** | 7 |
| Lorrainville | **920 638 $** | 4 |
| Macamic | **1 323 778 $** | 6 |
| Malartic | **1 456 545 $** | 7 |
| Moffet | **635 752 $** | 3 |
| Nédélec | **673 916 $** | 3 |
| Normétal | **797 008 $** | 3 |
| Notre-Dame-du-Nord | **859 629 $** | 4 |
| Palmarolle | **965 521 $** | 4 |
| Poularies | **770 401 $** | 3 |
| Preissac | **817 971 $** | 4 |
| Rapide-Danseur | **673 916 $** | 3 |
| Rémigny | **654 296 $** | 3 |
| Rivière-Héva | **975 196 $** | 4 |
| Rochebaucourt | **619 895 $** | 3 |
| Roquemaure | **691 385 $** | 3 |
| Rouyn-Noranda | **15 341 530 $** | 76 |
| Saint-Bruno-de-Guigues | **889 999 $** | 4 |
| Saint-Dominique-du-Rosaire | **700 254 $** | 3 |
| Saint-Édouard-de-Fabre | **750 513 $** | 3 |
| Sainte-Germaine-Boulé | **848 072 $** | 4 |
| Sainte-Gertrude-Manneville | **794 052 $** | 3 |
| Sainte-Hélène-de-Mancebourg | **689 773 $** | 3 |
| Saint-Eugène-de-Guigues | **716 918 $** | 3 |
| Saint-Félix-de-Dalquier | **834 366 $** | 4 |
| Saint-Lambert | **632 796 $** | 3 |
| Saint-Marc-de-Figuery | **809 908 $** | 4 |
| Saint-Mathieu-d'Harricana | **787 870 $** | 3 |

**Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation**

**Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2019-2023**

| Municipalité | Somme totale allouée | Prévision du nombre d'emplois créés (Hypothèse : 5 par million investi) |
|---|---|---|
| Senneterre | **1 335 334 $** | 6 |
| Senneterre | **906 393 $** | 4 |
| Taschereau | **837 322 $** | 4 |
| Témiscaming | **1 229 174 $** | 6 |
| Trécesson | **921 444 $** | 4 |
| Val-d'Or | **11 737 130 $** | 58 |
| Val-Saint-Gilles | **630 377 $** | 3 |
| Ville-Marie | **1 273 251 $** | 6 |
| Abitibi-Ouest | **608 338 $** | 3 |
| Abitibi | **620 701 $** | 3 |
| **Total Abitibi-Témiscamingue** | **84 145 180 $** | 393 |
| | | |
| Albertville | **641 396 $** | 3 |
| Amqui | **2 234 068 $** | 11 |
| Auclair | **705 092 $** | 3 |
| Baie-des-Sables | **747 019 $** | 3 |
| Biencourt | **704 286 $** | 3 |
| Cacouna | **1 072 487 $** | 5 |
| Causapscal | **1 207 673 $** | 6 |
| Dégelis | **1 361 942 $** | 6 |
| Esprit-Saint | **672 841 $** | 3 |
| Grand-Métis | **638 977 $** | 3 |
| Grosses-Roches | **686 279 $** | 3 |
| Kamouraska | **745 406 $** | 3 |
| La Pocatière | **1 683 378 $** | 8 |
| La Rédemption | **702 404 $** | 3 |
| La Trinité-des-Monts | **643 009 $** | 3 |
| Lac-au-Saumon | **959 877 $** | 4 |
| Lac-des-Aigles | **721 486 $** | 3 |
| Lejeune | **654 565 $** | 3 |
| Les Hauteurs | **714 499 $** | 3 |
| Les Méchins | **844 579 $** | 4 |
| L'Isle-Verte | **928 163 $** | 4 |
| Matane | **5 074 128 $** | 25 |
| Métis-sur-Mer | **727 399 $** | 3 |
| Mont-Carmel | **897 793 $** | 4 |
| Mont-Joli | **2 257 181 $** | 11 |
| Notre-Dame-des-Neiges | **868 229 $** | 4 |
| Notre-Dame-des-Sept-Douleurs | **591 675 $** | 2 |
| Notre-Dame-du-Portage | **888 118 $** | 4 |
| Packington | **756 156 $** | 3 |
| Padoue | **646 234 $** | 3 |
| Pohénégamook | **1 267 069 $** | 6 |
| Price | **1 051 792 $** | 5 |
| Rimouski | **17 616 398 $** | 88 |
| Rivière-Bleue | **919 025 $** | 4 |
| Rivière-du-Loup | **7 125 325 $** | 35 |
| Rivière-Ouelle | **843 772 $** | 4 |
| Saint-Adelme | **721 218 $** | 3 |
| Saint-Alexandre-de-Kamouraska | **1 161 984 $** | 5 |
| Saint-Alexandre-des-Lacs | **658 328 $** | 3 |
| Saint-Anaclet-de-Lessard | **1 411 125 $** | 7 |
| Saint-André | **765 294 $** | 3 |
| Saint-Antonin | **1 713 748 $** | 8 |
| Saint-Arsène | **919 025 $** | 4 |

**Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation**

**Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2019-2023**

| Municipalité | Somme totale allouée | Prévision du nombre d'emplois créés (Hypothèse : 5 par million investi) |
|---|---|---|
| Saint-Athanase | **663 703 $** | 3 |
| Saint-Bruno-de-Kamouraska | **726 324 $** | 3 |
| Saint-Charles-Garnier | **645 696 $** | 3 |
| Saint-Clément | **707 780 $** | 3 |
| Saint-Cléophas | **678 754 $** | 3 |
| Saint-Cyprien | **867 961 $** | 4 |
| Saint-Damase | **671 497 $** | 3 |
| Saint-Denis-De La Bouteillerie | **722 830 $** | 3 |
| Saint-Donat | **810 984 $** | 4 |
| Sainte-Angèle-de-Mérici | **836 516 $** | 4 |
| Sainte-Anne-de-la-Pocatière | **1 024 379 $** | 5 |
| Sainte-Félicité | **877 098 $** | 4 |
| Sainte-Flavie | **822 809 $** | 4 |
| Sainte-Florence | **683 323 $** | 3 |
| Sainte-Françoise | **689 235 $** | 3 |
| Sainte-Hélène | **825 497 $** | 4 |
| Sainte-Irène | **668 541 $** | 3 |
| Sainte-Jeanne-d'Arc | **658 865 $** | 3 |
| Saint-Éloi | **658 865 $** | 3 |
| Sainte-Luce | **1 337 753 $** | 6 |
| Saint-Elzéar-de-Témiscouata | **671 497 $** | 3 |
| Sainte-Marguerite-Marie | **629 839 $** | 3 |
| Sainte-Paule | **647 846 $** | 3 |
| Saint-Épiphane | **805 340 $** | 4 |
| Sainte-Rita | **664 778 $** | 3 |
| Saint-Eugène-de-Ladrière | **685 473 $** | 3 |
| Saint-Eusèbe | **737 612 $** | 3 |
| Saint-Fabien | **1 067 381 $** | 5 |
| Saint-François-Xavier-de-Viger | **648 921 $** | 3 |
| Saint-Gabriel-de-Rimouski | **888 386 $** | 4 |
| Saint-Gabriel-Lalemant | **775 238 $** | 3 |
| Saint-Germain | **662 090 $** | 3 |
| Saint-Guy | **597 588 $** | 2 |
| Saint-Honoré-de-Témiscouata | **783 839 $** | 3 |
| Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup | **940 795 $** | 4 |
| Saint-Jean-de-Cherbourg | **626 345 $** | 3 |
| Saint-Jean-de-Dieu | **1 016 854 $** | 5 |
| Saint-Jean-de-la-Lande | **646 771 $** | 3 |
| Saint-Joseph-de-Kamouraska | **686 548 $** | 3 |
| Saint-Joseph-de-Lepage | **729 549 $** | 3 |
| Saint-Juste-du-Lac | **739 225 $** | 3 |
| Saint-Léandre | **684 129 $** | 3 |
| Saint-Léon-le-Grand | **850 222 $** | 4 |
| Saint-Louis-du-Ha! Ha! | **921 444 $** | 4 |
| Saint-Marc-du-Lac-Long | **688 160 $** | 3 |
| Saint-Marcellin | **673 378 $** | 3 |
| Saint-Mathieu-de-Rioux | **759 113 $** | 3 |
| Saint-Médard | **640 590 $** | 3 |
| Saint-Michel-du-Squatec | **872 530 $** | 4 |
| Saint-Modeste | **895 105 $** | 4 |
| Saint-Moïse | **730 356 $** | 3 |
| Saint-Narcisse-de-Rimouski | **848 072 $** | 4 |
| Saint-Noël | **692 729 $** | 3 |
| Saint-Octave-de-Métis | **720 411 $** | 3 |
| Saint-Onésime-d'Ixworth | **732 506 $** | 3 |
| Saint-Pacôme | **999 116 $** | 4 |

**Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation**

**Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2019-2023**

| Municipalité | Somme totale allouée | Prévision du nombre d'emplois créés (Hypothèse : 5 par million investi) |
|---|---|---|
| Saint-Pascal | **1 520 779 $** | 7 |
| Saint-Paul-de-la-Croix | **666 659 $** | 3 |
| Saint-Philippe-de-Néri | **806 415 $** | 4 |
| Saint-Pierre-de-Lamy | **617 745 $** | 3 |
| Saint-René-de-Matane | **841 891 $** | 4 |
| Saint-Simon | **697 298 $** | 3 |
| Saint-Tharcisius | **696 761 $** | 3 |
| Saint-Ulric | **1 002 341 $** | 5 |
| Saint-Valérien | **805 608 $** | 4 |
| Saint-Vianney | **695 148 $** | 3 |
| Saint-Zénon-du-Lac-Humqui | **678 216 $** | 3 |
| Sayabec | **1 063 887 $** | 5 |
| Témiscouata-sur-le-Lac | **1 895 430 $** | 9 |
| Trois-Pistoles | **1 444 988 $** | 7 |
| Val-Brillant | **827 378 $** | 4 |
| La Matapédia | **586 838 $** | 2 |
| **Total Bas-Saint-Laurent** | **125 936 010 $** | 581 |
| | | |
| Baie-Sainte-Catherine | **637 096 $** | 3 |
| Baie-Saint-Paul | **2 570 953 $** | 12 |
| Beaupré | **1 619 145 $** | 8 |
| Boischatel | **2 839 571 $** | 14 |
| Cap-Santé | **1 521 316 $** | 7 |
| Château-Richer | **1 715 630 $** | 8 |
| Clermont | **1 415 962 $** | 7 |
| Deschambault-Grondines | **1 183 754 $** | 5 |
| Donnacona | **2 604 842 $** | 13 |
| Fossambault-sur-le-Lac | **1 151 234 $** | 5 |
| La Malbaie | **2 911 274 $** | 14 |
| Lac-Beauport | **2 830 296 $** | 14 |
| Lac-Delage | **763 144 $** | 3 |
| Lac-Saint-Joseph | **652 146 $** | 3 |
| Lac-Sergent | **724 980 $** | 3 |
| L'Ancienne-Lorette | **5 915 654 $** | 29 |
| L'Ange-Gardien | **1 616 188 $** | 8 |
| Les Éboulements | **945 632 $** | 4 |
| L'Isle-aux-Coudres | **880 592 $** | 4 |
| Neuville | **1 787 657 $** | 8 |
| Notre-Dame-des-Monts | **797 277 $** | 3 |
| Petite-Rivière-Saint-François | **814 209 $** | 4 |
| Pont-Rouge | **3 496 667 $** | 17 |
| Portneuf | **1 471 058 $** | 7 |
| Québec | **193 948 393 $** | 969 |
| Rivière-à-Pierre | **738 687 $** | 3 |
| Saint-Aimé-des-Lacs | **877 367 $** | 4 |
| Saint-Alban | **913 381 $** | 4 |
| Saint-Augustin-de-Desmaures | **6 832 450 $** | 34 |
| Saint-Basile | **1 295 289 $** | 6 |
| Saint-Casimir | **962 564 $** | 4 |
| Sainte-Anne-de-Beaupré | **1 358 448 $** | 6 |
| Sainte-Brigitte-de-Laval | **2 821 378 $** | 14 |
| Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier | **2 847 419 $** | 14 |
| Sainte-Christine-d'Auvergne | **743 525 $** | 3 |
| Sainte-Famille | **841 085 $** | 4 |
| Sainte-Pétronille | **875 486 $** | 4 |

**Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation**

**Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2019-2023**

| Municipalité | Somme totale allouée | Prévision du nombre d'emplois créés (Hypothèse : 5 par million investi) |
|---|---|---|
| Saint-Ferréol-les-Neiges | **1 492 021 $** | 7 |
| Saint-François-de-l'Île-d'Orléans | **738 150 $** | 3 |
| Saint-Gabriel-de-Valcartier | **1 517 822 $** | 7 |
| Saint-Gilbert | **670 153 $** | 3 |
| Saint-Hilarion | **880 055 $** | 4 |
| Saint-Irénée | **765 294 $** | 3 |
| Saint-Jean-de-l'Île-d'Orléans | **908 543 $** | 4 |
| Saint-Joachim | **972 240 $** | 4 |
| Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans | **1 075 712 $** | 5 |
| Saint-Léonard-de-Portneuf | **887 849 $** | 4 |
| Saint-Marc-des-Carrières | **1 380 486 $** | 6 |
| Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans | **1 120 864 $** | 5 |
| Saint-Raymond | **3 794 894 $** | 18 |
| Saint-Siméon | **903 706 $** | 4 |
| Saint-Thuribe | **657 790 $** | 3 |
| Saint-Tite-des-Caps | **975 733 $** | 4 |
| Saint-Ubalde | **956 383 $** | 4 |
| Saint-Urbain | **961 758 $** | 4 |
| Shannon | **2 267 931 $** | 11 |
| Stoneham-et-Tewkesbury | **3 185 599 $** | 15 |
| **Total Capitale-Nationale** | **284 034 732 $** | 1 390 |
| | | |
| Aston-Jonction | **693 535 $** | 3 |
| Baie-du-Febvre | **840 010 $** | 4 |
| Bécancour | **4 721 322 $** | 23 |
| Chesterville | **837 322 $** | 4 |
| Daveluyville | **1 785 642 $** | 8 |
| Deschaillons-sur-Saint-Laurent | **818 509 $** | 4 |
| Drummondville | **27 734 331 $** | 138 |
| Durham-Sud | **869 842 $** | 4 |
| Fortierville | **762 338 $** | 3 |
| Grand-Saint-Esprit | **706 705 $** | 3 |
| Ham-Nord | **825 765 $** | 4 |
| Inverness | **831 409 $** | 4 |
| Kingsey Falls | **1 100 169 $** | 5 |
| La Visitation-de-Yamaska | **667 466 $** | 3 |
| Laurierville | **938 645 $** | 4 |
| L'Avenir | **953 426 $** | 4 |
| Lefebvre | **831 409 $** | 4 |
| Lemieux | **669 347 $** | 3 |
| Lyster | **1 012 822 $** | 5 |
| Maddington | **699 448 $** | 3 |
| Manseau | **802 114 $** | 4 |
| Nicolet | **3 019 006 $** | 15 |
| Notre-Dame-de-Ham | **690 042 $** | 3 |
| Notre-Dame-de-Lourdes | **777 657 $** | 3 |
| Notre-Dame-du-Bon-Conseil | **1 009 060 $** | 5 |
| Notre-Dame-du-Bon-Conseil | **844 579 $** | 4 |
| Parisville | **733 043 $** | 3 |
| Pierreville | **1 178 916 $** | 5 |
| Plessisville | **2 342 646 $** | 11 |
| Plessisville | **1 287 495 $** | 6 |
| Princeville | **2 248 581 $** | 11 |
| Saint-Albert | **1 027 335 $** | 5 |
| Saint-Bonaventure | **867 961 $** | 4 |

**Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation**

**Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2019-2023**

| Municipalité | Somme totale allouée | Prévision du nombre d'emplois créés (Hypothèse : 5 par million investi) |
|---|---|---|
| Saint-Célestin | **815 284 $** | 4 |
| Saint-Célestin | **743 256 $** | 3 |
| Saint-Christophe-d'Arthabaska | **1 409 243 $** | 7 |
| Saint-Cyrille-de-Wendover | **1 873 123 $** | 9 |
| Sainte-Brigitte-des-Saults | **783 301 $** | 3 |
| Sainte-Cécile-de-Lévrard | **682 516 $** | 3 |
| Sainte-Clotilde-de-Horton | **1 014 704 $** | 5 |
| Saint-Edmond-de-Grantham | **788 676 $** | 3 |
| Sainte-Élizabeth-de-Warwick | **687 891 $** | 3 |
| Sainte-Eulalie | **844 041 $** | 4 |
| Sainte-Françoise | **702 404 $** | 3 |
| Sainte-Hélène-de-Chester | **686 279 $** | 3 |
| Saint-Elphège | **659 403 $** | 3 |
| Sainte-Marie-de-Blandford | **705 898 $** | 3 |
| Sainte-Monique | **724 443 $** | 3 |
| Sainte-Perpétue | **847 804 $** | 4 |
| Sainte-Séraphine | **680 097 $** | 3 |
| Sainte-Sophie-de-Lévrard | **774 701 $** | 3 |
| Sainte-Sophie-d'Halifax | **754 006 $** | 3 |
| Saint-Eugène | **890 268 $** | 4 |
| Saint-Félix-de-Kingsey | **978 959 $** | 4 |
| Saint-Ferdinand | **1 140 483 $** | 5 |
| Saint-François-du-Lac | **1 114 145 $** | 5 |
| Saint-Germain-de-Grantham | **1 920 962 $** | 9 |
| Saint-Guillaume | **982 990 $** | 4 |
| Saint-Léonard-d'Aston | **1 253 631 $** | 6 |
| Saint-Louis-de-Blandford | **876 292 $** | 4 |
| Saint-Lucien | **1 045 880 $** | 5 |
| Saint-Majorique-de-Grantham | **953 426 $** | 4 |
| Saint-Norbert-d'Arthabaska | **909 081 $** | 4 |
| Saint-Pie-de-Guire | **706 973 $** | 3 |
| Saint-Pierre-Baptiste | **720 143 $** | 3 |
| Saint-Pierre-les-Becquets | **888 924 $** | 4 |
| Saint-Rémi-de-Tingwick | **700 523 $** | 3 |
| Saint-Rosaire | **820 390 $** | 4 |
| Saint-Samuel | **790 558 $** | 3 |
| Saints-Martyrs-Canadiens | **659 672 $** | 3 |
| Saint-Sylvère | **789 751 $** | 3 |
| Saint-Valère | **918 756 $** | 4 |
| Saint-Wenceslas | **901 556 $** | 4 |
| Saint-Zéphirin-de-Courval | **769 057 $** | 3 |
| Tingwick | **969 283 $** | 4 |
| Victoriaville | **16 873 686 $** | 84 |
| Villeroy | **709 930 $** | 3 |
| Warwick | **1 832 272 $** | 9 |
| Wickham | **1 280 507 $** | 6 |
| **Total Centre-du-Québec** | **123 703 065 $** | 581 |
| | | |
| Adstock | **1 339 634 $** | 6 |
| Armagh | **983 259 $** | 4 |
| Beauceville | **2 285 401 $** | 11 |
| Beaulac-Garthby | **840 278 $** | 4 |
| Beaumont | **1 382 905 $** | 6 |
| Berthier-sur-Mer | **1 020 079 $** | 5 |
| Cap-Saint-Ignace | **1 422 681 $** | 7 |

**Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation**

**Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2019-2023**

| Municipalité | Somme totale allouée | Prévision du nombre d'emplois créés (Hypothèse : 5 par million investi) |
|---|---|---|
| Disraeli | **1 214 124 $** | 6 |
| Disraeli | **887 043 $** | 4 |
| Dosquet | **846 997 $** | 4 |
| East Broughton | **1 170 584 $** | 5 |
| Frampton | **935 957 $** | 4 |
| Honfleur | **819 315 $** | 4 |
| Irlande | **824 690 $** | 4 |
| Kinnear's Mills | **674 185 $** | 3 |
| La Durantaye | **795 395 $** | 3 |
| La Guadeloupe | **1 062 812 $** | 5 |
| Lac-Etchemin | **1 626 401 $** | 8 |
| Lac-Frontière | **629 571 $** | 3 |
| Lac-Poulin | **623 120 $** | 3 |
| Laurier-Station | **1 281 314 $** | 6 |
| Leclercville | **716 918 $** | 3 |
| Lévis | **52 365 824 $** | 261 |
| L'Islet | **1 616 188 $** | 8 |
| Lotbinière | **796 739 $** | 3 |
| Montmagny | **4 019 277 $** | 20 |
| Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland | **793 783 $** | 3 |
| Notre-Dame-des-Pins | **1 032 442 $** | 5 |
| Notre-Dame-du-Rosaire | **693 535 $** | 3 |
| Notre-Dame-du-Sacré-Coeur-d'Issoudun | **827 109 $** | 4 |
| Sacré-Coeur-de-Jésus | **725 518 $** | 3 |
| Saint-Adalbert | **716 111 $** | 3 |
| Saint-Adrien-d'Irlande | **691 923 $** | 3 |
| Saint-Agapit | **1 770 188 $** | 8 |
| Saint-Alfred | **717 993 $** | 3 |
| Saint-Anselme | **1 670 747 $** | 8 |
| Saint-Antoine-de-l'Isle-aux-Grues | **623 658 $** | 3 |
| Saint-Antoine-de-Tilly | **1 018 466 $** | 5 |
| Saint-Apollinaire | **2 468 215 $** | 12 |
| Saint-Aubert | **977 615 $** | 4 |
| Saint-Benjamin | **854 791 $** | 4 |
| Saint-Benoît-Labre | **1 015 510 $** | 5 |
| Saint-Bernard | **1 242 612 $** | 6 |
| Saint-Camille-de-Lellis | **784 376 $** | 3 |
| Saint-Charles-de-Bellechasse | **1 250 406 $** | 6 |
| Saint-Côme–Linière | **1 460 039 $** | 7 |
| Saint-Cyprien | **715 842 $** | 3 |
| Saint-Cyrille-de-Lessard | **774 701 $** | 3 |
| Saint-Damase-de-L'Islet | **730 624 $** | 3 |
| Saint-Damien-de-Buckland | **1 094 794 $** | 5 |
| Sainte-Agathe-de-Lotbinière | **896 449 $** | 4 |
| Sainte-Apolline-de-Patton | **722 024 $** | 3 |
| Sainte-Aurélie | **806 683 $** | 4 |
| Sainte-Claire | **1 512 716 $** | 7 |
| Sainte-Clotilde-de-Beauce | **734 387 $** | 3 |
| Sainte-Croix | **1 256 319 $** | 6 |
| Saint-Édouard-de-Lotbinière | **902 631 $** | 4 |
| Sainte-Euphémie-sur-Rivière-du-Sud | **669 616 $** | 3 |
| Sainte-Félicité | **685 473 $** | 3 |
| Sainte-Hénédine | **938 913 $** | 4 |
| Sainte-Justine | **1 083 775 $** | 5 |
| Sainte-Louise | **770 401 $** | 3 |
| Sainte-Lucie-de-Beauregard | **655 103 $** | 3 |

**Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation**

**Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2019-2023**

| Municipalité | Somme totale allouée | Prévision du nombre d'emplois créés (Hypothèse : 5 par million investi) |
|---|---|---|
| Saint-Elzéar | **1 251 212 $** | 6 |
| Sainte-Marguerite | **887 311 $** | 4 |
| Sainte-Marie | **4 946 775 $** | 24 |
| Sainte-Perpétue | **1 017 929 $** | 5 |
| Saint-Éphrem-de-Beauce | **1 225 143 $** | 6 |
| Sainte-Praxède | **669 078 $** | 3 |
| Sainte-Rose-de-Watford | **783 839 $** | 3 |
| Sainte-Sabine | **681 710 $** | 3 |
| Saint-Évariste-de-Forsyth | **729 280 $** | 3 |
| Saint-Fabien-de-Panet | **843 235 $** | 4 |
| Saint-Flavien | **1 018 735 $** | 5 |
| Saint-Fortunat | **652 953 $** | 3 |
| Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud | **1 025 992 $** | 5 |
| Saint-Frédéric | **878 174 $** | 4 |
| Saint-Gédéon-de-Beauce | **1 166 553 $** | 5 |
| Saint-Georges | **11 898 729 $** | 59 |
| Saint-Gervais | **1 175 960 $** | 5 |
| Saint-Gilles | **1 297 439 $** | 6 |
| Saint-Henri | **2 105 600 $** | 10 |
| Saint-Hilaire-de-Dorset | **612 639 $** | 3 |
| Saint-Honoré-de-Shenley | **996 428 $** | 4 |
| Saint-Isidore | **1 405 749 $** | 7 |
| Saint-Jacques-de-Leeds | **767 713 $** | 3 |
| Saint-Jacques-le-Majeur-de-Wolfestown | **636 021 $** | 3 |
| Saint-Janvier-de-Joly | **859 898 $** | 4 |
| Saint-Jean-de-Brébeuf | **679 829 $** | 3 |
| Saint-Jean-Port-Joli | **1 495 784 $** | 7 |
| Saint-Joseph-de-Beauce | **1 903 224 $** | 9 |
| Saint-Joseph-de-Coleraine | **1 056 093 $** | 5 |
| Saint-Joseph-des-Érables | **693 267 $** | 3 |
| Saint-Jules | **726 593 $** | 3 |
| Saint-Julien | **687 891 $** | 3 |
| Saint-Just-de-Bretenières | **760 188 $** | 3 |
| Saint-Lambert-de-Lauzon | **2 396 512 $** | 11 |
| Saint-Lazare-de-Bellechasse | **933 001 $** | 4 |
| Saint-Léon-de-Standon | **877 905 $** | 4 |
| Saint-Louis-de-Gonzague | **679 560 $** | 3 |
| Saint-Luc-de-Bellechasse | **708 048 $** | 3 |
| Saint-Magloire | **754 813 $** | 3 |
| Saint-Malachie | **991 321 $** | 4 |
| Saint-Marcel | **702 673 $** | 3 |
| Saint-Martin | **1 260 888 $** | 6 |
| Saint-Michel-de-Bellechasse | **1 071 949 $** | 5 |
| Saint-Narcisse-de-Beaurivage | **879 517 $** | 4 |
| Saint-Nazaire-de-Dorchester | **677 947 $** | 3 |
| Saint-Nérée-de-Bellechasse | **782 226 $** | 3 |
| Saint-Odilon-de-Cranbourne | **959 608 $** | 4 |
| Saint-Omer | **657 790 $** | 3 |
| Saint-Pamphile | **1 224 605 $** | 6 |
| Saint-Patrice-de-Beaurivage | **870 379 $** | 4 |
| Saint-Paul-de-Montminy | **802 652 $** | 4 |
| Saint-Philémon | **771 476 $** | 3 |
| Saint-Philibert | **684 129 $** | 3 |
| Saint-Pierre-de-Broughton | **823 078 $** | 4 |
| Saint-Pierre-de-la-Rivière-du-Sud | **826 572 $** | 4 |
| Saint-Prosper | **1 530 454 $** | 7 |

**Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation**

**Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2019-2023**

| Municipalité | Somme totale allouée | Prévision du nombre d'emplois créés (Hypothèse : 5 par million investi) |
|---|---|---|
| Saint-Raphaël | **1 227 293 $** | 6 |
| Saint-René | **792 439 $** | 3 |
| Saint-Roch-des-Aulnaies | **829 797 $** | 4 |
| Saints-Anges | **897 524 $** | 4 |
| Saint-Séverin | **658 865 $** | 3 |
| Saint-Simon-les-Mines | **739 225 $** | 3 |
| Saint-Sylvestre | **853 448 $** | 4 |
| Saint-Théophile | **779 270 $** | 3 |
| Saint-Vallier | **871 723 $** | 4 |
| Saint-Victor | **1 244 493 $** | 6 |
| Saint-Zacharie | **1 025 454 $** | 5 |
| Scott | **1 253 900 $** | 6 |
| Thetford Mines | **9 211 839 $** | 46 |
| Tourville | **738 956 $** | 3 |
| Tring-Jonction | **961 489 $** | 4 |
| Val-Alain | **845 385 $** | 4 |
| Vallée-Jonction | **1 084 312 $** | 5 |
| **Total Chaudière-Appalaches** | **211 885 658 $** | 998 |
| | | |
| Aguanish | **648 115 $** | 3 |
| Baie-Comeau | **7 584 080 $** | 37 |
| Baie-Johan-Beetz | **604 845 $** | 3 |
| Baie-Trinité | **685 473 $** | 3 |
| Blanc-Sablon | **876 023 $** | 4 |
| Bonne-Espérance | **767 176 $** | 3 |
| Chute-aux-Outardes | **989 709 $** | 4 |
| Colombier | **766 101 $** | 3 |
| Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent | **817 971 $** | 4 |
| Fermont | **1 231 593 $** | 6 |
| Forestville | **1 386 130 $** | 6 |
| Franquelin | **663 703 $** | 3 |
| Godbout | **651 071 $** | 3 |
| Gros-Mécatina | **698 642 $** | 3 |
| Havre-Saint-Pierre | **1 500 353 $** | 7 |
| Les Bergeronnes | **763 682 $** | 3 |
| Les Escoumins | **1 083 775 $** | 5 |
| L'Île-d'Anticosti | **637 633 $** | 3 |
| Longue-Pointe-de-Mingan | **704 286 $** | 3 |
| Longue-Rive | **844 847 $** | 4 |
| Natashquan | **654 565 $** | 3 |
| Pointe-aux-Outardes | **937 032 $** | 4 |
| Pointe-Lebel | **1 087 000 $** | 5 |
| Port-Cartier | **2 393 302 $** | 11 |
| Portneuf-sur-Mer | **748 362 $** | 3 |
| Ragueneau | **943 213 $** | 4 |
| Rivière-au-Tonnerre | **654 565 $** | 3 |
| Rivière-Saint-Jean | **649 459 $** | 3 |
| Sacré-Coeur | **1 069 531 $** | 5 |
| Saint-Augustin | **764 488 $** | 3 |
| Schefferville | **623 389 $** | 3 |
| Sept-Îles | **9 078 779 $** | 45 |
| Tadoussac | **793 245 $** | 3 |
| **Total Côte-Nord** | **44 302 138 $** | 205 |
| | | |
| Asbestos | **2 435 039 $** | 12 |

**Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation**

**Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2019-2023**

| Municipalité | Somme totale allouée | Prévision du nombre d'emplois créés (Hypothèse : 5 par million investi) |
|---|---|---|
| Ascot Corner | **1 444 720 $** | 7 |
| Audet | **789 483 $** | 3 |
| Austin | **991 859 $** | 4 |
| Ayer's Cliff | **884 355 $** | 4 |
| Barnston-Ouest | **734 924 $** | 3 |
| Bolton-Est | **852 104 $** | 4 |
| Bonsecours | **756 425 $** | 3 |
| Bury | **892 955 $** | 4 |
| Chartierville | **656 984 $** | 3 |
| Cleveland | **1 003 416 $** | 5 |
| Coaticook | **3 183 102 $** | 15 |
| Compton | **1 420 800 $** | 7 |
| Cookshire-Eaton | **2 038 679 $** | 10 |
| Courcelles | **796 202 $** | 3 |
| Danville | **1 609 469 $** | 8 |
| Dixville | **773 088 $** | 3 |
| Dudswell | **1 058 243 $** | 5 |
| East Angus | **1 610 813 $** | 8 |
| East Hereford | **655 909 $** | 3 |
| Eastman | **1 122 745 $** | 5 |
| Frontenac | **1 053 136 $** | 5 |
| Hampden | **628 764 $** | 3 |
| Ham-Sud | **646 502 $** | 3 |
| Hatley | **764 757 $** | 3 |
| Hatley | **1 181 604 $** | 5 |
| Kingsbury | **620 164 $** | 3 |
| La Patrie | **798 352 $** | 3 |
| Lac-Drolet | **858 554 $** | 4 |
| Lac-Mégantic | **2 095 656 $** | 10 |
| Lambton | **1 019 004 $** | 5 |
| Lawrenceville | **754 006 $** | 3 |
| Lingwick | **708 855 $** | 3 |
| Magog | **9 704 840 $** | 48 |
| Maricourt | **695 148 $** | 3 |
| Marston | **775 238 $** | 3 |
| Martinville | **700 523 $** | 3 |
| Melbourne | **867 692 $** | 4 |
| Milan | **663 434 $** | 3 |
| Nantes | **965 252 $** | 4 |
| Newport | **790 827 $** | 3 |
| North Hatley | **760 994 $** | 3 |
| Notre-Dame-des-Bois | **838 128 $** | 4 |
| Ogden | **791 633 $** | 3 |
| Orford | **1 813 727 $** | 9 |
| Piopolis | **683 860 $** | 3 |
| Potton | **1 086 731 $** | 5 |
| Racine | **951 007 $** | 4 |
| Richmond | **1 458 695 $** | 7 |
| Saint-Adrien | **724 174 $** | 3 |
| Saint-Augustin-de-Woburn | **771 476 $** | 3 |
| Saint-Benoît-du-Lac | **590 063 $** | 2 |
| Saint-Camille | **730 356 $** | 3 |
| Saint-Claude | **902 093 $** | 4 |
| Saint-Denis-de-Brompton | **1 739 012 $** | 8 |
| Sainte-Anne-de-la-Rochelle | **746 750 $** | 3 |
| Sainte-Catherine-de-Hatley | **1 271 369 $** | 6 |

**Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation**

**Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2019-2023**

| Municipalité | Somme totale allouée | Prévision du nombre d'emplois créés (Hypothèse : 5 par million investi) |
|---|---|---|
| Sainte-Cécile-de-Whitton | **808 565 $** | 4 |
| Sainte-Edwidge-de-Clifton | **721 218 $** | 3 |
| Saint-Étienne-de-Bolton | **773 626 $** | 3 |
| Saint-François-Xavier-de-Brompton | **1 215 199 $** | 6 |
| Saint-Georges-de-Windsor | **849 416 $** | 4 |
| Saint-Herménégilde | **777 657 $** | 3 |
| Saint-Isidore-de-Clifton | **765 563 $** | 3 |
| Saint-Ludger | **871 455 $** | 4 |
| Saint-Malo | **708 855 $** | 3 |
| Saint-Robert-Bellarmin | **734 924 $** | 3 |
| Saint-Romain | **773 088 $** | 3 |
| Saint-Sébastien | **760 188 $** | 3 |
| Saint-Venant-de-Paquette | **608 876 $** | 3 |
| Scotstown | **703 480 $** | 3 |
| Sherbrooke | **59 194 706 $** | 295 |
| Stanstead | **1 337 216 $** | 6 |
| Stanstead | **836 784 $** | 4 |
| Stanstead-Est | **749 437 $** | 3 |
| Stoke | **1 382 099 $** | 6 |
| Stornoway | **725 518 $** | 3 |
| Stratford | **837 591 $** | 4 |
| Stukely-Sud | **876 830 $** | 4 |
| Ulverton | **699 179 $** | 3 |
| Valcourt | **1 164 134 $** | 5 |
| Valcourt | **862 854 $** | 4 |
| Val-Joli | **1 026 529 $** | 5 |
| Val-Racine | **634 408 $** | 3 |
| Waterville | **1 166 822 $** | 5 |
| Weedon | **1 300 933 $** | 6 |
| Westbury | **865 542 $** | 4 |
| Windsor | **2 036 260 $** | 10 |
| Wotton | **964 983 $** | 4 |
| **Total Estrie** | **155 597 625 $** | 732 |
| | | |
| Bonaventure | **1 315 446 $** | 6 |
| Cap-Chat | **1 231 593 $** | 6 |
| Caplan | **1 128 120 $** | 5 |
| Carleton-sur-Mer | **1 666 715 $** | 8 |
| Cascapédia–Saint-Jules | **778 195 $** | 3 |
| Chandler | **2 667 627 $** | 13 |
| Cloridorme | **759 382 $** | 3 |
| Escuminac | **728 205 $** | 3 |
| Gaspé | **5 277 107 $** | 26 |
| Grande-Rivière | **1 507 609 $** | 7 |
| Grande-Vallée | **872 798 $** | 4 |
| Grosse-Île | **706 973 $** | 3 |
| Hope | **737 881 $** | 3 |
| Hope Town | **678 754 $** | 3 |
| La Martre | **644 084 $** | 3 |
| L'Ascension-de-Patapédia | **624 733 $** | 3 |
| Les Îles-de-la-Madeleine | **4 411 680 $** | 22 |
| Maria | **1 297 977 $** | 6 |
| Marsoui | **659 672 $** | 3 |
| Matapédia | **753 200 $** | 3 |
| Mont-Saint-Pierre | **625 002 $** | 3 |

**Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation**

**Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2019-2023**

| Municipalité | Somme totale allouée | Prévision du nombre d'emplois créés (Hypothèse : 5 par million investi) |
|---|---|---|
| Murdochville | **752 663 $** | 3 |
| New Carlisle | **959 339 $** | 4 |
| New Richmond | **1 588 506 $** | 7 |
| Nouvelle | **1 033 517 $** | 5 |
| Paspébiac | **1 430 475 $** | 7 |
| Percé | **1 399 299 $** | 6 |
| Petite-Vallée | **626 345 $** | 3 |
| Pointe-à-la-Croix | **952 889 $** | 4 |
| Port-Daniel–Gascons | **1 185 097 $** | 5 |
| Ristigouche-Partie-Sud-Est | **627 420 $** | 3 |
| Rivière-à-Claude | **615 864 $** | 3 |
| Saint-Alexis-de-Matapédia | **719 336 $** | 3 |
| Saint-Alphonse | **766 101 $** | 3 |
| Saint-André-de-Restigouche | **625 002 $** | 3 |
| Sainte-Anne-des-Monts | **2 312 008 $** | 11 |
| Saint-Elzéar | **705 361 $** | 3 |
| Sainte-Madeleine-de-la-Rivière-Madeleine | **661 284 $** | 3 |
| Sainte-Thérèse-de-Gaspé | **853 985 $** | 4 |
| Saint-François-d'Assise | **762 607 $** | 3 |
| Saint-Godefroi | **675 260 $** | 3 |
| Saint-Maxime-du-Mont-Louis | **884 893 $** | 4 |
| Saint-Siméon | **890 805 $** | 4 |
| Shigawake | **656 715 $** | 3 |
| La Haute-Gaspésie | **631 721 $** | 3 |
| **Total Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine** | **51 389 245 $** | 236 |
| | | |
| Berthierville | **1 747 612 $** | 8 |
| Charlemagne | **2 222 780 $** | 11 |
| Chertsey | **1 867 479 $** | 9 |
| Crabtree | **1 666 178 $** | 8 |
| Entrelacs | **829 797 $** | 4 |
| Joliette | **7 430 686 $** | 37 |
| La Visitation-de-l'Île-Dupas | **749 975 $** | 3 |
| Lanoraie | **1 944 613 $** | 9 |
| L'Assomption | **8 269 358 $** | 41 |
| Lavaltrie | **5 005 992 $** | 25 |
| L'Épiphanie | **3 535 807 $** | 17 |
| Mandeville | **1 176 497 $** | 5 |
| Mascouche | **17 273 937 $** | 86 |
| Notre-Dame-de-la-Merci | **830 872 $** | 4 |
| Notre-Dame-de-Lourdes | **1 356 835 $** | 6 |
| Notre-Dame-des-Prairies | **3 381 087 $** | 16 |
| Rawdon | **4 071 716 $** | 20 |
| Repentigny | **30 441 198 $** | 152 |
| Saint-Alexis | **954 501 $** | 4 |
| Saint-Alphonse-Rodriguez | **1 454 126 $** | 7 |
| Saint-Ambroise-de-Kildare | **1 651 396 $** | 8 |
| Saint-Barthélemy | **1 116 564 $** | 5 |
| Saint-Calixte | **2 262 825 $** | 11 |
| Saint-Charles-Borromée | **5 079 122 $** | 25 |
| Saint-Cléophas-de-Brandon | **642 471 $** | 3 |
| Saint-Côme | **1 176 228 $** | 5 |
| Saint-Cuthbert | **1 084 581 $** | 5 |
| Saint-Damien | **1 158 759 $** | 5 |
| Saint-Didace | **764 757 $** | 3 |

**Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation**

**Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2019-2023**

| Municipalité | Somme totale allouée | Prévision du nombre d'emplois créés (Hypothèse : 5 par million investi) |
|---|---|---|
| Saint-Donat | **1 640 914 $** | 8 |
| Sainte-Béatrix | **1 135 377 $** | 5 |
| Sainte-Élisabeth | **981 377 $** | 4 |
| Sainte-Émélie-de-l'Énergie | **1 015 779 $** | 5 |
| Sainte-Geneviève-de-Berthier | **1 213 855 $** | 6 |
| Sainte-Julienne | **3 703 214 $** | 18 |
| Sainte-Marcelline-de-Kildare | **1 017 391 $** | 5 |
| Sainte-Marie-Salomé | **908 006 $** | 4 |
| Sainte-Mélanie | **1 417 575 $** | 7 |
| Saint-Esprit | **1 124 895 $** | 5 |
| Saint-Félix-de-Valois | **2 340 506 $** | 11 |
| Saint-Gabriel | **1 299 320 $** | 6 |
| Saint-Gabriel-de-Brandon | **1 302 546 $** | 6 |
| Saint-Ignace-de-Loyola | **1 135 646 $** | 5 |
| Saint-Jacques | **1 665 909 $** | 8 |
| Saint-Jean-de-Matha | **1 790 345 $** | 8 |
| Saint-Liguori | **1 122 476 $** | 5 |
| Saint-Lin–Laurentides | **7 909 061 $** | 39 |
| Saint-Michel-des-Saints | **1 212 242 $** | 6 |
| Saint-Norbert | **873 605 $** | 4 |
| Saint-Paul | **2 268 469 $** | 11 |
| Saint-Pierre | **662 359 $** | 3 |
| Saint-Roch-de-l'Achigan | **2 012 072 $** | 10 |
| Saint-Roch-Ouest | **655 640 $** | 3 |
| Saint-Sulpice | **1 501 428 $** | 7 |
| Saint-Thomas | **1 509 491 $** | 7 |
| Saint-Zénon | **896 180 $** | 4 |
| Terrebonne | **41 367 124 $** | 206 |
| Matawinie | **610 220 $** | 3 |
| **Total Lanaudière** | **197 440 771 $** | 961 |
| | | |
| Amherst | **985 409 $** | 4 |
| Arundel | **731 968 $** | 3 |
| Barkmere | **599 201 $** | 2 |
| Blainville | **21 257 897 $** | 106 |
| Boisbriand | **9 507 211 $** | 47 |
| Bois-des-Filion | **3 522 352 $** | 17 |
| Brébeuf | **863 123 $** | 4 |
| Brownsburg-Chatham | **2 600 918 $** | 13 |
| Chute-Saint-Philippe | **835 441 $** | 4 |
| Deux-Montagnes | **6 348 010 $** | 31 |
| Estérel | **635 214 $** | 3 |
| Ferme-Neuve | **1 315 984 $** | 6 |
| Gore | **1 109 307 $** | 5 |
| Grenville | **1 065 499 $** | 5 |
| Grenville-sur-la-Rouge | **1 345 278 $** | 6 |
| Harrington | **812 327 $** | 4 |
| Huberdeau | **820 121 $** | 4 |
| Ivry-sur-le-Lac | **683 860 $** | 3 |
| Kiamika | **792 977 $** | 3 |
| La Conception | **935 957 $** | 4 |
| La Macaza | **879 786 $** | 4 |
| La Minerve | **914 187 $** | 4 |
| Labelle | **1 238 849 $** | 6 |
| Lac-des-Écorces | **1 332 109 $** | 6 |

**Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation**

**Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2019-2023**

| Municipalité | Somme totale allouée | Prévision du nombre d'emplois créés (Hypothèse : 5 par million investi) |
|---|---|---|
| Lac-des-Seize-Îles | **625 270 $** | 3 |
| Lac-du-Cerf | **703 480 $** | 3 |
| Lachute | **4 701 345 $** | 23 |
| Lac-Saguay | **703 480 $** | 3 |
| Lac-Saint-Paul | **712 886 $** | 3 |
| Lac-Supérieur | **1 090 494 $** | 5 |
| Lac-Tremblant-Nord | **593 288 $** | 2 |
| Lantier | **815 552 $** | 4 |
| L'Ascension | **802 652 $** | 4 |
| Lorraine | **3 375 379 $** | 16 |
| Mille-Isles | **1 023 841 $** | 5 |
| Mirabel | **19 627 285 $** | 98 |
| Montcalm | **754 275 $** | 3 |
| Mont-Laurier | **5 076 981 $** | 25 |
| Mont-Saint-Michel | **746 481 $** | 3 |
| Mont-Tremblant | **3 570 867 $** | 17 |
| Morin-Heights | **1 729 874 $** | 8 |
| Nominingue | **1 143 977 $** | 5 |
| Notre-Dame-de-Pontmain | **795 933 $** | 3 |
| Notre-Dame-du-Laus | **1 009 328 $** | 5 |
| Oka | **2 128 714 $** | 10 |
| Piedmont | **1 420 531 $** | 7 |
| Pointe-Calumet | **2 327 327 $** | 11 |
| Prévost | **4 740 942 $** | 23 |
| Rivière-Rouge | **1 771 263 $** | 8 |
| Rosemère | **4 989 226 $** | 24 |
| Saint-Adolphe-d'Howard | **1 537 442 $** | 7 |
| Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles | **783 839 $** | 3 |
| Saint-André-d'Argenteuil | **1 394 730 $** | 6 |
| Saint-Colomban | **6 000 555 $** | 30 |
| Sainte-Adèle | **4 798 019 $** | 23 |
| Sainte-Agathe-des-Monts | **3 798 104 $** | 18 |
| Sainte-Anne-des-Lacs | **1 564 049 $** | 7 |
| Sainte-Anne-des-Plaines | **5 369 500 $** | 26 |
| Sainte-Anne-du-Lac | **729 280 $** | 3 |
| Sainte-Lucie-des-Laurentides | **955 308 $** | 4 |
| Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson | **1 385 055 $** | 6 |
| Sainte-Marthe-sur-le-Lac | **6 854 924 $** | 34 |
| Sainte-Sophie | **5 974 871 $** | 29 |
| Sainte-Thérèse | **9 404 473 $** | 47 |
| Saint-Eustache | **16 006 832 $** | 80 |
| Saint-Faustin–Lac-Carré | **1 537 711 $** | 7 |
| Saint-Hippolyte | **3 439 234 $** | 17 |
| Saint-Jérôme | **27 763 582 $** | 138 |
| Saint-Joseph-du-Lac | **2 456 443 $** | 12 |
| Saint-Placide | **1 048 030 $** | 5 |
| Saint-Sauveur | **3 793 110 $** | 18 |
| Val-David | **1 981 971 $** | 9 |
| Val-des-Lacs | **778 195 $** | 3 |
| Val-Morin | **1 371 886 $** | 6 |
| Wentworth | **739 225 $** | 3 |
| Wentworth-Nord | **964 983 $** | 4 |
| **Total Laurentides** | **240 545 007 $** | 1 160 |
| Laval | **155 176 837 $** | 775 |

**Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation**

**Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2019-2023**

| Municipalité | Somme totale allouée | Prévision du nombre d'emplois créés (Hypothèse : 5 par million investi) |
|---|---|---|
| **Total Laval** | **155 176 837 $** | 775 |
| Batiscan | **829 797 $** | 4 |
| Champlain | **1 061 737 $** | 5 |
| Charette | **842 697 $** | 4 |
| Grandes-Piles | **702 136 $** | 3 |
| Hérouxville | **933 001 $** | 4 |
| La Bostonnais | **751 856 $** | 3 |
| La Tuque | **3 935 802 $** | 19 |
| Lac-aux-Sables | **928 432 $** | 4 |
| Lac-Édouard | **634 677 $** | 3 |
| Louiseville | **2 575 591 $** | 12 |
| Maskinongé | **1 208 748 $** | 6 |
| Notre-Dame-de-Montauban | **782 495 $** | 3 |
| Notre-Dame-du-Mont-Carmel | **2 173 059 $** | 10 |
| Saint-Adelphe | **837 591 $** | 4 |
| Saint-Alexis-des-Monts | **1 381 292 $** | 6 |
| Saint-Barnabé | **907 200 $** | 4 |
| Saint-Boniface | **1 915 318 $** | 9 |
| Sainte-Angèle-de-Prémont | **749 169 $** | 3 |
| Sainte-Anne-de-la-Pérade | **1 128 389 $** | 5 |
| Saint-Édouard-de-Maskinongé | **778 464 $** | 3 |
| Sainte-Geneviève-de-Batiscan | **852 641 $** | 4 |
| Saint-Élie-de-Caxton | **1 084 312 $** | 5 |
| Sainte-Thècle | **1 234 012 $** | 6 |
| Saint-Étienne-des-Grès | **1 827 703 $** | 9 |
| Sainte-Ursule | **942 407 $** | 4 |
| Saint-Justin | **843 772 $** | 4 |
| Saint-Léon-le-Grand | **841 085 $** | 4 |
| Saint-Luc-de-Vincennes | **728 205 $** | 3 |
| Saint-Mathieu-du-Parc | **942 138 $** | 4 |
| Saint-Maurice | **1 511 103 $** | 7 |
| Saint-Narcisse | **1 077 593 $** | 5 |
| Saint-Paulin | **990 246 $** | 4 |
| Saint-Prosper-de-Champlain | **730 356 $** | 3 |
| Saint-Roch-de-Mékinac | **664 509 $** | 3 |
| Saint-Sévère | **668 541 $** | 3 |
| Saint-Séverin | **813 940 $** | 4 |
| Saint-Stanislas | **863 929 $** | 4 |
| Saint-Tite | **1 585 281 $** | 7 |
| Shawinigan | **17 676 328 $** | 88 |
| Trois-Rives | **690 579 $** | 3 |
| Trois-Rivières | **48 817 430 $** | 244 |
| Yamachiche | **1 362 479 $** | 6 |
| **Total Mauricie** | **111 806 040 $** | 538 |
| Abercorn | **674 991 $** | 3 |
| Acton Vale | **2 742 897 $** | 13 |
| Ange-Gardien | **1 338 828 $** | 6 |
| Beauharnois | **4 725 246 $** | 23 |
| Bedford | **1 279 163 $** | 6 |
| Bedford | **770 401 $** | 3 |
| Beloeil | **8 338 564 $** | 41 |
| Béthanie | **672 841 $** | 3 |
| Bolton-Ouest | **747 019 $** | 3 |

**Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation**

**Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2019-2023**

| Municipalité | Somme totale allouée | Prévision du nombre d'emplois créés (Hypothèse : 5 par million investi) |
|---|---|---|
| Boucherville | **15 113 937 $** | 75 |
| Brigham | **1 210 092 $** | 6 |
| Brome | **663 166 $** | 3 |
| Bromont | **3 502 018 $** | 17 |
| Brossard | **31 524 230 $** | 157 |
| Calixa-Lavallée | **723 905 $** | 3 |
| Candiac | **7 844 493 $** | 39 |
| Carignan | **3 759 221 $** | 18 |
| Chambly | **11 007 618 $** | 55 |
| Châteauguay | **17 627 456 $** | 88 |
| Contrecoeur | **3 082 147 $** | 15 |
| Coteau-du-Lac | **2 565 602 $** | 12 |
| Cowansville | **5 120 502 $** | 25 |
| Delson | **2 818 880 $** | 14 |
| Dundee | **681 441 $** | 3 |
| Dunham | **1 529 379 $** | 7 |
| East Farnham | **732 237 $** | 3 |
| Elgin | **693 804 $** | 3 |
| Farnham | **3 339 350 $** | 16 |
| Franklin | **1 039 430 $** | 5 |
| Frelighsburg | **899 137 $** | 4 |
| Godmanchester | **963 639 $** | 4 |
| Granby | **24 273 693 $** | 121 |
| Havelock | **780 882 $** | 3 |
| Hemmingford | **790 020 $** | 3 |
| Hemmingford | **1 105 276 $** | 5 |
| Henryville | **970 627 $** | 4 |
| Hinchinbrooke | **1 160 640 $** | 5 |
| Howick | **799 696 $** | 3 |
| Hudson | **2 009 384 $** | 10 |
| Huntingdon | **1 250 675 $** | 6 |
| La Prairie | **9 133 715 $** | 45 |
| La Présentation | **1 266 800 $** | 6 |
| Lac-Brome | **2 093 237 $** | 10 |
| Lacolle | **1 305 771 $** | 6 |
| Léry | **1 211 167 $** | 6 |
| Les Cèdres | **2 511 379 $** | 12 |
| Les Coteaux | **2 042 979 $** | 10 |
| L'Île-Cadieux | **619 358 $** | 3 |
| L'Île-Perrot | **4 030 336 $** | 20 |
| Longueuil | **87 900 412 $** | 439 |
| Marieville | **3 944 007 $** | 19 |
| Massueville | **729 549 $** | 3 |
| McMasterville | **2 164 190 $** | 10 |
| Mercier | **4 958 547 $** | 24 |
| Mont-Saint-Grégoire | **1 432 625 $** | 7 |
| Mont-Saint-Hilaire | **6 768 952 $** | 33 |
| Napierville | **1 672 897 $** | 8 |
| Notre-Dame-de-l'Île-Perrot | **3 965 054 $** | 19 |
| Notre-Dame-de-Stanbridge | **761 532 $** | 3 |
| Noyan | **970 896 $** | 4 |
| Ormstown | **1 563 512 $** | 7 |
| Otterburn Park | **2 974 058 $** | 14 |
| Pike River | **722 561 $** | 3 |
| Pincourt | **5 377 348 $** | 26 |
| Pointe-des-Cascades | **1 037 279 $** | 5 |

**Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation**

**Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2019-2023**

| Municipalité | Somme totale allouée | Prévision du nombre d'emplois créés (Hypothèse : 5 par million investi) |
|---|---|---|
| Pointe-Fortune | **736 806 $** | 3 |
| Richelieu | **2 052 923 $** | 10 |
| Rigaud | **2 824 588 $** | 14 |
| Rivière-Beaudette | **1 185 635 $** | 5 |
| Rougemont | **1 363 554 $** | 6 |
| Roxton | **875 755 $** | 4 |
| Roxton Falls | **931 119 $** | 4 |
| Roxton Pond | **1 661 609 $** | 8 |
| Saint-Aimé | **707 780 $** | 3 |
| Saint-Alexandre | **1 260 619 $** | 6 |
| Saint-Alphonse-de-Granby | **1 451 707 $** | 7 |
| Saint-Amable | **4 561 150 $** | 22 |
| Saint-Anicet | **1 299 320 $** | 6 |
| Saint-Antoine-sur-Richelieu | **1 048 299 $** | 5 |
| Saint-Armand | **910 425 $** | 4 |
| Saint-Barnabé-Sud | **811 790 $** | 4 |
| Saint-Basile-le-Grand | **6 150 025 $** | 30 |
| Saint-Bernard-de-Lacolle | **998 847 $** | 4 |
| Saint-Bernard-de-Michaudville | **742 181 $** | 3 |
| Saint-Blaise-sur-Richelieu | **1 138 333 $** | 5 |
| Saint-Bruno-de-Montarville | **9 534 323 $** | 47 |
| Saint-Césaire | **2 181 660 $** | 10 |
| Saint-Charles-sur-Richelieu | **1 056 630 $** | 5 |
| Saint-Chrysostome | **1 308 727 $** | 6 |
| Saint-Clet | **1 069 531 $** | 5 |
| Saint-Constant | **10 207 115 $** | 51 |
| Saint-Cyprien-de-Napierville | **1 119 251 $** | 5 |
| Saint-Damase | **1 265 725 $** | 6 |
| Saint-David | **812 327 $** | 4 |
| Saint-Denis-sur-Richelieu | **1 209 823 $** | 6 |
| Saint-Dominique | **1 278 088 $** | 6 |
| Sainte-Angèle-de-Monnoir | **1 068 724 $** | 5 |
| Sainte-Anne-de-Sabrevois | **1 141 558 $** | 5 |
| Sainte-Anne-de-Sorel | **1 327 540 $** | 6 |
| Sainte-Barbe | **945 364 $** | 4 |
| Sainte-Brigide-d'Iberville | **967 939 $** | 4 |
| Sainte-Catherine | **6 163 938 $** | 30 |
| Sainte-Cécile-de-Milton | **1 189 129 $** | 5 |
| Sainte-Christine | **773 626 $** | 3 |
| Sainte-Clotilde | **1 188 323 $** | 5 |
| Saint-Édouard | **948 857 $** | 4 |
| Sainte-Hélène-de-Bagot | **1 036 473 $** | 5 |
| Sainte-Julie | **10 665 870 $** | 53 |
| Sainte-Justine-de-Newton | **842 966 $** | 4 |
| Sainte-Madeleine | **1 198 804 $** | 5 |
| Sainte-Marie-Madeleine | **1 387 474 $** | 6 |
| Sainte-Marthe | **858 823 $** | 4 |
| Sainte-Martine | **2 083 293 $** | 10 |
| Sainte-Sabine | **885 968 $** | 4 |
| Saint-Étienne-de-Beauharnois | **832 753 $** | 4 |
| Sainte-Victoire-de-Sorel | **1 246 912 $** | 6 |
| Saint-Georges-de-Clarenceville | **894 299 $** | 4 |
| Saint-Gérard-Majella | **645 696 $** | 3 |
| Saint-Hugues | **936 226 $** | 4 |
| Saint-Hyacinthe | **20 101 022 $** | 100 |
| Saint-Ignace-de-Stanbridge | **764 488 $** | 3 |

**Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation**

**Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2019-2023**

| Municipalité | Somme totale allouée | Prévision du nombre d'emplois créés (Hypothèse : 5 par million investi) |
|---|---|---|
| Saint-Isidore | **1 318 671 $** | 6 |
| Saint-Jacques-le-Mineur | **1 070 337 $** | 5 |
| Saint-Jean-Baptiste | **1 433 969 $** | 7 |
| Saint-Jean-sur-Richelieu | **34 633 846 $** | 173 |
| Saint-Joachim-de-Shefford | **950 739 $** | 4 |
| Saint-Joseph-de-Sorel | **1 015 510 $** | 5 |
| Saint-Jude | **937 301 $** | 4 |
| Saint-Lambert | **8 029 279 $** | 40 |
| Saint-Lazare | **7 450 663 $** | 37 |
| Saint-Liboire | **1 398 493 $** | 6 |
| Saint-Louis | **776 045 $** | 3 |
| Saint-Louis-de-Gonzague | **1 012 554 $** | 5 |
| Saint-Marcel-de-Richelieu | **718 261 $** | 3 |
| Saint-Marc-sur-Richelieu | **1 175 691 $** | 5 |
| Saint-Mathias-sur-Richelieu | **1 815 340 $** | 9 |
| Saint-Mathieu | **1 203 642 $** | 6 |
| Saint-Mathieu-de-Beloeil | **1 315 446 $** | 6 |
| Saint-Michel | **1 510 566 $** | 7 |
| Saint-Nazaire-d'Acton | **815 284 $** | 4 |
| Saint-Ours | **1 044 805 $** | 5 |
| Saint-Patrice-de-Sherrington | **1 218 961 $** | 6 |
| Saint-Paul-d'Abbotsford | **1 414 618 $** | 7 |
| Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix | **1 142 365 $** | 5 |
| Saint-Philippe | **2 456 443 $** | 12 |
| Saint-Pie | **2 117 963 $** | 10 |
| Saint-Polycarpe | **1 204 448 $** | 6 |
| Saint-Rémi | **3 089 282 $** | 15 |
| Saint-Robert | **1 061 737 $** | 5 |
| Saint-Roch-de-Richelieu | **1 187 516 $** | 5 |
| Saint-Sébastien | **778 732 $** | 3 |
| Saint-Simon | **967 671 $** | 4 |
| Saint-Stanislas-de-Kostka | **1 043 461 $** | 5 |
| Saint-Télesphore | **789 214 $** | 3 |
| Saint-Théodore-d'Acton | **999 116 $** | 4 |
| Saint-Urbain-Premier | **925 207 $** | 4 |
| Saint-Valentin | **702 942 $** | 3 |
| Saint-Valérien-de-Milton | **1 069 262 $** | 5 |
| Saint-Zotique | **3 076 083 $** | 15 |
| Salaberry-de-Valleyfield | **14 875 998 $** | 74 |
| Shefford | **2 535 994 $** | 12 |
| Sorel-Tracy | **12 505 527 $** | 62 |
| Stanbridge East | **820 659 $** | 4 |
| Stanbridge Station | **656 715 $** | 3 |
| Sutton | **1 681 497 $** | 8 |
| Terrasse-Vaudreuil | **1 114 951 $** | 5 |
| Très-Saint-Rédempteur | **841 891 $** | 4 |
| Très-Saint-Sacrement | **912 306 $** | 4 |
| Upton | **1 175 422 $** | 5 |
| Varennes | **7 665 771 $** | 38 |
| Vaudreuil-Dorion | **14 357 312 $** | 71 |
| Vaudreuil-sur-le-Lac | **951 276 $** | 4 |
| Venise-en-Québec | **1 039 967 $** | 5 |
| Verchères | **2 140 270 $** | 10 |
| Warden | **681 710 $** | 3 |
| Waterloo | **1 810 233 $** | 9 |
| Yamaska | **1 040 236 $** | 5 |

**Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation**

**Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2019-2023**

| Municipalité | Somme totale allouée | Prévision du nombre d'emplois créés (Hypothèse : 5 par million investi) |
|---|---|---|
| **Total Montérégie** | **607 561 616 $** | 2 948 |
| Baie-D'Urfé | **1 632 045 $** | 8 |
| Beaconsfield | **6 987 627 $** | 34 |
| Côte-Saint-Luc | **12 001 824 $** | 60 |
| Dollard-Des Ormeaux | **17 631 024 $** | 88 |
| Dorval | **6 968 721 $** | 34 |
| Hampstead | **2 548 122 $** | 12 |
| Kirkland | **7 117 120 $** | 35 |
| Montréal | **626 905 173 $** | 3 134 |
| Montréal-Est | **1 623 176 $** | 8 |
| Montréal-Ouest | **1 974 983 $** | 9 |
| Mont-Royal | **7 543 413 $** | 37 |
| Pointe-Claire | **11 431 413 $** | 57 |
| Sainte-Anne-de-Bellevue | **1 974 714 $** | 9 |
| Senneville | **837 860 $** | 4 |
| Westmount | **7 469 213 $** | 37 |
| **Total Montréal** | **714 646 428 $** | 3 566 |
| Chapais | **1 000 728 $** | 5 |
| Chibougamau | **2 667 627 $** | 13 |
| Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James | **864 736 $** | 4 |
| Lebel-sur-Quévillon | **1 171 391 $** | 5 |
| Matagami | **964 445 $** | 4 |
| Kuujjuarapik | **771 476 $** | 3 |
| Umiujaq | **710 467 $** | 3 |
| Inukjuak | **1 072 756 $** | 5 |
| Kangiqsualujjuaq | **848 610 $** | 4 |
| Kuujjuaq | **1 330 497 $** | 6 |
| Tasiujaq | **684 129 $** | 3 |
| Aupaluk | **639 515 $** | 3 |
| Kangirsuk | **737 075 $** | 3 |
| Quaqtaq | **696 761 $** | 3 |
| Puvirnituq | **1 081 356 $** | 5 |
| Akulivik | **759 650 $** | 3 |
| Kangiqsujuaq | **791 364 $** | 3 |
| Salluit | **1 004 491 $** | 5 |
| Ivujivik | **705 092 $** | 3 |
| **Total Nord-du-Québec** | **18 502 166 $** | 83 |
| Alleyn-et-Cawood | **626 614 $** | 3 |
| Aumond | **785 720 $** | 3 |
| Blue Sea | **754 275 $** | 3 |
| Boileau | **673 916 $** | 3 |
| Bois-Franc | **694 073 $** | 3 |
| Bouchette | **764 488 $** | 3 |
| Bowman | **760 725 $** | 3 |
| Bristol | **859 629 $** | 4 |
| Bryson | **771 476 $** | 3 |
| Campbell's Bay | **782 764 $** | 3 |
| Cantley | **3 968 978 $** | 19 |
| Cayamant | **803 727 $** | 4 |
| Chelsea | **2 501 391 $** | 12 |
| Chénéville | **786 795 $** | 3 |
| Chichester | **675 260 $** | 3 |
| Clarendon | **924 400 $** | 4 |

**Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation**

**Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2019-2023**

| Municipalité | Somme totale allouée | Prévision du nombre d'emplois créés (Hypothèse : 5 par million investi) |
|---|---|---|
| Déléage | **1 084 581 $** | 5 |
| Denholm | **720 411 $** | 3 |
| Duhamel | **697 836 $** | 3 |
| Egan-Sud | **717 993 $** | 3 |
| Fassett | **702 942 $** | 3 |
| Fort-Coulonge | **964 983 $** | 4 |
| Gatineau | **101 297 408 $** | 506 |
| Gracefield | **1 236 968 $** | 6 |
| Grand-Remous | **899 137 $** | 4 |
| Kazabazua | **844 310 $** | 4 |
| La Pêche | **2 880 595 $** | 14 |
| Lac-des-Plages | **702 673 $** | 3 |
| Lac-Sainte-Marie | **745 137 $** | 3 |
| Lac-Simon | **840 278 $** | 4 |
| L'Ange-Gardien | **2 119 038 $** | 10 |
| L'Île-du-Grand-Calumet | **760 725 $** | 3 |
| L'Isle-aux-Allumettes | **941 870 $** | 4 |
| Litchfield | **704 017 $** | 3 |
| Lochaber | **699 986 $** | 3 |
| Lochaber-Partie-Ouest | **821 734 $** | 4 |
| Low | **858 017 $** | 4 |
| Maniwaki | **1 615 113 $** | 8 |
| Mansfield-et-Pontefract | **1 208 211 $** | 6 |
| Mayo | **751 856 $** | 3 |
| Messines | **1 013 629 $** | 5 |
| Montcerf-Lytton | **752 931 $** | 3 |
| Montebello | **842 428 $** | 4 |
| Montpellier | **855 866 $** | 4 |
| Mulgrave-et-Derry | **680 635 $** | 3 |
| Namur | **737 343 $** | 3 |
| Notre-Dame-de-Bonsecours | **664 778 $** | 3 |
| Notre-Dame-de-la-Paix | **762 607 $** | 3 |
| Notre-Dame-de-la-Salette | **786 795 $** | 3 |
| Otter Lake | **832 753 $** | 4 |
| Papineauville | **1 147 202 $** | 5 |
| Plaisance | **880 324 $** | 4 |
| Pontiac | **2 173 865 $** | 10 |
| Portage-du-Fort | **639 246 $** | 3 |
| Rapides-des-Joachims | **622 583 $** | 3 |
| Ripon | **1 017 391 $** | 5 |
| Saint-André-Avellin | **1 576 681 $** | 7 |
| Saint-Émile-de-Suffolk | **713 692 $** | 3 |
| Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau | **729 280 $** | 3 |
| Saint-Sixte | **710 736 $** | 3 |
| Shawville | **1 008 791 $** | 5 |
| Sheenboro | **613 982 $** | 3 |
| Thorne | **709 123 $** | 3 |
| Thurso | **1 354 147 $** | 6 |
| Val-des-Bois | **818 778 $** | 4 |
| Val-des-Monts | **4 313 222 $** | 21 |
| Waltham | **687 354 $** | 3 |
| **Total Outaouais** | **169 596 212 $** | 815 |
| | | |
| Albanel | **1 187 785 $** | 5 |
| Alma | **11 011 542 $** | 55 |

**Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation**

**Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2019-2023**

| Municipalité | Somme totale allouée | Prévision du nombre d'emplois créés (Hypothèse : 5 par million investi) |
|---|---|---|
| Bégin | **801 846 $** | 4 |
| Chambord | **1 055 018 $** | 5 |
| Desbiens | **865 004 $** | 4 |
| Dolbeau-Mistassini | **5 068 777 $** | 25 |
| Ferland-et-Boilleau | **729 549 $** | 3 |
| Girardville | **859 360 $** | 4 |
| Hébertville | **1 273 251 $** | 6 |
| Hébertville-Station | **937 032 $** | 4 |
| La Doré | **955 308 $** | 4 |
| Labrecque | **942 676 $** | 4 |
| Lac-Bouchette | **895 374 $** | 4 |
| Lamarche | **711 811 $** | 3 |
| L'Anse-Saint-Jean | **909 618 $** | 4 |
| Larouche | **994 815 $** | 4 |
| L'Ascension-de-Notre-Seigneur | **1 122 745 $** | 5 |
| Métabetchouan–Lac-à-la-Croix | **1 637 689 $** | 8 |
| Normandin | **1 405 481 $** | 7 |
| Notre-Dame-de-Lorette | **631 721 $** | 3 |
| Péribonka | **714 230 $** | 3 |
| Petit-Saguenay | **752 125 $** | 3 |
| Rivière-Éternité | **697 567 $** | 3 |
| Roberval | **3 548 037 $** | 17 |
| Saguenay | **52 294 121 $** | 261 |
| Saint-Ambroise | **1 620 489 $** | 8 |
| Saint-André-du-Lac-Saint-Jean | **708 048 $** | 3 |
| Saint-Augustin | **678 754 $** | 3 |
| Saint-Bruno | **1 371 079 $** | 6 |
| Saint-Charles-de-Bourget | **786 258 $** | 3 |
| Saint-David-de-Falardeau | **1 347 697 $** | 6 |
| Saint-Edmond-les-Plaines | **683 054 $** | 3 |
| Sainte-Hedwidge | **816 896 $** | 4 |
| Sainte-Jeanne-d'Arc | **865 811 $** | 4 |
| Sainte-Monique | **819 046 $** | 4 |
| Sainte-Rose-du-Nord | **700 254 $** | 3 |
| Saint-Eugène-D'Argentenay | **711 811 $** | 3 |
| Saint-Félicien | **3 644 710 $** | 18 |
| Saint-Félix-d'Otis | **848 072 $** | 4 |
| Saint-François-de-Sales | **755 350 $** | 3 |
| Saint-Fulgence | **1 152 577 $** | 5 |
| Saint-Gédéon | **1 162 522 $** | 5 |
| Saint-Henri-de-Taillon | **815 284 $** | 4 |
| Saint-Honoré | **2 189 454 $** | 10 |
| Saint-Ludger-de-Milot | **756 425 $** | 3 |
| Saint-Nazaire | **1 131 883 $** | 5 |
| Saint-Prime | **1 303 889 $** | 6 |
| Saint-Stanislas | **678 485 $** | 3 |
| Saint-Thomas-Didyme | **769 326 $** | 3 |
| Maria-Chapdelaine | **644 084 $** | 3 |
| **Total Saguenay--Lac-Saint-Jean** | **118 963 740 $** | 570 |
| **Enveloppe totale** | **3 415 232 470 $** | 16 532 |

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018

| Municipalité | Somme totale allouée | Prévision du nombre d'emplois créés (Hypothèse : 6 par million investi) |
|---|---|---|
| Amos | **3 718 662 $** | 22 |
| Authier | **491 043 $** | 2 |
| Authier-Nord | **488 781 $** | 2 |
| Barraute | **891 745 $** | 5 |
| Béarn | **606 821 $** | 3 |
| Belcourt | **482 450 $** | 2 |
| Belleterre | **493 530 $** | 2 |
| Berry | **571 997 $** | 3 |
| Champneuf | **458 254 $** | 2 |
| Chazel | **495 791 $** | 2 |
| Clermont | **542 374 $** | 3 |
| Clerval | **514 108 $** | 3 |
| Duhamel-Ouest | **622 198 $** | 3 |
| Duparquet | **569 510 $** | 3 |
| Dupuy | **652 725 $** | 3 |
| Fugèreville | **499 409 $** | 2 |
| Gallichan | **539 887 $** | 3 |
| Guérin | **501 671 $** | 3 |
| Kipawa | **536 947 $** | 3 |
| La Corne | **592 575 $** | 3 |
| La Morandière | **478 379 $** | 2 |
| La Motte | **535 590 $** | 3 |
| La Reine | **506 872 $** | 3 |
| La Sarre | **2 221 068 $** | 13 |
| Laforce | **543 957 $** | 3 |
| Landrienne | **650 012 $** | 3 |
| Latulipe-et-Gaboury | **496 922 $** | 2 |
| Launay | **479 510 $** | 2 |
| Laverlochère-Angliers | **1 084 748 $** | 6 |
| Lorrainville | **733 002 $** | 4 |
| Macamic | **1 064 508 $** | 6 |
| Malartic | **1 183 226 $** | 7 |
| Moffet | **472 048 $** | 2 |
| Nédélec | **516 821 $** | 3 |
| Normétal | **620 163 $** | 3 |
| Notre-Dame-du-Nord | **683 931 $** | 4 |
| Palmarolle | **770 765 $** | 4 |
| Poularies | **586 469 $** | 3 |
| Preissac | **611 570 $** | 3 |
| Rapide-Danseur | **501 671 $** | 3 |
| Rémigny | **491 269 $** | 2 |
| Rivière-Héva | **779 811 $** | 4 |
| Rochebaucourt | **463 455 $** | 2 |
| Roquemaure | **526 545 $** | 3 |
| Rouyn-Noranda | **12 135 280 $** | 72 |
| Saint-Bruno-de-Guigues | **688 228 $** | 4 |
| Saint-Dominique-du-Rosaire | **530 615 $** | 3 |
| Saint-Édouard-de-Fabre | **574 711 $** | 3 |
| Sainte-Germaine-Boulé | **641 419 $** | 3 |
| Sainte-Gertrude-Manneville | **603 881 $** | 3 |
| Sainte-Hélène-de-Mancebourg | **508 907 $** | 3 |
| Saint-Eugène-de-Guigues | **532 877 $** | 3 |
| Saint-Félix-de-Dalquier | **631 695 $** | 3 |
| Saint-Lambert | **474 987 $** | 2 |
| Saint-Marc-de-Figuery | **615 414 $** | 3 |

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018

| Municipalité | Somme totale allouée | Prévision du nombre d'emplois créés (Hypothèse : 6 par million investi) |
|---|---|---|
| Saint-Mathieu-d'Harricana | **586 922 $** | 3 |
| Senneterre | **1 107 247 $** | 6 |
| Senneterre | **707 901 $** | 4 |
| Taschereau | **652 725 $** | 3 |
| Témiscaming | **967 951 $** | 5 |
| Trécesson | **696 821 $** | 4 |
| Val-d'Or | **9 505 304 $** | 57 |
| Val-Saint-Gilles | **467 977 $** | 2 |
| Ville-Marie | **1 026 292 $** | 6 |
| Abitibi-Ouest | **451 470 $** | 2 |
| Abitibi | **476 344 $** | 2 |
| **Total Abitibi-Témiscamingue** | **65 857 756 $** | 360 |
| | | |
| Albertville | **484 259 $** | 2 |
| Amqui | **1 856 415 $** | 11 |
| Auclair | **531 294 $** | 3 |
| Baie-des-Sables | **567 701 $** | 3 |
| Biencourt | **541 922 $** | 3 |
| Cacouna | **880 212 $** | 5 |
| Causapscal | **982 423 $** | 5 |
| Dégelis | **1 107 925 $** | 6 |
| Esprit-Saint | **512 073 $** | 3 |
| Grand-Métis | **482 450 $** | 2 |
| Grosses-Roches | **520 213 $** | 3 |
| Kamouraska | **562 726 $** | 3 |
| La Pocatière | **1 392 397 $** | 8 |
| La Rédemption | **545 540 $** | 3 |
| La Trinité-des-Monts | **486 068 $** | 2 |
| Lac-au-Saumon | **752 675 $** | 4 |
| Lac-des-Aigles | **553 907 $** | 3 |
| Lejeune | **493 304 $** | 2 |
| Les Hauteurs | **547 575 $** | 3 |
| Les Méchins | **679 409 $** | 4 |
| L'Isle-Verte | **759 233 $** | 4 |
| Matane | **4 208 309 $** | 25 |
| Métis-sur-Mer | **564 535 $** | 3 |
| Mont-Carmel | **683 479 $** | 4 |
| Mont-Joli | **1 934 862 $** | 11 |
| Notre-Dame-des-Neiges | **681 670 $** | 4 |
| Notre-Dame-des-Sept-Douleurs | **438 580 $** | 2 |
| Notre-Dame-du-Portage | **698 404 $** | 4 |
| Packington | **566 796 $** | 3 |
| Padoue | **489 912 $** | 2 |
| Pohénégamook | **1 047 096 $** | 6 |
| Price | **815 539 $** | 4 |
| Rimouski | **13 935 575 $** | 83 |
| Rivière-Bleue | **717 399 $** | 4 |
| Rivière-du-Loup | **5 780 276 $** | 34 |
| Rivière-Ouelle | **664 937 $** | 3 |
| Saint-Adelme | **541 470 $** | 3 |
| Saint-Alexandre-de-Kamouraska | **917 750 $** | 5 |
| Saint-Alexandre-des-Lacs | **489 912 $** | 2 |
| Saint-Anaclet-de-Lessard | **1 138 453 $** | 6 |
| Saint-André | **581 947 $** | 3 |
| Saint-Antonin | **1 372 950 $** | 8 |

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018

| Municipalité | Somme totale allouée | Prévision du nombre d'emplois créés (Hypothèse : 6 par million investi) |
|---|---|---|
| Saint-Arsène | **714 685 $** | 4 |
| Saint-Athanase | **496 244 $** | 2 |
| Saint-Bruno-de-Kamouraska | **548 932 $** | 3 |
| Saint-Charles-Garnier | **486 972 $** | 2 |
| Saint-Clément | **540 113 $** | 3 |
| Saint-Cléophas | **505 063 $** | 3 |
| Saint-Cyprien | **690 941 $** | 4 |
| Saint-Damase | **522 475 $** | 3 |
| Saint-Denis-De La Bouteillerie | **546 671 $** | 3 |
| Saint-Donat | **633 504 $** | 3 |
| Sainte-Angèle-de-Mérici | **664 032 $** | 3 |
| Sainte-Anne-de-la-Pocatière | **815 313 $** | 4 |
| Sainte-Félicité | **691 394 $** | 4 |
| Sainte-Flavie | **638 705 $** | 3 |
| Sainte-Florence | **521 118 $** | 3 |
| Sainte-Françoise | **517 274 $** | 3 |
| Sainte-Hélène | **638 479 $** | 3 |
| Sainte-Irène | **503 706 $** | 3 |
| Sainte-Jeanne-d'Arc | **500 992 $** | 3 |
| Saint-Éloi | **501 218 $** | 3 |
| Sainte-Luce | **1 076 267 $** | 6 |
| Saint-Elzéar-de-Témiscouata | **506 193 $** | 3 |
| Sainte-Marguerite-Marie | **471 143 $** | 2 |
| Sainte-Paule | **476 344 $** | 2 |
| Saint-Épiphane | **624 007 $** | 3 |
| Sainte-Rita | **495 565 $** | 2 |
| Saint-Eugène-de-Ladrière | **525 640 $** | 3 |
| Saint-Eusèbe | **569 057 $** | 3 |
| Saint-Fabien | **863 026 $** | 5 |
| Saint-François-Xavier-de-Viger | **484 033 $** | 2 |
| Saint-Gabriel-de-Rimouski | **693 203 $** | 4 |
| Saint-Gabriel-Lalemant | **607 726 $** | 3 |
| Saint-Germain | **490 816 $** | 2 |
| Saint-Guy | **448 078 $** | 2 |
| Saint-Honoré-de-Témiscouata | **604 334 $** | 3 |
| Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup | **714 911 $** | 4 |
| Saint-Jean-de-Cherbourg | **471 821 $** | 2 |
| Saint-Jean-de-Dieu | **797 675 $** | 4 |
| Saint-Jean-de-la-Lande | **498 279 $** | 2 |
| Saint-Joseph-de-Kamouraska | **524 962 $** | 3 |
| Saint-Joseph-de-Lepage | **545 540 $** | 3 |
| Saint-Juste-du-Lac | **559 786 $** | 3 |
| Saint-Léandre | **519 535 $** | 3 |
| Saint-Léon-le-Grand | **654 761 $** | 3 |
| Saint-Louis-du-Ha! Ha! | **726 670 $** | 4 |
| Saint-Marc-du-Lac-Long | **524 736 $** | 3 |
| Saint-Marcellin | **503 706 $** | 3 |
| Saint-Mathieu-de-Rioux | **578 103 $** | 3 |
| Saint-Médard | **478 832 $** | 2 |
| Saint-Michel-du-Squatec | **702 022 $** | 4 |
| Saint-Modeste | **697 273 $** | 4 |
| Saint-Moïse | **556 168 $** | 3 |
| Saint-Narcisse-de-Rimouski | **658 831 $** | 3 |
| Saint-Noël | **530 163 $** | 3 |
| Saint-Octave-de-Métis | **547 349 $** | 3 |

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018

| Municipalité | Somme totale allouée | Prévision du nombre d'emplois créés (Hypothèse : 6 par million investi) |
|---|---|---|
| Saint-Onésime-d'Ixworth | **557 977 $** | 3 |
| Saint-Pacôme | **796 318 $** | 4 |
| Saint-Pascal | **1 231 166 $** | 7 |
| Saint-Paul-de-la-Croix | **510 490 $** | 3 |
| Saint-Philippe-de-Néri | **630 791 $** | 3 |
| Saint-Pierre-de-Lamy | **455 088 $** | 2 |
| Saint-René-de-Matane | **677 148 $** | 4 |
| Saint-Simon | **529 485 $** | 3 |
| Saint-Tharcisius | **529 937 $** | 3 |
| Saint-Ulric | **804 911 $** | 4 |
| Saint-Valérien | **634 183 $** | 3 |
| Saint-Vianney | **538 304 $** | 3 |
| Saint-Zénon-du-Lac-Humqui | **511 168 $** | 3 |
| Sayabec | **844 710 $** | 5 |
| Témiscouata-sur-le-Lac | **1 574 657 $** | 9 |
| Trois-Pistoles | **1 211 267 $** | 7 |
| Val-Brillant | **647 524 $** | 3 |
| La Matapédia | **434 510 $** | 2 |
| **Total Bas-Saint-Laurent** | **99 033 584 $** | 541 |
| | | |
| Baie-Sainte-Catherine | **474 309 $** | 2 |
| Baie-Saint-Paul | **2 135 119 $** | 12 |
| Beaupré | **1 249 256 $** | 7 |
| Boischatel | **1 988 399 $** | 11 |
| Cap-Santé | **1 168 302 $** | 7 |
| Château-Richer | **1 327 271 $** | 7 |
| Clermont | **1 146 820 $** | 6 |
| Deschambault-Grondines | **923 403 $** | 5 |
| Donnacona | **1 980 585 $** | 11 |
| Fossambault-sur-le-Lac | **824 810 $** | 4 |
| La Malbaie | **2 577 886 $** | 15 |
| Lac-Beauport | **2 214 991 $** | 13 |
| Lac-Delage | **571 997 $** | 3 |
| Lac-Saint-Joseph | **481 093 $** | 2 |
| Lac-Sergent | **541 017 $** | 3 |
| L'Ancienne-Lorette | **4 891 270 $** | 29 |
| L'Ange-Gardien | **1 279 332 $** | 7 |
| Les Éboulements | **739 107 $** | 4 |
| L'Isle-aux-Coudres | **712 650 $** | 4 |
| Neuville | **1 375 211 $** | 8 |
| Notre-Dame-des-Monts | **619 484 $** | 3 |
| Petite-Rivière-Saint-François | **601 846 $** | 3 |
| Pont-Rouge | **2 608 561 $** | 15 |
| Portneuf | **1 148 629 $** | 6 |
| Québec | **153 423 871 $** | 920 |
| Rivière-à-Pierre | **580 816 $** | 3 |
| Saint-Aimé-des-Lacs | **676 469 $** | 4 |
| Saint-Alban | **709 710 $** | 4 |
| Saint-Augustin-de-Desmaures | **5 386 127 $** | 32 |
| Saint-Basile | **1 013 177 $** | 6 |
| Saint-Casimir | **770 991 $** | 4 |
| Sainte-Anne-de-Beaupré | **1 087 800 $** | 6 |
| Sainte-Brigitte-de-Laval | **1 920 971 $** | 11 |
| Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier | **2 083 608 $** | 12 |
| Sainte-Christine-d'Auvergne | **536 495 $** | 3 |

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018

| Municipalité | Somme totale allouée | Prévision du nombre d'emplois créés (Hypothèse : 6 par million investi) |
|---|---|---|
| Sainte-Famille | **622 424 $** | 3 |
| Sainte-Pétronille | **662 449 $** | 3 |
| Saint-Ferréol-les-Neiges | **1 142 071 $** | 6 |
| Saint-François-de-l'Île-d'Orléans | **546 671 $** | 3 |
| Saint-Gabriel-de-Valcartier | **1 114 483 $** | 6 |
| Saint-Gilbert | **493 756 $** | 2 |
| Saint-Hilarion | **703 152 $** | 4 |
| Saint-Irénée | **579 685 $** | 3 |
| Saint-Jean-de-l'Île-d'Orléans | **650 012 $** | 3 |
| Saint-Joachim | **773 705 $** | 4 |
| Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans | **786 821 $** | 4 |
| Saint-Léonard-de-Portneuf | **674 434 $** | 4 |
| Saint-Marc-des-Carrières | **1 087 121 $** | 6 |
| Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans | **839 961 $** | 5 |
| Saint-Raymond | **2 893 611 $** | 17 |
| Saint-Siméon | **721 243 $** | 4 |
| Saint-Thuribe | **493 982 $** | 2 |
| Saint-Tite-des-Caps | **773 479 $** | 4 |
| Saint-Ubalde | **744 534 $** | 4 |
| Saint-Urbain | **759 459 $** | 4 |
| Shannon | **1 691 341 $** | 10 |
| Stoneham-et-Tewkesbury | **2 211 808 $** | 13 |
| **Total Capitale-Nationale** | **222 737 584 $** | 1 306 |
| | | |
| Aston-Jonction | **522 022 $** | 3 |
| Baie-du-Febvre | **659 283 $** | 3 |
| Bécancour | **3 756 282 $** | 22 |
| Chesterville | **630 112 $** | 3 |
| Daveluyville | **1 360 175 $** | 8 |
| Deschaillons-sur-Saint-Laurent | **643 228 $** | 3 |
| Drummondville | **21 434 249 $** | 128 |
| Durham-Sud | **654 308 $** | 3 |
| Fortierville | **590 992 $** | 3 |
| Grand-Saint-Esprit | **537 625 $** | 3 |
| Ham-Nord | **616 092 $** | 3 |
| Inverness | **618 354 $** | 3 |
| Kingsey Falls | **888 805 $** | 5 |
| La Visitation-de-Yamaska | **502 349 $** | 3 |
| Laurierville | **751 544 $** | 4 |
| L'Avenir | **714 911 $** | 4 |
| Lefebvre | **622 650 $** | 3 |
| Lemieux | **496 922 $** | 2 |
| Lyster | **805 589 $** | 4 |
| Maddington | **527 676 $** | 3 |
| Manseau | **624 007 $** | 3 |
| Nicolet | **2 321 487 $** | 13 |
| Notre-Dame-de-Ham | **519 761 $** | 3 |
| Notre-Dame-de-Lourdes | **588 505 $** | 3 |
| Notre-Dame-du-Bon-Conseil | **754 710 $** | 4 |
| Notre-Dame-du-Bon-Conseil | **655 665 $** | 3 |
| Parisville | **550 515 $** | 3 |
| Pierreville | **923 629 $** | 5 |
| Plessisville | **1 968 431 $** | 11 |
| Plessisville | **1 044 157 $** | 6 |
| Princeville | **1 759 858 $** | 10 |

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018

| Municipalité | Somme totale allouée | Prévision du nombre d'emplois créés (Hypothèse : 6 par million investi) |
|---|---|---|
| Saint-Albert | **785 464 $** | 4 |
| Saint-Bonaventure | **655 891 $** | 3 |
| Saint-Célestin | **607 047 $** | 3 |
| Saint-Célestin | **567 927 $** | 3 |
| Saint-Christophe-d'Arthabaska | **1 137 774 $** | 6 |
| Saint-Cyrille-de-Wendover | **1 462 045 $** | 8 |
| Sainte-Brigitte-des-Saults | **601 846 $** | 3 |
| Sainte-Cécile-de-Lévrard | **510 037 $** | 3 |
| Sainte-Clotilde-de-Horton | **789 534 $** | 4 |
| Saint-Edmond-de-Grantham | **588 505 $** | 3 |
| Sainte-Élizabeth-de-Warwick | **511 846 $** | 3 |
| Sainte-Eulalie | **636 896 $** | 3 |
| Sainte-Françoise | **537 851 $** | 3 |
| Sainte-Hélène-de-Chester | **512 977 $** | 3 |
| Saint-Elphège | **493 982 $** | 2 |
| Sainte-Marie-de-Blandford | **529 485 $** | 3 |
| Sainte-Monique | **555 263 $** | 3 |
| Sainte-Perpétue | **648 655 $** | 3 |
| Sainte-Séraphine | **516 143 $** | 3 |
| Sainte-Sophie-de-Lévrard | **595 967 $** | 3 |
| Sainte-Sophie-d'Halifax | **582 625 $** | 3 |
| Saint-Eugène | **684 384 $** | 4 |
| Saint-Félix-de-Kingsey | **792 926 $** | 4 |
| Saint-Ferdinand | **902 825 $** | 5 |
| Saint-François-du-Lac | **881 569 $** | 5 |
| Saint-Germain-de-Grantham | **1 515 638 $** | 9 |
| Saint-Guillaume | **790 213 $** | 4 |
| Saint-Léonard-d'Aston | **951 443 $** | 5 |
| Saint-Louis-de-Blandford | **643 906 $** | 3 |
| Saint-Lucien | **793 604 $** | 4 |
| Saint-Majorique-de-Grantham | **727 122 $** | 4 |
| Saint-Norbert-d'Arthabaska | **706 544 $** | 4 |
| Saint-Pie-de-Guire | **529 711 $** | 3 |
| Saint-Pierre-Baptiste | **543 279 $** | 3 |
| Saint-Pierre-les-Becquets | **703 152 $** | 4 |
| Saint-Rémi-de-Tingwick | **535 590 $** | 3 |
| Saint-Rosaire | **625 590 $** | 3 |
| Saint-Samuel | **607 047 $** | 3 |
| Saints-Martyrs-Canadiens | **483 806 $** | 2 |
| Saint-Sylvère | **624 233 $** | 3 |
| Saint-Valère | **724 635 $** | 4 |
| Saint-Wenceslas | **679 183 $** | 4 |
| Saint-Zéphirin-de-Courval | **591 897 $** | 3 |
| Tingwick | **756 293 $** | 4 |
| Victoriaville | **12 977 405 $** | 77 |
| Villeroy | **533 781 $** | 3 |
| Warwick | **1 501 165 $** | 9 |
| Wickham | **1 000 513 $** | 6 |
| **Total Centre-du-Québec** | **95 679 112 $** | 534 |
| | | |
| Adstock | **1 044 609 $** | 6 |
| Armagh | **758 554 $** | 4 |
| Beauceville | **1 883 325 $** | 11 |
| Beaulac-Garthby | **607 726 $** | 3 |
| Beaumont | **1 023 126 $** | 6 |

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018

| Municipalité | Somme totale allouée | Prévision du nombre d'emplois créés (Hypothèse : 6 par million investi) |
|---|---|---|
| Berthier-sur-Mer | **763 077 $** | 4 |
| Cap-Saint-Ignace | **1 135 061 $** | 6 |
| Disraeli | **972 247 $** | 5 |
| Disraeli | **681 896 $** | 4 |
| Dosquet | **635 540 $** | 3 |
| East Broughton | **930 187 $** | 5 |
| Frampton | **748 605 $** | 4 |
| Honfleur | **606 595 $** | 3 |
| Irlande | **643 906 $** | 3 |
| Kinnear's Mills | **510 716 $** | 3 |
| La Durantaye | **596 419 $** | 3 |
| La Guadeloupe | **835 891 $** | 5 |
| Lac-Etchemin | **1 345 588 $** | 8 |
| Lac-Frontière | **473 631 $** | 2 |
| Lac-Poulin | **458 706 $** | 2 |
| Laurier-Station | **1 038 729 $** | 6 |
| Leclercville | **539 208 $** | 3 |
| Lévis | **41 154 152 $** | 246 |
| L'Islet | **1 348 075 $** | 8 |
| Lotbinière | **621 293 $** | 3 |
| Montmagny | **3 335 220 $** | 20 |
| Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland | **608 630 $** | 3 |
| Notre-Dame-des-Pins | **726 896 $** | 4 |
| Notre-Dame-du-Rosaire | **515 465 $** | 3 |
| Notre-Dame-du-Sacré-Coeur-d'Issoudun | **628 303 $** | 3 |
| Sacré-Coeur-de-Jésus | **552 098 $** | 3 |
| Saint-Adalbert | **548 706 $** | 3 |
| Saint-Adrien-d'Irlande | **515 917 $** | 3 |
| Saint-Agapit | **1 332 246 $** | 7 |
| Saint-Alfred | **542 148 $** | 3 |
| Saint-Anselme | **1 277 749 $** | 7 |
| Saint-Antoine-de-l'Isle-aux-Grues | **461 193 $** | 2 |
| Saint-Antoine-de-Tilly | **802 876 $** | 4 |
| Saint-Apollinaire | **1 661 718 $** | 9 |
| Saint-Aubert | **749 735 $** | 4 |
| Saint-Benjamin | **634 861 $** | 3 |
| Saint-Benoît-Labre | **785 012 $** | 4 |
| Saint-Bernard | **908 026 $** | 5 |
| Saint-Camille-de-Lellis | **618 806 $** | 3 |
| Saint-Charles-de-Bellechasse | **957 323 $** | 5 |
| Saint-Côme–Linière | **1 176 895 $** | 7 |
| Saint-Cyprien | **550 741 $** | 3 |
| Saint-Cyrille-de-Lessard | **602 751 $** | 3 |
| Saint-Damase-de-L'Islet | **565 213 $** | 3 |
| Saint-Damien-de-Buckland | **903 730 $** | 5 |
| Sainte-Agathe-de-Lotbinière | **695 916 $** | 4 |
| Sainte-Apolline-de-Patton | **567 927 $** | 3 |
| Sainte-Aurélie | **634 861 $** | 3 |
| Sainte-Claire | **1 194 081 $** | 7 |
| Sainte-Clotilde-de-Beauce | **575 163 $** | 3 |
| Sainte-Croix | **988 076 $** | 5 |
| Saint-Édouard-de-Lotbinière | **711 972 $** | 4 |
| Sainte-Euphémie-sur-Rivière-du-Sud | **505 515 $** | 3 |
| Sainte-Félicité | **516 369 $** | 3 |
| Sainte-Hénédine | **710 615 $** | 4 |

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018

| Municipalité | Somme totale allouée | Prévision du nombre d'emplois créés (Hypothèse : 6 par million investi) |
|---|---|---|
| Sainte-Justine | **844 710 $** | 5 |
| Sainte-Louise | **585 339 $** | 3 |
| Sainte-Lucie-de-Beauregard | **496 244 $** | 2 |
| Saint-Elzéar | **931 544 $** | 5 |
| Sainte-Marguerite | **683 253 $** | 4 |
| Sainte-Marie | **3 909 370 $** | 23 |
| Sainte-Perpétue | **825 489 $** | 4 |
| Saint-Éphrem-de-Beauce | **1 017 699 $** | 6 |
| Sainte-Praxède | **515 238 $** | 3 |
| Sainte-Rose-de-Watford | **606 369 $** | 3 |
| Sainte-Sabine | **513 429 $** | 3 |
| Saint-Évariste-de-Forsyth | **545 314 $** | 3 |
| Saint-Fabien-de-Panet | **652 952 $** | 3 |
| Saint-Flavien | **791 343 $** | 4 |
| Saint-Fortunat | **488 555 $** | 2 |
| Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud | **798 127 $** | 4 |
| Saint-Frédéric | **676 469 $** | 4 |
| Saint-Gédéon-de-Beauce | **944 433 $** | 5 |
| Saint-Georges | **9 314 596 $** | 55 |
| Saint-Gervais | **912 097 $** | 5 |
| Saint-Gilles | **953 931 $** | 5 |
| Saint-Henri | **1 642 496 $** | 9 |
| Saint-Hilaire-de-Dorset | **450 113 $** | 2 |
| Saint-Honoré-de-Shenley | **794 735 $** | 4 |
| Saint-Isidore | **1 109 734 $** | 6 |
| Saint-Jacques-de-Leeds | **588 957 $** | 3 |
| Saint-Jacques-le-Majeur-de-Wolfestown | **474 761 $** | 2 |
| Saint-Janvier-de-Joly | **657 248 $** | 3 |
| Saint-Jean-de-Brébeuf | **511 168 $** | 3 |
| Saint-Jean-Port-Joli | **1 190 463 $** | 7 |
| Saint-Joseph-de-Beauce | **1 531 919 $** | 9 |
| Saint-Joseph-de-Coleraine | **844 936 $** | 5 |
| Saint-Joseph-des-Érables | **525 640 $** | 3 |
| Saint-Jules | **560 464 $** | 3 |
| Saint-Julien | **518 178 $** | 3 |
| Saint-Just-de-Bretenières | **586 017 $** | 3 |
| Saint-Lambert-de-Lauzon | **1 900 135 $** | 11 |
| Saint-Lazare-de-Bellechasse | **706 771 $** | 4 |
| Saint-Léon-de-Standon | **689 811 $** | 4 |
| Saint-Louis-de-Gonzague | **525 188 $** | 3 |
| Saint-Luc-de-Bellechasse | **537 851 $** | 3 |
| Saint-Magloire | **591 670 $** | 3 |
| Saint-Malachie | **777 323 $** | 4 |
| Saint-Marcel | **531 294 $** | 3 |
| Saint-Martin | **989 659 $** | 5 |
| Saint-Michel-de-Bellechasse | **852 624 $** | 5 |
| Saint-Narcisse-de-Beaurivage | **686 871 $** | 4 |
| Saint-Nazaire-de-Dorchester | **510 716 $** | 3 |
| Saint-Nérée-de-Bellechasse | **598 680 $** | 3 |
| Saint-Odilon-de-Cranbourne | **758 102 $** | 4 |
| Saint-Omer | **497 374 $** | 2 |
| Saint-Pamphile | **1 036 468 $** | 6 |
| Saint-Patrice-de-Beaurivage | **675 338 $** | 4 |
| Saint-Paul-de-Montminy | **614 962 $** | 3 |
| Saint-Philémon | **595 288 $** | 3 |

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018

| Municipalité | Somme totale allouée | Prévision du nombre d'emplois créés (Hypothèse : 6 par million investi) |
|---|---|---|
| Saint-Philibert | **510 942 $** | 3 |
| Saint-Pierre-de-Broughton | **630 339 $** | 3 |
| Saint-Pierre-de-la-Rivière-du-Sud | **641 419 $** | 3 |
| Saint-Prosper | **1 259 432 $** | 7 |
| Saint-Raphaël | **1 001 644 $** | 6 |
| Saint-René | **589 861 $** | 3 |
| Saint-Roch-des-Aulnaies | **651 369 $** | 3 |
| Saints-Anges | **695 012 $** | 4 |
| Saint-Séverin | **488 781 $** | 2 |
| Saint-Simon-les-Mines | **548 480 $** | 3 |
| Saint-Sylvestre | **664 032 $** | 3 |
| Saint-Théophile | **595 967 $** | 3 |
| Saint-Vallier | **666 972 $** | 4 |
| Saint-Victor | **994 860 $** | 5 |
| Saint-Zacharie | **828 202 $** | 4 |
| Scott | **938 554 $** | 5 |
| Thetford Mines | **7 475 522 $** | 44 |
| Tourville | **571 997 $** | 3 |
| Tring-Jonction | **770 087 $** | 4 |
| Val-Alain | **645 715 $** | 3 |
| Vallée-Jonction | **875 237 $** | 5 |
| **Total Chaudière-Appalaches** | **165 533 494 $** | 927 |
| | | |
| Aguanish | **491 269 $** | 2 |
| Baie-Comeau | **6 483 494 $** | 38 |
| Baie-Johan-Beetz | **446 721 $** | 2 |
| Baie-Trinité | **537 851 $** | 3 |
| Blanc-Sablon | **678 957 $** | 4 |
| Bonne-Espérance | **594 836 $** | 3 |
| Chute-aux-Outardes | **805 137 $** | 4 |
| Colombier | **590 314 $** | 3 |
| Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent | **647 298 $** | 3 |
| Fermont | **1 085 538 $** | 6 |
| Forestville | **1 177 347 $** | 7 |
| Franquelin | **499 183 $** | 2 |
| Godbout | **495 339 $** | 2 |
| Gros-Mécatina | **540 113 $** | 3 |
| Havre-Saint-Pierre | **1 239 985 $** | 7 |
| Les Bergeronnes | **588 957 $** | 3 |
| Les Escoumins | **884 735 $** | 5 |
| L'Île-d'Anticosti | **481 093 $** | 2 |
| Longue-Pointe-de-Mingan | **542 148 $** | 3 |
| Longue-Rive | **677 826 $** | 4 |
| Natashquan | **491 269 $** | 2 |
| Pointe-aux-Outardes | **730 062 $** | 4 |
| Pointe-Lebel | **893 554 $** | 5 |
| Port-Cartier | **1 978 849 $** | 11 |
| Portneuf-sur-Mer | **596 871 $** | 3 |
| Ragueneau | **743 177 $** | 4 |
| Rivière-au-Tonnerre | **495 791 $** | 2 |
| Rivière-Saint-Jean | **481 997 $** | 2 |
| Sacré-Coeur | **857 147 $** | 5 |
| Saint-Augustin | **607 952 $** | 3 |
| Schefferville | **479 962 $** | 2 |
| Sept-Îles | **7 559 446 $** | 45 |

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018

| Municipalité | Somme totale allouée | Prévision du nombre d'emplois créés (Hypothèse : 6 par million investi) |
|---|---|---|
| Tadoussac | **613 605 $** | 3 |
| **Total Côte-Nord** | **36 017 823 $** | 197 |
| Asbestos | **2 054 380 $** | 12 |
| Ascot Corner | **1 139 810 $** | 6 |
| Audet | **598 680 $** | 3 |
| Austin | **768 278 $** | 4 |
| Ayer's Cliff | **681 896 $** | 4 |
| Barnston-Ouest | **562 500 $** | 3 |
| Bolton-Est | **640 967 $** | 3 |
| Bonsecours | **566 344 $** | 3 |
| Bury | **708 127 $** | 4 |
| Chartierville | **496 244 $** | 2 |
| Cleveland | **797 449 $** | 4 |
| Coaticook | **2 681 198 $** | 16 |
| Compton | **1 157 900 $** | 6 |
| Cookshire-Eaton | **1 633 904 $** | 9 |
| Courcelles | **645 263 $** | 3 |
| Danville | **1 368 427 $** | 8 |
| Dixville | **588 052 $** | 3 |
| Dudswell | **827 750 $** | 4 |
| East Angus | **1 298 553 $** | 7 |
| East Hereford | **495 339 $** | 2 |
| Eastman | **839 057 $** | 5 |
| Frontenac | **804 006 $** | 4 |
| Hampden | **472 500 $** | 2 |
| Ham-Sud | **478 379 $** | 2 |
| Hatley | **604 786 $** | 3 |
| Hatley | **899 433 $** | 5 |
| Kingsbury | **462 324 $** | 2 |
| La Patrie | **592 575 $** | 3 |
| Lac-Drolet | **667 650 $** | 4 |
| Lac-Mégantic | **1 792 421 $** | 10 |
| Lambton | **789 082 $** | 4 |
| Lawrenceville | **575 615 $** | 3 |
| Lingwick | **520 213 $** | 3 |
| Magog | **7 757 099 $** | 46 |
| Maricourt | **549 384 $** | 3 |
| Marston | **582 173 $** | 3 |
| Martinville | **537 399 $** | 3 |
| Melbourne | **648 655 $** | 3 |
| Milan | **487 424 $** | 2 |
| Nantes | **744 760 $** | 4 |
| Newport | **595 741 $** | 3 |
| North Hatley | **581 495 $** | 3 |
| Notre-Dame-des-Bois | **628 530 $** | 3 |
| Ogden | **607 273 $** | 3 |
| Orford | **1 309 633 $** | 7 |
| Piopolis | **508 907 $** | 3 |
| Potton | **842 675 $** | 5 |
| Racine | **705 414 $** | 4 |
| Richmond | **1 180 287 $** | 7 |
| Saint-Adrien | **546 897 $** | 3 |
| Saint-Augustin-de-Woburn | **583 530 $** | 3 |
| Saint-Benoît-du-Lac | **438 354 $** | 2 |

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018

| Municipalité | Somme totale allouée | Prévision du nombre d'emplois créés (Hypothèse : 6 par million investi) |
|---|---|---|
| Saint-Camille | **546 444 $** | 3 |
| Saint-Claude | **672 851 $** | 4 |
| Saint-Denis-de-Brompton | **1 261 015 $** | 7 |
| Sainte-Anne-de-la-Rochelle | **568 379 $** | 3 |
| Sainte-Catherine-de-Hatley | **995 539 $** | 5 |
| Sainte-Cécile-de-Whitton | **629 886 $** | 3 |
| Sainte-Edwidge-de-Clifton | **539 434 $** | 3 |
| Saint-Étienne-de-Bolton | **557 072 $** | 3 |
| Saint-François-Xavier-de-Brompton | **921 368 $** | 5 |
| Saint-Georges-de-Windsor | **645 715 $** | 3 |
| Saint-Herménégilde | **586 469 $** | 3 |
| Saint-Isidore-de-Clifton | **588 957 $** | 3 |
| Saint-Ludger | **709 258 $** | 4 |
| Saint-Malo | **538 756 $** | 3 |
| Saint-Robert-Bellarmin | **580 364 $** | 3 |
| Saint-Romain | **592 801 $** | 3 |
| Saint-Sébastien | **586 469 $** | 3 |
| Saint-Venant-de-Paquette | **450 565 $** | 2 |
| Scotstown | **547 801 $** | 3 |
| Sherbrooke | **46 142 657 $** | 276 |
| Stanstead | **1 077 850 $** | 6 |
| Stanstead | **653 856 $** | 3 |
| Stanstead-Est | **566 570 $** | 3 |
| Stoke | **1 083 277 $** | 6 |
| Stornoway | **555 490 $** | 3 |
| Stratford | **670 137 $** | 4 |
| Stukely-Sud | **655 891 $** | 3 |
| Ulverton | **517 047 $** | 3 |
| Valcourt | **941 041 $** | 5 |
| Valcourt | **656 344 $** | 3 |
| Val-Joli | **805 137 $** | 4 |
| Val-Racine | **470 239 $** | 2 |
| Waterville | **895 137 $** | 5 |
| Weedon | **1 035 564 $** | 6 |
| Westbury | **659 736 $** | 3 |
| Windsor | **1 646 793 $** | 9 |
| Wotton | **757 198 $** | 4 |
| **Total Estrie** | **121 353 838 $** | 680 |
| | | |
| Bonaventure | **1 060 212 $** | 6 |
| Cap-Chat | **1 016 343 $** | 6 |
| Caplan | **899 207 $** | 5 |
| Carleton-sur-Mer | **1 346 945 $** | 8 |
| Cascapédia–Saint-Jules | **598 907 $** | 3 |
| Chandler | **2 233 512 $** | 13 |
| Cloridorme | **594 384 $** | 3 |
| Escuminac | **562 952 $** | 3 |
| Gaspé | **4 417 538 $** | 26 |
| Grande-Rivière | **1 209 910 $** | 7 |
| Grande-Vallée | **687 323 $** | 4 |
| Grosse-Île | **536 495 $** | 3 |
| Hope | **569 284 $** | 3 |
| Hope Town | **511 168 $** | 3 |
| La Martre | **483 128 $** | 2 |
| L'Ascension-de-Patapédia | **469 108 $** | 2 |

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018

| Municipalité | Somme totale allouée | Prévision du nombre d'emplois créés (Hypothèse : 6 par million investi) |
|---|---|---|
| Les Îles-de-la-Madeleine | **3 517 246 $** | 21 |
| Maria | **1 002 775 $** | 6 |
| Marsoui | **496 922 $** | 2 |
| Matapédia | **578 555 $** | 3 |
| Mont-Saint-Pierre | **471 821 $** | 2 |
| Murdochville | **600 263 $** | 3 |
| New Carlisle | **738 429 $** | 4 |
| New Richmond | **1 297 196 $** | 7 |
| Nouvelle | **821 645 $** | 4 |
| Paspébiac | **1 151 794 $** | 6 |
| Percé | **1 171 242 $** | 7 |
| Petite-Vallée | **466 847 $** | 2 |
| Pointe-à-la-Croix | **760 137 $** | 4 |
| Port-Daniel–Gascons | **982 875 $** | 5 |
| Ristigouche-Partie-Sud-Est | **465 490 $** | 2 |
| Rivière-à-Claude | **455 766 $** | 2 |
| Saint-Alexis-de-Matapédia | **550 062 $** | 3 |
| Saint-Alphonse | **586 243 $** | 3 |
| Saint-André-de-Restigouche | **463 229 $** | 2 |
| Sainte-Anne-des-Monts | **2 018 206 $** | 12 |
| Saint-Elzéar | **536 269 $** | 3 |
| Sainte-Madeleine-de-la-Rivière-Madeleine | **499 862 $** | 2 |
| Sainte-Thérèse-de-Gaspé | **667 424 $** | 4 |
| Saint-François-d'Assise | **583 756 $** | 3 |
| Saint-Godefroi | **526 093 $** | 3 |
| Saint-Maxime-du-Mont-Louis | **682 801 $** | 4 |
| Saint-Siméon | **700 439 $** | 4 |
| Shigawake | **500 314 $** | 3 |
| La Haute-Gaspésie | **473 631 $** | 2 |
| **Total Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine** | **40 963 744 $** | 225 |
| | | |
| Berthierville | **1 380 638 $** | 8 |
| Charlemagne | **1 777 044 $** | 10 |
| Chertsey | **1 541 416 $** | 9 |
| Crabtree | **1 331 342 $** | 7 |
| Entrelacs | **638 932 $** | 3 |
| Joliette | **5 882 141 $** | 35 |
| La Visitation-de-l'Île-Dupas | **570 640 $** | 3 |
| Lanoraie | **1 476 969 $** | 8 |
| L'Assomption | **6 226 805 $** | 37 |
| Lavaltrie | **3 984 032 $** | 23 |
| L'Épiphanie | **2 860 547 $** | 17 |
| Mandeville | **901 242 $** | 5 |
| Mascouche | **13 185 766 $** | 79 |
| Notre-Dame-de-la-Merci | **656 570 $** | 3 |
| Notre-Dame-de-Lourdes | **1 062 021 $** | 6 |
| Notre-Dame-des-Prairies | **2 728 948 $** | 16 |
| Rawdon | **3 141 907 $** | 18 |
| Repentigny | **24 445 352 $** | 146 |
| Saint-Alexis | **757 876 $** | 4 |
| Saint-Alphonse-Rodriguez | **1 141 166 $** | 6 |
| Saint-Ambroise-de-Kildare | **1 329 533 $** | 7 |
| Saint-Barthélemy | **870 036 $** | 5 |
| Saint-Calixte | **1 812 320 $** | 10 |
| Saint-Charles-Borromée | **3 890 849 $** | 23 |

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018

| Municipalité | Somme totale allouée | Prévision du nombre d'emplois créés (Hypothèse : 6 par million investi) |
|---|---|---|
| Saint-Cléophas-de-Brandon | **488 555 $** | 2 |
| Saint-Côme | **938 554 $** | 5 |
| Saint-Cuthbert | **840 640 $** | 5 |
| Saint-Damien | **874 785 $** | 5 |
| Saint-Didace | **562 047 $** | 3 |
| Saint-Donat | **1 367 070 $** | 8 |
| Sainte-Béatrix | **863 026 $** | 5 |
| Sainte-Élisabeth | **773 479 $** | 4 |
| Sainte-Émélie-de-l'Énergie | **798 805 $** | 4 |
| Sainte-Geneviève-de-Berthier | **978 579 $** | 5 |
| Sainte-Julienne | **2 846 151 $** | 17 |
| Sainte-Marcelline-de-Kildare | **777 549 $** | 4 |
| Sainte-Marie-Salomé | **697 273 $** | 4 |
| Sainte-Mélanie | **1 105 664 $** | 6 |
| Saint-Esprit | **871 393 $** | 5 |
| Saint-Félix-de-Valois | **1 829 280 $** | 10 |
| Saint-Gabriel | **1 074 232 $** | 6 |
| Saint-Gabriel-de-Brandon | **1 038 051 $** | 6 |
| Saint-Ignace-de-Loyola | **910 061 $** | 5 |
| Saint-Jacques | **1 357 120 $** | 8 |
| Saint-Jean-de-Matha | **1 436 944 $** | 8 |
| Saint-Liguori | **882 021 $** | 5 |
| Saint-Lin–Laurentides | **5 519 246 $** | 33 |
| Saint-Michel-des-Saints | **981 066 $** | 5 |
| Saint-Norbert | **666 519 $** | 3 |
| Saint-Paul | **1 700 838 $** | 10 |
| Saint-Pierre | **501 671 $** | 3 |
| Saint-Roch-de-l'Achigan | **1 584 155 $** | 9 |
| Saint-Roch-Ouest | **490 590 $** | 2 |
| Saint-Sulpice | **1 213 754 $** | 7 |
| Saint-Thomas | **1 176 669 $** | 7 |
| Saint-Zénon | **713 554 $** | 4 |
| Terrebonne | **31 915 376 $** | 191 |
| Matawinie | **446 721 $** | 2 |
| **Total Lanaudière** | **153 815 532 $** | 894 |
| Amherst | **777 323 $** | 4 |
| Arundel | **561 821 $** | 3 |
| Barkmere | **440 389 $** | 2 |
| Blainville | **16 121 917 $** | 96 |
| Boisbriand | **7 900 058 $** | 47 |
| Bois-des-Filion | **2 798 401 $** | 16 |
| Brébeuf | **668 102 $** | 4 |
| Brownsburg-Chatham | **2 113 415 $** | 12 |
| Chute-Saint-Philippe | **633 731 $** | 3 |
| Deux-Montagnes | **5 145 933 $** | 30 |
| Estérel | **474 535 $** | 2 |
| Ferme-Neuve | **1 059 986 $** | 6 |
| Gore | **852 624 $** | 5 |
| Grenville | **804 911 $** | 4 |
| Grenville-sur-la-Rouge | **1 059 081 $** | 6 |
| Harrington | **621 293 $** | 3 |
| Huberdeau | **633 957 $** | 3 |
| Ivry-sur-le-Lac | **528 806 $** | 3 |
| Kiamika | **609 987 $** | 3 |

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018

| Municipalité | Somme totale allouée | Prévision du nombre d'emplois créés (Hypothèse : 6 par million investi) |
|---|---|---|
| La Conception | **734 358 $** | 4 |
| La Macaza | **669 459 $** | 4 |
| La Minerve | **702 022 $** | 4 |
| Labelle | **1 003 001 $** | 6 |
| Lac-des-Écorces | **1 057 498 $** | 6 |
| Lac-des-Seize-Îles | **477 249 $** | 2 |
| Lac-du-Cerf | **524 962 $** | 3 |
| Lachute | **3 705 350 $** | 22 |
| Lac-Saguay | **530 389 $** | 3 |
| Lac-Saint-Paul | **536 947 $** | 3 |
| Lac-Supérieur | **871 393 $** | 5 |
| Lac-Tremblant-Nord | **440 163 $** | 2 |
| Lantier | **591 218 $** | 3 |
| L'Ascension | **619 711 $** | 3 |
| Lorraine | **2 749 494 $** | 16 |
| Mille-Isles | **817 348 $** | 4 |
| Mirabel | **13 333 934 $** | 80 |
| Montcalm | **583 077 $** | 3 |
| Mont-Laurier | **4 042 778 $** | 24 |
| Mont-Saint-Michel | **567 474 $** | 3 |
| Mont-Tremblant | **2 794 929 $** | 16 |
| Morin-Heights | **1 340 839 $** | 8 |
| Nominingue | **892 423 $** | 5 |
| Notre-Dame-de-Pontmain | **596 193 $** | 3 |
| Notre-Dame-du-Laus | **789 986 $** | 4 |
| Oka | **1 692 697 $** | 10 |
| Piedmont | **1 107 925 $** | 6 |
| Pointe-Calumet | **1 883 325 $** | 11 |
| Prévost | **3 765 543 $** | 22 |
| Rivière-Rouge | **1 483 301 $** | 8 |
| Rosemère | **4 157 087 $** | 24 |
| Saint-Adolphe-d'Howard | **1 270 060 $** | 7 |
| Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles | **609 309 $** | 3 |
| Saint-André-d'Argenteuil | **1 177 799 $** | 7 |
| Saint-Colomban | **4 178 792 $** | 25 |
| Sainte-Adèle | **3 661 362 $** | 21 |
| Sainte-Agathe-des-Monts | **3 067 534 $** | 18 |
| Sainte-Anne-des-Lacs | **1 234 106 $** | 7 |
| Sainte-Anne-des-Plaines | **4 337 956 $** | 26 |
| Sainte-Anne-du-Lac | **562 952 $** | 3 |
| Sainte-Lucie-des-Laurentides | **722 147 $** | 4 |
| Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson | **1 076 719 $** | 6 |
| Sainte-Marthe-sur-le-Lac | **4 969 405 $** | 29 |
| Sainte-Sophie | **4 234 065 $** | 25 |
| Sainte-Thérèse | **7 688 803 $** | 46 |
| Saint-Eustache | **13 028 048 $** | 78 |
| Saint-Faustin–Lac-Carré | **1 239 985 $** | 7 |
| Saint-Hippolyte | **2 513 931 $** | 15 |
| Saint-Jérôme | **20 725 244 $** | 124 |
| Saint-Joseph-du-Lac | **1 883 350 $** | 11 |
| Saint-Placide | **813 278 $** | 4 |
| Saint-Sauveur | **2 989 109 $** | 17 |
| Val-David | **1 469 281 $** | 8 |
| Val-des-Lacs | **594 158 $** | 3 |
| Val-Morin | **1 057 950 $** | 6 |

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018

| Municipalité | Somme totale allouée | Prévision du nombre d'emplois créés (Hypothèse : 6 par million investi) |
|---|---|---|
| Wentworth | **545 088 $** | 3 |
| Wentworth-Nord | **766 695 $** | 4 |
| **Total Laurentides** | **185 285 472 $** | 1 076 |
| | | |
| Laval | **120 448 459 $** | 722 |
| **Total Laval** | **120 448 459 $** | 722 |
| | | |
| Batiscan | **643 002 $** | 3 |
| Champlain | **821 418 $** | 4 |
| Charette | **657 926 $** | 3 |
| Grandes-Piles | **513 429 $** | 3 |
| Hérouxville | **716 946 $** | 4 |
| La Bostonnais | **554 811 $** | 3 |
| La Tuque | **3 203 258 $** | 19 |
| Lac-aux-Sables | **736 846 $** | 4 |
| Lac-Édouard | **467 299 $** | 2 |
| Louiseville | **2 151 615 $** | 12 |
| Maskinongé | **948 730 $** | 5 |
| Notre-Dame-de-Montauban | **598 680 $** | 3 |
| Notre-Dame-du-Mont-Carmel | **1 709 657 $** | 10 |
| Saint-Adelphe | **644 133 $** | 3 |
| Saint-Alexis-des-Monts | **1 121 493 $** | 6 |
| Saint-Barnabé | **706 771 $** | 4 |
| Saint-Boniface | **1 467 924 $** | 8 |
| Sainte-Angèle-de-Prémont | **576 520 $** | 3 |
| Sainte-Anne-de-la-Pérade | **908 252 $** | 5 |
| Saint-Édouard-de-Maskinongé | **604 560 $** | 3 |
| Sainte-Geneviève-de-Batiscan | **667 876 $** | 4 |
| Saint-Élie-de-Caxton | **873 428 $** | 5 |
| Sainte-Thècle | **999 383 $** | 5 |
| Saint-Étienne-des-Grès | **1 416 140 $** | 8 |
| Sainte-Ursule | **741 368 $** | 4 |
| Saint-Justin | **661 545 $** | 3 |
| Saint-Léon-le-Grand | **658 379 $** | 3 |
| Saint-Luc-de-Vincennes | **569 057 $** | 3 |
| Saint-Mathieu-du-Parc | **754 258 $** | 4 |
| Saint-Maurice | **1 104 759 $** | 6 |
| Saint-Narcisse | **836 795 $** | 5 |
| Saint-Paulin | **777 097 $** | 4 |
| Saint-Prosper-de-Champlain | **546 897 $** | 3 |
| Saint-Roch-de-Mékinac | **525 414 $** | 3 |
| Saint-Sévère | **500 766 $** | 3 |
| Saint-Séverin | **624 911 $** | 3 |
| Saint-Stanislas | **663 127 $** | 3 |
| Saint-Tite | **1 323 201 $** | 7 |
| Shawinigan | **14 512 330 $** | 87 |
| Trois-Rives | **536 721 $** | 3 |
| Trois-Rivières | **38 781 733 $** | 232 |
| Yamachiche | **1 076 719 $** | 6 |
| **Total Mauricie** | **88 905 176 $** | 511 |
| | | |
| Abercorn | **516 821 $** | 3 |
| Acton Vale | **2 243 062 $** | 13 |
| Ange-Gardien | **993 277 $** | 5 |
| Beauharnois | **3 575 992 $** | 21 |

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018

| Municipalité | Somme totale allouée | Prévision du nombre d'emplois créés (Hypothèse : 6 par million investi) |
|---|---|---|
| Bedford | **1 038 503 $** | 6 |
| Bedford | **586 696 $** | 3 |
| Beloeil | **6 274 554 $** | 37 |
| Béthanie | **506 193 $** | 3 |
| Bolton-Ouest | **588 505 $** | 3 |
| Boucherville | **11 895 087 $** | 71 |
| Brigham | **972 021 $** | 5 |
| Brome | **483 580 $** | 2 |
| Bromont | **2 441 873 $** | 14 |
| Brossard | **24 138 020 $** | 144 |
| Calixa-Lavallée | **543 052 $** | 3 |
| Candiac | **5 986 322 $** | 35 |
| Carignan | **2 418 143 $** | 14 |
| Chambly | **8 035 203 $** | 48 |
| Châteauguay | **13 735 607 $** | 82 |
| Contrecoeur | **1 996 791 $** | 11 |
| Coteau-du-Lac | **2 026 598 $** | 12 |
| Cowansville | **3 759 465 $** | 22 |
| Delson | **2 199 364 $** | 13 |
| Dundee | **522 022 $** | 3 |
| Dunham | **1 214 659 $** | 7 |
| East Farnham | **555 263 $** | 3 |
| Elgin | **518 630 $** | 3 |
| Farnham | **2 509 590 $** | 15 |
| Franklin | **815 313 $** | 4 |
| Frelighsburg | **675 791 $** | 4 |
| Godmanchester | **747 926 $** | 4 |
| Granby | **19 108 422 $** | 114 |
| Havelock | **597 776 $** | 3 |
| Hemmingford | **618 354 $** | 3 |
| Hemmingford | **839 961 $** | 5 |
| Henryville | **751 770 $** | 4 |
| Hinchinbrooke | **931 092 $** | 5 |
| Howick | **574 032 $** | 3 |
| Hudson | **1 615 587 $** | 9 |
| Huntingdon | **981 745 $** | 5 |
| La Prairie | **6 992 241 $** | 41 |
| La Présentation | **1 005 262 $** | 6 |
| Lac-Brome | **1 729 557 $** | 10 |
| Lacolle | **1 046 644 $** | 6 |
| Léry | **965 237 $** | 5 |
| Les Cèdres | **1 898 977 $** | 11 |
| Les Coteaux | **1 553 854 $** | 9 |
| L'Île-Cadieux | **451 470 $** | 2 |
| L'Île-Perrot | **3 119 624 $** | 18 |
| Longueuil | **68 844 145 $** | 413 |
| Marieville | **3 089 528 $** | 18 |
| Massueville | **546 671 $** | 3 |
| McMasterville | **1 726 843 $** | 10 |
| Mercier | **3 588 147 $** | 21 |
| Mont-Saint-Grégoire | **1 135 965 $** | 6 |
| Mont-Saint-Hilaire | **5 445 741 $** | 32 |
| Napierville | **1 253 779 $** | 7 |
| Notre-Dame-de-l'Île-Perrot | **3 120 203 $** | 18 |
| Notre-Dame-de-Stanbridge | **580 816 $** | 3 |

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018

| Municipalité | Somme totale allouée | Prévision du nombre d'emplois créés (Hypothèse : 6 par million investi) |
|---|---|---|
| Noyan | **730 966 $** | 4 |
| Ormstown | **1 258 075 $** | 7 |
| Otterburn Park | **2 451 133 $** | 14 |
| Pike River | **547 801 $** | 3 |
| Pincourt | **4 280 946 $** | 25 |
| Pointe-des-Cascades | **748 831 $** | 4 |
| Pointe-Fortune | **551 419 $** | 3 |
| Richelieu | **1 671 667 $** | 10 |
| Rigaud | **2 106 759 $** | 12 |
| Rivière-Beaudette | **888 805 $** | 5 |
| Rougemont | **1 063 378 $** | 6 |
| Roxton | **672 173 $** | 4 |
| Roxton Falls | **710 615 $** | 4 |
| Roxton Pond | **1 253 553 $** | 7 |
| Saint-Aimé | **544 183 $** | 3 |
| Saint-Alexandre | **1 015 438 $** | 6 |
| Saint-Alphonse-de-Granby | **1 131 669 $** | 6 |
| Saint-Amable | **3 428 403 $** | 20 |
| Saint-Anicet | **1 012 046 $** | 6 |
| Saint-Antoine-sur-Richelieu | **816 217 $** | 4 |
| Saint-Armand | **714 685 $** | 4 |
| Saint-Barnabé-Sud | **626 721 $** | 3 |
| Saint-Basile-le-Grand | **4 938 440 $** | 29 |
| Saint-Bernard-de-Lacolle | **761 494 $** | 4 |
| Saint-Bernard-de-Michaudville | **547 575 $** | 3 |
| Saint-Blaise-sur-Richelieu | **838 830 $** | 5 |
| Saint-Bruno-de-Montarville | **7 698 932 $** | 46 |
| Saint-Césaire | **1 779 531 $** | 10 |
| Saint-Charles-sur-Richelieu | **806 720 $** | 4 |
| Saint-Chrysostome | **1 019 508 $** | 6 |
| Saint-Clet | **816 444 $** | 4 |
| Saint-Constant | **7 564 076 $** | 45 |
| Saint-Cyprien-de-Napierville | **865 740 $** | 5 |
| Saint-Damase | **995 991 $** | 5 |
| Saint-David | **617 449 $** | 3 |
| Saint-Denis-sur-Richelieu | **957 323 $** | 5 |
| Saint-Dominique | **995 086 $** | 5 |
| Sainte-Angèle-de-Monnoir | **856 242 $** | 5 |
| Sainte-Anne-de-Sabrevois | **901 242 $** | 5 |
| Sainte-Anne-de-Sorel | **1 028 101 $** | 6 |
| Sainte-Barbe | **754 032 $** | 4 |
| Sainte-Brigide-d'Iberville | **738 881 $** | 4 |
| Sainte-Catherine | **4 975 193 $** | 29 |
| Sainte-Cécile-de-Milton | **907 348 $** | 5 |
| Sainte-Christine | **582 851 $** | 3 |
| Sainte-Clotilde | **820 966 $** | 4 |
| Saint-Édouard | **736 620 $** | 4 |
| Sainte-Hélène-de-Bagot | **815 765 $** | 4 |
| Sainte-Julie | **8 781 250 $** | 52 |
| Sainte-Justine-de-Newton | **644 133 $** | 3 |
| Sainte-Madeleine | **974 056 $** | 5 |
| Sainte-Marie-Madeleine | **1 108 151 $** | 6 |
| Sainte-Marthe | **678 957 $** | 4 |
| Sainte-Martine | **1 631 190 $** | 9 |
| Sainte-Sabine | **682 801 $** | 4 |

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018

| Municipalité | Somme totale allouée | Prévision du nombre d'emplois créés (Hypothèse : 6 par million investi) |
|---|---|---|
| Saint-Étienne-de-Beauharnois | **609 535 $** | 3 |
| Sainte-Victoire-de-Sorel | **1 007 523 $** | 6 |
| Saint-Georges-de-Clarenceville | **674 660 $** | 4 |
| Saint-Gérard-Majella | **490 816 $** | 2 |
| Saint-Hugues | **713 554 $** | 4 |
| Saint-Hyacinthe | **15 818 926 $** | 94 |
| Saint-Ignace-de-Stanbridge | **573 354 $** | 3 |
| Saint-Isidore | **1 014 986 $** | 6 |
| Saint-Jacques-le-Mineur | **801 519 $** | 4 |
| Saint-Jean-Baptiste | **1 163 327 $** | 6 |
| Saint-Jean-sur-Richelieu | **27 386 712 $** | 164 |
| Saint-Joachim-de-Shefford | **714 685 $** | 4 |
| Saint-Joseph-de-Sorel | **804 685 $** | 4 |
| Saint-Jude | **713 554 $** | 4 |
| Saint-Lambert | **6 320 278 $** | 37 |
| Saint-Lazare | **5 734 842 $** | 34 |
| Saint-Liboire | **1 124 659 $** | 6 |
| Saint-Louis | **606 369 $** | 3 |
| Saint-Louis-de-Gonzague | **762 851 $** | 4 |
| Saint-Marcel-de-Richelieu | **549 384 $** | 3 |
| Saint-Marc-sur-Richelieu | **911 644 $** | 5 |
| Saint-Mathias-sur-Richelieu | **1 488 502 $** | 8 |
| Saint-Mathieu | **890 388 $** | 5 |
| Saint-Mathieu-de-Beloeil | **1 035 337 $** | 6 |
| Saint-Michel | **1 099 332 $** | 6 |
| Saint-Nazaire-d'Acton | **616 771 $** | 3 |
| Saint-Ours | **823 228 $** | 4 |
| Saint-Patrice-de-Sherrington | **878 629 $** | 5 |
| Saint-Paul-d'Abbotsford | **1 058 855 $** | 6 |
| Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix | **858 052 $** | 5 |
| Saint-Philippe | **1 766 190 $** | 10 |
| Saint-Pie | **1 703 099 $** | 10 |
| Saint-Polycarpe | **925 664 $** | 5 |
| Saint-Rémi | **2 279 814 $** | 13 |
| Saint-Robert | **847 876 $** | 5 |
| Saint-Roch-de-Richelieu | **934 936 $** | 5 |
| Saint-Sébastien | **599 585 $** | 3 |
| Saint-Simon | **715 363 $** | 4 |
| Saint-Stanislas-de-Kostka | **777 549 $** | 4 |
| Saint-Télesphore | **599 811 $** | 3 |
| Saint-Théodore-d'Acton | **765 790 $** | 4 |
| Saint-Urbain-Premier | **699 308 $** | 4 |
| Saint-Valentin | **535 590 $** | 3 |
| Saint-Valérien-de-Milton | **857 825 $** | 5 |
| Saint-Zotique | **2 151 036 $** | 12 |
| Salaberry-de-Valleyfield | **11 804 507 $** | 70 |
| Shefford | **1 948 752 $** | 11 |
| Sorel-Tracy | **10 190 001 $** | 61 |
| Stanbridge East | **628 303 $** | 3 |
| Stanbridge Station | **489 686 $** | 2 |
| Sutton | **1 343 100 $** | 8 |
| Terrasse-Vaudreuil | **867 775 $** | 5 |
| Très-Saint-Rédempteur | **645 942 $** | 3 |
| Très-Saint-Sacrement | **696 142 $** | 4 |
| Upton | **910 740 $** | 5 |

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018

| Municipalité | Somme totale allouée | Prévision du nombre d'emplois créés (Hypothèse : 6 par million investi) |
|---|---|---|
| Varennes | **6 160 534 $** | 36 |
| Vaudreuil-Dorion | **10 483 442 $** | 62 |
| Vaudreuil-sur-le-Lac | **737 976 $** | 4 |
| Venise-en-Québec | **798 353 $** | 4 |
| Verchères | **1 745 838 $** | 10 |
| Warden | **510 264 $** | 3 |
| Waterloo | **1 443 728 $** | 8 |
| Yamaska | **785 690 $** | 4 |
| **Total Montérégie** | **471 270 937 $** | 2 739 |
| | | |
| Baie-D'Urfé | **1 304 432 $** | 7 |
| Beaconsfield | **5 656 706 $** | 33 |
| Côte-Saint-Luc | **9 524 982 $** | 57 |
| Dollard-Des Ormeaux | **14 502 490 $** | 87 |
| Dorval | **5 454 712 $** | 32 |
| Hampstead | **2 107 627 $** | 12 |
| Kirkland | **6 121 756 $** | 36 |
| Montréal | **491 402 162 $** | 2 948 |
| Montréal-Est | **1 278 879 $** | 7 |
| Montréal-Ouest | **1 595 688 $** | 9 |
| Mont-Royal | **5 808 925 $** | 34 |
| Pointe-Claire | **9 008 132 $** | 54 |
| Sainte-Anne-de-Bellevue | **1 560 864 $** | 9 |
| Senneville | **639 384 $** | 3 |
| Westmount | **5 819 922 $** | 34 |
| **Total Montréal** | **561 786 663 $** | 3 362 |
| | | |
| Chapais | **792 700 $** | 4 |
| Chibougamau | **2 215 570 $** | 13 |
| Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James | **888 353 $** | 5 |
| Lebel-sur-Quévillon | **944 885 $** | 5 |
| Matagami | **772 348 $** | 4 |
| Kuujjuarapik | **581 495 $** | 3 |
| Umiujaq | **533 781 $** | 3 |
| Inukjuak | **840 187 $** | 5 |
| Kangiqsualujjuaq | **612 700 $** | 3 |
| Kuujjuaq | **998 478 $** | 5 |
| Tasiujaq | **499 409 $** | 2 |
| Aupaluk | **473 857 $** | 2 |
| Kangirsuk | **548 932 $** | 3 |
| Quaqtaq | **517 726 $** | 3 |
| Puvirnituq | **832 499 $** | 4 |
| Akulivik | **578 103 $** | 3 |
| Kangiqsujuaq | **594 610 $** | 3 |
| Salluit | **742 047 $** | 4 |
| Ivujivik | **514 786 $** | 3 |
| **Total Nord-du-Québec** | **14 482 466 $** | 77 |
| | | |
| Alleyn-et-Cawood | **473 857 $** | 2 |
| Aumond | **596 193 $** | 3 |
| Blue Sea | **579 007 $** | 3 |
| Boileau | **514 560 $** | 3 |
| Bois-Franc | **530 615 $** | 3 |
| Bouchette | **606 595 $** | 3 |
| Bowman | **581 495 $** | 3 |

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018

| Municipalité | Somme totale allouée | Prévision du nombre d'emplois créés (Hypothèse : 6 par million investi) |
|---|---|---|
| Bristol | **687 097 $** | 4 |
| Bryson | **568 379 $** | 3 |
| Campbell's Bay | **602 525 $** | 3 |
| Cantley | **3 013 129 $** | 18 |
| Cayamant | **624 007 $** | 3 |
| Chelsea | **2 045 119 $** | 12 |
| Chénéville | **613 605 $** | 3 |
| Chichester | **510 716 $** | 3 |
| Clarendon | **699 534 $** | 4 |
| Déléage | **851 268 $** | 5 |
| Denholm | **561 821 $** | 3 |
| Duhamel | **522 475 $** | 3 |
| Egan-Sud | **552 550 $** | 3 |
| Fassett | **532 198 $** | 3 |
| Fort-Coulonge | **727 801 $** | 4 |
| Gatineau | **79 268 262 $** | 475 |
| Gracefield | **972 021 $** | 5 |
| Grand-Remous | **697 951 $** | 4 |
| Kazabazua | **621 067 $** | 3 |
| La Pêche | **2 294 863 $** | 13 |
| Lac-des-Plages | **547 801 $** | 3 |
| Lac-Sainte-Marie | **564 761 $** | 3 |
| Lac-Simon | **658 379 $** | 3 |
| L'Ange-Gardien | **1 634 808 $** | 9 |
| L'Île-du-Grand-Calumet | **589 183 $** | 3 |
| L'Isle-aux-Allumettes | **731 871 $** | 4 |
| Litchfield | **530 389 $** | 3 |
| Lochaber | **525 867 $** | 3 |
| Lochaber-Partie-Ouest | **583 077 $** | 3 |
| Low | **638 705 $** | 3 |
| Maniwaki | **1 315 739 $** | 7 |
| Mansfield-et-Pontefract | **965 011 $** | 5 |
| Mayo | **567 022 $** | 3 |
| Messines | **798 353 $** | 4 |
| Montcerf-Lytton | **592 123 $** | 3 |
| Montebello | **650 464 $** | 3 |
| Montpellier | **658 379 $** | 3 |
| Mulgrave-et-Derry | **505 741 $** | 3 |
| Namur | **562 726 $** | 3 |
| Notre-Dame-de-Bonsecours | **486 972 $** | 2 |
| Notre-Dame-de-la-Paix | **592 801 $** | 3 |
| Notre-Dame-de-la-Salette | **597 550 $** | 3 |
| Otter Lake | **676 695 $** | 4 |
| Papineauville | **919 107 $** | 5 |
| Plaisance | **677 148 $** | 4 |
| Pontiac | **1 753 074 $** | 10 |
| Portage-du-Fort | **488 329 $** | 2 |
| Rapides-des-Joachims | **464 811 $** | 2 |
| Ripon | **779 132 $** | 4 |
| Saint-André-Avellin | **1 294 256 $** | 7 |
| Saint-Émile-de-Suffolk | **554 359 $** | 3 |
| Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau | **550 515 $** | 3 |
| Saint-Sixte | **538 304 $** | 3 |
| Shawville | **810 112 $** | 4 |
| Sheenboro | **455 088 $** | 2 |

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018

| Municipalité | Somme totale allouée | Prévision du nombre d'emplois créés (Hypothèse : 6 par million investi) |
|---|---|---|
| Thorne | **494 208 $** | 2 |
| Thurso | **1 018 604 $** | 6 |
| Val-des-Bois | **640 967 $** | 3 |
| Val-des-Monts | **3 190 525 $** | 19 |
| Waltham | **514 334 $** | 3 |
| **Total Outaouais** | **131 965 998 $** | 759 |
| | | |
| Albanel | **945 112 $** | 5 |
| Alma | **9 086 267 $** | 54 |
| Bégin | **630 339 $** | 3 |
| Chambord | **839 057 $** | 5 |
| Desbiens | **672 399 $** | 4 |
| Dolbeau-Mistassini | **4 200 785 $** | 25 |
| Ferland-et-Boilleau | **560 238 $** | 3 |
| Girardville | **679 183 $** | 4 |
| Hébertville | **1 001 870 $** | 6 |
| Hébertville-Station | **715 590 $** | 4 |
| La Doré | **753 127 $** | 4 |
| Labrecque | **734 358 $** | 4 |
| Lac-Bouchette | **691 620 $** | 4 |
| Lamarche | **555 490 $** | 3 |
| L'Anse-Saint-Jean | **704 509 $** | 4 |
| Larouche | **728 027 $** | 4 |
| L'Ascension-de-Notre-Seigneur | **882 247 $** | 5 |
| Métabetchouan–Lac-à-la-Croix | **1 393 753 $** | 8 |
| Normandin | **1 155 186 $** | 6 |
| Notre-Dame-de-Lorette | **470 917 $** | 2 |
| Péribonka | **541 470 $** | 3 |
| Petit-Saguenay | **590 992 $** | 3 |
| Rivière-Éternité | **539 208 $** | 3 |
| Roberval | **2 900 267 $** | 17 |
| Saguenay | **42 569 269 $** | 255 |
| Saint-Ambroise | **1 267 573 $** | 7 |
| Saint-André-du-Lac-Saint-Jean | **536 495 $** | 3 |
| Saint-Augustin | **517 274 $** | 3 |
| Saint-Bruno | **1 040 538 $** | 6 |
| Saint-Charles-de-Bourget | **593 479 $** | 3 |
| Saint-David-de-Falardeau | **1 045 287 $** | 6 |
| Saint-Edmond-les-Plaines | **517 047 $** | 3 |
| Sainte-Hedwidge | **627 625 $** | 3 |
| Sainte-Jeanne-d'Arc | **676 243 $** | 4 |
| Sainte-Monique | **622 198 $** | 3 |
| Sainte-Rose-du-Nord | **519 761 $** | 3 |
| Saint-Eugène-D'Argentenay | **553 002 $** | 3 |
| Saint-Félicien | **2 988 241 $** | 17 |
| Saint-Félix-d'Otis | **665 163 $** | 3 |
| Saint-François-de-Sales | **575 389 $** | 3 |
| Saint-Fulgence | **882 700 $** | 5 |
| Saint-Gédéon | **882 926 $** | 5 |
| Saint-Henri-de-Taillon | **604 786 $** | 3 |
| Saint-Honoré | **1 723 903 $** | 10 |
| Saint-Ludger-de-Milot | **578 781 $** | 3 |
| Saint-Nazaire | **897 172 $** | 5 |
| Saint-Prime | **1 059 986 $** | 6 |
| Saint-Stanislas | **513 429 $** | 3 |

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018

| **Municipalité** | **Somme totale allouée** | **Prévision du nombre d'emplois créés (Hypothèse : 6 par million investi)** |
|---|---|---|
| Saint-Thomas-Didyme | **581 495 $** | 3 |
| Maria-Chapdelaine | **487 424 $** | 2 |
| **Total Saguenay--Lac-Saint-Jean** | **95 499 196 $** | 553 |
| | | |
| **Enveloppe totale** | **2 670 636 834 $** | 15 463 |

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande nº 33 | Nombre de rencontres de la Table Québec-Municipalités en 2019-2020. Indiquer les dates et lieux. Identifier les personnes présentes et fournir une copie des ordres du jour et procès-verbaux. Indiquer les rencontres inscrites à l'agenda pour 2020-2021. |
|---|---|

**2019-2020 :**

Il n'y a pas eu de rencontre de la Table Québec-Municipalités en 2019-2020.

**2020-2021 :**

En raison de la pandémie de la COVID-19, la date de la prochaine rencontre n'a pas été déterminée.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande n° 34 | Nombre de rencontres de la Table Québec-Régions en 2019-2020. Indiquer les dates et lieux. Identifier les personnes présentes et fournir une copie des ordres du jour et procès-verbaux. Indiquer les rencontres inscrites à l'agenda pour 2020-2021. |

Aucune rencontre n'a eu lieu en 2019-2020 et aucune rencontre n'est prévue pour 2020-2021.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande nº 35 | État de situation détaillé concernant la diversification des sources de revenus pour les municipalités. Copie des scénarios, analyses ou comptes rendus produits par le ministère en 2019-2020 à ce sujet. Actions à venir pour 2020-2021. |
|---|---|

**Transferts financiers du gouvernement du Québec au bénéfice des organismes municipaux**

Au cours des dernières années, les représentants des municipalités ont demandé, à plusieurs reprises, que le gouvernement élargisse leurs accès à des sources de revenus autres que l'impôt foncier, et ce, même si plusieurs municipalités n'utilisent pas l'ensemble des pouvoirs fiscaux que leur confère la Loi sur la fiscalité municipale ou les nouveaux outils fiscaux qui ont été mis à leur disposition suite à l'adoption, en juin 2017, du projet de loi nº122 sur les gouvernements de proximité.

Les demandes de diversification des municipalités visent le plus souvent le partage des champs fiscaux occupés par le gouvernement du Québec ou une augmentation des transferts à leur égard. Les transferts qui sont accordés aux organismes municipaux par le gouvernement du Québec ont atteint 3,7 G$ en 2017-2018 (compilation 2018-2019 en cours).

| en M$ | 2017-2018 | 2016-2017 |
|---|---|---|
| Mesures à caractère fiscal et quasi fiscal | 697,1 | 632,9 |
| Transferts inconditionnels | 664,7 | 649,2 |
| Transferts conditionnels | | |
| Fonctionnement | 1 083,7 | 777,3 |
| Investissement | 1 281,3 | 905,2 |
| **Total** | **3 726,8** | **2 964,6** |

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande nº 35 | État de situation détaillé concernant la diversification des sources de revenus pour les municipalités. Copie des scénarios, analyses ou comptes rendus produits par le ministère en 2019-2020 à ce sujet. Actions à venir pour 2020-2021. |
|---|---|

**Engagement du Partenariat 2020-2024**

Le *Partenariat 2020-2024 : Pour des municipalités et des régions encore plus fortes* répond aux demandes du milieu municipal par des engagements financiers de près de 7,2 G$ sur cinq ans et permet de partager avec les municipalités une partie de la Taxe de vente du Québec (TVQ). Le tableau qui suit est expressément inscrit dans le Partenariat 2020-2024 :

| En millions de dollars | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Partage de la croissance d'un point de la TVQ et dotation spéciale de fonctionnement en 2019-2020.** | 70,0 | 81,0 [p] | 149,0 [p] | 192,0 [p] | 238,0 [p] | 730,0 [p] |
| **Développement local et régional** | | | | | | |
| Fonds de développement économique de Montréal | 40,0 | 50,0 | 50,0 | 50,0 | 50,0 | 240,0 |
| Fonds de la région de la Capitale-Nationale | 21,0 | 25,0 | 25,0 | 25,0 | 25,0 | 121,0 |
| Fonds régions et ruralité | 250,0 | 267,5 | 267,5 | 267,5 | 267,5 | 1 320,0 |
| **Reconduction des mesures de l'Accord 2016-2019** | | | | | | |
| Remboursement à 50 % de la TVQ payée | 519,0 | 543,0 | 567,0 | 590,0 | 614,0 | 2 833,0 [p] |
| Bonification des compensations tenant lieu de taxes pour les immeubles parapublics | 146,0 | 152,0 | 158,0 | 164,0 | 171,0 | 791,0 [p] |
| Compensations tenant lieu de taxes pour les terres publiques | 20,8 | 20,8 | 20,8 | 20,8 | 20,8 | 104,0 |
| Subvention de péréquation | 60,0 | 60,0 | 60,0 | 60,0 | 60,0 | 300,0 |
| Partage des revenus des redevances sur les ressources naturelles | 25,0 | 25,0 | 25,0 | 25,0 | 25,0 | 125,0 |
| Aide à la voirie locale (volet réfection) | 50,0 | 50,0 | 50,0 | 50,0 | 50,0 | 250,0 |
| Subvention à la capitale nationale | 7,8 | 7,8 | 7,8 | 7,8 | 7,8 | 39,0 |
| **Bonifications de mesures** | | | | | | |
| Aide à la voirie locale (volet réfection) | 200,0 | - | - | - | - | 200,0 |
| Partage des revenus des redevances sur les ressources naturelles | 4,0 | 13,0 | 13,0 | 13,0 | 13,0 | 56,0 |
| Subvention de péréquation | 2,0 | 7,0 | 7,0 | 7,0 | 7,0 | 30,0 |
| Compensations tenant lieu de taxes pour les terres publiques | 1,5 | 5,0 | 5,0 | 5,0 | 5,0 | 21,5 |
| **Total** | 1 417,1 | 1 307,1 | 1 405,1 | 1 477,1 | 1 554,1 | 7 160,5 |

[p] Les montants présentés pour ces mesures sont des prévisions.

**Actions à venir pour l'exercice 2020-2021 pour la mise en œuvre des engagements du Partenariat 2020-2024 :**

-Modifications au Règlement sur le régime de péréquation.
-Pour les autres mesures financières, les approbations des normes de programmes par le Conseil du Trésor
-Mise en place des groupes de travail pour la révision sur la loi sur l'expropriation et la révision du Programme de compensations tenant lieu de taxes.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande nº 36 | Liste de tous les comités interministériels impliquant le ministère, ses organismes ou agences et d'autres partenaires, leurs mandats, le nombre de rencontres, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints. |
|---|---|

| Nom | Mandats | Membres |
|---|---|---|
| Comité consultatif sur les finances municipales (CCFM) | Comité permanent où sont abordées diverses questions et problématiques relatives à la présentation de l'information financière municipale et à différents aspects des finances municipales. Ce comité chapeaute le Groupe de travail sur la présentation de l'information financière. | OCPAQ, COMAQ, ADMQ, ADGMQ, AGFMQ, AVGMQ, UMQ, FQM, ADGMRCQ, MAMH |
| Comité de gestion de l'entente Canada-Québec concernant le Fonds pour les petites collectivités (FPC) | Assurer le suivi de l'entente. | MAMH,<br>Infrastructure Canada |
| Comité de gestion de l'entente Canada-Québec sur les volets Collectivités et Grandes Villes du Fonds Chantiers Canada-Québec (FCC VC et VGV) | Assurer le suivi de l'entente. | MAMH,<br>Infrastructure Canada |
| Comité de gestion des ententes Canada-Québec sur le volet Grands Projets du Fonds Chantiers Canada (FCC GP) | Assurer le suivi de l'entente. | MAMH,<br>Infrastructure Canada |
| Comité de gestion de l'entente Canada-Québec concernant le Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées (FEPTEU) | Assurer le suivi de l'entente. | MAMH,<br>Infrastructure Canada |
| Groupe de travail sur la présentation de l'information financière municipale | Répondre aux interrogations soulevées par l'application des normes de CPA Canada.<br>Consulter le milieu municipal dans l'amélioration et la mise aux normes des formulaires financiers pour les fins de reddition de comptes ainsi que dans l'élaboration des directives et de la documentation de support en matière de présentation de l'information financière et de gestion financière. | OCPAQ, COMAQ, ADMQ, AGFMQ, ADGMRCQ, ADGMQ, AVGMQ, MAMH |

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande nº 36 | Liste de tous les comités interministériels impliquant le ministère, ses organismes ou agences et d'autres partenaires, leurs mandats, le nombre de rencontres, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints. |
|---|---|

| Nom | Mandats | Membres |
|---|---|---|
| Comité de suivi de la Stratégie québécoise d'économie d'eau potable 2019-2025 | S'assurer de poursuivre la mise en œuvre du plan d'action de la Stratégie et en diffuser le rapport annuel.<br>Travailler de pair avec les partenaires et les municipalités afin de bonifier les documents disponibles.<br>S'assurer d'un accompagnement continu des municipalités à l'égard des outils de la Stratégie à des fins d'approbation et de reddition de compte. | MAMH, FQM, UMQ, Ville de Montréal, Ville de Québec, Municipalité de Crabtree, Municipalité de Saint-Étienne-des-Grès, Ville de Gatineau, Ville de Laval, Ville de Longueuil, Ville de Saint-Eustache, Hydro-Québec, MAPAQ, MSSS, MEES, MELCC, MESI, MFQ, RBQ, SQI, ADMQ, AIMQ, CERIU, C.I.EAU, CMMTQ, COMAQ, CPEQ, CTE, FIHOQ, Réseau Environnement |
| Comité de travail sur l'allègement du fardeau administratif des municipalités | Soutenir les travaux du Réseau des répondants pour assurer le suivi et la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental pour alléger le fardeau administratif des municipalités (PAGAFAM) et de la Politique gouvernementale de consultation et de simplification administrative à l'égard des municipalités. | Comité composé de 16 représentants (professionnels) de MO, dont MAMH, MTQ, MELCC, MERN |
| Comité technique sur la définition des besoins et le choix du mode d'octroi de contrats (Comité 1) | Le mandat du Comité 1 est d'analyser les différents obstacles à la définition des besoins pour les municipalités et de développer des outils pour les appuyer à cette étape du processus de gestion contractuelle, notamment pour leur permettre de choisir le mode d'octroi de contrat le plus optimal possible. | MAMH, ADMQ, ADGMQ, ADGMRCQ, COMAQ, Association des ingénieurs municipaux du Québec (AIMQ) UMQ (observateur), FQM (observateur) |
| Comité technique sur les appels d'offres publics (Comité 2) | Le mandat du Comité 2 est d'offrir un soutien aux municipalités en développant des outils sur les différentes étapes liés à un appel d'offres public (AOP) qui est une étape critique en matière de contrat public. | MAMH, ADMQ, ADGMQ, ADGMRCQ, COMAQ, Association des ingénieurs municipaux du Québec (AIMQ) UMQ (observateur), FQM (observateur) |
| Comité technique sur le suivi des contrats (pôle d'expertise en gestion contractuelle municipale) (Comité 3) | Le mandat du Comité 3 est d'établir les principaux problèmes en lien avec le suivi des contrats et cibler ceux sur lesquels porteront les travaux du comité technique. Il a aussi pour mandat de développer des outils, des guides, etc. pour appuyer les municipalités dans le suivi de leurs contrats. | MAMH, ADMQ, ADGMQ, ADGMRCQ, COMAQ, AIMQ, UMQ, FQM |
| Comité-conseil sur l'allègement du fardeau administratif des municipalités | Fournir périodiquement des avis sur la nature et l'évolution du fardeau administratif des municipalités et proposer des pistes pour les alléger. | MAMH, ADGMQ, ADMQ, ADGMRCQ, COMAQ, UMQ, FQM |

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande nº 36 | Liste de tous les comités interministériels impliquant le ministère, ses organismes ou agences et d'autres partenaires, leurs mandats, le nombre de rencontres, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints. |
|---|---|

| Nom | Mandats | Membres |
|---|---|---|
| Réseau des répondants | Assurer un suivi et la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental pour alléger le fardeau administratif des municipalités (PAGAFAM) et de la Politique gouvernementale de consultation et de simplification administrative à l'égard des municipalités. | Composé des SMA de 18 MO |
| Table d'accompagnement conseil en développement durable auprès des organismes municipaux (TACOM) | Mener des activités auprès des organismes municipaux pour qu'ils entreprennent ou poursuivent une démarche de développement durable (SGDD 2015-2020). | MAMH, MELCC, MAPAQ, MCC, MF, MRN, MSP, MTQ, RECYC- QUÉBEC, UMQ, FQM, Ville de Québec, Ville de Montréal, MSSS |
| Table Québec-municipalités (TQM) | La TQM est un mécanisme de concertation et de partenariat ayant pour but d'identifier les enjeux et d'en débattre, de dégager les consensus et d'élaborer des propositions dont bénéficieront les municipalités et les contribuables québécois. | MAMH, UMQ, FQM, Ville de Montréal, Ville de Québec |
| Comité permanent de liaison environnement-municipalités (COPLEM) | Sous la présidence conjointe du MAMH et du MELCC, le COPLEM est un forum d'échange entre le gouvernement et le milieu municipal sur les questions d'environnement. Composé de deux instances, il traite les dossiers de nature stratégique (COPLEM d'orientation) et de nature technique (COPLEM technique). | MAMH, MELCC, FQM, UMQ, Ville de Québec, Ville de Montréal |
| Table des partenaires Femmes et politique municipale | Le mandat de la Table est de favoriser la participation des femmes à la politique municipale québécoise, notamment en visant à :<br>(1) accroître la participation citoyenne des femmes à la vie municipale et favoriser l'atteinte d'une gouvernance municipale égalitaire;<br>(2) accroître la présence des femmes comme candidates aux élections municipales, tant au poste de mairesse que de conseillère;<br>(3) améliorer la réponse aux besoins des élues municipales notamment en favorisant leur maintien en fonction;<br>(4) partager l'information sur les femmes et la politique municipale. | MAMH, SCF, CSF, Conseil des Montréalaises, Élections Québec, FQM, Groupe Femmes, Politique et Démocratie, UMQ, Réseau des élues municipales de la Montérégie Est, Ville de Montréal |

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande nº 36 | Liste de tous les comités interministériels impliquant le ministère, ses organismes ou agences et d'autres partenaires, leurs mandats, le nombre de rencontres, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints. |
|---|---|

| Nom | Mandats | Membres |
|---|---|---|
| Table d'échanges entre le MAMH et les services d'évaluation des neuf grandes villes du Québec | Le mandat de cette table d'échanges consiste à partager des façons de faire en évaluation; permettre aux participants d'exposer leurs préoccupations quant à la pratique de l'évaluation foncière; approfondir les discussions relatives aux interventions pouvant être requises pour les résoudre; amorcer la définition de lignes directrices. | MAMH, Villes de Montréal, Québec, Laval, Sherbrooke, Trois-Rivières, Lévis, Longueuil, Gatineau et Saguenay |
| Bureau régional de coordination gouvernementale de la CAR Côte-Nord | Assurer la concertation et la coordination interministérielle en région en vue de promouvoir une vision intégrée et cohérente de l'action gouvernementale sur son territoire. | MAMH, MAPAQ, MCC, MEI, MELCC, MERN, MSP, MTESS, MTQ, SPN, HQ |
| Comité ad hoc sur les enjeux de ressources humaines au sein de la fonction publique du Nord-du-Québec | • Documenter les enjeux de recrutement et de rétention des ressources humaines pour les M/O du Nord-du-Québec;<br>• Mettre en place des stratégies répondant aux enjeux identifiés. | MAMH, MTESS, SPN, MERN, MTQ, MFFP |
| Comité affaires autochtones de la CAR du Nord-du-Québec | Développer une communauté de pratique pour mettre en valeur l'expertise des ministères du Nord-du-Québec en matière d'affaires autochtones. | MAMH, MAPAQ, SAA, SPN, MCC, MELCC, MERN, MFFP, MSSS, MSP, MTQ, MEI, SDBJ, MEES, Tourisme Québec,<br>MTESS, MFQ |
| Comité aménagement de la CAR (un par région) | Favoriser l'échange d'informations, la concertation et l'harmonisation des actions des M/O dans les régions, et ce, dans le cadre de la mise en œuvre de politiques, de stratégies ou autres actions gouvernementales ayant des incidences en matière d'aménagement du territoire. | MAMH, MELCC, MTQ, MAPAQ, MSP, MEI, MFFP, MERN, MCC, CIUSSS, HQ, SPN |
| Comité développement social de la CAR des Laurentides | Assurer la réalisation des plans d'action gouvernementaux qui figurent à l'agenda commun dudit comité et agir afin de mieux les arrimer aux priorités et aux initiatives du milieu. | MAMH, CISSS, DSP, MAPAQ, MCC, MÉES, MFA, MIFI, MJQ, MTQ, OPHQ et Services Québec |
| Comité Premières Nations au Saguenay-Lac-Saint-Jean | Partager de l'information sur des dossiers régionaux et de concertation, ainsi que sur des politiques, programmes et mesures des différents ministères et organismes liés aux Premières Nations présentes sur le territoire du Saguenay–Lac Saint-Jean. Le comité permet aussi le partage de l'expertise développée dans chacun des ministères en lien avec les relations avec les Premières Nations et les demandes de consultation. | MAMH, MTQ, MFFP, MERN, CIUSSS, SAA, MTESS, MEI, MCC, MELCC, SPN |

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande nº 36 | Liste de tous les comités interministériels impliquant le ministère, ses organismes ou agences et d'autres partenaires, leurs mandats, le nombre de rencontres, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints. |
|---|---|

| Nom | Mandats | Membres |
|---|---|---|
| Comité spécial de la CAR Lanaudière Municipalité de Saint-Donat - Enjeux en matière de développement économique | À la demande du ministre responsable de la région, la CAR a été mandatée pour :<br>• Mettre sur pied un comité spécial formé du MAMH et du MÉI, en concertation avec le ministère du Tourisme ainsi que les intervenants gouvernementaux et non gouvernementaux de la région;<br>• Prendre acte de l'ensemble des enjeux de développement économique de la municipalité de Saint-Donat;<br>• Formuler des recommandations auprès des instances gouvernementales. | MAMH, MÉI, Tourisme Québec, MFFP ministre responsable de la région, MAPAQ, MTQ, SÉPAQ, Tourisme, MÉRN |
| Comité technique OVT de la Côte-Nord | Proposer une révision du fonctionnement de la CAR de la Côte-Nord afin de l'adapter aux nouvelles responsabilités identifiées au décret 888-2018 et assurer le suivi et la mise en œuvre du plan de travail de la CAR et du comité directeur OVT de la Côte-Nord | MAMH, CISSS, MAPAQ, MCC, MEI, MRC de Sept-Rivières |
| Comités de suivis des parcs régionaux | Assurer l'application des différentes dispositions prévues à l'entente générale pour l'exploitation du parc régional, l'harmonisation interministérielle nécessaire à l'application de l'entente et le suivi et l'évaluation des résultats de la mise en valeur des parcs régionaux en fonction des objectifs poursuivis. | MAMH, MERN, MFFP, MELCC, MRC |
| Conférence administrative régionale (une par région) | Favoriser la concertation entre les ministères et les organismes ou entreprises du gouvernement et la cohérence de leurs actions à l'échelle de la région, particulièrement en matière d'occupation et de vitalité des territoires (OVT). | MAMH, SHQ, CIUSSS, HQ, IQ, FADQ, MAPAQ, MCE-SAA, MCC, MELCC, MEI, MEES, MERN, MF, MFFP, MIFI, MJQ, MSP, Tourisme, MTQ, MTESS, OPHQ, ministres responsables de la région |
| Table en développement social de la CAR de l'Abitibi-Témiscamingue | Concertation interministérielle sur le développement social de la région et les priorités régionales relatives à ce thème | MAMH, CISSSAT, MTESS, OPHQ, MEES, MIFI, MCC, MFA, SAA, MEI, MAPAQ, MJQ, MELCC |
| Table Santé-Qualité de vie de la Côte-Nord | Démarche régionale de concertation interministérielle intégrant à la fois les priorités régionales en OVT et les orientations des principaux plans d'action gouvernementaux en matière de santé et qualité de vie afin de supporter les territoires de MRC dans la mise en œuvre de leur priorités en développement social et en développement des communautés. | MAMH, CISSS, MAPAQ, MCC, MEES, MF, MTQ, OPHQ, SPN |

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande nº 36 | Liste de tous les comités interministériels impliquant le ministère, ses organismes ou agences et d'autres partenaires, leurs mandats, le nombre de rencontres, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints. |
|---|---|

| Nom | Mandats | Membres |
|---|---|---|
| Révision du schéma d'aménagement de la Ville de Saguenay | Tenir des rencontres préliminaires entre les ministères et organismes et la Ville de Saguenay avant le dépôt officiel du schéma d'aménagement et de développement révisé. Le comité œuvre en amont afin d'accompagner la Ville dans sa rédaction d'un nouveau schéma. | MAMH, MELCC, MTQ, MAPAQ, MSP, MEI, MFFP, MERN, MCC, CIUSSS, HQ, MIFI, MFA, OPHQ, MEES |
| Comité spécial de la CAR pour le mandat du Pont de Sainte-Anne | Mise en place d'un comité afin d'offrir une expertise-conseil sur le réaménagement du pont de Sainte-Anne de Chicoutimi. | MAMH, MTQ, CIUSSS, MSP, SQ |
| CAR-MRC de l'Outaouais | Concertation interministérielle avec des représentants des MRC, de la Ville de Gatineau et de la Conférence des préfets de l'Outaouais | MAMH, MELCC, MTQ, MAPAQ, MSP, MEI, MFFP, MERN, MCC, CIUSSS, HQ, MRC (Pontiac, Papineau, Collines-de- l'Outaouais et La Vallée-de-la-Gatineau), Ville de Gatineau, conférence des préfets. |
| Comité de création d'un parc régional aux Îles-de-la-Madeleine | Réflexions et accompagnement de la Communauté maritime pour la création d'un parc régional aux Îles-de-la-Madeleine. | MAMH, MERN, MFFP, MELCC, Communauté maritime des Îles |
| Comité de la CAR des Îles | Favoriser la concertation entre les ministères et les organismes ou entreprises du gouvernement et la cohérence de leurs actions à l'échelle des Îles-de-la-Madeleine, particulièrement en matière d'occupation et de vitalité des territoires (OVT). | MAMH, CIUSSS, HQ, IQ, FADQ, MAPAQ, MCE-SAA, MCC, MELCC, MEI, MEES, MERN, MF, MFFP, MIFI, MJQ, MSP, Tourisme, MTQ, MTESS, OPHQ, ministres responsables de la région |
| Comité érosion des berges aux Îles | Concertation interministérielle sur l'enjeu de l'érosion des berges aux Îles-de-la-Madeleine. | BRCGI, MTQ, HQ, MELCC, MFFP, MSP, Santé publique, Communauté maritime. |
| Comité spécial de la CAR de la Montérégie, en collaboration avec la CAR de l'Estrie<br><br>Demande de transfert de région administrative | Identifier et préciser la problématique en lien avec la desserte des services gouvernementaux dans le contexte particulier des MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi. Le mandat vise également à suggérer au gouvernement des pistes de solution visant à favoriser le sentiment d'appartenance et à éviter le dédoublement des lieux de concertation. | Membres de la CAR de la Montérégie et de l'Estrie |

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande nº 36 | Liste de tous les comités interministériels impliquant le ministère, ses organismes ou agences et d'autres partenaires, leurs mandats, le nombre de rencontres, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints. |
|---|---|

| Nom | Mandats | Membres |
|---|---|---|
| Comité de travail du projet pilote visant à renforcer l'accompagnement du milieu municipal en aménagement du territoire et à accroître la prise en compte des particularités territoriales (Saguenay-Lac-Saint-Jean, Estrie, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Centre-du-Québec) | Favoriser l'échange d'informations et la concertation entre les MO et les MRC dans les régions dans le cadre du projet pilote. | MAMH, MELCC, MTQ, MAPAQ, MSP, MEI, MFFP, MERN, MCC, CIUSSS, HQ, MEES, MRC |
| Comité qualité de vie de la CAR du Centre-du-Québec | Assurer une concertation et une collaboration interministérielle afin d'améliorer les conditions et la qualité de vie de la population et des communautés du Centre-du-Québec | MAMH, CIUSSS, Services Québec, MAPAQ, MCC, MTQ, OPHQ, SAA, MFA, MSP, MELCC |
| Comité CAR-MRC du Centre-du-Québec | Le comité vise à favoriser les liens de collaboration entre les MRC de la région et les membres de la CAR. | MAMH, Services Québec, MEI, MAPAQ, CIUSSS, MCC et les cinq MRC de la région, MA |
| Conseil de gestion de l'approche de coopération en réseau pour information géographique (ACRIGéo) | Assumer la gestion courante de la coopération interministérielle en vue de mettre en application les décisions de la Table gouvernementale de coopération en information géographique. | MAMH, MERN, MTQ, MSP, MELCC, SCT, EQ, MFFP, MAPAQ, MEES |
| Table gouvernementale aux affaires territoriales | Favoriser la concertation entre les ministères et les organismes du gouvernement visés par la Loi sur le vérificateur général (chapitre V-5.01) et la cohérence de leurs actions, particulièrement en matière d'occupation et de vitalité des territoires (LMAMROT, article 21.4.5) | MAMH, CALQ, CSPQ, HQ, IQ, MAPAQ, MCC, MELCC, MEES, MEI, MERN, MFA, MFQ, MFFP, MIFI, MJQ, MSP, MSSS, MTESS, MTQ, MTO, SCT, SCN, SCF, SAJ, SAA, Sépaq, SHQ, SPN, SRM, STQ. |
| Comité de sélection des projets du programme de soutien aux municipalités dans la mise en place d'infrastructures de gestion durable des eaux de pluie à la source. | Évaluer les projets déposés au programme de soutien aux municipalités dans la mise en place d'infrastructures de gestion durable des eaux de pluie à la source et convenir du choix des projets à retenir. | MAMH, MELCC, expert externe |
| Comité national de suivi des conventions d'aide financière pour la cartographie des zones inondables | Assurer la cohérence des différentes démarches de cartographie des zones inondables qui seront réalisées par différents organismes municipaux ayant obtenu une aide financière du MAMH. | MAMH, MSP, MELCC, MERN, MFFP |

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande nº 36 | Liste de tous les comités interministériels impliquant le ministère, ses organismes ou agences et d'autres partenaires, leurs mandats, le nombre de rencontres, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints. |
|---|---|

| Nom | Mandats | Membres |
|---|---|---|
| Comités de liaison pour la cartographie des zones inondables<br>(8 régions, Communauté métropolitaine de Montréal, Mauricie, Communauté métropolitaine de Québec, Estrie, Outaouais, Gaspésie, Chaudière-Appalaches, Montérégie) | Assurer le suivi des travaux réalisés dans le cadre de chaque convention d'aide financière pour la cartographie des zones inondables. | MAMH, MELCC, MSP, MFFP, MERN, CM et MRC concernées |
| Comité interministériel des sous-ministres adjoints pour l'élaboration d'un plan d'action gouvernemental en aménagement du territoire relatif aux inondations | Coordonner les travaux d'élaboration et de mise en œuvre du plan d'action gouvernemental en aménagement du territoire relatif aux inondations (maintenant appelé Plan de protection du territoire face aux inondations – Des solutions durables pour mieux protéger nos milieux de vie).<br><br>Assurer la cohérence de l'action gouvernementale en matière de gestion des inondations. | MAMH, MERN, MELCC<br>Le MSP, le MCC, le MAPAQ, le MSSS, le MTQ et le MFFP ont également participé aux travaux |
| Comité municipal pour l'élaboration d'un plan d'action gouvernemental en aménagement du territoire relatif aux inondations | Identifier les problématiques et les enjeux rencontrés par les instances municipales ainsi que les solutions à mettre en place | MAMH, MERN, MELCC, UMQ, FQM, CMM, CMQ, Ville de Gatineau, AARQ, ADGMQ, ADGMRCQ, ADMQ, AGRCQ, AGMQ |
| Groupe de travail sur l'orientation gouvernementale en matière d'aménagement du territoire portant sur les hydrocarbures | Élaborer le document d'orientation gouvernementale en matière d'aménagement du territoire portant sur les hydrocarbures. | MAMH, MERN, HQ, MAPAQ, MELCC, MFFP, MSSS, MSP, MTQ |
| Table interministérielle des directeurs sur le renouvellement des orientations gouvernementales en matière d'aménagement du territoire (OGAT) | Opérationnaliser les décisions prises par la table interministérielle des sous-ministres adjoints (TSMA) en vue du renouvellement des OGAT. À cette fin, la table des directeurs :<br>• Prend les mesures nécessaires pour respecter les priorités et décisions stratégiques prises par la TSMA;<br>• Convient des modalités des travaux requérant la collaboration de plusieurs ministères.<br>Le cas échant, fait des recommandations à la TSMA. | MAMH HQ, SHQ, SQI, MAPAQ, MCC, MELCC, MEI, MEES, MERN, MFFP, MSSS, MSP, MTO, MTQ |

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande nº 36 | Liste de tous les comités interministériels impliquant le ministère, ses organismes ou agences et d'autres partenaires, leurs mandats, le nombre de rencontres, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints. |
|---|---|

| Nom | Mandats | Membres |
|---|---|---|
| Table interministérielle des sous-ministres adjoints sur le renouvellement des orientations gouvernementales en matière d'aménagement du territoire (TSMA) | Établir les priorités et prendre les décisions stratégiques;<br>Valider les grandes lignes des documents d'orientation;<br>Approuver, le cas échéant, les versions finales des documents préalablement à leur dépôt au Conseil des ministres;<br>S'assurer du respect des échéanciers. | MAMH, HQ, SHQ, SQI, MAPAQ, MCC, MELCC, MEI, MEES, MERN, MFFP, MSSS, MSP, MTO, MTQ |
| Comité conjoint pour la revitalisation de l'Est de Montréal | Faciliter la réalisation et assurer le suivi des engagements pris dans le cadre de la Déclaration du gouvernement du Québec et de la Ville de Montréal pour la revitalisation de l'Est de Montréal signée le 14 décembre 2018.<br>Comité à deux niveaux : comité directeur (politique) et comité de suivi (administratif). | MAMH, MEI, MTQ et Ville de Montréal. Autres ministères et organismes invités selon les sujets. |
| Comité interministériel sur le plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité jeunesse | Favoriser la concertation des acteurs gouvernementaux concernés par le plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité jeunesse | MAMH, Secrétariat à la jeunesse, MTESS, MIDI, MCC, MSP, arrondissement de Montréal-Nord, Ville de Montréal, Table de quartier Montréal-Nord |
| Comité sur la planification immobilière des infrastructures et des équipements scolaires à Montréal<br><br>Résulte de l'Entente-cadre Réflexe Montréal | Le mandat du comité est, notamment, de documenter les problématiques et les enjeux liés à la planification des infrastructures scolaires et d'identifier les pistes de solution en vue de favoriser un meilleur arrimage entre les planifications municipales et scolaires. | MAMH, MEES, 5 Commissions scolaires de Montréal, Ville de Montréal et quelques arrondissements<br><br>Le MAMH tient un rôle de facilitateur.<br>Organiser les rencontres et assurer le secrétariat du comité |
| Comité Habiter Montréal | Le mandat du comité est de mieux saisir les particularités de la région de Montréal en matière d'habitation. Soit d'identifier et documenter les principaux enjeux montréalais en matière d'habitation et d'immobilier, examiner les outils et les leviers disponibles et identifier, le cas échéant, des pistes de solutions. | MAMH, SHQ, MFQ, Ville de Montréal |

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande nº 36 | Liste de tous les comités interministériels impliquant le ministère, ses organismes ou agences et d'autres partenaires, leurs mandats, le nombre de rencontres, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints. |
|---|---|

| Nom | Mandats | Membres |
|---|---|---|
| Comité technique Habiter Montréal | Le comité documente les principaux enjeux montréalais en matière d'habitation et d'immobilier afin de déposer un portrait au Comité Habiter Montréal.<br><br>Il a pour mandat de se pencher sur des enjeux spécifiques afin de les documenter et d'évaluer des pistes de solutions :<br>- Évaluer le besoin de mettre sur pied d'autres types de comités selon les besoins ou enjeux.<br>- Instaurer un Réflexe-Montréal en habitation.<br>- Proposer des outils et des pistes d'action permettant de mieux planifier les milieux de vie (coffre à outil) | MAMH, SHQ, Ville de Montréal<br>Les professionnels ayant élaboré la structure des axes et enjeux font partie de ce comité. Sa composition évoluera selon les besoins et les thèmes traités. |
| Groupe de travail pour la mise en œuvre de l'Entente-cadre Réflexe Montréal — volet partage des infrastructures scolaires et municipales (renommé Comité de suivi de l'entente sur le partage des installations scolaires et municipales en 2019) | Examiner les moyens de favoriser une utilisation partagée des infrastructures et équipements scolaires et municipaux, et plus particulièrement faciliter les échanges entre la Ville de Montréal et les commissions scolaires présentes sur son territoire afin de convenir d'une entente-cadre sur le partage de ces infrastructures. | MEES, MAMH, Ville de Montréal, 5 Commissions scolaires de Montréal |
| Sous-Conférence administrative (CAR) en santé publique | La sous-CAR favorise les partenariats et la collaboration entre les organisations publiques. Sous le thème *Inégalités sociales de santé et qualité de vie*, les membres identifient et mettent en œuvre des mesures pour apporter des réponses cohérentes, intersectorielles et concertées. La sous-CAR a aussi un rôle d'orientation, de mobilisation et de soutien dans la mise en œuvre de la Politique gouvernementale de prévention en santé et du Plan d'action régional intégré de santé publique de Montréal. | MAMH, MSSS, MAPAQ, MCC, MELCC, MEI, MEES, MERN, MF, MIDI, MFFP, MRIF, ARQ, MSP, MTQ, Tourisme, MTESS, OPHQ, SHQ<br>Invités : Ville de Montréal et Association des municipalités de banlieue |

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 36 | Liste de tous les comités interministériels impliquant le ministère, ses organismes ou agences et d'autres partenaires, leurs mandats, le nombre de rencontres, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints. |

| Nom | Mandats | Membres |
|---|---|---|
| Table de concertation Québec-métropole | Assurer la mise en œuvre du « Réflexe Montréal » et renforcer les relations de partenariat entre la Ville de Montréal et le gouvernement du Québec. | MAMH-SRM, Ville de Montréal, autres ministères et organismes invités selon les sujets |

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 37 | Liste des municipalités, par région, qui reçoivent une compensation financière, par catégorie de programme, en indiquant le montant reçu en 2019-2020 pour : a) un paiement tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles des gouvernements des autres provinces et des gouvernements étrangers; b) un paiement tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles du réseau de la santé et des services sociaux; c) un paiement tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles du réseau de l'éducation, selon le niveau d'enseignement (distinguer les montants pour les écoles primaires et secondaires, ainsi que pour les collèges et les universités); d) un paiement tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles du gouvernement du Québec. |

Référer à l'annexe pour les informations demandées.

A) Paiements tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles des gouvernements des autres provinces et des gouvernements étrangers.

B) Paiements tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles du réseau de la santé et des services sociaux.

C) Paiements tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles du réseau de l'éducation, selon le niveau d'enseignement (distinguer les montants pour les écoles primaires et secondaires, ainsi que pour les collèges et les universités).

D) Paiements tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles du gouvernement du Québec.

# Compensations tenant lieu de taxes 2019

| Code org. | Nom | Écoles primaires (C) | Écoles secondaires (C) | Collégial (C) | Universitaire (C) | Santé (B) | Total Réseaux | Gouvernement (D) | Gouvernement étrangers (A) | Total compensations |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 01023 | Les Îles-de-la-Madeleine | 70 558 $ | 123 620 $ | 37 296 $ | 0 $ | 381 337 $ | 612 811 $ | 47 255 $ | 0 $ | 660 066 $ |
| 01042 | Grosse-Île | 0 $ | 15 669 $ | 0 $ | 0 $ | 2 089 $ | 17 758 $ | 0 $ | 0 $ | 17 758 $ |
| 02005 | Percé | 37 205 $ | 249 $ | 0 $ | 9 009 $ | 0 $ | 46 463 $ | 87 081 $ | 0 $ | 133 544 $ |
| 02010 | Sainte-Thérèse-de-Gaspé | 13 272 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 13 272 $ | 219 $ | 0 $ | 13 491 $ |
| 02015 | Grande-Rivière | 22 446 $ | 148 314 $ | 104 288 $ | 0 $ | 8 309 $ | 283 357 $ | 116 258 $ | 0 $ | 399 615 $ |
| 02028 | Chandler | 64 876 $ | 148 380 $ | 0 $ | 0 $ | 400 874 $ | 614 130 $ | 5 719 $ | 0 $ | 619 849 $ |
| 02047 | Port-Daniel--Gascons | 18 228 $ | 107 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 18 335 $ | 61 $ | 0 $ | 18 396 $ |
| 03005 | Gaspé | 96 309 $ | 315 045 $ | 353 123 $ | 0 $ | 545 504 $ | 1 309 981 $ | 28 349 $ | 0 $ | 1 338 330 $ |
| 03010 | Cloridorme | 18 121 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 18 121 $ | 720 $ | 0 $ | 18 841 $ |
| 03020 | Grande-Vallée | 17 062 $ | 41 596 $ | 0 $ | 0 $ | 19 272 $ | 77 930 $ | 0 $ | 0 $ | 77 930 $ |
| 03025 | Murdochville | 14 097 $ | 608 $ | 0 $ | 0 $ | 13 557 $ | 28 262 $ | 0 $ | 0 $ | 28 262 $ |
| 04005 | Sainte-Madeleine-Riv.-Madeleine | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 1 108 $ | 0 $ | 1 108 $ |
| 04010 | Saint-Maxime-du-Mont-Louis | 10 966 $ | 37 329 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 48 295 $ | 19 725 $ | 0 $ | 68 020 $ |
| 04015 | Mont-Saint-Pierre | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 447 $ | 0 $ | 447 $ |
| 04025 | Marsoui | 17 158 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 17 158 $ | 0 $ | 0 $ | 17 158 $ |
| 04037 | Sainte-Anne-des-Monts | 26 216 $ | 202 156 $ | 0 $ | 0 $ | 426 734 $ | 655 106 $ | 1 448 $ | 0 $ | 656 554 $ |
| 04047 | Cap-Chat | 13 068 $ | 43 938 $ | 0 $ | 0 $ | 82 046 $ | 139 052 $ | 213 $ | 0 $ | 139 265 $ |
| 05010 | Shigawake | 0 $ | 61 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 61 $ | 0 $ | 0 $ | 61 $ |
| 05020 | Hope Town | 0 $ | 23 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 23 $ | 0 $ | 0 $ | 23 $ |
| 05025 | Hope | 0 $ | 2 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 2 $ | 0 $ | 0 $ | 2 $ |
| 05032 | Paspébiac | 1 107 $ | 171 836 $ | 0 $ | 0 $ | 58 253 $ | 231 196 $ | 2 114 $ | 0 $ | 233 310 $ |
| 05040 | New Carlisle | 0 $ | 60 509 $ | 0 $ | 0 $ | 63 050 $ | 123 559 $ | 0 $ | 0 $ | 123 559 $ |
| 05045 | Bonaventure | 26 640 $ | 173 901 $ | 0 $ | 0 $ | 25 804 $ | 226 345 $ | 45 251 $ | 0 $ | 271 596 $ |
| 05050 | Saint-Elzéar | 6 760 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 5 532 $ | 12 292 $ | 0 $ | 0 $ | 12 292 $ |
| 05055 | Saint-Siméon | 9 192 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 9 192 $ | 528 $ | 0 $ | 9 720 $ |
| 05060 | Caplan | 12 125 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 32 569 $ | 44 694 $ | 1 043 $ | 0 $ | 45 737 $ |
| 05065 | Saint-Alphonse | 9 762 $ | 56 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 9 818 $ | 0 $ | 0 $ | 9 818 $ |
| 05070 | New Richmond | 76 052 $ | 2 $ | 0 $ | 0 $ | 20 739 $ | 96 793 $ | 8 233 $ | 0 $ | 105 026 $ |
| 05077 | Cascapédia--Saint-Jules | 0 $ | 4 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 4 $ | 200 $ | 0 $ | 204 $ |
| 06005 | Maria | 27 456 $ | 11 544 $ | 0 $ | 0 $ | 355 640 $ | 394 640 $ | 225 $ | 0 $ | 394 865 $ |
| 06013 | Carleton-sur-Mer | 34 438 $ | 174 903 $ | 70 387 $ | 0 $ | 7 786 $ | 287 514 $ | 573 $ | 0 $ | 288 087 $ |
| 06020 | Nouvelle | 9 922 $ | 5 750 $ | 0 $ | 319 $ | 0 $ | 15 991 $ | 65 380 $ | 0 $ | 81 371 $ |
| 06025 | Escuminac | 7 576 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 7 576 $ | 219 $ | 0 $ | 7 795 $ |
| 06030 | Pointe-à-la-Croix | 24 891 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 2 992 $ | 27 883 $ | 4 444 $ | 0 $ | 32 327 $ |
| 06040 | Saint-André-de-Restigouche | 0 $ | 25 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 25 $ | 0 $ | 0 $ | 25 $ |

# Compensations tenant lieu de taxes 2019

| Code org. | Nom | Écoles primaires (C) | Écoles secondaires (C) | Collégial (C) | Universitaire (C) | Santé (B) | Total Réseaux | Gouvernement (D) | Gouvernement étrangers (A) | Total compensations |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 06045 | Matapédia | 0 $ | 98 342 $ | 0 $ | 0 $ | 61 086 $ | 159 428 $ | 6 973 $ | 0 $ | 166 401 $ |
| 06050 | Saint-Alexis-de-Matapédia | 8 715 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 8 715 $ | 28 $ | 0 $ | 8 743 $ |
| 06055 | Saint-François-d'Assise | 12 124 $ | 19 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 12 143 $ | 0 $ | 0 $ | 12 143 $ |
| 07005 | Sainte-Marguerite-Marie | 0 $ | 10 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 10 $ | 0 $ | 0 $ | 10 $ |
| 07018 | Causapscal | 28 497 $ | 110 198 $ | 0 $ | 0 $ | 4 924 $ | 143 619 $ | 263 $ | 0 $ | 143 882 $ |
| 07025 | Albertville | 2 404 $ | 2 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 2 406 $ | 0 $ | 0 $ | 2 406 $ |
| 07030 | Saint-Léon-le-Grand | 10 276 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 10 276 $ | 0 $ | 0 $ | 10 276 $ |
| 07040 | Sainte-Irène | 2 180 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 2 180 $ | 0 $ | 0 $ | 2 180 $ |
| 07047 | Amqui | 108 156 $ | 161 310 $ | 21 857 $ | 0 $ | 131 175 $ | 422 498 $ | 629 $ | 0 $ | 423 127 $ |
| 07057 | Lac-au-Saumon | 13 599 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 127 273 $ | 140 872 $ | 75 $ | 0 $ | 140 947 $ |
| 07070 | Saint-Tharcisius | 3 962 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 3 962 $ | 0 $ | 0 $ | 3 962 $ |
| 07075 | Saint-Vianney | 6 236 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 6 236 $ | 0 $ | 0 $ | 6 236 $ |
| 07080 | Val-Brillant | 11 754 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 11 754 $ | 0 $ | 0 $ | 11 754 $ |
| 07085 | Sayabec | 16 566 $ | 43 656 $ | 0 $ | 0 $ | 8 012 $ | 68 234 $ | 0 $ | 0 $ | 68 234 $ |
| 07095 | Saint-Moïse | 4 347 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 1 319 $ | 5 666 $ | 0 $ | 0 $ | 5 666 $ |
| 07100 | Saint-Noël | 8 150 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 8 150 $ | 0 $ | 0 $ | 8 150 $ |
| 07105 | Saint-Damase | 4 401 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 4 401 $ | 0 $ | 0 $ | 4 401 $ |
| 08005 | Les Méchins | 15 910 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 15 910 $ | 0 $ | 0 $ | 15 910 $ |
| 08010 | Saint-Jean-de-Cherbourg | 1 454 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 1 454 $ | 0 $ | 0 $ | 1 454 $ |
| 08015 | Grosses-Roches | 5 485 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 5 485 $ | 0 $ | 0 $ | 5 485 $ |
| 08023 | Sainte-Félicité | 11 591 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 11 591 $ | 0 $ | 0 $ | 11 591 $ |
| 08030 | Saint-Adelme | 6 115 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 6 115 $ | 0 $ | 0 $ | 6 115 $ |
| 08035 | Saint-René-de-Matane | 20 644 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 20 644 $ | 105 $ | 0 $ | 20 749 $ |
| 08040 | Sainte-Paule | 2 532 $ | 15 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 2 547 $ | 0 $ | 0 $ | 2 547 $ |
| 08053 | Matane | 148 370 $ | 295 082 $ | 408 093 $ | 0 $ | 409 122 $ | 1 260 667 $ | 115 415 $ | 0 $ | 1 376 082 $ |
| 08065 | Saint-Léandre | 4 713 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 4 713 $ | 0 $ | 0 $ | 4 713 $ |
| 08073 | Saint-Ulric | 15 868 $ | 18 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 15 886 $ | 0 $ | 0 $ | 15 886 $ |
| 08080 | Baie-des-Sables | 8 094 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 8 094 $ | 423 $ | 0 $ | 8 517 $ |
| 09005 | La Rédemption | 7 840 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 7 840 $ | 0 $ | 0 $ | 7 840 $ |
| 09010 | Saint-Charles-Garnier | 3 309 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 3 309 $ | 0 $ | 0 $ | 3 309 $ |
| 09015 | Les Hauteurs | 7 244 $ | 15 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 7 259 $ | 0 $ | 0 $ | 7 259 $ |
| 09020 | Sainte-Jeanne-d'Arc | 7 071 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 7 071 $ | 0 $ | 0 $ | 7 071 $ |
| 09025 | Saint-Gabriel-de-Rimouski | 12 484 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 12 484 $ | 158 $ | 0 $ | 12 642 $ |
| 09030 | Saint-Donat | 18 005 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 18 005 $ | 0 $ | 0 $ | 18 005 $ |
| 09035 | Sainte-Angèle-de-Mérici | 8 727 $ | 1 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 8 728 $ | 0 $ | 0 $ | 8 728 $ |

# Compensations tenant lieu de taxes 2019

| Code org. | Nom | Écoles primaires (C) | Écoles secondaires (C) | Collégial (C) | Universitaire (C) | Santé (B) | Total Réseaux | Gouvernement (D) | Gouvernement étrangers (A) | Total compensations |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 09040 | Padoue | 8 234 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 8 234 $ | 0 $ | 0 $ | 8 234 $ |
| 09048 | Métis-sur-Mer | 70 991 $ | 18 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 71 009 $ | 114 $ | 0 $ | 71 123 $ |
| 09055 | Saint-Octave-de-Métis | 4 347 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 4 347 $ | 0 $ | 0 $ | 4 347 $ |
| 09065 | Price | 18 193 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 18 193 $ | 0 $ | 0 $ | 18 193 $ |
| 09070 | Saint-Joseph-de-Lepage | 0 $ | 33 335 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 33 335 $ | 64 $ | 0 $ | 33 399 $ |
| 09077 | Mont-Joli | 79 692 $ | 298 421 $ | 0 $ | 0 $ | 603 536 $ | 981 649 $ | 1 887 $ | 0 $ | 983 536 $ |
| 09092 | Sainte-Luce | 21 511 $ | 4 967 $ | 0 $ | 0 $ | 6 934 $ | 33 412 $ | 16 939 $ | 0 $ | 50 351 $ |
| 10005 | Esprit-Saint | 7 059 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 7 059 $ | 0 $ | 0 $ | 7 059 $ |
| 10015 | Saint-Narcisse-de-Rimouski | 7 781 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 7 781 $ | 5 668 $ | 0 $ | 13 449 $ |
| 10025 | Saint-Marcellin | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 1 261 $ | 0 $ | 1 261 $ |
| 10030 | Saint-Anaclet-de-Lessard | 15 624 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 8 630 $ | 24 254 $ | 0 $ | 0 $ | 24 254 $ |
| 10043 | Rimouski | 346 818 $ | 632 611 $ | 1 096 799 $ | 773 501 $ | 1 381 276 $ | 4 231 005 $ | 125 207 $ | 0 $ | 4 356 212 $ |
| 10060 | Saint-Valérien | 5 098 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 5 098 $ | 0 $ | 0 $ | 5 098 $ |
| 10070 | Saint-Fabien | 11 122 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 11 122 $ | 0 $ | 0 $ | 11 122 $ |
| 10075 | Saint-Eugène-de-Ladrière | 1 692 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 1 692 $ | 5 859 $ | 0 $ | 7 551 $ |
| 11005 | Saint-Clément | 4 417 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 4 417 $ | 0 $ | 0 $ | 4 417 $ |
| 11010 | Saint-Jean-de-Dieu | 27 781 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 27 781 $ | 0 $ | 0 $ | 27 781 $ |
| 11015 | Sainte-Rita | 8 652 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 8 652 $ | 0 $ | 0 $ | 8 652 $ |
| 11020 | Saint-Guy | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 1 003 $ | 0 $ | 1 003 $ |
| 11030 | Sainte-Françoise | 6 054 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 6 054 $ | 0 $ | 0 $ | 6 054 $ |
| 11035 | Saint-Éloi | 7 331 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 7 331 $ | 0 $ | 0 $ | 7 331 $ |
| 11040 | Trois-Pistoles | 48 149 $ | 251 915 $ | 0 $ | 0 $ | 159 092 $ | 459 156 $ | 0 $ | 0 $ | 459 156 $ |
| 11045 | Notre-Dame-des-Neiges | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 232 $ | 0 $ | 232 $ |
| 11050 | Saint-Mathieu-de-Rioux | 2 452 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 2 452 $ | 0 $ | 0 $ | 2 452 $ |
| 11055 | Saint-Simon-de-Rimouski | 6 152 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 6 152 $ | 0 $ | 0 $ | 6 152 $ |
| 12005 | Saint-Cyprien | 16 667 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 38 108 $ | 54 775 $ | 0 $ | 0 $ | 54 775 $ |
| 12010 | Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup | 20 928 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 20 928 $ | 0 $ | 0 $ | 20 928 $ |
| 12015 | Saint-Antonin | 25 871 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 25 262 $ | 51 133 $ | 854 $ | 0 $ | 51 987 $ |
| 12020 | Saint-Modeste | 9 885 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 9 885 $ | 123 433 $ | 0 $ | 133 318 $ |
| 12025 | Saint-François-Xavier-de-Viger | 4 534 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 4 534 $ | 0 $ | 0 $ | 4 534 $ |
| 12030 | Saint-Épiphane | 7 984 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 7 984 $ | 52 $ | 0 $ | 8 036 $ |
| 12035 | Saint-Paul-de-la-Croix | 3 665 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 3 665 $ | 0 $ | 0 $ | 3 665 $ |
| 12043 | L'Isle-Verte | 30 859 $ | 16 $ | 0 $ | 2 322 $ | 5 338 $ | 38 535 $ | 0 $ | 0 $ | 38 535 $ |
| 12045 | Notre-Dame-des-Sept-Douleurs | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 1 740 $ | 1 740 $ | 923 $ | 0 $ | 2 663 $ |
| 12057 | Cacouna | 18 796 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 18 796 $ | 1 255 $ | 0 $ | 20 051 $ |

# Compensations tenant lieu de taxes 2019

| Code org. | Nom | Écoles primaires (C) | Écoles secondaires (C) | Collégial (C) | Universitaire (C) | Santé (B) | Total Réseaux | Gouvernement (D) | Gouvernement étrangers (A) | Total compensations |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12065 | Saint-Arsène | 19 438 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 19 438 $ | 0 $ | 0 $ | 19 438 $ |
| 12072 | Rivière-du-Loup | 143 327 $ | 604 447 $ | 454 444 $ | 0 $ | 813 162 $ | 2 015 380 $ | 4 665 $ | 0 $ | 2 020 045 $ |
| 12080 | Notre-Dame-du-Portage | 13 062 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 13 062 $ | 4 554 $ | 0 $ | 17 616 $ |
| 13005 | Dégelis | 7 943 $ | 221 863 $ | 0 $ | 0 $ | 9 296 $ | 239 102 $ | 16 803 $ | 0 $ | 255 905 $ |
| 13015 | Packington | 9 329 $ | 218 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 9 547 $ | 0 $ | 0 $ | 9 547 $ |
| 13020 | Saint-Marc-du-Lac-Long | 5 115 $ | 11 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 5 126 $ | 56 $ | 0 $ | 5 182 $ |
| 13025 | Rivière-Bleue | 27 898 $ | 22 $ | 0 $ | 0 $ | 36 033 $ | 63 953 $ | 0 $ | 0 $ | 63 953 $ |
| 13030 | Saint-Eusèbe | 7 627 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 7 627 $ | 0 $ | 0 $ | 7 627 $ |
| 13040 | Saint-Juste-du-Lac | 12 515 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 12 515 $ | 0 $ | 0 $ | 12 515 $ |
| 13045 | Auclair | 10 484 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 10 484 $ | 0 $ | 0 $ | 10 484 $ |
| 13050 | Lejeune | 4 150 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 4 150 $ | 858 $ | 0 $ | 5 008 $ |
| 13055 | Biencourt | 3 922 $ | 4 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 3 926 $ | 0 $ | 0 $ | 3 926 $ |
| 13060 | Lac-des-Aigles | 10 529 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 10 529 $ | 0 $ | 0 $ | 10 529 $ |
| 13065 | Saint-Michel-du-Squatec | 0 $ | 156 235 $ | 0 $ | 0 $ | 19 893 $ | 176 128 $ | 1 191 $ | 0 $ | 177 319 $ |
| 13073 | Témiscouata-sur-le-Lac | 48 392 $ | 168 251 $ | 0 $ | 0 $ | 183 298 $ | 399 941 $ | 3 492 $ | 0 $ | 403 433 $ |
| 13080 | Saint-Louis-du-Ha! Ha! | 15 273 $ | 1 $ | 0 $ | 0 $ | 24 401 $ | 39 675 $ | 0 $ | 0 $ | 39 675 $ |
| 13085 | Saint-Elzéar-de-Témiscouata | 2 376 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 2 376 $ | 0 $ | 0 $ | 2 376 $ |
| 13090 | Saint-Honoré-de-Témiscouata | 8 637 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 8 637 $ | 4 700 $ | 0 $ | 13 337 $ |
| 13095 | Pohénégamook | 41 146 $ | 126 119 $ | 460 $ | 0 $ | 43 107 $ | 210 832 $ | 437 $ | 0 $ | 211 269 $ |
| 13100 | Saint-Athanase | 3 668 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 3 668 $ | 0 $ | 0 $ | 3 668 $ |
| 14005 | Mont-Carmel | 7 004 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 7 004 $ | 630 $ | 0 $ | 7 634 $ |
| 14010 | Saint-Bruno-de-Kamouraska | 4 071 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 4 071 $ | 0 $ | 0 $ | 4 071 $ |
| 14018 | Saint-Pascal | 42 490 $ | 232 632 $ | 0 $ | 0 $ | 29 534 $ | 304 656 $ | 0 $ | 0 $ | 304 656 $ |
| 14025 | Sainte-Hélène-de-Kamouraska | 8 292 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 8 292 $ | 0 $ | 0 $ | 8 292 $ |
| 14030 | Saint-Joseph-de-Kamouraska | 3 513 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 3 513 $ | 0 $ | 0 $ | 3 513 $ |
| 14035 | Saint-Alexandre-de-Kamouraska | 30 985 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 40 611 $ | 71 596 $ | 569 $ | 0 $ | 72 165 $ |
| 14040 | Saint-André | 6 989 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 6 989 $ | 50 $ | 0 $ | 7 039 $ |
| 14050 | Kamouraska | 6 269 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 6 269 $ | 0 $ | 0 $ | 6 269 $ |
| 14055 | Saint-Denis-De La Bouteillerie | 4 387 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 4 387 $ | 0 $ | 0 $ | 4 387 $ |
| 14060 | Saint-Philippe-de-Néri | 8 907 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 8 907 $ | 10 795 $ | 0 $ | 19 702 $ |
| 14065 | Rivière-Ouelle | 7 023 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 38 771 $ | 45 794 $ | 0 $ | 0 $ | 45 794 $ |
| 14070 | Saint-Pacôme | 13 014 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 51 225 $ | 64 239 $ | 365 $ | 0 $ | 64 604 $ |
| 14075 | Saint-Gabriel-Lalemant | 6 929 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 6 929 $ | 0 $ | 0 $ | 6 929 $ |
| 14080 | Saint-Onésime-d'Ixworth | 4 811 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 4 811 $ | 0 $ | 0 $ | 4 811 $ |
| 14085 | La Pocatière | 32 986 $ | 322 633 $ | 369 261 $ | 0 $ | 196 968 $ | 921 848 $ | 305 446 $ | 0 $ | 1 227 294 $ |

# Compensations tenant lieu de taxes 2019

| Code org. | Nom | Écoles primaires (C) | Écoles secondaires (C) | Collégial (C) | Universitaire (C) | Santé (B) | Total Réseaux | Gouvernement (D) | Gouvernement étrangers (A) | Total compensations |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 15005 | Saint-Irénée | 6 328 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 6 328 $ | 0 $ | 0 $ | 6 328 $ |
| 15013 | La Malbaie | 72 068 $ | 247 896 $ | 24 374 $ | 0 $ | 254 048 $ | 598 386 $ | 2 887 $ | 0 $ | 601 273 $ |
| 15025 | Notre-Dame-des-Monts | 8 165 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 8 165 $ | 0 $ | 0 $ | 8 165 $ |
| 15030 | Saint-Aimé-des-Lacs | 5 905 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 5 905 $ | 0 $ | 0 $ | 5 905 $ |
| 15035 | Clermont | 41 503 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 63 016 $ | 104 519 $ | 4 196 $ | 0 $ | 108 715 $ |
| 15058 | Saint-Siméon | 13 458 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 27 903 $ | 41 361 $ | 4 594 $ | 0 $ | 45 955 $ |
| 15065 | Baie-Sainte-Catherine | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 4 139 $ | 0 $ | 4 139 $ |
| 16005 | Petite-Rivière-Saint-François | 8 908 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 8 908 $ | 904 $ | 0 $ | 9 812 $ |
| 16013 | Baie-Saint-Paul | 67 584 $ | 161 127 $ | 0 $ | 0 $ | 2 620 671 $ | 2 849 382 $ | 383 $ | 0 $ | 2 849 765 $ |
| 16023 | L'Isle-aux-Coudres | 0 $ | 18 095 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 18 095 $ | 113 $ | 0 $ | 18 208 $ |
| 16048 | Les Éboulements | 6 011 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 6 011 $ | 0 $ | 0 $ | 6 011 $ |
| 16050 | Saint-Hilarion | 7 792 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 7 792 $ | 0 $ | 0 $ | 7 792 $ |
| 16055 | Saint-Urbain | 12 234 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 12 234 $ | 0 $ | 0 $ | 12 234 $ |
| 17010 | Saint-Pamphile | 17 714 $ | 107 221 $ | 0 $ | 0 $ | 20 852 $ | 145 787 $ | 0 $ | 0 $ | 145 787 $ |
| 17020 | Saint-Marcel | 6 124 $ | 2 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 6 126 $ | 0 $ | 0 $ | 6 126 $ |
| 17025 | Sainte-Félicité | 3 480 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 3 480 $ | 0 $ | 0 $ | 3 480 $ |
| 17030 | Sainte-Perpétue | 10 938 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 41 480 $ | 52 418 $ | 630 $ | 0 $ | 53 048 $ |
| 17045 | Saint-Cyrille-de-Lessard | 6 849 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 6 849 $ | 0 $ | 0 $ | 6 849 $ |
| 17055 | Saint-Aubert | 4 813 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 4 813 $ | 0 $ | 0 $ | 4 813 $ |
| 17060 | Sainte-Louise | 7 625 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 7 625 $ | 0 $ | 0 $ | 7 625 $ |
| 17065 | Saint-Roch-des-Aulnaies | 8 658 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 8 658 $ | 30 $ | 0 $ | 8 688 $ |
| 17070 | Saint-Jean-Port-Joli | 21 074 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 110 870 $ | 131 944 $ | 1 320 $ | 0 $ | 133 264 $ |
| 17078 | L'Islet | 35 195 $ | 58 541 $ | 0 $ | 0 $ | 46 242 $ | 139 978 $ | 1 087 $ | 0 $ | 141 065 $ |
| 18005 | Saint-Just-de-Bretenières | 10 185 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 10 185 $ | 0 $ | 0 $ | 10 185 $ |
| 18015 | Saint-Fabien-de-Panet | 7 431 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 32 555 $ | 39 986 $ | 0 $ | 0 $ | 39 986 $ |
| 18020 | Sainte-Lucie-de-Beauregard | 6 748 $ | 59 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 6 807 $ | 0 $ | 0 $ | 6 807 $ |
| 18025 | Sainte-Apolline-de-Patton | 6 271 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 6 271 $ | 0 $ | 0 $ | 6 271 $ |
| 18030 | Saint-Paul-de-Montminy | 13 738 $ | 65 902 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 79 640 $ | 0 $ | 0 $ | 79 640 $ |
| 18045 | Cap-Saint-Ignace | 23 881 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 50 093 $ | 73 974 $ | 2 216 $ | 0 $ | 76 190 $ |
| 18050 | Montmagny | 118 080 $ | 350 786 $ | 0 $ | 0 $ | 537 326 $ | 1 006 192 $ | 3 377 $ | 0 $ | 1 009 569 $ |
| 18055 | Saint-Pierre/Rivière-du-Sud | 13 270 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 13 270 $ | 0 $ | 0 $ | 13 270 $ |
| 18060 | Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud | 18 605 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 18 605 $ | 0 $ | 0 $ | 18 605 $ |
| 18065 | Berthier-sur-Mer | 8 385 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 8 385 $ | 0 $ | 0 $ | 8 385 $ |
| 18070 | Saint-Antoine/l'Isle-aux-Grues | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 859 $ | 859 $ | 4 377 $ | 0 $ | 5 236 $ |
| 19005 | Saint-Philémon | 8 692 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 8 692 $ | 0 $ | 0 $ | 8 692 $ |

# Compensations tenant lieu de taxes 2019

| Code org. | Nom | Écoles primaires (C) | Écoles secondaires (C) | Collégial (C) | Universitaire (C) | Santé (B) | Total Réseaux | Gouvernement (D) | Gouvernement étrangers (A) | Total compensations |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 19010 | N-Dame-Auxiliatrice-Buckland | 8 189 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 8 189 $ | 38 $ | 0 $ | 8 227 $ |
| 19020 | Saint-Léon-de-Standon | 11 515 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 11 515 $ | 0 $ | 0 $ | 11 515 $ |
| 19025 | Saint-Malachie | 7 487 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 7 487 $ | 0 $ | 0 $ | 7 487 $ |
| 19030 | Saint-Damien-de-Buckland | 57 906 $ | 78 778 $ | 0 $ | 0 $ | 2 694 $ | 139 378 $ | 0 $ | 0 $ | 139 378 $ |
| 19037 | Armagh | 9 722 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 9 722 $ | 0 $ | 0 $ | 9 722 $ |
| 19045 | Saint-Nérée-de-Bellechasse | 11 688 $ | 551 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 12 239 $ | 0 $ | 0 $ | 12 239 $ |
| 19050 | Saint-Lazare-de-Bellechasse | 13 198 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 13 198 $ | 0 $ | 0 $ | 13 198 $ |
| 19055 | Sainte-Claire | 31 152 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 39 706 $ | 70 858 $ | 27 $ | 0 $ | 70 885 $ |
| 19062 | Saint-Anselme | 34 300 $ | 111 766 $ | 0 $ | 0 $ | 33 811 $ | 179 877 $ | 0 $ | 0 $ | 179 877 $ |
| 19068 | Saint-Henri | 35 204 $ | 20 162 $ | 0 $ | 0 $ | 4 094 $ | 59 460 $ | 0 $ | 0 $ | 59 460 $ |
| 19075 | Saint-Gervais | 18 296 $ | 17 883 $ | 0 $ | 0 $ | 24 814 $ | 60 993 $ | 0 $ | 0 $ | 60 993 $ |
| 19082 | Saint-Raphaël | 19 105 $ | 11 958 $ | 0 $ | 0 $ | 32 368 $ | 63 431 $ | 0 $ | 0 $ | 63 431 $ |
| 19090 | La Durantaye | 9 120 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 9 120 $ | 13 $ | 0 $ | 9 133 $ |
| 19097 | Saint-Charles-de-Bellechasse | 15 712 $ | 43 806 $ | 0 $ | 0 $ | 3 587 $ | 63 105 $ | 0 $ | 0 $ | 63 105 $ |
| 19105 | Beaumont | 15 951 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 3 005 $ | 18 956 $ | 0 $ | 0 $ | 18 956 $ |
| 19110 | Saint-Michel-de-Bellechasse | 8 744 $ | 24 140 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 32 884 $ | 12 868 $ | 0 $ | 45 752 $ |
| 19117 | Saint-Vallier | 7 970 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 7 970 $ | 0 $ | 0 $ | 7 970 $ |
| 20020 | Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans | 7 560 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 7 560 $ | 0 $ | 0 $ | 7 560 $ |
| 20025 | Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans | 8 838 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 28 956 $ | 37 794 $ | 0 $ | 0 $ | 37 794 $ |
| 21005 | Saint-Tite-des-Caps | 6 548 $ | 9 120 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 15 668 $ | 0 $ | 0 $ | 15 668 $ |
| 21010 | Saint-Ferréol-les-Neiges | 10 714 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 10 714 $ | 0 $ | 0 $ | 10 714 $ |
| 21020 | Saint-Joachim | 8 263 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 8 263 $ | 0 $ | 0 $ | 8 263 $ |
| 21025 | Beaupré | 15 185 $ | 87 966 $ | 0 $ | 0 $ | 310 837 $ | 413 988 $ | 585 $ | 0 $ | 414 573 $ |
| 21030 | Sainte-Anne-de-Beaupré | 16 565 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 16 565 $ | 1 521 $ | 0 $ | 18 086 $ |
| 21035 | Château-Richer | 21 841 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 21 841 $ | 654 $ | 0 $ | 22 495 $ |
| 21040 | L'Ange-Gardien | 27 983 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 16 200 $ | 44 183 $ | 196 $ | 0 $ | 44 379 $ |
| 21045 | Boischatel | 23 036 $ | 36 223 $ | 0 $ | 0 $ | 6 728 $ | 65 987 $ | 198 $ | 0 $ | 66 185 $ |
| 22005 | Ste-Catherine-de-la-Jacques-Cartier | 123 975 $ | 85 185 $ | 0 $ | 0 $ | 17 514 $ | 226 674 $ | 1 755 $ | 0 $ | 228 429 $ |
| 22015 | Lac-Saint-Joseph | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 612 $ | 0 $ | 612 $ |
| 22020 | Shannon | 86 082 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 86 082 $ | 0 $ | 0 $ | 86 082 $ |
| 22025 | Saint-Gabriel-de-Valcartier | 10 787 $ | 23 863 $ | 0 $ | 0 $ | 861 $ | 35 511 $ | 245 $ | 0 $ | 35 756 $ |
| 22035 | Stoneham-et-Tewkesbury | 54 651 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 3 655 $ | 58 306 $ | 33 354 $ | 0 $ | 91 660 $ |
| 22040 | Lac-Beauport | 70 169 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 23 414 $ | 93 583 $ | 0 $ | 0 $ | 93 583 $ |
| 22045 | Sainte-Brigitte-de-Laval | 94 120 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 8 058 $ | 102 178 $ | 0 $ | 0 $ | 102 178 $ |
| 23027 | Québec | 6 159 219 $ | 8 636 623 $ | 4 301 497 $ | 15 690 935 $ | 19 768 332 $ | 54 556 606 $ | 4 869 011 $ | 0 $ | 59 425 617 $ |

# Compensations tenant lieu de taxes 2019

| Code org. | Nom | Écoles primaires (C) | Écoles secondaires (C) | Collégial (C) | Universitaire (C) | Santé (B) | Total Réseaux | Gouvernement (D) | Gouvernement étrangers (A) | Total compensations |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 23057 | L'Ancienne-Lorette | 133 427 $ | 181 167 $ | 0 $ | 0 $ | 18 899 $ | 333 493 $ | 5 469 $ | 0 $ | 338 962 $ |
| 23072 | Saint-Augustin-de-Desmaures | 188 793 $ | 317 591 $ | 590 500 $ | 95 322 $ | 33 314 $ | 1 225 520 $ | 38 417 $ | 0 $ | 1 263 937 $ |
| 25213 | Lévis | 946 373 $ | 1 555 569 $ | 623 597 $ | 280 417 $ | 2 378 965 $ | 5 784 921 $ | 101 774 $ | 0 $ | 5 886 695 $ |
| 26005 | Frampton | 6 330 $ | 2 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 6 332 $ | 0 $ | 0 $ | 6 332 $ |
| 26010 | Saints-Anges | 8 509 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 8 509 $ | 20 $ | 0 $ | 8 529 $ |
| 26015 | Vallée-Jonction | 10 927 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 13 749 $ | 24 676 $ | 5 477 $ | 0 $ | 30 153 $ |
| 26022 | Saint-Elzéar | 15 958 $ | 606 $ | 0 $ | 2 511 $ | 9 574 $ | 28 649 $ | 0 $ | 0 $ | 28 649 $ |
| 26030 | Sainte-Marie | 95 484 $ | 211 163 $ | 0 $ | 0 $ | 180 184 $ | 486 831 $ | 10 938 $ | 0 $ | 497 769 $ |
| 26035 | Sainte-Marguerite | 10 837 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 10 837 $ | 0 $ | 0 $ | 10 837 $ |
| 26040 | Sainte-Hénédine | 6 224 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 22 942 $ | 29 166 $ | 1 774 $ | 0 $ | 30 940 $ |
| 26048 | Scott | 13 151 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 13 151 $ | 6 938 $ | 0 $ | 20 089 $ |
| 26055 | Saint-Bernard | 16 038 $ | 67 $ | 0 $ | 0 $ | 7 681 $ | 23 786 $ | 0 $ | 0 $ | 23 786 $ |
| 26063 | Saint-Isidore | 12 520 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 25 643 $ | 38 163 $ | 4 137 $ | 0 $ | 42 300 $ |
| 26070 | Saint-Lambert-de-Lauzon | 43 986 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 16 481 $ | 60 467 $ | 15 756 $ | 0 $ | 76 223 $ |
| 27008 | Saint-Victor | 24 937 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 3 903 $ | 28 840 $ | 0 $ | 0 $ | 28 840 $ |
| 27028 | Beauceville | 69 171 $ | 160 351 $ | 0 $ | 0 $ | 251 257 $ | 480 779 $ | 632 $ | 0 $ | 481 411 $ |
| 27035 | Saint-Odilon-de-Cranbourne | 13 311 $ | 136 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 13 447 $ | 67 $ | 0 $ | 13 514 $ |
| 27043 | Saint-Joseph-de-Beauce | 46 825 $ | 151 042 $ | 0 $ | 0 $ | 29 886 $ | 227 753 $ | 771 $ | 0 $ | 228 524 $ |
| 27060 | Tring-Jonction | 10 256 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 10 256 $ | 6 056 $ | 0 $ | 16 312 $ |
| 27065 | Saint-Frédéric | 9 391 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 9 976 $ | 19 367 $ | 1 490 $ | 0 $ | 20 857 $ |
| 27070 | Saint-Séverin | 24 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 24 $ | 0 $ | 0 $ | 24 $ |
| 28005 | Saint-Zacharie | 12 467 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 12 467 $ | 0 $ | 0 $ | 12 467 $ |
| 28015 | Sainte-Aurélie | 4 072 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 4 072 $ | 0 $ | 0 $ | 4 072 $ |
| 28020 | Saint-Prosper | 23 288 $ | 115 724 $ | 0 $ | 0 $ | 39 477 $ | 178 489 $ | 0 $ | 0 $ | 178 489 $ |
| 28025 | Saint-Benjamin | 4 220 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 4 220 $ | 1 927 $ | 0 $ | 6 147 $ |
| 28030 | Sainte-Rose-de-Watford | 8 189 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 8 189 $ | 873 $ | 0 $ | 9 062 $ |
| 28035 | Saint-Louis-de-Gonzague | 0 $ | 18 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 18 $ | 0 $ | 0 $ | 18 $ |
| 28040 | Saint-Cyprien | 6 213 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 6 213 $ | 0 $ | 0 $ | 6 213 $ |
| 28045 | Sainte-Justine | 5 533 $ | 44 258 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 49 791 $ | 1 308 $ | 0 $ | 51 099 $ |
| 28053 | Lac-Etchemin | 29 855 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 219 608 $ | 249 463 $ | 1 439 $ | 0 $ | 250 902 $ |
| 28070 | Saint-Camille-de-Lellis | 12 273 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 12 273 $ | 885 $ | 0 $ | 13 158 $ |
| 28075 | Saint-Magloire | 12 291 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 12 291 $ | 0 $ | 0 $ | 12 291 $ |
| 29005 | Saint-Théophile | 5 285 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 5 285 $ | 2 650 $ | 0 $ | 7 935 $ |
| 29013 | Saint-Gédéon-de-Beauce | 14 951 $ | 9 $ | 0 $ | 0 $ | 5 072 $ | 20 032 $ | 0 $ | 0 $ | 20 032 $ |
| 29025 | Saint-Évariste-de-Forsyth | 0 $ | 4 776 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 4 776 $ | 0 $ | 0 $ | 4 776 $ |

# Compensations tenant lieu de taxes 2019

| Code org. | Nom | Écoles primaires (C) | Écoles secondaires (C) | Collégial (C) | Universitaire (C) | Santé (B) | Total Réseaux | Gouvernement (D) | Gouvernement étrangers (A) | Total compensations |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 29030 | La Guadeloupe | 20 412 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 36 648 $ | 57 060 $ | 0 $ | 0 $ | 57 060 $ |
| 29038 | Saint-Honoré-de-Shenley | 11 694 $ | 5 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 11 699 $ | 0 $ | 0 $ | 11 699 $ |
| 29045 | Saint-Martin | 31 736 $ | 110 603 $ | 0 $ | 0 $ | 7 549 $ | 149 888 $ | 0 $ | 0 $ | 149 888 $ |
| 29057 | Saint-Côme--Linière | 16 134 $ | 15 $ | 0 $ | 0 $ | 4 387 $ | 20 536 $ | 0 $ | 0 $ | 20 536 $ |
| 29073 | Saint-Georges | 304 065 $ | 557 186 $ | 326 759 $ | 0 $ | 578 698 $ | 1 766 708 $ | 20 752 $ | 0 $ | 1 787 460 $ |
| 29100 | Saint-Benoît-Labre | 7 238 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 7 238 $ | 0 $ | 0 $ | 7 238 $ |
| 29112 | Saint-Éphrem-de-Beauce | 24 170 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 24 170 $ | 0 $ | 0 $ | 24 170 $ |
| 29120 | Notre-Dame-des-Pins | 10 535 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 10 535 $ | 1 242 $ | 0 $ | 11 777 $ |
| 30005 | Saint-Augustin-de-Woburn | 6 401 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 6 401 $ | 0 $ | 0 $ | 6 401 $ |
| 30010 | Notre-Dame-des-Bois | 6 202 $ | 2 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 6 204 $ | 0 $ | 0 $ | 6 204 $ |
| 30015 | Val-Racine | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 103 $ | 0 $ | 103 $ |
| 30025 | Frontenac | 0 $ | 41 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 41 $ | 0 $ | 0 $ | 41 $ |
| 30030 | Lac-Mégantic | 67 735 $ | 187 186 $ | 0 $ | 0 $ | 283 902 $ | 538 823 $ | 48 $ | 0 $ | 538 871 $ |
| 30045 | Nantes | 7 504 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 7 504 $ | 0 $ | 0 $ | 7 504 $ |
| 30050 | Sainte-Cécile-de-Whitton | 7 324 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 7 324 $ | 0 $ | 0 $ | 7 324 $ |
| 30055 | Audet | 7 583 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 7 583 $ | 0 $ | 0 $ | 7 583 $ |
| 30070 | Saint-Robert-Bellarmin | 7 342 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 7 342 $ | 0 $ | 0 $ | 7 342 $ |
| 30072 | Saint-Ludger | 7 796 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 7 796 $ | 0 $ | 0 $ | 7 796 $ |
| 30080 | Lac-Drolet | 8 063 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 8 063 $ | 0 $ | 0 $ | 8 063 $ |
| 30085 | Saint-Sébastien | 8 999 $ | 47 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 9 046 $ | 0 $ | 0 $ | 9 046 $ |
| 30090 | Courcelles | 8 378 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 8 378 $ | 0 $ | 0 $ | 8 378 $ |
| 30095 | Lambton | 7 972 $ | 2 $ | 0 $ | 0 $ | 14 751 $ | 22 725 $ | 41 $ | 0 $ | 22 766 $ |
| 30100 | Saint-Romain | 0 $ | 12 225 $ | 0 $ | 0 $ | 2 949 $ | 15 174 $ | 0 $ | 0 $ | 15 174 $ |
| 30105 | Stornoway | 6 696 $ | 14 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 6 710 $ | 3 476 $ | 0 $ | 10 186 $ |
| 30110 | Stratford | 6 412 $ | 2 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 6 414 $ | 715 $ | 0 $ | 7 129 $ |
| 31008 | Beaulac-Garthby | 4 901 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 4 901 $ | 0 $ | 0 $ | 4 901 $ |
| 31015 | Disraeli | 24 792 $ | 170 163 $ | 0 $ | 0 $ | 78 011 $ | 272 966 $ | 0 $ | 0 $ | 272 966 $ |
| 31020 | Disraeli | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 1 037 $ | 0 $ | 1 037 $ |
| 31025 | Saint-Jacques/Wolfestown | 12 $ | 27 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 39 $ | 0 $ | 0 $ | 39 $ |
| 31045 | Saint-Joseph-de-Coleraine | 11 994 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 11 994 $ | 763 $ | 0 $ | 12 757 $ |
| 31050 | Sainte-Praxède | 0 $ | 43 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 43 $ | 24 912 $ | 0 $ | 24 955 $ |
| 31056 | Adstock | 7 718 $ | 3 200 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 10 918 $ | 23 899 $ | 0 $ | 34 817 $ |
| 31060 | Sainte-Clotilde-de-Beauce | 6 325 $ | 38 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 6 363 $ | 0 $ | 0 $ | 6 363 $ |
| 31084 | Thetford Mines | 213 815 $ | 706 736 $ | 472 520 $ | 0 $ | 760 521 $ | 2 153 592 $ | 18 917 $ | 0 $ | 2 172 509 $ |
| 31095 | Saint-Adrien-d'Irlande | 0 $ | 12 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 12 $ | 0 $ | 0 $ | 12 $ |

# Compensations tenant lieu de taxes 2019

| Code org. | Nom | Écoles primaires (C) | Écoles secondaires (C) | Collégial (C) | Universitaire (C) | Santé (B) | Total Réseaux | Gouvernement (D) | Gouvernement étrangers (A) | Total compensations |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 31100 | Saint-Jean-de-Brébeuf | 0 $ | 10 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 10 $ | 0 $ | 0 $ | 10 $ |
| 31105 | Kinnear's Mills | 2 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 2 $ | 0 $ | 0 $ | 2 $ |
| 31122 | East Broughton | 21 884 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 32 704 $ | 54 588 $ | 0 $ | 0 $ | 54 588 $ |
| 31130 | Sacré-Coeur-de-Jésus | 0 $ | 33 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 33 $ | 626 $ | 0 $ | 659 $ |
| 31135 | Saint-Pierre-de-Broughton | 6 767 $ | 71 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 6 838 $ | 286 $ | 0 $ | 7 124 $ |
| 31140 | Saint-Jacques-de-Leeds | 7 143 $ | 61 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 7 204 $ | 0 $ | 0 $ | 7 204 $ |
| 32013 | Saint-Ferdinand | 10 811 $ | 7 $ | 0 $ | 0 $ | 36 406 $ | 47 224 $ | 171 $ | 0 $ | 47 395 $ |
| 32023 | Sainte-Sophie-d'Halifax | 4 619 $ | 3 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 4 622 $ | 0 $ | 0 $ | 4 622 $ |
| 32033 | Princeville | 48 955 $ | 3 425 $ | 0 $ | 0 $ | 10 265 $ | 62 645 $ | 122 $ | 0 $ | 62 767 $ |
| 32040 | Plessisville | 33 601 $ | 192 143 $ | 0 $ | 0 $ | 111 845 $ | 337 589 $ | 0 $ | 0 $ | 337 589 $ |
| 32045 | Plessisville | 8 253 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 8 253 $ | 0 $ | 0 $ | 8 253 $ |
| 32050 | Saint-Pierre-Baptiste | 4 314 $ | 11 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 4 325 $ | 0 $ | 0 $ | 4 325 $ |
| 32058 | Inverness | 4 960 $ | 49 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 5 009 $ | 0 $ | 0 $ | 5 009 $ |
| 32065 | Lyster | 4 929 $ | 12 $ | 0 $ | 0 $ | 15 897 $ | 20 838 $ | 0 $ | 0 $ | 20 838 $ |
| 32072 | Laurierville | 6 528 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 6 528 $ | 0 $ | 0 $ | 6 528 $ |
| 32080 | Notre-Dame-de-Lourdes | 3 645 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 3 645 $ | 0 $ | 0 $ | 3 645 $ |
| 32085 | Villeroy | 2 296 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 2 296 $ | 0 $ | 0 $ | 2 296 $ |
| 33007 | Saint-Sylvestre | 8 824 $ | 87 $ | 0 $ | 0 $ | 11 351 $ | 20 262 $ | 0 $ | 0 $ | 20 262 $ |
| 33017 | Sainte-Agathe-de-Lotbinière | 6 364 $ | 5 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 6 369 $ | 0 $ | 0 $ | 6 369 $ |
| 33025 | Saint-Patrice-de-Beaurivage | 13 900 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 13 900 $ | 0 $ | 0 $ | 13 900 $ |
| 33030 | Saint-Narcisse-de-Beaurivage | 9 345 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 9 345 $ | 0 $ | 0 $ | 9 345 $ |
| 33035 | Saint-Gilles | 16 794 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 786 $ | 17 580 $ | 0 $ | 0 $ | 17 580 $ |
| 33040 | Dosquet | 4 053 $ | 45 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 4 098 $ | 0 $ | 0 $ | 4 098 $ |
| 33045 | Saint-Agapit | 24 471 $ | 109 367 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 133 838 $ | 0 $ | 0 $ | 133 838 $ |
| 33052 | Saint-Flavien | 4 292 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 13 695 $ | 17 987 $ | 0 $ | 0 $ | 17 987 $ |
| 33060 | Laurier-Station | 20 482 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 57 160 $ | 77 642 $ | 0 $ | 0 $ | 77 642 $ |
| 33065 | Saint-Janvier-de-Joly | 5 699 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 5 699 $ | 0 $ | 0 $ | 5 699 $ |
| 33070 | Val-Alain | 6 565 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 6 565 $ | 0 $ | 0 $ | 6 565 $ |
| 33080 | Saint-Édouard-de-Lotbinière | 5 361 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 5 361 $ | 0 $ | 0 $ | 5 361 $ |
| 33090 | Saint-Apollinaire | 17 623 $ | 22 001 $ | 0 $ | 0 $ | 18 757 $ | 58 381 $ | 0 $ | 0 $ | 58 381 $ |
| 33095 | Saint-Antoine-de-Tilly | 8 264 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 8 264 $ | 59 $ | 0 $ | 8 323 $ |
| 33102 | Sainte-Croix | 11 866 $ | 131 071 $ | 5 690 $ | 0 $ | 27 364 $ | 175 991 $ | 0 $ | 0 $ | 175 991 $ |
| 33115 | Lotbinière | 2 444 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 2 444 $ | 0 $ | 0 $ | 2 444 $ |
| 33123 | Leclercville | 2 845 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 2 845 $ | 0 $ | 0 $ | 2 845 $ |
| 34007 | Neuville | 24 668 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 10 212 $ | 34 880 $ | 0 $ | 0 $ | 34 880 $ |

# Compensations tenant lieu de taxes 2019

| Code org. | Nom | Écoles primaires (C) | Écoles secondaires (C) | Collégial (C) | Universitaire (C) | Santé (B) | Total Réseaux | Gouvernement (D) | Gouvernement étrangers (A) | Total compensations |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 34017 | Pont-Rouge | 66 743 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 89 542 $ | 156 285 $ | 0 $ | 0 $ | 156 285 $ |
| 34025 | Donnacona | 67 976 $ | 236 850 $ | 0 $ | 0 $ | 134 067 $ | 438 893 $ | 0 $ | 0 $ | 438 893 $ |
| 34030 | Cap-Santé | 30 380 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 9 538 $ | 39 918 $ | 0 $ | 0 $ | 39 918 $ |
| 34038 | Saint-Basile | 10 701 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 10 701 $ | 25 $ | 0 $ | 10 726 $ |
| 34048 | Portneuf | 15 026 $ | 4 $ | 0 $ | 0 $ | 6 932 $ | 21 962 $ | 142 $ | 0 $ | 22 104 $ |
| 34058 | Deschambault-Grondines | 7 531 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 7 531 $ | 66 112 $ | 0 $ | 73 643 $ |
| 34065 | Saint-Marc-des-Carrières | 21 360 $ | 89 280 $ | 0 $ | 0 $ | 84 387 $ | 195 027 $ | 0 $ | 0 $ | 195 027 $ |
| 34078 | Saint-Casimir | 16 411 $ | 21 $ | 0 $ | 0 $ | 63 448 $ | 79 880 $ | 0 $ | 0 $ | 79 880 $ |
| 34090 | Saint-Ubalde | 8 147 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 8 147 $ | 90 $ | 0 $ | 8 237 $ |
| 34097 | Saint-Alban | 3 219 $ | 5 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 3 224 $ | 0 $ | 0 $ | 3 224 $ |
| 34115 | Saint-Léonard-de-Portneuf | 3 372 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 3 372 $ | 1 651 $ | 0 $ | 5 023 $ |
| 34128 | Saint-Raymond | 40 046 $ | 102 758 $ | 0 $ | 0 $ | 128 260 $ | 271 064 $ | 5 073 $ | 0 $ | 276 137 $ |
| 34135 | Rivière-à-Pierre | 7 575 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 7 575 $ | 1 103 $ | 0 $ | 8 678 $ |
| 35005 | Notre-Dame-de-Montauban | 12 597 $ | 9 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 12 606 $ | 0 $ | 0 $ | 12 606 $ |
| 35010 | Lac-aux-Sables | 10 036 $ | 2 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 10 038 $ | 7 735 $ | 0 $ | 17 773 $ |
| 35015 | Saint-Adelphe | 7 369 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 7 369 $ | 0 $ | 0 $ | 7 369 $ |
| 35020 | Saint-Séverin | 7 605 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 7 605 $ | 0 $ | 0 $ | 7 605 $ |
| 35027 | Saint-Tite | 16 186 $ | 170 670 $ | 0 $ | 0 $ | 52 401 $ | 239 257 $ | 0 $ | 0 $ | 239 257 $ |
| 35035 | Hérouxville | 7 791 $ | 42 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 7 833 $ | 0 $ | 0 $ | 7 833 $ |
| 35040 | Grandes-Piles | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 24 802 $ | 0 $ | 24 802 $ |
| 35050 | Sainte-Thècle | 21 909 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 26 993 $ | 48 902 $ | 0 $ | 0 $ | 48 902 $ |
| 35055 | Trois-Rives | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 1 316 $ | 0 $ | 1 316 $ |
| 36033 | Shawinigan | 537 921 $ | 896 081 $ | 452 518 $ | 0 $ | 1 400 882 $ | 3 287 402 $ | 13 352 $ | 0 $ | 3 300 754 $ |
| 37067 | Trois-Rivières | 1 348 360 $ | 2 222 937 $ | 1 280 584 $ | 2 533 993 $ | 3 529 277 $ | 10 915 151 $ | 58 632 $ | 0 $ | 10 973 783 $ |
| 37205 | Sainte-Anne-de-la-Pérade | 16 855 $ | 25 $ | 0 $ | 0 $ | 30 211 $ | 47 091 $ | 973 $ | 0 $ | 48 064 $ |
| 37210 | Batiscan | 3 813 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 3 813 $ | 0 $ | 0 $ | 3 813 $ |
| 37215 | Sainte-Geneviève-de-Batiscan | 4 737 $ | 51 057 $ | 0 $ | 0 $ | 29 731 $ | 85 525 $ | 0 $ | 0 $ | 85 525 $ |
| 37220 | Champlain | 4 482 $ | 0 $ | 926 $ | 0 $ | 0 $ | 5 408 $ | 0 $ | 0 $ | 5 408 $ |
| 37230 | Saint-Maurice | 11 302 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 5 956 $ | 17 258 $ | 140 $ | 0 $ | 17 398 $ |
| 37235 | Notre-Dame-du-Mont-Carmel | 15 368 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 8 566 $ | 23 934 $ | 0 $ | 0 $ | 23 934 $ |
| 37240 | Saint-Narcisse | 19 480 $ | 7 $ | 0 $ | 0 $ | 22 594 $ | 42 081 $ | 0 $ | 0 $ | 42 081 $ |
| 37245 | Saint-Stanislas | 10 234 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 10 234 $ | 0 $ | 0 $ | 10 234 $ |
| 38005 | Saint-Sylvère | 151 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 1 157 $ | 1 308 $ | 0 $ | 0 $ | 1 308 $ |
| 38010 | Bécancour | 63 409 $ | 1 $ | 0 $ | 0 $ | 9 119 $ | 72 529 $ | 9 000 $ | 0 $ | 81 529 $ |
| 38015 | Sainte-Marie-de-Blandford | 0 $ | 3 938 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 3 938 $ | 0 $ | 0 $ | 3 938 $ |

# Compensations tenant lieu de taxes 2019

| Code org. | Nom | Écoles primaires (C) | Écoles secondaires (C) | Collégial (C) | Universitaire (C) | Santé (B) | Total Réseaux | Gouvernement (D) | Gouvernement étrangers (A) | Total compensations |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 38028 | Manseau | 6 202 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 6 202 $ | 0 $ | 0 $ | 6 202 $ |
| 38040 | Sainte-Sophie-de-Lévrard | 9 401 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 3 491 $ | 12 892 $ | 0 $ | 0 $ | 12 892 $ |
| 38047 | Fortierville | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 50 443 $ | 50 443 $ | 0 $ | 0 $ | 50 443 $ |
| 38055 | Parisville | 0 $ | 67 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 67 $ | 0 $ | 0 $ | 67 $ |
| 38060 | Sainte-Cécile-de-Lévrard | 5 963 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 5 963 $ | 0 $ | 0 $ | 5 963 $ |
| 38065 | Saint-Pierre-les-Becquets | 7 681 $ | 81 991 $ | 0 $ | 0 $ | 18 645 $ | 108 317 $ | 0 $ | 0 $ | 108 317 $ |
| 38070 | Deschaillons-sur-Saint-Laurent | 16 442 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 6 952 $ | 23 394 $ | 0 $ | 0 $ | 23 394 $ |
| 39010 | Ham-Nord | 5 311 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 5 311 $ | 0 $ | 0 $ | 5 311 $ |
| 39025 | Tingwick | 7 490 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 7 490 $ | 218 $ | 0 $ | 7 708 $ |
| 39030 | Chesterville | 11 121 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 11 121 $ | 0 $ | 0 $ | 11 121 $ |
| 39035 | Sainte-Hélène-de-Chester | 0 $ | 3 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 3 $ | 0 $ | 0 $ | 3 $ |
| 39043 | Saint-Norbert-d'Arthabaska | 9 348 $ | 1 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 9 349 $ | 0 $ | 0 $ | 9 349 $ |
| 39062 | Victoriaville | 463 740 $ | 893 820 $ | 694 495 $ | 0 $ | 1 193 927 $ | 3 245 982 $ | 23 526 $ | 0 $ | 3 269 508 $ |
| 39077 | Warwick | 32 292 $ | 67 415 $ | 0 $ | 0 $ | 33 291 $ | 132 998 $ | 1 $ | 0 $ | 132 999 $ |
| 39085 | Saint-Albert | 4 008 $ | 2 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 4 010 $ | 11 $ | 0 $ | 4 021 $ |
| 39097 | Kingsey Falls | 14 620 $ | 9 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 14 629 $ | 0 $ | 0 $ | 14 629 $ |
| 39117 | Sainte-Clotilde-de-Horton | 7 381 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 7 381 $ | 0 $ | 0 $ | 7 381 $ |
| 39130 | Saint-Samuel | 2 886 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 2 886 $ | 0 $ | 0 $ | 2 886 $ |
| 39135 | Saint-Valère | 6 648 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 6 648 $ | 0 $ | 0 $ | 6 648 $ |
| 39145 | Saint-Rosaire | 7 857 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 7 857 $ | 0 $ | 0 $ | 7 857 $ |
| 39152 | Daveluyville | 24 250 $ | 22 154 $ | 0 $ | 0 $ | 2 595 $ | 48 999 $ | 1 974 $ | 0 $ | 50 973 $ |
| 39170 | Saint-Louis-de-Blandford | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ |
| 40010 | Saint-Adrien | 5 003 $ | 4 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 5 007 $ | 0 $ | 0 $ | 5 007 $ |
| 40017 | Wotton | 8 980 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 5 076 $ | 14 056 $ | 0 $ | 0 $ | 14 056 $ |
| 40025 | Saint-Camille | 3 878 $ | 4 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 3 882 $ | 0 $ | 0 $ | 3 882 $ |
| 40032 | Saint-Georges-de-Windsor | 8 082 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 8 082 $ | 0 $ | 0 $ | 8 082 $ |
| 40043 | Asbestos | 60 110 $ | 107 435 $ | 0 $ | 0 $ | 194 987 $ | 362 532 $ | 0 $ | 0 $ | 362 532 $ |
| 40047 | Danville | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 572 $ | 0 $ | 572 $ |
| 41012 | Saint-Isidore-de-Clifton | 6 901 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 6 901 $ | 0 $ | 0 $ | 6 901 $ |
| 41027 | La Patrie | 8 788 $ | 0 $ | 0 $ | 5 649 $ | 4 299 $ | 18 736 $ | 2 103 $ | 0 $ | 20 839 $ |
| 41038 | Cookshire-Eaton | 34 768 $ | 835 $ | 0 $ | 5 282 $ | 7 840 $ | 48 725 $ | 0 $ | 0 $ | 48 725 $ |
| 41055 | Ascot Corner | 11 405 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 4 265 $ | 15 670 $ | 3 245 $ | 0 $ | 18 915 $ |
| 41060 | East Angus | 52 665 $ | 136 110 $ | 0 $ | 0 $ | 262 034 $ | 450 809 $ | 20 600 $ | 0 $ | 471 409 $ |
| 41070 | Bury | 3 870 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 3 870 $ | 0 $ | 0 $ | 3 870 $ |
| 41080 | Scotstown | 5 468 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 5 468 $ | 227 $ | 0 $ | 5 695 $ |

# Compensations tenant lieu de taxes 2019

| Code org. | Nom | Écoles primaires (C) | Écoles secondaires (C) | Collégial (C) | Universitaire (C) | Santé (B) | Total Réseaux | Gouvernement (D) | Gouvernement étrangers (A) | Total compensations |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 41098 | Weedon | 10 532 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 48 245 $ | 58 777 $ | 10 646 $ | 0 $ | 69 423 $ |
| 41117 | Dudswell | 4 351 $ | 5 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 4 356 $ | 2 763 $ | 0 $ | 7 119 $ |
| 42005 | Stoke | 17 716 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 1 759 $ | 19 475 $ | 0 $ | 0 $ | 19 475 $ |
| 42020 | Saint-François-Xavier-Brompton | 7 410 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 7 410 $ | 0 $ | 0 $ | 7 410 $ |
| 42025 | Saint-Denis-de-Brompton | 20 230 $ | 65 $ | 0 $ | 0 $ | 4 148 $ | 24 443 $ | 189 $ | 0 $ | 24 632 $ |
| 42032 | Racine | 3 589 $ | 9 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 3 598 $ | 0 $ | 0 $ | 3 598 $ |
| 42040 | Bonsecours | 3 794 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 3 794 $ | 0 $ | 0 $ | 3 794 $ |
| 42045 | Lawrenceville | 3 694 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 3 694 $ | 0 $ | 0 $ | 3 694 $ |
| 42050 | Sainte-Anne-de-la-Rochelle | 5 151 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 5 151 $ | 0 $ | 0 $ | 5 151 $ |
| 42055 | Valcourt | 31 613 $ | 36 334 $ | 0 $ | 0 $ | 47 852 $ | 115 799 $ | 0 $ | 0 $ | 115 799 $ |
| 42060 | Valcourt | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 245 $ | 0 $ | 245 $ |
| 42075 | Melbourne | 18 $ | 18 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 36 $ | 0 $ | 0 $ | 36 $ |
| 42088 | Windsor | 42 631 $ | 153 331 $ | 0 $ | 0 $ | 74 629 $ | 270 591 $ | 393 $ | 0 $ | 270 984 $ |
| 42098 | Richmond | 64 046 $ | 91 706 $ | 0 $ | 0 $ | 73 897 $ | 229 649 $ | 683 $ | 0 $ | 230 332 $ |
| 42100 | Saint-Claude | 6 296 $ | 8 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 6 304 $ | 0 $ | 0 $ | 6 304 $ |
| 42110 | Cleveland | 0 $ | 3 407 $ | 0 $ | 0 $ | 12 018 $ | 15 425 $ | 0 $ | 0 $ | 15 425 $ |
| 43027 | Sherbrooke | 1 252 274 $ | 2 385 542 $ | 1 210 190 $ | 6 441 157 $ | 5 347 920 $ | 16 637 083 $ | 39 240 $ | 0 $ | 16 676 323 $ |
| 44003 | Saint-Malo | 4 690 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 4 690 $ | 0 $ | 0 $ | 4 690 $ |
| 44005 | Saint-Venant-de-Paquette | 0 $ | 14 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 14 $ | 0 $ | 0 $ | 14 $ |
| 44010 | East Hereford | 2 675 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 2 675 $ | 0 $ | 0 $ | 2 675 $ |
| 44015 | Saint-Herménégilde | 0 $ | 1 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 1 $ | 82 $ | 0 $ | 83 $ |
| 44023 | Dixville | 6 334 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 9 980 $ | 16 314 $ | 0 $ | 0 $ | 16 314 $ |
| 44037 | Coaticook | 58 823 $ | 250 191 $ | 0 $ | 0 $ | 123 333 $ | 432 347 $ | 84 221 $ | 0 $ | 516 568 $ |
| 44055 | Sainte-Edwidge-de-Clifton | 4 360 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 4 360 $ | 0 $ | 0 $ | 4 360 $ |
| 44060 | Martinville | 3 286 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 3 286 $ | 0 $ | 0 $ | 3 286 $ |
| 44071 | Compton | 11 219 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 1 749 $ | 12 968 $ | 0 $ | 0 $ | 12 968 $ |
| 44080 | Waterville | 18 369 $ | 71 398 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 89 767 $ | 0 $ | 0 $ | 89 767 $ |
| 45008 | Stanstead | 42 096 $ | 132 030 $ | 0 $ | 0 $ | 2 795 $ | 176 921 $ | 0 $ | 0 $ | 176 921 $ |
| 45025 | Stanstead | 2 $ | 598 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 600 $ | 0 $ | 0 $ | 600 $ |
| 45030 | Potton | 7 027 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 7 027 $ | 0 $ | 0 $ | 7 027 $ |
| 45035 | Ayer's Cliff | 9 582 $ | 31 043 $ | 0 $ | 0 $ | 2 539 $ | 43 164 $ | 286 $ | 0 $ | 43 450 $ |
| 45043 | Hatley | 0 $ | 136 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 136 $ | 0 $ | 0 $ | 136 $ |
| 45050 | North Hatley | 14 586 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 14 586 $ | 0 $ | 0 $ | 14 586 $ |
| 45055 | Hatley | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 771 $ | 0 $ | 771 $ |
| 45060 | Sainte-Catherine-de-Hatley | 3 843 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 3 843 $ | 0 $ | 0 $ | 3 843 $ |

# Compensations tenant lieu de taxes 2019

| Code org. | Nom | Écoles primaires (C) | Écoles secondaires (C) | Collégial (C) | Universitaire (C) | Santé (B) | Total Réseaux | Gouvernement (D) | Gouvernement étrangers (A) | Total compensations |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 45072 | Magog | 159 066 $ | 327 404 $ | 0 $ | 0 $ | 491 354 $ | 977 824 $ | 2 260 $ | 0 $ | 980 084 $ |
| 45085 | Austin | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 21 657 $ | 0 $ | 21 657 $ | 0 $ | 0 $ | 21 657 $ |
| 45093 | Eastman | 10 154 $ | 1 $ | 0 $ | 0 $ | 3 133 $ | 13 288 $ | 0 $ | 0 $ | 13 288 $ |
| 45095 | Bolton-Est | 0 $ | 5 $ | 0 $ | 2 654 $ | 0 $ | 2 659 $ | 0 $ | 0 $ | 2 659 $ |
| 45115 | Orford | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 71 567 $ | 0 $ | 71 567 $ |
| 46010 | Frelighsburg | 4 716 $ | 49 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 4 765 $ | 0 $ | 0 $ | 4 765 $ |
| 46017 | Saint-Armand | 1 904 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 1 904 $ | 982 $ | 0 $ | 2 886 $ |
| 46025 | Pike River | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 106 $ | 0 $ | 106 $ |
| 46035 | Bedford | 87 748 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 82 187 $ | 169 935 $ | 1 644 $ | 0 $ | 171 579 $ |
| 46045 | Stanbridge East | 0 $ | 24 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 24 $ | 56 $ | 0 $ | 80 $ |
| 46050 | Dunham | 10 824 $ | 80 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 10 904 $ | 0 $ | 0 $ | 10 904 $ |
| 46058 | Sutton | 13 598 $ | 399 $ | 0 $ | 0 $ | 31 355 $ | 45 352 $ | 0 $ | 0 $ | 45 352 $ |
| 46065 | Bolton-Ouest | 0 $ | 27 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 27 $ | 0 $ | 0 $ | 27 $ |
| 46075 | Lac-Brome | 26 943 $ | 2 $ | 0 $ | 0 $ | 4 999 $ | 31 944 $ | 49 $ | 0 $ | 31 993 $ |
| 46078 | Bromont | 67 424 $ | 0 $ | 0 $ | 417 242 $ | 0 $ | 484 666 $ | 658 $ | 0 $ | 485 324 $ |
| 46080 | Cowansville | 76 733 $ | 400 500 $ | 0 $ | 0 $ | 380 204 $ | 857 437 $ | 0 $ | 0 $ | 857 437 $ |
| 46090 | Brigham | 0 $ | 12 $ | 0 $ | 0 $ | 12 463 $ | 12 475 $ | 0 $ | 0 $ | 12 475 $ |
| 46100 | Notre-Dame-de-Stanbridge | 5 120 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 5 120 $ | 0 $ | 0 $ | 5 120 $ |
| 46105 | Sainte-Sabine | 0 $ | 7 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 7 $ | 0 $ | 0 $ | 7 $ |
| 46112 | Farnham | 74 477 $ | 119 344 $ | 0 $ | 0 $ | 95 575 $ | 289 396 $ | 0 $ | 0 $ | 289 396 $ |
| 47010 | Saint-Alphonse-de-Granby | 21 206 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 21 206 $ | 0 $ | 0 $ | 21 206 $ |
| 47017 | Granby | 357 567 $ | 581 920 $ | 134 229 $ | 0 $ | 585 263 $ | 1 658 979 $ | 62 $ | 0 $ | 1 659 041 $ |
| 47025 | Waterloo | 77 971 $ | 73 738 $ | 0 $ | 0 $ | 34 680 $ | 186 389 $ | 4 053 $ | 0 $ | 190 442 $ |
| 47035 | Shefford | 0 $ | 35 $ | 0 $ | 0 $ | 18 274 $ | 18 309 $ | 19 356 $ | 0 $ | 37 665 $ |
| 47040 | Saint-Joachim-de-Shefford | 5 960 $ | 8 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 5 968 $ | 2 378 $ | 0 $ | 8 346 $ |
| 47047 | Roxton Pond | 26 782 $ | 7 $ | 0 $ | 0 $ | 7 938 $ | 34 727 $ | 150 176 $ | 0 $ | 184 903 $ |
| 47055 | Sainte-Cécile-de-Milton | 11 165 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 6 967 $ | 18 132 $ | 0 $ | 0 $ | 18 132 $ |
| 48010 | Roxton Falls | 22 914 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 22 914 $ | 0 $ | 0 $ | 22 914 $ |
| 48020 | Sainte-Christine | 5 153 $ | 42 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 5 195 $ | 0 $ | 0 $ | 5 195 $ |
| 48028 | Acton Vale | 37 925 $ | 163 452 $ | 0 $ | 0 $ | 84 996 $ | 286 373 $ | 0 $ | 0 $ | 286 373 $ |
| 48038 | Upton | 9 289 $ | 1 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 9 290 $ | 0 $ | 0 $ | 9 290 $ |
| 48045 | Saint-Théodore-d'Acton | 3 471 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 3 471 $ | 0 $ | 0 $ | 3 471 $ |
| 48050 | Saint-Nazaire-d'Acton | 3 897 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 3 897 $ | 164 $ | 0 $ | 4 061 $ |
| 49005 | Saint-Félix-de-Kingsey | 5 297 $ | 14 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 5 311 $ | 0 $ | 0 $ | 5 311 $ |
| 49015 | Durham-Sud | 3 732 $ | 1 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 3 733 $ | 0 $ | 0 $ | 3 733 $ |

# Compensations tenant lieu de taxes 2019

| Code org. | Nom | Écoles primaires (C) | Écoles secondaires (C) | Collégial (C) | Universitaire (C) | Santé (B) | Total Réseaux | Gouvernement (D) | Gouvernement étrangers (A) | Total compensations |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 49020 | Lefebvre | 0 $ | 3 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 3 $ | 0 $ | 0 $ | 3 $ |
| 49025 | L'Avenir | 4 055 $ | 27 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 4 082 $ | 0 $ | 0 $ | 4 082 $ |
| 49030 | Saint-Lucien | 0 $ | 369 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 369 $ | 0 $ | 0 $ | 369 $ |
| 49040 | Wickham | 8 774 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 8 774 $ | 0 $ | 0 $ | 8 774 $ |
| 49048 | Saint-Germain-de-Grantham | 30 110 $ | 30 616 $ | 0 $ | 0 $ | 4 880 $ | 65 606 $ | 0 $ | 0 $ | 65 606 $ |
| 49058 | Drummondville | 494 110 $ | 823 342 $ | 255 438 $ | 0 $ | 1 109 649 $ | 2 682 539 $ | 1 527 $ | 0 $ | 2 684 066 $ |
| 49070 | Saint-Cyrille-de-Wendover | 16 263 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 16 263 $ | 0 $ | 0 $ | 16 263 $ |
| 49075 | Notre-Dame-du-Bon-Conseil | 9 920 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 22 798 $ | 32 718 $ | 0 $ | 0 $ | 32 718 $ |
| 49085 | Sainte-Brigitte-des-Saults | 3 213 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 3 213 $ | 0 $ | 0 $ | 3 213 $ |
| 49095 | Saint-Majorique-de-Grantham | 14 623 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 14 623 $ | 0 $ | 0 $ | 14 623 $ |
| 49105 | Saint-Eugène | 2 176 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 2 176 $ | 0 $ | 0 $ | 2 176 $ |
| 49113 | Saint-Guillaume | 5 027 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 5 027 $ | 255 $ | 0 $ | 5 282 $ |
| 49125 | Saint-Bonaventure | 3 292 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 3 292 $ | 0 $ | 0 $ | 3 292 $ |
| 50005 | Sainte-Eulalie | 6 875 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 6 875 $ | 313 $ | 0 $ | 7 188 $ |
| 50013 | Aston-Jonction | 2 988 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 2 988 $ | 0 $ | 0 $ | 2 988 $ |
| 50023 | Saint-Wenceslas | 7 047 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 1 567 $ | 8 614 $ | 0 $ | 0 $ | 8 614 $ |
| 50030 | Saint-Célestin | 16 565 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 61 216 $ | 77 781 $ | 0 $ | 0 $ | 77 781 $ |
| 50042 | Saint-Léonard-d'Aston | 82 547 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 82 547 $ | 0 $ | 0 $ | 82 547 $ |
| 50050 | Sainte-Perpétue | 6 041 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 6 041 $ | 0 $ | 0 $ | 6 041 $ |
| 50057 | Sainte-Monique | 6 138 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 6 138 $ | 0 $ | 0 $ | 6 138 $ |
| 50072 | Nicolet | 56 765 $ | 300 652 $ | 0 $ | 0 $ | 217 704 $ | 575 121 $ | 1 096 393 $ | 0 $ | 1 671 514 $ |
| 50085 | La Visitation-de-Yamaska | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 45 $ | 0 $ | 45 $ |
| 50090 | Saint-Zéphirin-de-Courval | 7 419 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 7 419 $ | 0 $ | 0 $ | 7 419 $ |
| 50100 | Baie-du-Febvre | 7 941 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 7 941 $ | 39 $ | 0 $ | 7 980 $ |
| 50113 | Pierreville | 19 250 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 38 126 $ | 57 376 $ | 785 $ | 0 $ | 58 161 $ |
| 50128 | Saint-François-du-Lac | 14 125 $ | 36 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 14 161 $ | 69 $ | 0 $ | 14 230 $ |
| 51008 | Maskinongé | 6 133 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 6 133 $ | 249 $ | 0 $ | 6 382 $ |
| 51015 | Louiseville | 75 721 $ | 167 736 $ | 0 $ | 0 $ | 320 984 $ | 564 441 $ | 10 950 $ | 0 $ | 575 391 $ |
| 51020 | Yamachiche | 16 484 $ | 8 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 16 492 $ | 0 $ | 0 $ | 16 492 $ |
| 51025 | Saint-Barnabé | 1 958 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 1 958 $ | 0 $ | 0 $ | 1 958 $ |
| 51035 | Saint-Léon-le-Grand | 5 029 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 5 029 $ | 0 $ | 0 $ | 5 029 $ |
| 51040 | Sainte-Ursule | 8 637 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 1 609 $ | 10 246 $ | 105 $ | 0 $ | 10 351 $ |
| 51045 | Saint-Justin | 5 452 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 5 452 $ | 0 $ | 0 $ | 5 452 $ |
| 51060 | Saint-Paulin | 15 707 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 15 707 $ | 0 $ | 0 $ | 15 707 $ |
| 51065 | Saint-Alexis-des-Monts | 22 544 $ | 6 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 22 550 $ | 0 $ | 0 $ | 22 550 $ |

# Compensations tenant lieu de taxes 2019

| Code org. | Nom | Écoles primaires (C) | Écoles secondaires (C) | Collégial (C) | Universitaire (C) | Santé (B) | Total Réseaux | Gouvernement (D) | Gouvernement étrangers (A) | Total compensations |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 51070 | Saint-Mathieu-du-Parc | 13 343 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 13 343 $ | 173 $ | 0 $ | 13 516 $ |
| 51075 | Saint-Élie-de-Caxton | 6 646 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 6 646 $ | 0 $ | 0 $ | 6 646 $ |
| 51080 | Charette | 11 003 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 11 003 $ | 0 $ | 0 $ | 11 003 $ |
| 51085 | Saint-Boniface | 51 231 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 9 605 $ | 60 836 $ | 73 $ | 0 $ | 60 909 $ |
| 51090 | Saint-Étienne-des-Grès | 21 428 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 3 657 $ | 25 085 $ | 213 $ | 0 $ | 25 298 $ |
| 52007 | Lavaltrie | 148 497 $ | 76 709 $ | 0 $ | 0 $ | 26 712 $ | 251 918 $ | 13 $ | 0 $ | 251 931 $ |
| 52017 | Lanoraie | 22 277 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 38 059 $ | 60 336 $ | 88 $ | 0 $ | 60 424 $ |
| 52030 | Sainte-Élisabeth | 3 368 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 26 330 $ | 29 698 $ | 0 $ | 0 $ | 29 698 $ |
| 52035 | Berthierville | 39 900 $ | 175 257 $ | 0 $ | 0 $ | 12 681 $ | 227 838 $ | 859 $ | 0 $ | 228 697 $ |
| 52040 | Sainte-Geneviève-de-Berthier | 9 978 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 9 978 $ | 58 602 $ | 0 $ | 68 580 $ |
| 52045 | Saint-Ignace-de-Loyola | 0 $ | 9 919 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 9 919 $ | 0 $ | 0 $ | 9 919 $ |
| 52055 | Saint-Barthélemy | 11 310 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 11 310 $ | 0 $ | 0 $ | 11 310 $ |
| 52062 | Saint-Cuthbert | 7 323 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 7 323 $ | 0 $ | 0 $ | 7 323 $ |
| 52070 | Saint-Norbert | 3 800 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 3 800 $ | 0 $ | 0 $ | 3 800 $ |
| 52080 | Saint-Gabriel | 0 $ | 33 028 $ | 0 $ | 0 $ | 63 884 $ | 96 912 $ | 0 $ | 0 $ | 96 912 $ |
| 52085 | Saint-Gabriel-de-Brandon | 0 $ | 35 878 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 35 878 $ | 165 $ | 0 $ | 36 043 $ |
| 52090 | Saint-Didace | 4 064 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 4 064 $ | 0 $ | 0 $ | 4 064 $ |
| 52095 | Mandeville | 3 818 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 3 818 $ | 0 $ | 0 $ | 3 818 $ |
| 53005 | Saint-David | 4 806 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 4 806 $ | 0 $ | 0 $ | 4 806 $ |
| 53010 | Massueville | 13 947 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 13 947 $ | 0 $ | 0 $ | 13 947 $ |
| 53020 | Saint-Robert | 7 244 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 7 244 $ | 0 $ | 0 $ | 7 244 $ |
| 53025 | Sainte-Victoire-de-Sorel | 4 341 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 4 341 $ | 0 $ | 0 $ | 4 341 $ |
| 53032 | Saint-Ours | 10 231 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 10 231 $ | 0 $ | 0 $ | 10 231 $ |
| 53040 | Saint-Roch-de-Richelieu | 34 192 $ | 1 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 34 193 $ | 0 $ | 0 $ | 34 193 $ |
| 53050 | Saint-Joseph-de-Sorel | 21 808 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 4 738 $ | 26 546 $ | 0 $ | 0 $ | 26 546 $ |
| 53052 | Sorel-Tracy | 228 882 $ | 539 920 $ | 182 976 $ | 0 $ | 811 858 $ | 1 763 636 $ | 8 465 $ | 0 $ | 1 772 101 $ |
| 53065 | Sainte-Anne-de-Sorel | 15 944 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 15 944 $ | 248 $ | 0 $ | 16 192 $ |
| 53072 | Yamaska | 7 247 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 3 613 $ | 10 860 $ | 0 $ | 0 $ | 10 860 $ |
| 54008 | Saint-Pie | 30 761 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 6 379 $ | 37 140 $ | 296 $ | 0 $ | 37 436 $ |
| 54017 | Saint-Damase | 14 964 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 4 690 $ | 19 654 $ | 0 $ | 0 $ | 19 654 $ |
| 54025 | Sainte-Madeleine | 23 613 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 10 067 $ | 33 680 $ | 0 $ | 0 $ | 33 680 $ |
| 54035 | La Présentation | 8 966 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 6 371 $ | 15 337 $ | 0 $ | 0 $ | 15 337 $ |
| 54048 | Saint-Hyacinthe | 300 016 $ | 1 172 812 $ | 659 161 $ | 771 381 $ | 1 330 924 $ | 4 234 294 $ | 1 251 604 $ | 0 $ | 5 485 898 $ |
| 54060 | Saint-Dominique | 10 795 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 5 338 $ | 16 133 $ | 0 $ | 0 $ | 16 133 $ |
| 54065 | Saint-Valérien-de-Milton | 9 079 $ | 13 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 9 092 $ | 0 $ | 0 $ | 9 092 $ |

# Compensations tenant lieu de taxes 2019

| Code org. | Nom | Écoles primaires (C) | Écoles secondaires (C) | Collégial (C) | Universitaire (C) | Santé (B) | Total Réseaux | Gouvernement (D) | Gouvernement étrangers (A) | Total compensations |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 54072 | Saint-Liboire | 11 372 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 4 512 $ | 15 884 $ | 0 $ | 0 $ | 15 884 $ |
| 54090 | Saint-Simon | 6 291 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 6 291 $ | 0 $ | 0 $ | 6 291 $ |
| 54095 | Sainte-Hélène-de-Bagot | 7 045 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 7 045 $ | 0 $ | 0 $ | 7 045 $ |
| 54100 | Saint-Hugues | 4 329 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 4 188 $ | 8 517 $ | 0 $ | 0 $ | 8 517 $ |
| 54105 | Saint-Barnabé-Sud | 12 024 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 12 024 $ | 0 $ | 0 $ | 12 024 $ |
| 54110 | Saint-Jude | 7 366 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 7 366 $ | 0 $ | 0 $ | 7 366 $ |
| 54115 | Saint-Bernard-de-Michaudville | 2 829 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 2 829 $ | 0 $ | 0 $ | 2 829 $ |
| 54120 | Saint-Louis | 3 584 $ | 7 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 3 591 $ | 0 $ | 0 $ | 3 591 $ |
| 54125 | Saint-Marcel-de-Richelieu | 5 552 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 5 552 $ | 0 $ | 0 $ | 5 552 $ |
| 55008 | Ange-Gardien | 29 731 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 16 521 $ | 46 252 $ | 0 $ | 0 $ | 46 252 $ |
| 55015 | Saint-Paul-d'Abbotsford | 9 961 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 3 726 $ | 13 687 $ | 0 $ | 0 $ | 13 687 $ |
| 55023 | Saint-Césaire | 65 230 $ | 72 039 $ | 0 $ | 0 $ | 19 677 $ | 156 946 $ | 0 $ | 0 $ | 156 946 $ |
| 55030 | Sainte-Angèle-de-Monnoir | 8 055 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 8 055 $ | 0 $ | 0 $ | 8 055 $ |
| 55037 | Rougemont | 9 053 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 2 791 $ | 11 844 $ | 0 $ | 0 $ | 11 844 $ |
| 55048 | Marieville | 113 023 $ | 132 505 $ | 0 $ | 0 $ | 108 177 $ | 353 705 $ | 2 089 $ | 0 $ | 355 794 $ |
| 55057 | Richelieu | 28 419 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 37 133 $ | 65 552 $ | 247 $ | 0 $ | 65 799 $ |
| 55065 | Saint-Mathias-sur-Richelieu | 20 515 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 20 515 $ | 437 $ | 0 $ | 20 952 $ |
| 56010 | Saint-Georges-de-Clarenceville | 5 976 $ | 20 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 5 996 $ | 0 $ | 0 $ | 5 996 $ |
| 56023 | Lacolle | 13 272 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 6 653 $ | 19 925 $ | 145 $ | 0 $ | 20 070 $ |
| 56035 | Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix | 5 444 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 5 444 $ | 0 $ | 0 $ | 5 444 $ |
| 56042 | Henryville | 6 353 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 3 590 $ | 9 943 $ | 650 $ | 0 $ | 10 593 $ |
| 56050 | Saint-Sébastien | 2 430 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 2 430 $ | 0 $ | 0 $ | 2 430 $ |
| 56055 | Saint-Alexandre | 11 481 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 4 517 $ | 15 998 $ | 0 $ | 0 $ | 15 998 $ |
| 56060 | Sainte-Anne-de-Sabrevois | 9 061 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 5 280 $ | 14 341 $ | 0 $ | 0 $ | 14 341 $ |
| 56065 | Saint-Blaise-sur-Richelieu | 5 167 $ | 8 $ | 0 $ | 0 $ | 5 346 $ | 10 521 $ | 0 $ | 0 $ | 10 521 $ |
| 56083 | Saint-Jean-sur-Richelieu | 653 148 $ | 877 002 $ | 366 646 $ | 0 $ | 1 040 588 $ | 2 937 384 $ | 1 456 $ | 0 $ | 2 938 840 $ |
| 56097 | Mont-Saint-Grégoire | 7 647 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 7 647 $ | 0 $ | 0 $ | 7 647 $ |
| 56105 | Sainte-Brigide-d'Iberville | 9 428 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 9 428 $ | 0 $ | 0 $ | 9 428 $ |
| 57005 | Chambly | 156 754 $ | 165 117 $ | 0 $ | 0 $ | 252 268 $ | 574 139 $ | 148 $ | 0 $ | 574 287 $ |
| 57010 | Carignan | 92 391 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 11 150 $ | 103 541 $ | 294 $ | 0 $ | 103 835 $ |
| 57020 | Saint-Basile-le-Grand | 150 850 $ | 260 $ | 0 $ | 0 $ | 30 428 $ | 181 538 $ | 12 $ | 0 $ | 181 550 $ |
| 57025 | McMasterville | 71 648 $ | 133 004 $ | 0 $ | 0 $ | 27 750 $ | 232 402 $ | 0 $ | 0 $ | 232 402 $ |
| 57030 | Otterburn Park | 68 101 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 16 763 $ | 84 864 $ | 0 $ | 0 $ | 84 864 $ |
| 57033 | Saint-Jean-Baptiste | 21 506 $ | 0 $ | 0 $ | 79 $ | 7 742 $ | 29 327 $ | 0 $ | 0 $ | 29 327 $ |
| 57035 | Mont-Saint-Hilaire | 107 589 $ | 183 682 $ | 0 $ | 82 201 $ | 51 296 $ | 424 768 $ | 6 585 $ | 0 $ | 431 353 $ |

# Compensations tenant lieu de taxes 2019

| Code org. | Nom | Écoles primaires (C) | Écoles secondaires (C) | Collégial (C) | Universitaire (C) | Santé (B) | Total Réseaux | Gouvernement (D) | Gouvernement étrangers (A) | Total compensations |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 57040 | Beloeil | 431 135 $ | 5 530 $ | 0 $ | 0 $ | 166 017 $ | 602 682 $ | 46 $ | 0 $ | 602 728 $ |
| 57050 | Saint-Marc-sur-Richelieu | 10 786 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 3 049 $ | 13 835 $ | 0 $ | 0 $ | 13 835 $ |
| 57057 | Saint-Charles-sur-Richelieu | 3 949 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 3 949 $ | 0 $ | 0 $ | 3 949 $ |
| 57068 | Saint-Denis-sur-Richelieu | 7 803 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 4 316 $ | 12 119 $ | 0 $ | 0 $ | 12 119 $ |
| 57075 | Saint-Antoine-sur-Richelieu | 13 289 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 13 289 $ | 0 $ | 0 $ | 13 289 $ |
| 58007 | Brossard | 319 042 $ | 346 254 $ | 0 $ | 0 $ | 136 841 $ | 802 137 $ | 200 $ | 15 130 $ | 817 467 $ |
| 58012 | Saint-Lambert | 133 471 $ | 564 869 $ | 305 979 $ | 0 $ | 92 023 $ | 1 096 342 $ | 0 $ | 0 $ | 1 096 342 $ |
| 58033 | Boucherville | 187 380 $ | 196 485 $ | 0 $ | 0 $ | 72 712 $ | 456 577 $ | 132 881 $ | 0 $ | 589 458 $ |
| 58037 | Saint-Bruno-de-Montarville | 176 674 $ | 311 750 $ | 0 $ | 0 $ | 97 794 $ | 586 218 $ | 17 314 $ | 0 $ | 603 532 $ |
| 58227 | Longueuil | 1 457 230 $ | 2 183 186 $ | 960 391 $ | 845 094 $ | 3 255 751 $ | 8 701 652 $ | 90 674 $ | 0 $ | 8 792 326 $ |
| 59010 | Sainte-Julie | 243 551 $ | 238 469 $ | 0 $ | 0 $ | 56 249 $ | 538 269 $ | 1 847 $ | 0 $ | 540 116 $ |
| 59015 | Saint-Amable | 143 085 $ | 38 653 $ | 0 $ | 0 $ | 27 270 $ | 209 008 $ | 0 $ | 0 $ | 209 008 $ |
| 59020 | Varennes | 149 365 $ | 214 081 $ | 0 $ | 91 295 $ | 104 767 $ | 559 508 $ | 263 $ | 0 $ | 559 771 $ |
| 59025 | Verchères | 25 659 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 9 187 $ | 34 846 $ | 98 $ | 0 $ | 34 944 $ |
| 59035 | Contrecoeur | 69 271 $ | 51 $ | 0 $ | 0 $ | 51 767 $ | 121 089 $ | 107 $ | 0 $ | 121 196 $ |
| 60005 | Charlemagne | 34 413 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 9 761 $ | 44 174 $ | 1 755 $ | 0 $ | 45 929 $ |
| 60013 | Repentigny | 1 203 812 $ | 979 506 $ | 50 499 $ | 0 $ | 790 891 $ | 3 024 708 $ | 91 $ | 0 $ | 3 024 799 $ |
| 60020 | Saint-Sulpice | 15 975 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 15 975 $ | 76 $ | 0 $ | 16 051 $ |
| 60028 | L'Assomption | 232 486 $ | 489 523 $ | 316 715 $ | 0 $ | 196 544 $ | 1 235 268 $ | 195 $ | 0 $ | 1 235 463 $ |
| 60037 | L'Épiphanie | 48 542 $ | 563 $ | 0 $ | 0 $ | 10 344 $ | 59 449 $ | 0 $ | 0 $ | 59 449 $ |
| 61005 | Saint-Paul | 61 867 $ | 4 $ | 0 $ | 0 $ | 9 330 $ | 71 201 $ | 0 $ | 0 $ | 71 201 $ |
| 61013 | Crabtree | 23 757 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 8 137 $ | 31 894 $ | 0 $ | 0 $ | 31 894 $ |
| 61025 | Joliette | 162 500 $ | 631 676 $ | 415 938 $ | 0 $ | 289 922 $ | 1 500 036 $ | 122 291 $ | 0 $ | 1 622 327 $ |
| 61027 | Saint-Thomas | 9 228 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 5 767 $ | 14 995 $ | 0 $ | 0 $ | 14 995 $ |
| 61030 | Notre-Dame-des-Prairies | 30 029 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 3 676 $ | 33 705 $ | 1 029 $ | 0 $ | 34 734 $ |
| 61035 | Saint-Charles-Borromée | 134 608 $ | 110 657 $ | 0 $ | 0 $ | 932 480 $ | 1 177 745 $ | 0 $ | 0 $ | 1 177 745 $ |
| 61040 | Saint-Ambroise-de-Kildare | 19 676 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 19 676 $ | 0 $ | 0 $ | 19 676 $ |
| 61045 | Notre-Dame-de-Lourdes | 8 526 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 8 526 $ | 0 $ | 0 $ | 8 526 $ |
| 61050 | Sainte-Mélanie | 6 504 $ | 130 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 6 634 $ | 0 $ | 0 $ | 6 634 $ |
| 62007 | Saint-Félix-de-Valois | 32 053 $ | 120 815 $ | 0 $ | 0 $ | 5 991 $ | 158 859 $ | 0 $ | 0 $ | 158 859 $ |
| 62015 | Saint-Jean-de-Matha | 19 892 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 83 451 $ | 103 343 $ | 0 $ | 0 $ | 103 343 $ |
| 62020 | Sainte-Béatrix | 5 835 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 5 835 $ | 0 $ | 0 $ | 5 835 $ |
| 62025 | Saint-Alphonse-Rodriguez | 9 874 $ | 40 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 9 914 $ | 0 $ | 0 $ | 9 914 $ |
| 62030 | Sainte-Marcelline-de-Kildare | 4 433 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 4 433 $ | 0 $ | 0 $ | 4 433 $ |
| 62037 | Rawdon | 89 470 $ | 111 684 $ | 0 $ | 0 $ | 9 689 $ | 210 843 $ | 398 $ | 0 $ | 211 241 $ |

# Compensations tenant lieu de taxes 2019

| Code org. | Nom | Écoles primaires (C) | Écoles secondaires (C) | Collégial (C) | Universitaire (C) | Santé (B) | Total Réseaux | Gouvernement (D) | Gouvernement étrangers (A) | Total compensations |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 62047 | Chertsey | 25 466 $ | 72 $ | 0 $ | 5 585 $ | 6 503 $ | 37 626 $ | 667 $ | 0 $ | 38 293 $ |
| 62053 | Entrelacs | 3 049 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 3 049 $ | 0 $ | 0 $ | 3 049 $ |
| 62055 | Notre-Dame-de-la-Merci | 2 825 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 2 825 $ | 0 $ | 0 $ | 2 825 $ |
| 62060 | Saint-Donat | 9 483 $ | 7 016 $ | 0 $ | 0 $ | 32 990 $ | 49 489 $ | 0 $ | 0 $ | 49 489 $ |
| 62065 | Saint-Côme | 5 497 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 5 991 $ | 11 488 $ | 936 $ | 0 $ | 12 424 $ |
| 62070 | Sainte-Émélie-de-l'Énergie | 4 777 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 4 777 $ | 0 $ | 0 $ | 4 777 $ |
| 62075 | Saint-Damien | 7 345 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 7 345 $ | 916 $ | 0 $ | 8 261 $ |
| 62080 | Saint-Zénon | 4 087 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 4 087 $ | 0 $ | 0 $ | 4 087 $ |
| 62085 | Saint-Michel-des-Saints | 11 038 $ | 20 344 $ | 0 $ | 0 $ | 27 772 $ | 59 154 $ | 1 210 $ | 0 $ | 60 364 $ |
| 63005 | Sainte-Marie-Salomé | 5 654 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 5 654 $ | 0 $ | 0 $ | 5 654 $ |
| 63013 | Saint-Jacques | 35 408 $ | 130 925 $ | 0 $ | 0 $ | 31 101 $ | 197 434 $ | 63 $ | 0 $ | 197 497 $ |
| 63023 | Saint-Alexis | 14 657 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 14 657 $ | 0 $ | 0 $ | 14 657 $ |
| 63030 | Saint-Esprit | 14 740 $ | 6 969 $ | 0 $ | 0 $ | 6 106 $ | 27 815 $ | 0 $ | 0 $ | 27 815 $ |
| 63035 | Saint-Roch-de-l'Achigan | 33 638 $ | 108 112 $ | 0 $ | 0 $ | 6 244 $ | 147 994 $ | 0 $ | 0 $ | 147 994 $ |
| 63040 | Saint-Roch-Ouest | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 9 $ | 0 $ | 9 $ |
| 63048 | Saint-Lin--Laurentides | 163 360 $ | 113 045 $ | 0 $ | 0 $ | 78 651 $ | 355 056 $ | 158 $ | 0 $ | 355 214 $ |
| 63055 | Saint-Calixte | 51 391 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 7 034 $ | 58 425 $ | 0 $ | 0 $ | 58 425 $ |
| 63060 | Sainte-Julienne | 153 063 $ | 126 702 $ | 0 $ | 0 $ | 17 503 $ | 297 268 $ | 950 $ | 0 $ | 298 218 $ |
| 63065 | Saint-Liguori | 7 494 $ | 226 $ | 0 $ | 0 $ | 15 839 $ | 23 559 $ | 45 $ | 0 $ | 23 604 $ |
| 64008 | Terrebonne | 1 283 729 $ | 1 265 157 $ | 332 830 $ | 0 $ | 2 003 720 $ | 4 885 436 $ | 116 $ | 0 $ | 4 885 552 $ |
| 64015 | Mascouche | 519 907 $ | 241 475 $ | 0 $ | 0 $ | 52 056 $ | 813 438 $ | 0 $ | 0 $ | 813 438 $ |
| 65005 | Laval | 2 841 545 $ | 4 366 672 $ | 986 949 $ | 1 449 420 $ | 3 744 033 $ | 13 388 619 $ | 214 624 $ | 0 $ | 13 603 243 $ |
| 66007 | Montréal-Est | 25 606 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 17 455 $ | 43 061 $ | 0 $ | 0 $ | 43 061 $ |
| 66023 | Montréal | 17 404 662 $ | 22 835 658 $ | 9 012 002 $ | 42 943 463 $ | 68 170 177 $ | 160 365 962 $ | 9 292 498 $ | 1 763 045 $ | 171 421 505 $ |
| 66032 | Westmount | 349 320 $ | 438 327 $ | 1 386 097 $ | 0 $ | 420 238 $ | 2 593 982 $ | 13 278 $ | 34 923 $ | 2 642 183 $ |
| 66047 | Montréal-Ouest | 91 557 $ | 148 061 $ | 0 $ | 0 $ | 8 060 $ | 247 678 $ | 0 $ | 0 $ | 247 678 $ |
| 66058 | Côte-Saint-Luc | 481 475 $ | 407 228 $ | 0 $ | 0 $ | 467 576 $ | 1 356 279 $ | 0 $ | 0 $ | 1 356 279 $ |
| 66062 | Hampstead | 99 428 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 99 428 $ | 0 $ | 0 $ | 99 428 $ |
| 66072 | Mont-Royal | 250 726 $ | 202 269 $ | 0 $ | 18 407 $ | 0 $ | 471 402 $ | 0 $ | 0 $ | 471 402 $ |
| 66087 | Dorval | 108 727 $ | 363 601 $ | 0 $ | 0 $ | 157 773 $ | 630 101 $ | 70 621 $ | 0 $ | 700 722 $ |
| 66097 | Pointe-Claire | 357 395 $ | 652 189 $ | 0 $ | 0 $ | 582 125 $ | 1 591 709 $ | 2 027 $ | 0 $ | 1 593 736 $ |
| 66102 | Kirkland | 118 555 $ | 41 583 $ | 0 $ | 0 $ | 99 826 $ | 259 964 $ | 533 $ | 0 $ | 260 497 $ |
| 66107 | Beaconsfield | 243 602 $ | 274 902 $ | 0 $ | 0 $ | 183 941 $ | 702 445 $ | 603 $ | 12 428 $ | 715 476 $ |
| 66112 | Baie-D'Urfé | 60 556 $ | 62 566 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 123 122 $ | 10 163 $ | 0 $ | 133 285 $ |
| 66117 | Sainte-Anne-de-Bellevue | 53 712 $ | 76 114 $ | 885 808 $ | 1 288 348 $ | 1 079 098 $ | 3 383 080 $ | 33 816 $ | 0 $ | 3 416 896 $ |

# Compensations tenant lieu de taxes 2019

| Code org. | Nom | Écoles primaires (C) | Écoles secondaires (C) | Collégial (C) | Universitaire (C) | Santé (B) | Total Réseaux | Gouvernement (D) | Gouvernement étrangers (A) | Total compensations |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 66127 | Senneville | 0 $ | 40 066 $ | 0 $ | 77 567 $ | 0 $ | 117 633 $ | 0 $ | 0 $ | 117 633 $ |
| 66142 | Dollard-Des Ormeaux | 729 262 $ | 100 692 $ | 7 033 $ | 0 $ | 6 350 $ | 843 337 $ | 0 $ | 0 $ | 843 337 $ |
| 67005 | Saint-Mathieu | 6 938 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 6 938 $ | 1 008 $ | 0 $ | 7 946 $ |
| 67010 | Saint-Philippe | 92 017 $ | 269 $ | 0 $ | 0 $ | 25 326 $ | 117 612 $ | 0 $ | 0 $ | 117 612 $ |
| 67015 | La Prairie | 190 267 $ | 433 529 $ | 0 $ | 0 $ | 88 497 $ | 712 293 $ | 49 957 $ | 0 $ | 762 250 $ |
| 67020 | Candiac | 232 026 $ | 6 $ | 0 $ | 0 $ | 43 893 $ | 275 925 $ | 8 $ | 0 $ | 275 933 $ |
| 67025 | Delson | 98 324 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 13 171 $ | 111 495 $ | 4 855 $ | 0 $ | 116 350 $ |
| 67030 | Sainte-Catherine | 156 084 $ | 239 855 $ | 0 $ | 0 $ | 19 377 $ | 415 316 $ | 2 073 $ | 0 $ | 417 389 $ |
| 67035 | Saint-Constant | 144 169 $ | 166 483 $ | 0 $ | 0 $ | 53 535 $ | 364 187 $ | 4 378 $ | 0 $ | 368 565 $ |
| 67040 | Saint-Isidore | 12 491 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 12 491 $ | 0 $ | 0 $ | 12 491 $ |
| 67045 | Mercier | 99 603 $ | 20 853 $ | 0 $ | 0 $ | 15 786 $ | 136 242 $ | 4 804 $ | 0 $ | 141 046 $ |
| 67050 | Châteauguay | 623 772 $ | 950 755 $ | 0 $ | 0 $ | 1 303 272 $ | 2 877 799 $ | 20 112 $ | 0 $ | 2 897 911 $ |
| 67055 | Léry | 1 360 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 1 360 $ | 118 $ | 0 $ | 1 478 $ |
| 68005 | Saint-Bernard-de-Lacolle | 3 798 $ | 4 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 3 802 $ | 3 166 $ | 0 $ | 6 968 $ |
| 68010 | Hemmingford | 21 176 $ | 1 389 $ | 0 $ | 0 $ | 6 088 $ | 28 653 $ | 0 $ | 0 $ | 28 653 $ |
| 68020 | Sainte-Clotilde | 11 525 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 2 443 $ | 13 968 $ | 0 $ | 0 $ | 13 968 $ |
| 68025 | Saint-Patrice-de-Sherrington | 9 873 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 3 209 $ | 13 082 $ | 0 $ | 0 $ | 13 082 $ |
| 68030 | Napierville | 0 $ | 68 711 $ | 0 $ | 0 $ | 8 452 $ | 77 163 $ | 457 $ | 0 $ | 77 620 $ |
| 68035 | Saint-Cyprien-de-Napierville | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 2 936 $ | 0 $ | 2 936 $ |
| 68040 | Saint-Jacques-le-Mineur | 7 073 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 7 073 $ | 0 $ | 0 $ | 7 073 $ |
| 68045 | Saint-Édouard | 3 120 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 3 135 $ | 6 255 $ | 0 $ | 0 $ | 6 255 $ |
| 68050 | Saint-Michel | 8 294 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 2 522 $ | 10 816 $ | 0 $ | 0 $ | 10 816 $ |
| 68055 | Saint-Rémi | 12 113 $ | 52 183 $ | 0 $ | 0 $ | 49 499 $ | 113 795 $ | 659 $ | 0 $ | 114 454 $ |
| 69010 | Franklin | 5 555 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 2 813 $ | 8 368 $ | 0 $ | 0 $ | 8 368 $ |
| 69017 | Saint-Chrysostome | 20 706 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 20 706 $ | 0 $ | 0 $ | 20 706 $ |
| 69025 | Howick | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 2 438 $ | 0 $ | 2 438 $ |
| 69037 | Ormstown | 17 104 $ | 68 901 $ | 0 $ | 0 $ | 66 391 $ | 152 396 $ | 51 $ | 0 $ | 152 447 $ |
| 69045 | Hinchinbrooke | 0 $ | 423 $ | 0 $ | 0 $ | 2 586 $ | 3 009 $ | 0 $ | 0 $ | 3 009 $ |
| 69055 | Huntingdon | 43 744 $ | 99 798 $ | 0 $ | 0 $ | 59 657 $ | 203 199 $ | 0 $ | 0 $ | 203 199 $ |
| 69060 | Godmanchester | 0 $ | 75 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 75 $ | 169 $ | 0 $ | 244 $ |
| 69065 | Sainte-Barbe | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 41 $ | 0 $ | 41 $ |
| 69070 | Saint-Anicet | 6 188 $ | 54 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 6 242 $ | 74 $ | 0 $ | 6 316 $ |
| 69075 | Dundee | 0 $ | 5 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 5 $ | 0 $ | 0 $ | 5 $ |
| 70005 | Saint-Urbain-Premier | 8 077 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 8 077 $ | 0 $ | 0 $ | 8 077 $ |
| 70012 | Sainte-Martine | 14 185 $ | 23 386 $ | 0 $ | 0 $ | 14 402 $ | 51 973 $ | 0 $ | 0 $ | 51 973 $ |

# Compensations tenant lieu de taxes 2019

| Code org. | Nom | Écoles primaires (C) | Écoles secondaires (C) | Collégial (C) | Universitaire (C) | Santé (B) | Total Réseaux | Gouvernement (D) | Gouvernement étrangers (A) | Total compensations |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 70022 | Beauharnois | 90 900 $ | 193 198 $ | 0 $ | 0 $ | 103 492 $ | 387 590 $ | 10 357 $ | 0 $ | 397 947 $ |
| 70030 | Saint-Étienne-de-Beauharnois | 4 293 $ | 54 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 4 347 $ | 0 $ | 0 $ | 4 347 $ |
| 70035 | Saint-Louis-de-Gonzague | 8 245 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 8 245 $ | 0 $ | 0 $ | 8 245 $ |
| 70040 | Saint-Stanislas-de-Kostka | 4 889 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 4 889 $ | 0 $ | 0 $ | 4 889 $ |
| 70052 | Salaberry-de-Valleyfield | 226 845 $ | 441 323 $ | 478 756 $ | 0 $ | 865 733 $ | 2 012 657 $ | 9 594 $ | 0 $ | 2 022 251 $ |
| 71005 | Rivière-Beaudette | 133 $ | 3 202 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 3 335 $ | 0 $ | 0 $ | 3 335 $ |
| 71015 | Saint-Télesphore | 3 498 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 3 498 $ | 0 $ | 0 $ | 3 498 $ |
| 71020 | Saint-Polycarpe | 9 633 $ | 111 241 $ | 0 $ | 0 $ | 14 192 $ | 135 066 $ | 0 $ | 0 $ | 135 066 $ |
| 71025 | Saint-Zotique | 120 266 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 120 266 $ | 0 $ | 0 $ | 120 266 $ |
| 71033 | Les Coteaux | 18 984 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 9 474 $ | 28 458 $ | 0 $ | 0 $ | 28 458 $ |
| 71040 | Coteau-du-Lac | 45 591 $ | 757 $ | 0 $ | 0 $ | 38 399 $ | 84 747 $ | 0 $ | 0 $ | 84 747 $ |
| 71045 | Saint-Clet | 5 152 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 5 152 $ | 0 $ | 0 $ | 5 152 $ |
| 71050 | Les Cèdres | 22 717 $ | 25 004 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 47 721 $ | 3 965 $ | 0 $ | 51 686 $ |
| 71055 | Pointe-des-Cascades | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 3 842 $ | 0 $ | 3 842 $ |
| 71060 | L'Île-Perrot | 79 051 $ | 42 594 $ | 0 $ | 19 953 $ | 56 374 $ | 197 972 $ | 17 974 $ | 0 $ | 215 946 $ |
| 71065 | Notre-Dame-de-l'Île-Perrot | 46 646 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 26 400 $ | 73 046 $ | 0 $ | 0 $ | 73 046 $ |
| 71070 | Pincourt | 107 380 $ | 184 669 $ | 0 $ | 0 $ | 18 088 $ | 310 137 $ | 1 088 $ | 0 $ | 311 225 $ |
| 71075 | Terrasse-Vaudreuil | 24 142 $ | 0 $ | 0 $ | 11 171 $ | 0 $ | 35 313 $ | 0 $ | 0 $ | 35 313 $ |
| 71083 | Vaudreuil-Dorion | 269 214 $ | 430 938 $ | 0 $ | 0 $ | 79 523 $ | 779 675 $ | 11 821 $ | 0 $ | 791 496 $ |
| 71100 | Hudson | 54 573 $ | 72 467 $ | 0 $ | 0 $ | 6 777 $ | 133 817 $ | 0 $ | 0 $ | 133 817 $ |
| 71105 | Saint-Lazare | 260 484 $ | 60 482 $ | 0 $ | 0 $ | 12 419 $ | 333 385 $ | 0 $ | 0 $ | 333 385 $ |
| 71110 | Sainte-Marthe | 6 935 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 6 935 $ | 0 $ | 0 $ | 6 935 $ |
| 71115 | Sainte-Justine-de-Newton | 4 155 $ | 6 452 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 10 607 $ | 0 $ | 0 $ | 10 607 $ |
| 71133 | Rigaud | 21 411 $ | 257 889 $ | 0 $ | 0 $ | 61 216 $ | 340 516 $ | 1 167 $ | 0 $ | 341 683 $ |
| 72005 | Saint-Eustache | 320 240 $ | 272 689 $ | 0 $ | 0 $ | 695 767 $ | 1 288 696 $ | 434 $ | 0 $ | 1 289 130 $ |
| 72010 | Deux-Montagnes | 158 076 $ | 323 974 $ | 0 $ | 0 $ | 44 817 $ | 526 867 $ | 0 $ | 0 $ | 526 867 $ |
| 72015 | Sainte-Marthe-sur-le-Lac | 203 176 $ | 117 917 $ | 0 $ | 0 $ | 26 938 $ | 348 031 $ | 0 $ | 0 $ | 348 031 $ |
| 72020 | Pointe-Calumet | 66 877 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 6 520 $ | 73 397 $ | 0 $ | 0 $ | 73 397 $ |
| 72025 | Saint-Joseph-du-Lac | 77 890 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 7 019 $ | 84 909 $ | 429 $ | 0 $ | 85 338 $ |
| 72032 | Oka | 23 727 $ | 51 195 $ | 0 $ | 0 $ | 2 996 $ | 77 918 $ | 95 784 $ | 0 $ | 173 702 $ |
| 72043 | Saint-Placide | 10 737 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 10 737 $ | 0 $ | 0 $ | 10 737 $ |
| 73005 | Boisbriand | 243 100 $ | 201 543 $ | 0 $ | 0 $ | 90 250 $ | 534 893 $ | 0 $ | 0 $ | 534 893 $ |
| 73010 | Sainte-Thérèse | 151 966 $ | 694 098 $ | 936 275 $ | 0 $ | 355 894 $ | 2 138 233 $ | 277 $ | 0 $ | 2 138 510 $ |
| 73015 | Blainville | 396 466 $ | 191 242 $ | 0 $ | 0 $ | 60 004 $ | 647 712 $ | 368 $ | 0 $ | 648 080 $ |
| 73020 | Rosemère | 185 692 $ | 237 627 $ | 0 $ | 0 $ | 73 930 $ | 497 249 $ | 484 $ | 0 $ | 497 733 $ |

# Compensations tenant lieu de taxes 2019

| Code org. | Nom | Écoles primaires (C) | Écoles secondaires (C) | Collégial (C) | Universitaire (C) | Santé (B) | Total Réseaux | Gouvernement (D) | Gouvernement étrangers (A) | Total compensations |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 73025 | Lorraine | 110 223 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 30 092 $ | 140 315 $ | 0 $ | 0 $ | 140 315 $ |
| 73030 | Bois-des-Filion | 43 556 $ | 78 756 $ | 0 $ | 0 $ | 14 418 $ | 136 730 $ | 0 $ | 0 $ | 136 730 $ |
| 73035 | Sainte-Anne-des-Plaines | 111 061 $ | 130 319 $ | 0 $ | 0 $ | 26 994 $ | 268 374 $ | 0 $ | 0 $ | 268 374 $ |
| 74005 | Mirabel | 275 853 $ | 147 842 $ | 5 355 $ | 0 $ | 77 663 $ | 506 713 $ | 8 009 $ | 0 $ | 514 722 $ |
| 75005 | Saint-Colomban | 164 399 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 19 654 $ | 184 053 $ | 0 $ | 1 472 $ | 185 525 $ |
| 75017 | Saint-Jérôme | 799 226 $ | 1 109 075 $ | 444 057 $ | 189 891 $ | 1 378 167 $ | 3 920 416 $ | 1 181 $ | 0 $ | 3 921 597 $ |
| 75028 | Sainte-Sophie | 97 702 $ | 249 $ | 0 $ | 0 $ | 16 884 $ | 114 835 $ | 0 $ | 0 $ | 114 835 $ |
| 75040 | Prévost | 104 989 $ | 0 $ | 0 $ | 1 274 $ | 22 160 $ | 128 423 $ | 47 $ | 0 $ | 128 470 $ |
| 75045 | Saint-Hippolyte | 18 566 $ | 17 983 $ | 0 $ | 7 073 $ | 4 842 $ | 48 464 $ | 65 $ | 0 $ | 48 529 $ |
| 76008 | Saint-André-d'Argenteuil | 12 504 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 4 388 $ | 16 892 $ | 0 $ | 0 $ | 16 892 $ |
| 76020 | Lachute | 104 393 $ | 451 165 $ | 0 $ | 0 $ | 301 222 $ | 856 780 $ | 150 $ | 0 $ | 856 930 $ |
| 76025 | Gore | 0 $ | 90 $ | 2 842 $ | 0 $ | 0 $ | 2 932 $ | 0 $ | 0 $ | 2 932 $ |
| 76043 | Brownsburg-Chatham | 32 760 $ | 191 $ | 0 $ | 0 $ | 6 852 $ | 39 803 $ | 0 $ | 0 $ | 39 803 $ |
| 76052 | Grenville-sur-la-Rouge | 0 $ | 49 595 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 49 595 $ | 1 071 $ | 0 $ | 50 666 $ |
| 76055 | Grenville | 48 239 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 8 841 $ | 57 080 $ | 0 $ | 0 $ | 57 080 $ |
| 77012 | Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson | 5 682 $ | 4 966 $ | 0 $ | 2 368 $ | 0 $ | 13 016 $ | 455 $ | 0 $ | 13 471 $ |
| 77022 | Sainte-Adèle | 56 960 $ | 138 725 $ | 0 $ | 7 533 $ | 173 554 $ | 376 772 $ | 1 662 $ | 0 $ | 378 434 $ |
| 77030 | Piedmont | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 40 832 $ | 40 832 $ | 0 $ | 0 $ | 40 832 $ |
| 77043 | Saint-Sauveur | 33 065 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 7 993 $ | 41 058 $ | 164 $ | 0 $ | 41 222 $ |
| 77050 | Morin-Heights | 14 645 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 4 705 $ | 19 350 $ | 188 $ | 0 $ | 19 538 $ |
| 77065 | Saint-Adolphe-d'Howard | 133 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 3 838 $ | 3 971 $ | 1 010 $ | 0 $ | 4 981 $ |
| 78010 | Val-David | 37 027 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 9 640 $ | 46 667 $ | 0 $ | 0 $ | 46 667 $ |
| 78020 | Sainte-Lucie-des-Laurentides | 0 $ | 23 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 23 $ | 0 $ | 0 $ | 23 $ |
| 78032 | Sainte-Agathe-des-Monts | 66 631 $ | 209 424 $ | 0 $ | 0 $ | 421 923 $ | 697 978 $ | 447 $ | 0 $ | 698 425 $ |
| 78047 | Saint-Faustin--Lac-Carré | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 4 833 $ | 4 833 $ | 18 749 $ | 0 $ | 23 582 $ |
| 78060 | Arundel | 6 278 $ | 3 118 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 9 396 $ | 0 $ | 0 $ | 9 396 $ |
| 78065 | Huberdeau | 4 016 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 69 596 $ | 73 612 $ | 0 $ | 0 $ | 73 612 $ |
| 78070 | Amherst | 21 261 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 21 261 $ | 0 $ | 0 $ | 21 261 $ |
| 78095 | Lac-Supérieur | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 1 587 $ | 0 $ | 1 587 $ | 17 024 $ | 0 $ | 18 611 $ |
| 78102 | Mont-Tremblant | 26 697 $ | 71 616 $ | 0 $ | 0 $ | 23 718 $ | 122 031 $ | 1 092 $ | 0 $ | 123 123 $ |
| 78120 | Labelle | 10 645 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 27 492 $ | 38 137 $ | 0 $ | 0 $ | 38 137 $ |
| 78130 | La Minerve | 4 313 $ | 1 626 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 5 939 $ | 0 $ | 0 $ | 5 939 $ |
| 79005 | Notre-Dame-du-Laus | 7 819 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 7 819 $ | 2 473 $ | 0 $ | 10 292 $ |
| 79010 | Notre-Dame-de-Pontmain | 5 748 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 5 748 $ | 0 $ | 0 $ | 5 748 $ |
| 79025 | Kiamika | 5 270 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 5 270 $ | 0 $ | 0 $ | 5 270 $ |

# Compensations tenant lieu de taxes 2019

| Code org. | Nom | Écoles primaires (C) | Écoles secondaires (C) | Collégial (C) | Universitaire (C) | Santé (B) | Total Réseaux | Gouvernement (D) | Gouvernement étrangers (A) | Total compensations |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 79030 | Nominingue | 6 944 $ | 212 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 7 156 $ | 0 $ | 0 $ | 7 156 $ |
| 79037 | Rivière-Rouge | 85 097 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 367 987 $ | 453 084 $ | 517 $ | 0 $ | 453 601 $ |
| 79047 | La Macaza | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 2 256 $ | 0 $ | 2 256 $ |
| 79050 | L'Ascension | 8 587 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 8 587 $ | 949 $ | 0 $ | 9 536 $ |
| 79060 | Lac-Saguay | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 382 $ | 0 $ | 382 $ |
| 79065 | Chute-Saint-Philippe | 4 689 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 4 689 $ | 0 $ | 0 $ | 4 689 $ |
| 79078 | Lac-des-Écorces | 16 221 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 16 221 $ | 8 192 $ | 0 $ | 24 413 $ |
| 79088 | Mont-Laurier | 112 805 $ | 388 778 $ | 48 990 $ | 0 $ | 317 989 $ | 868 562 $ | 10 631 $ | 0 $ | 879 193 $ |
| 79097 | Ferme-Neuve | 26 358 $ | 22 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 26 380 $ | 3 247 $ | 0 $ | 29 627 $ |
| 79110 | Mont-Saint-Michel | 3 377 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 3 377 $ | 0 $ | 0 $ | 3 377 $ |
| 79115 | Sainte-Anne-du-Lac | 8 292 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 8 292 $ | 1 961 $ | 0 $ | 10 253 $ |
| 80010 | Montebello | 23 420 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 23 420 $ | 0 $ | 0 $ | 23 420 $ |
| 80027 | Saint-André-Avellin | 27 161 $ | 37 $ | 0 $ | 0 $ | 116 849 $ | 144 047 $ | 0 $ | 0 $ | 144 047 $ |
| 80037 | Papineauville | 6 041 $ | 164 710 $ | 0 $ | 0 $ | 6 944 $ | 177 695 $ | 229 $ | 0 $ | 177 924 $ |
| 80045 | Plaisance | 5 848 $ | 1 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 5 849 $ | 29 067 $ | 0 $ | 34 916 $ |
| 80050 | Thurso | 24 690 $ | 18 889 $ | 0 $ | 0 $ | 8 625 $ | 52 204 $ | 2 297 $ | 0 $ | 54 501 $ |
| 80078 | Ripon | 8 846 $ | 0 $ | 0 $ | 22 189 $ | 0 $ | 31 035 $ | 0 $ | 0 $ | 31 035 $ |
| 80085 | Mulgrave-et-Derry | 0 $ | 14 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 14 $ | 0 $ | 0 $ | 14 $ |
| 80103 | Chénéville | 13 393 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 13 393 $ | 0 $ | 0 $ | 13 393 $ |
| 80110 | Namur | 17 255 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 17 255 $ | 0 $ | 0 $ | 17 255 $ |
| 80135 | Duhamel | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 1 196 $ | 0 $ | 1 196 $ |
| 80140 | Val-des-Bois | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 1 313 $ | 1 313 $ | 0 $ | 0 $ | 1 313 $ |
| 81017 | Gatineau | 2 832 551 $ | 3 671 048 $ | 1 471 421 $ | 1 099 980 $ | 4 051 683 $ | 13 126 683 $ | 83 863 $ | 5 257 $ | 13 215 803 $ |
| 82005 | L'Ange-Gardien | 0 $ | 41 $ | 0 $ | 0 $ | 21 673 $ | 21 714 $ | 82 $ | 0 $ | 21 796 $ |
| 82010 | Notre-Dame-de-la-Salette | 13 094 $ | 3 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 13 097 $ | 0 $ | 0 $ | 13 097 $ |
| 82015 | Val-des-Monts | 92 919 $ | 212 $ | 0 $ | 0 $ | 10 422 $ | 103 553 $ | 470 $ | 0 $ | 104 023 $ |
| 82020 | Cantley | 84 159 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 10 872 $ | 95 031 $ | 0 $ | 0 $ | 95 031 $ |
| 82025 | Chelsea | 53 766 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 9 979 $ | 63 745 $ | 0 $ | 0 $ | 63 745 $ |
| 82030 | Pontiac | 41 626 $ | 14 $ | 0 $ | 0 $ | 2 062 $ | 43 702 $ | 127 $ | 0 $ | 43 829 $ |
| 82035 | La Pêche | 51 911 $ | 37 409 $ | 0 $ | 0 $ | 87 230 $ | 176 550 $ | 219 $ | 0 $ | 176 769 $ |
| 83010 | Low | 2 997 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 1 750 $ | 4 747 $ | 0 $ | 0 $ | 4 747 $ |
| 83015 | Kazabazua | 2 699 $ | 27 $ | 0 $ | 0 $ | 2 359 $ | 5 085 $ | 0 $ | 0 $ | 5 085 $ |
| 83020 | Lac-Sainte-Marie | 4 322 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 4 322 $ | 0 $ | 0 $ | 4 322 $ |
| 83032 | Gracefield | 42 $ | 37 728 $ | 0 $ | 0 $ | 19 294 $ | 57 064 $ | 741 $ | 0 $ | 57 805 $ |
| 83040 | Cayamant | 1 382 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 1 382 $ | 0 $ | 0 $ | 1 382 $ |

# Compensations tenant lieu de taxes 2019

| Code org. | Nom | Écoles primaires (C) | Écoles secondaires (C) | Collégial (C) | Universitaire (C) | Santé (B) | Total Réseaux | Gouvernement (D) | Gouvernement étrangers (A) | Total compensations |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 83045 | Blue Sea | 1 987 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 1 987 $ | 0 $ | 0 $ | 1 987 $ |
| 83050 | Bouchette | 2 207 $ | 97 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 2 304 $ | 0 $ | 0 $ | 2 304 $ |
| 83060 | Messines | 2 398 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 2 398 $ | 0 $ | 0 $ | 2 398 $ |
| 83065 | Maniwaki | 75 001 $ | 230 535 $ | 0 $ | 0 $ | 213 951 $ | 519 487 $ | 444 $ | 0 $ | 519 931 $ |
| 83070 | Déléage | 0 $ | 2 419 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 2 419 $ | 0 $ | 0 $ | 2 419 $ |
| 83075 | Egan-Sud | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ |
| 83085 | Bois-Franc | 2 861 $ | 1 436 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 4 297 $ | 0 $ | 0 $ | 4 297 $ |
| 83088 | Montcerf-Lytton | 2 357 $ | 2 900 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 5 257 $ | 0 $ | 0 $ | 5 257 $ |
| 83095 | Grand-Remous | 3 434 $ | 1 415 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 4 849 $ | 0 $ | 0 $ | 4 849 $ |
| 84005 | Bristol | 7 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 7 $ | 0 $ | 0 $ | 7 $ |
| 84010 | Shawville | 26 349 $ | 54 335 $ | 0 $ | 0 $ | 273 329 $ | 354 013 $ | 0 $ | 0 $ | 354 013 $ |
| 84015 | Clarendon | 0 $ | 157 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 157 $ | 0 $ | 0 $ | 157 $ |
| 84030 | Campbell's Bay | 0 $ | 70 844 $ | 0 $ | 0 $ | 3 434 $ | 74 278 $ | 0 $ | 0 $ | 74 278 $ |
| 84035 | L'Île-du-Grand-Calumet | 4 996 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 4 996 $ | 0 $ | 0 $ | 4 996 $ |
| 84045 | Thorne | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 42 $ | 0 $ | 42 $ |
| 84050 | Alleyn-et-Cawood | 0 $ | 23 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 23 $ | 0 $ | 0 $ | 23 $ |
| 84055 | Otter Lake | 3 560 $ | 5 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 3 565 $ | 0 $ | 0 $ | 3 565 $ |
| 84060 | Fort-Coulonge | 41 969 $ | 12 667 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 54 636 $ | 1 341 $ | 0 $ | 55 977 $ |
| 84065 | Mansfield-et-Pontefract | 0 $ | 33 020 $ | 0 $ | 0 $ | 20 663 $ | 53 683 $ | 0 $ | 0 $ | 53 683 $ |
| 84070 | Waltham | 0 $ | 8 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 8 $ | 501 $ | 0 $ | 509 $ |
| 84082 | L'Isle-aux-Allumettes | 10 557 $ | 3 040 $ | 0 $ | 0 $ | 1 931 $ | 15 528 $ | 0 $ | 0 $ | 15 528 $ |
| 84090 | Chichester | 0 $ | 68 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 68 $ | 0 $ | 0 $ | 68 $ |
| 84095 | Sheenboro | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 215 $ | 0 $ | 215 $ |
| 84100 | Rapides-des-Joachims | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 1 699 $ | 0 $ | 1 699 $ |
| 85005 | Témiscaming | 74 750 $ | 6 905 $ | 0 $ | 0 $ | 60 798 $ | 142 453 $ | 1 646 $ | 0 $ | 144 099 $ |
| 85010 | Kipawa | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 21 292 $ | 0 $ | 21 292 $ |
| 85015 | Saint-Édouard-de-Fabre | 3 758 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 3 758 $ | 0 $ | 0 $ | 3 758 $ |
| 85020 | Béarn | 8 443 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 8 443 $ | 0 $ | 0 $ | 8 443 $ |
| 85025 | Ville-Marie | 24 066 $ | 32 784 $ | 0 $ | 0 $ | 150 471 $ | 207 321 $ | 0 $ | 0 $ | 207 321 $ |
| 85030 | Duhamel-Ouest | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 756 $ | 756 $ | 0 $ | 0 $ | 756 $ |
| 85037 | Lorrainville | 1 173 $ | 83 339 $ | 0 $ | 0 $ | 2 215 $ | 86 727 $ | 0 $ | 0 $ | 86 727 $ |
| 85045 | Saint-Bruno-de-Guigues | 9 509 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 9 509 $ | 19 086 $ | 0 $ | 28 595 $ |
| 85052 | Laverlochère-Angliers | 5 204 $ | 41 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 5 245 $ | 14 775 $ | 0 $ | 20 020 $ |
| 85055 | Fugèreville | 495 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 495 $ | 0 $ | 0 $ | 495 $ |
| 85060 | Latulipe-et-Gaboury | 19 145 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 19 145 $ | 0 $ | 0 $ | 19 145 $ |

# Compensations tenant lieu de taxes 2019

| Code org. | Nom | Écoles primaires (C) | Écoles secondaires (C) | Collégial (C) | Universitaire (C) | Santé (B) | Total Réseaux | Gouvernement (D) | Gouvernement étrangers (A) | Total compensations |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 85065 | Belleterre | 589 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 589 $ | 0 $ | 0 $ | 589 $ |
| 85085 | Saint-Eugène-de-Guigues | 6 719 $ | 23 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 6 742 $ | 73 $ | 0 $ | 6 815 $ |
| 85090 | Notre-Dame-du-Nord | 6 633 $ | 56 361 $ | 0 $ | 57 839 $ | 0 $ | 120 833 $ | 0 $ | 0 $ | 120 833 $ |
| 85095 | Guérin | 2 647 $ | 1 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 2 648 $ | 0 $ | 0 $ | 2 648 $ |
| 85100 | Nédélec | 6 440 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 6 440 $ | 0 $ | 0 $ | 6 440 $ |
| 86042 | Rouyn-Noranda | 360 451 $ | 623 582 $ | 577 395 $ | 600 001 $ | 972 227 $ | 3 133 656 $ | 43 645 $ | 0 $ | 3 177 301 $ |
| 87005 | Duparquet | 7 016 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 7 016 $ | 0 $ | 0 $ | 7 016 $ |
| 87010 | Rapide-Danseur | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 16 322 $ | 0 $ | 16 322 $ | 0 $ | 0 $ | 16 322 $ |
| 87015 | Roquemaure | 4 247 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 4 247 $ | 0 $ | 0 $ | 4 247 $ |
| 87020 | Gallichan | 110 $ | 4 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 114 $ | 0 $ | 0 $ | 114 $ |
| 87025 | Palmarolle | 11 572 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 10 837 $ | 22 409 $ | 0 $ | 0 $ | 22 409 $ |
| 87030 | Sainte-Germaine-Boulé | 6 528 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 4 803 $ | 11 331 $ | 0 $ | 0 $ | 11 331 $ |
| 87035 | Poularies | 6 161 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 6 161 $ | 0 $ | 0 $ | 6 161 $ |
| 87042 | Taschereau | 5 005 $ | 1 210 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 6 215 $ | 3 892 $ | 0 $ | 10 107 $ |
| 87058 | Macamic | 13 066 $ | 36 905 $ | 0 $ | 0 $ | 138 352 $ | 188 323 $ | 1 567 $ | 0 $ | 189 890 $ |
| 87070 | Sainte-Hélène-de-Mancebourg | 6 107 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 6 107 $ | 0 $ | 0 $ | 6 107 $ |
| 87075 | Clerval | 0 $ | 1 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 1 $ | 0 $ | 0 $ | 1 $ |
| 87080 | La Reine | 0 $ | 16 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 16 $ | 0 $ | 0 $ | 16 $ |
| 87085 | Dupuy | 13 028 $ | 4 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 13 032 $ | 0 $ | 0 $ | 13 032 $ |
| 87090 | La Sarre | 72 063 $ | 280 562 $ | 0 $ | 0 $ | 193 275 $ | 545 900 $ | 0 $ | 0 $ | 545 900 $ |
| 87100 | Authier-Nord | 3 340 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 3 340 $ | 0 $ | 0 $ | 3 340 $ |
| 87110 | Clermont | 1 840 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 1 840 $ | 0 $ | 0 $ | 1 840 $ |
| 87115 | Normétal | 29 425 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 29 425 $ | 0 $ | 0 $ | 29 425 $ |
| 88010 | Rochebaucourt | 16 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 16 $ | 0 $ | 0 $ | 16 $ |
| 88015 | La Morandière | 2 860 $ | 5 261 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 8 121 $ | 0 $ | 0 $ | 8 121 $ |
| 88022 | Barraute | 10 067 $ | 37 781 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 47 848 $ | 0 $ | 0 $ | 47 848 $ |
| 88030 | La Corne | 2 835 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 2 835 $ | 0 $ | 0 $ | 2 835 $ |
| 88035 | Landrienne | 7 889 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 7 889 $ | 0 $ | 0 $ | 7 889 $ |
| 88040 | Saint-Marc-de-Figuery | 3 574 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 3 574 $ | 0 $ | 0 $ | 3 574 $ |
| 88045 | La Motte | 3 268 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 3 268 $ | 0 $ | 0 $ | 3 268 $ |
| 88050 | Saint-Mathieu-d'Harricana | 2 601 $ | 5 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 2 606 $ | 0 $ | 0 $ | 2 606 $ |
| 88055 | Amos | 99 378 $ | 390 813 $ | 0 $ | 0 $ | 530 188 $ | 1 020 379 $ | 1 042 $ | 0 $ | 1 021 421 $ |
| 88060 | Saint-Félix-de-Dalquier | 9 704 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 9 704 $ | 0 $ | 0 $ | 9 704 $ |
| 88065 | Saint-Dominique-du-Rosaire | 3 292 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 3 292 $ | 0 $ | 0 $ | 3 292 $ |
| 88070 | Berry | 4 563 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 4 563 $ | 0 $ | 0 $ | 4 563 $ |

# Compensations tenant lieu de taxes 2019

| Code org. | Nom | Écoles primaires (C) | Écoles secondaires (C) | Collégial (C) | Universitaire (C) | Santé (B) | Total Réseaux | Gouvernement (D) | Gouvernement étrangers (A) | Total compensations |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 88075 | Trécesson | 4 038 $ | 161 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 4 199 $ | 22 786 $ | 0 $ | 26 985 $ |
| 88080 | Launay | 3 175 $ | 124 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 3 299 $ | 0 $ | 0 $ | 3 299 $ |
| 88085 | Sainte-Gertrude-Manneville | 4 489 $ | 3 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 4 492 $ | 0 $ | 0 $ | 4 492 $ |
| 88090 | Preissac | 2 173 $ | 66 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 2 239 $ | 0 $ | 0 $ | 2 239 $ |
| 89008 | Val-d'Or | 252 631 $ | 407 787 $ | 161 124 $ | 26 972 $ | 421 337 $ | 1 269 851 $ | 6 284 $ | 0 $ | 1 276 135 $ |
| 89010 | Rivière-Héva | 3 684 $ | 2 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 3 686 $ | 0 $ | 0 $ | 3 686 $ |
| 89015 | Malartic | 137 455 $ | 149 314 $ | 0 $ | 0 $ | 357 878 $ | 644 647 $ | 0 $ | 0 $ | 644 647 $ |
| 89040 | Senneterre | 57 302 $ | 84 540 $ | 0 $ | 0 $ | 75 756 $ | 217 598 $ | 2 592 $ | 0 $ | 220 190 $ |
| 89050 | Belcourt | 9 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 9 $ | 0 $ | 0 $ | 9 $ |
| 90012 | La Tuque | 96 409 $ | 350 715 $ | 0 $ | 0 $ | 468 781 $ | 915 905 $ | 11 056 $ | 0 $ | 926 961 $ |
| 90017 | La Bostonnais | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 2 560 $ | 0 $ | 2 560 $ |
| 91005 | Lac-Bouchette | 9 954 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 9 954 $ | 151 $ | 0 $ | 10 105 $ |
| 91010 | Saint-André-du-Lac-Saint-Jean | 16 778 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 16 778 $ | 0 $ | 0 $ | 16 778 $ |
| 91015 | Saint-François-de-Sales | 20 337 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 20 337 $ | 0 $ | 0 $ | 20 337 $ |
| 91020 | Chambord | 18 954 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 10 322 $ | 29 276 $ | 0 $ | 0 $ | 29 276 $ |
| 91025 | Roberval | 71 969 $ | 287 359 $ | 0 $ | 0 $ | 1 181 980 $ | 1 541 308 $ | 0 $ | 0 $ | 1 541 308 $ |
| 91030 | Sainte-Hedwidge | 4 695 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 4 695 $ | 1 525 $ | 0 $ | 6 220 $ |
| 91035 | Saint-Prime | 29 946 $ | 2 $ | 0 $ | 0 $ | 9 719 $ | 39 667 $ | 103 $ | 0 $ | 39 770 $ |
| 91042 | Saint-Félicien | 68 212 $ | 205 605 $ | 270 805 $ | 0 $ | 56 665 $ | 601 287 $ | 0 $ | 0 $ | 601 287 $ |
| 91050 | La Doré | 20 247 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 20 247 $ | 0 $ | 0 $ | 20 247 $ |
| 92010 | Péribonka | 0 $ | 22 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 22 $ | 0 $ | 0 $ | 22 $ |
| 92015 | Sainte-Jeanne-d'Arc | 8 961 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 8 961 $ | 0 $ | 0 $ | 8 961 $ |
| 92022 | Dolbeau-Mistassini | 167 064 $ | 406 677 $ | 0 $ | 0 $ | 488 530 $ | 1 062 271 $ | 511 $ | 0 $ | 1 062 782 $ |
| 92030 | Albanel | 21 267 $ | 6 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 21 273 $ | 0 $ | 0 $ | 21 273 $ |
| 92040 | Normandin | 43 510 $ | 131 482 $ | 0 $ | 0 $ | 69 452 $ | 244 444 $ | 24 164 $ | 0 $ | 268 608 $ |
| 92045 | Saint-Thomas-Didyme | 10 494 $ | 324 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 10 818 $ | 0 $ | 0 $ | 10 818 $ |
| 92050 | Saint-Edmond-les-Plaines | 4 940 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 4 940 $ | 0 $ | 0 $ | 4 940 $ |
| 92055 | Girardville | 22 919 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 22 919 $ | 0 $ | 0 $ | 22 919 $ |
| 92065 | Saint-Eugène-d'Argentenay | 8 138 $ | 11 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 8 149 $ | 0 $ | 0 $ | 8 149 $ |
| 92070 | Saint-Stanislas | 0 $ | 5 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 5 $ | 0 $ | 0 $ | 5 $ |
| 93005 | Desbiens | 11 668 $ | 1 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 11 669 $ | 0 $ | 0 $ | 11 669 $ |
| 93012 | Métabetchouan--Lac-à-la-Croix | 52 014 $ | 78 368 $ | 0 $ | 0 $ | 139 972 $ | 270 354 $ | 0 $ | 0 $ | 270 354 $ |
| 93020 | Hébertville | 16 788 $ | 71 032 $ | 0 $ | 0 $ | 29 160 $ | 116 980 $ | 0 $ | 0 $ | 116 980 $ |
| 93025 | Hébertville-Station | 15 099 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 15 099 $ | 0 $ | 0 $ | 15 099 $ |
| 93030 | Saint-Bruno | 36 290 $ | 6 $ | 0 $ | 0 $ | 14 698 $ | 50 994 $ | 0 $ | 0 $ | 50 994 $ |

# Compensations tenant lieu de taxes 2019

| Code org. | Nom | Écoles primaires (C) | Écoles secondaires (C) | Collégial (C) | Universitaire (C) | Santé (B) | Total Réseaux | Gouvernement (D) | Gouvernement étrangers (A) | Total compensations |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 93035 | Saint-Gédéon | 20 620 $ | 3 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 20 623 $ | 0 $ | 0 $ | 20 623 $ |
| 93042 | Alma | 305 801 $ | 834 104 $ | 374 805 $ | 0 $ | 805 550 $ | 2 320 260 $ | 0 $ | 0 $ | 2 320 260 $ |
| 93045 | Saint-Nazaire | 28 614 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 28 614 $ | 0 $ | 0 $ | 28 614 $ |
| 93055 | Labrecque | 23 616 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 23 616 $ | 0 $ | 0 $ | 23 616 $ |
| 93060 | Lamarche | 11 329 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 11 329 $ | 0 $ | 0 $ | 11 329 $ |
| 93065 | L'Ascension-de-Notre-Seigneur | 19 733 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 19 733 $ | 0 $ | 0 $ | 19 733 $ |
| 93070 | Saint-Henri-de-Taillon | 7 688 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 7 688 $ | 19 382 $ | 0 $ | 27 070 $ |
| 93075 | Sainte-Monique | 12 455 $ | 8 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 12 463 $ | 0 $ | 0 $ | 12 463 $ |
| 93080 | Saint-Ludger-de-Milot | 7 762 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 7 762 $ | 2 688 $ | 0 $ | 10 450 $ |
| 94068 | Saguenay | 1 249 729 $ | 3 478 541 $ | 2 124 789 $ | 1 832 554 $ | 4 195 081 $ | 12 880 694 $ | 1 781 $ | 0 $ | 12 882 475 $ |
| 94205 | Petit-Saguenay | 24 712 $ | 10 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 24 722 $ | 8 315 $ | 0 $ | 33 037 $ |
| 94210 | L'Anse-Saint-Jean | 0 $ | 41 741 $ | 0 $ | 0 $ | 6 875 $ | 48 616 $ | 1 322 $ | 0 $ | 49 938 $ |
| 94215 | Rivière-Éternité | 12 967 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 12 967 $ | 38 203 $ | 0 $ | 51 170 $ |
| 94220 | Ferland-et-Boilleau | 8 427 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 8 427 $ | 0 $ | 0 $ | 8 427 $ |
| 94225 | Saint-Félix-d'Otis | 10 799 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 10 799 $ | 1 677 $ | 0 $ | 12 476 $ |
| 94230 | Sainte-Rose-du-Nord | 8 924 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 8 924 $ | 0 $ | 0 $ | 8 924 $ |
| 94235 | Saint-Fulgence | 17 551 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 17 551 $ | 589 $ | 0 $ | 18 140 $ |
| 94240 | Saint-Honoré | 78 037 $ | 34 $ | 42 569 $ | 0 $ | 6 837 $ | 127 477 $ | 105 709 $ | 0 $ | 233 186 $ |
| 94245 | Saint-David-de-Falardeau | 21 466 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 21 466 $ | 0 $ | 0 $ | 21 466 $ |
| 94250 | Bégin | 10 957 $ | 13 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 10 970 $ | 638 $ | 0 $ | 11 608 $ |
| 94255 | Saint-Ambroise | 56 229 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 56 229 $ | 63 $ | 0 $ | 56 292 $ |
| 94260 | Saint-Charles-de-Bourget | 9 423 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 9 423 $ | 0 $ | 0 $ | 9 423 $ |
| 94265 | Larouche | 22 396 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 7 119 $ | 29 515 $ | 0 $ | 0 $ | 29 515 $ |
| 95005 | Tadoussac | 23 196 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 23 196 $ | 53 580 $ | 0 $ | 76 776 $ |
| 95010 | Sacré-Coeur | 23 752 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 9 364 $ | 33 116 $ | 15 118 $ | 0 $ | 48 234 $ |
| 95018 | Les Bergeronnes | 8 765 $ | 139 229 $ | 0 $ | 0 $ | 66 316 $ | 214 310 $ | 0 $ | 0 $ | 214 310 $ |
| 95032 | Longue-Rive | 16 474 $ | 73 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 16 547 $ | 2 287 $ | 0 $ | 18 834 $ |
| 95040 | Portneuf-sur-Mer | 28 948 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 28 948 $ | 0 $ | 0 $ | 28 948 $ |
| 95045 | Forestville | 32 896 $ | 129 572 $ | 0 $ | 0 $ | 91 858 $ | 254 326 $ | 6 344 $ | 0 $ | 260 670 $ |
| 95050 | Colombier | 38 552 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 38 552 $ | 906 $ | 0 $ | 39 458 $ |
| 96005 | Baie-Trinité | 35 923 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 45 690 $ | 81 613 $ | 5 963 $ | 0 $ | 87 576 $ |
| 96010 | Godbout | 7 582 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 7 582 $ | 59 $ | 0 $ | 7 641 $ |
| 96015 | Franquelin | 6 042 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 6 042 $ | 0 $ | 0 $ | 6 042 $ |
| 96020 | Baie-Comeau | 285 218 $ | 553 074 $ | 227 212 $ | 0 $ | 954 355 $ | 2 019 859 $ | 4 602 $ | 0 $ | 2 024 461 $ |
| 96025 | Pointe-Lebel | 36 939 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 36 939 $ | 0 $ | 0 $ | 36 939 $ |

# Compensations tenant lieu de taxes 2019

| Code org. | Nom | Écoles primaires (C) | Écoles secondaires (C) | Collégial (C) | Universitaire (C) | Santé (B) | Total Réseaux | Gouvernement (D) | Gouvernement étrangers (A) | Total compensations |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 96030 | Pointe-aux-Outardes | 20 872 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 20 872 $ | 51 624 $ | 0 $ | 72 496 $ |
| 96035 | Chute-aux-Outardes | 34 707 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 34 707 $ | 3 406 $ | 0 $ | 38 113 $ |
| 96040 | Ragueneau | 37 930 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 5 171 $ | 43 101 $ | 248 $ | 0 $ | 43 349 $ |
| 97007 | Sept-Îles | 414 375 $ | 586 478 $ | 243 311 $ | 88 581 $ | 637 512 $ | 1 970 257 $ | 29 677 $ | 0 $ | 1 999 934 $ |
| 97022 | Port-Cartier | 96 043 $ | 87 723 $ | 0 $ | 0 $ | 158 834 $ | 342 600 $ | 33 $ | 0 $ | 342 633 $ |
| 97035 | Fermont | 116 531 $ | 35 256 $ | 0 $ | 0 $ | 44 185 $ | 195 972 $ | 16 017 $ | 0 $ | 211 989 $ |
| 97040 | Schefferville | 0 $ | 42 080 $ | 0 $ | 2 390 $ | 63 545 $ | 108 015 $ | 6 037 $ | 0 $ | 114 052 $ |
| 98005 | Blanc-Sablon | 53 735 $ | 57 415 $ | 0 $ | 0 $ | 248 417 $ | 359 567 $ | 4 700 $ | 0 $ | 364 267 $ |
| 98010 | Bonne-Espérance | 35 420 $ | 55 998 $ | 0 $ | 0 $ | 1 090 $ | 92 508 $ | 0 $ | 0 $ | 92 508 $ |
| 98012 | Saint-Augustin | 29 424 $ | 6 699 $ | 0 $ | 0 $ | 20 578 $ | 56 701 $ | 24 731 $ | 0 $ | 81 432 $ |
| 98014 | Gros-Mécatina | 7 733 $ | 28 832 $ | 0 $ | 0 $ | 16 010 $ | 52 575 $ | 0 $ | 0 $ | 52 575 $ |
| 98015 | Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent | 123 667 $ | 13 734 $ | 0 $ | 0 $ | 84 821 $ | 222 222 $ | 73 683 $ | 0 $ | 295 905 $ |
| 98020 | L'Île-d'Anticosti | 12 235 $ | 3 078 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 15 313 $ | 48 272 $ | 0 $ | 63 585 $ |
| 98025 | Natashquan | 0 $ | 31 706 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 31 706 $ | 0 $ | 0 $ | 31 706 $ |
| 98030 | Aguanish | 7 454 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 7 454 $ | 2 410 $ | 0 $ | 9 864 $ |
| 98035 | Baie-Johan-Beetz | 2 944 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 2 944 $ | 0 $ | 0 $ | 2 944 $ |
| 98040 | Havre-Saint-Pierre | 35 428 $ | 90 053 $ | 0 $ | 120 $ | 169 638 $ | 295 239 $ | 1 666 $ | 0 $ | 296 905 $ |
| 98045 | Longue-Pointe-de-Mingan | 15 589 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 8 264 $ | 23 853 $ | 0 $ | 0 $ | 23 853 $ |
| 98050 | Rivière-Saint-Jean | 4 285 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 2 328 $ | 6 613 $ | 0 $ | 0 $ | 6 613 $ |
| 98055 | Rivière-au-Tonnerre | 21 461 $ | 57 $ | 0 $ | 0 $ | 11 245 $ | 32 763 $ | 3 225 $ | 0 $ | 35 988 $ |
| 99005 | Lebel-sur-Quévillon | 179 651 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 50 385 $ | 230 036 $ | 0 $ | 0 $ | 230 036 $ |
| 99015 | Matagami | 94 913 $ | 93 483 $ | 0 $ | 0 $ | 132 519 $ | 320 915 $ | 129 152 $ | 0 $ | 450 067 $ |
| 99020 | Chapais | 37 276 $ | 77 335 $ | 0 $ | 0 $ | 44 697 $ | 159 308 $ | 0 $ | 0 $ | 159 308 $ |
| 99025 | Chibougamau | 126 007 $ | 347 115 $ | 0 $ | 0 $ | 321 949 $ | 795 071 $ | 17 143 $ | 0 $ | 812 214 $ |
| 99060 | G.R. d'Eeyou Istchee Baie-James | 14 191 $ | 5 029 $ | 0 $ | 0 $ | 8 256 $ | 27 476 $ | 71 214 $ | 0 $ | 98 690 $ |
| AG010 | Îles-de-la-Madeleine | 56 199 $ | 107 790 $ | 29 705 $ | 0 $ | 304 970 $ | 498 664 $ | 72 713 $ | 0 $ | 571 377 $ |
| AG780 | Sainte-Agathe-des-Monts | 21 705 $ | 68 220 $ | 0 $ | 0 $ | 137 433 $ | 227 358 $ | 243 $ | 0 $ | 227 601 $ |
| AG781 | Mont-Tremblant | 24 059 $ | 64 544 $ | 0 $ | 0 $ | 21 375 $ | 109 978 $ | 830 $ | 0 $ | 110 808 $ |
| NR030 | La Côte-de-Gaspé | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 131 $ | 131 $ | 795 $ | 0 $ | 926 $ |
| NR040 | La Haute-Gaspésie | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 43 537 $ | 0 $ | 43 537 $ |
| NR070 | La Matapédia | 0 $ | 1 815 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 1 815 $ | 775 $ | 0 $ | 2 590 $ |
| NR080 | Matane | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 32 $ | 0 $ | 32 $ |
| NR140 | Kamouraska | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 355 $ | 0 $ | 355 $ |
| NR150 | Charlevoix-Est | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 1 613 $ | 0 $ | 1 613 $ |
| NR160 | Charlevoix | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 18 165 $ | 0 $ | 18 165 $ |

# Compensations tenant lieu de taxes 2019

| Code org. | Nom | Écoles primaires (C) | Écoles secondaires (C) | Collégial (C) | Universitaire (C) | Santé (B) | Total Réseaux | Gouvernement (D) | Gouvernement étrangers (A) | Total compensations |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| NR210 | La Côte-de-Beaupré | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 20 433 $ | 0 $ | 20 433 $ | 2 146 $ | 0 $ | 22 579 $ |
| NR220 | La Jacques-Cartier | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 20 186 $ | 0 $ | 20 186 $ |
| NR340 | Portneuf | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 8 945 $ | 0 $ | 8 945 $ |
| NR350 | Mékinac | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 3 599 $ | 0 $ | 3 599 $ |
| NR620 | Matawinie | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 11 248 $ | 0 $ | 11 248 $ | 14 063 $ | 0 $ | 25 311 $ |
| NR790 | Antoine-Labelle | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 65 998 $ | 0 $ | 65 998 $ |
| NR830 | La Vallée-de-la-Gatineau | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 6 872 $ | 0 $ | 6 872 $ |
| NR840 | Pontiac | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 1 901 $ | 0 $ | 1 901 $ |
| NR850 | Témiscamingue | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 4 021 $ | 0 $ | 4 021 $ |
| NR880 | Abitibi | 0 $ | 10 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 10 $ | 0 $ | 0 $ | 10 $ |
| NR890 | Vallée-de-l'Or | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 1 010 $ | 1 010 $ | 0 $ | 0 $ | 1 010 $ |
| NR910 | Le Domaine-du-Roy | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ |
| NR920 | Maria-Chapdelaine | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 31 $ | 0 $ | 31 $ |
| NR942 | Le Fjord-du-Saguenay | 0 $ | 0 $ | 85 $ | 0 $ | 0 $ | 85 $ | 8 612 $ | 0 $ | 8 697 $ |
| NR960 | Manicouagan | 0 $ | 0 $ | 724 $ | 0 $ | 0 $ | 724 $ | 55 $ | 0 $ | 779 $ |
| 99075 | Kuujjuaraapik | | | | | | | 404 639 $ | | 404 639 $ |
| 99080 | Umiujaq | | | | | | | 317 631 $ | | 317 631 $ |
| 99085 | Inukjuak | | | | | | | 1 101 851 $ | | 1 101 851 $ |
| 99090 | Kangiqsualujjuaq | | | | | | | 411 431 $ | | 411 431 $ |
| 99095 | Kuujjuaq | | | | | | | 2 816 277 $ | | 2 816 277 $ |
| 99100 | Tasiujaq | | | | | | | 192 334 $ | | 192 334 $ |
| 99105 | Aupaluk | | | | | | | 229 660 $ | | 229 660 $ |
| 99110 | Kangirsuk | | | | | | | 325 751 $ | | 325 751 $ |
| 99115 | Quaqtaq | | | | | | | 267 033 $ | | 267 033 $ |
| 99120 | Puvirnituq | | | | | | | 1 827 159 $ | | 1 827 159 $ |
| 99125 | Akulivik | | | | | | | 378 951 $ | | 378 951 $ |
| 99130 | Kangiqsujuaq | | | | | | | 450 962 $ | | 450 962 $ |
| 99135 | Salluit | | | | | | | 945 563 $ | | 945 563 $ |
| 99140 | Ivujivik | | | | | | | 287 418 $ | | 287 418 $ |
| Taxes scolaires visant les immeubles d'organismes internationaux | | | | | | | | | | |
| | Comité de gestion de la taxe scolaire de l'Île de Montréal | | | | | | | | 73 658 $ | 73 658 $ |
| | Commission scolaire de la Rivière-du-Nord | | | | | | | | 173 $ | 173 $ |
| | Commission scolaire des Portages de l'Outaouais | | | | | | | | 525 $ | 525 $ |

## Compensations tenant lieu de taxes 2019

| Code org. | Nom | Écoles primaires (C) | Écoles secondaires (C) | Collégial (C) | Universitaire (C) | Santé (B) | Total Réseaux | Gouvernement (D) | Gouvernement étrangers (A) | Total compensations |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| TOTAL | | 71 714 547 $ | 97 898 585 $ | 36 598 569 $ | 77 874 289 $ | 167 665 308 $ | 451 751 298 $ | 31 171 988 $ | 1 906 611 $ | 484 829 897 $ |

Note: Les montants indiqués dans cette liste sont les compensations tenant lieu de taxes concernant l'année 2019 versées jusqu'au 31 mars 2020. Il convient de préciser que les montants versés pour les immeubles des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux constituent un acompte de 90 % calculé à partir du plus élevé entre le taux global de taxation (TGT) prévisionnel ou le TGT pondéré de chaque municipalité. Le solde sera versé au cours de 2020 à la suite de la réception des rapports financiers 2019 des municipalités.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande n° 38 | Sommes engagées en 2019-2020 pour promouvoir la démocratie municipale et prévisions des sommes pour 2020-2021. Préciser les moyens mis de l'avant pour encourager les candidatures des jeunes et des femmes. |
|---|---|

| Nom | Sommes engagées 2019-2020 | Sommes prévues 2020-2021 | Moyens |
|---|---|---|---|
| Table des partenaires Femmes et politique municipale | 200 $ | 0 $ | Cette table vise la concertation des intervenants du milieu municipal ainsi que des organisations assurant la promotion des droits des femmes au Québec, afin de favoriser la participation des femmes à la politique municipale.<br>Le Ministère et le Secrétariat à la condition féminine coprésident cette table composée du Conseil des Montréalaises, du Conseil du statut de la femme, d'Élections Québec, de la Fédération québécoise des municipalités, de l'Union des municipalités du Québec, du Groupe Femmes, Politique et Démocratie, de la Ville de Montréal et du Réseau des élues municipales de la Montérégie Est.<br>Une rencontre s'est tenue à Trois-Rivières le 1er novembre 2019. |
| Activité de réseautage de femmes élues aux différents paliers gouvernementaux | 0 $ | 1 000 $ | Cet événement est organisé à l'initiative du Secrétariat à la condition féminine et s'inscrit dans le cadre de la Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes. Il a pour objectif d'offrir un espace de réseautage et de formation aux femmes élues afin de les accompagner dans l'exercice de leurs responsabilités. Il devrait réunir environ 250 participantes, dont une centaine du milieu municipal.<br>Prévu d'abord en 2019-2020, il a été reporté en 2020-2021. |
| Augmentation des candidatures, dont les candidatures féminines, aux élections municipales 2021 | N/A | À déterminer | Campagne de communication visant à stimuler les mises en candidature pour les postes de mairesse ou maire, conseillère ou conseiller. |

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 39 | Toutes études, analyses ou scénarios commandés ou réalisés au sujet d'une modification à la date des élections municipales. |

Aucune information.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande nº 40 | Liste des rencontres tenues par les conférences administratives régionales (CAR) en 2019-2020. Indiquer les dates, les lieux, les résultats atteints. Identifier les personnes présentes et fournir une copie des ordres du jour et procès-verbaux. Indiquer les rencontres inscrites à l'agenda pour 2020-2021. |
|---|---|

| Conférence administrative régionale (CAR) | Rencontres tenues : nombre, dates et lieux |
|---|---|
| 01 - Bas-Saint-Laurent | **3 rencontres** : 8 avril 2019 (avec les municipalités), 2 octobre 2019 et 18 novembre 2019. Les rencontres ont eu lieu à Rimouski. |
| 02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean | **3 rencontres** : 3 juin 2019, 30 septembre 2019 et 10 février 2020. Les rencontres ont eu lieu à Saguenay. |
| 03 - Capitale-Nationale | **5 rencontres** : 6 juin 2019, 19 septembre 2019, 30 octobre 2019 (CAR-MRC), 5 décembre 2019 et 12 mars 2020. Toutes ces rencontres se sont tenues à Québec. |
| 04 - Mauricie | **3 rencontres** : 14 juin 2019, 13 septembre 2019 et 6 décembre 2019. Les rencontres ont eu lieu à Trois Rivières. |
| 05 - Estrie | **3 rencontres** : 9 mai 2019, 3 octobre 2019 et 27 février 2020. Les rencontres ont eu lieu à Sherbrooke. |
| 06 - Montréal | **3 rencontres** : 29 mai 2019, 24 septembre 2019, 28 novembre 2019. Les rencontres ont eu lieu à Montréal. |
| 07 - Outaouais | **5 rencontres** : 21 juin 2019, 20 septembre 2019, 16 octobre 2019, 1er novembre 2019 et 13 décembre 2019. Les rencontres ont lieu à Gatineau. |
| 08 - Abitibi-Témiscamingue | **5 rencontres** : 17 mai 2019 (Rouyn-Noranda), 4 octobre 2019 (Rouyn-Noranda), 15 novembre 2019 (Val-d'Or), 17 janvier 2020 (Rouyn-Noranda) et 13 mars 2020 (Rouyn-Noranda). |
| 09 - Côte-Nord | **3 rencontres** : 22 mai 2019 (visio-conférence), 26 juin 2019 (Sept-Îles) et 7 novembre 2019 (visio-conférence). |

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande nº 40 | Liste des rencontres tenues par les conférences administratives régionales (CAR) en 2019-2020. Indiquer les dates, les lieux, les résultats atteints. Identifier les personnes présentes et fournir une copie des ordres du jour et procès-verbaux. Indiquer les rencontres inscrites à l'agenda pour 2020-2021. |
|---|---|

| Conférence administrative régionale (CAR) | Rencontres tenues : nombre, dates et lieux |
|---|---|
| 10 - Nord-du-Québec | **3 rencontres** : 26 juin 2019, 17 octobre 2019 et 13 février 2020. Les rencontres ont eu lieu à Chibougamau. |
| 11 - Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine | **3 rencontres** : 20 juin 2019 (New Richmond), 3 octobre 2019 (CAR-MRC - Sainte-Anne-des-Monts) et 5 décembre 2020 (Gaspé). |
| 12 - Chaudière-Appalaches | **4 rencontres** : 7 juin 2019 (Montmagny), 4 octobre 2019 (Thetford Mines), 6 décembre 2019 (Saint-Lazare) et 6 mars 2020 (Saint-Georges). |
| 13 - Laval | **2 rencontres** : 15 avril 2019 et 21 octobre 2019. Les rencontres ont eu lieu à Laval. |
| 14 - Lanaudière | **2 rencontres** : 16 mai 2019 et 12 décembre 2019. Les rencontres ont eu lieu à Joliette. |
| 15 - Laurentides | **3 rencontres** : 28 mai 2019, 23 octobre 2019 et 12 février 2020. Les rencontres ont eu lieu à St-Jérôme. |
| 16 - Montérégie | **4 rencontres** : 13 mai 2019 (Longueuil), 7 octobre 2019 (Longueuil), 16 décembre 2019 (CAR-MRC - La Prairie) et 17 février 2020 (Longueuil). |
| 17 - Centre-du-Québec | **4 rencontres** : 31 mai 2019, 11 octobre 2019, 29 novembre 2019 et 13 mars 2020. Les rencontres ont eu lieu à Bécancour. |

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande n° 41 | Dates et lieux des rencontres avec l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités, ainsi que les ordres du jour et procès-verbaux pour 2019-2020, incluant les rencontres tenues par la ministre ou le cabinet ministériel. |
|---|---|

- **Rencontres du Comité-conseil sur l'allègement du fardeau administratif des municipalités mettant en présence le personnel de l'UMQ ou de la FQM**

  1. 30 avril 2019 – Rencontre du Comité-conseil réunissant des représentants du MAMH, de l'UMQ, de la FQM, de l'ADMQ, de l'ADGMQ, de l'ADGMRCQ et de la COMAQ.
  2. 3 octobre 2019 – Rencontre du Comité-conseil réunissant des représentants du MAMH, de l'UMQ, de la FQM, de l'ADMQ, de l'ADGMQ, de l'ADGMRCQ et de la COMAQ.
  3. 27 novembre 2019 – Rencontre du Comité-conseil réunissant des représentants du MAMH, de l'UMQ, de la FQM, de l'ADMQ, de l'ADGMQ, de l'ADGMRCQ et de la COMAQ.
  4. 6 février 2020 – Rencontre du Comité-conseil réunissant des représentants du MAMH, de l'UMQ, de la FQM, de l'ADMQ, de l'ADGMQ, de l'ADGMRCQ et de la COMAQ.

- **Rencontre spéciale du Comité-conseil sur l'allègement du fardeau administratif des municipalités mettant en présence le personnel de l'UMQ ou de la FQM**

  5. 12 décembre 2019 – Rencontre spéciale du Comité-conseil portant sur la possibilité d'élaborer et de diffuser un webinaire réunissant des représentants du MAMH, de l'UMQ, de la FQM, de l'ADMQ, de l'ADGMQ, de l'ADGMRCQ et de la COMAQ.

- **Rencontre sur le Plan d'action gouvernemental 2018-2021 en matière d'allègement réglementaire et administratif dans le secteur du commerce de détail (mesure 14)**

  6. 26 avril 2019 – Rencontre tenue en collaboration avec le MEI réunissant des représentants du MAMH, du MEI, de l'UMQ, de la FQM et du CQCD.
  7. 16 octobre 2019 – Rencontre tenue en collaboration avec le MEI réunissant des représentants du MAMH, du MEI, de l'UMQ, de la FQM, de la Ville de Montréal, de la Ville de Québec et du CQCD.

- **Rencontre de consultation sur la présentation d'un projet de loi omnibus à l'automne 2019**

  8. 16 octobre 2019 – Rencontre de consultation au sujet des différentes mesures susceptibles de figurer dans un prochain projet de loi omnibus élaboré par le Ministère réunissant des représentants du MAMH, de l'UMQ et de la FQM. Cette rencontre s'inscrivait dans le cadre du projet de loi n° 49, Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale et diverses dispositions législatives, présenté à l'Assemblée nationale le 3 novembre 2019.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande nº 41 | Dates et lieux des rencontres avec l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités, ainsi que les ordres du jour et procès-verbaux pour 2019-2020, incluant les rencontres tenues par la ministre ou le cabinet ministériel. |
|---|---|

- **Rencontre de la Table des partenaires femmes et politique municipale**

9. Le 1er novembre 2019 – Rencontre de la Table des partenaires femmes et politique municipale réunissant des représentants du MAMH, du Secrétariat à la condition féminine, du Conseil des Montréalaises, du Conseil du statut de la femme, d'Élections Québec, de la FQM, de l'UMQ, du Groupe Femmes, Politique et Démocratie et de la Ville de Montréal.

- **Comité permanent de liaison environnement-municipalités (COPLEM) technique**

10. 25 avril 2019 – Rencontre du COPLEM technique réunissant des représentants du MAMH, du MELCC, de l'UMQ, de la FQM, de la Ville de Montréal et de la Ville de Québec.

11. 7 mai 2019 – Rencontre du COPLEM technique sur le projet de Stratégie de valorisation de la matière organique réunissant des représentants du MAMH, du MELCC, de RECYC-QUÉBEC, de l'UMQ, de la FQM, de la Ville de Montréal et de la Ville de Québec.

12. 31 octobre 2019 – Rencontre du COPLEM technique réunissant des représentants du MAMH, du MELCC, de RECYC-QUÉBEC, de l'UMQ, de la FQM, de la Ville de Montréal et de la Ville de Québec.

- **Comité permanent de liaison environnement-municipalités (COPLEM) d'orientation**

13. 31 mai 2019 – Rencontre du COPLEM d'orientation réunissant des représentants du MAMH, du MELCC, de RECYC-QUÉBEC, de l'UMQ, de la FQM, de la Ville de Montréal et de la Ville de Québec.

14. 21 janvier 2020 – Rencontre du COPLEM d'orientation réunissant des représentants du MAMH, du MELCC, de RECYC-QUÉBEC, de l'UMQ, de la FQM, de la Ville de Montréal et de la Ville de Québec.

- **Forum mobilité-municipalités (présidé par le ministère des Transports du Québec)**

15. 13 décembre 2019 – Rencontre du Forum mobilité-municipalités, sous la présidence du ministère des Transports, réunissant des représentants du MTQ, du MAMH, de l'UMQ, de la FQM, de la Ville de Montréal et de la Ville de Québec.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande n° 41 | Dates et lieux des rencontres avec l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités, ainsi que les ordres du jour et procès-verbaux pour 2019-2020, incluant les rencontres tenues par la ministre ou le cabinet ministériel. |
|---|---|

- **Rencontre sur la révision du Règlement sur la sécurité des piscines résidentielles**

16. 28 janvier 2020 – Rencontre de consultation sur la révision du Règlement sur la sécurité des piscines résidentielles tenue par le MAMH et réunissant des représentants de la FQM, de l'UMQ, de la Corporation des officiers municipaux en bâtiment et en environnement du Québec, de la Société de sauvetage, du Bureau de normalisation du Québec et de l'Institut national de santé publique du Québec.

- **Rencontre sur la disposition du projet de loi n°49 prévoyant l'impossibilité, pour une municipalité, de régir les établissements d'hébergement touristique de la catégorie « établissements de résidence principale » par la réglementation adoptée en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU)**

17. 3 décembre 2019 – Rencontre de consultation sur la disposition du projet de loi n°49 prévoyant l'impossibilité, pour une municipalité, de régir les établissements d'hébergement touristique de la catégorie « établissements de résidence principale » par la réglementation adoptée en vertu de la LAU tenue par le MAMH et réunissant des représentants du MAMH, du ministère du Tourisme, de la FQM et de l'ADGMRCQ.

- **Rencontre de la Table d'accompagnement-conseil des organismes municipaux (TACOM) en développement durable**

18. 6 février 2020 – Rencontre tenue en collaboration avec le MELCC réunissant des représentants du MAMH, du MELCC, de l'UMQ, de la FQM, de l'ADMQ, de l'ADMGQ, de l'ADGMRCQ et de la COMAQ.

- **Rencontres du comité technique # 1 portant sur la définition des besoins et le choix du mode d'octroi (pôle d'expertise en gestion contractuelle)**

19. 3 avril 2019 – Rencontre réunissant la FQM, l'UMQ, l'ADMQ, l'ADGMQ, l'ADGMRCQ, la COMAQ et l'AIMQ.

20. 19 juin 2019– Rencontre réunissant la FQM, l'UMQ, l'ADMQ, l'ADGMQ, l'ADGMRCQ, la COMAQ et l'AIMQ.

21. 21 novembre 2019 – Rencontre réunissant la FQM, l'UMQ, l'ADMQ, l'ADGMQ, l'ADGMRCQ, la COMAQ et l'AIMQ.

22. 18 février 2020 – Rencontre réunissant la FQM, l'UMQ, l'ADGMQ, l'ADGMRCQ, la COMAQ et l'AIMQ.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande n° 41 | Dates et lieux des rencontres avec l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités, ainsi que les ordres du jour et procès-verbaux pour 2019-2020, incluant les rencontres tenues par la ministre ou le cabinet ministériel. |
|---|---|

- **Rencontres du comité technique # 2 portant sur le suivi des contrats (pôle d'expertise en gestion contractuelle)**

  23. 4 avril 2019 – Rencontre réunissant la FQM, l'UMQ, l'ADMQ, l'ADGMQ, l'ADGMRCQ, la COMAQ et l'AIMQ.

  24. 12 juin 2019– Rencontre réunissant la FQM, l'UMQ, l'ADMQ, l'ADGMQ, l'ADGMRCQ, la COMAQ et l'AIMQ.

  25. 23 janvier 2020 – Rencontre réunissant la FQM, l'UMQ, l'ADMQ, l'ADGMQ, l'ADGMRCQ, la COMAQ et l'AIMQ.

  26. 12 mars 2020 – Rencontre réunissant la FQM, l'UMQ, l'ADMQ, l'ADGMQ, l'ADGMRCQ, la COMAQ et l'AIMQ

- **Rencontres du comité technique # 3 portant sur le suivi des contrats (pôle d'expertise en gestion contractuelle)**

  27. 1er mai 2019 – Rencontre réunissant la FQM, l'UMQ, l'ADMQ, l'ADGMQ, l'ADGMRCQ, la COMAQ et l'AIMQ.

  28. 11 juin 2019 – Rencontre réunissant la FQM, l'UMQ, l'ADMQ, l'ADGMQ, l'ADGMRCQ, la COMAQ et l'AIMQ.

  29. 1er octobre 2019 – Rencontre réunissant la FQM, l'UMQ, l'ADMQ, l'ADGMQ, l'ADGMRCQ, la COMAQ et l'AIMQ.

  30. 6 février 2020 – Rencontre réunissant la FQM, l'UMQ, l'ADGMQ, l'ADGMRCQ, la COMAQ et l'AIMQ.

  31. 9 mars 2020 – Rencontre réunissant la FQM, l'UMQ, l'ADGMQ, l'ADGMRCQ, la COMAQ, l'AIMQ et l'OIQ.

- **Rencontres de négociations tenues avec le milieu municipal pour la conclusion du Partenariat 2020-2024 : Pour des municipalités et des régions encore plus fortes**

  32. 17 mai 2019 – Rencontre préparatoire de la table administrative avec les directeurs généraux de la FQM, de l'UMQ, des villes de Québec et Montréal, ainsi que le sous-ministre, les sous-ministres adjoints du MAMH et le sous-ministre adjoint du MFQ.

  33. 26 juin 2019 – Rencontre de la table politique réunissant les directeurs généraux de la FQM, de l'UMQ, des villes de Québec et Montréal, ainsi que le sous-ministre, les sous-ministres adjoints du MAMH et le sous-ministre adjoint concerné du MFQ.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande nº 41 | Dates et lieux des rencontres avec l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités, ainsi que les ordres du jour et procès-verbaux pour 2019-2020, incluant les rencontres tenues par la ministre ou le cabinet ministériel. |
|---|---|

34. 4 juillet 2019 – Rencontre de la table administrative réunissant les directeurs généraux des associations municipales et des villes de Montréal et de Québec, ainsi que le sous-ministre et des sous-ministres adjoints du MAMH et le sous-ministre adjoint concerné du MFQ.

35. 10 juillet 2019 – Rencontre de la table technique réunissant les représentants des associations municipales et du gouvernement.

36. 17 juillet 2019 – Rencontre de la table administrative réunissant les directeurs généraux des associations municipales et des villes de Montréal et de Québec, ainsi que le sous-ministre et des sous-ministres adjoints du MAMH et le sous-ministre adjoint concerné du MFQ.

37. 17 juillet 2019 – Rencontre de la table technique réunissant les représentants des associations municipales et du gouvernement.

38. 4 septembre 2019 – Rencontre de la table technique réunissant les représentants des associations municipales et du gouvernement.

39. 19 septembre 2019 – Rencontre de la table politique réunissant les directeurs généraux de la FQM, de l'UMQ, des villes de Québec et Montréal, ainsi que le sous-ministre, les sous-ministres adjoints du MAMH et le sous-ministre adjoint concerné du MFQ.

40. 2 octobre 2019 – Rencontre de la table technique réunissant les représentants des associations municipales et du gouvernement.

- **Rencontres du comité municipal pour l'élaboration d'un plan d'action gouvernemental en aménagement du territoire relatif aux inondations**

41. 4 septembre 2019 – Rencontre du comité municipal réunissant des représentants du MAMH, MERN, MELCC, UMQ, FQM, CMM, CMQ, Ville de Gatineau, AARQ, ADGMQ, ADGMRCQ, ADMQ, AGRCQ, AGMQ

42. 23 septembre 2019 – Rencontre du comité municipal réunissant des représentants du MAMH, MERN, MELCC, UMQ, FQM, CMM, CMQ, Ville de Gatineau, AARQ, ADGMQ, ADGMRCQ, ADMQ, AGRCQ, AGMQ

43. 30 octobre 2019 – Rencontre du comité municipal réunissant des représentants du MAMH, MERN, MELCC, UMQ, FQM, CMM, CMQ, Ville de Gatineau, AARQ, ADGMQ, ADGMRCQ, ADMQ, AGRCQ, AGMQ

44. 20 novembre 2019 – Rencontre du comité municipal réunissant des représentants du MAMH, MERN, MELCC, UMQ, FQM, CMM, CMQ, Ville de Gatineau, AARQ, ADGMQ, ADGMRCQ, ADMQ, AGRCQ, AGMQ

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande n° 41 | Dates et lieux des rencontres avec l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités, ainsi que les ordres du jour et procès-verbaux pour 2019-2020, incluant les rencontres tenues par la ministre ou le cabinet ministériel. |
|---|---|

45. 11 décembre 2019 – Rencontre du comité municipal réunissant des représentants du MAMH, MERN, MELCC, UMQ, FQM, CMM, CMQ, Ville de Gatineau, AARQ, ADGMQ, ADGMRCQ, ADMQ, AGRCQ, AGMQ

46. 21 janvier 2020 – Rencontre du comité municipal réunissant des représentants du MAMH, MERN, MELCC, UMQ, FQM, CMM, CMQ, Ville de Gatineau, AARQ, ADGMQ, ADGMRCQ, ADMQ, AGRCQ, AGMQ

- **Rencontres du comité consultatif sur les finances municipales**

47. 20 juin 2019 – Rencontre du comité municipal réunissant des représentants du MAMH, OCPAQ, COMAQ, ADMQ, ADGMQ, AGFMQ, AVGMQ, UMQ, FQM, ADGMRCQ

48. 18 octobre 2019 – Rencontre du comité municipal réunissant des représentants du MAMH, OCPAQ, COMAQ, ADMQ, ADGMQ, AGFMQ, AVGMQ, UMQ, FQM, ADGMRCQ

- **Rencontres du comité de suivi de la Stratégie québécoise d'économie d'eau potable 2019-2025**

49. 3 avril 2019 – Rencontre réunissant des représentants du MAMH, FQM, UMQ, Ville de Montréal, Ville de Québec, Municipalité de Crabtree, Municipalité de Saint-Étienne-des-Grès, Ville de Gatineau, Ville de Laval, Ville de Longueuil, Ville de Saint-Eustache, Hydro-Québec, MAPAQ, MSSS, MEES, MELCC, MEI, MFQ, RBQ, SQI, ADMQ, AIMQ, CERIU, C.I.EAU, CMMTQ, COMAQ, CPEQ, CTE, FIHOQ, Réseau Environnement

50. 19 juin 2019 – Rencontre réunissant des représentants du MAMH, FQM, UMQ, Ville de Montréal, Ville de Québec, Municipalité de Crabtree, Municipalité de Saint-Étienne-des-Grès, Ville de Gatineau, Ville de Laval, Ville de Longueuil, Ville de Saint-Eustache, Hydro-Québec, MAPAQ, MSSS, MEES, MELCC, MEI, MFQ, RBQ, SQI, ADMQ, AIMQ, CERIU, C.I.EAU, CMMTQ, COMAQ, CPEQ, CTE, FIHOQ, Réseau Environnement

51. 24 septembre 2019 – Rencontre réunissant des représentants du MAMH, FQM, UMQ, Ville de Montréal, Ville de Québec, Municipalité de Crabtree, Municipalité de Saint-Étienne-des-Grès, Ville de Gatineau, Ville de Laval, Ville de Longueuil, Ville de Saint-Eustache, Hydro-Québec, MAPAQ, MSSS, MEES, MELCC, MEI, MFQ, RBQ, SQI, ADMQ, AIMQ, CERIU, C.I.EAU, CMMTQ, COMAQ, CPEQ, CTE, FIHOQ, Réseau Environnement

52. 4 février 2020 – Rencontre réunissant des représentants du MAMH, FQM, UMQ, Ville de Montréal, Ville de Québec, Municipalité de Crabtree, Municipalité de Saint-Étienne-des-Grès, Ville de Gatineau, Ville de Laval, Ville de Longueuil, Ville de Saint-Eustache, Hydro-Québec, MAPAQ, MSSS, MEES, MELCC, MEI, MFQ, RBQ, SQI, ADMQ, AIMQ, CERIU, C.I.EAU, CMMTQ, COMAQ, CPEQ, CTE, FIHOQ, Réseau Environnement

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande n° 41 | Dates et lieux des rencontres avec l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités, ainsi que les ordres du jour et procès-verbaux pour 2019-2020, incluant les rencontres tenues par la ministre ou le cabinet ministériel. |
|---|---|

**Légende :**

| | |
|---|---|
| UMQ : | Union des municipalités du Québec |
| FQM : | Fédération québécoise des municipalités |
| AARQ : | Association des aménagistes régionaux du Québec |
| ADMQ : | Association des directeurs municipaux du Québec |
| ADGMQ : | Association des directeurs généraux des municipalités du Québec |
| ADGMRCQ : | Association des directeurs généraux des municipalités régionales de comté du Québec |
| AGFMQ : | Association des gestionnaires financiers municipaux du Québec |
| AGMQ : | Association de géomatique municipale du Québec |
| AGRCQ : | Association des gestionnaires régionaux des cours d'eau du Québec |
| AIMQ : | Association des ingénieurs municipaux du Québec |
| AVGMQ : | Association des vérificateurs généraux municipaux du Québec |
| CERIU : | Centre d'expertise et de recherche en infrastructures urbaines |
| C.I.EAU : | Centre d'interprétation de l'eau |
| CMMTQ : | Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec |
| COMAQ : | Corporation des officiers municipaux agréés du Québec |
| CPEQ : | Conseil Patronal de l'Environnement du Québec |
| CQCD : | Conseil québécois du commerce de détail |
| CTE : | Commission des transports et de l'environnement |
| FIHOQ : | Fédération interdisciplinaire de l'horticulture ornementale du Québec |

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande n° 41 | Dates et lieux des rencontres avec l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités, ainsi que les ordres du jour et procès-verbaux pour 2019-2020, incluant les rencontres tenues par la ministre ou le cabinet ministériel. |

| | |
|---|---|
| MAMH : | Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation |
| MAPAQ : | Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec |
| MEI : | Ministère de l'Économie et de l'Innovation |
| MELCC : | Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques |
| MERN : | Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles du Québec |
| MESS : | Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur |
| MFQ : | Ministère des Finances |
| MSSS : | Ministère de la Santé et des Services sociaux |
| MTQ : | Ministère des Transports |
| OCPAQ : | Ordre des comptables professionnels agréés du Québec |
| OIQ : | Ordre des ingénieurs du Québec |
| RBQ : | Régie du bâtiment du Québec |
| SQI : | Société québécoise des infrastructures |

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande n° 42 | Liste des droits d'opposition dont se sont prévalues les municipalités reconstituées en 2019-2020. Indiquer l'objet du litige, les municipalités en cause et la décision de la Commission municipale. Fournir une copie de la correspondance adressée au ministre et indiquer l'action entreprise par le ministère. |
|---|---|

La réponse à cette question relève de la Commission municipale du Québec.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande nº 43 | Fournir la liste de tous les médiateurs, négociateurs ou arbitres nommés par le ministre en 2019-2020. Indiquer l'objet de leur mandat et les sommes qui leur ont été versées ou qui leur seront versées. |
|---|---|

| Nomination | Mandat | Sommes impliquées au 31 mars 2020 |
|---|---|---|
| Michel Riendeau | Le 16 mai 2019, le sous-ministre a nommé M. Michel Riendeau pour agir comme conciliateur afin d'aider la Ferme Ran-Porc S.E.N.C. et la Municipalité d'Adstock à trouver un accord quant aux mesures d'atténuation auxquelles est assujettie la délivrance du permis de construction pour l'agrandissement d'un élevage porcin. | 3 576,21 $ |
| Pierre Poulin | Le 16 mars 2020, le sous-ministre a nommé M. Pierre Poulin pour agir comme conciliateur afin d'aider la Ferme St-Isidore Inc. et la Municipalité de Saint-Isidore-de-Clifton à trouver un accord quant aux mesures d'atténuation auxquelles est assujettie la délivrance du permis de construction pour l'agrandissement d'un élevage porcin. | 1 200,00 $ |

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande n° 44 | Liste des projets et montants totaux, par municipalité et par région, accordés dans le cadre du Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées (FEPTEU) et détail des montants décaissés jusqu'à maintenant. |
|---|---|

L'Entente Canada-Québec concernant le FEPTEU a été signée par le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada le 29 juin 2016, dans le cadre d'une première phase du plan d'infrastructures du Canada. Le Ministère a mis en place le programme FEPTEU pour concrétiser ce fonds.

État de situation :

- 197 projets ont fait l'objet d'une confirmation d'aide financière dans le FEPTEU. De ce nombre, 9 projets ont depuis été abandonnés par les bénéficiaires. Ainsi, l'aide financière octroyée totalise près de 560,1 M$ (Québec et Canada) et permet des investissements de l'ordre de 674,8 M$, en incluant la part assumée par les municipalités. Ce montant d'aide est établi sur la base des réclamations de coûts reçues en date du 31 mars 2020.

- Les sommes versées aux municipalités depuis le début du programme jusqu'au au 31 mars 2020 totalisent 170 024 930 $, soit :

    - 163 696 950 $ provenant de sommes fédérales, dont 75 994 910 $ versés en 2019-2020;

    - 6 327 980 $ provenant de sommes provinciales, dont 5 423 343 $ versés en 2019-2020.

Voir les détails en annexe.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

**RP 44 ANNEXE**

| | |
|---|---|
| Demande 44 | Liste des projets et montant totaux, par municipalité et par région, accordés dans le cadre du Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées (FEPTEU) et détail des montants décaissés jusqu'à maintenant. |

| Programme | Volet | Demandeur | Titre du projet | Région | Coût maximal admissible du projet | Aide accordée (aide promise pour les projets en réalisation ou aide réelle pour les projets complétés) | Sommes fédérales versées jusqu'au 31 mars 2020 | Sommes provinciales versées jusqu'au 31 mars 2020* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| FEPTEU | 1.0 | Amqui | Renouvellement de conduites d'eau | 01 | 1 937 564 $ | 1 608 178 $ | 968 782 $ | 43 937 $ |
| FEPTEU | 2.0 | Amqui | Réseaux sanitaire et aqueduc-Place Lévesque | 01 | 330 000 $ | 273 900 $ | 165 000 $ | |
| FEPTEU | 1.0 | Métis-sur-Mer | Renouvellement de conduites d'eau | 01 | 722 990 $ | 600 082 $ | 361 495 $ | 16 395 $ |
| FEPTEU | 1.0 | Price | Renouvellement de conduites d'eau | 01 | 2 052 558 $ | 1 703 625 $ | | |
| FEPTEU | 1.0 | Rimouski | Renouvellement de conduites d'eau | 01 | 6 124 826 $ | 5 083 606 $ | 3 062 413 $ | 136 611 $ |
| FEPTEU | 2.0 | Rimouski | Mise à niveau des installations d'eau potable et d'eaux usées | 01 | 1 904 818 $ | 1 580 999 $ | | |
| FEPTEU | 1.0 | Saint-Alexandre-de-Kamouraska | Renouvellement de conduites d'eau | 01 | 584 458 $ | 485 100 $ | 292 229 $ | 13 253 $ |
| FEPTEU | 1.0 | Sainte-Irène | Renouvellement de conduites d'eau | 01 | 535 090 $ | 444 125 $ | 267 545 $ | 23 193 $ |
| FEPTEU | 2.0 | Saint-Épiphane | Remplacement du réservoir d'emmagasinement d'eau potable | 01 | 1 632 615 $ | 1 355 067 $ | 816 305 $ | 53 945 $ |
| FEPTEU | 2.0 | Saint-Gabriel-de-Rimouski | Alimentation et traitement de l'eau potable | 01 | 2 689 161 $ | 2 232 003 $ | | |
| FEPTEU | 2.0 | Sayabec | Mise aux normes des ouvrages d'alimentation en eau et prolongement des services route 132 | 01 | 8 536 556 $ | 7 085 341 $ | | |
| FEPTEU | 2.0 | Témiscouata-sur-le-Lac | Mise aux normes de l'alimentation en eau potable du quartier Notre-Dame-du-Lac | 01 | 9 292 267 $ | 7 712 581 $ | | |
| | | | **12 projets actifs** | **Total 01** | **36 342 903 $** | **30 164 607 $** | **5 933 770 $** | **287 333 $** |
| FEPTEU | 2.0 | Girardville | Modernisation station production eau potable et déphosphatation eaux usées | 02 | 851 392 $ | 706 651 $ | 425 693 $ | 33 302 $ |
| FEPTEU | 2.0 | Larouche | Construction d'une conduite d'eau potable pour le Lac-du-Camp-Droit et partie de la rue Champigny | 02 | 963 148 $ | 799 411 $ | 481 573 $ | 42 609 $ |
| FEPTEU | 1.0 | Saguenay | Renouvellement de conduites d'eau | 02 | 9 824 642 $ | 8 154 453 $ | 4 912 321 $ | 219 133 $ |
| FEPTEU | 2.0 | Saint-Henri-de-Taillon | Prolongement de la conduite d'eau potable -Secteur 2 (2,627km) | 02 | 480 220 $ | 398 581 $ | 240 109 $ | 11 120 $ |
| | | | **4 projets actifs** | **Total 02** | **12 119 402 $** | **10 059 096 $** | **6 059 696 $** | **306 164 $** |
| FEPTEU | 1.0 | Beaupré | Renouvellement de conduites d'eau | 03 | 4 997 801 $ | 4 148 175 $ | 2 498 901 $ | 111 473 $ |
| FEPTEU | 2.0 | Boischatel | Mise aux normes Usine de traitement de l'eau potable | 03 | 10 599 175 $ | 8 797 316 $ | | |
| FEPTEU | 1.0 | Clermont | Renouvellement de conduites d'eau | 03 | 1 176 494 $ | 976 490 $ | 588 247 $ | 26 679 $ |
| FEPTEU | 1.0 | Donnacona | Renouvellement de conduites d'eau | 03 | 4 975 430 $ | 4 129 605 $ | 2 487 714 $ | 112 824 $ |
| FEPTEU | 2.0 | Fossambault-sur-le-Lac | Reconstruction du poste de pompage principal | 03 | 4 010 000 $ | 3 328 300 $ | 1 511 434 $ | 66 314 $ |
| FEPTEU | 2.0 | La Malbaie | Assainissement des eaux usées secteur St-Fidèle | 03 | 3 553 811 $ | 2 949 664 $ | | |
| FEPTEU | 2.0 | Lac-Beauport | Mont-Cervin phase 2, 3 et 4 | 03 | 6 480 000 $ | 5 378 400 $ | 2 591 999 $ | 168 931 $ |
| FEPTEU | 1.0 | L'Ancienne-Lorette | Renouvellement de conduites d'eau | 03 | 8 950 857 $ | 7 429 211 $ | 4 475 428 $ | 199 644 $ |
| FEPTEU | 1.0 | L'Ange-Gardien | Renouvellement de conduites d'eau | 03 | 4 059 933 $ | 3 369 745 $ | 2 029 967 $ | 90 554 $ |
| FEPTEU | 2.0 | L'Ange-Gardien | Ajout de deux (2) nouvelles chambres de réduction de pression | 03 | 350 009 $ | 290 506 $ | 175 004 $ | 7 807 $ |
| FEPTEU | 1.0 | Les Éboulements | Renouvellement de conduites d'eau | 03 | 545 719 $ | 452 947 $ | 272 860 $ | |
| FEPTEU | 2.0 | Neuville | Prolongement du réseau d'égout sanitaire - Secteur Est | 03 | 15 355 439 $ | 12 745 020 $ | | |
| FEPTEU | 1.0 | Pont-Rouge | Renouvellement de conduites d'eau | 03 | 5 000 040 $ | 4 150 033 $ | | |

* La part provinciale représente les annuités des versements long terme sur 20 ans ainsi que les versements au comptant dans l'année courante.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

**RP 44 ANNEXE**

| | |
|---|---|
| Demande 44 | Liste des projets et montant totaux, par municipalité et par région, accordés dans le cadre du Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées (FEPTEU) et détail des montants décaissés jusqu'à maintenant. |

| Programme | Volet | Demandeur | Titre du projet | Région | Coût maximal admissible du projet | Aide accordée (aide promise pour les projets en réalisation ou aide réelle pour les projets complétés) | Sommes fédérales versées jusqu'au 31 mars 2020 | Sommes provinciales versées jusqu'au 31 mars 2020* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| FEPTEU | 1.0 | Portneuf | Renouvellement de conduites d'eau | 03 | 2 644 759 $ | 2 195 150 $ | | |
| FEPTEU | 2.0 | Portneuf | Distribution en eau potable - Réservoir et conduites de raccordement | 03 | 3 455 834 $ | 2 868 342 $ | | |
| FEPTEU | 2.0 | Québec | Réfection UTE Ste-Foy - Remplacement du système d'ozoneur | 03 | 2 803 854 $ | 2 327 199 $ | | |
| FEPTEU | 2.0 | Québec | Installation d'un système de racleurs des écumes aux épaississeurs | 03 | 806 908 $ | 669 734 $ | | |
| FEPTEU | 2.0 | Québec | Mise à niveau du système de lavage des filtres | 03 | 1 359 588 $ | 1 128 457 $ | | |
| FEPTEU | 2.0 | Québec | Drainage pluvial autoroutes Laurentienne et Félix-Leclerc | 03 | 17 772 494 $ | 14 751 170 $ | 6 487 939 $ | |
| FEPTEU | 2.0 | Québec | Réfection des chambres de vannes, boul. Quatre-Bourgeois et ajout de vannes Bouvier | 03 | 1 640 430 $ | 1 361 557 $ | 643 795 $ | |
| FEPTEU | 2.0 | Québec | Réfection postes U396, U397, U392 et ajout d'un trop-plein pompé poste U303 | 03 | 1 713 659 $ | 1 422 337 $ | 589 869 $ | |
| FEPTEU | 2.0 | Québec | Remaniement des paliers de pression, secteur Loretteville et St-Émile | 03 | 1 527 305 $ | 1 267 663 $ | 567 537 $ | |
| FEPTEU | 2.0 | Québec | Pose d'une nouvelle conduite d'adduction en Haute-ville (Salaberry, St-Jean, Turnbull) | 03 | 7 083 507 $ | 5 879 311 $ | 2 689 266 $ | |
| FEPTEU | 2.0 | Québec | Agrandissement du réservoir Bélair | 03 | 5 496 096 $ | 4 561 760 $ | 1 694 197 $ | |
| FEPTEU | 2.0 | Québec | Poste de pompage Gaudarville | 03 | 2 545 947 $ | 2 113 136 $ | 921 172 $ | |
| FEPTEU | 2.0 | Québec | Construction du poste de pompage des Canetons et Réfection collecteur d'égout pluvial | 03 | 7 198 993 $ | 5 975 164 $ | 2 082 692 $ | |
| FEPTEU | 2.0 | Saint-Casimir | Mise aux normes du traitement de l'eau potable / Secteur du pied de la Montagne | 03 | 1 543 150 $ | 1 280 811 $ | 771 573 $ | 34 419 $ |
| FEPTEU | 2.0 | Sainte-Anne-de-Beaupré | Installations d'alimentation, de production et de distribution d'eau potable | 03 | 11 917 523 $ | 9 891 543 $ | | |
| FEPTEU | 1.0 | Saint-Hilarion | Renouvellement de conduites d'eau | 03 | 2 099 306 $ | 1 742 425 $ | 1 049 654 $ | 46 824 $ |
| FEPTEU | 2.0 | Saint-Joachim | Construction d'un réservoir d'eau potable (secteur village) | 03 | 2 365 707 $ | 1 963 537 $ | 935 948 $ | 41 752 $ |
| FEPTEU | 1.0 | Saint-Marc-des-Carrières | Renouvellement de conduites d'eau | 03 | 1 176 115 $ | 976 175 $ | | |
| FEPTEU | 1.0 | Saint-Raymond | Renouvellement de conduites d'eau | 03 | 2 519 757 $ | 2 091 398 $ | | |
| FEPTEU | 2.0 | Saint-Raymond | Égouts - Rues Bourgeois, de l'Aqueduc, Bureau et Notre-Dame | 03 | 756 000 $ | 627 480 $ | | |
| FEPTEU | 2.0 | Saint-Urbain | Mise aux normes de l'approvisionnement en eau potable | 03 | 2 777 183 $ | 2 305 063 $ | 1 110 869 $ | 47 568 $ |
| FEPTEU | 2.0 | Shannon | Projet d'enlèvement du manganèse | 03 | 2 492 000 $ | 2 068 360 $ | | |
| FEPTEU | 1.0 | Ste-Catherine-de-la-Jacques-Cartier | Renouvellement de conduites d'eau | 03 | 2 829 772 $ | 2 348 710 $ | | |
| FEPTEU | 2.0 | Stoneham-et-Tewkesbury | Mise à niveau de la station d'épuration avec l'ajout d'un traitement tertiaire de déphosphatation par filtration granulaire | 03 | 1 814 187 $ | 1 505 775 $ | | |
| | | | **37 projets actifs** | **Total 03** | **158 394 782 $** | **131 467 669 $** | **36 176 061 $** | **954 787 $** |
| FEPTEU | 1.0 | Charette | Renouvellement de conduites d'eau | 04 | 880 746 $ | 731 019 $ | 440 373 $ | 19 972 $ |
| FEPTEU | 1.0 | Louiseville | Renouvellement de conduites d'eau | 04 | 2 644 217 $ | 2 194 700 $ | 1 322 108 $ | |
| FEPTEU | 1.0 | Notre-Dame-du-Mont-Carmel | Renouvellement de conduites d'eau | 04 | 1 348 456 $ | 1 119 218 $ | 674 228 $ | 58 447 $ |
| FEPTEU | 2.0 | Saint-Barnabé | Rue Bellerive - Construction d'égout sanitaire et réfection égout pluvial | 04 | 924 000 $ | 766 918 $ | 461 999 $ | 40 049 $ |
| FEPTEU | 2.0 | Saint-Boniface | Assainissement des eaux usées et travaux de collecte | 04 | 6 312 369 $ | 5 239 267 $ | 1 833 501 $ | 81 790 $ |
| FEPTEU | 1.0 | Sainte-Geneviève-de-Batiscan | Renouvellement de conduites d'eau | 04 | 1 126 831 $ | 935 270 $ | 563 416 $ | 25 133 $ |

* La part provinciale représente les annuités des versements long terme sur 20 ans ainsi que les versements au comptant dans l'année courante.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

**RP 44 ANNEXE**

| | |
|---|---|
| Demande 44 | Liste des projets et montant totaux, par municipalité et par région, accordés dans le cadre du Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées (FEPTEU) et détail des montants décaissés jusqu'à maintenant. |

| Programme | Volet | Demandeur | Titre du projet | Région | Coût maximal admissible du projet | Aide accordée (aide promise pour les projets en réalisation ou aide réelle pour les projets complétés) | Sommes fédérales versées jusqu'au 31 mars 2020 | Sommes provinciales versées jusqu'au 31 mars 2020* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| FEPTEU | 2.0 | Sainte-Geneviève-de-Batiscan | Remplacement du réservoir d'eau potable et conduite Rang des Forges | 04 | 2 837 688 $ | 2 355 277 $ | 1 418 842 $ | 63 293 $ |
| FEPTEU | 2.0 | Sainte-Thècle | Prolongement du réseau d'eau potable Sainte-Thècle et Lac-aux-Sables | 04 | 2 443 812 $ | 2 028 360 $ | 1 221 904 $ | 55 252 $ |
| FEPTEU | 1.0 | Saint-Justin | Renouvellement de conduites d'eau | 04 | 1 104 291 $ | 916 562 $ | | |
| FEPTEU | 2.0 | Saint-Paulin | Assainissement au Lac Bergeron | 04 | 690 000 $ | 572 700 $ | 275 998 $ | |
| FEPTEU | 2.0 | Shawinigan | Assainissement des eaux, Lac-à-la-Tortue | 04 | 42 995 000 $ | 35 685 850 $ | | |
| FEPTEU | 1.0 | Trois-Rivières | Renouvellement de conduites d'eau | 04 | 4 808 783 $ | 3 991 290 $ | 2 404 392 $ | 107 257 $ |
| FEPTEU | 2.0 | Trois-Rivières | Poste de pompage Matton | 04 | 5 191 217 $ | 4 308 708 $ | 2 595 607 $ | 115 787 $ |
| FEPTEU | 2.0 | Yamachiche | Secteur chemin de la rivière-du-loup - Aqueduc, égout sanitaire et poste de pompage | 04 | 3 510 000 $ | 2 913 300 $ | 1 403 999 $ | |
| | | | **14 projets actifs** | **Total 04** | **76 817 410 $** | **63 758 439 $** | **14 616 364 $** | **566 980 $** |
| FEPTEU | 1.0 | Asbestos | Renouvellement de conduites d'eau | 05 | 2 305 837 $ | 1 913 845 $ | | |
| FEPTEU | 1.0 | Asbestos | Renouvellement de conduites d'eau | 05 | 883 916 $ | 733 650 $ | | |
| FEPTEU | 2.0 | Asbestos | Bassin de rétention des eaux usées | 05 | 989 239 $ | 821 069 $ | | |
| FEPTEU | 1.0 | Nantes | Renouvellement de conduites d'eau | 05 | 1 377 118 $ | 1 143 008 $ | 688 559 $ | |
| FEPTEU | 1.0 | Saint-Robert-Bellarmin | Renouvellement de conduites d'eau | 05 | 1 156 465 $ | 959 866 $ | 578 233 $ | |
| FEPTEU | 2.0 | Stanstead | Raccordement du puits ST-PE-3-13 au réseau d'eau potable de la Ville de Stanstead | 05 | 2 270 500 $ | 1 884 515 $ | 603 384 $ | |
| FEPTEU | 1.0 | Weedon | Renouvellement de conduites d'eau | 05 | 1 489 434 $ | 1 236 230 $ | 744 717 $ | 33 221 $ |
| | | | **7 projets actifs** | **Total 05** | **10 472 509 $** | **8 692 183 $** | **2 614 893 $** | **33 221 $** |
| FEPTEU | 1.0 | Montréal | Renouvellement de diverses conduites | 06 | 99 974 288 $ | 82 978 664 $ | | |
| FEPTEU | 1.0 | Montréal-Ouest | Remplacement des conduites d'eaux usées des rues Ballantyne et Brock | 06 | 1 738 193 $ | 1 442 700 $ | 869 096 $ | 39 416 $ |
| | | | **2 projets actifs** | **Total 06** | **101 712 481 $** | **84 421 364 $** | **869 096 $** | **39 416 $** |
| FEPTEU | 2.0 | Montebello | Réservoir d'eau potable | 07 | 790 002 $ | 655 700 $ | 395 000 $ | 17 620 $ |
| | | | **1 projet actif** | **Total 07** | **790 002 $** | **655 700 $** | **395 000 $** | **17 620 $** |
| FEPTEU | 1.0 | Barraute | Renouvellement de conduites d'eau | 08 | 242 293 $ | 201 103 $ | 121 146 $ | 5 494 $ |
| FEPTEU | 2.0 | Barraute | Prolongement de l'égout sanitaire, secteurs route 397 Nord et Sud et 1ère rue ouest | 08 | 1 449 000 $ | 1 202 670 $ | 724 500 $ | 62 805 $ |
| FEPTEU | 2.0 | Rouyn-Noranda | Assainissement des eaux - Quartier Cléricy | 08 | 3 060 000 $ | 2 539 797 $ | 1 529 998 $ | 52 995 $ |
| | | | **3 projets actifs** | **Total 08** | **4 751 293 $** | **3 943 570 $** | **2 375 645 $** | **121 293 $** |
| | | | **0 projets actifs** | **Total 09** | **0 $** | **0 $** | **0 $** | **0 $** |
| FEPTEU | 2.0 | Chibougamau | Mise aux normes-stations de pompage d'égout P1 et P2-optimisation déversoirs d'orage | 10 | 2 666 076 $ | 2 212 844 $ | 811 619 $ | 36 205 $ |
| | | | **1 projet actif** | **Total 10** | **2 666 076 $** | **2 212 844 $** | **811 619 $** | **36 205 $** |
| FEPTEU | 1.0 | Bonaventure | Renouvellement de conduites d'eau | 11 | 1 180 272 $ | 979 625 $ | 590 136 $ | 26 325 $ |
| FEPTEU | 2.0 | Bonaventure | Réservoir d'eau avenue Louisbourg | 11 | 5 843 659 $ | 4 850 230 $ | 2 921 825 $ | 112 150 $ |
| FEPTEU | 2.0 | Gaspé | Mise aux normes eau potable Gaspé-centre | 11 | 7 655 880 $ | 6 354 380 $ | 2 394 482 $ | 142 964 $ |

* La part provinciale représente les annuités des versements long terme sur 20 ans ainsi que les versements au comptant dans l'année courante.

| | |
|---|---|
| Demande 44 | Liste des projets et montant totaux, par municipalité et par région, accordés dans le cadre du Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées (FEPTEU) et détail des montants décaissés jusqu'à maintenant. |

| Programme | Volet | Demandeur | Titre du projet | Région | Coût maximal admissible du projet | Aide accordée (aide promise pour les projets en réalisation ou aide réelle pour les projets complétés) | Sommes fédérales versées jusqu'au 31 mars 2020 | Sommes provinciales versées jusqu'au 31 mars 2020* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| FEPTEU | 2.0 | Les Îles-de-la-Madeleine | Bouclage du réseau de l'Île-du-Havre-Aubert | 11 | 621 145 $ | 515 548 $ | 310 571 $ | 13 854 $ |
| FEPTEU | 2.0 | Les Îles-de-la-Madeleine | Interception et traitement des eaux usées - secteur centre de Havre-aux-Maisons | 11 | 3 570 000 $ | 2 963 100 $ | 1 284 206 $ | |
| | | | **5 projets actifs** | **Total 11** | **18 870 956 $** | **15 662 883 $** | **7 501 220 $** | **295 294 $** |
| FEPTEU | 1.0 | Adstock | Renouvellement de conduites d'eau | 12 | 1 992 558 $ | 1 653 823 $ | 996 279 $ | |
| FEPTEU | 2.0 | Adstock | Mise aux normes réseau d'aqueduc Ostiguy (Lac Jolicoeur) | 12 | 531 027 $ | 440 750 $ | 265 512 $ | |
| FEPTEU | 2.0 | Armagh | Projet d'assainissement des eaux usées | 12 | 2 143 794 $ | 1 779 349 $ | 748 022 $ | 33 368 $ |
| FEPTEU | 1.0 | Cap-Saint-Ignace | Renouvellement de conduites d'eau | 12 | 4 984 790 $ | 4 137 375 $ | | |
| FEPTEU | 2.0 | Cap-Saint-Ignace | Mise aux normes de l'eau potable | 12 | 2 953 760 $ | 2 451 620 $ | 854 683 $ | 38 126 $ |
| FEPTEU | 1.0 | Lac-Etchemin | Renouvellement de conduites d'eau | 12 | 841 164 $ | 698 166 $ | 420 582 $ | 18 762 $ |
| FEPTEU | 1.0 | Lévis | Renouvellement de conduites d'eau | 12 | 7 533 519 $ | 6 252 820 $ | | |
| FEPTEU | 2.0 | L'Islet | Prolong. infrastructures aqueduc et égout - section chemin Pionniers Est/Petit-Moulin | 12 | 3 030 000 $ | 2 514 899 $ | 1 514 999 $ | 131 330 $ |
| FEPTEU | 1.0 | Montmagny | Renouvellement de conduites d'eau | 12 | 1 993 296 $ | 1 654 435 $ | | |
| FEPTEU | 1.0 | Saint-Camille-de-Lellis | Renouvellement de conduites d'eau | 12 | 2 007 138 $ | 1 665 925 $ | 1 003 569 $ | 45 514 $ |
| FEPTEU | 1.0 | Saint-Damien-de-Buckland | Renouvellement de conduites d'eau | 12 | 607 440 $ | 504 175 $ | 303 720 $ | |
| FEPTEU | 1.0 | Sainte-Agathe-de-Lotbinière | Renouvellement de conduites d'eau | 12 | 848 036 $ | 703 870 $ | 424 018 $ | 18 915 $ |
| FEPTEU | 1.0 | Sainte-Claire | Renouvellement de conduites d'eau | 12 | 1 685 934 $ | 1 399 325 $ | 842 967 $ | 37 604 $ |
| FEPTEU | 2.0 | Sainte-Clotilde-de-Beauce | Prolongement égout sanitaire - route 271 et Ave des Entreprises | 12 | 189 000 $ | 156 870 $ | 75 600 $ | 49 896 $ |
| FEPTEU | 1.0 | Sainte-Croix | Renouvellement de conduites d'eau | 12 | 978 102 $ | 811 825 $ | 489 051 $ | |
| FEPTEU | 2.0 | Saint-Elzéar | Prolongement des services municipaux - route 216 (rue des Érables) | 12 | 270 000 $ | 224 099 $ | 134 999 $ | 89 100 $ |
| FEPTEU | 1.0 | Sainte-Marguerite | Renouvellement de conduites d'eau | 12 | 1 154 715 $ | 958 413 $ | 577 357 $ | 25 755 $ |
| FEPTEU | 2.0 | Sainte-Marguerite | Renforcement des étangs | 12 | 1 447 348 $ | 1 201 298 $ | 578 938 $ | 25 826 $ |
| FEPTEU | 2.0 | Sainte-Marie | Travaux d'infrastructure d'eau potable et d'eaux usées domestiques du secteur ouest | 12 | 5 274 000 $ | 4 377 420 $ | 2 637 000 $ | 228 593 $ |
| FEPTEU | 2.0 | Sainte-Marie | Travaux d'infrastructure d'eau potable, d'eaux usées domestiques - rue Notre-Dame S | 12 | 2 100 000 $ | 1 743 000 $ | 1 050 000 $ | 91 021 $ |
| FEPTEU | 1.0 | Sainte-Perpétue | Renouvellement de conduites d'eau | 12 | 553 268 $ | 459 212 $ | 276 634 $ | 12 340 $ |
| FEPTEU | 1.0 | Saint-Georges | Renouvellement de conduites d'eau | 12 | 655 301 $ | 543 900 $ | 327 651 $ | 28 990 $ |
| FEPTEU | 1.0 | Saint-Jean-Port-Joli | Renouvellement de conduites d'eau | 12 | 1 745 512 $ | 1 448 775 $ | 872 756 $ | 39 582 $ |
| FEPTEU | 2.0 | Saint-Joseph-de-Beauce | Mise aux normes de l'eau potable / Saint-Joseph | 12 | 6 853 684 $ | 5 688 555 $ | 3 426 840 $ | 158 047 $ |
| FEPTEU | 2.0 | Saint-Just-de-Bretenières | Construction d'un nouveau réservoir d'eau potable | 12 | 2 281 409 $ | 1 893 570 $ | | |
| FEPTEU | 1.0 | Saint-Malachie | Renouvellement de conduites d'eau | 12 | 2 939 759 $ | 2 440 000 $ | 1 469 880 $ | 65 570 $ |
| FEPTEU | 2.0 | Saint-Narcisse-de-Beaurivage | Ajout d'un système de déphosphatation et d'enlèvement des sulfures | 12 | 584 277 $ | 484 948 $ | 292 137 $ | 13 530 $ |
| FEPTEU | 1.0 | Saint-Philémon | Renouvellement de conduites d'eau | 12 | 1 110 391 $ | 921 625 $ | 555 196 $ | 24 767 $ |

* La part provinciale représente les annuités des versements long terme sur 20 ans ainsi que les versements au comptant dans l'année courante.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

**RP 44 ANNEXE**

| | |
|---|---|
| Demande 44 | Liste des projets et montant totaux, par municipalité et par région, accordés dans le cadre du Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées (FEPTEU) et détail des montants décaissés jusqu'à maintenant. |

| Programme | Volet | Demandeur | Titre du projet | Région | Coût maximal admissible du projet | Aide accordée (aide promise pour les projets en réalisation ou aide réelle pour les projets complétés) | Sommes fédérales versées jusqu'au 31 mars 2020 | Sommes provinciales versées jusqu'au 31 mars 2020* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| FEPTEU | 2.0 | Saint-Prosper | Prolongement du réseau d'aqueduc pour résidences | 12 | 180 000 $ | 149 399 $ | 89 999 $ | 59 400 $ |
| FEPTEU | 2.0 | Saint-Victor | Prolongement de services égout sanitaire - Route 108 | 12 | 861 000 $ | 714 629 $ | 430 499 $ | 19 204 $ |
| FEPTEU | 2.0 | Saint-Victor | Mise aux normes de l'approvisionnement et le traitement de l'eau potable | 12 | 2 010 996 $ | 1 669 126 $ | 804 398 $ | |
| FEPTEU | 1.0 | Tring-Jonction | Renouvellement de conduites d'eau | 12 | 906 316 $ | 752 242 $ | 453 158 $ | 20 215 $ |
| FEPTEU | 1.0 | Tring-Jonction | Renouvellement de conduites d'eau | 12 | 3 281 922 $ | 2 723 995 $ | 1 640 961 $ | 73 201 $ |
| FEPTEU | 1.0 | Vallée-Jonction | Renouvellement de conduites d'eau | 12 | 1 625 663 $ | 1 349 300 $ | 812 831 $ | |
| | | | **34 projets actifs** | **Total 12** | **68 155 119 $** | **56 568 733 $** | **24 370 237 $** | **1 348 655 $** |
| | | | **0 projets actifs** | **Total 13** | **0 $** | **0 $** | **0 $** | |
| FEPTEU | 1.0 | Saint-Ambroise-de-Kildare | Renouvellement de conduites d'eau | 14 | 391 783 $ | 325 180 $ | 195 892 $ | 8 738 $ |
| FEPTEU | 1.0 | Saint-Ambroise-de-Kildare | Renouvellement de conduites d'eau | 14 | 418 613 $ | 347 449 $ | 209 307 $ | 9 337 $ |
| FEPTEU | 2.0 | Sainte-Élisabeth | Réseau d'eau potable - Grand rang St-Pierre | 14 | 9 770 372 $ | 8 109 409 $ | | |
| FEPTEU | 2.0 | Saint-Félix-de-Valois | Station d'épuration - mise aux normes | 14 | 2 626 855 $ | 2 180 290 $ | | |
| FEPTEU | 1.0 | Saint-Gabriel-de-Brandon | Renouvellement de conduites d'eau | 14 | 1 276 754 $ | 1 059 706 $ | 638 377 $ | 28 952 $ |
| FEPTEU | 1.0 | Saint-Jean-de-Matha | Remplacement et réhabilitation de conduites | 14 | 961 253 $ | 797 840 $ | | |
| FEPTEU | 2.0 | Saint-Liguori | Assainissement au coeur du village de St-Liguori | 14 | 9 894 000 $ | 8 212 020 $ | 2 541 095 $ | |
| FEPTEU | 2.0 | Saint-Paul | Réfection d'infrastructures d'eau des rues Adrien et Claude | 14 | 942 138 $ | 781 975 $ | | |
| FEPTEU | 2.0 | Saint-Thomas | Mise en place d'une conduite d'aqueduc au rang St-Charles | 14 | 522 000 $ | 433 260 $ | 261 000 $ | 11 643 $ |
| | | | **9 projets actifs** | **Total 14** | **26 803 768 $** | **22 247 129 $** | **3 845 670 $** | **58 670 $** |
| FEPTEU | 1.0 | Deux-Montagnes | Renouvellement de conduites d'eau | 15 | 1 037 532 $ | 861 152 $ | 518 766 $ | |
| FEPTEU | 2.0 | Deux-Montagnes | Traitement des eaux usées, usine de filtration d'eau potable et correctifs au réseau. | 15 | 484 318 $ | 401 981 $ | 242 157 $ | 10 982 $ |
| FEPTEU | 1.0 | Saint-Adolphe-d'Howard | Renouvellement de conduites d'eau | 15 | 1 631 531 $ | 1 354 171 $ | | |
| FEPTEU | 1.0 | Sainte-Agathe-des-Monts | Renouvellement de conduites d'eau | 15 | 1 048 480 $ | 870 238 $ | 524 240 $ | 45 445 $ |
| FEPTEU | 1.0 | Sainte-Agathe-des-Monts | Renouvellement de conduites d'eau | 15 | 358 063 $ | 297 192 $ | 179 031 $ | |
| FEPTEU | 1.0 | Sainte-Agathe-des-Monts | Renouvellement de conduites d'eau | 15 | 167 180 $ | 138 759 $ | 83 590 $ | 55 169 $ |
| FEPTEU | 1.0 | Sainte-Agathe-des-Monts | Renouvellement de conduites d'eau | 15 | 362 301 $ | 300 710 $ | 181 151 $ | |
| FEPTEU | 2.0 | Sainte-Agathe-des-Monts | Poste de surpression Lac-des-Sables (pour la desserte en eau du secteur Belvoir) | 15 | 526 608 $ | 437 082 $ | 263 302 $ | 12 194 $ |
| FEPTEU | 1.0 | Saint-Sauveur | Renouvellement de conduites d'eau | 15 | 6 313 084 $ | 5 239 860 $ | 3 156 542 $ | |
| FEPTEU | 2.0 | Val-Morin | Égout collecteur du village de Val-Morin vers la station d'épuration de Val-David | 15 | 1 184 874 $ | 983 442 $ | 592 435 $ | |
| FEPTEU | 2.0 | Val-Morin | Assainissement des eaux usées au Domaine Val-Morin | 15 | 3 006 320 $ | 2 495 245 $ | | |
| FEPTEU | 2.0 | Val-Morin | Construction collecteur reliant le secteur Belle Neige au village, lot 2 | 15 | 4 600 328 $ | 3 818 272 $ | | |
| | | | **12 projets actifs** | **Total 15** | **20 720 619 $** | **17 198 104 $** | **5 741 214 $** | **123 790 $** |

* La part provinciale représente les annuités des versements long terme sur 20 ans ainsi que les versements au comptant dans l'année courante.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

**RP 44 ANNEXE**

| | |
|---|---|
| Demande 44 | Liste des projets et montant totaux, par municipalité et par région, accordés dans le cadre du Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées (FEPTEU) et détail des montants décaissés jusqu'à maintenant. |

| Programme | Volet | Demandeur | Titre du projet | Région | Coût maximal admissible du projet | Aide accordée (aide promise pour les projets en réalisation ou aide réelle pour les projets complétés) | Sommes fédérales versées jusqu'au 31 mars 2020 | Sommes provinciales versées jusqu'au 31 mars 2020* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| FEPTEU | 1.0 | Acton Vale | Renouvellement de conduites d'eau | 16 | 3 738 608 $ | 3 103 045 $ | 1 869 304 $ | 84 778 $ |
| FEPTEU | 1.0 | Ange-Gardien | Renouvellement de conduites d'eau | 16 | 4 177 875 $ | 3 467 636 $ | 2 088 937 $ | |
| FEPTEU | 1.0 | Cowansville | Renouvellement de conduites d'eau | 16 | 7 544 078 $ | 6 261 585 $ | 3 772 039 $ | 168 266 $ |
| FEPTEU | 2.0 | Granby | Réfection de la prise d'eau au réservoir du Lac-sur-la-Montagne | 16 | 2 260 000 $ | 1 875 800 $ | 904 000 $ | 40 999 $ |
| FEPTEU | 2.0 | Granby | Mise aux normes de l'ouvrage de retenue du lac Boivin | 16 | 3 530 000 $ | 2 929 900 $ | 1 411 999 $ | 62 988 $ |
| FEPTEU | 1.0 | Lac-Brome | Renouvellement de conduites d'eau | 16 | 2 663 714 $ | 2 210 882 $ | 1 331 857 $ | |
| FEPTEU | 1.0 | Massueville | Renouvellement de conduites d'eau | 16 | 463 409 $ | 396 630 $ | 231 705 $ | |
| FEPTEU | 2.0 | R. ass. Coteaux | Réhabilitation de la station d'épuration des eaux usées | 16 | 1 747 096 $ | 1 450 089 $ | 561 599 $ | 25 052 $ |
| FEPTEU | 2.0 | R.I. aqu. Bas-Richelieu | Remplacement du système de chlore gazeux | 16 | 336 375 $ | 279 190 $ | 168 187 $ | 7 603 $ |
| FEPTEU | 2.0 | Sainte-Angèle-de-Monnoir | Mise à niveau de la station d'épuration | 16 | 1 525 290 $ | 1 265 986 $ | 762 642 $ | |
| FEPTEU | 2.0 | Sainte-Anne-de-Sorel | Collecte des eaux usées et prolongement d'aqueduc sur l'Île d'Embarras | 16 | 695 000 $ | 576 850 $ | | |
| FEPTEU | 1.0 | Sainte-Julie | Renouvellement de conduites d'eau | 16 | 2 924 958 $ | 2 427 715 $ | 1 462 479 $ | |
| FEPTEU | 2.0 | Saint-Hyacinthe | Mise aux normes de l'usine de filtration | 16 | 14 418 000 $ | 11 966 940 $ | 4 200 527 $ | 187 381 $ |
| FEPTEU | 1.0 | Saint-Pie | Renouvellement de conduites d'eau | 16 | 2 240 084 $ | 1 859 270 $ | 1 120 042 $ | 97 093 $ |
| FEPTEU | 1.0 | Salaberry-de-Valleyfield | Chemisage d'aqueduc de différentes rues | 16 | 2 090 908 $ | 1 735 454 $ | 1 045 454 $ | 48 417 $ |
| FEPTEU | 2.0 | Salaberry-de-Valleyfield | Réhabilitation structurale du collecteur d'eaux usées Taillefer | 16 | 3 320 002 $ | 2 755 600 $ | 1 660 000 $ | 76 878 $ |
| FEPTEU | 1.0 | Sorel-Tracy | Renouvellement de conduites | 16 | 1 612 391 $ | 1 338 285 $ | 806 196 $ | 36 563 $ |
| FEPTEU | 1.0 | Sorel-Tracy | Renouvellement de conduites de la route Marie-Victorin | 16 | 623 638 $ | 517 620 $ | 311 819 $ | 14 142 $ |
| FEPTEU | 2.0 | Sorel-Tracy | Réfection du mur de palplanches derrière la Centrale de traitement de l'eau | 16 | 2 688 540 $ | 2 231 483 $ | 1 344 267 $ | 60 966 $ |
| FEPTEU | 2.0 | Verchères | Réfection du poste de pompage Sainte-Famille | 16 | 475 433 $ | 394 608 $ | 237 716 $ | 10 781 $ |
| FEPTEU | 2.0 | Verchères | Mise à niveau de la station d'épuration des eaux usées | 16 | 378 208 $ | 313 910 $ | 189 102 $ | 8 436 $ |
| | | | **21 projets actifs** | **Total 16** | **59 453 607 $** | **49 358 478 $** | **25 479 872 $** | **930 342 $** |
| FEPTEU | 2.0 | Bécancour | Station épuration (Mares noires) secteur ouest | 17 | 6 950 000 $ | 5 768 500 $ | | |
| FEPTEU | 2.0 | Bécancour | Mise aux normes et maintien des actifs Centrale de Traitement de l'Eau | 17 | 2 300 000 $ | 1 909 000 $ | | |
| FEPTEU | 2.0 | Bécancour | Source Gentilly mise aux normes et maintien des actifs | 17 | 750 000 $ | 622 500 $ | | |
| FEPTEU | 1.0 | Chesterville | Renouvellement de conduites d'eau | 17 | 1 920 705 $ | 1 594 185 $ | 960 352 $ | |
| FEPTEU | 2.0 | Chesterville | Mise aux normes réservoir eau potable et déphosphatation eaux usées | 17 | 860 400 $ | 714 132 $ | | |
| FEPTEU | 1.0 | Drummondville | Renouvellement de conduites d'eau | 17 | 1 616 982 $ | 1 342 095 $ | 808 491 $ | 36 066 $ |
| FEPTEU | 2.0 | Drummondville | Mise à niveau du surpresseur St-Nicéphore | 17 | 5 857 500 $ | 4 861 725 $ | 2 342 999 $ | 160 577 $ |
| FEPTEU | 1.0 | Fortierville | Renouvellement de conduites d'eau | 17 | 3 392 026 $ | 2 815 382 $ | 1 696 013 $ | 76 919 $ |
| FEPTEU | 1.0 | Ham-Nord | Renouvellement de conduites d'eau | 17 | 321 970 $ | 267 235 $ | 160 985 $ | 7 181 $ |

* La part provinciale représente les annuités des versements long terme sur 20 ans ainsi que les versements au comptant dans l'année courante.

| | |
|---|---|
| Demande 44 | Liste des projets et montant totaux, par municipalité et par région, accordés dans le cadre du Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées (FEPTEU) et détail des montants décaissés jusqu'à maintenant. |

| Programme | Volet | Demandeur | Titre du projet | Région | Coût maximal admissible du projet | Aide accordée (aide promise pour les projets en réalisation ou aide réelle pour les projets complétés) | Sommes fédérales versées jusqu'au 31 mars 2020 | Sommes provinciales versées jusqu'au 31 mars 2020* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| FEPTEU | 1.0 | Notre-Dame-du-Bon-Conseil | Renouvellement de conduites d'eau | 17 | 1 900 458 $ | 1 577 380 $ | 950 229 $ | 42 389 $ |
| FEPTEU | 1.0 | Plessisville | Renouvellement de conduites d'eau | 17 | 3 732 225 $ | 3 097 747 $ | 1 866 113 $ | 83 245 $ |
| FEPTEU | 1.0 | Plessisville | Renouvellement de conduites d'eau | 17 | 558 675 $ | 463 700 $ | 279 337 $ | |
| FEPTEU | 2.0 | Plessisville | Remplacement des conduites d'aération à la station d'épuration | 17 | 367 405 $ | 304 942 $ | 183 700 $ | 16 254 $ |
| FEPTEU | 1.0 | Princeville | Renouvellement de conduites d'eau | 17 | 1 442 638 $ | 1 197 390 $ | 721 319 $ | |
| FEPTEU | 1.0 | Saint-Célestin | Renouvellement de conduites d'eau | 17 | 705 904 $ | 585 900 $ | 352 952 $ | |
| FEPTEU | 2.0 | Saint-Célestin | Mise aux normes de l'eau potable | 17 | 3 630 357 $ | 3 013 196 $ | 885 307 $ | 40 707 $ |
| FEPTEU | 2.0 | Saint-Cyrille-de-Wendover | Alimentation en eau potable - Raccordement à Drummondville | 17 | 10 798 984 $ | 8 963 155 $ | 5 399 491 $ | 240 865 $ |
| FEPTEU | 1.0 | Sainte-Eulalie | Renouvellement de conduites d'eau | 17 | 989 503 $ | 821 287 $ | 494 751 $ | 22 070 $ |
| FEPTEU | 2.0 | Sainte-Eulalie | Augmentation de la capacité de la station d'épuration | 17 | 5 535 000 $ | 4 594 050 $ | | |
| FEPTEU | 2.0 | Sainte-Perpétue | Mise aux normes des installations d'eau potable | 17 | 4 685 500 $ | 3 888 965 $ | 1 769 871 $ | 55 243 $ |
| FEPTEU | 1.0 | Saint-Germain-de-Grantham | Renouvellement de conduites d'eau | 17 | 3 193 148 $ | 2 650 313 $ | 1 596 574 $ | 138 402 $ |
| FEPTEU | 2.0 | Saint-Germain-de-Grantham | Mise aux normes des étangs aérés et du poste de pompage des étangs | 17 | 4 625 366 $ | 3 839 051 $ | 2 312 681 $ | 103 166 $ |
| FEPTEU | 1.0 | Saint-Léonard-d'Aston | Renouvellement de conduites d'eau | 17 | 2 311 301 $ | 1 918 380 $ | | |
| FEPTEU | 1.0 | Victoriaville | Renouvellement de conduites d'eau | 17 | 1 284 570 $ | 1 066 193 $ | 642 285 $ | 29 746 $ |
| FEPTEU | 2.0 | Victoriaville | Mise à niveau des équipements de traitement des eaux usées à la STEP | 17 | 4 882 535 $ | 4 052 501 $ | 2 441 266 $ | 108 902 $ |
| FEPTEU | 1.0 | Warwick | Renouvellement de conduites d'eau | 17 | 2 083 751 $ | 1 729 513 $ | 1 041 875 $ | 46 477 $ |
| | | | **26 projets actifs** | **Total 17** | **76 696 903 $** | **63 658 417 $** | **26 906 592 $** | **1 208 208 $** |
| | | | **188 projets actifs** | | **674 767 830 $** | **560 069 216 $** | **163 696 950 $** | **6 327 980 $** |

* La part provinciale représente les annuités des versements long terme sur 20 ans ainsi que les versements au comptant dans l'année courante.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 45 | Toute correspondance entre le ministère et le gouvernement fédéral au sujet du renouvellement du programme FEPTEU. |

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande n° 46 | Liste des consultations menées par le ministère et les organismes auprès des communautés autochtones en 2019-2020 : a) l'objet des consultations; b) le moyen utilisé; c) les dates des rencontres; d) les communautés et les personnes consultées; e) les résultats des consultations; f) les montants afférents. |
|---|---|

| Objet des consultations et moyen utilisé | Dates des rencontres | Communautés et les personnes consultées | Résultats des consultations | Montants afférents |
|---|---|---|---|---|
| **Consultation en 2019-2020 sur le projet d'orientation gouvernementale en matière d'aménagement du territoire (OGAT) portant sur les hydrocarbures**<br><br>Pour ce projet d'OGAT, la démarche de consultation a consisté essentiellement à :<br>- Tenir une rencontre d'information, au cours de laquelle le projet d'OGAT portant sur les hydrocarbures a été présenté aux participants. La rencontre a permis de recueillir les commentaires sur le projet de document;<br>- Recevoir les commentaires écrits (MAMH), les compiler et commencer leur analyse (MAMH, MERN);<br>- Rédiger et transmettre les lettres réponses. | La rencontre concernant le projet d'OGAT Pour assurer une cohabitation harmonieuse des activités pétrolières et gazières avec les autres utilisations du territoire s'est tenue le 24 septembre 2019, à Québec. | Outre les représentants du Ministère et du MERN, étaient présents lors de la rencontre sur le projet d'OGAT portant sur les hydrocarbures du 24 septembre 2019 :<br>1. La Première Nation des Innus d'Essipit<br>2. La Nation Waban-Aki<br>3. La Nation huronne-wendat<br>4. La Première Nation des Innus de Nutashkuan<br>5. La Première Nation Wolastoqiyik (Malécites) Wahsipekuk<br>6. La Nation Anicinape de Kitcisakik<br>7. La Nation Anishnabe de Lac Simon<br>8. La Première Nation de Timiskaming<br>9. L'Institut de développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador<br><br>Le Secrétariat Migmawei, qui représente les communautés de Gespeg, de Gesgapegiag et de Listuguj, a été parallèlement invité à transmettre des commentaires même s'il n'était pas présent à la rencontre. | Au 31 mars 2020, le processus de consultation pour l'OGAT portant sur les hydrocarbures n'est pas terminé. L'intégration des commentaires se poursuit en concertation avec le MERN. | Aucun |

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande n° 47 | Un état de situation quant aux transferts d'actifs entre des municipalités et le gouvernement du Québec concernant le remboursement du déficit actuariel des employés de municipalités. |
|---|---|

Il n'y a pas de municipalité autre que les villes de Montréal et de Québec concernée par ce genre de transfert.

- La Ville de Montréal a emprunté en 2004 une somme de 240 000 000 $ qu'elle a déposée dans une réserve financière créée pour le financement de certains régimes de retraite de l'ancienne Ville de Montréal. Le service de dette relié à cet emprunt d'une durée de 20 ans (de 2005 à 2025) est assumé par le gouvernement du Québec.

  Le versement prévu en 2020-2021 par le gouvernement du Québec est de 24 388 907 $ (23 803 350 $ en 2019-2020).

- La Ville de Québec a emprunté en 2006 une somme de 20 000 000 $ qu'elle a déposée dans une réserve financière créée pour le financement de certains régimes de retraite de l'ancienne Ville de Québec. Le service de dette relié à cet emprunt d'une durée de 20 ans (de 2007 à 2027) est assumé par le gouvernement du Québec.

  Le versement prévu en 2019-2020 par le gouvernement du Québec est de 1 703 064 $ (1 667 682 $ en 2018-2019).

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande n° 48 | État de situation sur le suivi de l'Entente-cadre sur les engagements du gouvernement du Québec et de la Ville de Montréal pour la reconnaissance du statut particulier de la métropole, notamment au chapitre des ententes découlant de cette entente-cadre et des sommes transférées. |
|---|---|

Par la signature de l'Entente-cadre « Réflexe Montréal » le 8 décembre 2016, le gouvernement du Québec s'est engagé à conclure des ententes sectorielles avec la Ville de Montréal en matière d'habitation, de lutte contre l'itinérance, d'immigration, de culture et de patrimoine, d'équipements scolaires, de même qu'à soutenir le développement économique de la Ville.

En matière d'habitation, la Société d'habitation du Québec (SHQ) a conclu une entente d'une durée de cinq ans avec la Ville de Montréal en mars 2018. Cette entente prévoit le transfert à la Ville d'un pourcentage du budget dont dispose la SHQ pour gérer les programmes AccèsLogis Québec, Rénovation Québec et Adaptation de domicile. Les sommes réservées à la Ville de Montréal à cette fin sont de 17 M$ en 2019-2020, le budget 2019-2020 du Québec ne prévoyant pas de nouvelles unités pour le programme AccèsLogis Québec. De plus, une aide financière de 46,1 M$ a été octroyée à la Ville de Montréal en 2019-2020 afin de réaliser les unités allouées dans le cadre du programme AccèsLogis Québec avant le 1er avril 2017, mais non livrées.

Le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) a transféré à la Ville de Montréal, en soutien à son développement et à son rôle de métropole du Québec, un montant de 88,6 M$ et de 93,1 M$ en 2019-2020, soit respectivement pour ses exercices financiers 2019 et 2020. De plus, un montant de 150,0 M$ a été versé à la Ville de Montréal afin d'accélérer ses investissements en matière d'infrastructures vertes pour la gestion des eaux.

Les informations relatives aux autres ententes conclues suivant l'Entente-cadre « Réflexe Montréal » relève des ministères concernés.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande nº 49 | État de situation sur le suivi de l'Entente-cadre sur les engagements du gouvernement du Québec et de la Ville de Québec pour la reconnaissance du statut particulier de la Capitale-Nationale, notamment au chapitre des ententes découlant de cette entente-cadre et des sommes transférées. |
|---|---|

| Mesures prévues à l'Entente-cadre | Mesures réalisées | | Mesures en cours | | Responsables |
|---|---|---|---|---|---|
| **Mesures en matière d'aménagement** | 2 | • Renforcer l'accompagnement offert aux MRC dans leurs démarches de planification en aménagement du territoire.<br>• Modifier la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme en accordant davantage d'autonomie aux municipalités et aux MRC. | 3 | • Finaliser le renouvellement des orientations gouvernementales en aménagement.<br>• Simplifier la présentation des orientations gouvernementales en aménagement.<br>• Mettre sur pied un groupe de travail ayant pour mandat d'identifier des mesures pour alléger et simplifier le processus d'approbation gouvernemental à l'égard des modifications aux schémas d'aménagement. | MAMH |
| **Mesures en matière de logement social** | - | | 1 | • Engagement de la Société d'habitation du Québec (SHQ) à modifier ses programmes de façon à permettre leur mise en œuvre et conclure avec la Ville les ententes relatives à leur financement et à leur gestion. | SHQ |
| **Mesures en matière d'itinérance** | 1 | • Examiner, en collaboration avec la Ville et la ministre de la Santé et des Services sociaux, la manière dont les actions de l'ensemble des intervenants, incluant les tiers, pourraient être mieux coordonnées et arrimées entre elles. | 1 | • Étudier les moyens de mieux soutenir la Ville tant financièrement qu'en ce qui a trait à l'organisation et à l'efficacité des services publics et municipaux dans ces domaines. | MSSS (collaboration MAMH et CIUSSS) |

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande nº 49 | État de situation sur le suivi de l'Entente-cadre sur les engagements du gouvernement du Québec et de la Ville de Québec pour la reconnaissance du statut particulier de la Capitale-Nationale, notamment au chapitre des ententes découlant de cette entente-cadre et des sommes transférées. |
|---|---|

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **Mesures en matière d'intégration à la société québécoise des immigrants et des réfugiés** | - | | 1 | • Examiner comment améliorer la coordination des actions de l'ensemble des intervenants ainsi qu'étudier les moyens de mieux soutenir la Ville tant financièrement qu'en ce qui a trait à l'organisation et à l'efficacité des services publics et municipaux en matière d'immigration. | MIFI (collaboration MAMH) |
| **Mesures en matière de culture et de patrimoine** | 2 | • Conclure avec la Ville une entente de délégation d'application de la Politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement.<br>• Conclure avec la Ville une entente de développement culturel d'une durée de trois ans. | - | | MCC |
| **Analyse des impacts des projets de loi, règlements, politiques et programmes pour les municipalités dans les mémoires au Conseil des ministres** | 1 | • Appui du Ministère sur la Politique gouvernementale de consultation et de simplification administrative à l'égard des municipalités pour favoriser également l'élaboration, par l'ensemble des ministères et organismes du gouvernement, de lois, règlements, politiques et programmes prenant mieux en compte la réalité du milieu municipal. | - | | MAMH |

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande nº 49 | État de situation sur le suivi de l'Entente-cadre sur les engagements du gouvernement du Québec et de la Ville de Québec pour la reconnaissance du statut particulier de la Capitale-Nationale, notamment au chapitre des ententes découlant de cette entente-cadre et des sommes transférées. |
|---|---|

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **Demandes étudiées par la Table sur les relations Québec-municipalités** | 2 | • Abolir la nécessité d'obtenir l'autorisation du ministre pour conclure une entente engageant le crédit des municipalités pour plus de 10 ans.<br>• Permettre la prise en charge, par les municipalités, pour cession à un tiers, d'un immeuble détérioré. | 2 | • Fixer l'indemnité d'expropriation en fonction de la valeur réelle conformément à la Loi sur la fiscalité municipale.<br>• Obtenir pour la cour municipale le pouvoir d'autoriser une solution de rechange aux travaux compensatoires dans le cadre du programme IMPAC. | MAMH, MTQ, MJQ |
| **Financement de projets de développement économique, incluant le soutien des secteurs de force de la région** | 2 | • Proposer la reconnaissance légale d'un fonds d'appui à la capitale nationale et sa région.<br>• Déterminer les modalités de gouvernance et de gestion applicables pour ce fonds en collaboration avec la Ville de Québec et sa région. | - | | MAMH, SCN |
| **Établissement des catégories d'immeubles aux fins de fixation de plusieurs taux de taxe foncière générale** | 1 | • Proposer des mesures visant à habiliter la Ville à déterminer des catégories additionnelles d'immeubles non résidentiels pouvant faire l'objet de taux de taxation foncière différents. | - | | MAMH |

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande nº 49 | État de situation sur le suivi de l'Entente-cadre sur les engagements du gouvernement du Québec et de la Ville de Québec pour la reconnaissance du statut particulier de la Capitale-Nationale, notamment au chapitre des ententes découlant de cette entente-cadre et des sommes transférées. |
|---|---|

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **Seuils pour l'adjudication des contrats de gré à gré** | 1 | • Proposer des mesures (dans le contexte des travaux de la Table sur les relations Québec-municipalités) pour hausser à 100 000 $ les seuils d'autorisation des contrats de gré à gré en matière d'approvisionnement, de services professionnels et de travaux de construction pour les municipalités, dont la Ville de Québec. | - | MAMH |
| **Pouvoirs pour forcer l'entretien des immeubles détériorés** | 1 | • Poursuivre les travaux afin d'identifier des mesures visant à accroître les compétences de la Ville et à améliorer l'efficacité de ses pouvoirs en matière d'immeubles détériorés et proposer les dispositions législatives nécessaires à cette fin. | - | MAMH |
| **Amendes imposées pour démolition illégale d'un immeuble** | 1 | • Poursuivre les travaux visant à conférer aux amendes un plus grand caractère dissuasif. | - | MAMH |
| **Pouvoir d'aide de la Ville** | 1 | • Poursuivre les travaux pour déterminer comment le pouvoir d'aide de la Ville pourrait être modifié ou modulé pour lui permettre notamment de résoudre la problématique de la conversion à d'autres usages des édifices religieux et des immeubles laissés vacants. | - | MAMH |

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande nº 49 | État de situation sur le suivi de l'Entente-cadre sur les engagements du gouvernement du Québec et de la Ville de Québec pour la reconnaissance du statut particulier de la Capitale-Nationale, notamment au chapitre des ententes découlant de cette entente-cadre et des sommes transférées. |
|---|---|

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **Aéroport international Jean-Lesage** | 1 | • Soutenir financièrement l'aéroport de Québec pour qu'il paie un coût de taxe foncière par passager plus raisonnable et comparable à la moyenne canadienne. | - | MAMH |
| **Engagements en matière d'environnement** | 1 | • Formuler au MELCC diverses propositions visant à permettre à la Ville d'assumer davantage de responsabilités et d'exercer certains pouvoirs en matière d'environnement. | | MAMH |

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande n° 49 | État de situation sur le suivi de l'Entente-cadre sur les engagements du gouvernement du Québec et de la Ville de Québec pour la reconnaissance du statut particulier de la Capitale-Nationale, notamment au chapitre des ententes découlant de cette entente-cadre et des sommes transférées. |
|---|---|

Concernant les **mesures en matière d'itinérance :**

- octroi à la Ville de Québec d'un financement de 1,380 M$ pour bonifier l'accès à des logements avec accompagnement pour combattre le phénomène de l'itinérance et aider des personnes vulnérables à se sortir de la rue.

Concernant les **mesures en matière de culture et de patrimoine :**

- renouvellement de l'Entente de développement culturel 2018-2020, qui s'établit à 56,66 M$ sur trois ans.

Concernant le **financement de projets de développement économique, incluant le soutien des secteurs de force de la région :**

- une enveloppe de 97 M$ a été attribuée au Fonds de la région de la Capitale-Nationale en juin 2018 pour les cinq prochaines années afin de permettre à l'agglomération de Québec et l'ensemble des MRC de la région de soutenir financièrement des projets régionaux qui ont un effet significatif sur le territoire.

Concernant l'**aéroport international Jean-Lesage :**

- un montant de 2,5 M$ a été octroyé en 2017-2018 à l'Aéroport (décret 277-2018 du 21 mars 2018).

Le Ministère ne dispose pas d'autres d'informations sur le montant des sommes transférées dans le cadre de l'Entente-cadre.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 50 | État de la mise aux normes des infrastructures en eau potable au Québec en 2019-2020. Fournir les prévisions pour 2020-2021. |

Les investissements dans les infrastructures d'eau sont une priorité du gouvernement du Québec. Le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) offre différents programmes d'aide financière pour soutenir les municipalités dans la réalisation de travaux visant la réfection et la mise aux normes d'infrastructures d'eau.

Le MAMH alloue une priorité d'aide financière à tout projet d'eau qui ne respecte pas le Règlement sur la qualité de l'eau potable ou le Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées. Toutefois, c'est le MELCC qui est responsable de l'application de la réglementation et effectue le suivi des dossiers problématiques.

De 2007-2008 à 2019-2020, les programmes du MAMH ont permis de réaliser des investissements totaux en eau (eau potable, eaux usées et réseaux souterrains) de 12,3 G$, et ce, grâce à une aide financière gouvernementale de 8,9 G$ (Canada + Québec).

Pour 2020-2021, des investissements totaux en eau de 888 M$ sont prévus grâce à une aide financière gouvernementale de 595 M$ (Canada + Québec).

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande n° 51 | Liste des programmes disponibles pour les municipalités qui n'ont pas encore de système de traitement d'eau potable conforme aux normes prévues par le Règlement sur la qualité de l'eau potable. Pour chacun des programmes, fournir la liste des municipalités qui en ont bénéficié et les montants versés en 2019-2020. |

Le MAMH met à la disposition des municipalités différents programmes offrant un soutien financier important pour la réalisation de projets d'infrastructure d'eau visant :

- la mise aux normes en vue de se conformer à la réglementation (Règlement sur la qualité de l'eau potable et Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées);
- la construction, la réfection ou l'agrandissement d'infrastructures d'eau potable et d'eaux usées;
- la réhabilitation ou le remplacement de conduites de distribution d'eau potable et d'égouts prioritaires.

Au cours de l'année financière 2019-2020, les programmes suivants étaient disponibles pour la réalisation de projets d'infrastructures municipales d'eau :

- Programme d'infrastructures municipales d'eau (PRIMEAU);
- Programme de la Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ) 2014-2018 – programme prolongé jusqu'au 31 décembre 2019;
- Programme de la Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ) 2019-2023 – travaux admissibles à partir du 1er janvier 2019;
- Fonds pour l'infrastructure municipale d'eau (FIMEAU) – premier appel de projets réalisé à l'automne 2019, aucune promesse en 2019-2020.

Ce sont d'ailleurs près de 5 G$ d'argent neuf qui ont été rendus disponibles en 2019 en vertu des nouveaux programmes FIMEAU (enveloppe d'aide de 1,5 G$) et TECQ 2019-2023 (enveloppe d'aide de 3,415 G$).

En 2019-2020, soit du 1er avril 2019 au 31 mars 2020, 60 confirmations d'aide pour la réalisation de projets d'infrastructures d'eau (voir Annexe 1) ont été effectuées. Il est à noter qu'un projet présenté peut concerner à la fois les systèmes de traitement de l'eau potable et ceux des eaux usées.

| Programme | Nombre de projets | Montant de la subvention |
|---|---|---|
| PRIMEAU | 60 | 63 993 526 $ |

Pour ce qui est du programme TECQ, chaque municipalité doit déposer au MAMH une programmation de travaux pour obtenir l'aide financière. Cette programmation comprend la liste des travaux admissibles à réaliser pour chacune des années du programme. La priorité 1 de ces programmes permet l'installation, la mise aux normes et à niveau des équipements d'eau potable et d'assainissement des eaux usées. La priorité 3 permet, quant à elle, le renouvellement des conduites d'eau potable et d'égouts.

Au 31 mars 2020, des travaux admissibles totalisant près de 2,67 G$ ont été approuvés dans la TECQ 2014-2018, incluant 751,2 M $ pour la priorité 1 et 1,14 G $ pour la priorité 3. Ces travaux couvrent la période allant du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2019.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande nº 51 | Liste des programmes disponibles pour les municipalités qui n'ont pas encore de système de traitement d'eau potable conforme aux normes prévues par le Règlement sur la qualité de l'eau potable. Pour chacun des programmes, fournir la liste des municipalités qui en ont bénéficié et les montants versés en 2019-2020. |
|---|---|

Pour la TECQ 2019-2023, des travaux admissibles totalisant près de 175,7 M$ ont été approuvés, incluant 51,0 M$ pour la priorité 1 et 42,2 M$ pour la priorité 3, et ce, pour l'exercice 2019-2020.

Par ailleurs, bien que le programme Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées (FEPTEU) soit fermé à de nouvelles demandes, ce dernier a permis la poursuite en 2019-2020 de nombreux projets d'infrastructures d'eau dont l'aide financière accordée se situe à 560,1 M$. En ajoutant la contribution exigée aux municipalités, l'aide totale consentie dans le cadre du FEPTEU permet des investissements de l'ordre du 674,8 M$. Consulter la demande de renseignement particulier de l'opposition officielle nº44 pour obtenir le détail de ces projets.

**Étude des crédits 2019-2020**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande 51<br>Annexe | Liste des programmes disponibles pour les municipalités qui n'ont pas encore de système de traitement d'eau potable conforme aux normes prévues par le Règlement sur la qualité de l'eau potable. Pour chacun des programmes, fournir la liste des municipalités qui en ont bénéficié et les montants versés en 2019-2020, |

## Liste des confirmations d'aide financière 2019-2020, du 1er avril 2019 au 31 mars 2020, pour PRIMEAU

| Programme | Dossier | Volet | Demandeur | Titre du projet | Région | Catégorie de travaux | Date de promesse | Montant de la promesse | Sommes versées 2019-2020 | Modalités de versement | Échéance |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| PRIMEAU | 514020 | 1.1 | Lac-Brome | Implantation des services d'eau potable et d'eaux usées au Parc de maison mobile West-Brome | 16 | Eaux usées | 2019-07-19 | 147 334 | | Financé | 20 ans |
| PRIMEAU | 514068 | 1.1 | Réseau Environnement inc. | Guide de support aux petites municipalités | 06 | Eau potable | 2019-10-03 | 26 877 | | Comptant | |
| PRIMEAU | 514223 | 1.1 | Kamouraska | Alimentation en eau potable | 01 | Eau potable | 2019-04-04 | 144 645 | | Financé | 20 ans |
| PRIMEAU | 514238 | 1.1 | Lac-au-Saumon | Mise aux normes des installations d'eau potable du Parc de maisons mobiles Parent | 01 | Eau potable | 2019-05-28 | 95 496 | | Comptant | |
| PRIMEAU | 514298 | 1.1 | L'Anse-Saint-Jean | Assainissement des eaux usées | 02 | Eaux usées | 2019-05-31 | 384 200 | | Financé | 20 ans |
| PRIMEAU | 514300 | 1.1 | La Durantaye | La Durantaye / Mise aux normes de l'eau potable | 12 | Eau potable | 2019-08-13 | 69 565 | 69 565,00 $ | Comptant | |
| PRIMEAU | 514390 | 1.1 | Saint-Damase | Mise aux normes des installations de l'usine de filtration d'eau potable | 16 | Eau potable | 2019-05-28 | 68 667 | | Comptant | |
| PRIMEAU | 514434 | 1.1 | Les Coteaux | Remplacement de la prise d'eau et de la conduite d'adduction | 16 | Eau potable | 2019-06-18 | 29 249 | | Comptant | |
| PRIMEAU | 514453 | 1.1 | Saint-Bernard | Construction d'un bâtiment et d'une station de traitement de l'eau potable | 12 | Eau potable | 2019-09-11 | 161 333 | | Financé | 20 ans |
| PRIMEAU | 514454 | 1.1 | Saint-Adrien-d'Irlande | Travaux d'égouts et réalisation d'ouvrages d'assainissement des eaux usées | 12 | Eaux usées | 2019-08-13 | 25 500 | | Comptant | |
| PRIMEAU | 514457 | 1.1 | Belleterre | Approvisionnement et traitement d'eau potable | 08 | Eau potable | 2019-09-03 | 363 052 | | Financé | 20 ans |
| PRIMEAU | 514482 | 1.1 | Saint-André-du-Lac-Saint-Jean | Plans et devis pour construction infrastructure de traitement des eaux usées | 02 | Eaux usées | 2019-09-17 | 119 673 | | Financé | 20 ans |
| PRIMEAU | 514487 | 1.1 | Saint-Côme--Linière | Remplacement du poste de pompage principal | 12 | Eau potable | 2019-04-09 | 38 593 | 38 593,00 $ | Comptant | |
| PRIMEAU | 514064 | 1.2 | Longue-Rive | Projet de distribution d'eau potable et d'évacuation et de traitement des eaux usées (en lien avec dossier no 800232) | 09 | Eau potable | 2019-07-09 | 2 378 624 | | Financé | 20 ans |
| PRIMEAU | 514065 | 1.2 | Saint-Germain | Collecte et traitement des eaux usées (en lien avec dossier no 555024) | 01 | Eaux usées | 2019-04-09 | 1 574 950 | | Financé | 20 ans |
| PRIMEAU | 514066 | 1.2 | Port-Cartier | Mise à niveau de la station d'épuration des eaux usées - Plan Nord (en lien avec dossier 514067) | 09 | Eaux usées | 2019-06-19 | 9 028 041 | | Financé | 20 ans |
| PRIMEAU | 514067 | 1.2 | Port-Cartier | Mise à niveau de la station d'épuration des eaux usées - Plan Nord (en lien avec dossier 514066) | 09 | Eaux usées | 2019-06-19 | 956 458 | | Financé | 20 ans |
| PRIMEAU | 514387 | 1.2 | Val-Joli | Implantation de réseaux dans le secteur Saint-Zacharie | 05 | Eau potable | 2019-07-25 | 1 425 000 | | Financé | 20 ans |
| PRIMEAU | 514393 | 1.2 | Saint-Gabriel | Mise aux normes des installations de production d'eau potable | 14 | Eau potable | 2019-07-03 | 1 042 000 | | Financé | 20 ans |
| PRIMEAU | 514451 | 1.2 | Cookshire-Eaton | Construction d'une nouvelle station d'épuration pour le secteur Johnville | 05 | Eaux usées | 2019-08-21 | 1 104 320 | | Financé | 20 ans |
| PRIMEAU | 514480 | 1.2 | Saint-Georges | Mise à niveau des stations de pompage SP-1 et SP-4 | 12 | Eau potable | 2019-04-17 | 577 260 | | Financé | 20 ans |
| PRIMEAU | 514508 | 1.2 | Saint-Anaclet-de-Lessard | Prolongement du réseau d'aqueduc | 01 | Eau potable | 2019-07-09 | 816 000 | | Financé | 20 ans |
| PRIMEAU | 514521 | 1.2 | Sainte-Anne-de-la-Pocatière | Distribution en eau potable, collecte et interception des eaux usées du secteur Carré St-Louis et de la route 132 Ouest | 01 | Eau potable | 2019-05-28 | 8 695 982 | | Financé | 20 ans |
| PRIMEAU | 514522 | 1.2 | Kamouraska | Alimentation en eau potable | 01 | Eau potable | 2019-06-18 | 2 103 881 | | Financé | 20 ans |
| PRIMEAU | 514549 | 1.2 | Saint-Côme--Linière | Remplacement du poste de pompage principal | 12 | Eaux usées | 2019-07-17 | 814 159 | | Financé | 20 ans |
| PRIMEAU | 514557 | 1.2 | Manseau | Dephosphatation des eaux usées | 17 | Eaux usées | 2019-08-13 | 59 208 | | Financé | 20 ans |
| PRIMEAU | 514560 | 1.2 | Lac-au-Saumon | Mise aux normes des installations d'eau potable du Parc de maisons mobiles Parent | 01 | Eau potable | 2019-09-25 | 1 557 792 | | Financé | 20 ans |
| PRIMEAU | 514566 | 1.2 | Bonaventure | Alimentation en eau | 11 | Eau potable | 2019-10-04 | 782 796 | | Financé | 20 ans |
| PRIMEAU | 514567 | 1.2 | La Durantaye | Mise aux normes de l'eau potable | 12 | Eau potable | 2019-10-31 | 926 655 | | Financé | 20 ans |
| PRIMEAU | 514569 | 1.2 | Stanstead | Remplacement de la station de traitement des eaux usées de Rock Island | 05 | Eaux usées | 2020-01-29 | 2 751 450 | | Financé | 20 ans |
| PRIMEAU | 514576 | 1.2 | Saint-Prime | Intégration des équipements de déphosphatation à la station d'épuration | 05 | Eaux usées | 2020-03-18 | 2 076 001 | | Financé | 20 ans |
| PRIMEAU | 514583 | 1.2 | Saint-Bernard | Mise aux normes des installations de production de l'eau potable | 02 | Eau potable | 2020-03-12 | 3 063 300 | | Financé | 20 ans |
| PRIMEAU | 2025016 | 2.0 | Waterloo | Renouvellement de conduites | 16 | Renouvellement de conduites | 2019-04-30 | 1 561 650 | | Financé | 20 ans |
| PRIMEAU | 2025035 | 2.0 | Ange-Gardien | Renouvellement de conduites | 16 | Renouvellement de conduites | 2019-06-06 | 1 850 470 | | Financé | 20 ans |
| PRIMEAU | 2025051 | 2.0 | Asbestos | Renouvellement de conduites | 05 | Renouvellement de conduites | 2019-05-09 | 1 476 100 | | Financé | 20 ans |
| PRIMEAU | 2025056 | 2.0 | Saguenay | Renouvellement de conduites | 02 | Renouvellement de conduites | 2019-05-09 | 2 298 405 | | Financé | 20 ans |
| PRIMEAU | 2025058 | 2.0 | Saint-Ignace-de-Loyola | Renouvellement de conduites | 14 | Renouvellement de conduites | 2019-05-28 | 588 000 | | Financé | 20 ans |
| PRIMEAU | 2025065 | 2.0 | Contrecoeur | Renouvellement de conduites | 16 | Renouvellement de conduites | 2019-05-28 | 1 055 940 | | Financé | 20 ans |

**Étude des crédits 2019-2020**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande 51<br>Annexe | Liste des programmes disponibles pour les municipalités qui n'ont pas encore de système de traitement d'eau potable conforme aux normes prévues par le Règlement sur la qualité de l'eau potable. Pour chacun des programmes, fournir la liste des municipalités qui en ont bénéficié et les montants versés en 2019-2020, |

## Liste des confirmations d'aide financière 2019-2020, du 1er avril 2019 au 31 mars 2020, pour PRIMEAU

| Programme | Dossier | Volet | Demandeur | Titre du projet | Région | Catégorie de travaux | Date de promesse | Montant de la promesse | Sommes versées 2019-2020 | Modalités de versement | Échéance |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| PRIMEAU | 2025073 | 2.0 | Saint-Pie | Renouvellement de conduites | 16 | Renouvellement de conduites | 2019-05-09 | 448 820 | | Financé | 20 ans |
| PRIMEAU | 2025075 | 2.0 | Otterburn Park | Renouvellement de conduites | 16 | Renouvellement de conduites | 2019-04-04 | 1 695 770 | | Financé | 20 ans |
| PRIMEAU | 2025084 | 2.0 | Sainte-Geneviève-de-Batiscan | Renouvellement de conduites | 04 | Renouvellement de conduites | 2019-04-04 | 228 000 | | Financé | 20 ans |
| PRIMEAU | 2025085 | 2.0 | Amos | Renouvellement de conduites | 08 | Renouvellement de conduites | 2019-04-02 | 573 440 | | Financé | 20 ans |
| PRIMEAU | 2025086 | 2.0 | Amos | Renouvellement de conduites | 08 | Renouvellement de conduites | 2019-04-09 | 716 100 | | Financé | 20 ans |
| PRIMEAU | 2025087 | 2.0 | Amos | Renouvellement de conduites | 08 | Renouvellement de conduites | 2019-04-02 | 566 810 | | Financé | 20 ans |
| PRIMEAU | 2025089 | 2.0 | Rosemère | Renouvellement de conduites | 15 | Renouvellement de conduites | 2019-05-14 | 382 500 | | Financé | 20 ans |
| PRIMEAU | 2025090 | 2.0 | Saint-Gabriel-de-Brandon | Renouvellement de conduites | 14 | Renouvellement de conduites | 2019-05-09 | 1 143 250 | | Financé | 20 ans |
| PRIMEAU | 2025092 | 2.0 | Daveluyville | Renouvellement de conduites | 17 | Renouvellement de conduites | 2019-05-09 | 389 050 | | Financé | 20 ans |
| PRIMEAU | 2025095 | 2.0 | Saint-Martin | Renouvellement de conduites | 12 | Renouvellement de conduites | 2019-05-09 | 626 290 | | Financé | 20 ans |
| PRIMEAU | 2025097 | 2.0 | Saint-Joseph-de-Beauce | Renouvellement de conduites | 12 | Renouvellement de conduites | 2019-05-09 | 222 250 | | Financé | 20 ans |
| PRIMEAU | 2025098 | 2.0 | Saint-Joseph-de-Beauce | Renouvellement de conduites | 12 | Renouvellement de conduites | 2019-05-28 | 105 000 | | Financé | 20 ans |
| PRIMEAU | 2025099 | 2.0 | McMasterville | Renouvellement de conduites | 16 | Renouvellement de conduites | 2019-05-28 | 612 870 | | Financé | 20 ans |
| PRIMEAU | 2025100 | 2.0 | Saint-Prosper | Renouvellement de conduites | 12 | Renouvellement de conduites | 2019-05-14 | 77 600 | | Financé | 20 ans |
| PRIMEAU | 2025103 | 2.0 | Yamachiche | Renouvellement de conduites | 04 | Renouvellement de conduites | 2019-08-13 | 376 600 | | Financé | 20 ans |
| PRIMEAU | 2025121 | 2.0 | Manseau | Renouvellement de conduites | 17 | Renouvellement de conduites | 2019-07-25 | 119 700 | | Financé | 20 ans |
| PRIMEAU | 2025122 | 2.0 | La Malbaie | Renouvellement de conduites | 03 | Renouvellement de conduites | 2019-09-03 | 215 040 | | Financé | 20 ans |
| PRIMEAU | 2025126 | 2.0 | Montmagny | Renouvellement de conduites | 12 | Renouvellement de conduites | 2019-11-13 | 869 350 | | Financé | 20 ans |
| PRIMEAU | 2025129 | 2.0 | Montmagny | Renouvellement de conduites | 12 | Renouvellement de conduites | 2020-02-13 | 170 700 | | Financé | 20 ans |
| PRIMEAU | 2025132 | 2.0 | Yamachiche | Renouvellement de conduites | 04 | Renouvellement de conduites | 2020-02-13 | 118 800 | | Financé | 20 ans |
| PRIMEAU | 2025133 | 2.0 | Drummondville | Renouvellement de conduites | 17 | Renouvellement de conduites | 2020-02-18 | 1 769 640 | | Financé | 20 ans |
| PRIMEAU | 2025134 | 2.0 | Amos | Renouvellement de conduites | 08 | Renouvellement de conduites | 2020-02-20 | 327 320 | | Financé | 20 ans |
| | | | | | | | | | | | |
| **Programme** | | | **PRIMEAU** | **60 confirmations d'aide** | | | | **63 993 526 $** | **108 158,00 $** | | |

Note : En plus de ces projets, il faut aussi souligner qu'au 31 mars 2020, des travaux admissibles en eau totalisant près de 2,67 G$ ont été approuvés dans la TECQ 2014-2018, soit 751 219 850 $ pour la priorité 1 et 1 142 061 424 $ pour la priorité 3. Ces travaux couvrent les exercices financiers 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019 et 2019-2020.
Pour la TECQ-2019, des travaux admissibles totalisant près de 175,0 M$ ont été approuvés, soit 51 007 451 $ pour la priorité 1 et 42 248 684 $ pour la priorité 3, et ce, pour l'exercice 2019-2020.

**Étude des crédits 2019-2020**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande 51<br>Annexe | Liste des programmes disponibles pour les municipalités qui n'ont pas encore de système de traitement d'eau potable conforme aux normes prévues par le Règlement sur la qualité de l'eau potable. Pour chacun des programmes, fournir la liste des municipalités qui en ont bénéficié et les montants versés en 2019-2020, |

**Liste des confirmations d'aide financière 2019-2020, du 1er avril 2019 au 31 mars 2020, pour PRIMEAU**

| Programme | Dossier | Volet | Demandeur | Titre du projet | Région | Catégorie de travaux | Date de promesse | Montant de la promesse | Sommes versées 2019-2020 | Modalités de versement | Échéance |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Région | | | 01 | 7 confirmations d'aide | | | | 14 988 746 $ | 0,00 $ | | |
| | | | 02 | 4 confirmations d'aide | | | | 5 865 578 $ | 0,00 $ | | |
| | | | 03 | 1 confirmations d'aide | | | | 215 040 $ | 0,00 $ | | |
| | | | 04 | 3 confirmation d'aide | | | | 723 400 $ | 0,00 $ | | |
| | | | 05 | 5 confirmations d'aide | | | | 8 832 871 $ | 0,00 $ | | |
| | | | 06 | 1 confirmation d'aide | | | | 26 877 $ | 0,00 $ | | |
| | | | 07 | 0 confirmation d'aide | | | | 0 $ | 0,00 $ | | |
| | | | 08 | 4 confirmation d'aide | | | | 2 546 722 $ | 0,00 $ | | |
| | | | 09 | 3 confirmation d'aide | | | | 12 363 123 $ | 0,00 $ | | |
| | | | 10 | 0 confirmation d'aide | | | | 0 $ | 0,00 $ | | |
| | | | 11 | 1 confirmation d'aide | | | | 782 796 $ | 0,00 $ | | |
| | | | 12 | 13 confirmations d'aide | | | | 4 684 255 $ | 108 158,00 $ | | |
| | | | 14 | 3 confirmations d'aide | | | | 2 773 250 $ | 0,00 $ | | |
| | | | 15 | 1 confirmations d'aide | | | | 382 500 $ | 0,00 $ | | |
| | | | 16 | 9 confirmations d'aide | | | | 7 470 770 $ | 0,00 $ | | |
| | | | 17 | 4 confirmation d'aide | | | | 2 337 598 $ | 0,00 $ | | |
| Grand total | | | | 59 confirmations d'aide | | | | 63 993 526 $ | 108 158,00 $ | | |

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande n° 52 | Outre la Politique nationale de la ruralité 2014-2024, liste des mesures, programmes et politiques que le gouvernement du Québec a mis en place afin d'appuyer les intervenants des milieux ruraux. Ventilation des coûts reliés aux mesures, programmes et politiques. |
|---|---|

Il est à noter que la Politique nationale de la ruralité n'a été en vigueur que la première année, soit 2014-2015, et que le programme Communautés rurales branchées a pris fin le 31 mars 2014.

| **Programmes du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation** | **Budget 2019-2020** |
|---|---|
| Communautés rurales branchées (remboursement du service de dette) | 1 571,5 k$ |
| Fonds de développement des territoires (Notes 1 et 2)<br>(incluant le financement au Gouvernement de la nation crie de 2 339,0K$) | 117 339,0 k$ |
| Fonds d'appui au rayonnement des régions (Note 1) | 60 000,0 k$ |

Note 1 : Ces programmes ne sont pas uniquement destinés à des interventions en milieu rural.

Note 2 : Pour 2019-2020, le Fonds de développement des territoires (FDT) disposait d'une enveloppe de 117 339,0 k$, soit 115 000,0 k$ découlant de la Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016 (projet de loi n° 28) et 2 339,0 k$ relié à la poursuite de l'Entente sur la gouvernance dans le territoire d'Eeyou Istchee Baie-James pour le gouvernement de la nation crie. Cette entente n'est pas encore renouvelée. Par prudence, le montant a tout de même été prévu au budget. L'aide financière accordée en 2019-2020 et non versée au 31 mars 2020 sera reportée en 2020-2021, d'où un montant de dépenses prévues de 261 165,4 k$ présenté au volume « Budget des fonds spéciaux » du Budget de dépenses 2020-2021.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande n° 53 | Outre le Fonds de développement des territoires, liste des mesures, programmes et politiques que le gouvernement du Québec a mis en place afin d'appuyer les municipalités en difficulté. Ventilation des coûts reliés aux mesures, programmes et politiques. |
|---|---|

Aucune mesure ou programme n'a été mis en place en 2019-2020 pour appuyer spécifiquement les municipalités en difficulté. Par contre, voici la liste des programmes et mesures qui visent notamment à faciliter la concrétisation de projets sur leur territoire et pour lesquels l'aide financière accordée est, dans certains cas, modulée pour tenir compte de la situation des municipalités en difficulté.

**Fonds d'appui au rayonnement des régions (FARR)**

Le Fonds d'appui au rayonnement des régions (FARR) est un programme d'aide financière mis à la disposition des régions, à l'exception de celles de Montréal et de la Capitale-Nationale pour lesquelles d'autres fonds sont prévus, afin d'investir dans des projets mobilisateurs ayant un rayonnement régional. Bien qu'il n'ait pas de clause distinctive permettant d'appuyer les municipalités en difficulté, les projets sont choisis et priorisés par un comité régional de sélection en fonction des priorités de développement propres à chaque région.

La ventilation budgétaire est la suivante : 30 M$ en 2017-2018, 45 M$ en 2018-2019 et 60 M$ en 2019-2020. En 2020-2021, le volet Soutien au rayonnement des régions du nouveau Fonds régions et ruralité prends la relève du FARR. Il est doté d'une enveloppe annuelle de 50 M$. La réponse à la demande de renseignements particuliers n° 12 présente la répartition des sommes par région.

**30 % de l'enveloppe du FARR** est répartie selon l'indice de vitalité économique, pour diriger davantage de fonds vers les milieux présentant de plus grands défis de vitalisation.

**Volet Soutien à la vitalisation et à la coopération intermunicipale du Fonds régions et ruralité (FRR)**

Ce volet du FRR est mis en œuvre depuis juin 2020. Il offre l'opportunité de conclure une entente de vitalisation permettant aux MRC de bonifier leurs interventions aux bénéfices des milieux présentant des défis de vitalisation. Les 39 MRC admissibles se partageront une enveloppe annuelle de 25 M$. Ce volet comporte également une portion locale qui s'adresse aux municipalités du 3e, 4e et 5e quintile de l'indice de vitalité économique (IVÉ), non visées par la portion supralocale. À compter de 2020-2021, une enveloppe de 2,5 M$ sera attribuée par appels à projets.

**Accompagnement du MAMH**

Le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation apporte un soutien en gestion municipale aux municipalités qui vivent des difficultés et qui en font la demande.

Les directions régionales avec l'appui des directions centrales spécialisées, notamment par l'entremise de la Direction des conseils et du soutien spécialisés en administration municipale (DCSSAM), conseillent et soutiennent de manière accrue les municipalités en difficulté. Concrètement, le Ministère accompagne ces municipalités en les aidants dans le diagnostic de leur problématique et dans la recherche et la mise en place de solutions adaptées. Les mesures de soutien proposées peuvent porter sur une variété de sujets en lien avec l'administration municipale comme les processus organisationnels, la gouvernance, les finances et les pratiques de gestion. Les actions du Ministère sont concrètes et s'effectuent principalement sur le terrain auprès des

| Demande nº 53 | Outre le Fonds de développement des territoires, liste des mesures, programmes et politiques que le gouvernement du Québec a mis en place afin d'appuyer les municipalités en difficulté. Ventilation des coûts reliés aux mesures, programmes et politiques. |
|---|---|

acteurs du milieu municipal sans égard au nombre d'habitants sur son territoire. Par ailleurs, la DCSSAM offre également du soutien en matière d'évaluation des pratiques en gestion contractuelle et réalise des études pour soutenir l'augmentation de l'autonomie et des pouvoirs des municipalités.

Le Ministère a également mis en place un pôle d'expertise en gestion contractuelle municipale afin d'aider les municipalités dans la définition de leurs besoins jusqu'au suivi des contrats en passant par l'appel d'offres public et les comités de sélection. Ce pôle d'expertise a pour mandat, notamment, de développer des outils et d'offrir un accompagnement adapté à la réalité et aux besoins des plus petites municipalités. Des ententes ont également été signées entre le MAMH, la FQM et l'UMQ afin que ces associations puissent offrir des services-conseils ponctuels aux municipalités.

**Programme de partage des redevances sur les ressources naturelles**

En vertu du Partenariat 2020-2024 : Pour des municipalités et des régions encore plus fortes, l'enveloppe du programme passera de 25 M$ à 29 M$ en 2020 puis à 38 M$ pour 2021 à 2024. Aussi, le volet 1 du programme institué par le pacte 2016-2019 (visant les municipalités qui accueille une mine sur leur territoire) est aboli et une mesure transitoire est prévue pour les projets admissibles à un financement pour la période 2020-2024. Cette mesure transitoire constitue le volet 2 du nouveau programme. Le volet 1 du nouveau programme prévoit qu'un montant fixe correspondant au plus élevé entre la somme reçue en 2015 par un organisme admissible et la somme reçue en 2018 en vertu du volet 2 sera versée. Finalement le volet 2 du pacte 2016-2019 (soit un montant à répartir entre les MRC) est remplacé par le nouveau volet 3, qui consiste à répartir la différence entre l'enveloppe prévue et le total versé en vertu des volets 1 et 2. Cette répartition s'effectue d'abord entre les régions au prorata du PIB régional dans les domaines de l'exploitation forestière, minière, gazière, ainsi que des pêcheries, avec un plafond de 30 $ per capita. Le montant établi pour chaque région administrative est ensuite réparti entre chaque organisme admissible de cette région selon la formule suivante : 40 % en fonction de la superficie terrestre de leur territoire respectif avec un plafond de 10 000 $km^2$, 30 % en fonction de leur population respective et 30 % en fonction de leur Indice de Vitalité Économique respectif.

**Programme de péréquation**

L'Accord 2016-2019 a prévu une révision de la formule de péréquation municipale à partir de 2016. Bien que l'enveloppe du programme soit demeurée stable à 60 M$ par année, cette révision a permis de recentrer les montants du programme vers les municipalités dont la richesse foncière est la plus faible, tout en étant assortie d'une règle permettant d'étaler l'effet du changement sur quatre ans.

À partir de 2020, le Partenariat 2020-2024 : Pour des municipalités et des régions encore plus fortes introduit un nouveau volet qui vise les municipalités de moins de 15 000 habitants bénéficiant du volet 1 ou du volet 2 et dont l'indice de vitalité économique (IVE) se situe dans le troisième, quatrième ou cinquième quintile. L'enveloppe de ce nouveau volet sera de 2 M$ en 2020 et de 7 M$ annuellement de 2021 à 2024. L'enveloppe globale passe donc à 62 M$ en 2020 puis à 67 M$ par année de 2021 à 2024.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande nº 53 | Outre le Fonds de développement des territoires, liste des mesures, programmes et politiques que le gouvernement du Québec a mis en place afin d'appuyer les municipalités en difficulté. Ventilation des coûts reliés aux mesures, programmes et politiques. |
|---|---|

**Partage de la croissance d'un point de TVQ et dotation spéciale de fonctionnement**

En vertu du Partenariat 2020-2024, à partir de l'année 2021, le gouvernement du Québec octroiera un montant annuel équivalent à la croissance des revenus générés par un point de la TVQ. L'enveloppe est calculée au million près, sur la base de la différence entre la valeur d'un point de la TVQ d'après les Comptes publics les plus récents disponibles et la valeur d'un point de la TVQ pour l'année de référence 2017-2018. L'enveloppe est répartie entre les municipalités locales et les territoires non organisés (TNO) en prenant en compte leur population et leur indice de vitalité économique (IVE). Pour 2020, un montant de 70 M$ à titre de dotation spéciale de fonctionnement non récurrente sera réparti selon les mêmes modalités.

**NOUVEAU programme Fonds pour l'infrastructure municipale d'eau (FIMEAU)**

À l'été 2019, le Ministère a mis en œuvre le nouveau programme FIMEAU, qui s'inscrit dans le cadre de la deuxième phase du plan *Investir dans le Canada*. Le FIMEAU est doté d'une enveloppe d'aide financière de 1,5 G$ (750 M$ du gouvernement du Québec et 750 M$ du gouvernement du Canada) et sa structure permet l'accès au financement à l'ensemble des municipalités du Québec.

Le FIMEAU constitue une source de financement additionnelle offerte aux municipalités pour concrétiser leurs projets d'infrastructures d'aqueduc et d'égouts. Le taux d'aide avantageux de 80 % bénéficiera particulièrement aux petites municipalités pour financer les travaux de renouvellement de conduites.

**NOUVEAU Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ) 2019-2023**

Un nouveau bloc de financement totalisant 3,415 G$ pour la période 2019-2023 a été annoncé aux municipalités en juin 2019.

Dans le cadre de ce programme, le Ministère met à la disposition de chaque municipalité une enveloppe d'aide au prorata de sa population. Pour les municipalités de moins de 6 500 habitants, un montant forfaitaire est jumelé à un montant « per capita » pour permettre la concrétisation d'investissements d'importance pour leur collectivité.

Pour les municipalités de moins de 2 500 habitants, la contribution gouvernementale dans le cadre de la TECQ 2019-2023 est versée au comptant.

De plus, la TECQ 2019-2023 permet aux municipalités de choisir et d'affecter une part de leur enveloppe (20 %) en fonction de leurs propres priorités à l'intérieur des projets admissibles.

Finalement, les municipalités de 6 500 habitants et moins ayant un indice de charges nettes par 100$ de RFU élevé peuvent ajouter la contribution gouvernementale de la TECQ à l'aide financière du PRIMEAU pour les projets prioritaires d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement des eaux usées, pour atteindre un taux d'aide de 100 %, sous certaines conditions.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande n° 53 | Outre le Fonds de développement des territoires, liste des mesures, programmes et politiques que le gouvernement du Québec a mis en place afin d'appuyer les municipalités en difficulté. Ventilation des coûts reliés aux mesures, programmes et politiques. |

**Programme d'infrastructures municipales d'eau (PRIMEAU)**

Pour les municipalités de moins de 6 500 habitants, le taux d'aide est ajusté en fonction de l'impact du projet sur la charge fiscale des contribuables et de la capacité financière de la municipalité, basée sur l'indice de charges nettes par 100 $ de richesse foncière uniformisée (RFU). Ainsi, ces municipalités peuvent bénéficier d'un taux d'aide pouvant atteindre 95 % pour leurs projets prioritaires d'approvisionnement en eau potable (taux régulier de 50 %) et d'assainissement des eaux usées (taux régulier de 85 %).

Pour les municipalités de 6 500 habitants et moins, les travaux de renouvellement des conduites (taux régulier de 66 ⅔ %) associés à des projets prioritaires de mise aux normes des infrastructures d'eau peuvent également bénéficier de cette majoration du taux d'aide pouvant atteindre jusqu'à un maximum de 95 %

Le taux d'aide pour les études préliminaires, les plans et les devis a été bonifié au printemps 2018 pour les municipalités de 6 500 habitants et moins. Il pourra atteindre 85 % (plutôt que 50 %).

**Programme Réfection et construction des infrastructures municipales (RÉCIM)**

Volet 1 – Projets d'infrastructures à vocation municipale ou communautaire : s'adresse aux municipalités de 25 000 habitants et moins. Le taux d'aide est ajusté en fonction de la capacité financière d'une municipalité, basée sur l'indice des charges nettes par 100 $ de RFU. Ainsi, ces municipalités peuvent bénéficier d'un taux d'aide se situant entre 50 % et 85 % pour leurs projets d'infrastructures municipales et communautaires admissibles.

Volet 2 – Projets d'infrastructures à vocation municipale ou communautaire dans le cadre d'une mise en commun de services ou d'un regroupement municipal (ex : pour les immeubles d'un centre communautaire, d'un hôtel de ville, d'une caserne de pompier, etc.) : s'adresse à la fois aux municipalités admissibles dans le volet 1 et aux municipalités admissibles de plus de 25 000 habitants, mais de moins de 100 000 habitants. Ce volet permet d'appuyer financièrement la réalisation de projets préconisant la mise en commun de services et le partage d'infrastructures entre les municipalités.

**Programme d'infrastructures Municipalité amie des aînés (PRIMADA)**

L'aide financière du PRIMADA, disponible pour les municipalités reconnues Municipalité amie des aînés, vise la réalisation de petits travaux de construction, de réfection ou d'agrandissement d'infrastructures utilisées par les aînés. Cette aide est modulée en fonction de la population d'une municipalité et correspond à un maximum de 50 % des coûts admissibles pour les municipalités de 3 000 habitants et plus et à un maximum de 80 % pour les municipalités de moins de 3 000 habitants. Toutefois, l'aide gouvernementale allouée ne peut excéder 100 000 $ par projet.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 54 | Concernant le Programme de subvention pour les intérêts encourus dans le cadre de la mesure d'étalement par recours à l'emprunt des hausses de taxes dans les municipalités reconstituées (PSI), identifier les sommes allouées totales et ventilées par région et par année, pour les cinq dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'octroi, le nombre d'emplois créés, le cas échéant, et le montant reçu. Inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2020-2021 pour le PSI. |

Aide aux municipalités reconstituées :

| Nom du bénéficiaire | 2015-2016 | 2016-2017 | 2017-2018 | 2018-2019 | 2019-2020 |
|---|---|---|---|---|---|
| Ville de Brossard | 444 979 $ | 391 602 $ | 293 772 $ | 278 328 $ | 320 873 $ |
| Ville de Hampstead | 86 248 $ | 78 983 $ | 74 118 $ | 63 277 $ | 62 028 $ |
| Ville de L'Ancienne-Lorette | 41 567 $ | 39 645 $ | 37 469 $ | 30 059 $ | 28 778 $ |
| **Total** | **572 794 $** | **510 230 $** | **405 359 $** | **371 664 $** | **411 679 $** |

Le budget de dépenses 2020-2021 prévoit un montant de 381 798 $. Pour ces municipalités, il y aura des versements à chaque année jusqu'aux termes suivants :

| | |
|---|---|
| Brossard | 21 juillet 2030 |
| Hampstead | 8 février 2031 |
| L'Ancienne-Lorette | 25 juillet 2027 |

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 55 | Concernant le Programme d'aide pour les municipalités à caractère industriel, identifier les sommes allouées totales et ventilées par région et par année pour les cinq dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'octroi, le nombre d'emplois créés, le cas échéant, et le montant reçu. Inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans plan budgétaire 2020-2021 pour ce programme. |

Programme d'aide pour les municipalités à caractère industriel

| **Nom du bénéficiaire** | **2015-2016** | **2016-2017** | **2017-2018** | **2018-2019** | **2019-2020** |
|---|---|---|---|---|---|
| Canton de Launay | 5 781 $ | 5 696 $ | 5 799 $ | 5 686 $ | 5 430 $ |
| Municipalité de Champneuf | 6 333 $ | 6 209 $ | 6 280 $ | 6 335 $ | 6 175 $ |
| Ville de Chandler | 102 583 $ | 103 203 $ | 97 291 $ | 98 368 $ | 99 288 $ |
| Ville de Lebel-sur-Quévillon | 106 865 $ | 107 246 $ | 107 554 $ | 105 904 $ | 107 332 $ |
| Ville de New Richmond | 104 884 $ | 99 288 $ | 100 634 $ | 101 834 $ | 102 907 $ |
| Municipalité de Litchfield | 36 462 $ | 36 672 $ | 37 006 $ | 37 110 $ | 41 025 $ |
| **Total** | **362 908 $** | **358 314 $** | **354 564 $** | **355 237 $** | **362 157 $** |

Le budget de dépenses 2020-2021 prévoit un montant de 364 832 $.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande n° 56 | Liste des conditions exigées par le ministère pour l'octroi des budgets autrefois dévolus au CLD et maintenant accordés à une MRC. |

La Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016, a mis en place le Fonds de développement des territoires (FDT). Ce fonds permet de soutenir les municipalités régionales de comté (MRC), les agglomérations et les municipalités locales dont le territoire n'est pas compris dans celui d'une MRC ou d'une agglomération ainsi que les organismes compétents en matière de développement du Nord-du-Québec, dans la mise en place de mesures de développement local et régional sur leur territoire.

Les budgets auparavant destinés aux CLD ont été intégrés au Fonds de développement des territoires. Il appartient à la MRC (ou à l'organisme équivalent) de déterminer si elle se dote ou non d'un CLD pour agir en développement local.

S'appuyant sur des principes de souplesse et d'imputabilité, des ententes sont conclues en vertu des articles 21.6 et 21.7 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales, des régions et de l'Occupation du territoire (chapitre M-22.1) et de l'article 126.3 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1). Il appartient à chacun des organismes admissibles d'identifier ses propres priorités d'intervention et de mettre en place ses politiques de soutien à son milieu.

**Articles 21.6 et 21.7 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (chapitre M-22.1)**

**21.6.** Chaque organisme compétent est, pour le territoire ou la communauté qu'il représente, l'interlocuteur privilégié du gouvernement en matière de développement régional du Nord-du-Québec.

Le ministre conclut avec chacun d'entre eux une entente déterminant les conditions que l'organisme s'engage à respecter ainsi que le rôle et les responsabilités de chacune des parties.

2006, c. 8, a. 21; 2015, c. 8, a. 239.

**21.7.** Chaque organisme compétent a principalement pour mandat d'évaluer les organismes de planification et de développement au palier local et régional dont le financement provient en tout ou en partie du gouvernement, de favoriser la concertation des partenaires dans la région et de donner, le cas échéant, des avis au ministre sur le développement de la région.

L'organisme compétent établit un plan quinquennal de développement définissant, dans une perspective de développement durable, les objectifs généraux et particuliers de développement de la région et en tenant compte en priorité de la participation à la vie démocratique de la région des jeunes et, selon les principes de l'égalité et de la parité, des femmes.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande n° 56 | Liste des conditions exigées par le ministère pour l'octroi des budgets autrefois dévolus au CLD et maintenant accordés à une MRC. |
|---|---|

Chaque organisme compétent peut conclure, avec les ministères ou organismes du gouvernement et, le cas échéant, avec d'autres partenaires, des ententes spécifiques pour l'exercice de ses pouvoirs et de ses responsabilités, notamment pour la mise en œuvre de priorités régionales et l'adaptation des activités gouvernementales aux particularités régionales. Toute entente spécifique conclue avec une municipalité ou un mandataire de celle-ci peut déroger à la Loi sur l'interdiction de subventions municipales (chapitre I-15).

Chaque organisme compétent exécute tout autre mandat que lui confie le ministre.

2006, c. 8, a. 21; 2006, c. 60, a. 100; 2010, c. 10, a. 134; 2015, c. 8, a. 240.

**Article 126.3 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)**

**126.3.** Une municipalité régionale de comté peut conclure, avec les ministères ou organismes du gouvernement et, le cas échéant, avec d'autres partenaires, des ententes concernant son rôle et ses responsabilités relativement à l'exercice des pouvoirs que lui confère l'article 126.2, notamment pour la mise en œuvre de priorités régionales et l'adaptation des activités gouvernementales aux particularités régionales.

La municipalité régionale de comté administre les sommes qui lui sont confiées dans le cadre de ces ententes et possède tous les pouvoirs nécessaires à la réalisation de celles-ci.

L'entente peut, dans la mesure qu'elle prévoit, permettre de déroger à la Loi sur l'interdiction de subventions municipales (chapitre I-15). La valeur totale de l'aide ainsi octroyée à un même bénéficiaire ne peut toutefois pas excéder 150 000 $ à tout moment à l'intérieur d'une période de 12 mois, à moins que le ministre des Affaires municipales et de l'Habitation et le ministre de l'Économique et de l'Innovation n'autorisent conjointement une limite supérieure.

2015, c. 8, a. 222

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande nº 57 | Montants collectés par les municipalités pour les droits de mutation immobilière. Par région, par tranche d'âge des acheteurs et par valeur immobilière. |
|---|---|

| No région administrative | Description région administrative | Montant[(1)] |
|---|---|---|
| 01 | Bas-Saint-Laurent | 6 386 247 $ |
| 02 | Saguenay-Lac-Saint-Jean | 7 936 763 $ |
| 03 | Capitale-Nationale | 54 887 550 $ |
| 04 | Mauricie | 9 309 993 $ |
| 05 | Estrie | 21 485 280 $ |
| 06 | Montréal | 299 674 726 $ |
| 07 | Outaouais | 29 527 187 $ |
| 08 | Abitibi-Témiscamingue | 5 875 212 $ |
| 09 | Côte-Nord | 1 926 130 $ |
| 10 | Nord-du-Québec | 376 306 $ |
| 11 | Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine | 1 570 322 $ |
| 12 | Chaudière-Appalaches | 19 621 346 $ |
| 13 | Laval | 36 800 114 $ |
| 14 | Lanaudière | 35 769 374 $ |
| 15 | Laurentides | 59 035 081 $ |
| 16 | Montérégie | 135 963 271 $ |
| 17 | Centre-du-Québec | 9 926 255 $ |
| | Total | 736 071 157 $ |

(1) Les montants proviennent du rapport financier 2018 des municipalités.

Note : Les montants par tranche d'âge des acheteurs et par valeur mobilière ne sont pas disponibles.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 58 | Pour tous les programmes financés dans le cadre des actions du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020, fournir la ventilation suivante :a) l'objectif deréduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2019 – base annuelle (Mt éq. CO2); b) le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 – base annuelle (Mt éq. CO2); c) le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par la ministre; d) la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par la ministre (Kt éq. CO2); e) les investissements totaux des projets (en millions $); f) les aides financières totales du ministère (en millions $); g) le coût moyen des projets sur la durée de vie (en $/tonne); h) le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements. |

Cette question est similaire à la demande de renseignements généraux nº 90 des oppositions.

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande nº 59 | Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2019-2020 et comparaison avec les cinq dernières années. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents. |
|---|---|

Au 31 mars 2020 il y avait 49 employés occasionnels en place.

**2019-2020**

| Secteurs d'activités | Employés occasionnels (1) | Permanences accordées (2) | Employés occasionnels en place au 31 mars 2020 (3) = (1)-(2) | Pourcentage des employés devenus permanents sur l'ensemble des effectifs occasionnels (2)/(1) | Employés en place au 31 mars 2020 (4) | Pourcentage des employés occasionnels sur l'ensemble des effectifs (réguliers et occasionnels) Au 31 mars 2020 (3)/(4) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Bureau du sous-ministre et unités relevant du sous-ministre | 7 | 2 | 5 | 28,6 % | 41 | 12,2 % |
| Services à la gestion | 10 | 1 | 9 | 10,0 % | 46 | 19,6 % |
| Affaires juridiques | - | - | - | - % | 3 | - % |
| Politiques | 5 | 2 | 3 | 40,0 % | 43 | 7,0 % |
| Infrastructures et finances municipales | 12 | 1 | 11 | 8,3 % | 143 | 7,7 % |
| Territoires | 15 | - | 15 | - % | 199 | 7,5 % |
| Secrétariat à la région métropolitaine | 1 | - | 1 | - % | 25 | 4,0 % |
| Urbanisme, aménagement du territoire et habitation | 5 | - | 5 | - % | 32 | 15,6 % |
| **Total MAMH** | **55** | **6** | **49** | **10,9 %** | **532** | **9,2 %** |

Sources : SAGIR, avis de mouvement

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande n° 60 | Copie et détail de toute demande de réduction, de consolidation, d'optimisation des ressources et de moyens ou de compressions de dépenses, reçue par le ministère ou l'organisme qui en relève en 2019-2020. Fournir l'ensemble des échanges, correspondances ou autres à ce sujet. |

La réponse à cette question relève du Secrétariat du Conseil du trésor.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 61 | Liste et copie de tous les sondages effectués par le ministère et par chaque organisme qui en relève en 2019-2020, en indiquant les coûts, le sujet, le nombre de participants, les questions posées aux participants, les résultats et la firme retenue pour le réaliser. |

**Direction générale de la fiscalité et de l'évaluation foncière (DGFEF)**

| Sujet | Fournisseurs | Coût 2019-2020 | Nombre de participants | Résultats |
|---|---|---|---|---|
| Sondage sur la consultation du Manuel d'évaluation foncière du Québec. **(Annexe p 1)** | Sondage réalisé à l'interne | Coût nul | 48 | Les résultats du sondage sont publiés dans le numéro 29 du EFexpress diffusé sur le site Internet du Ministère : https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/EFexpress/E.F.express_no_29.pdf |

**Direction des communications (DC)**

| Sujet | Fournisseurs | Coût 2019-2020 | Nombre de participants | Résultats |
|---|---|---|---|---|
| Sondage sur l'édition 2019 de la Semaine de la municipalité et sur la nouvelle vitrine des *Bons coups munICIpaux!.* **(Annexe pp 2 à 6)** | Sondage réalisé par la Direction des communications au moyen d'un questionnaire électronique auprès des municipalités locales du Québec. | Coût nul | 440 | Les résultats n'ont pas été publiés. |
| Sondage sur l'édition 2019 de la Semaine de la municipalité et sur la nouvelle vitrine des *Bons coups munICIpaux!.* **(Annexe pp 2 à 6)** | Sondage réalisé par la Direction des communications au moyen d'un questionnaire électronique auprès des gestionnaires des secteurs du Ministère. | Coût nul | 23 | Les résultats n'ont pas été publiés. |

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande nº 61 | Liste et copie de tous les sondages effectués par le ministère et par chaque organisme qui en relève en 2019-2020, en indiquant les coûts, le sujet, le nombre de participants, les questions posées aux participants, les résultats et la firme retenue pour le réaliser. |
|---|---|

| Sujet | Fournisseurs | Coût 2019-2020 | Nombre de participants | Résultats |
|---|---|---|---|---|
| Sondage visant à mesurer la performance et l'efficacité de la campagne de sensibilisation à l'économie d'eau potable *Mon empreinte bleue.* **(Annexe pp 7 à 9)** | Sondage Web réalisé par Léger 360. | 7 300 $ | 1 006 | Les résultats n'ont pas été publiés. |
| Sondage visant à mesurer la notoriété de la démarche de revitalisation de l'Est de Montréal. **(Annexe pp 10 à 15)** | Sondage Web réalisé par BIP Recherche (par le biais du CSPQ). | 5 582.50 $ | 475 | Les résultats n'ont pas été publiés. |

**Direction de l'audit interne et de l'évaluation des programmes (DAIEP)**

| Sujet | Fournisseurs | Coût 2019-2020 | Nombre de participants | Résultats |
|---|---|---|---|---|
| Fonds de développement des territoires Sondage aux MRC **(Annexe pp 16 à 28)** | Sondage réalisé à l'interne | Coût nul | 102 | Les résultats n'ont pas été publiés. |
| Fonds de développement des territoires Sondage aux Directions régionales **(Annexe pp 29 à 37)** | Sondage réalisé à l'interne | Coût nul | 17 | Les résultats n'ont pas été publiés. |

Affaires municipales et Occupation du territoire
Québec

# Consultation du Manuel d'évaluation foncière du Québec
# Nous souhaitons connaître votre avis!

RP-61 Annexe

En 2010, le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire a procédé à la première publication de l'édition modernisée du Manuel d'évaluation foncière du Québec (MEFQ), et ce, pour s'adapter aux nouvelles réalités technologiques et professionnelles en évaluation foncière.

Afin d'améliorer la convivialité du MEFQ, le Ministère souhaite connaître votre avis et vos besoins au sujet de votre expérience de consultation. Ainsi, vous êtes invité à prendre quelques minutes pour répondre à ce court sondage d'ici le 30 mars 2018. Soyez assurés que vos réponses demeureront confidentielles.

| Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec les affirmations suivantes : | Tout à fait d'accord | D'accord | En désaccord | Pas du tout d'accord | Ne s'applique pas |
|---|---|---|---|---|---|
| 1. J'utilise régulièrement l'outil « Recherche », lequel me permet d'effectuer facilement et rapidement une recherche dans l'ensemble du MEFQ. | ○ | | ○ | ○ | ○ |
| 2. L'utilisation de l'outil « Recherche » me permet généralement de trouver l'information recherchée. | | ○ | ○ | ○ | ○ |
| 3. Il est facile de naviguer dans le MEFQ, notamment de passer d'un chapitre à un autre. | | ○ | ○ | ○ | ○ |
| 4. Il est important pour moi de pouvoir imprimer le MEFQ. | | ○ | ○ | ○ | ○ |
| 5. En plus de l'ordinateur, j'utilise régulièrement d'autres appareils comme une tablette ou un cellulaire pour consulter le MEFQ. | | ○ | ○ | ○ | ○ |

6. Quels sont les éléments qui facilitent selon vous la consultation MEFQ?

7. Quels sont les éléments qui nuisent selon vous à la consultation du MEFQ?

8. Avez-vous des suggestions pour améliorer la consultation du MEFQ?

Merci d'avoir pris le temps pour répondre à ce sondage!

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Québec

# Semaine de la municipalité interne (Test)

## Introduction

Chères collègues, chers collègues,

Cette année, le MAMH a procédé à plusieurs changements quant à la tenue de la Semaine de la municipalité. Tous les secteurs du Ministère ont été mis à contribution et je tiens personnellement à vous remercier de votre collaboration à tous.

Bien que nous soyons actuellement en train d'analyser l'ensemble des retombées de l'édition 2019, je peux vous dire que ce fut pour la Direction des communications une expérience de travail d'équipe des plus positives et une formidable occasion de redonner de la visibilité et de la notoriété à l'événement. Dans les prochaines semaines, je serai en mesure de vous communiquer en détail le bilan de cette édition.

Afin que nous puissions enrichir et améliorer la préparation et la tenue de l'édition 2020 de la Semaine et de sa vitrine Bons coups munICIpaux, je vous invite à répondre, d'ici le 25 octobre, au sondage ci-joint.

Si vous souhaitez obtenir plus d'information sur le questionnaire ou si vous avez besoin d'aide pour y répondre, vous pouvez joindre la Direction des communications par courriel à l'adresse suivante : communications@mamh.gouv.qc.ca.

Geneviève Coderre
Directrice des communications
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

## Section informations générales

**1. Sélectionnez votre secteur.** *

Sélectionnez ...

## Section Semaine de la municipalité



**2. Cette année, le MAMH a apporté des changements majeurs à la Semaine de la municipalité. Quel est votre degré de satisfaction à l'égard des changements ci-dessous?** *

| | Très élevé | Plutôt élevé | Plutôt bas | Très bas | Ne sais pas ou S. O. |
|---|---|---|---|---|---|
| La modification de la date de l'événement (2e semaine de septembre). | ◯ | ◯ | ◯ | ◯ | ◯ |
| La révision des objectifs (La Semaine vise à promouvoir la démocratie et l'organisation municipales, ainsi qu'à sensibiliser la population québécoise à l'importance de l'engagement citoyen dans le développement et la vitalité de chaque municipalité). | ◯ | ◯ | ◯ | ◯ | ◯ |
| L'ajout de thématiques (démocratie municipale, urbanisme et aménagement du territoire, habitation, occupation et vitalité des territoires, infrastructures municipales, ainsi que transparence de l'information transmise aux citoyens). | ◯ | ◯ | ◯ | ◯ | ◯ |

## Section Semaine de la municipalité (suite)

**3. La Semaine de la municipalité 2019 s'est articulée autour de six thématiques. Cochez celle(s) qui devraient également faire partie de l'édition 2020.** *

- ☐ Démocratie municipale
- ☐ Urbanisme et aménagement du territoire
- ☐ Habitation
- ☐ Occupation et vitalité des territoires
- ☐ Infrastructures municipales
- ☐ Transparence de l'information transmise aux citoyens

**4. Si la DC choisissait de concentrer son attention sur une seule de ces thématiques pour l'édition 2020, laquelle serait la plus pertinente?** *

- ◯ Démocratie municipale
- ◯ Urbanisme et aménagement du territoire
- ◯ Habitation
- ◯ Occupation et vitalité des territoires
- ◯ Infrastructures municipales
- ◯ Transparence de l'information transmise aux citoyens

**4.1. Pourquoi?**



**5. Avez-vous d'autres thématiques à suggérer?**

## Section Bons coups munICIpaux

**6. Le MAMH a mis sur pied cette année les Bons coups munICIpaux, une nouvelle vitrine présentant des initiatives des municipalités réalisées au cours de la dernière année. Tous les projets admis ont fait l'objet d'une fiche. De plus, un projet dans chaque catégorie a été choisi par tirage au sort pour faire l'objet d'une capsule vidéo.**

**Souhaitez-vous que cette formule soit reprise lors d'une prochaine édition?** *

- ◯ Oui
- ◯ Non
- ◯ Ne sais pas

**6.1. Si non, que suggérez-vous?**

## Section Bons coups municipaux (suite)



**7. Quel est votre degré de satisfaction à l'égard des fiches Bons coups municipaux? ***

| | Très élevé | Plutôt élevé | Plutôt bas | Très bas | Ne sais pas ou S. O. |
|---|---|---|---|---|---|
| La mise en page de la fiche (présentation sur une seule page (8,5 x 11) | ◯ | ◯ | ◯ | ◯ | ◯ |
| Le visuel et les photographies | ◯ | ◯ | ◯ | ◯ | ◯ |
| Le contenu rédactionnel | ◯ | ◯ | ◯ | ◯ | ◯ |
| La présentation d'informations factuelles sous forme de tableau | ◯ | ◯ | ◯ | ◯ | ◯ |
| La facilité de visualisation sur le site Internet du MAMH | ◯ | ◯ | ◯ | ◯ | ◯ |
| L'accès par la page Facebook ou Twitter du MAMH | ◯ | ◯ | ◯ | ◯ | ◯ |

## Section Bons coups municipaux (suite)

**8. Quel est votre degré de satisfaction à l'égard des capsules vidéo? ***

| | Très élevé | Plutôt élevé | Plutôt bas | Très bas | Ne sais pas ou S. O. |
|---|---|---|---|---|---|
| Le choix de l'animateur | ◯ | ◯ | ◯ | ◯ | ◯ |
| Le visuel et la prise d'images | ◯ | ◯ | ◯ | ◯ | ◯ |
| Le montage | ◯ | ◯ | ◯ | ◯ | ◯ |
| Le contenu (questions d'entrevue et informations transmises) | ◯ | ◯ | ◯ | ◯ | ◯ |
| Les personnes interviewées | ◯ | ◯ | ◯ | ◯ | ◯ |
| La facilité de visualisation sur Facebook et Twitter | ◯ | ◯ | ◯ | ◯ | ◯ |
| La facilité de visualisation sur le site Internet du MAMH | ◯ | ◯ | ◯ | ◯ | ◯ |

**9. Avez-vous d'autres commentaires sur les Bons coups municipaux?**

# ANNEXES

## 1. QUESTIONNAIRE

**Q0QC** POSER À TOUS
Dans quelle région du Québec demeurez-vous ?

Bas-Saint-Laurent
Saguenay–Lac-Saint-Jean
Capitale-Nationale
Mauricie
Estrie
Montréal
Outaouais
Abitibi-Témiscamingue
Côte-Nord
Nord-du-Québec
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine
Chaudière-Appalaches
Laval
Lanaudière
Laurentides
Montérégie
Centre-du-Québec

**ÂGE -** POSER A TOUS – UNE MENTION POSSIBLE
Quel âge avez-vous?
*Note à la programmation : créer un quota pour les 15-54 ans (min. 900 CO)*

Moins de 15 ans REMERCIER ET TERMINER
De 15 à 17 ans
De 18 à 24 ans
De 25 à 34 ans
De 35 à 44 ans
De 45 à 54 ans
De 55 à 64 ans
De 65 à 74 ans
75 ans ou plus
Je préfère ne pas répondre

**SEXE -** POSER À TOUS – UNE MENTION POSSIBLE
Êtes-vous de sexe ... ?
*Note : Les personnes transgenres, transsexuelles et intersexuées doivent indiquer le sexe auquel elles s'identifient le plus.*

Masculin
Féminin

**ENFANT -** POSER À TOUS – UNE MENTION POSSIBLE
Êtes-vous parent d'au moins un enfant de moins de 18 ans qui habite avec vous à la maison ?

Oui
Non

**ÉCO -** POSER À TOUS – UNE MENTION POSSIBLE
Veuillez indiquer à quelle fréquence vous posez chacun des gestes suivants.
*Note à la programmation : créer un quota d'écosensibles = ceux qui ont répondu fréquemment aux trois gestes.*

Fréquemment
Parfois
Jamais

A. Composter

# ANNEXES

## 1. QUESTIONNAIRE

B. Prendre des décisions d'achat en fonction de critères environnementaux (l'emballage du produit, la consommation d'énergie, l'émission de gaz à effet de serre, etc.)

C. Réduire l'utilisation de la voiture pour des raisons environnementales

**SON -** POSER À TOUS

Nous allons maintenant vous présenter une capsule vidéo. Veuillez SVP ajuster le volume de votre ordinateur.

*INSÉRER VIDÉO (2 X 15s en rotation) – obliger le répondant à visionner au complet*

**Q1.** POSER À TOUS – Mention multiple, choix en rotation

Vous souvenez-vous avoir vu cette publicité ou une du même concept sur le web au cours des dernières semaines?

Si oui, où l'avez-vous vue?

Oui, sur Facebook
Oui, sur YouTube
Oui, sur Instagram
Oui, sur un autre site web
Oui, mais je ne me souviens plus où
Non, je n'ai jamais vu cette publicité ou une autre du même concept

**Q2 -** POSER À TOUS – mention simple

Avez-vous aimé cette publicité?

Beaucoup aimé
Assez aimé
Peu aimé
Pas du tout aimé
Je préfère ne pas répondre

**Q3 -** POSER À TOUS – ouverte

Selon vous, qu'est-ce que l'annonceur cherchait à vous communiquer par cette publicité?

_____

Je ne sais pas / Je n'ai pas compris la publicité

**Q4.** POSER À TOUS – Mention simple

Vous souvenez-vous avoir vu une de ces bannières web, ou une du même concept au cours des dernières semaines?

*INSÉRER LES 3 BANNIÈRES FB*

Oui
Non

**Q5.** POSER À TOUS – Mention simple

Toujours au cours des dernières semaines, sur le web ou les réseaux sociaux, vous souvenez-vous avoir vu passer le quiz intitulé « Mon empreinte bleue », vous invitant à calculer votre consommation d'eau?

*INSÉRER IMAGE QUIZ*

Je l'ai vu et j'ai complété le quiz
Je l'ai vu passer, mais je ne l'ai pas complété
Non, je ne l'ai pas vu passer

**Q6.** POSER À TOUS – Mention simple

Le quiz interactif « Mon empreinte bleue », lancé par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, invite les citoyennes et les citoyens à évaluer leur consommation d'eau potable résidentielle quotidienne approximative.

# ANNEXES

## 1. QUESTIONNAIRE

L'objectif est de sensibiliser les Québécoises et les Québécois quant à leur consommation d'eau potable résidentielle et à susciter une prise de conscience individuelle et collective. Considérant cet objectif, croyez-vous que le moyen retenu (le quiz) est…?

Très efficace
Plutôt efficace
Peu efficace
Pas du tout efficace

**Q7 -** POSER À TOUS - grille
En prenant en considération l'ensemble des outils que vous venez de voir (la vidéo, les bannières et le quiz) veuillez indiquer votre degré d'accord avec chacun des énoncés suivants.

La campagne publicitaire « Mon empreinte bleue »...

| | Tout à fait d'accord | Plutôt d'accord | Plutôt en désaccord | Tout à fait en désaccord | Je préfère ne pas répondre |
|---|---|---|---|---|---|
| … est unique et se distingue | | | | | |
| … a attiré mon attention | | | | | |
| … est crédible | | | | | |
| … contient un message clair et simple à comprendre | | | | | |
| … m'incite à réfléchir sur la consommation d'eau potable de mon foyer | | | | | |
| … est suffisamment efficace pour m'inciter à changer certaines de mes habitudes. | | | | | |

**Les prochaines questions serviront à des fins statistiques seulement.**

**MEDIA** – POSER A TOUS – MENTIONS MULTIPLES (MIN. 1 MAX. ALL)
Détenez-vous personnellement…

Un téléphone intelligent avec un forfait de données Internet
Une tablette
Un compte Facebook
Un compte Instagram
Un compte Snapchat
Je ne possède aucun de ces outils

**OCCUP.** POSER À TOUS
Quelle est votre situation d'emploi actuelle ?

Employé à temps plein (30 heures ou plus par semaine)
Employé à temps partiel (moins de 30 heures par semaine)
À votre compte, travailleur autonome
Étudiant
Au foyer
Sans emploi / En recherche d'emploi
Retraité
Je préfère ne pas répondre

**SCOL.** POSER À TOUS
À quel niveau se situe la dernière année de scolarité que vous avez terminée ?

Primaire (7 ans ou moins)
Secondaire (formation générale ou professionnelle (8 à 12 ans))
Collégial (formation préuniversitaire, formation technique, certificats, attestations ou diplômes de perfectionnement)
Universitaire certificats et diplômes
Universitaire 1er cycle Baccalauréat (incluant cours classique)
Universitaire 2e cycle Maîtrise
Universitaire 3e cycle Doctorat
Je préfère ne pas répondre

**REVEN.** POSER À TOUS
Parmi les catégories suivantes, laquelle reflète le mieux le REVENU total avant impôt de tous les membres de votre foyer pour l'année 2018 ?

19 999 $ et moins
De 20 000 $ à 39 999 $
De 40 000 $ à 59 999 $
De 60 000 $ à 79 999 $
De 80 000 $ à 99 999 $
De 100 000 $ à 119 999 $
120 000 $ et plus
Je préfère ne pas répondre

**Merci de votre participation.**

Titre du projet **Évaluation de la notoriété de la démarche de revitalisation de l'Est de Montréal**

DONNÉES SOCIODÉMOGRAPHIQUES

1. **Âge** : Afin de classifier les données, nous aurions besoin de quelques renseignements supplémentaires d'ordre statistique. Dans quelle catégorie d'âge vous situez vous, est-ce entre…?
   - 18-24 ans
   - 25-34 ans
   - 35-44 ans
   - 45-54 ans
   - 55-64 ans
   - 65-74 ans
   - ou 75 ans et plus
   - Je refuse de répondre

**2. Occupation :** Quelle est votre occupation principale actuelle?

- EMPLOYÉ DE BUREAU (Caissier, commis de bureau, commis comptable, secrétaire, etc.)
- PERSONNEL SPÉCIALISÉ DANS LA VENTE (Agent d'assurances, vendeur, commis-vendeur, agent immobilier, courtier immobilier, représentant)
- PERSONNEL SPÉCIALISÉ DANS LES SERVICES Agent sécurité, chauffeur taxi, coiffeur, cuisinier, esthéticienne, membre clergé, militaire, policier)
- TRAVAILLEUR MANUEL (agriculteur, emballeur, journalier manoeuvre, mineur, pêcheur, travailleur forestier)
- OUVRIER SPÉCIALISÉ/SEMI-SPÉCIALISÉ (briqueteur, chauffeur de camion, électricien, machiniste, mécanicien, opérateur de machine, peintre)
- TRAVAILLEUR DES SCIENCES & TECHNOLOGIES (informaticien, programmeur-analyste, technicien, technicien-audiotechnicien de labo)
- PROFESSIONNEL (archéologue, architecte, artiste, avocat, banquier, biologiste, comptable, consultant, dentiste)
- GESTIONNAIRE/ADMINISTRATEUR/PROPRIÉTAIRE (administrateur, directeur, éditeur, entrepreneur, exécutif, gérant, homme d'affaires, politicien, autonome)
- AU FOYER
- ETUDIANT (à temps plein ou dont les études constituent l'occupation principale)
- RETRAITÉ (pré-retraité, rentier)
- SANS EMPLOI (Assurance-emploi, assisté social, etc.)
- Autre
- Je refuse de répondre

3. **Enfant** : Y a-t-il des enfants âgés de moins de 18 ans habitant avec vous à la maison? (si oui) : Ont-ils 12 ans et plus ou moins de 12 ans?

- OUI : 12 ans et PLUS SEULEMENT
- OUI: plus de 12 ans ET moins de 12 ans
- OUI : MOINS de 12 ans SEULEMENT
- NON, aucun enfant de moins de 18 ans à la maison
- Je refuse de répondre

4. **Scolarité** : À quel niveau se situe la dernière année de scolarité que vous avez terminée? Est-ce...

- Primaire (7 ans ou moins)
- Secondaire DES de formation générale ou professionnelle (8 à 12 ans)
- Collégial DEC de formation préuniversitaire, de formation technique, certificats (CEP), attestations (ASP) ou diplômes de perfectionnement (DEP
- Universitaire certificats et diplômes
- Universitaire 1er cycle Baccalauréat (incluant cours classique)
- Universitaire 2ième cycle Maîtrise
- Universitaire 3ième cycle Doctorat
- Je refuse de répondre

5. **Revenu** : Parmi les catégories suivantes, laquelle reflète le mieux le revenu total avant impôt de tous les membres de votre foyer pour l'année 2018? Est-ce...

- 19 999$ et moins
- entre 20 000 $ et 39 999 $
- entre 40 000 $ et 59 999 $
- entre 60 000 $ et 79 999 $
- entre 80 000 $ et 99 999 $
- 100 000 $ et plus
- Je refuse de répondre

6. Quelle est la langue que vous avez apprise en premier lieu à la maison dans votre enfance et que vous comprenez toujours?
    - Français
    - Anglais
    - Autre
    - Français et anglais
    - Français et autres
    - Anglais et autres
    - Autre et autres
    - Je refuse de répondre

7. **Langue** : Quelle langue parlez-vous **le plus souvent** à la maison?

- Anglais
- Arabe
- Espagnol
- Français
- Grec
- Italien
- Langues chinoises
- Langues créoles
- Persan (farsi)
- Roumain
- Russe
- Vietnamien
- Autre

8. Sexe : Êtes-vous de sexe ... ?
   Note : Les personnes transgenres, transsexuelles et intersexuées doivent indiquer le sexe auquel elles s'identifient le plus.

- Masculin
- Féminin

Dans un esprit de collaboration, différents partenaires entendent réaliser des projets prioritaires afin de donner un nouvel élan à l'Est de Montréal. Le territoire visé s'étend du **boulevard Pie-IX jusqu'à la Pointe-de-l'Île**. Il inclut la ville de Montréal-Est et les arrondissements Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, Mercier–Hochelaga-

Maisonneuve, Anjou, Saint-Léonard, Montréal-Nord et Rosemont–La Petite-Patrie (secteur est). Les retombées de certains des projets proposés se feront ressentir dans l'ensemble de la région métropolitaine.

QUESTIONS

1. Depuis quelques années, de nombreux projets de développement ou de réaménagements urbains changent le visage du Grand Montréal. Selon vous, quelles sont les répercussions de ces projets sur la région métropolitaine? Veuillez utiliser une échelle de 1 à 10 où 1 signifie des répercussions très négatives et 10 signifie des répercussions très positives.

2. De manière générale, quelle est votre perception de l'Est de Montréal? Veuillez utiliser une échelle de 1 à 10 où 1 signifie une perception très négative et 10 signifie une perception très positive.

3. Quels trois mots décrivent le mieux l'Est de Montréal?

   Pour chacun des énoncés suivants, indiquez votre degré d'accord sur une échelle de 1 à 10 où 1 signifie totalement en désaccord et 10 signifie totalement en accord.

4. Les déplacements sont plus faciles sur le territoire de l'Est de Montréal que dans le reste de la région métropolitaine.
5. Le territoire de l'Est de Montréal offre une qualité de vie supérieure par rapport à celle de la région métropolitaine (offres de loisir, offres en habitation, commerces de proximité, espaces verts, garderies, etc.).
6. Le territoire de l'Est de Montréal offre des possibilités d'emplois plus grandes que celles de la grande région métropolitaine.
7. Le territoire de l'Est de Montréal offre des perspectives de développement économique plus grandes que celles de la grande région métropolitaine.

8. Avez-vous entendu parler d'une démarche de revitalisation de l'Est de Montréal menée conjointement par le gouvernement du Québec et la Ville de Montréal au cours des derniers mois?
   - Oui (mène à la question 8a et 8b)
   - Non (mène à la question 9)

   a. (Si oui) Pouvez-vous nommer des projets faisant partie de cette démarche?
   b. (Si oui) Où en avez-vous entendu parler?

- Site Internet (de la Ville de Montréal, du gouvernement du Québec ou des organismes partenaires)
- Médias sociaux
- Journaux locaux
- Radio
- Télévision
- Affichage communautaire
- Organisme local
- Autres

9. Avez-vous entendu parler de ces projets en cours de planification ou de réalisation dans l'Est de Montréal?
   - Aménagement de la plage de l'est à Pointe-aux-Trembles
   - Construction de l'Espace Rivière à Rivière-des-Prairies
   - Décontamination d'anciens terrains industriels
   - Déploiement d'une navette fluviale entre Pointe-aux-Trembles et le Vieux-Port
   - Développement du secteur industriel Assomption Sud–Longue-Pointe
   - Développement du secteur industriel Pointe-de-l'Île
   - Implantation d'un train électrique léger dans l'axe de la rue Notre-Dame
   - Implantation du service rapide par bus (SRB) Pie-IX
   - Modernisation de la rue Notre-Dame
   - Prolongement de la ligne bleue jusqu'à Anjou

**Mise en contexte :**

En signant la Déclaration pour revitaliser l'Est de Montréal, le gouvernement du Québec et la Ville de Montréal se sont engagés, en décembre 2018, à entreprendre rapidement, dans un esprit de collaboration, le grand chantier de revitalisation de l'Est de Montréal. L'accroissement de la mobilité, le développement économique et l'amélioration des milieux de vie des citoyens sont les priorités retenues pour les prochaines années.

Pour chacun des énoncés suivants, indiquez votre degré d'accord sur une échelle de 1 à 10 où 1 signifie totalement en désaccord et 10 signifie totalement en accord.

10. Croyez-vous que les actions mises en œuvre par le gouvernement du Québec et la Ville de Montréal (telles qu'énumérées à la question 9) permettront :
    a. D'accroître la mobilité?
    b. D'améliorer la qualité de vie des citoyens de l'Est de Montréal?
    c. De stimuler le développement économique?

11. Pour vous, quels facteurs favorisent l'attractivité d'un territoire? (3)
    - Les occasions d'emploi à proximité
    - La vie de quartier
    - L'accès à des commerces de proximité
    - L'accès facile au réseau routier
    - La mise en valeur de terrains prêts à l'investissement
    - L'offre en habitation (variété, coût, disponibilité)
    - L'offre en transports en commun
    - L'offre culturelle (bibliothèques, maisons de la culture, théâtres, spectacles, etc.)
    - La présence de parcs et d'espaces verts
    - Les opportunités de développement économique

12. Par quel(s) moyen(s) souhaiteriez-vous être informé(e) des projets concernant la revitalisation de l'Est de Montréal?
    - Site Internet (de la Ville de Montréal, du gouvernement du Québec ou des organismes partenaires)
    - Journaux locaux
    - Courriel
    - Publicité Web
    - Publicité sur les médias sociaux
    - Publicité dans les quotidiens
    - Affichage communautaire
    - Pas intéressé(e)/ne veut pas être informé(e)

Affaires municipales et Habitation
Québec

# Fonds de développement des territoires (FDT)

Le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) évalue, comme c'est souvent le cas avec ses programmes, le Fonds de développement des territoires (FDT). Ce sondage porte sur la nature de l'intervention, la mise en œuvre et les résultats du FDT, ainsi que sur les façons de faire des MRC. Veuillez vous baser sur votre expérience des trois dernières années.

## PARTICIPATION

Votre participation à ce sondage d'une trentaine de minutes est prévue en vertu de l'article 23 de l'Entente relative au FDT. Il doit être rempli par la personne responsable de l'Entente. S'il ne s'agit pas de vous, veuillez transmettre le lien d'accès à cette personne. La date limite pour remplir le sondage est le 12 février inclusivement.

## TRAITEMENT DE L'INFORMATION

Le traitement de l'information est confidentiel. Le nom de votre MRC ou de votre municipalité exerçant des compétences de MRC, ou une compétence d'agglomération, sera anonymisé lors de l'analyse du sondage. Les résultats seront regroupés ou présentés sous forme de totaux dans le rapport.

ASSISTANCE

Si vous souhaitez obtenir plus d'information sur le questionnaire ou si vous avez besoin d'aide pour y répondre, vous pouvez joindre Mme Linda Tanguay, de la Direction de l'audit interne et de l'évaluation des programmes du MAMH, au 418 691-2015, poste 3595 ou, par courriel, à l'adresse suivante : linda.tanguay@mamh.gouv.qc.ca.

---

**Identification**

| | |
|---|---|
| Nom de votre municipalité régionale de comté (MRC) ou de votre municipalité exerçant des compétences de MRC, ou une compétence d'agglomération : | |
| Région administrative : | |

Un espace vous est réservé à la fin du questionnaire pour ajouter des commentaires, s'il y a lieu.

**Question 1**
**Quelle est votre appréciation du mode de gestion du FDT quant aux actions suivantes :**

| | Bien apprécié | Plutôt apprécié | Plutôt peu apprécié | Peu apprécié | NSP / S. O. |
|---|---|---|---|---|---|
| Décider des priorités d'intervention en fonction des réalités de votre MRC? | | | | | |
| Décider des projets selon les priorités d'intervention et le contexte de votre MRC? | | | | | |
| Décider de la répartition du financement obtenu? | | | | | |

**Question 2**
**Est-ce que l'enveloppe du FDT ainsi que ses règles de cumul et de report vous ont permis :**

| | En accord | Plutôt en accord | Plutôt en désaccord | En désaccord | NSP / S. O. |
|---|---|---|---|---|---|
| D'agir dans l'ensemble de vos priorités? | | | | | |
| De financer tous les projets d'intérêt admissibles? | | | | | |
| De mieux planifier vos interventions? | | | | | |
| De réserver une partie de l'enveloppe pour financer de futurs projets majeurs? | | | | | |
| De réserver une partie de l'enveloppe pour agir dans les priorités à combler? | | | | | |

**Question 3**
**Quelle est votre opinion sur la souplesse et l'autonomie qu'offre le mode de gestion du FDT?**

| | En accord | Plutôt en accord | Plutôt en désaccord | En désaccord | NSP / S. O. |
|---|---|---|---|---|---|
| Le niveau de souplesse de gestion dont dispose notre MRC convient. | | | | | |
| Le niveau d'autonomie dont dispose notre MRC convient. | | | | | |

**Question 4**
**Depuis le renforcement du rôle des MRC, estimez-vous qu'il est facile :**

| | En accord | Plutôt en accord | Plutôt en désaccord | En désaccord | NSP / S. O. |
|---|---|---|---|---|---|
| De déterminer vos priorités d'intervention annuelles en fonction des objets inscrits à l'Entente du FDT? | | | | | |
| D'élaborer votre politique de soutien aux entreprises? | | | | | |
| D'élaborer votre politique de soutien aux projets structurants pour améliorer les milieux de vie? | | | | | |
| De produire le rapport d'activités annuel? | | | | | |
| D'établir des ententes avec d'autres MRC afin de réaliser des projets communs? | | | | | |
| D'obtenir des projets qui s'inscrivent dans vos priorités d'intervention? | | | | | |

**Question 5**
**Afin de réaliser les activités décrites à la question 4, demandez-vous conseil à :**

| | Oui | Non | NSP / S. O. |
|---|---|---|---|
| Votre direction régionale (DR) du MAMH? | | | |
| D'autres MRC? | | | |
| La Fédération québécoise des municipalités ou à l'Union des municipalités du Québec? | | | |
| Un consultant externe? | | | |
| La MRC a choisi de déléguer la réalisation de ces activités à une autre instance ou à un autre organisme. | | | |

**Autre, précisez :**

**Question 6**
**Êtes-vous d'accord avec les éléments suivants relatifs au rôle-conseil offert par les DR du MAMH?**

| | En accord | Plutôt en accord | Plutôt en désaccord | En désaccord | NSP / S. O. |
|---|---|---|---|---|---|
| Le personnel cerne bien les besoins de la MRC. | | | | | |
| L'accompagnement des DR est utile. | | | | | |
| La DR a guidé efficacement notre MRC vers d'autres ressources au besoin. | | | | | |

**Question 7**
**Depuis la mise en place du FDT, votre MRC a fait le choix de conserver :**

| | Oui | Non | NSP / S. O. |
|---|---|---|---|
| Des ressources consacrées au développement local et régional; | | | |
| Des ressources consacrées au développement rural; | | | |
| Des ressources consacrées à l'entrepreneuriat. | | | |

**Question 8**
**Estimez-vous que le mode de gestion du FDT favorise :**

| | En accord | Plutôt en accord | Plutôt en désaccord | En désaccord | NSP / S. O. |
|---|---|---|---|---|---|
| La concertation locale et régionale pour réaliser des projets communs à l'échelle supraterritoriale? | | | | | |
| L'établissement d'ententes sectorielles de développement local et régional? | | | | | |
| Un effet structurant de l'aide versée aux entreprises et aux communautés? | | | | | |
| La mobilisation des communautés? | | | | | |
| Les discussions avec la partie citoyenne? | | | | | |

**Question 9**
**Estimez-vous que le FDT et le renforcement du rôle des MRC ont contribué au développement local et régional?**

| | En accord | Plutôt en accord | Plutôt en désaccord | En désaccord | NSP / S. O. |
|---|---|---|---|---|---|
| Globalement, le FDT a contribué au développement local et régional. | | | | | |
| Le renforcement du rôle de la MRC a favorisé le développement local et régional. | | | | | |

**Question 10**
**Est-ce que les éléments suivants de l'Entente relative au FDT vous satisfont?**

| | En accord | Plutôt en accord | Plutôt en désaccord | En désaccord | NSP / S. O. |
|---|---|---|---|---|---|
| La signature d'une entente de 5 ans; | | | | | |
| Le montant annuel de l'aide financière; | | | | | |
| Les modalités de versement de l'aide financière (25 %; 55 %; 20 %); | | | | | |
| Les conditions de versement de l'aide financière (mise en ligne et transmission des priorités d'intervention annuelles, des politiques de soutien et du rapport d'activités); | | | | | |
| La production d'une reddition de comptes annuelle; | | | | | |
| Les règles de cumul et de report de l'aide financière. | | | | | |

**Question 11**
**Quelle est votre opinion sur la reddition de comptes du FDT quant aux énoncés suivants?**

| | En accord | Plutôt en accord | Plutôt en désaccord | En désaccord | NSP / S. O. |
|---|---|---|---|---|---|
| Le temps consacré à la reddition de comptes est adéquat par rapport à l'enveloppe du FDT; | | | | | |
| L'information demandée est fondée, par rapport aux termes de l'Entente; | | | | | |
| L'information demandée est utile pour la MRC; | | | | | |
| L'outil est facile d'utilisation (fichier Excel). | | | | | |

**Question 12**
**Quelle est votre opinion sur la simplification des procédures depuis la mise en place du FDT?**

| | En accord | Plutôt en accord | Plutôt en désaccord | En désaccord | NSP / S. O. |
|---|---|---|---|---|---|
| La simplification des procédures est adéquate. | | | | | |
| La charge administrative convient. | | | | | |

**Question 13**
**Quelle est la contribution des autres ministères et organismes du gouvernement du Québec au financement de projets du FDT?**

| | Oui | Non | NSP / S. O. |
|---|---|---|---|
| De façon générale, en excluant les ententes sectorielles, d'autres ministères et organismes du gouvernement du Québec contribuent au financement des projets soutenus par le FDT. | | | |
| L'information sur la contribution des autres ministères et organismes du gouvernement du Québec pourrait être incluse dans votre reddition de comptes annuelle du FDT. | | | |

**Question 14**
**De quelle façon l'enveloppe du FDT est-elle répartie?**

| | Oui | Non | NSP / S. O. |
|---|---|---|---|
| Les sommes sont réparties entre les municipalités de la MRC. | | | |
| L'aide financière et les décisions d'intervention sont centralisées à la MRC. | | | |
| Une partie de l'enveloppe est centralisée à la MRC et l'autre partie est répartie entre les municipalités de la MRC. | | | |

**Autre, précisez :**

**Question 15**
**De quelle façon obtenez-vous des propositions de projets?**

| | Toujours | Souvent | Parfois | Jamais | NSP / S. O. |
|---|---|---|---|---|---|
| Par dépôt de projets en continu; | | | | | |
| Par appels à projets centralisés à la MRC; | | | | | |
| Par les municipalités; | | | | | |
| **Autre, précisez :** | | | | | |

**Question 16**
**De quelle façon les projets sont-ils sélectionnés?**

| | Toujours | Souvent | Parfois | Jamais | NSP / S. O. |
|---|---|---|---|---|---|
| Selon l'ordre de réception des projets; | | | | | |
| Selon le caractère structurant du projet; | | | | | |
| Selon l'intérêt du projet; | | | | | |
| Selon les priorités d'intervention de la MRC; | | | | | |
| Selon la répartition entre les municipalités de la MRC; | | | | | |
| **Autre, précisez :** | | | | | |

**Question 17**
**Par quels moyens la population est-elle informée de la possibilité d'obtenir l'aide financière du FDT pour d'éventuels projets?**

| | Oui | Non | NSP / S. O. |
|---|---|---|---|
| Par le site Web de la MRC; | | | |
| Par les sites Web des municipalités de la MRC; | | | |
| Par un dépliant de la MRC; | | | |
| Par les médias écrits ou électroniques (journal, télévision ou radio locale); | | | |
| Par les médias sociaux; | | | |

**Autre, précisez :**

**Question 18**
**Quels moyens utilisez-vous pour assurer la participation et la consultation citoyenne?**

| | Oui | Non | NSP / S. O. |
|---|---|---|---|
| Des séances publiques d'information; | | | |
| Des représentations citoyennes (ex. : regroupements, comités de citoyens); | | | |
| Les médias écrits ou électroniques (journal, télévision ou radio locale); | | | |
| Le site Web de la MRC; | | | |
| Des sondages en ligne; | | | |

**Autre, précisez :**

**Question 19**
**Outre le site Web de la MRC, comment informez-vous la population de l'utilisation des sommes du FDT?**

| | Oui | Non | NSP / S. O. |
|---|---|---|---|
| Lors de séances publiques d'information; | | | |
| **Autre, précisez :** | | | |

**Question 20**
**Autres commentaires (facultatif) - 8 lignes maximum**

ATTENTION

Prendre note qu'il est possible de modifier vos réponses tant que vous n'avez pas cliqué sur le bouton "Terminé".

## Remerciements

Le MAMH vous remercie d'avoir pris le temps de répondre au questionnaire.

Affaires municipales et Habitation
Québec

# Fonds de développement des territoires (FDT)

Le présent questionnaire sur le Fonds de développement des territoires (FDT) s'inscrit dans les travaux d'évaluation réalisés par la Direction de l'audit interne et de l'évaluation des programmes (DAIEP) du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). Il vise à mieux connaître l'expérience des directions régionales dans leur fonction de rôle-conseil, au cours des trois dernières années ou de l'année 2017-2018 si indiqué.

## PARTICIPATION

Ce sondage d'une trentaine de minutes doit être rempli par la personne responsable d'assurer un rôle-conseil concernant le FDT auprès des MRC et des autres organismes admissibles. S'il ne s'agit pas de vous, veuillez transmette le lien d'accès à cette personne. La date limite pour le remplir est le 19 avril 2019 inclusivement.

## ASSISTANCE

Si vous souhaitez obtenir plus d'information sur le questionnaire ou si vous avez besoin d'aide pour y répondre, vous pouvez joindre M$^{me}$ Linda Tanguay de la Direction de l'audit interne et de l'évaluation des programmes du MAMH, au 418 691-2015, poste 3595, ou par courriel à l'adresse suivante : linda.tanguay@mamh.gouv.qc.ca.

2019-04-02

Nom de la Direction régionale : _____

1- CLARTÉ DU RÔLE-CONSEIL QU'EXERCENT LES DR AUPRÈS DES MRC, EN CE QUI CONCERNE LE FDT

| | Oui | Non | NSP / S. O. |
|---|---|---|---|
| A- Considérez-vous que vos responsabilités sont claires, dans le cadre de votre rôle-conseil auprès des MRC et des autres organismes admissibles? | | | |
| B- Disposez-vous des connaissances requises et des outils appropriés pour exercer adéquatement votre rôle-conseil auprès des MRC et des autres organismes admissibles? | | | |

2- **RÔLE-CONSEIL DES DR** CONCERNANT LE FDT, EXERCÉ À LA DEMANDE DES MRC

---

A- Quel est le nombre total de jours (7 heures = 1 jour) que votre DR estime avoir consacrés à ce rôle-conseil durant l'année financière 2017-2018?

_____

Élevé Plutôt élevé Modéré Faible NSP / S. O.

---

Quel a été selon vous le degré d'effort consenti, en général, lors de l'accompagnement que vous avez fourni aux MRC, à leur demande, durant l'année financière 2017-2018?

B- Quel a été selon vous le degré d'effort consenti, lors de l'accompagnement que vous avez fourni aux MRC, à leur demande, en vue des actions suivantes :

Déterminer des priorités d'intervention annuelles?

Élaborer la politique de soutien aux entreprises?

Élaborer la politique de soutien aux projets structurants pour améliorer les milieux de vie?

Obtenir davantage de projets en concordance avec leurs priorités d'intervention?

Produire le rapport d'activités annuel?

Produire la reddition de comptes?

Précisez, si nécessaire : _____

## 2- RÔLE-CONSEIL DES DR CONCERNANT LE FDT, EXERCÉ À LA DEMANDE DES MRC

| | Souvent | Parfois | Rarement | Jamais | NSP / S. O. |
|---|---|---|---|---|---|
| **C- Avez-vous eu à donner des conseils, à la demande des MRC, pour faciliter ou favoriser :** | | | | | |
| La consultation de la population? | | | | | |
| Les discussions avec la partie citoyenne et sa représentation? | | | | | |
| La mobilisation des communautés (des groupes d'intérêt)? | | | | | |
| La concertation locale et régionale en vue de réaliser des projets communs à l'échelle supraterritoriale? | | | | | |
| L'établissement d'ententes sectorielles de développement local et régional? | | | | | |
| Les échanges avec les membres de la conférence administrative régionale? | | | | | |
| Un effet structurant concernant l'aide versée aux entreprises et aux communautés? | | | | | |

3- OBSERVATIONS ET COMMENTAIRES DES DR CONCERNANT LE FDT, BASÉS SUR LEUR EXPÉRIENCE DANS LA FONCTION DE RÔLE-CONSEIL EXERCÉ AUPRÈS DES MRC

| | Bien Satisfaisant | Plutôt Satisfaisant | Plutôt peu Satisfaisant | Peu Satisfaisant | NSP / S. O. |
|---|---|---|---|---|---|
| A- En vous basant sur votre expérience dans votre fonction de rôle-conseil, à quel degré estimez-vous que ces éléments sont satisfaisants : | | | | | |
| La période de l'année financière, soit du 1er avril au 31 mars? | | | | | |
| Le temps consacré à la production du rapport d'activités annuel? | | | | | |
| La part de l'indice de dévitalisation considérée pour déterminer l'aide financière accordée aux MRC? | | | | | |
| Le partage financier entre MRC lors de projets communs? | | | | | |
| Autre, précisez : _____ | | | | | |

3- OBSERVATIONS ET COMMENTAIRES DES DR CONCERNANT LE FDT, BASÉS SUR LEUR EXPÉRIENCE DANS LA FONCTION DE RÔLE-CONSEIL EXERCÉ AUPRÈS DES MRC

B- Quels sont vos commentaires et/ou suggestions, le cas échéant, concernant les éléments suivants :

La période de l'année financière, soit du 1er avril au 31 mars?

Le rapport d'activités annuel?
- Le temps de réalisation;
- Les exigences;
- Etc.

L'aide financière?
- Le montant;
- La part de l'indice de dévitalisation considérée;
- Etc.

Les modalités, les règles et les conditions de l'aide financière?
- Les règles de cumul et de report;
- Les modalités de versement (25 %; 55 %; 20 %);
- Les conditions de versement
  (la mise en ligne et la transmission des priorités d'intervention, des politiques de soutien et du rapport d'activités).

La concertation et les ententes?
- La concertation entre M/O dans l'intervention gouvernementale à l'échelle locale et régionale;
- Le comité de suivi des ententes sectorielles;
- La concertation locale et régionale entre MRC;
- Etc.

Le financement des projets?
- Le partage financier entre MRC lors de projets communs;
- Les investissements dans les projets les plus structurants;
- Les demandes financières pour soutenir des projets régionaux;
- Etc.

4- REDDITION DE COMPTES

Élevé Plutôt élevé Modéré Faible NSP / S. O.

---

A- Quel est le degré de facilité éprouvé par votre direction générale pour vous assurer que la reddition de comptes répond aux conditions de versement?

B- Quel est le degré de qualité de l'information fournie dans la reddition de comptes?

Oui Non NSP / S. O.

---

C- Quelles méthodes avez-vous utilisées pour faire cette validation en 2017-2018 :

Utilisation d'une grille d'analyse?

Demande de pièces justificatives (copies de contrats ou de factures)?

Demande de précisions auprès de la MRC ou d'un autre organisme admissible?

Consultation des consignes du Sous-ministériat aux territoires?

Covalidation par un pair?

Autre, précisez : _____

4- REDDITION DE COMPTES

| | Bien Satisfaisant | Plutôt Satisfaisant | Plutôt peu Satisfaisant | Peu Satisfaisant | NSP / S. O. |
|---|---|---|---|---|---|
| D- En vous basant sur votre connaissance de l'outil de reddition de comptes, à quel degré estimez-vous que ces éléments sont satisfaisants : | | | | | |
| Le temps consacré à sa réalisation? | | | | | |
| L'utilité et la pertinence de l'information demandée? | | | | | |
| La facilité d'utilisation de l'outil (fichier Excel)? | | | | | |
| L'efficacité de l'outil (fichier Excel)? | | | | | |
| La charge administrative? | | | | | |
| La latitude dans la formulation des priorités d'intervention? | | | | | |
| La clarté des objets du FDT? | | | | | |
| La facilité avec laquelle il est possible de lier les interventions aux priorités et aux objets du FDT? | | | | | |

E- Quels sont vos commentaires et/ou suggestions, le cas échéant, concernant ces éléments de la reddition de comptes :

Le temps consacré à sa réalisation?

L'utilité et la pertinence de l'information demandée?

La facilité d'utilisation de l'outil (fichier Excel)?

L'efficacité de l'outil (fichier Excel)?

La latitude dans la formulation des priorités d'intervention?

La clarté des objets du FDT?

La facilité avec laquelle il est possible de lier les interventions aux priorités et aux objets du FDT?

Remerciements

Le MAMH vous remercie d’avoir pris le temps de répondre au questionnaire.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande nº 62 | Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2019-2020. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts. |
|---|---|

Pour l'information concernant les contrats octroyés relativement aux frais de traduction, veuillez vous référer à la demande de renseignements généraux nº 8 des oppositions.

Note : Pour les contrats de plus de 25 000 $, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://seao.ca/.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 63 | Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2019-2020. |

**1) Location :** Veuillez-vous référer à la demande de renseignements généraux nº 17 des oppositions.

**2) Achat :** Aucun

**3) Rénovation :** 252 162,89 $

**4) Décoration :** Aucun

**5) Autres travaux réalisés :** Aucun

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 64 | Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2019-2020 : a) la liste de tous les concours et tirages réalisés; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours; d) la liste des concours qui ont pris fin. |

Aucun concours ou tirage n'a été effectué au cours de l'année 2019-2020.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 65 | Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2019-2020 et les prévisions pour 2020 2021 : a) le nom de toutes les campagnes; b) les coûts de ces campagnes; c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser; d) les dates de diffusion de la campagne; e) les objectifs visés par chaque campagne. |

Pour l'information concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, veuillez vous référer à la demande de renseignements généraux nº 3 des oppositions.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 66 | Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2019-2020 : a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires; c) le montant qui leur a été accordé. Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme. |

| PROGRAMMES | Budget 2019-2020 (en milliers de $) | Direction | Détails |
|---|---|---|---|
| Programme d'infrastructures Québec-Municipalités (PIQM) | 129 679,0 | Direction générale des infrastructures | Programme terminé. Remboursement de service de dette uniquement. Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 28. |
| Programme d'infrastructures Municipalité amie des aînés (PRIMADA) | 2 564,3 | Direction générale des infrastructures | Permettre la réalisation de petits projets de construction, de réfection ou d'agrandissement d'infrastructures et d'aménagement répondant aux besoins des aînés. Remboursement de service de dette uniquement. |
| Réfection et construction des infrastructures municipales (RÉCIM) | 1 600,4 | Direction générale des infrastructures | Permettre la réalisation de projets de bâtiments municipaux de base soit les bureaux administratifs, les casernes de pompiers, les garages municipaux et les centres communautaires. Remboursement de service de dette uniquement. |
| Programme d'infrastructures municipales d'eau (PRIMEAU) | 2 734,1 | Direction générale des infrastructures | Remboursement de service de dette uniquement. Voir les réponses aux demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 26 et n° 51 et la réponse à la demande de renseignements particuliers du troisième groupe d'opposition n° 35. |
| Fonds Chantiers Canada-Québec (FCCQ) Volet Collectivités et Grandes villes | 43 183,0 | Direction générale des infrastructures | Remboursement de service de dette uniquement. Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 27. |
| Fonds Chantiers Canada-Québec (FCCQ) Volet Grands projets | 24 430,0 | Direction générale des infrastructures | Remboursement de service de dette uniquement. Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 27. |
| Nouveaux Fonds Chantiers Canada-Québec (NFCCQ) Volet Fonds des petites collectivités | 5 995,2 | Direction générale des infrastructures | Remboursement de service de dette uniquement. Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 82. |
| Programme de renouvellement des conduites (PRECO) | 36 688,6 | Direction générale des infrastructures | Programme terminé. Remboursement de service de dette uniquement. |
| Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées (FEPTEU) | 13 035,2 | Direction générale des infrastructures | Remboursement de service de dette uniquement. Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 44. |

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 66 | Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2019-2020 : a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires; c) le montant qui leur a été accordé. Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme. |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Fonds de stimulation de l'infrastructure (FSI) | 9 036,3 | Direction générale des infrastructures | Programme terminé. Remboursement de service de dette uniquement. |
| Programme d'infrastructures de loisirs (PIL) | 3 874,2 | Direction générale des infrastructures | Programme terminé. Remboursement de service de dette uniquement. |
| Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2010-2013 | 27 296,0 | Direction générale des infrastructures | Programme terminé. Remboursement de service de dette uniquement. Voir les réponses aux demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 30 et n° 32. |
| Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018 | 43 842,2 | Direction générale des infrastructures | Programme terminé. Remboursement de service de dette uniquement. Voir les réponses aux demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 30, n° 32 et n° 51. |
| Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2019-2023 | 1 650,8 | Direction générale des infrastructures | Remboursement de service de dette uniquement. Voir les réponses aux demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 30, n° 32 et n° 51. |
| Travaux d'infrastructures Canada-Québec 2000 | 965,7 | Direction générale des infrastructures | Programme terminé. Remboursement de service de dette uniquement.. |
| Amélioration des infrastructures des municipalités nordiques | 781,2 | Direction générale des infrastructures | Programme terminé. Remboursement de service de dette uniquement. |
| Programme Isurruutiit | 18 229,9 | Direction générale des infrastructures | Remboursement de service de dette uniquement. Somme versée à l'Administration régionale Kativik (ARK) pour le bénéfice des 14 villages nordiques. La gestion du programme a été confiée à l'ARK via une entente gouvernementale. Celle-ci s'occupe de la réalisation des projets dans les domaines d'approvisionnement en eau et de la distribution d'eau potable, de la collecte et de l'épuration des eaux usées, de la collecte et de la disposition des déchets solides ainsi que de la voirie municipale et du loisir. |
| Programme de renouveau urbain et villageois | 113,6 | Direction générale des infrastructures | Programme terminé. Remboursement de service de dette uniquement. |
| Programme Les eaux vives du Québec | 326,5 | Direction générale des infrastructures | Programme terminé. Remboursement de service de dette uniquement. |

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 66 | Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2019-2020 : a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires; c) le montant qui leur a été accordé. Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme. |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Programme d'assainissement des eaux du Québec (PAEQ) | 41 817,9 | Direction générale des infrastructures | Programme terminé. Remboursement de service de dette uniquement. |
| Programme d'assainissement des eaux municipales (PADEM) | 15 229,1 | Direction générale des infrastructures | Programme terminé. Remboursement de service de dette uniquement. |
| Fonds sur l'infrastructure municipale rurale (FIMR) - Portion MAMH | 1 049,4 | Direction générale des infrastructures | Programme terminé. Remboursement de service de dette uniquement. |
| Programme de compensation tenant lieu de taxes municipales | 537 415,9 | Direction des programmes fiscaux | Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 37. |
| Programme d'aide financière au regroupement municipal (PAFREM) | 687,9 | Directions régionales | Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 7. |
| Programme d'aide pour les municipalités à caractère industriel | 362,5 | Directions régionales | Programme terminé. Voir la réponse aux demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 3 et n° 55. |
| Programme de neutralité lors d'un regroupement municipal | 20,1 | Direction des programmes fiscaux | Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 3. |
| Programme de subvention des intérêts encourus dans le cadre de la mesure d'étalement par recours à l'emprunt des hausses de taxes dans les municipalités reconstituées (PSI) | 436,6 | Directions régionales | Programme terminé. Voir la réponse aux demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 3 et n° 54. |
| Programme de péréquation | 60 000,0 | Direction des programmes fiscaux | Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 10. |
| Compensations tenant lieu de taxes pour les terres publiques | 20 824,7 | Direction des programmes fiscaux | Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 10. |
| Subvention tenant lieu d'un accès aux redevances sur les ressources naturelles | 25 000,0 | Direction des programmes fiscaux | Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 10. |
| Fonds de développement des territoires | 117 339,0 | Directions régionales | Voir la réponse aux demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 10 et n° 11. |

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 66 | Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2019-2020 : a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires; c) le montant qui leur a été accordé. Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme. |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Programme Communautés rurales branchées | 1 571,5 | Directions régionales | Programme terminé. Remboursement de service de dette uniquement. |
| Programme Villages branchés du Québec | 2 605,6 | Direction générale adjointe à l'administration et aux programmes | Programme terminé. Remboursement de service de dette uniquement. |
| Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole | 17 000,0 | Direction des opérations et des partenariats | Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 74, la réponse à la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle « section Métropole » n° 4. |
| Mise en commun de services municipaux | 1 000,0 | Directions régionales | Le programme a pour objectif de soutenir la mise en commun d'équipements, d'infrastructures, de services ou d'activités en milieu municipal. Cette aide s'applique également à la réalisation de diagnostics et d'études d'opportunité en cette matière. |
| Fonds d'appui au rayonnement des régions | 60 000,0 | Directions régionales | Voir les réponses aux demandes de renseignements particuliers du troisième groupe d'opposition n° 19 et n° 20. |

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 67 | Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2019-2020 : a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques; b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques; c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes ; d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2019-2020 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées ; e) le montant total des sommes investies en veille médiatique entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020 au sein du cabinet de la ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées. |

Depuis le 1er avril 2015, l'ensemble des employés des directions des communications est désormais sous la responsabilité du Secrétariat à la communication gouvernementale du ministère du Conseil exécutif. En date du 31 mars 2020, la Direction des communications du MAMH comptait 27 employés.

Les rencontres, pour la plupart, ont trait aux comités de travail du Secrétariat à la communication gouvernementale ainsi qu'à l'organisation d'événements.

Les dépenses effectuées sont notamment pour l'organisation de conférences de presse et d'événements ou celles liées à la revue de presse, à la veille et à la rétro-information et à la diffusion de communiqués.

Des informations complémentaires liées aux dépenses en publicité et à la tenue de conférences de presse sont présentées dans les réponses aux demandes de renseignements généraux nº 3 et nº 5 des oppositions.

Diffusion de communiqués de presse : 29 861,64 $

Revue de presse, veille et rétro-information : 46 688,64 $

Il est à noter que la Direction des communications fournit ses revues de presse, ses veilles et ses rétro-informations autant aux unités du Ministère qu'aux cabinets, sans attribuer la dépense à l'un ou l'autre de ses clients internes.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande nº 68 | Montant des taxes payées par le ministère au nom des universités québécoises, pour chacune des universités concernées. |
|---|---|

Le gouvernement verse un montant de 86 316 775 $ aux municipalités pour les compensations tenant lieu de taxes concernant les universités québécoises.

- Les compensations sont versées en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale* et du *Règlement sur les compensations tenant lieu de taxes*.
- Le taux de compensation prévu dans la Loi pour ce type d'immeubles est de 84,5 % pour 2019.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

**Montant des taxes payées par le MAMH au nom des universités québécoises, pour chacune des universités concernées.[1]**

| Nom du propriétaire | Versement total |
|---|---|
| École de Technologie Supérieure | 3 425 618 $ |
| | |
| École Nationale d'Administration Publique | 303 888 $ |
| | |
| Institut Nationale de Recherche Scientifique | 2 116 247 $ |
| | |
| Université Bishop's | 1 398 754 $ |
| | |
| Université Concordia | 8 977 442 $ |
| | |
| Université de Montréal | 10 654 544 $ |
| | |
| Université de Montréal (H.E.C.) | 1 903 603 $ |
| | |
| Université de Montréal Polytechnique | 2 599 133 $ |
| | |
| Université de Sherbrooke | 7 080 953 $ |
| | |
| Université du Québec | 1 219 603 $ |
| | |
| Université du Québec à Chicoutimi | 2 134 594 $ |
| | |
| Université du Québec à Montréal | 7 692 366 $ |
| | |
| Université du Québec à Rimouski | 1 153 303 $ |
| | |
| Université du Québec à Trois-Rivières | 2 661 744 $ |
| | |
| Université du Québec Abitibi-Témiscamingue | 796 493 $ |
| | |
| Université du Québec en Outaouais | 1 457 844 $ |
| | |
| Université Laval | 15 861 986 $ |
| | |
| Université McGill | 14 878 660 $ |

Total 86 316 775 $

(1) Les montants représentent 100 % des compensations tenant lieu de taxes de 2019 payables aux municipalités pour les propriétés appartenant aux universités. Le total diffère de celui présenté à la fiche portant sur les transferts aux municipalités car ce dernier représente plutôt le total des montants relatifs à 2019 réellement payés au 31 mars 2020. À cette date, seulement 90 % des montants énumérés ci-dessus ont été payés puisque la règlementation prévoie une retenue de 10 % payable dans les 90 jours qui suivent la réception du rapport financier 2019.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 69 | Concernant le Bureau du commissaire aux plaintes du ministère :<br>a) budget en 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021;<br>b) masse salariale en 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021;<br>c) effectifs en 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021;<br>d) nouvelles embauches en 2019-2020 et départs en 2019-2020;<br>e) nombre de dossiers traités. |

A) Budget 2019-2020 : 1 000 891 $

B) Masse salariale pour l'année 2019-2020 : 999 057 $

C) Le Bureau du commissaire aux plaintes (BCP) a été créé en novembre 2010. À la suite de l'entrée en vigueur des nouvelles modalités concernant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des municipalités et des organismes municipaux, le 19 octobre 2018, le BCP est devenu le Commissaire à l'intégrité municipale et aux enquêtes (CIME).

Au 31 mars 2020, il est composé de 12 employés, soit un étudiant, une secrétaire, un technicien, huit professionnels et un cadre.

Les salaires de ces corps d'emploi sont les suivants :

| Corps d'emploi | Salaire (au 2 avril 2019) |
|---|---|
| Étudiant | Déterminé selon le nombre d'années d'études postsecondaires complétées.<br>Taux horaire entre 13,50 $ et 25,37 $ |
| Agent de secrétariat | entre 35 668 $ et 45 658 $ |
| Technicien en administration | entre 38 298 $ et 59 300 $ |
| Agent de recherche et planification socio-économique | entre 45 219 $ et 83 243 $ |
| Cadre niveau 3 | entre 98 105 $ et 125 574 $ (au 1er avril 2019) |

D) Nouvelles embauches en 2019-2020 : 5 embauches
Départs en 2019-2020 : 5 départs

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 69 | Concernant le Bureau du commissaire aux plaintes du ministère :<br>a) budget en 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021;<br>b) masse salariale en 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021;<br>c) effectifs en 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021;<br>d) nouvelles embauches en 2019-2020 et départs en 2019-2020;<br>e) nombre de dossiers traités. |

E) Le 19 octobre 2018, certaines dispositions de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (LFDAROP) applicables plus spécifiquement aux municipalités et aux organismes municipaux sont entrées en vigueur. Pour mettre en œuvre ces nouvelles dispositions législatives, le Commissaire à l'intégrité municipale et aux enquêtes a été institué et ce dernier remplace le BCP rendant sans effet la Politique.

Entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020, le CIME a traité 396 dossiers liés à ses responsabilités découlant de l'application de la LFDAROP.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 70 | Concernant le Service de vérifications du ministère :<br>a) budget en 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021;<br>b) masse salariale en 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021;<br>c) effectifs en 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021;<br>d) nouvelles embauches en 2019-2020 et départs en 2019-2020;<br>e) nombre de dossiers traités |

Dans le contexte de la transformation des relations entre le gouvernement du Québec et le milieu municipal et l'adoption de plusieurs projets de loi, certains rôles et responsabilités de la Direction générale des finances municipales (DGFM), notamment la vérification, sont dorénavant assumés par l'Autorité des marchés publics et la Commission municipale du Québec. Pour traduire les nouvelles orientations du Ministère concernant le renforcement de sa mission d'accompagnement des municipalités, une nouvelle direction a été mise sur pied à la DGFM. Cette Direction réalise des accompagnements et des interventions dans les municipalités en difficulté et assurera le suivi des recommandations formulées lors des derniers mandats d'audit.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 71 | Budget du Bureau du commissaire aux plaintes du ministère et masse salariale en 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021. |

Veuillez vous référer à la demande de renseignements particuliers nº 69 de l'opposition officielle.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande n° 72 | Effectifs du service de vérification du ministère, incluant le détail de chaque poste, les salaires et les prévisions pour 2020-2021. Inclure le nombre d'embauches en 2019-2020. |

Veuillez vous référer à la demande de renseignements particuliers n° 70 de l'opposition officielle.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande nº 73 | Effectifs du Bureau du commissaire aux plaintes du ministère, incluant le détail de chaque poste, les salaires et les prévisions pour 2020-2021. Inclure le nombre d'embauches en 2019-2020 |
|---|---|

Veuillez vous référer à la demande de renseignements particuliers nº 69 de l'opposition officielle.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 74 | Liste de tous les projets financés dans le cadre du Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole pour 2019-2020. Fournir le nom de l'organisme ou de la personne bénéficiaire, le montant total alloué, le montant versé jusqu'à présent, le montant qui reste à verser, les dates prévues de versements, le détail du projet et, si possible, les autres sources de financement du projet. |

Veuillez vous référer à l'annexe pour la liste des projets financés et des sommes engagées au cours de l'exercice financier 2019-2020.

# SOMMES ENGAGÉES EN 2019-2020
## Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole

| PROMOTEUR | PROJET | MONTANT ($) |
|---|---|---|
| Accès Escalade Montréal | Réaliser le projet Accès Escalade - Programme communautaire et centre d'entraînement (an 3) | 15 000 $ |
| Accès Escalade Montréal | Compétitions provinciales et nationales 2020 | 48 800 $ |
| Aéro Montréal | Initiative MACH 2017-2019 - Volet Rehaussement des compétences | 6 000 $ |
| Aéro Montréal | Finaliser l'initiative MACH | 21 600 $ |
| Aéro Montréal | Réaliser le Forum innovation aérospatiale 2020 | 35 000 $ |
| Aéro Montréal | Soutenir la mise en œuvre du Plan stratégique 2019-2021 d'Aéro Montréal pour la période du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2021 | 100 000 $ |
| AÉRO21 | Réaliser les projets technologiques du 21e siècle pour l'aéronautique | 36 922 $ |
| AluQuébec - Grappe industrielle de l'aluminium du Québec | Soutenir les activités de la grappe du 1er janvier au 31 décembre 2019 | 100 000 $ |
| AluQuébec - Grappe industrielle de l'aluminium du Québec | Activités de fonctionnement du 1er janvier au 31 décembre 2020 | 80 000 $ |
| Antenne créative | Réaliser l'édition 2019 de Hub Montréal | 60 000 $ |
| Art Souterrain | Réaliser la 3e édition du projet Vitrine sur l'art | 25 000 $ |
| Art Souterrain | Réaliser l'édition 2020 du festival Art Souterrain | 50 000 $ |
| Association pour le développement de la recherche et de l'innovation du Québec | Projet pilote de mise en place d'une usine d'adoption des technologies numériques | 295 000 $ |
| Atelier Entremise | Réaliser le Laboratoire transitoire - Phase 2 | 19 500 $ |
| Basketball Montréal | Réaliser B3 Montréal en 2019 | 100 000 $ |
| Biennale d'art contemporain autochtone | Réaliser la 5e édition de la Biennale d'art contemporain autochtone | 32 000 $ |
| Bureau du cinéma et de la télévision du Québec (BCTQ) | Soutenir la réalisation des projets et chantiers de la grappe de l'audiovisuel pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2019 | 20 000 $ |
| CargoM - Grappe métropolitaine de la logistique et du transport | Réaliser les activités de la grappe du 1er janvier au 31 décembre 2017-2018-2019 | 20 000 $ |
| CargoM - Grappe métropolitaine de la logistique et du transport | Mise en œuvre d'un Centre Zone Franche pour la région du Grand Montréal | 30 000 $ |
| Casteliers | Réaliser un Festival et une Maison pour le 11e art en 2019 | 13 500 $ |
| Casteliers | Réaliser le 15e Festival de Casteliers et la Maison internationale des arts de la marionnette | 50 000 $ |
| Celsius Mtl | Réaliser le projet Multitude | 50 000 $ |
| Centre d'écologie urbaine de Montréal (Société de développement communautaire de Montréal) | Améliorer le cadre de vie des Montréalais grâce aux ruelles | 48 066 $ |

# SOMMES ENGAGÉES EN 2019-2020
## Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole

| PROMOTEUR | PROJET | MONTANT ($) |
|---|---|---|
| Centre des jeunes l'Escale de Montréal-Nord | Mettre sur pied le programme TAPAJ à Montréal-Nord | 8 426 $ |
| Centre des jeunes l'Escale de Montréal-Nord | Poursuivre le programme TAPAJ (an 2) | 18 850 $ |
| Centre des jeunes l'Escale de Montréal-Nord | Réaliser un atelier d'ébénisterie | 28 000 $ |
| Centre québécois d'innovation en biotechnologie (CQIB) | Programme MEDx d'accélération/incubation en santé numérique et connectée | 80 000 $ |
| Cercle de l'amitié du Québec | Centre de l'âme | 80 000 $ |
| Cinéma Moderne | Réaliser l'année 1 du Cinéma Moderne | 30 000 $ |
| Cinéma moderne | Réaliser le démarrage du Cinéma Moderne (an 2) | 80 000 $ |
| Cité des Arts du cirque TOHU | MONTRÉAL COMPLÈTEMENT CIRQUE 2018-2019-2020 | 500 000 $ |
| Comité de la Fête nationale de la Saint-Jean inc. | Grand spectacle 2019 | 250 000 $ |
| Comité de la Fête nationale de la Saint-Jean inc. | Réaliser les éditions 2019, 2020 et 2021 du Défilé de la Fête nationale du Québec à Montréal | 340 000 $ |
| Communautique | Réaliser la phase 2 du projet FAB16-MTL et la phase 1 du Sommet Fab City | 50 000 $ |
| Communautique | Réaliser la phase 3 du projet FAB16-MTL et la phase 2 du Sommet Fab City | 125 600 $ |
| Congrès national des Italo-Canadiens, région Québec | Réaliser l'édition 2019 de la Semaine italienne de Montréal | 70 000 $ |
| CRPE (Cafés et Restaurants pour l'environnement) La Vague | Réaliser l'année 2019-2020 de La Tasse | 55 000 $ |
| Défi sportif AlterGo | Réaliser le Défi sportif AlterGo 2019 | 30 000 $ |
| Défi sportif AlterGo | Défi sportif AlterGo 2020 | 100 000 $ |
| DestiNATIONS : Carrefour international des arts et cultures des Peuples autochtones | Soutenir la 3e année d'activités de DestiNATIONS | 20 100 $ |
| Distribution alimentaire de Montréal-Nord, coopérative de solidarité | Réaliser la phase 3 de la consolidation des activités de Panier Futé Coop | 30 000 $ |
| École de créativité La Factry | Réaliser la 3e année de démarrage de La Factry | 30 000 $ |
| École nationale de théâtre du Canada | Réaliser la deuxième phase du projet de mise en valeur du Monument-National | 24 000 $ |
| École nationale de théâtre du Canada | Réaliser la 3e phase du projet de mise en valeur du Monument-National | 64 000 $ |
| Écotech | Soutenir les activités de fonctionnement de la grappe Écotech Québec prévues dans le Plan triennal 2019-2021 pour la période du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2021 | 100 000 $ |
| Entre parents de Montréal-Nord | Réaliser le Plan d'intégration socio-économique des demandeurs d'asile à Montréal-Nord | 48 000 $ |
| Entre parents de Montréal-Nord | Réaliser le Plan d'intégration socio-économique des nouveaux arrivants à Montréal-Nord (an 2) | 112 000 $ |
| Événement Hoodstock | Projet S.T.ARTS | 9 000 $ |

# SOMMES ENGAGÉES EN 2019-2020
## Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole

| PROMOTEUR | PROJET | MONTANT ($) |
|---|---|---|
| ÉVÉNEMENTS GPCQM | Grand Prix Cycliste de Montréal / septembre 2018 | 200 000 $ |
| Expérience centre-ville | Réaliser le projet Expérience centre-ville | 45 000 $ |
| Expérience centre-ville | Réaliser la 2e année du projet Expérience centre-ville | 105 000 $ |
| Fédération québécoise d'athlétisme | Championnats canadiens d'athlétisme en plein air | 30 000 $ |
| Festival Classica | Réaliser le 10e anniversaire du festival Classica et soutenir le déploiement du volet Grands-concerts dans le Parc de la voie maritime | 180 000 $ |
| Festival Classica | Réaliser l'édition 2019 du Festival Classica | 25 000 $ |
| Festival de projection illusionniste de Montréal | Réaliser l'édition 2019 du festival MAPP_MTL | 25 000 $ |
| Festival du nouveau cinéma de Montréal | Réaliser l'édition 2019 du Festival du nouveau cinéma de Montréal | 120 000 $ |
| Festival Fantasia | Réaliser l'édition 2019 du festival Fantasia | 100 000 $ |
| Festival Igloo | Réaliser les éditions 2019, 2020 et 2021 du festival Igloofest | 80 000 $ |
| Festival international de Jazz de Montréal | Réaliser les éditions 2018, 2019 et 2020 du Festival international de jazz de Montréal et Hubs | 500 000 $ |
| Festival international de musique POP Montréal | Réaliser l'édition 2019 du Festival international de musique POP Montréal | 60 000 $ |
| Festival international du film sur l'art (FIFA) | Réaliser la 38e édition du Festival international du film sur l'art (FIFA) | 60 000 $ |
| Festival Juste pour rire | Réaliser la 37e édition du Festival Juste pour rire | 500 000 $ |
| Festival mode & design Montréal | Réaliser les 18e, 19e et 20e éditions du Festival Mode & Design | 350 000 $ |
| Festival MONTRÉAL EN LUMIÈRE | Réaliser les éditions 2019, 2020 et 2021 du festival MONTRÉAL EN LUMIÈRE incluant le volet de la Nuit blanche | 500 000 $ |
| Festival Montréal Mundial | Réaliser l'édition 2019 du Mundial Montréal | 25 000 $ |
| Festival plein air Beside | Festival Beside | 42 000 $ |
| Festival TransAmériques | Réaliser la 13e édition du Festival TransAmériques en 2019 | 170 000 $ |
| Festival Zoofest | Réaliser la 11e édition de Zoofest | 50 000 $ |
| Fierté Montréal | Réaliser les éditions 2019, 2020 et 2021 du Festival Fierté Montréal | 900 000 $ |
| Fondation B.B.C.M. | Réaliser la 2e édition du Carnaval des Couleurs | 40 000 $ |
| Fondation du startup de Montréal (La) | Réaliser le Startupfest 2019 | 150 000 $ |
| Fondation Héritage Montréal | Plateforme H-MTL - phase 2 | 13 000 $ |
| Fondation Héritage Montréal | Réaliser une étude de faisabilité en vue de la mise sur pied d'un bureau de projets au service des propriétaires et acquéreurs d'édifices patrimoniaux | 24 500 $ |
| Fondation Metropolis bleu | Réaliser l'édition 2019 du Festival Metropolis bleu | 9 000 $ |
| Fondation Metropolis bleu | Réaliser l'édition 2020 du Festival Metropolis bleu | 28 000 $ |

# SOMMES ENGAGÉES EN 2019-2020
## Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole

| PROMOTEUR | PROJET | MONTANT ($) |
|---|---|---|
| Fondation Québec Cinéma | Réaliser les éditions 2020, 2021 et 2022 des Rendez-vous Québec Cinéma | 100 000 $ |
| Fondation Villes Nouvelles Canada | Réaliser le Forum mieux vivre en ville | 50 000 $ |
| Gestion evenko / Heavy Montréal | Réaliser l'édition 2019 du Festival Heavy Montréal | 55 000 $ |
| Gestion evenko / IleSoniq | Réaliser les éditions 2019, 2020 et 2021 du festival IleSoniq | 102 000 $ |
| Gestion evenko / Osheaga | Réaliser les éditions 2019, 2020 et 2021 du Festival Musique et Arts OSHEAGA | 212 500 $ |
| Grand Montréal Comique | Réaliser l'édition 2019 du Grand Montréal Comique | 200 000 $ |
| Grand Potager | Centre de jardin Grand Potager | 16 120 $ |
| Grappe industrielle des véhicules électriques et intelligents | Réaliser les activités de fonctionnement de la Grappe industrielle des véhicules électriques et intelligents du 1er janvier au 31 décembre 2019 | 100 000 $ |
| Groupe 3737 | Développement économique et social par les femmes, les immigrants et les jeunes | 38 000 $ |
| Hub créatif Lune Rouge | Réaliser la première année de démarrage du Hub créatif Lune Rouge | 150 000 $ |
| Îlot 84 | Réaliser l'édition 2019 d'Aire commune | 50 000 $ |
| Insertech Angus | Soutenir la première année du projet Réparer, un mouvement écocitoyen | 22 500 $ |
| Judo Canada | Réaliser le Grand Prix de Judo Montréal 2019 | 20 000 $ |
| La Cantine pour tous | Réaliser les activités de la Cantine pour tous en 2019 | 30 000 $ |
| La Danse sur les routes du Québec | Réaliser Parcours Danse en 2019 | 50 000 $ |
| La Pente à neige | Réaliser la 3e édition de La Pente à neige au parc Ignace-Bourget | 103 500 $ |
| La Piscine | Réaliser le démarrage du projet Le Rodier, Maison de l'entrepreneuriat culturel et créatif | 30 000 $ |
| La Piscine | Réaliser le projet Le Rodier, Maison de l'entrepreneuriat culturel et créatif, an 3 | 120 000 $ |
| LA SERRE arts vivants | Finaliser la phase 2 de LA SERRE arts vivants | 30 000 $ |
| Lande (Urburb) | Laboratoire d'action écocitoyenne | 6 000 $ |
| L'Auguste Théâtre | Réaliser l'édition 2019 de Noël dans le Parc à la place Émilie-Gamelin | 100 000 $ |
| Le Centre culturel Espace 7000 inc. / La salle Désilets | La salle Désilets : le diffuseur majeur du Nord-Est de Montréal | 42 080 $ |
| Le Grand Costumier | Réaliser le développement des marchés hors Québec en 2018 | 30 000 $ |
| Le Monastère | Réaliser l'année pilote du projet Le Monastère 2019 - au service de la communauté montréalaise du cirque | 30 000 $ |
| Le Monastère | Le Monastère 2020 - Au service de la communauté montréalaise du cirque - an 2 | 80 000 $ |
| Les Fourchettes de l'Espoir | Poursuivre le déploiement du projet Ma première expérience de travail | 30 000 $ |
| Les FrancoFolies de Montréal | Réaliser les éditions 2018, 2019 et 2020 des FrancoFolies de Montréal | 475 000 $ |

# SOMMES ENGAGÉES EN 2019-2020
## Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole

| PROMOTEUR | PROJET | MONTANT ($) |
|---|---|---|
| Les Productions Nuits d'Afrique | Festival Nuits d'Afrique 2018-2019-2020 | 150 000 $ |
| Les YMCA du Québec | Destination médiation | 20 573 $ |
| LESPACEMAKER | Réaliser le démarrage de LESPACEMAKER | 21 000 $ |
| M pour Montréal | Réaliser l'édition 2019 de M pour Montréal | 30 000 $ |
| Maison de l'innovation sociale | Réslier le projet d'incubateur civique | 37 500 $ |
| Manœuvres | Réaliser les activités de Manoeuvres en 2019 | 13 500 $ |
| Manœuvres | Think-tank de l'espace public et la tour d'aiguillage Wellington | 48 000 $ |
| Missions Exeko | Réaliser le Laboratoire culture inclusive | 28 000 $ |
| Missions Exeko | Réaliser la 3e année du Laboratoire culture inclusive | 8 000 $ |
| Missions Exeko | Poursuivre la déploiement du projet IdAction Mobile (an 2) | 68 000 $ |
| Mmode - Grappe métropolitaine de la mode | Réaliser les activités de fonctionnement de la grappe métropolitaine de la mode pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2019 | 100 000 $ |
| MOMENTA Biennale de l'image | Réaliser la 16e édition de MOMENTA Biennale de l'image | 77 000 $ |
| Montréal en Fêtes | Réaliser les éditions 2019, 2020 et 2021 de Montréal en Fêtes | 120 000 $ |
| Montréal en histoires | Exploiter et diffuser à Montréal l'œuvre Cité mémoire en 2018-2019 | 105 000 $ |
| Montréal en histoires | Cité Mémoire au cœur de la ville | 350 000 $ |
| Montréal International | Réaliser plan d'action 2017-2019 | 247 000 $ |
| Montréal International | Forum stratégique conjoint | 40 000 $ |
| Mouvement jeunesse Montréal-Nord | Réaliser le projet d'incubateur d'initiatives citoyennes | 30 000 $ |
| Mouvement jeunesse Montréal-Nord | Réaliser l'an 2 du projet d'incubateur d'initiatives citoyennes | 70 000 $ |
| MR-63 | Réaliser la Maison MR-63 et le développement du bâtiment permanent | 120 000 $ |
| MURAL | Réaliser l'édition 2019 du Festival MURAL | 50 000 $ |
| MUTEK | Réaliser l'édition 2019 du festival MUTEK | 100 000 $ |
| Orchestre Métropolitain | Réaliser le concert de l'Orchestre Métropolitain au pied du Mont-Royal en 2019 | 85 000 $ |
| Orchestre symphonique de Montréal | La virée classique OSM 2018-2019-2020 | 340 000 $ |
| Partenariat du Quartier des spectacles | Réaliser le projet de comptage et d'analyse de la mobilité des foules au Quartier des spectacles | 45 000 $ |
| Patinage Québec | Réaliser les Championnats du monde ISU de patinage artistique 2020 | 170 000 $ |
| Pépinière et Collaborateurs | Réaliser la 2e année de la vision de développement et de consolidation de Pépinière et collaborateurs, un organisme de revitalisation urbaine innovante | 60 000 $ |

# SOMMES ENGAGÉES EN 2019-2020
## Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole

| PROMOTEUR | PROJET | MONTANT ($) |
|---|---|---|
| Petites-Mains | Moderniser pour mieux performer à Petites-Mains | 80 000 $ |
| Piknic Electronik | Réaliser les éditions 2018, 2019 et 2020 du Piknic Electronik | 60 000 $ |
| Printemps numérique | Réaliser la Semaine numérique de Montréal en 2019 | 30 000 $ |
| Printemps numérique | MTL Connecte : La semaine de l'intelligence numérique | 160 000 $ |
| Productions Infini D | Créer le festival Axis sur les bases du championnat canadien de danse hip hop 2019 | 43 620 $ |
| Qu'en dit Raton? | Réaliser le projet Ancrer l'accessibilité au théâtre jeune public à Montréal-Nord | 15 000 $ |
| Qu'en dit Raton? | Poursuivre le projet Ancrer l'accessibilité au théâtre jeune public à Montréal-Nord (an 2) | 35 000 $ |
| Radio communautaire de la Rive-Sud inc. | Réaliser le projet Faire rayonner la Rive-Sud de Montréal | 21 000 $ |
| Régénération Canada | Réaliser la 3e édition du Symposium Sols Vivants Montréal | 40 000 $ |
| Regroupement des Magasins-Partage de l'Île de Montréal | Cultiver l'Espoir 2018 | 29 190 $ |
| Regroupement des Magasins-Partage de l'Île de Montréal | Réaliser l'Opération Sac à Dos en 2019-2020, 2020-2021 et 2021-2022 | 80 000 $ |
| Rencontres internationales du documentaire de Montréal | Réaliser l'édition 2019 des Rencontres internationales du documentaire de Montréal | 60 000 $ |
| Secrétariat de la grappe des sciences de la vie et des technologies de la santé - Montréal In Vivo | Réaliser le projet EFFERVESCENCE - Le Futur des sciences de la vie | 6 000 $ |
| Secrétariat de la grappe des sciences de la vie et des technologies de la santé - Montréal In Vivo | Réaliser les activités de la grappe pour la période 2018-2020 | 100 000 $ |
| Société de développement Angus | Réaliser la revitalisation de territoires déqualifiés dans l'Est de Montréal | 315 000 $ |
| Société de développement social | Destination Emploi - Première plateforme de réinsertion professionnelle | 9 000 $ |
| Sociétés irlandaises unies de Montréal, Les | Réaliser l'édition 2020 du défilé de la Saint-Patrick à Montréal | 25 000 $ |
| Table de quartier de Montréal-Nord | Mise en œuvre d'une démarche de participation publique transformatrice et durable à Montréal-Nord | 149 600 $ |
| TechnoMontréal | Réaliser les activités de fonctionnement de TechnoMontréal, grappe des technologies de l'information et des communications, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2019 | 100 000 $ |
| TechnoMontréal | Réaliser les activités de fonctionnement de TechnoMontréal, grappe des technologies de l'information et des communications, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 | 57 788 $ |

## SOMMES ENGAGÉES EN 2019-2020
## Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole

| PROMOTEUR | PROJET | MONTANT ($) |
|---|---|---|
| Technopôle IVÉO | Réaliser la 2e année du projet IVÉO : en route vers le transport de demain | 30 000 $ |
| Technopôle IVÉO | Réaliser la 3e année du projet IVÉO : Expérimenter et déployer des solutions de mobilité durable dans les villes | 80 000 $ |
| Terres en vues, société pour la diffusion de la culture autochtone | Réaliser la 29e édition du festival Présence autochtone | 45 000 $ |
| Théâtre de l'Œil Ouvert | Programmation artistique pour Pointe-Aux-Trembles | 35 000 $ |
| Tous les jours | Réaliser la première année du projet Transition.wow | 110 600 $ |
| Triathlon international de Montréal | Réaliser les éditions 2019, 2020 et 2021 du Triathlon international de Montréal | 335 000 $ |
| Vélo Québec Événements | Festival Go vélo Montréal 2018-2019-2020 | 200 000 $ |
| Ville de Laval | Réaliser le développement et la consolidation du soutien offert aux 5 démarches de revitalisation urbaine intégrée à Laval | 247 500 $ |
| Ville de Montréal | Réaliser le projet « Soutien à la revitalisation urbaine intégrée », sur trois ans | 500 000 $ |
| Ville en vert | Réaliser le projet Fourche et Fourchette | 43 400 $ |
| Vitrine culturelle de Montréal | Planification stratégique 10e anniversaire La Vitrine | 16 950 $ |
| Zu | Réaliser la 2e année de démarrage de Zú | 140 000 $ |
| **TOTAL** | | **15 876 785** |
| | | |
| **SERVICE DE LA DETTE** | | |
| | Maison Saint-Gabriel | 130 477 $ |
| | Œuvres du Père Sablon | 533 439 $ |
| | Quartier international | 1 575 261 $ |
| | Vitrine Culturelle | 144 538 $ |
| **TOTAL** | | **2 383 715** |

| | | |
|---|---|---|
| **GRAND TOTAL** | | **18 260 500** |

En date du 31 mars 2020

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 75 | Liste de tous les projets financés dans le cadre du Fonds de développement régional (portion du Fonds de développement des territoires) pour 2019-2020 et liste des projets annoncés pour 2020-2021. Fournir le nom de l'organisme ou de la personne bénéficiaire, le montant total alloué, le montant versé jusqu'à présent, le montant qui reste à verser, les dates prévues de versements, le détail du projet et, si possible, les autres sources de financement du projet. |

Le Fonds de développement des territoires (FDR) a été remplacé depuis 2015-2016 par le Fonds de développement des territoires (FDT). Ce fonds vient appuyer les municipalités régionales de comté (MRC) dans l'exercice de leur compétence en développement local et régional.

Pour 2019-2020, les projets financés par le FDT pour chaque MRC seront publiées dans les rapports d'activités des MRC.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande n° 76 | Liste et détails des mandats d'enquête réalisés par la Commission municipale du Québec en 2019-2020. Ventilation selon les mandats confiés par le ministre ou à l'initiative de la CMQ. Indiquer l'état d'achèvement des mandats. |
|---|---|

La réponse à cette question relève de la Commission municipale du Québec.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande n° 77 | Montant des crédits alloués à la Commission municipale du Québec pour la vérification des municipalités pour 2020-2021, ventilés par mandat et nombre d'employés embauchés (effectif et objectif) par la CMQ pour compléter ses nouveaux mandats. |
|---|---|

La réponse à cette question relève de la Commission municipale du Québec.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 78 | Sommes ventilées versées en 2019-2020 à la commission municipale du Québec et liste des membres de la Commission. |

La réponse à cette question relève de la Commission municipale du Québec.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande n° 79 | Subventions versées aux différentes associations municipales 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021. Indiquer l'objet de la subvention et les prévisions pour 2020-2021. |
|---|---|

| **Nom du bénéficiaire** | **Exercice financier 2019-2020 (au 31 mars 2020)** |
|---|---|
| Association des directeurs généraux des municipalités du Québec (ADGMQ) | 45 000 $ |
| Association des directeurs municipaux du Québec (ADMQ) | 70 000 $ |
| Corporation des officiers municipaux en bâtiment et en environnement du Québec (COMBEQ) | 15 000 $ |
| Fédération québécoise des municipalités (FQM) | 1 520 376 $ |
| Union des municipalités du Québec (UMQ) | 290 692 $ |

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande n° 80 | Évolution de la dépense d'intérêt sur la dette imputable aux municipalités pour 2019-2020. Prévisions pour 2020-2021. |
|---|---|

Les données représentent les intérêts à la charge des municipalités sur les dettes qui apparaissent dans leur rapport financier, auxquels sont ajoutés les intérêts qui sont à la charge des municipalités, mais dont les dettes apparaissent dans le rapport financier des autres organismes municipaux (MRC, régies, organismes publics de transport et communautés métropolitaines).

| | **ANNÉE MUNICIPALE(1)** | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **2010 $** | **2011 $** | **2012 $** | **2013 $** | **2014 $** | **2015 $** | **2016 $** | **2017 $** | **2018 $** | **2019(3) $** | **2020(3) $** |
| Intérêts sur la dette à long terme à la charge des municipalités(2) | 766 849 463 | 795 131 961 | 774 873 645 | 771 084 834 | 747 715 809 | 747 811 727 | 740 929 656 | 736 682 808 | 789 581 431 | 800 832 979 | 812 244 862 |

(1) Pour les années 2010 à 2018, les données proviennent des documents « Rapport financier » et représentent la dépense réelle.

(2) Le montant des intérêts sur la dette à long terme à la charge des municipalités présenté concerne seulement la partie des intérêts à la charge de la municipalité. La partie des intérêts à la charge du gouvernement du Québec est présentée distinctement dans le rapport financier des municipalités.

(3) Pour les années 2019 et 2020, le montant a été estimé en supposant un taux de croissance annuel de 1,4250 %, ce qui représente le taux moyen annuel depuis 2014.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 81 | Fournir le déficit en infrastructures au Québec. |

Le MAMH est tenu de préparer annuellement un plan de gestion des investissements publics en infrastructures (PAGI), exigé par la Loi sur les infrastructures publiques. Le PAGI doit notamment contenir un inventaire précis du parc d'infrastructures à maintenir et de sa valeur de remplacement.

À cet effet, le Centre d'expertise et de recherche en infrastructures urbaines (CERIU) réalise le projet *Portrait des infrastructures en eau des municipalités du Québec*, visant à structurer les connaissances relatives au parc d'infrastructures municipales d'aqueduc et d'égouts dans une base d'information et à développer certains outils d'analyse utiles à la planification des investissements. Les infrastructures étudiées sont les suivantes :

- Approvisionnement et traitement de l'eau potable;
- Réseau de distribution de l'eau potable;
- Réseaux d'égouts sanitaires, unitaires et pluviaux;
- Chaussées au-dessus des réseaux;
- Traitement des eaux usées.

Ce projet est réalisé en collaboration avec le MAMH, la Ville de Montréal, la Ville de Québec, la Ville de Laval et des représentants de l'Association des directeurs généraux des municipalités du Québec (ADGMQ), de l'Association des ingénieurs municipaux du Québec (AIMQ), de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) et de la Fédération québécoise des municipalités (FQM).

Un rapport sur l'état des infrastructures d'eau des municipalités du Québec est publié annuellement sur le site web du CERIU.

Dans son rapport de novembre 2019[1], le CERIU évalue à 35 G$ la valeur de remplacement des actifs d'infrastructures précédentes en mauvais ou en très mauvais état. Cependant, ce ne sont pas toutes les infrastructures vieillissantes qui sont à remplacer. Des interventions d'entretien, à moindre coût, permettent souvent de prolonger efficacement la durée de vie des infrastructures.

Les données du rapport 2019 ont servi à produire le PAGI 2020-2021 du MAMH, rendu public en mars 2020 lors du dépôt du budget de dépenses du gouvernement du Québec à l'Assemblée nationale.

[1] https://ceriu.qc.ca/bibliotheque/rapport-annuel-2019-du-portrait-infrastructures-eau-municipalites-du-quebec-piemq

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande nº 82 | Les projets soumis dans le cadre du volet « petites collectivités » du Fonds chantiers Canada-Québec en 2019-2020. |
|---|---|

L'entente concernant le Fonds des petites collectivités (FPC) a été signée par les gouvernements du Québec et du Canada le 22 mai 2015.

Du 1er avril 2019 au 31 mars 2020, **aucune nouvelle demande n'a été reçue** dans le FPC. À cet effet, les municipalités avaient jusqu'au 31 mars 2017 pour déposer des demandes d'aide pour des projets d'infrastructures d'eau, culturelles, sportives, de loisir, touristiques et de transport. La date limite pour soumettre des projets au fédéral était le 30 juin 2019. À cette date, la totalité de l'enveloppe avait été allouée à des projets.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande nº 83 | Le total des sommes dépensées ou octroyées sous forme d'aides par le ministère par l'entremise du Fonds vert, par année, pour les cinq dernières années. Ventiler les sommes, par programme, inscrites dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques, le cas échéant. |
|---|---|

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 84 | La liste de tous les projets qui ont bénéficié d'une aide financière par l'entremise du Fonds vert en 2018-2019 et 2019-2020 avec mention : a) de la description du projet; b) de l'entreprise, de l'organisme ou de l'institution bénéficiaire; c) du programme concerné, le cas échéant; d) du montant déboursé; e) de la date du déboursement; f) de l'objectif poursuivi en matière de réduction des GES. |

Cette question est similaire à la demande de renseignements généraux nº 90 des oppositions.

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 85 | Concernant la gestion du Fonds vert par le ministère, fournir pour 2019-2020 :<br>a) le cadre de gestion utilisé;<br>b) la grille d'évaluation des projets;<br>c) les objectifs poursuivis. |

**a) Le cadre de gestion utilisé :** L'entente administrative relative à la mise en œuvre des actions financées dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques (PACC) du gouvernement du Québec, signée le 16 février 2018 entre la présidente-directrice générale du Conseil de gestion du Fonds vert et le sous-ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, prévoit que le Ministère se conforme au cadre de gestion du Fonds vert. Le cadre est joint à l'annexe 1.

**b) La grille d'évaluation des projets :** Une grille d'évaluation des projets a été produite pour le Programme de soutien aux municipalités dans la mise en place d'infrastructures de gestion durable des eaux de pluie à la source (voir annexe 2). Une grille d'analyse a été produite pour le Programme de soutien à l'intégration de l'adaptation aux changements climatiques à la planification municipale (voir annexe 3). Une grille d'évaluation des projets a été produite pour le Programme d'aide financière pour la planification de milieux de vie durables (voir annexe 4).

L'évaluation du projet « Caractérisation géotechnique, cartographie du pergélisol, suivi thermique et prévisions numériques du régime thermique du pergélisol dans les villages du Nunavik en vue d'adapter leur développement et les modes de construction aux changements climatiques, phase 2 », réalisé par le Centre d'études nordiques de l'Université Laval, se fait de manière continue au moyen de rapports d'activité, de rapports d'étapes et de présentations annuelles des travaux. Des indicateurs sont prévus afin de mesurer les résultats liés au projet. Une évaluation de l'ensemble du projet sera réalisée à la fin de celui-ci.

**c) Les objectifs poursuivis :** Les objectifs poursuivis sont en lien avec les principales priorités du PACC qui concernent l'aménagement du territoire et le milieu nordique :

- Induire un aménagement durable du territoire dans une perspective de lutte contre les changements climatiques;
- Soutenir les municipalités et les collectivités dans leurs initiatives de réduction de gaz à effet de serre, d'adaptation aux changements climatiques et d'aménagement durable du territoire;
- Favoriser une gestion des risques qui minimise la vulnérabilité des collectivités;
- Poursuivre le développement des réseaux de surveillance climatologique.

Conseil de gestion du Fonds vert
Québec

# Fonds vert

## Cadre de gestion

Fondsvert

Février 2018

# Table des matières

1. Présentation du Fonds vert ....4
2. Objectif et portée du cadre de gestion ....5
3. Encadrement légal ....5
4. Principes directeurs ....6
5. Rôles et responsabilités ....7
5.1. Conseil de gestion du Fonds vert ....7
5.2. Partenaires ....8
6. Exigences relatives à la gestion des Mesures et Programmes ....9
6.1. Contenu d'un cadre normatif ....9
6.2. Processus d'appel de propositions et sélection des projets ....13
6.3. Contenu d'une convention d'aide financière, d'un contrat ou d'une entente de services ....14
6.4. Projets hors programme ....15
6.5. Gestion intégrée des risques ....15
7. Frais d'administration admissibles ....16
7.1. Frais d'administration des Partenaires pour la gestion des Mesures et Programmes ....16
7.2. Frais d'administration réclamés par les bénéficiaires ....16
8. Exigences en matière de communication publique ....17
8.1. Sites Web des Partenaires ....17
9. Suivi et reddition de comptes ....18
9.1. Indicateurs et cibles ....18
9.1.1. Actions du PACC 2013-2020 comportant un objectif chiffré de réduction d'émissions de GES ....19
9.2. Suivi des Mesures et Programmes – Exercices de suivi ....19
9.3. Évaluation de programmes et de mesures ....20
9.4. Planification des dépenses au Fonds vert ....21
10. Imputation des dépenses au Fonds vert ....22
10.1. Directives relatives à l'imputation des dépenses ....22

10.2. Responsabilités quant à l'imputabilité des sommes ..... 22

11. Révision, approbation et entrée en vigueur ..... 23

Annexe 1 – Lexique ..... 24

Annexe 2 – Liste des éléments devant être remis au Conseil de gestion du Fonds vert selon la nature de la finalité ..... 25

Annexe 3 – Grille de vérification pour les documents relatifs à un Programme ou une Mesure ..... 26

Annexe 4 – Informations supplémentaires sur les indicateurs et grille de vérification ..... 29

# 1. Présentation du Fonds vert

Créé en 2006, le Fonds vert constitue un levier financier et économique important pour le Québec. Ce Fonds permet notamment d'assurer la transition vers une économie moderne, innovante et plus sobre en carbone du Québec.

En instituant le Fonds vert, le gouvernement du Québec a procédé au regroupement de revenus perçus en vertu des différentes dispositions légales et règlementaires précisées à l'article 15.4 de la Loi sur le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs. Par ailleurs, les revenus portés au crédit de ce Fonds sont utilisés aux fins pour lesquelles ils sont perçus et sont affectés au financement de Mesure liée à l'un des secteurs d'activités suivants :

1. la lutte contre les changements climatiques;
2. la gestion des matières résiduelles;
3. la gouvernance de l'eau.

Le Fonds vert sert notamment à financer des activités, des projets ou des Programmes visant à stimuler l'innovation technologique, la recherche et le développement, l'acquisition de connaissances, l'amélioration des performances ainsi que la sensibilisation et l'éducation de la population pour l'un ou l'autre des secteurs de la lutte contre les changements climatiques, de la gestion des matières résiduelles et de la gouvernance de l'eau.

## 2. Objectif et portée du cadre de gestion

Le 23 mars 2017, l'Assemblée nationale adoptait le projet de loi 102[1], notamment pour réformer la gouvernance du Fonds vert et créant du même coup le Conseil de gestion du Fonds vert. Ce dernier a pour mission d'encadrer la gouvernance du Fonds vert et d'assurer la coordination de sa gestion dans une perspective de développement durable, d'efficacité, d'efficience et de transparence. Pour ce faire, le Conseil doit s'assurer que le Fonds vert est géré de façon optimale et que sa gestion par projets vise les meilleurs résultats possible. L'un des outils pour mener à bien sa mission est le présent cadre.

Le cadre de gestion s'adresse aux Partenaires impliqués dans la gestion de Programmes, de Mesures et de plans d'action financés par le Fonds vert. Il établit les principes directeurs et les mesures de contrôle qui permettent d'assurer une saine gestion du Fonds vert et d'uniformiser les pratiques d'affaires. Ce cadre s'inspire d'une gestion axée sur les résultats et il met en pratique divers aspects liés à la détermination des objectifs, à l'allocation des fonds et à leur suivi, à la reddition de comptes et à l'évaluation. Enfin, les éléments contenus dans ce cadre faciliteront l'évaluation de la contribution du Fonds vert aux objectifs gouvernementaux.

## 3. Encadrement légal

Le Fonds vert est légalement institué par l'article 15.1 de la Loi sur le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (LMDDEP). Cette loi précise, entre autres, l'objet du Fonds, la provenance des revenus et les critères d'affectation des dépenses. De plus, elle confère la responsabilité de la gouvernance du Fonds vert au Conseil de gestion du Fonds vert.

Les éléments contenus dans ce cadre ne se substituent pas aux textes législatifs et règlementaires applicables concernant les activités financées par le Fonds. Le cadre de gestion constitue plutôt un complément à ceux-ci pour assurer une application uniforme des principes directeurs et de mesures de contrôle dans la gestion de Mesures et Programmes financés par le Fonds vert.

[1] Lequel a modifié la Loi sur la qualité de l'environnement afin de moderniser le régime d'autorisation environnementale et a également modifié d'autres dispositions législatives.

# 4. Principes directeurs

Les principes directeurs suivants guident la gestion du Fonds vert.

- **Performance** – Les objectifs sont précis, mesurables et axés sur les résultats. Les indicateurs et cibles s'y rattachant permettent de mesurer la performance des Mesures et Programmes financés par le Fonds vert. Ils permettent de vérifier si les résultats obtenus correspondent à ceux qui sont attendus.
- **Rigueur** – Le Fonds vert est administré dans le respect des saines pratiques de gestion. Il est soumis à des mécanismes de contrôle rigoureux qui permettent de s'assurer de l'utilisation adéquate des sommes. Les revenus portés au crédit du Fonds vert sont utilisés aux fins pour lesquelles ils sont perçus.
- **Reddition de comptes** – De l'information, de nature quantitative ou qualitative, est produite pour apprécier la performance du Fonds vert ainsi que celle des Mesures et Programmes.
- **Transparence** – Les mesures d'encadrement de la gestion du Fonds vert permettent une divulgation de ses revenus, de ses dépenses et de ses investissements. Les modalités associées à l'admissibilité et à la sélection des projets financés par le Fonds vert sont divulguées.
- **Développement durable** – Les principes relatifs au développement durable doivent être pris en compte dans toutes les activités structurantes soutenues financièrement par le Fonds vert.
- **Efficacité et efficience** – Le Fonds vert est administré de façon à favoriser l'atteinte des objectifs préalablement établis. Les Mesures et Programmes doivent permettre d'optimiser les résultats en fonction des ressources utilisées.

# 5. Rôles et responsabilités

Par la création du Conseil de gestion du Fonds vert, le gouvernement s'est doté d'une structure de gouvernance axée sur l'atteinte des objectifs et l'optimisation des résultats en matière de lutte contre les changements climatiques, de gestion des matières résiduelles et de la gouvernance de l'eau. La réalisation des plans d'action en vue de l'atteinte des objectifs pour chacun de ces volets fait intervenir plusieurs Partenaires. Cette section vise à éclaircir les rôles et responsabilités de chacun.

## 5.1. Conseil de gestion du Fonds vert

Le Conseil de gestion du Fonds vert est responsable notamment de :

- Encadrer la gouvernance du Fonds et d'assurer la coordination de sa gestion dans une perspective de développement durable, d'efficacité, d'efficience et de transparence;
- Conseiller le ministre du MDDELCC sur les Mesures financées par le Fonds et l'assister dans l'élaboration de celles-ci;
- Proposer les orientations stratégiques, les objectifs et les axes d'intervention applicables au Fonds vert qu'il convient de retenir;
- Préparer sur une base annuelle, en collaboration avec le ministre du MDDELCC, une planification des Mesures financées par le Fonds vert et un plan de dépenses à cet égard, en conformité avec les objectifs gouvernementaux établis en cette matière;
- Collaborer à la préparation des prévisions du Fonds vert pour chaque année financière;
- Conclure des ententes administratives avec des Partenaires, veiller au respect des termes de ces ententes, en particulier les enveloppes budgétaires autorisées, et instaurer tout autre contrôle requis;
- Répondre avec diligence à toute demande des Partenaires;
- Fournir des outils afin de soutenir la planification, la mise en œuvre, le suivi des Mesures et Programmes ainsi que la reddition de comptes;
- S'assurer de l'exactitude des informations, documents, outils transmis aux Partenaires;
- Respecter les engagements de confidentialité pris à l'égard de tiers en conformité avec la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels;
- Évaluer la performance du Fonds vert en fonction de ses affectations particulières et recommander au ministre les ajustements requis pour favoriser une meilleure performance;
- Diffuser et tenir à jour l'information relative au Fonds vert;
- Consulter le partenaire responsable pour toute communication publique qui implique nommément une Mesure ou un Programme.

## 5.2. Partenaires

À titre de gestionnaires de Mesures et de Programmes financés par le Fonds vert, les Partenaires sont responsables :

- d'appliquer le présent cadre de gestion;
- de s'assurer du respect des termes des ententes administratives conclues avec le Conseil de gestion du Fonds vert et de mettre en œuvre les Mesures et les Programmes dont ils sont responsables;
- de respecter les enveloppes budgétaires accordées pour la mise en œuvre de leurs Mesures et Programmes;
- de consulter préalablement le Conseil de gestion du Fonds vert concernant toute demande soumise au Conseil du trésor ou au Conseil des ministres dans le cadre de la gestion des Mesures et Programmes dont ils sont responsables et d'obtenir l'approbation du Conseil de gestion du Fonds vert;
- de consulter préalablement le Conseil de gestion du Fonds vert avant toute mise en œuvre ou modification d'une Mesure ou d'un Programme financé par le Fonds vert et d'obtenir l'approbation de celui-ci;
- d'effectuer des suivis périodiques et de mettre en œuvre des mesures de redressement qui pourraient aussi être exigées par le Conseil de gestion du Fonds vert, le cas échéant;
- d'informer le Conseil de gestion du Fonds vert de la planification et des résultats des évaluations de programmes requises par le gouvernement et procéder à toute autre évaluation convenue avec le Conseil de gestion du Fonds vert;
- de fournir et de transmettre au Conseil de gestion du Fonds vert, dans les délais requis, et ce pour chacune des Mesures et chacun des programmes dont il a la responsabilité, les données et la documentation demandées par le Conseil de gestion du Fonds vert ainsi que toutes celles qui s'avèrent pertinentes pour la bonne administration du Fonds vert et aux fins de reddition de compte;
- de s'assurer de la qualité des données et des résultats transmis au Conseil de gestion du Fonds vert;
- de transmettre au Conseil de gestion du Fonds vert copie de tout rapport final de projets de recherche, de projets d'acquisition de connaissances ou toute publication financée par le Fonds vert, dans le respect de la confidentialité de certains types d'information;
- de faire référence au Fonds vert dans les communications publiques lorsqu'il s'agit de Mesures et Programmes financés par celui-ci;
- de répondre avec diligence à toute demande du Conseil de gestion du Fonds vert.

# 6. Exigences relatives à la gestion des Mesures et Programmes

Chaque partenaire doit soumettre au Conseil de gestion du Fonds vert, pour approbation, tout cadre normatif, convention d'aide financière[2], contrat, guide d'appel à propositions ou documents relatifs à la mise en œuvre ou à la modification d'une Mesure ou d'un Programme financé par le Fonds vert. Les Programmes ou projets hors programme normé ayant un budget supérieur à 10 millions de dollars auront à être approuvés par le conseil d'administration du Conseil de gestion du Fonds vert.

Dans le cas des documents devant être déposés au Conseil du trésor ou au Conseil des ministres, ceux-ci doivent être approuvés par le Conseil de gestion du Fonds vert avant leur dépôt officiel. Les documents déposés au Conseil du trésor doivent être co-signés par le Conseil de gestion du Fonds vert.

Par ailleurs, certaines exigences spécifiques aux Mesures et Programmes financés par le Fonds vert s'appliquent aux divers documents pour leur mise en œuvre et leur gestion. Cette section présente ces exigences et l'annexe 3 comporte une grille de vérification.

## 6.1. Contenu d'un cadre normatif

Tout Programme[3] doit s'appuyer sur une connaissance concrète de la clientèle potentielle et du contexte dans lequel il s'inscrit. Une consultation doit être effectuée auprès de la clientèle potentielle afin de s'assurer que le Programme réponde à un réel besoin.

Tout Programme doit être balisé par un cadre normatif qui assure une saine gestion des fonds. Le cadre normatif consiste en un document de référence qui précise les objectifs et les règles du Programme.

Tout cadre normatif doit comprendre les éléments suivants :

- **Le contexte** – La raison d'être du programme doit être précisée. Il doit être fait mention du Fonds vert;
- **Les objectif(s) du programme –** Les objectifs du programme définissent les résultats en termes d'extrants et d'effets souhaités. Ils doivent être suffisamment

[2] Dans le cas d'un Programme normé, il s'agit de la convention d'aide financière type et non de chaque convention d'aide financière signé par un partenaire et le bénéficiaire qui doit être approuvée par le Conseil de gestion du Fonds vert.

[3] Le Secrétariat du Conseil du trésor définit la notion de programme comme un « ensemble cohérent et structuré d'objectifs, d'activités et de ressources (humaines, financières, matérielles et informationnelles) réunies pour offrir des biens et des services particuliers qui répondent à un ou des besoins précis d'une population ciblée ». Secrétariat du Conseil du trésor (2013). *Glossaire des termes usuels en mesure de performance et en évaluation. Pour une gestion saine et performante*.

clairs, précis et mesurables pour qu'on puisse compiler des résultats après une ou plusieurs années de mise en œuvre;

- **La durée** – La date d'entrée en vigueur et celle à laquelle il prend fin doivent être précisées ;
    - Il doit être précisé que le budget du programme est conditionnel à la disponibilité des fonds.
- **La clientèle admissible –** Les principaux bénéficiaires visés sont identifiés et les critères d'exclusions doivent être inscrits;
    - Les entreprises inscrites au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) et celles ayant fait défaut à leurs obligations envers le gouvernement du Québec ne peuvent être admissibles.
- **Les critères d'admissibilité –** Les critères ou les conditions qu'un bénéficiaire doit obligatoirement respecter pour que sa demande d'aide financière soit considérée;
- **Le processus de demande d'aide financière –** L'information relative à la façon de faire appel au public ciblé (ex. appel de propositions) ainsi que l'information que le bénéficiaire doit fournir lors du dépôt d'une demande d'aide financière;
- **Les critères de sélection des projets –** Les critères de priorisation et de sélection des projets ainsi que les mécanismes de sélection (ex. : existence d'un comité de sélection) sont précisés, s'il y a lieu;
    - Dans le cas d'un appel de propositions, il est recommandé que soient inscrits les modes de calcul (ou l'exploitation des critères) utilisés par les responsables de la sélection. Il est à noter que ces informations peuvent également être détaillées dans un cadre de suivi et d'évaluation préliminaire distinct du cadre normatif.
- **L'aide financière accordée –** Le montant maximal de l'aide financière accordée aux bénéficiaires est précisé. Il en va de même pour les règles liées au cumul des montants d'aide financière provenant du gouvernement du Québec, fédéral ou d'autres fonds publics le cas échéant et précisant la contribution du programme en cas de cumul.
    - **Pour le PACC 2013-2020** – le financement gouvernemental maximal accordé pour un projet, incluant tous les paliers de gouvernement, ne peut excéder 80 % du coût total d'un projet soumis par une entreprise privée à but lucratif.
- **Les dépenses admissibles et non admissibles –** L'admissibilité des dépenses directement liées à la réalisation des projets est précisée;

- **Les frais d'administration admissibles doivent être précisés et une limite s'y rattachant doit être indiquée –** Préciser les dépenses connexes qui ne sont pas directement liées à la réalisation d'un projet (salaires d'employés contractuels, loyer, équipement informatique additionnel, pourcentage du montant du projet financé, etc.).
- **Les modalités générales de gestion du programme :**
    - **La reddition de comptes –** Les exigences en matière de reddition de comptes sont précisées, notamment la fréquence et la forme des renseignements que les bénéficiaires doivent transmettre au gestionnaire du programme;
    - **Les modalités de suivi périodique et d'évaluation de programme –** Les exigences relatives au suivi périodique et à l'évaluation de programme, dont les indicateurs et les paramètres à utiliser (ex. type de données), sont précisées. Il est à noter que ces modalités peuvent également être détaillées dans un cadre de suivi et d'évaluation préliminaire distinct du cadre normatif;
    - **Les communications publiques** – il doit être fait mention du Fonds vert et, le cas échéant, du PACC 2013-2020 ou du plan d'action de la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles (PQGMR) dans toute communication publique des bénéficiaires du programme lorsqu'il est fait référence au financement reçu, dans le respect du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec.
    - **Les clauses de défaut, droits et obligations** – il doit être spécifié que :
        - les bénéficiaires de l'aide financière doivent s'engager à respecter les lois et règlements en vigueur et à obtenir les autorisations requises avant l'exécution du projet;
        - en cas de non-respect i) des conditions du programme, ii) de la convention d'aide financière, le cas échéant, ou iii) pour tout motif jugé sérieux par le partenaire, il est possible de réduire, d'annuler ou, le cas échéant, d'exiger le remboursement des sommes versées.
- **Exigences spécifiques aux Programmes du PACC 2013-2020 –** Des exigences se rapportent spécifiquement au PACC 2013-2020 :
    - Une référence à la mesure visé au PACC 2013-2020 doit être mentionnée;
    - Le lien entre le programme et le PACC 2013-2020 doit être expliqué, c'est-à-dire la façon dont le programme répond aux objectifs du PACC 2013-2020 (adaptation aux changements climatiques ou évitement/réduction d'émissions de GES).

- Lorsqu'un programme est doté d'un objectif chiffré de réduction des émissions de GES, les exigences suivantes en matière de quantification, de déclaration, de validation et de vérification des réductions des émissions de GES doivent être spécifiées :
  - Que la quantification des réductions des émissions de GES doit être conforme aux spécifications et lignes directrices de la partie 2 de la norme ISO 14064;
    - Toute dérogation à cette exigence doit être justifiée par écrit au Conseil et être approuvée par ce dernier.
  - Que toute déclaration de réductions d'émissions de GES doit faire l'objet d'une validation et d'une vérification par une tierce partie, ou par un ministère ou organisme qui en détient les compétences, conformément aux spécifications et lignes directrices de la partie 3 de la norme ISO 14064.

- **Exigences spécifiques aux Programmes du plan d'action de la PQGMR –** Des exigences se rapportent spécifiquement au plan d'action de la PQGMR :
  - Le plan d'action de la PQGMR doit être mentionné;
  - Le Programme doit respecter la hiérarchie des 3RV-E, ou justifier une dérogation à cette hiérarchie sur la base d'une analyse de cycle de vie;
  - Le lien entre le Programme et les objectifs du plan d'action de la PQGMR doit être expliqué, c'est-à-dire la façon dont le programme répond à ces objectifs.

## 6.2. Processus d'appel de propositions et sélection des projets

Tout nouveau Programme doit être communiqué au public cible par l'entremise du site Web du partenaire. Par conséquent, l'Appel de propositions doit être la procédure à privilégier pour l'allocation des sommes. Cette procédure consiste à inviter les clientèles visées par le Programme à présenter leur projet afin que le gestionnaire du Programme puisse sélectionner le ou les projets qui répondent le mieux aux objectifs poursuivis, et ce, en fonction de critères précis préalablement définis. Il est de la responsabilité de chaque partenaire d'élaborer et d'encadrer son processus d'Appel de propositions par un guide d'appel à propositions. Toutefois, ce guide doit être approuvé par le Conseil de gestion du Fonds vert.

De façon générale, le guide d'appel à propositions doit notamment préciser :

- Le ou les objectifs du programme;
- La durée du programme;
- Le montant maximum des aides financières qui peuvent être allouées pour la réalisation des projets;
- La date limite pour soumettre une proposition;
- Les critères d'admissibilité au programme;
- L'information qui doit obligatoirement accompagner la demande;
- L'information que le demandeur doit fournir lors du dépôt d'une demande d'aide financière;
- Le processus d'examen, dont les critères de sélection des projets utilisés pour évaluer les propositions par rapport aux objectifs du programme.

Une fois les demandes d'aide financière reçues, les Partenaires analysent leur recevabilité en fonction des critères d'admissibilité établis dans le Programme.

Par la suite, leur sélection doit reposer sur des critères précis, ces derniers étant inscrits dans le cadre normatif. Les analyses détaillées et les justifications qui soutiennent la prise de décision et la priorisation des projets doivent être adéquatement documentées et consignées dans les dossiers. Sur demande du Conseil de gestion du Fonds vert, les Partenaires doivent rendre ces documents disponibles au Conseil de gestion du Fonds vert aux fins de vérification.

Dans l'éventualité où il ne serait pas opportun de procéder par un appel de propositions, les raisons motivant un processus de sélection différent doivent être justifiées auprès du Conseil de gestion du Fonds vert. Une telle situation peut se produire, par exemple, lorsque, pour des raisons d'ordre technique ou scientifique, un seul organisme est en mesure de réaliser le projet ou lorsque le Programme vise à financer un ou des organismes désignés pour la coordination d'un enjeu précis.

## 6.3. Contenu d'une convention d'aide financière, d'un contrat ou d'une entente de services

Pour toute convention, tout contrat ou entente de services, le partenaire doit s'assurer que les parties prenantes aient pris les engagements requis en conformité avec le cadre normatif. Toute subvention accordée doit être soutenue par une convention d'aide financière précisant les conditions du projet[4] financé par le Fonds vert, que le projet s'inscrive ou non dans un Programme normé.

Toute convention, contrat ou entente de services, signée par le partenaire et par le bénéficiaire, doit notamment préciser :

- les engagements des parties prenantes, incluant les objectifs à atteindre;
- les sommes allouées;
- les dépenses admissibles, y compris les frais d'administration, s'il y a lieu;
- les modalités de versement et les conditions qui y sont rattachées;
- les obligations relatives au suivi et à la reddition de comptes;
- les clauses de résiliation;
- les clauses de défauts permettant notamment au partenaire de réduire, d'annuler ou, le cas échéant, d'exiger le remboursement des sommes versées;
- le budget est conditionnel à la disponibilité des fonds.
- la durée;
- les communications publiques relatives au Fonds vert (ex. : mention du Fonds vert);
- d'autres renseignements (relation de presse, matériel promotionnel, etc.), le cas échéant;
- d'autres engagements exigés en vertu du cadre normatif.

Lorsqu'un partenaire accorde une subvention, il est de sa responsabilité d'instaurer des mécanismes de suivi et de contrôle afin de s'assurer que les conditions soient respectées. Ce suivi permet au partenaire de prendre des mesures correctives, en cas de défaut, et de s'assurer que les sommes allouées répondent aux objectifs établis.

Dans l'éventualité où il ne serait pas opportun de rédiger une convention d'aide financière, les vérifications d'usage devront être effectuées, de même que les pièces justificatives requises devront être conservées au dossier. En effet, certains Programmes ne reposent pas sur un Appel de propositions et ne nécessitent pas une convention d'aide financière. Les demandes à ce type de Programme normé sont

[4] Un projet peut être défini comme une réalisation unique, limitée dans le temps et comportant un ensemble de tâches cohérentes, utilisant des ressources humaines, matérielles, financières et informationnelles en vue d'atteindre les objectifs prévus.

présentées, validées et approuvées lorsqu'elles répondent aux conditions et que les pièces justificatives exigées sont fournies.

## 6.4. Projets hors programme

Il peut arriver qu'une aide financière soit accordée sans être directement liée à un Programme, par exemple une aide financière accordée pour soutenir la programmation d'un consortium de recherche ou pour la création d'une chaire de recherche universitaire.

Généralement, il s'agit d'une aide attribuée de façon ponctuelle. Cette aide n'est donc pas balisée par un cadre normatif et peut nécessiter une décision du Conseil du trésor ou du Conseil des ministres, selon le montant. Par conséquent, l'attribution de cette aide financière doit faire l'objet d'une analyse détaillée démontrant qu'elle cadre avec les objectifs poursuivis. Cette analyse et la décision d'accorder les fonds doivent être adéquatement documentées et consignées au dossier. Cette information doit être préalablement transmise au Conseil de gestion du Fonds vert pour approbation. De plus, les conditions doivent être précisées dans le cadre de la convention d'aide financière, s'il y a lieu.

Afin d'avoir une image juste de l'état d'avancement du projet et de ses résultats, le partenaire responsable du projet s'assurera d'en effectuer un suivi périodique adéquat. Le cas échéant, ou à la demande du Conseil de gestion du Fonds vert, une évaluation globale pourrait s'imposer.

## 6.5. Gestion intégrée des risques

Les Partenaires doivent assurer une saine gestion des risques quant aux Mesures et Programmes dont ils sont responsables. Les risques liés à l'atteinte des objectifs, au bon fonctionnement d'une Mesure ou d'un Programme et à la réputation du gouvernement (ex. : apparence de conflit d'intérêts) doivent être identifiés par les Partenaires dès l'étape de l'élaboration de cette Mesure ou de ce Programme et être pris en considération dans sa mise en œuvre. Cette manière de procéder vise à mieux prévoir et gérer ces risques, à amortir leurs impacts et à apporter les ajustements requis de manière proactive.

# 7. Frais d’administration admissibles

## 7.1. Frais d’administration des Partenaires pour la gestion des Mesures et Programmes

Les Partenaires qui gèrent des Mesures ou Programmes financés par le Fonds vert peuvent y imputer des frais d’administration. Pour être admissibles, ces frais doivent être raisonnables, pertinents et facilement mesurables.

La nature et l’estimation des frais d’administration qui pourraient être imputés doivent être soumises au Conseil de gestion du Fonds vert pour approbation avant de commencer à imputer ces frais au Fonds vert. Le Conseil de gestion du Fonds vert peut, s’il le juge nécessaire, demander aux Partenaires des justifications sur les frais d’administration imputés au Fonds vert. Le Conseil de gestion du Fonds vert se réserve également le droit de refuser certains frais d’administration jugés non raisonnables.

## 7.2. Frais d’administration réclamés par les bénéficiaires

Afin de maximiser le potentiel des sommes disponibles au Fonds vert pour la réalisation des objectifs environnementaux et de développement durable, les Partenaires doivent s’assurer que les frais d’administration réclamés par les bénéficiaires sont raisonnables, pertinents et conformes aux meilleures pratiques en la matière. Chaque Programme ayant ses particularités, leur cadre normatif ou leur convention d’aide financière doivent préciser l’admissibilité des frais d’administration qui peuvent être réclamés par les bénéficiaires et, le cas échéant, leurs limites.

Les frais d’administration réclamés par les bénéficiaires sont des dépenses connexes qui ne sont pas directement liées à la réalisation d’un projet. On pourrait donc y retrouver certains frais de main-d’œuvre, de matériel et d’équipement, de loyer ou d’autres frais de fonctionnement (télécommunications, courrier, etc.).

Certains Programmes peuvent établir que les frais d’administration ne sont pas admissibles; d’autres peuvent avoir déterminé la nature des frais d’administration admissibles ou non admissibles, de même que leur base d’imputation. Si des frais d’administration sont admissibles, leur caractère raisonnable devra être analysé et bien justifié.

# 8. Exigences en matière de communication publique

En matière de communication publique, le partenaire doit, pour toute Mesure ou Programme financé par le Fonds vert :

- Aviser le Conseil de gestion du Fonds vert, au moins deux semaines à l'avance, si possible, de la tenue des activités publiques et de conférences de presse relatives à leur mise en œuvre ou à leur modification;
- Soumettre au Conseil de gestion du Fonds vert pour commentaires tout projet de communiqué de presse relatif à leur mise en œuvre ou à leur modification;
- Mentionner, dans tous les communiqués de presse et autres moyens de communication relatifs à ces Mesures ou Programmes, incluant la promotion des Programmes, que ceux-ci sont financées à partir du Fonds vert et qu'elles découlent du PACC 2013-2020 ou du plan d'action de la PQGMR, le cas échéant;
- Conformément au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec et tel que spécifié dans le document « Principes de visibilité et normes graphiques », ainsi qu'aux règles établies par le Secrétariat à la communication gouvernementale, utiliser le visuel déterminé par le Conseil de gestion du Fonds vert dans toutes les communications relatives à ces Mesures ou Programmes, incluant la promotion des Programmes, lorsque celles-ci découlent du Fonds vert.

Quant au Conseil de gestion du Fonds vert, celui-ci :

- avisera un partenaire, au moins deux semaines à l'avance, si possible, lors de la tenue des activités publiques et de conférences de presse relatives aux Mesures et Programmes dont celui-ci est responsable;
- soumettra à un partenaire pour commentaires tout projet de communiqué de presse relatif aux dossiers, aux Mesures et Programmes dont celui-ci est responsable.

## 8.1. Sites Web des Partenaires

Les sites Web des Partenaires doivent présenter l'information liée à l'utilisation des sommes obtenues en vertu du Fonds vert (notamment les Programmes élaborés, les modalités de ces Programmes et l'atteinte des objectifs visés), et ce, dans un souci de transparence et de reddition de comptes adéquate. Le Fonds vert doit être mentionné lorsqu'il est fait mention de Mesures ou Programmes financés par ce fonds.

Par ailleurs, tout nouveau Programme doit être communiqué au public cible par l'entremise du site Web du partenaire ou par tout autre moyen susceptible de joindre la clientèle visée.

# 9. Suivi et reddition de comptes

## 9.1. Indicateurs et cibles

La mise en œuvre des Mesures ou Programmes financés par le Fonds vert doit respecter les bonnes pratiques en matière de mesure des résultats et doit donc inclure des objectifs, des indicateurs et des cibles.

- L'objectif exprime l'intention, l'engagement, ce qu'on veut réaliser et produire (but poursuivi);
- L'indicateur est une mesure significative, relative ou non, utilisée pour apprécier le fonctionnement, la progression ou les résultats d'une Mesure ou d'un Programme. Il peut être utilisé à l'échelle d'un Projet, d'un Programme ou d'une Action;
- La cible exprime le niveau du résultat attendu par rapport à une unité de mesure ou un bien livrable, selon une échéance.

| **Exemples d'objectifs, d'indicateurs et de cibles** |
|---|
| ▪ Objectif : Réduire la quantité d'émissions de gaz à effet de serre<br>o Indicateur : quantité (t CO2 éq.) d'émission de gaz à effet de serre réduite par année<br>o Cible : quantité (t CO2 éq.) d'émission de gaz à effet de serre réduite d'ici [année]<br><br>▪ Objectif : Augmenter l'utilisation du transport collectif<br>o Indicateur : hausse de l'achalandage par rapport à [année]<br>o Cible : % d'augmentation d'ici [année]<br><br>▪ Objectif : Réduire la quantité de matières résiduelles éliminées au Québec<br>o Indicateur : nombre de kilogrammes de matières résiduelles éliminées par habitant<br>o Cible : x kilogrammes d'ici [année] |

La performance à l'égard des objectifs fixés s'apprécie au moyen d'indicateurs. Plus précisément, l'arrimage des indicateurs aux objectifs fixés facilitera la reddition de comptes et l'évaluation des résultats de toute intervention financée par le Fonds vert. Ainsi, des indicateurs spécifiques et des cibles doivent être établis pour chaque Mesure ou Programme financé par le Fonds vert. Par ailleurs, les projets hors programme, c'est-à-dire ne faisant pas partie d'un Programme normé, doivent également comprendre des indicateurs et des cibles.

Les indicateurs et les cibles doivent permettre au Conseil de gestion du Fonds vert d'assumer ses responsabilités en matière de suivi et de reddition de comptes du Fonds vert. Les

indicateurs de résultats (extrants et effets-impacts) sont privilégiés aux indicateurs d'activités, qui mesurent l'état d'avancement des travaux ou les activités de mises en œuvre.

Pour chaque indicateur, une fiche-indicateur doit être remplie. Dans le cas d'une nouvelle Mesure ou Programme, les fiches-indicateurs doivent être jointes à la documentation relative à sa mise en œuvre et transmise au Conseil de gestion du Fonds vert pour approbation. Le Conseil de gestion du Fonds vert fournira au partenaire le modèle de la fiche-indicateur à remplir.

L'annexe 4 présente de l'information supplémentaire sur les indicateurs.

### 9.1.1. Actions du PACC 2013-2020 comportant un objectif chiffré de réduction d'émissions de GES

Pour les actions du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques comportant un objectif chiffré de réduction des émissions de GES, les Partenaires doivent minimalement utiliser les indicateurs « quantité d'émissions de GES réduites ou évitées » et « coût par tonne d'émissions GES réduites ou évitées ».

Le Conseil de gestion du Fonds vert fournira au partenaire la documentation et les fiches à remplir pour ces deux indicateurs. Dans le cas de l'indicateur relatif à la détermination de l'objectif de réduction/d'évitement des émissions de GES du Programme, les informations demandées se rapporteront notamment aux hypothèses de calcul menant aux objectifs et potentiels de réduction pour 2020.

L'objectif chiffré de réduction des émissions de GES doit être transmis au Conseil de gestion du Fonds vert lors de l'approbation du Programme ou du projet hors programme normé et être approuvé par celui-ci.

## 9.2. Suivi des Mesures et Programmes – Exercices de suivi

Le suivi des résultats de la mise en œuvre des Mesures et Programmes du Fonds vert est primordial. Il vise à mesurer le niveau d'atteinte des cibles et des objectifs, à examiner les progrès réalisés et les moyens pour lesquels les objectifs sont atteints. Il vise également à identifier les écarts par rapport à l'atteinte des objectifs en vue d'apporter les correctifs requis.

Les Partenaires sont responsables de faire les suivis adéquats pour s'assurer de l'atteinte des objectifs visés.

Le Conseil de gestion du Fonds vert procède à des exercices de suivi périodiques qui lui permettent d'apprécier la progression de l'ensemble des Mesures et Programmes financés par le Fonds vert. Ces exercices de suivi sont effectués aux dates établies par le Conseil de gestion du Fonds vert. Celui-ci transmettra à chaque partenaire, en début d'année financière, un calendrier des activités de suivi qui auront lieu dans l'année.

Dans le cadre de cette opération, le Conseil de gestion du Fonds vert fournit les outils nécessaires (ex. : fiches de suivi) aux Partenaires pour qu'ils puissent rendre compte de l'atteinte des résultats des Mesures et Programmes dont ils sont responsables ainsi que de l'utilisation des sommes du Fonds vert.

Il convient de noter que certaines demandes ad hoc pourraient survenir en cours d'année, notamment pour les Comptes du Fonds vert ou toute autre forme de reddition de comptes relative au Fonds vert. Les Partenaires doivent répondre avec diligence à toute demande du Conseil de gestion du Fonds vert.

## 9.3. Évaluation de programmes et de mesures

Tous les Programmes doivent faire l'objet d'une évaluation globale. Certaines Mesures peuvent également faire l'objet d'une évaluation. L'évaluation des Programmes doit s'effectuer dans le respect des règles établies par le Conseil de trésor. La portée de l'évaluation est établie en fonction de l'envergure du Programme ou de la Mesure, de sa durée et de la disponibilité des données sur les extrants et les effets. Les critères suivants doivent être utilisés par le partenaire pour y établir la planification des évaluations sous sa responsabilité :

- l'importance du financement alloué à ce programme ou cette mesure;
- le risque de ne pas atteindre les objectifs visés;
- l'ampleur de l'objectif de réduction des émissions de GES, dans le cas d'une Action ou Programme du PACC 2013-2020 qui comporte un objectif de réduction des émissions de GES;
- les résultats d'évaluations antérieures.

Les paramètres nécessaires au suivi préliminaire et à l'évaluation doivent être déterminés dès la création du Programme ou de la Mesure, dans le cadre de suivi et d'évaluation préliminaire[5].

Chaque partenaire doit s'assurer d'avoir une planification des évaluations de Programmes et de Mesures à réaliser. Cette planification doit être communiquée au Conseil de gestion du Fonds vert, de même que tout rapport d'évaluation, lequel fait état des travaux réalisés, des constats et, le cas échéant, des recommandations, dès que disponible.

De plus, cette planification doit être présentée sous la forme d'une liste des Programmes et des autres interventions, le cas échéant, qui ont été retenus pour une évaluation par le partenaire, en y spécifiant l'échéancier. Elle doit être mise à jour annuellement. Le calendrier des activités de suivi transmis par le Conseil de gestion du Fonds vert en début d'année

[5] Un cadre de suivi et d'évaluation préliminaire est un outil qui vise essentiellement à mettre en place un processus de suivi en amont de l'élaboration de toute intervention visée afin de pouvoir rendre compte des résultats en temps opportun. Il comprend entre autres une description de l'intervention et de sa logique de fonctionnement, les éléments de suivi et de l'intervention ainsi qu'une stratégie globale d'évaluation. L'utilisation de cet outil constitue une pratique facilitant la mesure des résultats d'un programme ou d'un projet. Le site du Conseil du trésor présente les directives à cet égard.

financière identifiera le moment prévu à laquelle cette mise à jour de la planification est attendue.

Les résultats de l'évaluation permettront de formuler des conclusions sur l'atteinte des objectifs et sur ses retombées en fonction des risques préalablement identifiés. Ils permettront aussi de faire des recommandations sur la reconduction du Programme/Mesure ou sur les solutions de remplacement qui pourraient permettre d'obtenir de meilleurs résultats.

## 9.4. Planification des dépenses au Fonds vert

Le Conseil de gestion du Fonds vert doit préparer sur une base annuelle, en collaboration avec le ministre du MDDELCC, une planification des mesures financées par le Fonds vert incluant notamment les virements effectués en vertu de l'article 15.4.1 de la LMDDEP et un plan de dépenses à cet égard, en conformité avec les objectifs gouvernementaux établis en cette matière. De plus, le Conseil de gestion du Fonds vert doit collaborer à la préparation des prévisions du Fonds vert pour chaque année financière.

En ce qui a trait au plan d'action du secteur des changements climatiques, chaque partenaire est responsable de fournir au Conseil de gestion du Fonds vert ses prévisions, dûment approuvées par leurs autorités respectives. Notons que, dans le cadre de la planification des prévisions de dépenses des fonds spéciaux, chaque partenaire doit fournir au Conseil de gestion du Fonds vert les dépenses estimées sur une base pluriannuelle.

Les prévisions de dépenses et d'investissements du Fonds vert sont déposées par le président du Conseil du trésor et adoptées par l'Assemblée nationale.

# 10. Imputation des dépenses au Fonds vert

La comptabilité du Fonds vert est encadrée par différents principes visant un traitement uniforme de l'information financière. Les principes de comptabilisation sont établis en conformité avec les règles comptables gouvernementales en vigueur auxquelles le Fonds vert est assujetti.

L'article 15.4.2 de la LMDDEP mentionne qu'un ministre ou Transition énergétique Québec partie à une entente conclue avec le Conseil de gestion du Fonds vert peut porter au débit du fonds les sommes prévues par cette entente. Une compréhension et une application commune des principes de comptabilisation sont donc essentielles pour que les données financières du Fonds soient présentées correctement.

## 10.1. Directives relatives à l'imputation des dépenses

Le partenaire doit respecter toute directive transmise par le Conseil de gestion du Fonds vert relativement à l'imputation des sommes au Fonds vert, dont notamment, les *Directives et procédures — Comptabilisation de la dépense de subvention au Fonds vert*.

Par ailleurs, le partenaire doit utiliser la Solution d'affaires en gestion intégrée des ressources (SAGIR) afin d'imputer directement au Fonds vert les dépenses admissibles engagées dans le cadre de la mise en œuvre des Mesures et Programmes dont il est responsable et d'inscrire de façon diligente ses engagements.

## 10.2. Responsabilités quant à l'imputabilité des sommes

L'article 15.4.3 de la LMDDEP précise notamment que le partenaire qui conclut une entente avec le Conseil de gestion du Fonds vert visant un financement par le Fonds vert demeure responsable des activités pour lesquelles il impute des coûts. Le partenaire a la responsabilité de s'assurer que les sommes imputées au Fonds vert respectent les règles gouvernementales en vigueur, celles de son organisation ainsi que celles émises par le Conseil de gestion du Fonds vert.

# 11. Révision, approbation et entrée en vigueur

Le cadre de gestion du Fonds vert sera révisé sur une base régulière, de manière à ce qu'il demeure actuel et pertinent dans un contexte d'amélioration. Chaque nouvelle version sera transmise aux Partenaires dès son approbation par le Conseil de gestion du Fonds vert, pour application immédiate.

Concernant les Mesures ou Programmes en cours, les dispositions introduites par une nouvelle version du cadre de gestion devront être appliquées dans la mesure du possible, sans compromettre le bon déroulement de l'Action ou du Programme.

Le cadre de gestion du Fonds vert, ainsi que toutes modifications subséquentes, entre en vigueur dès son approbation par le Conseil de gestion du Fonds vert.

Approuvé par le conseil d'administration du Conseil de gestion du Fonds vert, le 22 février 2018.

# Annexe 1 – Lexique

**Action :** Action inscrite dans un plan d'action. Dans le cas du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques, une action s'inscrit dans une priorité. Par exemple, l'action 1.1 *Développement et diffusion d'outils d'aménagement destinés aux municipalités*

**Appel de propositions :** Processus transparent donnant à toutes les organisations admissibles la possibilité de présenter une demande de financement.

**Contrat :** Tous marchés publics visés par la Loi sur les contrats des organismes publics (chapitre C-65.1).

**Convention :** Aide financière accordée par l'État ou ses mandataires, sans contrepartie attendue de la part du bénéficiaire, mais dont l'utilisation peut cependant être vérifiée.

**Dépenses :** Sortie de fonds.

**Engagements** : Dépense autorisée, mais qui n'a pas encore été déboursée.

**Frais d'administration** : Frais qui ne sont pas directement liés à la réalisation d'un projet.

**Mesure :** Toutes activités, tous projets hors programme ou tous moyens financés par le Fonds vert.

**Partenaire :** Tout ministère (et Transition énergétique Québec) dont le ministre a conclu une entente avec le Conseil de gestion du Fonds vert afin de pouvoir porter au débit du Fonds vert les sommes prévues par cette entente.

**Programme** : Par ailleurs, le Secrétariat du Conseil du trésor définit la notion de programme comme un « ensemble cohérent et structuré d'objectifs, d'activités et de ressources (humaines, financières, matérielles et informationnelles) réunies pour offrir des biens et des services particuliers qui répondent à un ou des besoins précis d'une population ciblée[6] ». Un programme est encadré par un cadre normatif.

**Projet** : Un projet est une réalisation unique, limitée dans le temps et comportant un ensemble de tâches cohérentes, utilisant des ressources humaines, matérielles, financières et informationnelles en vue d'atteindre les objectifs prévus.

**Sous-action** : Une sous-action constitue un volet ou thème d'une action. Plus précisément, une action d'un plan d'action peut être déclinée en différents volets ou thèmes. Par exemple, dans le cas du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques, l'action 4.4 *Financement de projets de recherche industrielle en collaboration et de projets de recherche en innovation* comporte deux volets distincts, à savoir la sous-action 4.4.1 *Projets visant une réduction des émissions de gaz à effet de serre* et la sous-action 4.4.2 *Projet en électrification des transports et transport intelligent.*

[6] Secrétariat du Conseil du trésor (2013). *Glossaire des termes usuels en mesure de performance et en évaluation. Pour une gestion saine et performante*.

# Annexe 2 – Liste des éléments devant être remis au Conseil de gestion du Fonds vert selon la nature de la finalité

À faire approuver par le Conseil de gestion du Fonds vert :

- Tout document relatif à la mise en œuvre ou à la modification d'une Mesure ou d'un Programme financé par le Fonds vert;
- Tout document devant être déposé au Conseil du trésor ou au Conseil des ministres;
- Les objectifs, cibles et indicateurs visant à faire le suivi de la Mesure ou du Programme et les fiches-indicateurs;
- L'objectif chiffré de réduction des émissions de GES, le cas échéant;
- Les prévisions financières (les fiches COF);
- Les fiches de suivi dûment remplies;
- Les frais d'administration;
- Notons que tout document devant être déposé au Conseil du trésor ou au Conseil des ministres doit être co-signé par le Conseil de gestion du Fonds vert.

À transmettre au Conseil de gestion du Fonds vert pour commentaires :

- Les communiqués de presse.

À transmettre pour information au Conseil de gestion du Fonds vert :

- la planification annuelle des évaluations des programmes financés par le Fonds vert;
- toutes évaluations de programme;
- tout rapport final, projet de recherche, projet d'acquisition de connaissances ou toute publication financée par le Fonds vert.

# Annexe 3 – Grille de vérification pour les documents relatifs à un Programme ou une Mesure

## 1. EXIGENCES GÉNÉRALES

| ÉLÉMENTS | CRITÈRES DE CONFORMITÉ | S/O | CONFORME | NON-CONFORME |
|---|---|---|---|---|
| Contexte | – La raison d'être du programme est expliquée<br>– Le Fonds vert est mentionné | ☐ | ☐ | ☐ |
| Objectifs | – Les objectifs poursuivis sont suffisamment clairs et précis<br>– Les résultats souhaités sont définis | ☐ | ☐ | ☐ |
| Description | – Le programme et son contenu (volet et sous-volets, le cas échéant) sont décrits<br>– Les principaux bénéficiaires (secteur ou clientèle) visés sont identifiés | ☐ | ☐ | ☐ |
| Durée | – La date d'entrée en vigueur et celle à laquelle il prend fin sont indiquées | ☐ | ☐ | ☐ |
| Budget | – Le budget global est précisé (dans le cas d'un CT)<br>– Il est précisé que le budget du programme est conditionnel à la disponibilité des fonds | ☐ | ☐ | ☐ |
| Partenaires | – Les Partenaires du programme/projet sont identifiés | ☐ | ☐ | ☐ |
| Définitions | – Les termes qui ont une signification précise dans le cadre du programme sont définis | ☐ | ☐ | ☐ |
| Clientèle admissible | – La clientèle admissible est identifiée<br>– Il est précisé que les entreprises inscrites au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publiques (RENA) et celles ayant fait défaut à leurs obligations envers le gouvernement du Québec ne sont pas admissibles | ☐ | ☐ | ☐ |
| Critères d'admissibilités des projets | – Les critères ou conditions qu'un bénéficiaire doit obligatoirement respecter pour que sa demande soit considérée sont identifiés<br>– L'information devant être fourni lors du dépôt d'une demande d'aide financière par un bénéficiaire est précisée (ex. : formulaires, pièces justificatives) | ☐ | ☐ | ☐ |
| Processus de sélection | – L'information relative à la façon de faire appel au public ciblé (ex. : appel de propositions) est précisée<br>– L'appel de propositions est l'approche à privilégier.<br>▪ Dans le cas contraire, une justification doit être fournie par le partenaire. | ☐ | ☐ | ☐ |

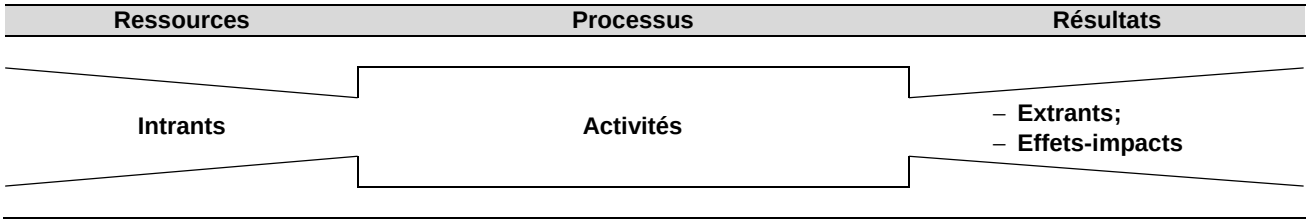
| ÉLÉMENTS | CRITÈRES DE CONFORMITÉ | S/O | CONFORME | NON-CONFORME |
|---|---|---|---|---|
| Critères de sélection | – Les critères de sélection de projets sont présentés dans le cadre normatif<br>– Les critères sont précis et permettent de documenter et justifier la sélection des projets | ☐ | ☐ | ☐ |
| Nature de l'aide financière | – La nature de l'aide financière est précisée (ex. : subvention, prêt) | ☐ | ☐ | ☐ |
| Modalités de calcul | – Les modalités de calcul de l'aide financière sont indiquées<br>– Le montant maximal de l'aide financière accordée aux bénéficiaires est précisé | ☐ | ☐ | ☐ |
| Modalités de versement | – Les modalités de versement sont définies | ☐ | ☐ | ☐ |
| Dépenses admissibles | – L'admissibilité des dépenses directement liées à la réalisation des projets est précisée<br>– Un montant maximum est déterminé pour chaque type de dépenses | ☐ | ☐ | ☐ |
| Frais d'administration | – Les dépenses admissibles en frais d'administration (dépenses connexes indirectement liées à la réalisation d'un projet – salaires d'employés contractuels, loyer, équipement informatique, etc.) sont précisées<br>– Une limite (en % des dépenses admissibles) est indiquée pour les frais d'administration<br>– Les frais d'administration sont pertinents et raisonnables | ☐ | ☐ | ☐ |
| Cumul de l'aide financière | – Les règles applicables concernant la possibilité de cumul des aides financières sont précisées | ☐ | ☐ | ☐ |
| Indicateurs | – Les indicateurs sont identifiés<br>– Les fiches-indicateurs sont jointes au dossier<br>– Une cible est identifiée pour chaque indicateur | ☐ | ☐ | ☐ |
| Évaluation du programme | – Les exigences relatives au suivi périodique et à l'évaluation de programme sont précisées | ☐ | ☐ | ☐ |
| Reddition de comptes | – Les exigences en matière de reddition de comptes sont précisées, notamment la fréquence et la forme des renseignements que les bénéficiaires doivent transmettre au gestionnaire du programme | ☐ | ☐ | ☐ |
| Communications publiques | – Il est spécifié que toute communication publique des bénéficiaires du programme doit faire mention du Fonds vert (et du PACC 2013-2020 lorsqu'applicable) lorsque celle-ci fait référence au financement reçu<br>– Il est mentionné que les communications publiques mentionnant le Fonds vert (et le PACC 2013-2020 lorsqu'applicable) doivent respecter les exigences en cette matière | ☐ | ☐ | ☐ |
| Nombre de projets acceptés | – Il est indiqué que le ministère se réserve le droit de limiter le nombre de projets acceptés afin de respecter l'enveloppe budgétaire et les montants disponibles au Fonds vert | ☐ | ☐ | ☐ |
| Clause – Respect des lois/règlements | – Il est spécifié que les bénéficiaires doivent s'engager à respecter les lois et règlements en vigueur<br>– Il est spécifié que les bénéficiaires doivent obtenir les autorisations requises avant l'exécution du projet | ☐ | ☐ | ☐ |
| Non-respect des conditions | – Il est mentionné que le ministère a la possibilité de réduire, d'annuler, ou le cas échéant, d'exiger le remboursement des sommes versées en cas de non-respect des conditions du programme | ☐ | ☐ | ☐ |

## 2. EXIGENCES SUPPLÉMENTAIRES POUR LES ACTIONS ET PROGRAMMES DU PACC 2013-2020

| ÉLÉMENTS | CRITÈRES DE CONFORMITÉ | S/O | CONFORME | NON-CONFORME |
|---|---|---|---|---|
| Contexte | − Le PACC 2013-2020 ainsi que l'action à laquelle se rattache le programme ou la mesure doivent être mentionnés<br>− Le lien entre le programme ou mesure est expliqué | ☐ | ☐ | ☐ |
| Financement gouvernemental maximal | − Il est mentionné que le financement gouvernemental maximal accordé pour un projet (tous paliers) ne peut excéder 80 % du coût total d'un projet soumis par une entreprise privée à but lucratif | ☐ | ☐ | ☐ |
| Exigences à respecter | − Dans le cas d'un programme ayant un objectif chiffré d de réduction d'émissions de GES, les exigences en matière de quantification, de déclaration, de validation et de vérification des réductions de GES sont indiquées | ☐ | ☐ | ☐ |
| Norme ISO 14064 – partie 2 | − Dans le cas d'un programme ayant un objectif chiffré de réduction d'émissions de GES, il est spécifié que la quantification et la déclaration des réductions des émissions de GES de tout projet financé doivent être conformes aux spécifications et lignes directrices de la partie 2 de la norme ISO 14064 | ☐ | ☐ | ☐ |
| Norme ISO 14064 – partie 3 | − Dans le cas d'un programme ayant un objectif chiffré de réduction d'émissions de GES, il est spécifié que toute déclaration de réductions d'émissions de GES doit faire l'objet d'une validation et d'une vérification par une tierce partie ou le ministère ou organisme qui en détient les compétences conformément aux spécifications et lignes directrices de la partie 3 de la norme 14064. | ☐ | ☐ | ☐ |
| Indicateur GES | − Dans le cas d'un programme ayant un objectif chiffré de réduction d'émissions de GES, la fiche relative à la quantification de réduction ou d'évitement d'émissions de GES est jointe au dossier | ☐ | ☐ | ☐ |

# Annexe 4 – Informations supplémentaires sur les indicateurs et grille de vérification

## SCHÉMA DES TYPES D'INDICATEURS




## DÉFINITIONS DES DIFFÉRENTS TYPES D'INDICATEURS ET EXEMPLES

| Types d'indicateurs | Définition | Exemples |
|---|---|---|
| Intrants | Ressources (humaines, financières, matérielles et informationnelles) pour la mise en œuvre et la production d'extrants. | – Montant investi ($) pour la mise en œuvre de l'action;<br>– Nombre de personnes affectées au projet. |
| Activités | Processus ou opérations permettant la production de biens ou de services (transformation d'intrants en extrants, temps de production, conformité des processus).<br><br>Situé à mi-chemin entre les intrants et les extrants, ce type d'indicateur permet de cerner les progrès accomplis en attendant de connaitre les résultats obtenus. | – Nombre de rencontre de travail tenus pour mettre en œuvre le programme;<br>– Pourcentage (%) d'avancement de la révision de la réglementation;<br>– Nombre d'interventions effectuées auprès des entreprises. |
| Extrants (*Résultats intermédiaires*) | Mesure le résultat direct de l'activité ou du processus de production. Il peut exprimer une quantité (ex. : réalisation produites) ou une couverture (ex. : clientèle desservie). | – Nombre d'études réalisées;<br>– Nombre de déplacement offerts en transport en commun pour la région X;<br>– Nombre et proportion de la clientèle rejointe;<br>– Nombre et proportion de régions desservies. |
| Effets-impacts *(Résultats finaux)* | Mesure les changements ou conséquences sur la société suite à la réalisation de l'action.<br><br>Ce type d'indicateur peut être de nature économique, environnementale, sociale, financière ou de perception. | – Pourcentage (%) d'augmentation de la demande de l'énergie renouvelable;<br>– Nombre de municipalités qui ont produit un plan d'adaptation;<br>– Quantité d'émissions de GES réduite ou évitées;<br>– Taux d'atteinte des cibles de réduction/d'évitement de GES; |
| *Efficience* | Mesure le rapport entre les résultats (extrants ou effets-impacts) et les ressources utilisées (intrants).<br><br>Ce type d'indicateur en plus de permettre le suivi de chaque projet/programme est aussi utile à l'évaluation globale d'une action. | – Coût par tonne d'émission de GES réduite ou évité;<br>– Coût moyen par type de projet réalisé;<br>– Coût moyen par citoyen rejoint. |

Source : Secrétariat du Conseil du trésor (2009). *Glossaire des indicateurs*; OCDE (2002). *Glossaire des principaux termes relatifs à l'évaluation et la gestion axée sur les résultats*.

## Caractéristiques d'un bon indicateur

Les indicateurs doivent être mesurables, pertinents, fiables, accessibles et faciles à utiliser. Chaque indicateur mesure un seul aspect ou une seule dimension d'un phénomène.

### CRITÈRES D'UN BON INDICATEUR

| ÉLÉMENTS | CRITÈRES DE CONFORMITÉ |
|---|---|
| Pertinence | − Correspond à une préoccupation, attente ou engagement en lien avec l'objectif<br>− Illustre, en tout ou en partie, le résultat, le phénomène ou l'objet qu'on veut mesurer<br>− Renseigne sur les effets des activités et est utile pour apprécier les résultats obtenus |
| Validité | − Mesure ce qu'il doit mesurer en fonction de ce qui est visé<br>− Permet de faire état de la situation de la façon la plus juste possible |
| Faisabilité | − Facile à obtenir et à actualiser<br>− Temps raisonnable pour le produire<br>− Coûts raisonnables |
| Convivialité | − Simple, clair, facile à comprendre<br>− Interprétation est la même pour tous |
| Fiabilité | − Doit produire le même résultat de façon constante lorsque soumis aux mêmes circonstances |
| Comparabilité (facultatif) | − Indicateur standardisé<br>− Variables, méthodes de calcul, fréquence de calcul correspondant à des normes |

Source : Secrétariat du Conseil du trésor (2003). *Guide sur les indicateurs.*

# Programme de soutien aux municipalités dans la mise en place d'infrastructures de gestion durable des eaux de pluie à la source (PGDEP)

*Analyse des projets – Critères d'évaluation*

| **PROBLÉMATIQUE ET QUALITÉ DU PROJET** | | **/50** |
|---|---|---|
| ***Problématique*** | | **/15** |
| Décrire la problématique liée aux eaux pluviales dans un contexte de changements climatiques. Fournir des données et des observations sur le terrain lorsque disponibles. Joindre les documents à l'appui (par exemple, les études préliminaires).<br>**Commentaire :** | | |
| **Critères d'évaluation :** | | |
| ☐ La problématique est documentée et justifiée par des données ou des observations sur le terrain. | | /6 |
| ☐ L'occurrence de la problématique est fréquente. | | /3 |
| ☐ L'étendue de la problématique est décrite. | | /3 |
| ☐ L'impact de la problématique est important. | | /3 |
| ***Qualité du projet*** | | **/30** |
| Présenter la solution proposée et expliquer en quoi celle-ci permet d'atténuer la problématique décrite. Décrire en quoi la solution est une mesure d'adaptation aux changements climatiques. Préciser les obstacles potentiels et les moyens pour les surmonter. Indiquer l'ensemble des bénéfices autres que ceux liés aux eaux pluviales apportés par le projet, notamment dans un contexte de lutte contre les changements climatiques.<br>**Commentaire :** | | |
| **Critères d'évaluation:** | | |
| ☐ La solution proposée permet ou permettra d'atténuer la problématique décrite. | | /8 |
| ☐ Le projet s'appuie sur des connaissances à jour | | /3 |
| ☐ Le projet favorise l'usage d'infrastructures vertes comme solution de gestion des eaux pluviales. | | /8 |
| ☐ Les obstacles potentiels à la réalisation du projet sont bien définis, ainsi que les moyens pour surmonter ces obstacles. | | /5 |
| ☐ Le projet présente un potentiel de produire des bénéfices autres que ceux liés aux eaux pluviales, notamment dans un contexte de lutte contre les changements climatiques. | | /6 |

| ***Information citoyenne*** | | **/5** |
|---|---|---|
| Décrire comment les citoyens seront informés ou impliqués dans la réalisation du projet.<br>**Commentaire :** | | |
| **Critères d'évaluation (élément obligatoire) :** | | |
| ☐ Information de la communauté au sujet du projet (exemple : activités d'informations auprès des citoyens sur le projet d'infrastructure municipale de gestion durable des eaux de pluie). /5 | | |
| **FAISABILITÉ** | | **/30** |
| ***Planification et réalisation*** | | **/15** |
| Préciser la composition (expériences, connaissances, formation) de l'équipe de travail qui sera mise en place et/ou les professionnels externes qui seront impliqués dans le projet. Il est fortement recommandé que l'équipe de travail soit pluridisciplinaire.<br>**Commentaire :** | | |
| **Critères d'évaluation :** | | |
| ☐ L'échéancier est clair, réaliste et cohérent avec les objectifs du projet. /5 | | |
| ☐ Le plan de financement est suffisamment détaillé et réaliste. /5 | | |
| ☐ La composition de l'équipe de travail est adaptée à la nature du projet (équipe pluridisciplinaire). /5 | | |
| ***Pérennité du projet*** | | **/15** |
| Décrire les éléments qui seront considérés en ce qui a trait au fonctionnement, à l'inspection et à l'entretien des infrastructures envisagées. Afin d'en assurer la pérennité, ces éléments devraient se traduire par un programme d'inspection et d'entretien et par une formation aux employés municipaux. Mentionner toute autre élément concourant à la pérennité de ces infrastructures.<br>**Commentaire :** | | |
| **Critères d'évaluation :** | | |
| ☐ L'inspection et l'entretien des infrastructures sont prévus par un programme ou un plan et les principaux éléments à considérer sont décrits. /10 | | |
| ☐ Un processus de formation des employés municipaux concernant le fonctionnement et l'entretien de l'infrastructure est prévu et décrit. /5 | | |

| RÉSULTATS ET IMPACTS | | 20 |
|---|---|---|
| ***Résultats attendus*** | | **/10** |

Décrire en quoi les enseignements ou les résultats associés à réalisation du projet pourraient être utiles à d'autres communautés. Indiquer les activités de partage des connaissances qui sont envisagées.

**Commentaire :**

**Critères d'évaluation :**

☐ Le projet a un potentiel d'être reproduit, en tout ou en partie, par d'autres communautés. /5

☐ Une stratégie de partage des connaissances acquise lors de la réalisation du projet (démarche, coûts, résultats, défis, etc.) est prévue. /5

| ***Indicateurs*** | | **/10** |
|---|---|---|

Mentionner les indicateurs, ainsi que leur unité de mesure, qui seront utilisés ou qui sont envisagés pour évaluer l'atteinte des objectifs du projet (monitorage de la performance de l'infrastructure). Indiquer la fréquence de production des indicateurs et les cibles à atteindre, lesquelles doivent être ambitieuses et atteignables.

**Commentaire :**

**Critères d'évaluation :**

☐ Des indicateurs de performance adaptés au projet et des cibles ambitieuses et réalistes sont prévus. /5

☐ Un plan est prévu afin de mesurer les indicateurs sur une base régulière. /5

| **Total** | | **/100** |
|---|---|---|

***Autres renseignements pertinents***

Au besoin, utilisez cet espace pour inclure tous les renseignements pertinents au projet qui n'apparaissent pas dans les autres sections.

# PROGRAMME DE SOUTIEN À L'INTÉGRATION DE L'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES À LA PLANIFICATION MUNICIPALE (PIACC)

## Critères d'analyse pour les directions régionales

| | |
|---|---|
| **Nom du/de la professionnel(le)** | |
| **Titre du projet** | |
| **Organisme municipal** | |
| **Coût total du projet** | |
| **Aide financière demandée** | |

### Évaluation

La direction régionale peut évaluer chaque critère de façon qualitative (oui/partiellement/non), ou encore donner une note, par exemple de 1 (faible) à 5 (très bon).

### Critères de base

| | Oui | Partiellement | Non | Ne s'applique pas | Commentaires |
|---|---|---|---|---|---|
| Les données climatiques sur lesquelles repose le projet sont fiables et pertinentes, et le requérant en fait une utilisation adéquate | ☐ | ☐ | ☐ | | |
| Les résultats du projet devraient permettre à l'organisme municipal de tendre vers une plus grande résilience face aux impacts des changements climatiques | ☐ | ☐ | ☐ | | |
| Dans le cadre d'une appréciation des opportunités liées aux changements climatiques, le projet offre un potentiel intéressant en termes de retombées économiques, sociales ou environnementales | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | |

| | Oui | Partiellement | Non | Ne s'applique pas | Commentaires |
|---|---|---|---|---|---|
| Dans le cadre d'une démarche d'identification de mesures d'adaptation aux changements climatiques ou de leur intégration dans la planification municipale, la démarche de prise en compte des risques (réalisée au préalable par le requérant) repose sur une méthodologie rigoureuse (démarche du MELCC ou du MSP)[1] | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | |
| Dans le cadre d'un projet d'intégration de mesures d'adaptation aux changements climatiques à la planification municipale, les mesures identifiées au préalable par le requérant sont adéquates (ne sont pas des mesures de maladaptation) | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | |
| Le projet émane d'une approche de concertation entre les différents acteurs du milieu | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | |
| Le projet permet la création ou le renforcement de liens entre les différents acteurs du milieu | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | |
| Le projet présente un potentiel de reproductibilité | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | |
| Le projet permet de faire des liens avec d'autres problématiques ou priorités régionales | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | |
| Le plan de travail, avec les étapes et composantes du projet, est clair, réaliste et cohérent avec les objectifs | ☐ | ☐ | ☐ | | |
| Le budget provisoire est réaliste | ☐ | ☐ | ☐ | | |
| Le requérant a correctement identifié les besoins en termes de ressources pour mener à bien son projet | ☐ | ☐ | ☐ | | |

[1] Dans le cas d'un projet en sécurité civile, l'analyse de la rigueur de la démarche sera effectuée par le MSP.

**Autres points à considérer**

**RECOMMANDATION** :

Accepter ☐

Refuser ☐

Demander des ajustements (lesquels) :

# Programme d'aide financière pour la planification de milieux de vie durables (PMVD)

## *Grille d'évaluation des projets*[1]

| **PROBLÉMATIQUE, CONTEXTE ET QUALITÉ DU PROJET** | | **/50** |
|---|---|---|
| ***Contexte et problématique*** | | **/10** |
| Décrire la problématique associée au projet dans le contexte actuel de la planification municipale de l'organisme en matière d'aménagement du territoire et d'urbanisme, ainsi que dans une perspective de changements climatiques. Joindre les documents à l'appui, s'il y a lieu.<br>**Commentaire :** | | |
| **Critères d'évaluation :** | | |
| ☐ Le contexte est documenté. | | /3 |
| ☐ La problématique est pertinente et justifiée dans le contexte actuel. | | /5 |
| ☐ L'impact de la problématique est important. | | /2 |
| ***Qualité du projet*** | | **/32** |
| Présenter le projet et expliquer en quoi il répond à la problématique décrite. Décrire en quoi le projet permet de planifier un milieu de vie durable et a un potentiel de réduction ou d'évitement des émissions de gaz à effet de serre (GES). Expliquer comment il s'arrime aux stratégies obligatoires du cadre normatif et, le cas échéant, à des stratégies complémentaires. Préciser les obstacles potentiels et les moyens pour les surmonter. Indiquer l'ensemble des avantages apportés par le projet.<br>**Commentaire :** | | |
| **Critères d'évaluation :** | | |
| ☐ Le projet répond à la problématique décrite. | | /5 |
| ☐ Le projet est arrimé aux stratégies du cadre normatif. | | /10 |
| ☐ Le projet s'inscrit dans une ou plusieurs stratégies complémentaires. | | /2 |
| ☐ Le potentiel de réduction ou d'évitement des émissions de GES[2] est prometteur dans le contexte de l'organisme. | | /10 |
| ☐ Les obstacles potentiels à la réalisation du projet sont bien définis, ainsi que les moyens pour surmonter ces obstacles. | | /2 |
| ☐ Le projet présente un potentiel de produire des bénéfices autres que ceux liés aux GES, notamment dans un contexte de lutte contre les changements climatiques. | | /3 |
| ***Caractère novateur*** | | **/4** |

[1] L'analyse et la sélection des projets devront tenir compte des avis de la direction régionale du MAMH et des autres M/O consultés.
[2] Le potentiel de réduction ou d'évitement des émissions de GES doit être évalué dans le contexte de l'organisme requérant et non en comparaison avec les potentiels des autres projets afin de ne pas pénaliser les municipalités de plus petite taille.

| |
|---|
| Décrire en quoi le projet est novateur : il peut s'agir de pratiques qui sont des percées dans le domaine, ou de pratiques qui existent ailleurs au Québec ou dans le monde et auxquelles l'organisme recourt pour une première fois.<br>**Commentaire :** |
| **Critères d'évaluation :** |
| ☐ Le projet présente un caractère novateur. /4 |

| | | |
|---|---|---|
| ***Information citoyenne*** | | **/4** |

| |
|---|
| Décrire comment les citoyens seront informés ou impliqués dans la réalisation du projet.<br>**Commentaire :** |
| **Critères d'évaluation :** |
| ☐ Information de la communauté au sujet du projet (exemple : activités d'informations auprès des citoyens). /4 |

| | | |
|---|---|---|
| **FAISABILITÉ** | | **/15** |
| ***Planification et réalisation*** | | **/15** |

| |
|---|
| Présenter les étapes de réalisation du projet, son échéancier et son plan de financement. Détailler la composition (expériences professionnelles, connaissances, formation) de l'équipe de travail qui sera mise en place et/ou les professionnels externes qui seront impliqués dans le projet.<br>**Commentaire :** |
| **Critères d'évaluation :** |
| ☐ L'échéancier est clair, réaliste et cohérent avec les objectifs du projet. /5 |
| ☐ Le plan de financement est suffisamment détaillé et réaliste. /5 |
| ☐ La composition de l'équipe de travail est adaptée à la nature du projet (équipe pluridisciplinaire). /5 |

| | | |
|---|---|---|
| **RÉSULTATS ET IMPACTS** | | **/35** |
| ***Indicateurs*** | | **/10** |

Présenter les indicateurs qui seront utilisés pour évaluer l'atteinte des objectifs du projet. Indiquer, s'il y a lieu, la fréquence de production des indicateurs et les cibles à atteindre.

**Commentaire :**

**Critères d'évaluation :**

☐ Des indicateurs adaptés au projet sont prévus. /5

☐ Des mécanismes sont prévus pour suivre l'évolution des indicateurs. /5

| ***Impacts pérennes*** | | **/20** |
|---|---|---|

Le projet démontre un potentiel d'impacts pérennes sur la planification de l'aménagement du territoire de l'organisme (par exemple, le développement de nouvelles connaissances et expertises, la production de données ou d'analyses qui pourraient être utilisées lors de la révision d'outils de planification ou de réglementation, etc.). L'organisme a une vision à long terme (10 ans et plus) de l'aménagement du territoire et de la façon dont la planification devra se concrétiser en actions.

**Commentaire :**

**Critères d'évaluation :**

☐ Le projet accroît les connaissances et les expertises de l'organisme en matière d'aménagement durable du territoire. /10

☐ Le document présente une vision de l'aménagement du territoire à long terme, concrétisée par des actions. /10

| ***Reproductibilité et transfert des connaissances*** | | **/5** |
|---|---|---|

Décrire en quoi les enseignements ou les résultats associés à la réalisation du projet pourraient être utiles à d'autres collectivités.

**Commentaire :**

**Critères d'évaluation :**

☐ Le projet a un potentiel d'être reproduit par d'autres collectivités, ou les connaissances acquises durant le projet pourraient faciliter d'autres démarches en planification de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme. /5

| **Total** | | **/100** |
|---|---|---|

**Autres renseignements pertinents**

| Au besoin, utilisez cet espace pour inclure tous les renseignements pertinents au projet qui n'apparaissent pas dans les autres sections. |
| --- |
| |

Les projets qui obtiennent une note supérieure ou égale à 50/100 feront l'objet d'une recommandation favorable à la ministre quant à leur financement. Dans le cas où l'enveloppe budgétaire ne serait pas suffisante, la sélection des projets serait faite selon la note obtenue, par ordre décroissant, jusqu'à épuisement de l'enveloppe budgétaire.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 86 | Liste de tous les barrages ou ouvrages de rétention de l'eau qui sont sous la responsabilité de municipalités, en indiquant si ceux-ci sont générateurs de revenus ou non. |

La réponse à cette question relève du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 87 | Toute analyse réalisée sur la question de la taxation des barrages par les municipalités. |

Le Ministère n'a réalisé aucune analyse sur la question de la taxation des barrages au cours de la dernière année.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 88 | Tous les échanges entre le ministère et des municipalités ou des municipalités régionales de comté (MRC), par région, au sujet de la taxation des barrages par les municipalités. |

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 89 | Toute analyse commandée ou reçue pour 2019-2020 au sujet du salaire des élus municipaux. |

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande nº 90 | Portrait des municipalités sous tutelle en 2019-2020. |
|---|---|

La réponse à cette question relève de la Commission municipale du Québec.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 91 | Copie de tous les échanges entre le ministère, le cabinet de la ministre et la Communauté métropolitaine de Montréal au sujet de la construction de l'hôpital de Vaudreuil. |

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 92 | Portrait des zones d'interventions spéciales en vigueur en 2019-2020, ainsi que celles ayant pris fin en 2019-2020. |

Zone d'intervention spéciale – Inondations de 2011

- En mai et juin 2011, une crue printanière exceptionnelle et prolongée de la rivière Richelieu et de la baie Missisquoi a inondé plus de 3 000 résidences en Montérégie.
- En réponse à la demande des élus locaux et pour favoriser la réintégration des ménages, une zone d'intervention spéciale (ZIS) a été décrétée sur la partie du territoire des municipalités régionales de comté (MRC) de La Vallée-du-Richelieu, du Haut-Richelieu, de Brome-Missisquoi et de Rouville située dans la zone inondable 0-20 ans.
- Le décret, entré en vigueur le 21 septembre 2011, permettait, pour une période d'un an, la reconstruction de certaines résidences, à diverses conditions.
- En contrepartie, il interdisait également, en zone inondable de grand courant (0-20 ans), toute nouvelle construction, sauf certaines exceptions spécifiquement prévues à la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables (PPRLPI). Cette interdiction est édictée de façon permanente dans le décret et elle est toujours en vigueur.

Zone d'intervention spéciale – Inondations de 2017

- Au printemps 2017, la crue des eaux a touché 293 municipalités dans 15 régions, inondant environ 5 300 résidences et forçant l'évacuation de plus de 4 000 personnes ainsi que la fermeture de plusieurs routes.
- Le gouvernement du Québec a pris un décret, le 19 juillet 2017, afin d'instaurer une ZIS qui prévoyait, notamment :
    - l'application uniforme de la PPRLPI;
    - la possibilité pour les municipalités de demander une dérogation afin de permettre, à titre exceptionnel, la reconstruction individuelle ou collective de certains bâtiments en zones inondables;
    - des obligations de reddition de comptes de la part des municipalités.
- Au total, 210 municipalités qui disposent de cartes de zones inondables ou de cotes de crues étaient visées par le décret du gouvernement. En effet, celui-ci ne visait pas les municipalités inondées au printemps 2017 qui n'avaient pas de cartes de zones inondables ni de cotes de crues.
- Le décret a pris fin le 19 janvier 2019.

Zone d'intervention spéciale – Inondations de 2019

- À la suite des inondations importantes survenues au Québec au printemps 2019, le gouvernement a publié, dans la *Gazette officielle du Québec* du 15 juillet 2019, un décret concernant la déclaration d'une ZIS afin de favoriser une meilleure gestion des zones inondables.
- La ZIS s'applique sur le territoire de 776 municipalités. Par rapport à celle de 2017, le gouvernement a étendu son application à l'ensemble des zones de récurrence 0-20 ans ainsi qu'à la délimitation du territoire inondé lors des crues printanières de 2017 et de 2019. Elle permet d'assurer l'application uniforme de la PPRLPI dans le périmètre visé. Elle prévoit également des

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande nº 92 | Portrait des zones d'interventions spéciales en vigueur en 2019-2020, ainsi que celles ayant pris fin en 2019-2020. |
|---|---|

règles claires pour la construction et la reconstruction des bâtiments détruits par une inondation, notamment afin d'interdire la reconstruction de bâtiments ayant perdu plus de la moitié de leur valeur.

- L'instauration d'une ZIS permet la mise en place d'un moratoire, dans une optique de précaution et de prévention, et ce, jusqu'à l'élaboration par le gouvernement du Québec d'un nouveau cadre normatif pour la gestion des zones inondables et à sa mise en œuvre par les municipalités.
- Un décret modifiant la ZIS a été publié à la *Gazette officielle du Québec,* le 20 décembre 2019, afin de modifier les normes applicables pour la Municipalité de Pointe-Calumet et les villes de Deux-Montagnes et de Sainte-Marthe-sur-le-Lac.
- Depuis l'entrée en vigueur de la ZIS en juillet 2019, quatre arrêtés ministériels ont été publiés dans la *Gazette officielle du Québec* afin de lever l'application de la réglementation de la ZIS sur certains territoires. La liste des municipalités visées par les arrêtés ministériels est disponible sur le site Web du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
- Par ailleurs, le *Plan de protection du territoire face aux inondations : des solutions durables pour mieux protéger nos milieux de vie* a été rendu public le 3 avril 2020. Ce plan propose notamment une révision du cadre normatif en zones inondables.
- Dans ce contexte, le gouvernement publiera, d'ici 2021, un projet de règlement gouvernemental d'application municipale jetant les bases d'une nouvelle approche basée sur la gestion des risques et des impacts sur l'environnement. Le nouveau cadre normatif prévoira notamment un régime transitoire pour que les normes associées aux cartes de récurrence existantes puissent continuer de s'appliquer le temps que de nouvelles cartes basées sur une approche par gestion de risques puissent être déployées.
- En procédant avec ce régime transitoire, l'objectif est de permettre la levée de la ZIS dès que la deuxième reddition de comptes, prévue le 1er mars 2021 aura été jugée satisfaisante. La levée de la ZIS instituée en juillet 2019 est en effet conditionnelle à l'entrée en vigueur d'un nouveau cadre normatif et à une reddition de comptes municipale satisfaisante.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 93 | Tout document, scénario ou analyse sur la question de la construction en zone inondable entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020. |

- Les documents produits dans le cadre de la mise en place de la zone d'intervention spéciale sont disponibles sur le site Web du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Il s'agit des documents suivants :

  - Décret concernant la déclaration d'une zone d'intervention spéciale afin de favoriser une gestion plus rigoureuse des zones inondables
  - Décret concernant la modification du décret relatif à la déclaration d'une zone d'intervention spéciale afin de favoriser une meilleure gestion des zones inondables
  - Rapport de consultation du 4 juillet 2019 – Mise en place d'une zone d'intervention spéciale afin de favoriser une meilleure gestion des zones inondables
  - Rapport de consultation du 5 décembre 2019 – Projet de décret modifiant la zone d'intervention spéciale pour le territoire de la Municipalité de Pointe-Calumet et des villes de Deux-Montagnes et de Sainte-Marthe-sur-le-Lac
  - Liste des municipalités pour lesquelles un arrêté ministériel a été publié
  - Version ajustée de la délimitation du territoire inondé lors des crues printanières de 2017 et de 2019 réalisée par le gouvernement du Québec
  - Arrêtés ministériels :
    - Premier arrêté ministériel (entré en vigueur le 5 août 2019)
    - Deuxième arrêté ministériel (entré en vigueur le 26 août 2019)
    - Troisième arrêté ministériel (entré en vigueur le 30 septembre 2019)
    - Quatrième arrêté ministériel (entré en vigueur le 30 décembre 2019)

  - La zone d'intervention spéciale en cinq questions
  - Questions et réponses – Zone d'intervention spéciale à la suite des inondations survenues au printemps 2019
  - Inondations printanières 2019 – Zone d'intervention spéciale
  - La zone d'intervention spéciale à Deux-Montagnes, à Pointe-Calumet et à Sainte-Marthe-sur-le-Lac en six questions
  - Questions et réponses – Zone d'intervention spéciale à la suite des inondations survenues au printemps 2019
  - Inondations printanières 2019 – Zone d'intervention spéciale à Deux-Montagnes, à Pointe-Calumet et à Sainte-Marthe-sur-le-Lac

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 94 | Fournir un état de situation, depuis avril 2019, des travaux du groupe d'action ministériel sur les inondations. |

Veuillez vous référer à la demande de renseignements particuliers nº 95 de l'opposition officielle.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 95 | De ces rencontres, fournir les informations suivantes :<br>a) Nombre de rencontres du groupe d'action ministériel,<br>b) fournir une liste des consultations effectuées,<br>c) produire la liste des avis produits,<br>d) émettre le budget affecté aux travaux. |

Pour les informations demandées en a, b et c, nous vous invitons à prendre connaissance de la demande d'accès à l'information 2020-019 disponible sur le site Internet du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation : https://www.mamh.gouv.qc.ca/ministere/acces-a-linformation/annee-2020/2020-019-documents-et-information-divers-relatifs-aux-rencontres-du-groupe-daction-ministeriel-en-matiere-dinondations/.

Le budget affecté aux travaux entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020 est de 18 630,63 $.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 96 | Fournir un bilan détaillé de l'édiction des zones d'intervention spéciale. |

- Les inondations du printemps 2019 ont marqué le Québec par leur étendue et leurs conséquences importantes sur une grande partie du territoire québécois. Lors de ces évènements, une importante portion du territoire de la Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac a également été inondée par le bris d'une digue.
- L'ampleur et le rapprochement temporel de ces évènements avec les inondations importantes survenues au Québec en 2011 et en 2017 ont amené le gouvernement à instaurer un moratoire sur la construction et la reconstruction en zones inondables dans l'attente qu'une réflexion soit faite par le gouvernement concernant la mise en place de mesures durables qui permettront d'assurer la sécurité des personnes et la protection des biens.
- Conséquemment, le gouvernement a publié, dans la Gazette officielle du Québec du 17 juin 2019, un projet de décret concernant la déclaration d'une zone d'intervention spéciale (ZIS) afin de favoriser une meilleure gestion des zones inondables.
- L'instauration d'une ZIS constitue une mesure transitoire, dans une optique de précaution et de prévention, le temps de compléter la révision du cadre normatif applicable en zones inondables, ainsi que l'intégration de ces outils dans la réglementation municipale.
- Cette ZIS permet d'assurer l'application uniforme de la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables (PPRLPI) dans le périmètre visé et elle prévoit des règles claires pour ce qui est de la réparation et la reconstruction des bâtiments touchés par les inondations, notamment afin d'interdire la reconstruction de bâtiments ayant perdu plus de la moitié de leur valeur. Aussi, elle prévoit un cadre réglementaire adapté à la situation particulière de la Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac. Ce dernier s'inscrit notamment en cohérence avec la réalisation de travaux de rehaussement et de consolidation de la digue qui a cédé.
- La ZIS s'applique aux zones de grand courant (0-20 ans) et à toute plaine inondable délimitée sans que ne soient distinguées les zones de grands courants de celles de faible courant qui sont délimitées dans tout schéma d'aménagement et de développement ou dans tout règlement de contrôle intérimaire en vigueur le 10 juin 2019, ainsi qu'à la délimitation du territoire inondé par les crues printanières de 2017 et de 2019 qui a été réalisée par le gouvernement du Québec.
- Des assemblées publiques de consultation ont été tenues, le 4 juillet 2019, dans les 16 régions administratives visées par l'application de la ZIS. Au total, 25 assemblées ont eu lieu et 5 635 personnes y ont participé. Préalablement à ces assemblées, les municipalités locales et les municipalités régionales de comté (MRC) ont été rencontrées par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et ces dernières ont pu faire part de leurs préoccupations quant à la ZIS.
- Différents enjeux ont été soulevés par les citoyens et les représentants des municipalités, principalement en ce qui concerne la précision de la délimitation des territoires inondés lors des crues printanières de 2017 et de 2019.
- Le gouvernement a pris, le 12 juillet 2019, un décret visant à instituer une zone d'intervention spéciale (ZIS) sur le territoire de 783 municipalités.
- La délimitation des territoires inondés lors des crues printanières de 2017 et de 2019 a été revue par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) afin d'en améliorer la précision.
- Le décret permet à la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation de modifier ou abroger, par arrêté ministériel, la réglementation applicable.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 96 | Fournir un bilan détaillé de l'édiction des zones d'intervention spéciale. |

**Ajustements à la délimitation du territoire inondé lors des crues printanières de 2017 et de 2019**

- Un mécanisme de révision de la délimitation du territoire inondé en 2017 et 2019 a été mis en place suivant l'adoption du décret. Les municipalités étaient responsables de la validation et de l'acheminement des demandes des citoyens.
- Un premier projet d'arrêté ministériel a été publié, le 19 juillet 2019, dans la *Gazette officielle du Québec*, afin de permettre la levée de l'application de la ZIS pour certaines parties de territoires. Celui-ci est entré en vigueur le 5 août 2019. Avec l'adoption de cet arrêté ministériel, le nombre de municipalités visées par la ZIS a diminué à 779.
- Un second projet d'arrêté ministériel a été publié à la *Gazette officielle du Québec* le 5 août 2019. Celui-ci est entré en vigueur le 26 août 2019.
- Un troisième projet d'arrêté ministériel a été publié à la *Gazette officielle du Québec* le 26 août 2019. Il est entré en vigueur le 30 septembre 2019.
- Le nombre de municipalités visées par la ZIS est passé à 776.
- Un quatrième projet d'arrêté ministériel a été publié à la *Gazette officielle du Québec* le 6 décembre 2019. Celui-ci est entré en vigueur le 30 décembre 2019. Cet arrêté ministériel a ainsi permis la levée de l'application des dispositions réglementaires de la ZIS sur le territoire de 84 municipalités locales.
- Au total, le MAMH a reçu et analysé des demandes touchant le territoire de 196 entités municipales (municipalités locales et MRC). La liste des municipalités visées par les arrêtés ministériels est disponible sur le site Internet du MAMH.
- Considérant que les ajustements effectués dans le cadre du quatrième arrêté ministériel reflètent la prise en compte de l'ensemble des demandes acheminées par les municipalités et que le gouvernement a rendu public, le 3 avril 2020, le *Plan de protection du territoire face aux inondations : des solutions durables pour mieux protéger nos milieux de vie*, lequel prévoit notamment une révision du cadre réglementaire applicable dans les zones inondables, la prochaine étape est la levée progressive de la ZIS.
- En effet, lorsque le nouveau cadre réglementaire sera en application et que la reddition de comptes sera jugée satisfaisante, la ZIS pourra être levée MRC par MRC. Entre-temps, les règles transitoires prévues par la ZIS continuent de s'appliquer.

**Modifications pour les villes de Sainte Marthe-sur-le-Lac et de Deux Montagnes et la Municipalité de Pointe Calumet**

- Le gouvernement a publié, dans la Gazette officielle du Québec du 18 novembre 2019, un projet de décret concernant la modification du décret 817-2019. Cette modification assure une cohérence des dispositions normatives entre les mesures s'appliquant pour les villes de Sainte Marthe-sur-le-Lac et de Deux Montagnes et la Municipalité de Pointe Calumet, pour lesquelles le gouvernement a fait connaître son intention de financer des travaux visant à consolider et à rehausser les digues. Cette modification du décret est entrée en vigueur le 20 décembre 2019.
- Le gouvernement du Québec a ainsi répondu à une demande de la MRC de Deux-Montagnes qui a adopté une résolution demandant au gouvernement de mettre en place un cadre réglementaire cohérent sur son territoire.
- De plus, le gouvernement du Québec a confirmé, le 10 mai 2019, qu'il autorisait les travaux visant à réparer et à consolider la digue de Sainte-Marthe-sur-le-Lac. En septembre 2019, il a également fait connaître son intention de soutenir financièrement la Municipalité de Pointe-Calumet et les villes de Deux-Montagnes et de Sainte-Marthe-sur-le-Lac dans le cadre des travaux visant à rehausser et à consolider les digues qui protègent leur territoire.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 97 | Fournir et énumérer le nombre de demandes d'ajustement reçues par le MAMH concernant les ZIS, ventilé par ville ou municipalité. |

La liste des demandes d'ajustement relatives au décret numéro 817-2019 concernant la déclaration d'une zone d'intervention spéciale afin de favoriser une meilleure gestion des zones inondables transmises par les municipalités au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation est fournie à l'annexe 1.

**RP97 – Annexe 1**

# Dénombrement des demandes d'ajustement à la délimitation du territoire inondé lors des crues printanières de 2017 et de 2019 transmises par les villes et municipalités

| Entités administratives | Nombre de demandes |
|---|---|
| **Municipalité du canton d'Amherst** | 92 |
| **Municipalité du canton d'Arundel** | 12 |
| **Municipalité de Baie-du-Febvre** | 51 |
| **Ville de Beaconsfield** | 148 |
| **Ville de Beauceville** | 1* |
| **Ville de Bécancour** | 140* |
| **Ville de Berthierville** | 19 |
| **Ville de Boisbriand** | 29 |
| **Ville de Bois-des-Filion** | 3* |
| **Ville de Boucherville** | 1* |
| **Municipalité de Bouchette** | 24 |
| **Municipalité de Bowman** | 1* |
| **Municipalité de la paroisse de Brébeuf** | 3 |
| **Municipalité de Bristol** | 20 |
| **Ville de Brossard** | 7* |
| **Municipalité de Bryson** | 1 |
| **Municipalité de Campbell's Bay** | 1 |
| **Municipalité de Cantley** | 1* |
| **Municipalité des Cèdres** | 1* |
| **Municipalité de Chelsea** | 1* |
| **Ville de Causapscal** | 1 |
| **Ville de Château-Richer** | 1* |
| **Municipalité de Clarendon** | 4 |
| **Municipalité de Clerval** | 18 |
| **Ville de Coteau-du-Lac** | 1* |
| **Municipalité de Déléage** | 1* |
| **Ville de Deux-Montagnes** | 297 |
| **Ville de Dorval** | 1* |
| **Ville de Drummondville** | 2* |
| **Municipalité de Duhamel** | 71 |
| **Municipalité du canton de Dundee** | 1* |
| **Municipalité de Duhamel-Ouest** | 1* |
| **Ville de Duparquet** | 14 |
| **Municipalité d'Eastman** | 1 |
| **Municipalité du village de Fort-Coulonge** | 8 |
| **Municipalité de Gallichan** | 32 |
| **Ville de Gatineau** | 24 |
| **Ville de Gracefield** | 3* |
| **Ville de Grande-Rivière** | 1* |

* Les demandes d'ajustement ciblent des secteurs ou le territoire entier d'une municipalité.

| Entités administratives | Nombre de demandes |
|---|---|
| **Municipalité du village de Grenville** | 51 |
| **Municipalité de Grenville-sur-la-Rouge** | 25* |
| **Canton de Guérin** | 1* |
| **Municipalité de Saint-Bruno-de-Guigues** | 21 |
| **Municipalité du canton de Harrington** | 3* |
| **Municipalité de Huberdeau** | 1 |
| **Ville de Hudson** | 22 |
| **Municipalité de Kiamika** | 3 |
| **Municipalité de La Conception** | 22 |
| **Municipalité de La Corne** | 1* |
| **Municipalité de La Minerve** | 28* |
| **Municipalité de La Pêche** | 1* |
| **Ville de La Sarre** | 1* |
| **Municipalité de La Visitation-de-l'Île-Dupas** | 126 |
| **Municipalité de Lac-des-Écorces** | 2 |
| **Municipalité de Lac-des-Plages** | 3 |
| **Ville de Lachute** | 1* |
| **Municipalité de Lac-Simon** | 28 |
| **Municipalité de Lac-Supérieur** | 2 |
| **Municipalité de L'Ange-Gardien** | 5 |
| **Ville de La Prairie** | 2* |
| **Cantons unis de Latulipe-et-Gaboury** | 2* |
| **Ville de Laval** | 540* |
| **Ville de Lavaltrie** | 6* |
| **Municipalité de Laverlochère-Angliers** | 35* |
| **Ville de L'Épiphanie** | 26 |
| **Ville de Léry** | 59* |
| **Ville de L'Île-Cadieux** | 34 |
| **Ville de L'Île-Dorval** | 57* |
| **Municipalité de L'Île-du-Grand-Calumet** | 19 |
| **Ville de L'Île-Perrot** | 27 |
| **Municipalité de L'Isle-aux-Allumettes** | 64 |
| **Municipalité du canton de Chichester** | 10 |
| **Municipalité de Litchfield** | 3 |
| **Ville de Louiseville** | 78 |
| **Municipalité du canton de Low** | 2 |
| **Ville de Macamic** | 1* |
| **Municipalité de Mandeville** | 40 |
| **Municipalité de Mansfield-et-Pontefract** | 60 |
| **Municipalité de Maskinongé** | 4* |
| **Municipalité de Mayo** | 2* |
| **Ville de Mirabel** | 25 |
| **Municipalité de Moffet** | 1* |
| **Municipalité de Montcerf-Lytton** | 12* |
| **Municipalité de Montebello** | 1 |

* Les demandes d'ajustement ciblent des secteurs ou le territoire entier d'une municipalité.

| Entités administratives | Nombre de demandes |
|---|---|
| **Ville de Montréal** | 188* |
| - Ahuntsic-Cartierville | 24 |
| - Île-Bizard-Sainte-Geneviève | 113 |
| - Lachine | 1 |
| - Lasalle | 3 |
| - Pierrefonds-Roxborro | 47 |
| **Ville de Mont-Tremblant** | 13 |
| **Municipalité de Morin-Heights** | 1* |
| **MRC de Beauharnois-Salaberry** | 3* |
| **MRC de Maskinongé** | 1* |
| **MRC de La Mitis** | 2* |
| **MRC de Montmagny** | 1* |
| **Municipalité de Namur** | 1 |
| **Municipalité de Notre-Dame-de-Bonsecours** | 1 |
| **Ville de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot** | 1* |
| **Ville de Nicolet** | 63* |
| **Municipalité de Nominingue** | 2* |
| **Municipalité de Notre-Dame-de-la-Salette** | 1* |
| **Municipalité de Notre-Dame-des-Neiges** | 2 |
| **Municipalité de Notre-Dame-du-Laus** | 9* |
| **Municipalité de Notre-Dame-du-Nord** | 1 |
| **Municipalité d'Oka** | 13 |
| **Municipalité de Palmarolle** | 48 |
| **Municipalité de Papineauville** | 1* |
| **Municipalité de Piedmont** | 1* |
| **Municipalité de Pierreville** | 489 |
| **Muncipalité de Pike River** | 8 |
| **Ville de Pincourt** | 68 |
| **Municipalité de Plaisance** | 28 |
| **Ville de Pohénégamook** | 1 |
| **Municipalité de Pointe-Calumet** | 2* |
| **Ville de Pointe-Claire** | 1 |
| **Municipalité de Pointe-des-Cascades** | 1* |
| **Village de Pointe-Fortune** | 1 |
| **Municipalité de Pontiac** | 2* |
| **Village de Portage-du-Fort** | 5 |
| **Ville de Québec** | 4* |
| **Municipalité de Rapide-Danseur** | 1* |
| **Municipalité de Rawdon** | 2 |
| **Municipalité de Rémigny** | 1* |
| **Ville de Rigaud** | 78 |
| **Municipalité de Ripon** | 1 |
| **Municipalité de Rivière-Beaudette** | 6* |
| **Municipalité de Rivière-Héva** | 58 |
| **Ville de Rivière-Rouge** | 7* |

* Les demandes d'ajustement ciblent des secteurs ou le territoire entier d'une municipalité.

| Entités administratives | Nombre de demandes |
|---|---|
| **Municipalité de Roquemaure** | 1* |
| **Ville de Rosemère** | 33 |
| **Ville de Rouyn-Noranda** | 2 |
| **MRC de Roussillon** | 1* |
| **Municipalité de Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles** | 3* |
| **Municipalité de Saint-Alphonse-de-Granby** | 1* |
| **Municipalité de Saint-André-Avellin** | 15* |
| **Municipalité de Saint-André-d'Argenteuil** | 15* |
| **Municipalité de Saint-Anicet** | 2* |
| **Paroisse de Saint-Barthélémy** | 46* |
| **Municipalité de Saint-Calixte** | 1* |
| **Ville de Saint-Charles-Borromée** | 3 |
| **Municipalité de Saint-Charles-de-Bellechasse** | 4 |
| **Municipalité de Saint-Chrysostome** | 3* |
| **Ville de Saint-Colomban** | 16 |
| **Municipalité de Saint-Cuthbert** | 10* |
| **Municipalité de Saint-Léonard-d'Aston** | 11 |
| **Municipalité de Saint-Stanislas-de-Kostka** | 1* |
| **Ville de Sainte-Adèle** | 4* |
| **Municipalité de Sainte-Angèle-de-Mérici** | 19* |
| **Municipalité de Sainte-Angèle-de-Prémont** | 1* |
| **Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue** | 2 |
| **Municipalité de Sainte-Anne-de-la-Pérade** | 3* |
| **Municipalité de Sainte-Anne-de-Sorel** | 169* |
| **Municipalité de Sainte-Barbe** | 1* |
| **Ville de Sainte-Catherine** | 1* |
| **Municipalité de Sainte-Geneviève-de-Berthier** | 4* |
| **Municipalité de Sainte-Hélène-de-Mancebourg** | 1* |
| **Municipalité de Sainte-Jeanne-d'Arc** | 3* |
| **Ville Sainte-Marie** | 1 |
| **Municipalité de Sainte-Marthe-sur-le-Lac** | 145 |
| **Municipalité de Sainte-Mélanie** | 2* |
| **Municipalité de Sainte-Ursule** | 1* |
| **Ville de Saint-Eustache** | 47 |
| **Ville de Saint-Gabriel** | 12 |
| **Municipalité de Saint-Gabriel-de-Brandon** | 11 |
| **Municipalité de Saint-Henri** | 1* |
| **Municipalité de Saint-Ignace-de-Loyola** | 13 |
| **Ville de Saint-Joseph-de-Beauce** | 6 |
| **Paroisse de Saint-Joseph-de-Lepage** | 1* |
| **Municipalité de Saint-Joseph-des-Érables** | 1 |
| **Ville de Saint-Joseph-de-Sorel** | 10 |
| **Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac** | 3 |
| **Municipalité de Saint-Justin** | 1* |
| **Municipalité de Saint-Michel-des-Saints** | 4* |

* Les demandes d'ajustement ciblent des secteurs ou le territoire entier d'une municipalité.

| Entités administratives | Nombre de demandes |
|---|---|
| **Municipalité de Saint-Paul-de-L'Île-aux-Noix** | 8 |
| **Municipalité de Saint-Placide** | 32 |
| **Ville de Saint-Sauveur** | 1* |
| **Municipalité de Saint-Siméon** | 1* |
| **Paroisse de Saint-Zénon-du-Lac-Humqui** | 1* |
| **Municipalité de Saint-Zotique** | 16* |
| **Ville de Salaberry-de-Valleyfield** | 1* |
| **Municipalité de Scott** | 8* |
| **Ville de Senneville** | 23 |
| **Ville de Sorel-Tracy** | 90 |
| **MRC de Témiscamingue** | 1* |
| **Municipalité de Terasse-Vaudreuil** | 61 |
| **Ville de Terrebonne** | 1 |
| **Ville de Thurso** | 1* |
| **Ville de Trois-Rivières** | 1007 |
| **Municipalité de Val-des-Monts** | 73* |
| **Municipalité de Val-Morin** | 1 |
| **Municipalité de Val-des-Bois** | 1* |
| **Municipalité de Vallée-Jonction** | 1* |
| **Ville de Vaudreuil-Dorion** | 46 |
| **Village de Vaudreuil-sur-le-Lac** | 18 |
| **Municipalité de Verchères** | 26 |
| **Ville de Ville-Marie** | 1* |
| **Municipalité de Waltham** | 12 |
| **Muncipalité de Weedon** | 3* |
| **Municipalité de Yamachiche** | 54 |
| **Municipalité de Yamaska** | 27 |

* Les demandes d'ajustement ciblent des secteurs ou le territoire entier d'une municipalité.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande nº 98 | Considérant l'année en cours et l'arrivée du printemps, existe-t-il des ententes particulières avec des villes ou des villages de la province concernant la gestion prochaine des inondations ? Si oui, veuillez fournir, par municipalité, les détails de ces ententes. |
|---|---|

- Le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) soutient différents projets en collaboration avec le milieu municipal en lien avec le phénomène des inondations.
- À la suite des inondations de 2017, le gouvernement a investi 21 M$ en 2018 pour actualiser la cartographie des zones inondables de certains organismes municipaux. Ainsi, huit conventions d'aide financière ont été signées avec le milieu municipal pour l'actualisation de la cartographie des zones inondables sur leur territoire et la mise en œuvre d'actions de communication auprès de la population. Le MAMH a participé aux rencontres des comités de liaison mis en place pour accompagner les organismes municipaux.
- Le *Plan de protection du territoire face aux inondations : des solutions durables pour mieux protéger nos milieux de vie* (ci-après appelé le Plan) a été rendu public le 3 avril 2020.
    - Le Plan propose un ensemble de mesures majeures et structurantes qui représente un investissement important pour accroître la résilience des communautés face aux risques d'inondations. Il comporte 23 mesures qui touchent quatre axes d'intervention :
        - Cartographier;
        - Régir et encadrer;
        - Planifier et intervenir;
        - Connaître et communiquer.
    - Le Plan prévoit notamment de rendre disponible une somme supplémentaire de 8 M$ à l'aide accordée en 2018 par le MAMH dans le cadre des huit conventions d'aide financière convenues avec des organismes municipaux afin que les secteurs concernés poursuivent les travaux de cartographie amorcés en tenant compte de la gestion des risques.
    - De plus, dans le cadre du Plan, le gouvernement a accordé une aide financière afin de soutenir certains projets pilotes visant à réduire les impacts des inondations sur les milieux de vie. Une aide financière de 300 000 $ a ainsi été accordée pour la caractérisation des aboiteaux et de leurs impacts sur le milieu dans la Municipalité régionale de comté (MRC) de Kamouraska et une aide de 300 000 $ a été accordée pour un projet visant l'appréciation des risques d'inondations et la planification d'actions visant une meilleure résilience face aux inondations sur le territoire de la Ville de Gatineau et des MRC des Collines de l'Outaouais, de Pontiac et de Papineau.
- De plus, le MAMH participe depuis le printemps 2019 à une démarche de concertation régionale en Beauce visant la mise en place de mesures d'atténuation des risques liés aux inondations pour la rivière Chaudière.
- Le MAMH offre également une aide financière pour soutenir les initiatives locales pour la coopération intermunicipale en matière de gestion d'équipements, d'infrastructures, de services ou d'activités en milieu municipal.
- En 2019-2020, le MAMH a notamment financé deux projets en lien avec le phénomène des inondations.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

Demande nº 98

Considérant l'année en cours et l'arrivée du printemps, existe-t-il des ententes particulières avec des villes ou des villages de la province concernant la gestion prochaine des inondations ? Si oui, veuillez fournir, par municipalité, les détails de ces ententes.

| Région | Nom de l'organisme responsable | Détail du projet | Montant d'aide octroyé |
|---|---|---|---|
| 12 | Municipalité de Saint-Martin | Achat et partage d'un drone afin d'obtenir une vue d'ensemble rapide et en temps réel dans des situations d'urgence | 3 211 $ |
| 15 | Municipalité régionale de comté d'Antoine-Labelle | Développer un service d'ingénierie des cours d'eau | 50 000 $ |
| | Total | | **53 211 $** |

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 99 | Considérant l'année en cours et l'arrivée du printemps, existe-t-il des ententes financières particulières avec des villes ou des villages de la province concernant la gestion prochaine des inondations ? Si oui, veuillez fournir, par municipalité, la liste de ces ententes financières. |

Veuillez vous référer à la demande de renseignements particuliers nº 98 de l'opposition officielle.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 100 | Produire un état de situation des travaux concernant l'élaboration du nouveau cadre normatif pour la gestion des zones inondables. |

- Le *Plan de protection du territoire face aux inondations : des solutions durables pour mieux protéger nos milieux de vie* a été rendu public le 3 avril 2020. Ce plan prévoit notamment une révision du cadre normatif en zones inondables.
- Dans ce contexte, il est prévu que le gouvernement publie, d'ici 2021, un projet de règlement gouvernemental d'application municipale jetant les bases d'une nouvelle approche basée sur la gestion des risques et des impacts sur l'environnement. Le nouveau cadre normatif prévoira notamment un régime transitoire pour que les normes associées aux cartes de récurrence existantes puissent continuer de s'appliquer le temps que de nouvelles cartes basées sur une approche par gestion de risques puissent être déployées.
- Les travaux concernant l'élaboration du nouveau cadre normatif en zones inondables ont débuté et sont sous la responsabilité du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 101 | Le 5 décembre dernier, la ministre annonçait un investissement de 30 M$ afin d'appuyer les citoyens, les villes et les MRC. Ce programme vise l'amélioration de la connaissance, la mise en valeur, la protection et la transmission du patrimoine immobilier. En lien avec cette annonce, veuillez indiquer :<br>a) Décrire les trois volets du programme, les sommes investies par volet et les objectifs.<br>b) Décrire les expertises que le gouvernement souhaite développer<br>c) La liste des projets soutenus, les objectifs et les montants associés par projet<br>d) Le nombre d'embauches d'agentes et d'agents de développement du patrimoine réalisées en lien avec l'investissement.<br>e) Les échéanciers, le budget et les objectifs liés à la création de l'inventaire centralisé du patrimoine immobilier.<br>f) Les cibles attendues pour les trois années du programme. |

La réponse à cette question relève du ministère de la Culture et des Communications.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 102 | En référence à l'article 114 du projet de loi 40 qui stipule qu'un centre de service pourra « requérir d'une municipalité locale qu'elle lui cède, à titre gratuit, un immeuble à des fins de construction ou d'agrandissement d'une école ou d'un centre ». Veuillez fournir pour 2019-2020 les informations suivantes :<br>a) la liste des municipalités qui ont donné, cédé ou vendu un terrain<br>b) fournir la superficie du terrain donné, cédé ou vendu ;<br>c) identifier le type d'école qui sera construite par terrain ;<br>d) quels sont les échéanciers pour la construction de ces écoles ;<br>e) l'évaluation ou valeur municipale des terrains donnés, cédés ou vendus, par municipalité ;<br>f) quels sont les coûts liés à ses transactions, par municipalité ? |

La réponse à cette question relève du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 103 | À la suite de l'annonce de construction ou d'agrandissement de 128 écoles faite le 19 juin 2019 par le ministre de l'Éducation, veuillez fournir et ventiler les coûts des terrains visés par ces 128 projets ;<br>a) par école,<br>b) par commission scolaire/centre de service,<br>c) par région administrative. |

La réponse à cette question relève du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| Demande nº 104 | Veuillez fournir l'ensemble des subventions qui ont été accordées par le MAMH pour compenser les municipalités qui ont donné, cédé ou vendu des terrains pour construction d'écoles en 2019-2020 et également fournir les prévisions pour 2020-2021, 2021-2022 et 2022-2023. |
|---|---|

Aucune subvention n'a été accordée par le MAMH à cet effet.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 105 | Veuillez produire l'évaluation des impacts financiers de l'article 114 du projet de loi 40 sur les municipalités, par année pour les 5 prochaines années ; veuillez ventiler ces impacts financiers par région et par municipalité. |

La réponse à cette question relève du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 106 | Concernant l'article 114 du projet de loi 40, veuillez produire tous les avis juridiques, notes d'informations, analyses d'impact budgétaire et échéances qu'a émis le MAMH, la ministre, son cabinet avec la fédération québécoise des municipalités, l'union des municipalités du Québec, la ville de Montréal, la communauté métropolitaine de Montréal et la ville de Québec. |

**Lettre de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation et du ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur adressée à l'ensemble des mairesses et maires et des directrices générales et directeurs généraux des municipalités du Québec (12 février 2020)**

Cette lettre annonce l'adoption de la Loi modifiant principalement la Loi sur l'instruction publique relativement à l'organisation et à la gouvernance scolaires, le 7 février 2020 et présente les principales mesures de cette loi qui concernent les responsabilités municipales en matière de planification et d'acquisition des terrains requis pour la construction ou l'agrandissement d'écoles.

- Annexe (pages 1 et 2)

**Lettre du sous-ministre aux Affaires municipales et à l'Habitation adressée aux directeurs généraux et directrices générales de certaines municipalités concernant certains projets de construction de nouvelles écoles nécessitant un terrain (6 janvier 2020)**

Cette lettre a été adressée aux municipalités suivantes : Gatineau, Laval, Longueuil, Montréal, Saint-Jérôme et Vaudreuil-Dorion.

- Annexe (pages 3 à 14)

Québec, le 12 février 2020

Mesdames les Mairesses et Messieurs les Maires,
Mesdames les Directrices générales et Messieurs les Directeurs généraux
des commissions scolaires,

Le 7 février dernier, la *Loi modifiant principalement la Loi sur l'instruction publique relativement à l'organisation et àla gouvernance scolaires* a été adoptée.

Cette loi précise les responsabilités des centres de services scolaires ainsi que des municipalités et prévoit des dispositions visant à renforcer leur collaboration en matière de planification des besoins d'espace et d'acquisition des terrains requis pour l'agrandissement ou la construction d'établissements scolaires. En effet, depuis quelques années, certaines organisations peinent à trouver des emplacements adéquats pour répondre aux demandes d'offre éducative qu'elles reçoivent.

La Loi stipule que les municipalités devront désormais mettre à la disposition des centres de services scolaires les terrains requis pour la construction d'écoles. Afin d'encadrer cette responsabilité, un processus est mis en place par la Loi. Ainsi, les centres de services scolaires collaboreront avec les municipalités pour planifier le besoin d'espace en fonction des prévisions de clientèles et pour déterminer les terrains adéquats pouvant leur être cédés à l'intérieur d'un délai de deux ans.

Ces terrains devront par ailleurs répondre aux critères fixés par règlement gouvernemental, et ce, notamment afin d'éviter qu'ils présentent des enjeux environnementaux ou encore des risques pour la santé ou la sécurité des usagers.

Afin de faciliter l'acquisition des terrains par les municipalités au bénéfice des centres de services scolaires, la Loi élargit leurs pouvoirs. La contribution à des fins de parcs, de terrains de jeux et d'espaces naturels, pouvant être exigée en vertu de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme,* pourra dorénavant être utilisée pour acquérir les terrains devant être cédés aux centres de services scolaires. Les municipalités obtiennent aussi un droit de préemption leur permettant d'acquérir un terrain avant tout autre acheteur, afin qu'une école y soit établie.

Considérant les besoins en infrastructures scolaires pour lesquels une action rapide s'impose, des mesures exceptionnelles ont également été prévues de manière transitoire. Ainsi, durant les deux premières années de l'application de la Loi, le ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur pourra prescrire la cession d'un terrain devant être acquis dans un délai inférieur à deux ans. Les conditions et modalités seront variables selon l'urgence du besoin et le respect des échéanciers du projet.

En contrepartie, les centres de services scolaires devront favoriser le partage de leurs ressources sans frais avec les municipalités, notamment par la signature d'ententes de partage des infrastructures scolaires. Des mesures budgétaires ont d'ailleurs été dédiées à cet effet lors du dernier budget. Les citoyens bénéficieront ainsi d'un meilleur accès aux installations des établissements d'enseignement.

Veuillez agréer l'expression de nos sentiments les meilleurs.

La ministre des Affaires municipales et
de l'Habitation,

ANDRÉE LAFOREST

Le ministre de l'Éducation
et de l'Enseignement supérieur,

JEAN-FRANÇOIS ROBERGE

Ministère des
Affaires municipales
et de l'Habitation
Québec

Le sous-ministre

Québec, le 6 janvier 2020

Madame Marie-Hélène Lajoie
Directrice générale
Ville de Gatineau
C. P. 1970, succursale Hull
Gatineau (Québec) J8X 3Y9

Madame la ~~Directrice~~ Marie-Hélène générale,

Le 26 novembre dernier, nous avons tenu une rencontre téléphonique au sujet de la construction de nouvelles écoles et, plus particulièrement, des terrains nécessaires à cette fin. J'ai également rencontré d'autres villes à cet effet.

Je souhaitais vous informer qu'à la suite de ces rencontres, le gouvernement a pris connaissance de nos constats et a décidé, dans le contexte actuel, de procéder à ses frais à l'acquisition des terrains de propriété privée requis pour la construction des nouvelles écoles jugées prioritaires. Toutefois, il vous est demandé de céder sans frais les terrains dont la Ville est propriétaire en date de ce jour.

En contrepartie, la commission scolaire devra offrir à la Ville, en priorité et sans frais, l'accès à l'infrastructure qui y sera construite. De plus, advenant la cessation de l'utilisation de l'infrastructure, cette dernière sera remise avec le terrain à la Ville, le tout également sans frais.

En ce qui concerne la construction de futures écoles, il est de l'intention du gouvernement de poursuivre et formaliser l'approche en vigueur depuis 1995 selon laquelle les terrains pour les écoles sont fournis gracieusement par la Ville, et ce, afin d'allouer le maximum des investissements du gouvernement aux immeubles eux-mêmes.

... 2

**Québec**
Aile Chauveau, 4e étage
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
**Téléphone : 418 691-2040**
Télécopieur : 418 644-9863
www.mamh.gouv.qc.ca

**Montréal**
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
**Téléphone : 418 691-2040**
Télécopieur : 418 644-9863

Cependant, il est également de l'intention du gouvernement de prévoir un renforcement de la collaboration entre les municipalités et les commissions scolaires dans la planification des besoins d'espaces pour les écoles, d'élargir les pouvoirs municipaux en matière de contribution à des fins de parcs, de terrains de jeux et d'espaces naturels à l'acquisition de terrains devant être cédés aux commissions scolaires, d'octroyer à l'ensemble des municipalités un pouvoir de préemption visant l'acquisition de terrains devant être cédés aux commissions scolaires et de revoir les dispositions réglementaires encadrant le droit de préemption des commissions scolaires lorsque des terrains sont vendus ou échangés avec des municipalités.

Enfin, dans le contexte de rareté des espaces disponibles, des coûts de ceux-ci, de l'évolution de la société et d'exemples ailleurs qu'au Québec, le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur est disposé à réfléchir et à encourager l'émergence de nouveaux modèles d'implantation des écoles mieux adaptés aux réalités municipales actuelles et à venir.

Veuillez agréer, Madame la Directrice générale, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Le sous-ministre,

Frédéric Guay

c. c. M. Éric Blackburn, sous-ministre, MEES

Ministère des
Affaires municipales
et de l'Habitation
Québec

Le sous-ministre

Québec, le 6 janvier 2020

Monsieur Jacques Ulysse
Directeur général
Ville de Laval
1, Place du Souvenir
C. P. 422, succursale Saint-Martin
Laval (Québec) H7V 3Z4

Monsieur le Directeur général, Jacques

Le 12 novembre dernier, accompagné du directeur de cabinet de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation, je vous ai rencontré au sujet de la construction de nouvelles écoles et, plus particulièrement, des terrains nécessaires à cette fin. Nous avons également rencontré d'autres villes à cet effet.

Je souhaitais vous informer qu'à la suite de nos rencontres, le gouvernement a pris connaissance de nos constats et a décidé, dans le contexte actuel, de procéder à ses frais à l'acquisition des terrains de propriété privée requis pour la construction des nouvelles écoles jugées prioritaires. Toutefois, il vous est demandé de céder sans frais les terrains dont la Ville est propriétaire en date de ce jour.

En contrepartie, la commission scolaire devra offrir à la Ville, en priorité et sans frais, l'accès à l'infrastructure qui y sera construite. De plus, advenant la cessation de l'utilisation de l'infrastructure, cette dernière sera remise avec le terrain à la Ville, le tout également sans frais.

En ce qui concerne la construction de futures écoles, il est de l'intention du gouvernement de poursuivre et formaliser l'approche en vigueur depuis 1995 selon laquelle les terrains pour les écoles sont fournis gracieusement par la Ville, et ce, afin d'allouer le maximum des investissements du gouvernement aux immeubles eux-mêmes.

... 2

**Québec**
Aile Chauveau, 4e étage
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
**Téléphone : 418 691-2040**
Télécopieur : 418 644-9863
www.mamh.gouv.qc.ca

**Montréal**
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
**Téléphone : 418 691-2040**
Télécopieur : 418 644-9863

Cependant, il est également de l'intention du gouvernement de prévoir un renforcement de la collaboration entre les municipalités et les commissions scolaires dans la planification des besoins d'espaces pour les écoles, d'élargir les pouvoirs municipaux en matière de contribution à des fins de parcs, de terrains de jeux et d'espaces naturels à l'acquisition de terrains devant être cédés aux commissions scolaires, d'octroyer à l'ensemble des municipalités un pouvoir de préemption visant l'acquisition de terrains devant être cédés aux commissions scolaires et de revoir les dispositions réglementaires encadrant le droit de préemption des commissions scolaires lorsque des terrains sont vendus ou échangés avec des municipalités.

Enfin, dans le contexte de rareté des espaces disponibles, des coûts de ceux-ci, de l'évolution de la société et d'exemples ailleurs qu'au Québec, le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur est disposé à réfléchir et à encourager l'émergence de nouveaux modèles d'implantation des écoles mieux adaptés aux réalités municipales actuelles et à venir.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur général, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Le sous-ministre,

Frédéric Guay

c. c. M. Éric Blackburn, sous-ministre, MEES

Ministère des
Affaires municipales
et de l'Habitation
Québec

Le sous-ministre

Québec, le 6 janvier 2020

Monsieur Patrick Savard
Directeur général
Ville de Longueuil
4250, chemin de la Savane
Longueuil (Québec) J3Y 9G4

Monsieur le Directeur général,

Le 12 novembre dernier, accompagné du directeur de cabinet de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation, je vous ai rencontré au sujet de la construction de nouvelles écoles et, plus particulièrement, des terrains nécessaires à cette fin. Nous avons également rencontré d'autres villes à cet effet.

Je souhaitais vous informer qu'à la suite de nos rencontres, le gouvernement a pris connaissance de nos constats et a décidé, dans le contexte actuel, de procéder à ses frais à l'acquisition des terrains de propriété privée requis pour la construction des nouvelles écoles jugées prioritaires. Toutefois, il vous est demandé de céder sans frais les terrains dont la Ville est propriétaire en date de ce jour.

En contrepartie, la commission scolaire devra offrir à la Ville, en priorité et sans frais, l'accès à l'infrastructure qui y sera construite. De plus, advenant la cessation de l'utilisation de l'infrastructure, cette dernière sera remise avec le terrain à la Ville, le tout également sans frais.

En ce qui concerne la construction de futures écoles, il est de l'intention du gouvernement de poursuivre et formaliser l'approche en vigueur depuis 1995 selon laquelle les terrains pour les écoles sont fournis gracieusement par la Ville, et ce, afin d'allouer le maximum des investissements du gouvernement aux immeubles eux-mêmes.

... 2

**Québec**
Aile Chauveau, 4e étage
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
**Téléphone : 418 691-2040**
Télécopieur : 418 644-9863
www.mamh.gouv.qc.ca

**Montréal**
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
**Téléphone : 418 691-2040**
Télécopieur : 418 644-9863

Cependant, il est également de l'intention du gouvernement de prévoir un renforcement de la collaboration entre les municipalités et les commissions scolaires dans la planification des besoins d'espaces pour les écoles, d'élargir les pouvoirs municipaux en matière de contribution à des fins de parcs, de terrains de jeux et d'espaces naturels à l'acquisition de terrains devant être cédés aux commissions scolaires, d'octroyer à l'ensemble des municipalités un pouvoir de préemption visant l'acquisition de terrains devant être cédés aux commissions scolaires et de revoir les dispositions réglementaires encadrant le droit de préemption des commissions scolaires lorsque des terrains sont vendus ou échangés avec des municipalités.

Enfin, dans le contexte de rareté des espaces disponibles, des coûts de ceux-ci, de l'évolution de la société et d'exemples ailleurs qu'au Québec, le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur est disposé à réfléchir et à encourager l'émergence de nouveaux modèles d'implantation des écoles mieux adaptés aux réalités municipales actuelles et à venir.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur général, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Le sous-ministre,

Frédéric Guay

c. c. M. Éric Blackburn, sous-ministre, MEES

Ministère des
Affaires municipales
et de l'Habitation
Québec

Le sous-ministre

Québec, le 6 janvier 2020

Monsieur Serge Lamontagne
Directeur général
Ville de Montréal
1er étage, bureau 106
155, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Monsieur le Directeur général,

Les 11 et 13 novembre dernier, accompagné du directeur de cabinet de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation, je vous ai rencontré ainsi que plusieurs arrondissements de la Ville au sujet de la construction de nouvelles écoles et, plus particulièrement, des terrains nécessaires à cette fin. Nous avons également rencontré d'autres villes à cet effet.

Je souhaitais vous informer qu'à la suite de nos rencontres, le gouvernement a pris connaissance de nos constats et a décidé, dans le contexte actuel, de procéder à ses frais à l'acquisition des terrains de propriété privée requis pour la construction des nouvelles écoles jugées prioritaires. Toutefois, il vous est demandé de céder sans frais les terrains dont la Ville est propriétaire en date de ce jour.

En contrepartie, la commission scolaire devra offrir à la Ville, en priorité et sans frais, l'accès à l'infrastructure qui y sera construite. De plus, advenant la cessation de l'utilisation de l'infrastructure, cette dernière sera remise avec le terrain à la Ville, le tout également sans frais.

En ce qui concerne la construction de futures écoles, il est de l'intention du gouvernement de poursuivre et formaliser l'approche en vigueur depuis 1995 selon laquelle les terrains pour les écoles sont fournis gracieusement par la Ville, et ce, afin d'allouer le maximum des investissements du gouvernement aux immeubles eux-mêmes.

... 2

**Québec**
Aile Chauveau, 4e étage
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
**Téléphone : 418 691-2040**
Télécopieur : 418 644-9863
www.mamh.gouv.qc.ca

**Montréal**
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
**Téléphone : 418 691-2040**
Télécopieur : 418 644-9863

Cependant, il est également de l'intention du gouvernement de prévoir un renforcement de la collaboration entre les municipalités et les commissions scolaires dans la planification des besoins d'espaces pour les écoles, d'élargir les pouvoirs municipaux en matière de contribution à des fins de parcs, de terrains de jeux et d'espaces naturels à l'acquisition de terrains devant être cédés aux commissions scolaires, d'octroyer à l'ensemble des municipalités un pouvoir de préemption visant l'acquisition de terrains devant être cédés aux commissions scolaires et de revoir les dispositions réglementaires encadrant le droit de préemption des commissions scolaires lorsque des terrains sont vendus ou échangés avec des municipalités.

Enfin, dans le contexte de rareté des espaces disponibles, des coûts de ceux-ci, de l'évolution de la société et d'exemples ailleurs qu'au Québec, le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES) est disposé à réfléchir et à encourager l'émergence de nouveaux modèles d'implantation des écoles mieux adaptés aux réalités municipales actuelles et à venir.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur général, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Le sous-ministre,

Frédéric Guay

c. c. M. Éric Blackburn, sous-ministre, MEES

Ministère des
Affaires municipales
et de l'Habitation
Québec

Le sous-ministre

Québec, le 6 janvier 2020

Monsieur Yvan Patenaude
Directeur général
Ville de Saint-Jérôme
10, rue Saint-Joseph, bureau 301
Saint-Jérôme (Québec) J7Z 7G7

Monsieur le Directeur général,

Le 12 novembre dernier, accompagné du directeur de cabinet de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation, je vous ai rencontré au sujet de la construction de nouvelles écoles et, plus particulièrement, des terrains nécessaires à cette fin. Nous avons également rencontré d'autres villes à cet effet.

Je souhaitais vous informer qu'à la suite de nos rencontres, le gouvernement a pris connaissance de nos constats et a décidé, dans le contexte actuel, de procéder à ses frais à l'acquisition des terrains de propriété privée requis pour la construction des nouvelles écoles jugées prioritaires. Toutefois, il vous est demandé de céder sans frais les terrains dont la Ville est propriétaire en date de ce jour.

En contrepartie, la commission scolaire devra offrir à la Ville, en priorité et sans frais, l'accès à l'infrastructure qui y sera construite. De plus, advenant la cessation de l'utilisation de l'infrastructure, cette dernière sera remise avec le terrain à la Ville, le tout également sans frais.

En ce qui concerne la construction de futures écoles, il est de l'intention du gouvernement de poursuivre et formaliser l'approche en vigueur depuis 1995 selon laquelle les terrains pour les écoles sont fournis gracieusement par la Ville, et ce, afin d'allouer le maximum des investissements du gouvernement aux immeubles eux-mêmes.

... 2

**Québec**
Aile Chauveau, 4e étage
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
**Téléphone : 418 691-2040**
Télécopieur : 418 644-9863
www.mamh.gouv.qc.ca

**Montréal**
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
**Téléphone : 418 691-2040**
Télécopieur : 418 644-9863

Cependant, il est également de l'intention du gouvernement de prévoir un renforcement de la collaboration entre les municipalités et les commissions scolaires dans la planification des besoins d'espaces pour les écoles, d'élargir les pouvoirs municipaux en matière de contribution à des fins de parcs, de terrains de jeux et d'espaces naturels à l'acquisition de terrains devant être cédés aux commissions scolaires, d'octroyer à l'ensemble des municipalités un pouvoir de préemption visant l'acquisition de terrains devant être cédés aux commissions scolaires et de revoir les dispositions réglementaires encadrant le droit de préemption des commissions scolaires lorsque des terrains sont vendus ou échangés avec des municipalités.

Enfin, dans le contexte de rareté des espaces disponibles, des coûts de ceux-ci, de l'évolution de la société et d'exemples ailleurs qu'au Québec, le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur est disposé à réfléchir et à encourager l'émergence de nouveaux modèles d'implantation des écoles mieux adaptés aux réalités municipales actuelles et à venir.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur général, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Le sous-ministre,

Frédéric Guay

c. c. M. Éric Blackburn, sous-ministre, MEES

Ministère des
Affaires municipales
et de l'Habitation
Québec

Le sous-ministre

Québec, le 6 janvier 2020

Monsieur Olivier Van Neste
Directeur général
Ville de Vaudreuil-Dorion
2555, rue Dutrisac, suite 200
Vaudreuil-Dorion (Québec) J7V 7E6

Monsieur le Directeur général,

Le 26 novembre dernier, nous avons tenu une rencontre téléphonique au sujet de la construction de nouvelles écoles et, plus particulièrement, des terrains nécessaires à cette fin. J'ai également rencontré d'autres villes à cet effet.

Je souhaitais vous informer qu'à la suite de ces rencontres, le gouvernement a pris connaissance de nos constats et a décidé, dans le contexte actuel, de procéder à ses frais à l'acquisition des terrains de propriété privée requis pour la construction des nouvelles écoles jugées prioritaires. Toutefois, il vous est demandé de céder sans frais les terrains dont la Ville est propriétaire en date de ce jour.

En contrepartie, la commission scolaire devra offrir à la Ville, en priorité et sans frais, l'accès à l'infrastructure qui y sera construite. De plus, advenant la cessation de l'utilisation de l'infrastructure, cette dernière sera remise avec le terrain à la Ville, le tout également sans frais.

En ce qui concerne la construction de futures écoles, il est de l'intention du gouvernement de poursuivre et formaliser l'approche en vigueur depuis 1995 selon laquelle les terrains pour les écoles sont fournis gracieusement par la Ville, et ce, afin d'allouer le maximum des investissements du gouvernement aux immeubles eux-mêmes.

... 2

**Québec**
Aile Chauveau, 4e étage
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
**Téléphone : 418 691-2040**
Télécopieur : 418 644-9863
www.mamh.gouv.qc.ca

**Montréal**
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
**Téléphone : 418 691-2040**
Télécopieur : 418 644-9863

Cependant, il est également de l'intention du gouvernement de prévoir un renforcement de la collaboration entre les municipalités et les commissions scolaires dans la planification des besoins d'espaces pour les écoles, d'élargir les pouvoirs municipaux en matière de contribution à des fins de parcs, de terrains de jeux et d'espaces naturels à l'acquisition de terrains devant être cédés aux commissions scolaires, d'octroyer à l'ensemble des municipalités un pouvoir de préemption visant l'acquisition de terrains devant être cédés aux commissions scolaires et de revoir les dispositions réglementaires encadrant le droit de préemption des commissions scolaires lorsque des terrains sont vendus ou échangés avec des municipalités.

Enfin, dans le contexte de rareté des espaces disponibles, des coûts de ceux-ci, de l'évolution de la société et d'exemples ailleurs qu'au Québec, le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur est disposé à réfléchir et à encourager l'émergence de nouveaux modèles d'implantation des écoles mieux adaptés aux réalités municipales actuelles et à venir.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur général, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Le sous-ministre,

Frédéric Guay

c. c. M. Éric Blackburn, sous-ministre, MEES

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 107 | Depuis la formation du Comité camps de jour – Enfants de 4 ans, veuillez nous fournir :<br>a) la composition du comité ;<br>b) la liste des rencontres ;<br>c) la liste des personnes présentes, par rencontre ;<br>d) les ordres du jour ;<br>e) les procès-verbaux des rencontres ;<br>f) la liste des recommandations du comité ;<br>g) les frais associés pour les rencontres du comité (déplacement, hébergement, repas, alcool, autre). |

La réponse à cette question relève du ministère de la Famille.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 108 | Fournir l'analyse de l'impact budgétaire de la maternelle 4 ans, sur les camps de jour dans les municipalités, produite par le ministère. |

La réponse à cette question relève du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 109 | Fournir tous les avis, notes et analyses du Ministère sur les impacts de la maternelle 4 ans sur les municipalités. |

La réponse à cette question relève du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 110 | Fournir le nombre de municipalités qui offrent des camps de jour pour les enfants de 4 ans en 2019-2020 et les prévisions pour les 5 prochaines années. |

La réponse à cette question relève du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 111 | Concernant la réforme de la taxe foncière agricole prévue par le projet de loi 48, fournir :<br>a) Tous les échanges entre la ministre, son cabinet, et les organisations municipales (FQM, UMQ) ;<br>b) Tous les documents ou communications transmis par le MAMH au MAPAQ ;<br>c) Spécifier et ventiler le nombre de municipalités qui subiront une perte de revenu découlant de cette réforme ;<br>d) Spécifier les régions du Québec qui subiront le contrecoup le plus important au chapitre des pertes de revenus par les municipalités ;<br>e) Le détail des mesures financières prévues afin de compenser les municipalités en 2020-2021 en précisant la date prévue de la fin des mesures de compensation. |

Les sous-questions a) et b) semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

Les sous-questions c), d) et e) relèvent du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 112 | Fournir une évaluation de l'impact financier sur les municipalités du plafonnement du 90e percentile de la valeur applicable à la valeur foncière agricole. |

La réponse à cette question relève du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec.

**Étude des crédits 2020-2021**
**Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

| | |
|---|---|
| Demande nº 113 | Veuillez fournir un état d'avancement de la réforme de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et les crédits associés à ce projet pour 2019-2020 et les projections pour 2020-2021. |

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

*Ministère des*
*Affaires municipales*
*et de l'Habitation*
Québec